

latitudes 23



Conservation contre nature

Les îles Galápagos

Christophe Grenier

IRD
Éditions

Conservation contre nature

Les îles Galápagos



Conservation contre nature

Les îles Galápagos

Christophe Grenier

Éditions de l'IRD
INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Collection *latitudes* 23

Paris, 2000

« Latitudes 23 » est une collection généraliste, pluridisciplinaire. Elle vise à publier des synthèses thématiques ou géographiques privilégiant les systèmes complexes, croisant différents regards, et à faire le point sur une question à une large échelle de temps et d'espace. Les thématiques privilégiées sont : relations hommes-milieu, gestion des ressources naturelles, environnement-développement. Toutes les disciplines sont concernées, avec une priorité accordée aux approches associant les sciences de la nature et de la société.

Directrice de collection : Marie-Christine Cormier-Salem (cormier@mnhn.fr)

Couverture :

Fou à pattes bleues (*Sula nebouxi*).

Frontispice :

Roc de León Dormido, au large de l'île de San Cristóbal.

Coordination, fabrication : Corinne Lavagne

Mise en page : Marie-Odile Schnepf

Correction : Yolande Cavallazzi

Maquette de couverture : Michelle Saint-Léger

Maquette intérieure : Catherine Plasse

Crédit photographique : Christophe Grenier

La loi du 1^{er} juillet 1992 (code de la propriété intellectuelle, première partie) n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article L. 122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans le but d'exemple ou d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1^{er} de l'article L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon passible des peines prévues au titre III de la loi précitée.

© IRD éditions, 2000

ISSN : 1278-348X

ISBN : 2-7099-1451-4

à Sabine

Remerciements

Je suis très reconnaissant à Marie-Christine Cormier-Salem et à Corinne Lavagne d'avoir impulsé et accompagné la mise en forme de cet ouvrage. Et je ne résiste pas au plaisir de remercier à nouveau, outre les nombreux informateurs, enquêtés, amis ou proches, quelques personnes qui ont aidé de diverses façons, aux Galápagos ou ailleurs, à la réalisation de la thèse dont ce livre est issu : Marco Andrade, Federico Angermeyer, Franklin Angermeyer, Luis Arana, Sylvie Blangy, Chantal Blanton, Michael Bliemsrieder, Joël Bonnemaïson (†), Pascal Brunello, César Carranza, Linda Cayot, Georges Cazes, Gaillot Chatelain, José Coque, Eliécer Cruz, Felipe Cruz, David Day, Jean-Paul Deléage, Gil De Roy, Pierre Gondard, Jacinto Gordillo, Philippe Grenier, Sabine Grenier, Arturo Izurieta, Michel Kaysin, Erland Lettevald, René Marocco, André Mauchamp, Pascale Metzger, Claude de Miras, Mao Ortuño (†), Fabio Peñafiel, Roland Pourtier, Christopher Rogers, Marta Romo-Leroux, Gunda Schreyer, Vincent Steiger, Alberto Vasquéz, Maria-Dolorès Villamar.

Christophe Grenier est maître de conférences en géographie
à l'université de Nantes.

E-mail : christophe.grenier@humana.univ-nantes.fr

Sommaire

Préface	9
Introduction	
Des îles ou la planète?	13
UNE NATURE CONVOITÉE DANS UN ESPACE OUVERT	
<i>Chapitre I</i>	
La découverte de la nature des Galápagos	21
<i>Chapitre II</i>	
L'espace ouvert	57
<i>Chapitre III</i>	
Des îles « naturalisées » par le Nord	91
LE RATTACHEMENT AU MONDE	
<i>Chapitre IV</i>	
La mainmise du tourisme de réseaux sur les Galápagos	123
<i>Chapitre V</i>	
L'intégration des Galápagos à l'Équateur	163
<i>Chapitre VI</i>	
La continentalisation du milieu insulaire	205
L'ÉCHEC DE LA CONSERVATION	
<i>Chapitre VII</i>	
Un parc national à l'encan	247
<i>Chapitre VIII</i>	
Les réseaux conservationnistes contre les territoires	297
Conclusion	
De la conservation de la nature à la préservation de la géodiversité	331
Références	341
Glossaire des termes équatoriens	353
Sigles	355
Résumé/Abstract/Resumen	357
Table des cartes, figures et tableaux	369
Table des matières	373

Préface

Galápagos: la simple énonciation de ce collier d'îles surgies du Pacifique fait naître un flot d'images fantastiques et paradisiaques. Le mythe d'une terre d'avant les hommes le dispute au rêve, les tortues emblématiques à l'aventure scientifique de Darwin. La « Nature » est la raison d'être de l'engouement contemporain que suscitent ces cailloux volcaniques, qui servirent autrefois de mouillage aux flibustiers, plus tard aux baleiniers, mais ne connurent aucune implantation durable avant l'arrivée des premiers Équatoriens dans les années 1870 puis, au début du xx^e siècle, d'une poignée d'Européens en mal de robinsonade. Aujourd'hui laboratoire exceptionnel pour les naturalistes, les Galápagos sont confrontées aux convoitises d'un tourisme international avide de spectaculaire. Comment la préservation d'un patrimoine naturel unique au monde peut-elle résister à la pression touristique ? Première question, sur laquelle s'en greffe une seconde, plus géopolitique : longtemps resté « espace ouvert », l'archipel de Colomb, annexé en 1832 par l'Équateur, est actuellement le théâtre d'un processus d'« équatorianisation » pas toujours en harmonie avec les objectifs de « naturalisation » poursuivis par les scientifiques du Nord. En quelques décennies les Galápagos sont devenues un nœud de contradictions.

Elles n'ont pourtant pas toujours été convoitées : la nature les rendit longtemps plus répulsives qu'attractives. L'Équateur en fit même une terre de relégation : le souvenir du pénitencier d'Isabela, fermé seulement en 1959, n'est pas loin. En ces îles paradoxales, mariant les contraires, le jeu complexe des vents, des reliefs insulaires et des courants marins régit des climats capricieux : ici règne une aridité inhabituelle aux latitudes équatoriales, là les années de fort Niño noient les versants mouillés de pluies ininterrompues démoralisant les hommes. La variété des facettes écologiques a favorisé une spéciation diversifiée des espèces venues du continent américain. La compréhension de ces processus, à l'origine de l'« évolutionnisme horizontal » darwinien, a donné sa juste place à la dimension spatiale. Mais il manquait, en complément à l'étude des écosystèmes spatialisés, celle de l'espace géographique. C'est le mérite de Christophe Grenier d'avoir comblé cette lacune. En plaçant l'action humaine au cœur des dynamiques spatiales, depuis l'échelle locale jusqu'à celle du capitalisme mondial, il donne toute

leur signification aux lieux et à leurs transformations. En les situant dans le temps et l'espace, comme dans leur épaisseur sociale, il franchit le miroir, dévoilant en contrepoint d'un voyage au pays des merveilles la face cachée d'une réalité plus triviale animée de passions et d'intérêts contradictoires.

L'impossible rêve conservateur s'est brisé sur la publicité faite par les naturalistes, dont le financement des recherches était suspendu à la valorisation marchande des images qu'ils divulguaient. Depuis le livre de Beebe, *Galápagos: World's End*, paru en 1924, les reportages dans les magazines se sont multipliés, conférant aux *Encantadas* (les îles enchantées) un statut photogénique dans lequel tend à les enfermer la photomania contemporaine. Mise en scène, la nature est réduite au visuel. C'est sous cette forme qu'elle devient marchandise et s'offre, en se banalisant, à la consommation. La fondation Charles-Darwin n'échappe pas à la nécessité économique d'exposer le caractère exceptionnel des Galápagos et d'attirer l'attention non pas sur les dangers qui guettent la « nature » (quel sponsor se soucierait du recul des *scalesia*, et de l'invasion de goyaviers sauvages ?), mais sur ce qui touche la sensibilité contemporaine, à savoir des animaux réputés sympathiques, tels que les tortues.

Rançon du succès : l'échec de la conservation, car l'image, inéluctablement, a produit du tourisme. Il s'agit d'un tourisme de réseaux qui concerne une clientèle du Nord, aisée, pressée et voyeuriste, avide de clichés, dans tous les sens du terme. Pour la satisfaire, les entreprises touristiques poussées par le profit n'hésitent pas à dévoyer la nature et exigent toujours plus de droits de visites. Mais que devient cette « nature » transformée en musée, avec péage et embouteillage sur les sites les plus renommés ? Comme partout le nombre tue l'objet du désir, et la solution du fac-similé, possible à Lascaux, est ici difficilement envisageable.

Protection/consommation de la nature : l'aporie est établie. Mais à cette contradiction s'en ajoute une autre : depuis la création du parc national, la population des « colons » a décuplé. Les *Galápagueños* font pression pour exploiter nouveaux espaces et ressources protégées : la pêche clandestine des holoturies destinées au marché chinois est exemplaire des difficultés de gestion de la nature et des conflits d'intérêts entre un trop-plein d'acteurs. *Last but not least*, les susceptibilités nationales équatoriennes combinées aux carences administratives et aux rivalités politiques locales ont définitivement extrait les Galápagos de leur bulle de nature.

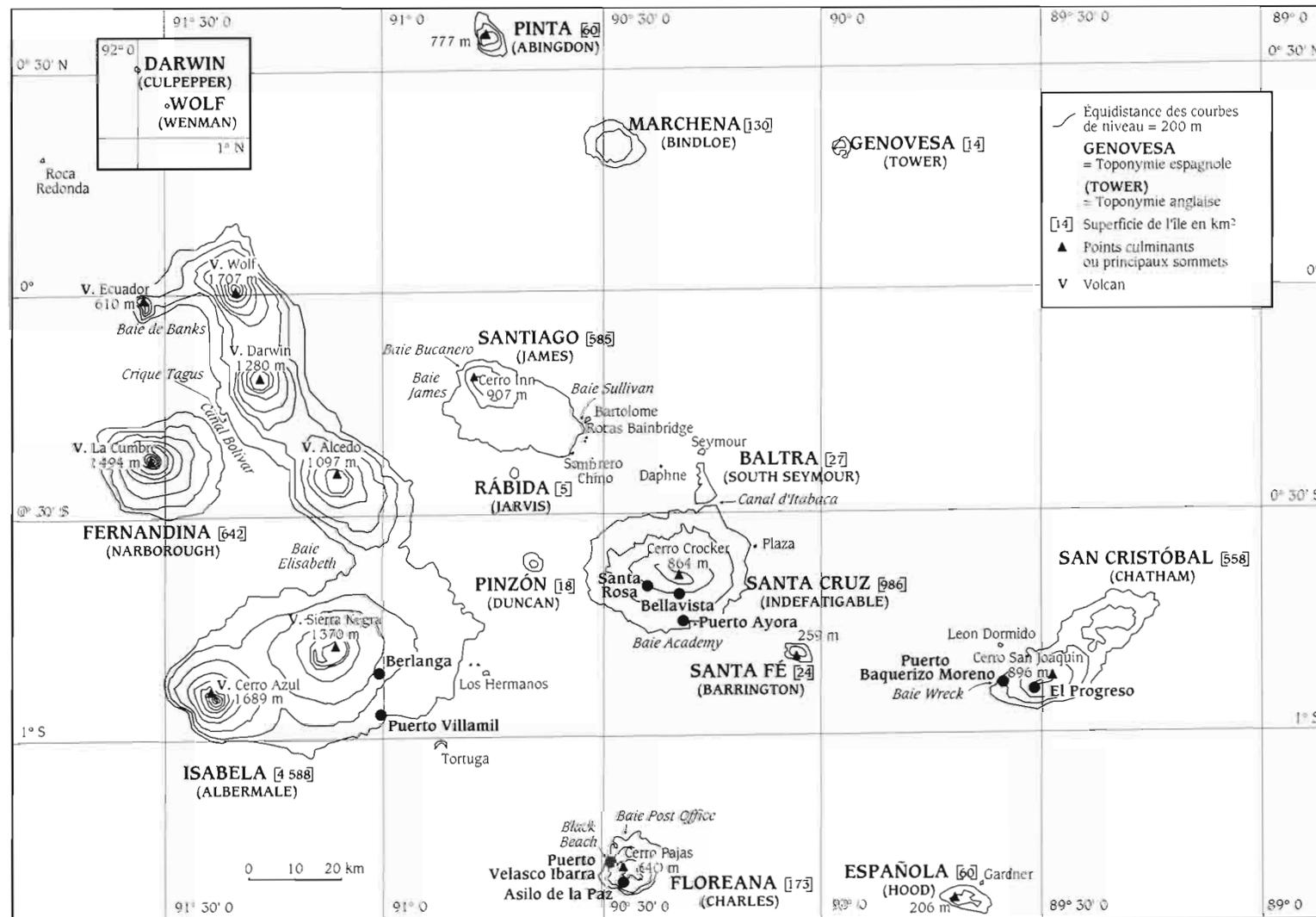
En analysant les multiples facettes d'une réalité toute en complexité, Christophe Grenier s'est gardé de trancher le nœud gordien des contradic-

tions qui lui sont inhérentes. L'étude d'un cas particulier et exemplaire lui sert en revanche de tremplin pour une réflexion de portée générale sur la place de l'homme dans la nature, véritable plaidoyer en faveur de la géodiversité. Question essentielle, en effet, pour l'avenir de l'humanité car le rétrécissement du monde rend la préservation de cette géodiversité chaque jour plus impérative.

Roland POURTIER

Professeur à l'université de Paris-1 Panthéon-Sorbonne

CARTE 1 — Les îles Galápagos.



Introduction

Des îles ou la planète ?

Le parc national des Galápagos, censé protéger une nature dont la singularité vient de l'isolement dans lequel elle a évolué, a enclenché un processus inverse en renforçant le rattachement de ces îles océaniques au reste du monde par le biais de réseaux touristiques et migratoires. Car ces réseaux font pénétrer dans l'archipel et la réserve naturelle — espaces en principe doublement clos, même s'ils n'ont jamais été hermétiquement fermés — un nombre croissant de personnes, dont les activités permanentes ou temporaires provoquent la disparition de la nature que l'on croyait préserver. Or, cette étude vise à montrer que l'échec du parc national des Galápagos est celui de la conservation de la nature comme pratique et idéologie.

Cependant, les îles Galápagos ne s'étendent que sur 8 000 km², elles n'abritent, au plus, que 20 000 habitants permanents, et elles ne sont fréquentées, chaque année, que par une soixantaine de milliers de touristes. Par conséquent, une analyse géographique de la conservation de la nature à partir de l'étude de ce seul archipel peut soulever l'objection suivante : son exigüité, sa faible population et la modestie des flux qui s'y déversent rendraient peu généralisables les enseignements que l'on pourrait en tirer, même si les innombrables recherches scientifiques qui y sont menées depuis Darwin et le prestige du parc national des Galápagos (PNG) en ont fait un emblème à l'échelle mondiale. Cette critique peut être réfutée par une démarche démontrant que la complexité du réel oblige à l'aborder comme un système¹ : une parcelle du globe — Galápagos ou autre — ne se comprend qu'en l'abordant à la fois comme partie d'un tout et comme ensemble singulier. Et si, en géographie, le particulier est partiellement explicable par le général, le contraire est vrai aussi, et l'étude de certains phénomènes à l'œuvre dans une région éclaire ceux-ci à l'échelle de la Terre. Ce sont les termes de cette correspondance qu'il s'agit d'exposer ici.

Il est acquis que l'unité de l'espèce humaine et de l'espace terrestre autorise les comparaisons entre les différents lieux de la planète peuplés ou utilisés par les hommes². « La science géographique présuppose que le monde soit compris géographiquement, que l'homme se sente et se sache lié à la Terre comme être appelé à se réaliser en sa condition terrestre », écrivait E. DARDEL dans *L'homme et la Terre* (1990 : 46 [1952]) : si l'on sait depuis

¹ L'analyse systémique n'est que le nom moderne (holisme est moins employé) d'une démarche aussi ancienne que la science (voire que la religion ou le mythe), puisqu'elle vise à relier entre eux des phénomènes afin de proposer une explication globale. Pour tenter d'y parvenir ici, je me suis servi des concepts de « champ » (cf. BOURDIEU, 1992) et surtout de « milieu » (cf. BERQUIE, 1986, 1990, 1993, 1996), qui impliquent de porter une attention particulière aux relations ou aux réseaux reliant différents éléments du système étudié.

² Rien de neuf dans ce postulat en géographie : « L'idée qui plane sur tous les progrès de la géographie est l'unité terrestre. Les faits de géographie se rattachent à un ensemble terrestre et ne sont explicables que par lui » (VIDAL DE LA BLACHE, 1955 : 5 [1921]).

longtemps que la Terre est un espace fini, il reste peut-être à prendre la mesure de cette limite par la conscience de l'époque à laquelle nous vivons.

Nous habitons un monde à la fois limité et fragile : pour la première fois, l'humanité a un espace aux dimensions de la planète, et son action peut modifier n'importe quel lieu du globe comme la totalité de celui-ci. C'est dans la finitude historique de la Terre que réside la nouveauté radicale car, à la biosphère, l'histoire a surimposé le système Monde (DOLLFUS, 1986 ; 1990). Il en résulte une complexité accrue puisque non seulement les champs de la nature terrestre et de l'humanité coïncident désormais totalement, mais aussi, dans chacun d'entre eux comme de façon croisée, des phénomènes locaux peuvent avoir des conséquences à l'échelle planétaire, et inversement.

Les îles : biologie évolutive et géographie

Biologie évolutive et géographie ont en commun de traiter des relations entre la Terre et le vivant — espèces ou humanité. Il en découle une certaine similitude entre des sciences qualitatives auxquelles le « terrain » offre une prise directe avec la réalité. Du fait qu'elles travaillent sur un champ à la fois limité — espace terrestre ou biosphère — et très complexe, ces deux sciences s'appuient sur l'analyse systémique et partagent notamment les méthodes et conceptions suivantes : le recours aux échelles — du local au mondial, pour les espaces ou les écosystèmes ; l'appel à l'histoire — le lien entre le temps et l'espace est fondamental dans l'étude géographique de l'humanité comme dans celle de l'évolution biologique ; et la conscience de la singularité de leurs objets d'étude — chaque lieu, paysage, milieu ou chaque population, espèce, écosystème est unique (MAYR, 1989).

De même qu'en écologie, l'insularité a une valeur heuristique en géographie : le contenant — ou la forme — de l'île matérialise à la fois les limites et la singularité d'un lieu, tandis que son contenu — ou ses populations — prouve qu'elle est pénétrée par des flux d'organismes et d'humains la reliant à l'espace planétaire. En même temps, les îles sont des lieux du globe dont les populations — végétales, animales ou humaines — ont évolué de façon suffisamment isolée pour permettre, parfois, la spéciation biologique ou, souvent, l'autonomisation culturelle. Les îles sont donc un facteur de diversification biologique et/ou culturelle tout en témoignant de l'unité du vivant sur la Terre : elles se définissent par des relations fluctuantes entre l'ouverture et la fermeture au monde, la permanence des écosystèmes et des milieux, et leur remodelage périodique par la circulation des espèces et des hommes.

Mais s'il n'existe pas d'îles hermétiques et vides de toute vie, il en est un nombre croissant à être trop ouvertes : trop accessibles, elles perdent alors

tout ou partie de leur insularité biologique et de leur « îléité » humaine (MOLES, 1982 ; BONNEMAISON, 1990) pour devenir des « presque-îles », fussent-elles encore séparées d'une grande terre par les eaux. C'est le cas lorsque des réseaux de transports réguliers et rapides sont mis en place entre le continent et l'île, car ils augmentent et accélèrent les flux végétaux, animaux et humains qui s'y déversent. Alors, les espèces insulaires, endémiques ou natives, régressent par rapport à une faune et une flore introduites, les paysages de l'île sont profondément modifiés, et le milieu îlien est remplacé par des genres de vie en vigueur ailleurs dans le monde.

Or, si l'île est un espace distinct à la surface de la Terre, les caractéristiques de bien des régions continentales peuvent néanmoins s'en rapprocher : le paradigme écologique de l'insularité (une « île » est aussi n'importe quel écosystème continental dont la fermeture relative — montagne, marais, lac, etc. — est assez importante pour y créer des spécificités évolutives) fonctionne aussi, moyennant d'évidentes nuances, en géographie. La métaphore de l'insularité opère alors à l'échelle du globe : l'espace terrestre est différencié selon les principes de spéciation et de spécialisation (BRUNET, 1986). La première résulte de l'autonomisation d'une région ayant évolué dans un certain isolement, tandis que la seconde découle de la division sociale et spatiale du travail à l'échelle mondiale, rendue possible par les réseaux mis en place par le capitalisme : on trouve donc des « îles » partout sur la Terre.

La planète et les îles

La surpopulation, les grandes migrations, l'épuisement des ressources naturelles ou les pollutions — entre autres perturbations ou dangers que l'on qualifiera de géographiques plutôt que d'écologiques, puisqu'ils découlent d'une certaine transformation de l'espace terrestre par l'humanité — ne sont pas propres au monde contemporain. Mais la différence essentielle entre le temps présent et toutes les époques passées vient des taux de croissance comme de l'accumulation de ces phénomènes sur une Terre limitée : désormais, ce n'est plus telle ou telle contrée qui est temporairement atteinte mais, potentiellement, la totalité de la planète, et ce de façon irréversible à l'échelle humaine, la seule qui importe ici.

C'est donc dans l'histoire que l'on doit chercher une explication géographique du monde actuel, et celle du capitalisme offre une grille de lecture pertinente pour y parvenir. Sans en faire pour autant « la dernière instance » de toute explication, la notion de capitalisme permet en effet de regrouper un ensemble très vaste de facteurs qui déterminent en grande partie l'histoire des sociétés contemporaines et leurs relations avec la Terre. Historiquement, l'essor du capitalisme s'est opéré à partir d'un centre européen et selon un double mouvement d'extension planétaire et d'intensification sociale : la

³ En effet, les « mondialisation » et « globalisation » du capitalisme ne constituent pas pour autant une civilisation universelle, dont l'unité est empêchée par le mouvement contradictoire à l'œuvre dans le système Monde. Le processus en cours conduit plutôt à l'universalisation de certains traits d'une civilisation occidentale profondément modelée par le capitalisme, lesquels modifient ainsi les cultures en se mêlant à leurs propres particularismes. Le résultat est ce qu'E. BLOCH (1978) définit comme la modernité, à savoir une « coexistence de temporalités », c'est-à-dire la combinaison entre, par exemple, la technique la plus récente et des éléments, propres à chaque culture, de ce qu'il nomme le « non contemporain » : aux Galápagos, les réseaux modernes mis en place entre ces îles et l'Asie servent à acheminer des holothuries utilisées comme aphrodisiaques dans la pharmacopée chinoise traditionnelle.

formation du système Monde, rendant compte de son expansion sur la Terre entière, renvoie à ce qui tient lieu aujourd'hui de civilisation universelle³, à savoir la poursuite indéfinie du « développement » ou de la croissance économique sous la « loi du marché ».

La recherche permanente de l'amélioration et de l'extension des transports et des communications afin d'assurer une circulation plus rapide de quantités croissantes de produits, marchandises, hommes, capitaux ou informations est consubstantielle à l'histoire du capitalisme. Mieux, celui-ci se caractérise, aujourd'hui plus que jamais, par une prolifération de ces réseaux, qui sont ses vecteurs autant que son mode de fonctionnement dans un marché aux dimensions planétaires (CASTELLS, 1998) : chaque fois plus performants, ils permettent d'intégrer rapidement n'importe quel lieu sur Terre — et, éventuellement, l'espace auquel il ouvre — à l'économie mondiale. Les raisons du progrès du capitalisme comme celles des crises qu'il traverse s'expliquent par la contradiction qui le fonde : il prospère grâce au renforcement du système Monde, mais celui-ci est basé sur une inégalité fonctionnelle, tant sociale que spatiale. Or, la corrélation entre l'amplitude planétaire des perturbations citées ci-dessus et l'insertion de toute la Terre dans l'espace du capitalisme résulte d'un processus d'homogénéisation mondiale rendu possible par les progrès des réseaux de transports et de communications.

Si les questions débattues lors des conférences mondiales sur l'environnement ne fournissent pas souvent de réponses consensuelles et débouchent encore moins sur des applications, c'est qu'il existe, outre des contradictions entre les impératifs du capitalisme et ceux de la préservation de la planète, une « dichotomie entre l'interdépendance écologique mondiale et la fragmentation du système politique international » (HURRELL et KINGSBURY, 1992). Pourtant, ces logiques profondément antagonistes paraissent pouvoir composer sur un thème particulier : le lien, ténu, entre la sauvegarde abstraite d'une planète-biosphère pour le bien de l'humanité et la prise de conscience par certains États de la nécessité de ménager les ressources de leur territoire prend la forme de la conservation de la nature sur des espaces réservés à cet effet. C'est ainsi qu'aux Galápagos, la nature est protégée comme « patrimoine mondial » au sein d'un « parc national ».

Dans bien des pays pauvres, des migrants aujourd'hui qualifiés « d'écologiques » fuient des lieux où la surpopulation et une économie dévastatrice ont dégradé l'environnement au point de le rendre invivable. Dans les pays riches, les touristes se dirigent périodiquement vers des destinations leur garantissant un ressourcement, même très bref, auprès d'une nature représentée comme « intacte » : d'où l'essor actuel de l'« écotourisme ». Ce sont de minuscules courants issus de ces flux de population mobilisant annuel-

lement des centaines de millions de personnes dans le monde que l'on retrouve aux Galápagos : des migrants équatoriens quittant des campagnes ravagées ou des métropoles difficiles à vivre, et des touristes du Nord venus retrouver un illusoire « paradis perdu » dans ces îles.

La crise écologique planétaire a mis en évidence les limites de la Terre, qui peut ainsi être comparée à une île. Or, la poursuite de la destruction écologique et du « treillage » (BRUNET *et al.*, 1992) de la Terre par les réseaux du système Monde entraîneront, entre autres phénomènes, une forte augmentation des voyages touristiques et des migrations de population, de même qu'une importance croissante de la conservation de la nature : ces questions géographiques concernent donc à la fois le monde et les Galápagos, la planète et ces îles.

Privilégier l'exposé des dynamiques à l'œuvre aux Galápagos

J'ai choisi d'exposer les dynamiques à l'œuvre aux Galápagos, ce qui implique de commencer par le début : la première partie de cet ouvrage traite de la nature et de l'histoire de ces îles. La nature des Galápagos étant aujourd'hui à la fois matière première, objet d'étude, fonds de commerce et sujet d'inquiétude, il paraît légitime d'exposer d'abord ce qui en fait la singularité, à travers l'explication darwinienne et la description de ses paysages (chapitre I). Mais cette entrée en matière se justifie également par la « connivence »⁴ trouvée avec cette nature, ce qui permet de ne pas la réduire aux seules représentations scientifiques ou touristiques, mais de montrer qu'elle participe de la beauté du monde et que c'est aussi pour cela qu'elle vaut d'être préservée. L'histoire des Galápagos, c'est celle de la transformation de leur nature en espace par les réseaux du capitalisme, celle des usages successifs de ces îles par des acteurs étrangers qui les ont intégrées au système Monde sous la forme d'un « espace ouvert » que l'Équateur n'aura de cesse de refermer quelque peu pour y affirmer sa souveraineté (chapitre II). L'aboutissement de l'intérêt des Occidentaux pour les Galápagos relève d'une conception historique de la nature qui les a menés à promouvoir la conservation de la majeure partie de l'archipel sous la forme d'un parc national « pour la science » (chapitre III) : or, cette « naturalisation » des îles par le Nord a paradoxalement enclenché le processus conduisant à la destruction de leur singularité.

Car une fois la nature mise en valeur par une conservation amplement médiatisée, le tourisme, l'immigration et les administrations destinées à les encadrer peuvent alors rattacher les Galápagos au monde, ce qui se traduit par la continentalisation du milieu insulaire : c'est le thème de la seconde partie. Le tourisme exige la mise en scène de la nature des Galápagos afin qu'elle soit rapidement consommée par des visiteurs dont la brièveté du séjour

⁴ « Qu'est-ce qui retient les géographes, disons universitaires, de s'interroger sur les résonances profondes, en eux-mêmes ou chez les autres, des paysages ou des lieux ? [...] À récuser comme non scientifique ou fleurant le soufre toute référence à la subjectivité individuelle ou collective s'exprimant dans les réactions aux paysages, le risque est grand de manquer un nouvel intérêt social, que d'autres sauront saisir à temps » (SAUTTER, 1976 : 61-62).

garantit la rentabilité d'entreprises pour la plupart extérieures aux îles. Ce marché en pleine expansion est passé sous la coupe de ces entreprises du « tourisme de réseaux », en partie grâce à une politique délibérée poursuivie par les gouvernements équatoriens et des institutions conservacionnistes internationales (chapitre iv). La structure et la répartition de la population des Galápagos reflètent les vagues d'immigration successives qui l'ont fait croître vertigineusement. Stimulées par l'État puis par le tourisme, les migrations vers les Galápagos ont aujourd'hui pour moteur principal la misère qui sévit sur la partie continentale du pays. Les réseaux migratoires jouent un rôle croissant dans ce peuplement et favorisent l'ancrage de certaines communautés dans l'archipel, où l'on assiste à l'émergence d'un sentiment régional cristallisé par une insularité mal vécue. Au cours des années soixante-dix, les revenus pétroliers ont permis à l'État d'investir massivement aux Galápagos ; mais une fois tarie la manne pétrolière, les territoires administratifs et politiques qu'il a créés dans la nouvelle province insulaire ont en partie échappé à son contrôle, au bénéfice d'acteurs locaux se disputant une rente de situation tirée des réseaux transnationaux de la conservation et du tourisme (chapitre v). Dans des Galápagos de plus en plus ouvertes, les îles peuplées présentent des modalités différentes de connexion au système Monde (dont l'Équateur), selon leurs fonctions au sein des réseaux dans lesquels est pris l'archipel : tourisme, migration, fonds publics et privés (équatoriens ou internationaux, pour le développement ou la conservation), pêche d'exportation. Mais cette intégration se traduit partout par une continentalisation accélérée du milieu insulaire — dont témoignent les paysages des zones colonisées — et par la paupérisation de la majorité des habitants (chapitre vi).

Ces problèmes sociaux liés entre eux — un marché touristique dominé par des entreprises extérieures aux îles, le détournement ou l'abandon des fonctions redistributrices ou régulatrices d'un État phagocyté par des intérêts particuliers, l'immigration massive, la pauvreté — signent l'échec du processus engagé il y a une quarantaine d'années avec la création d'un parc national prestigieux, et donc celui de la conservation de la nature aux Galápagos, thème analysé dans la troisième partie. Les entités responsables du PNG ont des moyens très insuffisants : l'espace « protégé », impossible à surveiller, est le théâtre de prédations lucratives, comme la pêche aux holothuries (chapitre vii). Mais cette faillite résulte aussi d'une conservation abandonnant de fait la protection des écosystèmes *in situ*, relevant des pouvoirs publics, au profit de la préservation *ex situ* de certaines espèces emblématiques, confiée à des fondations naturalistes privées qui se concentrent sur la recherche de fonds et négligent la population locale, dont une bonne partie rejette alors le parc national (chapitre viii).



Une nature
convoitée
dans un espace
ouvert

La découverte de la nature des Galápagos

Si les Galápagos d'aujourd'hui sont l'un des lieux les plus étudiés par les naturalistes, abritent un parc national longtemps considéré comme un modèle et attirent des dizaines de milliers de touristes par an, c'est en grande partie à Charles Darwin qu'elles le doivent. Car c'est à la suite de la brève escale du naturaliste dans ces îles que les Galápagos font vraiment leur entrée dans le monde : les observations qu'il y fait et les spécimens qu'il y recueille sont cruciaux pour l'élaboration de *L'origine des espèces au moyen de la sélection naturelle ou la lutte pour l'existence dans la nature* (1859), ouvrage qui bouleverse l'idée que la civilisation occidentale se fait de la nature et, de fait, d'elle-même (WORSTER, 1992 ; MAYR, 1993).

Or, ce rôle capital dans le changement de perspective des Occidentaux sur la nature, les Galápagos le jouent plutôt deux fois qu'une : car en 1854, Herman Melville fait paraître *The Encantadas*, une nouvelle s'inspirant de son passage par ces îles en 1841, à bord d'un baleinier de Nantucket.

Pourtant, le ton des premières phrases du *Voyage d'un naturaliste autour du monde* que Darwin a consacrées aux Galápagos diffère beaucoup de celles du texte de Melville :

« L'archipel des Galápagos se compose de dix îles principales, dont cinq considérablement plus grandes que les autres. Cet archipel est situé sous l'équateur, à cinq ou six cents milles à l'ouest de la côte de l'Amérique. Toutes les îles se composent de roches volcaniques [...] » (DARWIN, 1985 [1845] : 158).

« Prenez vingt-cinq tas de cendre dispersés ça et là sur un terrain vague ; laissez votre imagination les transformer en montagnes, et en mer l'espace entre elles, et vous aurez une idée exacte de l'aspect général des « Encantadas ».

Entre mythe
et science

Une nature étrangère
à l'homme

Plutôt un groupe d'anciens volcans que de véritables îles, ressemblant à ce que serait le monde après un embrasement punitif. Il est douteux qu'il existe un autre endroit sur la terre qui puisse soutenir la comparaison avec cet archipel en matière de désolation » (MELVILLE, 1985 [1854]: 131).

Darwin présente soigneusement les Galápagos, en naturaliste admirateur de la précision descriptive de Humboldt; Melville, lui, adopte un ton sarcastique dès le début de son récit, ces îles ne lui ont pas plu, elles l'ont même tellement impressionné qu'il en a fait des cauchemars pendant des années... Des séjours aux Galápagos de ces deux hommes si dissemblables naissent deux représentations de la nature, l'une scientifique et l'autre littéraire, qui remettent en cause des idées aussi fondatrices de la civilisation occidentale que celles du progrès et de l'harmonie, d'origine divine, de la nature comme de la société des hommes.

Darwin ne prend certes jamais le risque de nier ouvertement la Création biblique, mais on trouve dans son maître ouvrage de subtiles remises en question, comme celle effectuée à l'occasion d'une réflexion sur la beauté de la nature: « Nous pouvons comprendre, jusqu'à un certain point, qu'il y ait tant de beauté dans toute la nature; car on peut, dans une grande mesure, attribuer cette beauté à l'intervention de la sélection. Cette beauté ne concorde pas toujours avec nos idées sur le beau » (DARWIN, 1980 [1859]: 599).

La nature n'est pas belle parce que Dieu l'a voulue et créée ainsi; pour le naturaliste, elle est belle parce qu'elle est explicable, même si la science ne concorde pas avec les canons habituels de la beauté. Le corollaire est que la nature n'existe pas pour l'homme et ne s'accorde donc pas nécessairement à ses idées, mais qu'elle existe en soi: elle est radicalement étrangère à l'humanité. Mais, nous dit aussi Darwin, « ... je serais disposé à croire que tous les animaux et toutes les plantes descendent d'un prototype unique » (*op. cit.*: 614). Toute la richesse de la pensée darwinienne se révèle à travers cette dualité: la nature existe indépendamment de l'homme et pourtant celui-ci en fait intrinsèquement partie; cette double proposition devrait se révéler féconde dans le débat à mener sur la conservation de la nature.

Quant à la subjectivité exacerbée de la description de Melville, elle pourrait à première vue laisser croire que la nature ne se définit pour lui que par rapport à des valeurs humaines. Mais son constat est au fond le même que celui de Darwin, car son séjour aux Galápagos lui a appris que, contrairement à ce que prétendent les « célébrations arcadiennes » de White ou de Thoreau alors à la mode chez les Anglo-Saxons (WORSTER, 1992), la nature a deux aspects, qu'il expose dans une allégorie grinçante:

« Même la tortue, aussi mélancolique et sombre que puisse être son dos, possède un côté clair, sa plaque ventrale étant parfois d'un jaune pâle. De

plus, chacun sait que si vous mettez la tortue sur le dos, vous exposez ce faisant son côté clair sans qu'elle ait la possibilité de se retourner elle-même. Mais après que vous ayez fait cela, et parce que vous l'avez fait, vous ne devriez plus jurer que la tortue n'a pas de côté sombre. Profitez du côté clair, maintenez-la perpétuellement sur le dos si vous le pouvez, mais soyez honnête et ne niez plus le côté sombre » (*op. cit.* : 138).

Là, sous nos yeux, existe donc une nature qui a aussi son « côté sombre » ; dès lors, le mythe du paradis terrestre est brisé : « Nulle part ailleurs que dans un monde déchu ne peuvent exister de semblables lieux », écrit Melville à propos des Galápagos (*op. cit.* : 133)... Ainsi, « la leçon des Galápagos finit par symboliser l'idée que se faisait toute une culture sur ses relations avec l'ordre écologique de la terre » : la « lutte pour la vie » de Darwin et le « monde déchu » de Melville font brutalement basculer la civilisation occidentale dans une « écologie pessimiste » (WORSTER, 1992 : 144).

Bien plus que Melville, c'est Darwin qui a hissé les Galápagos au niveau d'un mythe dans la civilisation occidentale, car il a remplacé le récit biblique de la Création des plantes et des animaux « selon leurs espèces » par la théorie scientifique expliquant que ces espèces évoluent grâce à une « sélection naturelle » dans laquelle l'environnement joue un rôle et où le hasard est prépondérant. Cette théorie est un autre récit des origines et s'apparente donc à un mythe, qui « est toujours le récit d'une création » (ELIADE, 1993 : 17). Or, selon F. SULLOWAY (1987), « parce que les mythes et les légendes gravitent avant tout autour du problème des origines, les découvertes de Darwin ont été ensevelies sous les typiques déformations d'une histoire « héroïque », laquelle est reconstruite » (*op. cit.* : 82). Cet historien qualifie ainsi de « mythe » le rôle exclusif qu'on prête aux Galápagos dans la théorie de l'évolution ; mais il fallait à l'« histoire reconstruite » de celle-ci un lieu de naissance précis : ce furent ces îles. Or le mythe des origines *galápagueñas* de la découverte de Darwin fonctionne d'autant mieux que les îles constituent un archétype idéal dans de nombreuses civilisations : l'île, monde en soi, renvoie aux commencements de la Terre.

Aussi le substrat sur lequel va s'édifier le mythe moderne des Galápagos est-il particulièrement propice : selon les ouvrages dont les titres taxent ces îles d'*Arche de Noé dans le Pacifique* (EIBL-EIBESFELDT, 1975), de *Paradis perdu* (SALWEN, 1990), voire de *Paradis des bêtes* (ZUBER, 1975), elles sont à la fois le lieu où est né le récit moderne de la création de la nature et le lieu où l'on peut encore observer cette création (cf. chapitre IV). C'est donc l'escale aux Galápagos d'un jeune naturaliste à la curiosité insatiable et à l'esprit d'observation aiguisé qui serait à l'origine de ce mythe...

Darwin aux Galápagos

Lorsque le *Beagle* atteint les Galápagos le 13 septembre 1835, Darwin a recueilli des spécimens les plus divers, fait escale dans des îles atlantiques, parcouru la forêt tropicale du Brésil, déterré des fossiles dans les steppes de Patagonie, observé les Fuégiens, assisté à un énorme tremblement de terre au Chili, traversé les Andes et le désert d'Atacama... C'est donc un naturaliste conscient de la diversité terrestre qui débarque aux Galápagos après trois ans et demi d'expédition ; mais si sa foi en l'immuabilité d'une nature créée par Dieu est ébranlée (BOWLER, 1995), Darwin n'a pas remplacé cette croyance par un autre schéma explicatif, encore en gestation pendant l'escale dans ces îles.

Le *Beagle* reste un long mois aux Galápagos et n'aborde que quatre îles : Chatham (San Cristóbal), Charles (Floreana), Albermale (Isabela) et James (Santiago). Le journal de voyage de Darwin (1845) montre son prodigieux intérêt pour les Galápagos : intrigué par la nouveauté de leur faune et de leur flore, il collecte des spécimens de dizaines d'espèces d'oiseaux, de poissons, de coquillages, d'insectes, de plantes... dont nombre, remarque-t-il avec jubilation, sont endémiques à ces îles. De plus, le naturaliste multiplie les observations géologiques, dissèque des iguanes, compare les Galápagos aux endroits où il est passé : les îles du Cap Vert pour l'ensemble des caractères physiques, Fernando de Noronha pour la végétation, la Patagonie pour l'aspect terne des oiseaux et des insectes...

Il y a aussi des habitants aux Galápagos lorsque le *Beagle* y fait relâche, mais les quelques lignes que Darwin leur consacre sont presque toutes en rapport avec la faune de l'archipel. Il est surpris par la facilité avec laquelle les animaux se laissent approcher par l'homme ; ainsi, dans l'île de Charles, « un enfant assis auprès d'un puits, une badine à la main, tuait les tourterelles et les moineaux qui venaient boire » ; et Darwin d'ajouter : « Il semble que les oiseaux de cet archipel n'aient pas encore compris que l'homme est un animal plus dangereux que la tortue... » (1985 : 187). Le naturaliste note cependant que ces oiseaux « paraissent avoir été encore plus hardis qu'ils ne le sont à présent », ceci en référence aux récits des corsaires Cowley et Dampier, qui ont séjourné aux Galápagos en 1684. Enfin, sur James, Darwin partage les repas de chasseurs de tortues, dont la viande lui semble « excellente ». Les comparaisons jouent un rôle clé dans la méthode de Darwin :

« L'histoire naturelle de ces îles est éminemment curieuse et mérite la plus grande attention. La plupart des productions organiques de ces îles sont essentiellement indigènes et on ne les trouve nulle part ailleurs ; on remarque même des différences entre les habitants de ces diverses îles. Tous ces organismes cependant ont un degré de parenté plus ou moins

marqué avec ceux de l'Amérique [...]. Cet archipel forme un petit monde à lui seul, ou plutôt un satellite attaché à l'Amérique, d'où il a tiré quelques habitants » (*op. cit.* : 164).

Ce qui étonne Darwin, c'est que ces îles paraissent ne jamais avoir été rattachées au continent : « On est porté à croire, en voyant chaque colline couronnée de son cratère et les limites de chaque coulée de lave encore parfaitement distincte, qu'à une époque géologiquement récente l'océan s'étendait là où elles se trouvent aujourd'hui [...]. Ainsi donc, et dans le temps et dans l'espace, nous nous trouvons face à face avec ce grand fait, ce mystère des mystères, la première apparition de nouveaux êtres sur la terre » (*id.*).

Comment en effet expliquer ce paradoxe : ces îles surgies de l'océan abritent des espèces uniques et pourtant apparentées à celles d'un continent distant de 1 000 km ? C'est Lawson, un Anglais, vice-gouverneur de la petite colonie de Floreana qui, le premier, met Darwin sur la piste de l'un des fondements de sa théorie : « Il m'a affirmé que les tortues différaient selon les îles [...]. Malheureusement je négligeai trop cette affirmation dans le principe et je mélangeai les collections provenant des deux îles » (*op. cit.* : 181).

Le fait est pourtant connu des baleiniers et des colons qui s'approvisionnent en viande de tortue dans plusieurs îles et établissent des distinctions... culinaires entre les espèces. Darwin multiplie alors les observations sur les espèces d'apparence semblable présentes sur plusieurs îles, mais ne classe toujours pas ses spécimens en fonction des lieux où il les trouve. Car il n'a encore rien à substituer au paradigme créationniste, selon lequel les différences entre organismes apparemment issus d'une même espèce ne sauraient s'expliquer par une évolution diversifiée en fonction de l'habitat, alors que pour démontrer celle-ci, il faut évidemment localiser les spécimens recueillis... Darwin ne cesse pourtant de s'interroger sur les variations de la faune et de la flore entre les îles des Galápagos, et lorsque le *Beagle* quitte l'archipel le 20 octobre 1835, il sait avoir mis le doigt sur un phénomène de la plus haute importance :

« On reste étonné de l'énergie de la force créatrice, si on peut employer une telle expression, qui s'est manifestée sur ces petites îles stériles et rocailleuses ; on est encore plus étonné de l'action différente, tout en étant cependant analogue, de cette force créatrice en des points si rapprochés les uns des autres. J'ai dit que l'on pouvait considérer l'archipel des Galápagos comme un satellite attaché à l'Amérique ; mais il vaudrait mieux l'appeler un groupe de satellites, semblables au point de vue physique, distincts au point de vue des organismes, et cependant intimement reliés les uns aux autres et tous reliés au grand continent de l'Amérique... » (*op. cit.* : 186).

Et ses progrès sont rapides, puisqu'il note en juillet 1836, dans son journal de voyage : « Lorsque je revois ces îles en vue les unes des autres [...], habitées par ces oiseaux à peine différents les uns des autres par leur structure et occupant la même place dans la nature, je dois soupçonner qu'existent des variétés [...]. Si ces remarques ont le moindre fondement, la zoologie de l'archipel méritera d'être examinée : car de tels faits saperaient la stabilité des espèces » (cité par MAYR [1993]).

Sitôt rentré en Angleterre, Darwin envoie ses spécimens à divers spécialistes et, en mars 1837, l'ornithologue Gould de la Zoological Society of London lui apprend que les pinsons collectés sur trois îles des Galápagos appartiennent à trois espèces différentes — et non à des variétés — et qu'elles sont issues d'une seule et même espèce ancestrale, le « pinson continental ». Cela signifie que ces espèces sont endémiques à ces îles tout en étant apparentées entre elles par un ancêtre commun originaire du continent américain : une nouvelle espèce peut donc apparaître lorsqu'une population est géographiquement isolée de l'espèce souche.

On mesure ainsi quel a été l'apport de l'escale des Galápagos dans la formulation de l'une des plus importantes théories scientifiques de l'humanité. Cependant, cette théorie surgit à un moment, précis, de l'histoire des sciences : elle n'aurait pu être formulée sans le travail préalable des naturalistes qui, au XVIII^e siècle, ont décrit, classé, disséqué la nature de la Terre entière et ont recueilli de gigantesques quantités de spécimens, conservés dans les musées occidentaux ; c'est en s'aidant de ces grandes collections que Darwin est amené à élaborer sa théorie. La vingtaine d'années de travail en chambre qui suit quelques semaines seulement de « terrain » aux Galápagos — très peu citées dans son ouvrage majeur — permet donc d'affirmer que « ce ne sont pas les Galápagos qui ont fait Darwin, mais Darwin, grâce à ses qualités supérieures de penseur et de théoricien, qui a fait les Galápagos ; et, ce faisant, il a élevé ces îles au statut légendaire qu'elles ont aujourd'hui » (SULLOWAY, 1984 : 54).

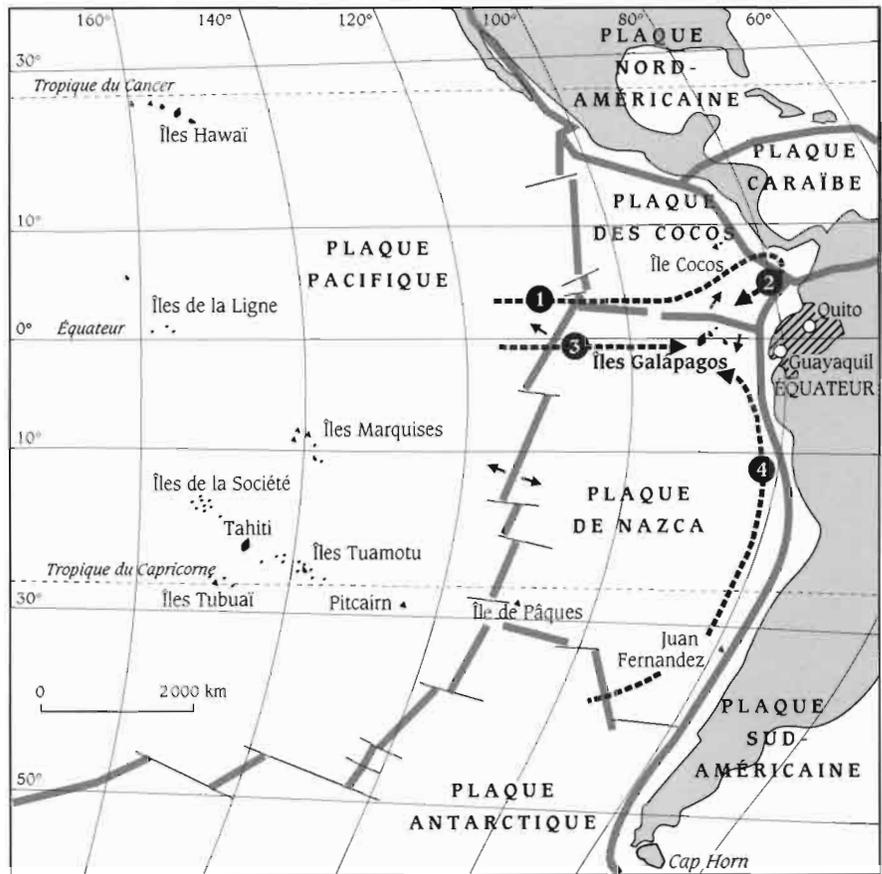
Cependant, avant d'avoir été « faites » par Darwin, les Galápagos sont apparues sur la Terre...

Des volcans adoucés par l'océan

Un isolement relatif

Pour celui qui l'atteint, toute île est une apparition, attendue et pourtant soudaine, comme une naissance. Car, avant de pouvoir la fouler, il faut traverser la mer ou le ciel ; et c'est là, pendant la durée de ce trajet entre une terre et une autre, que le voyageur sent ce qu'île veut dire : isolé. Et pour peu qu'il regarde alors une carte, l'isolement des Galápagos l'impressionnera : leur point le moins éloigné du continent américain en est distant

- ❶ Contre-courant équatorial
- ❷ Courant de Panama
- ❸ Courant profond de Cromwell
- ❹ Courant de Humboldt



d'environ 1 000 km (81° Ouest pour l'endroit le plus occidental de l'Équateur continental, 89° 15' Ouest à l'extrémité nord-est de San Cristóbal, à 0° 45' Sud), soit 36 heures pour les bateaux les plus rapides ; et l'archipel s'étend en longitude jusqu'au 92° Ouest (île Darwin). La terre la plus proche des Galápagos est l'île Cocos, à 630 km au nord-est de Genovesa, et la côte du Costa Rica, à qui elle appartient, se trouve à 1 100 km des Galápagos.

CARTE 2 —
Le Pacifique
centre-oriental

Au-delà des Galápagos commence l'immensité du Pacifique équatorial, le grand bleu seulement moucheté par les îles de la Ligne, 6 500 km à l'ouest : un Atlantique. Combien d'embarcations en balsa de pêcheurs précolombiens ont-elles manqué les Galápagos, dont T. Heyerdhal a soutenu qu'ils les fréquentaient ? Combien de radeaux végétaux, comme ceux qui emportaient des plantes et des animaux qui ont colonisé ces îles avant l'homme, ont-ils poursuivi leur dérive sans jamais toucher terre ? Distantes de 5 000 km à l'ouest/sud-ouest des Galápagos, les Marquises sont atteintes au bout de

trois semaines de navigation à la voile, si l'on ne s'encaleme pas dans les « doldrums » du Pacifique équatorial : chez les marins côtoyés lors de leur escale à Puerto Ayora, l'excitation d'entreprendre la plus longue étape de leur circumnavigation était souvent mêlée à une certaine appréhension. Plus rarement, certains voiliers mettent cap au sud-ouest à partir des Galápagos, en direction de l'île de Pâques ou de Pitcairn, à quelque 4 000 et 4 500 km, respectivement.

L'isolement des Galápagos est cependant relatif, car leur position en fait un avant-poste, naturel et historique, du continent américain. Mais à la différence des plantes et animaux terrestres établis aux Galápagos avant l'arrivée de l'homme, qui provenaient tous d'Amérique puis ont souvent évolué de façon autonome, les hommes qui ont fréquenté puis peuplé ces mêmes îles l'ont toujours fait en maintenant des relations, même épisodiques, avec le continent américain. Assez isolées pour avoir vu se constituer une nature originale, les Galápagos ne le sont pas suffisamment pour ne pas avoir servi de tête de pont, vers l'est, aux flibustiers britanniques attaquant les galions du Pérou, ou de projection, vers l'ouest, d'une souveraineté équatorienne se pensant en termes de peuplement. La position isolée des Galápagos sur la Terre explique en grande partie leur nature, tandis que leur situation dans les espaces successifs de l'histoire permet de comprendre la dégradation de celle-ci : biogéographie et géopolitique sont ici antagonistes. Or la position des Galápagos est le résultat de leur formation.

De jeunes îles océaniques

Les Galápagos sont nées d'un « point chaud » : des montées de magma ont troué la croûte océanique et entassé des laves sur des milliers de mètres d'épaisseur pour finir par éclore à la surface du Pacifique en volcans basaltiques ou « hawaïens ». Ces îles étant situées sur une plaque qui les emporte comme un tapis roulant hors de portée du point chaud, leur activité volcanique décroît à mesure qu'elles s'en éloignent. Or les Galápagos sont proches de la jonction de trois plaques océaniques : alors que les mouvements de la dorsale du Pacifique oriental poussent vers l'est la plaque de Nazca, sur laquelle elles sont situées, à raison de 7 cm par an, la Zone de fracture des Galápagos, entre la plaque de Cocos et celle de Nazca, a pour effet de mouvoir cette dernière vers le sud de 3 cm annuels. Le point chaud ayant donné naissance aux Galápagos se situe sous la plaque de Nazca, mais il a aussi amoncelé du matériel volcanique sur celle de Cocos, qui se trouve à proximité et se déplace vers le nord-est. Ainsi, la cordillère sous-marine de Cocos reliant les Galápagos à l'Amérique centrale serait le résultat de dépôts magmatiques de ce point chaud emportés par la plaque du même nom. De même, la cordillère sous-marine de Carnegie, entre les Galápagos et l'Équateur, serait constituée

par les accumulations de magma charriées vers l'est par le déplacement de la plaque de Nazca. La bathymétrie locale montre que les Galápagos reposent sur une plate-forme de 40 000 km² située à 1 300 m sous le niveau de la mer et formée par la jonction de ces deux cordillères sous-marines (HOUVENAGHEL, 1984). Doucement incliné vers l'est et le nord-est, ce socle est au contraire abrupt à l'ouest et au sud de l'archipel : les fonds atteignent deux mille mètres à quelques kilomètres au large de Fernandina (cf. carte 3, p. 35). Ce n'est donc que depuis peu qu'est confirmée l'hypothèse de Darwin sur l'origine océanique des Galápagos : nées de la mer, elles n'ont jamais été rattachées géologiquement au continent américain.

Les Galápagos sont jeunes : l'âge de la plate-forme de laquelle elles émergent est estimé à 10 millions d'années, et la première de ces îles serait apparue il y a 5 millions d'années (SIMKIN, 1984). Mais les Galápagos n'ont pas toutes le même âge, puisqu'elles sont apparues successivement : le point chaud se trouvant quelque part à l'ouest de l'archipel, les plus récentes sont les îles occidentales, où se concentre aujourd'hui l'activité volcanique, alors que les plus anciennes se situent à l'est. Les datations de roches sont malaisées aux Galápagos, car les coulées récentes recouvrent souvent les plus anciennes et, sur ces îles jeunes et arides, la faible érosion a peu entaillé les couches superficielles. Les résultats auxquels on est cependant parvenu sont logiques : Española, au sud-est de l'archipel, contient les roches les plus anciennes — environ 3 millions d'années (HALL *et al.*, 1980) —, tandis que celles datées sur Fernandina et Isabela, à l'ouest, n'ont pas plus de 700 000 ans (SIMKIN, 1984).

**Culminant à 1 494 m,
Fernandina
(vue ici depuis
la baie de Banks)
n'est qu'un énorme volcan,
toujours actif et
à la forme caractéristique
de bouclier : située
à l'extrême-ouest
de l'archipel,
à proximité du point chaud
qui lui a donné naissance,
c'est l'île la plus jeune
des Galápagos.
Selon les naturalistes,
les 642 km² de Fernandina
en font la plus grande
des îles tropicales restée
à peu près à l'état naturel,
bien que les baleiniers
du XIX^e siècle aient fait
disparaître son espèce
de tortue endémique,
et que les campements
de pêcheurs d'holothuries
mettent aujourd'hui
son fragile écosystème
en péril.**



La différence d'âge entre les Galápagos se manifeste dans la morphologie des îles. À l'ouest, Fernandina est un parfait volcan hawaïen, typique des appareils magmatiques aux laves visqueuses s'écoulant en nappes superposées : dans ce matériel volcanique récent, les coulées les plus fraîches datent de janvier 1995. L'île voisine d'Isabela s'est formée par la coalescence de cinq volcans majeurs aux silhouettes de boucliers (dont le point culminant de l'archipel, Wolf, qui atteint 1 707 m), nés séparément puis reliés par leurs émissions magmatiques ultérieures. À l'extrémité est de l'archipel, San Cristóbal a été au contraire bien érodée, et l'on n'y distingue plus la forme du volcan qui lui a donné naissance. Jeunes îles océaniques, les Galápagos ont des volcans parmi les plus actifs du monde : on y a recensé 58 éruptions depuis 1797, dont la plus récente, celle de Cerro Azul (Isabela), date de 1998.



La plaque de Nazca, sur laquelle reposent les Galápagos, se déplace vers l'est : à l'extrémité orientale de l'archipel, transportée loin du point chaud, San Cristóbal est une vieille île érodée dont l'altitude maximale n'atteint pas 900 m. À gauche, le roc de León Dormido est un repaire d'oiseaux de mer à proximité duquel maraudent les frégates.

Aujourd'hui, cette géologie tumultueuse est l'un des principaux attraits touristiques de l'archipel : sur les 48 sites de visite initiaux du parc national, huit sont avant tout destinés à la faire découvrir à ses visiteurs. L'un des sites de visite les plus extraordinaires d'un archipel qui en compte pourtant beaucoup est celui de Sullivan Bay, sur Santiago, où le noir des immenses champs de lave littoraux contraste avec le rouge sombre de certains dépôts volcaniques et les ocres des cônes de tuf. À cet endroit, une coulée s'est déversée dans l'océan sur un front de plusieurs kilomètres : la lave prend ici l'aspect d'intestins, de circonvolutions cérébrales ou de disques de cordages, aux réverbérations argentées sous le soleil équatorial. Marcher sur ces coulées tantôt boursoufflées et grotesques, comme ces « hornitos » — bulles de gaz ayant éclos à la surface de la lave en fusion —, tantôt finement ciselées en des milliers de cordelettes tressées, permet de revivre le glisse-



**Les entrailles
refroidies
de la terre :
cette coulée de
lave cordée
de la baie Sullivan,
sur l'île de Santiago,
date de 1902.**

ment visqueux, ses chevauchements par ralentissement du flux, ses minuscules et innombrables plissements pétrifiés lors du refroidissement de la lave en fusion. À Sullivan Bay, celle-ci est de type « pahoehoe » ou « cordée », commune aux Galápagos comme à Hawaï, puisqu'elle est liée aux volcans à magma basaltique, fluide et basique.

L'autre type de surface de lave, plus fréquent dans l'archipel bien que les touristes ne la voient pas souvent car les visites les évitent, est l'abominable « aa » (l'équivalent hawaïen de notre « aïe »...). Ce sont des coulées déchiquetées par de multiples éruptions de gaz et constellées de débris de roches qui en ont transformé la surface en un chaos de blocs friables, coupants comme du verre : la marche y est extrêmement difficile, voire impossible. Les coulées de « aa » peuvent faire office de barrière écologique, dont l'exemple le plus remarquable est celui de l'isthme de Perry, sur Isabela. Large de 10 km, sans la moindre trace de végétation, cet isthme est formé par la rencontre de coulées de lave « aa » des deux volcans qui l'encadrent, Sierra Negra au sud et Alcedo au nord. Les populations d'animaux terrestres, les tortues notamment, ont évolué différemment au sud et au nord de cette formidable barrière naturelle : cet isthme sépare donc, paradoxalement, deux « îles écologiques ».



Sur l'île d'Isabela, les dix kilomètres de lave « aa » de l'isthme de Perry séparant Sierra Negra (d'où est prise la photo) d'Alcedo, au fond à gauche, constituent une barrière écologique presque aussi efficace que la mer : ces deux volcans sont des « îles écologiques » abritant chacune sa propre espèce de tortue. Mais les chèvres venues de la zone de colonisation d'Isabela ont réussi à franchir l'obstacle, et les tortues d'Alcedo sont désormais en danger d'extinction. On aperçoit à gauche la baie Elizabeth, au sud du canal Bolivar, et on distingue à droite le détroit entre Isabela et Santiago, sous les nuages.

L'isthme de Perry a en outre longtemps permis à la flore et la faune du nord d'Isabela de rester protégées des nuisances causées par les animaux introduits au sud, dans la zone colonisée : les chiens, chats et autres chèvres ne parvenaient pas à le franchir, et l'on pense que le premier mammifère à l'avoir passé serait l'homme, en 1966. Mais, en 1979, lors de la seconde traversée de l'isthme de Perry, des scientifiques de la station de recherche Charles-Darwin (SRCD) repèrent des traces de chèvres : aujourd'hui, celles-ci ravagent la flore d'Alcedo et mettent les tortues en danger (cf. chapitre VIII). Le phénomène d'isolement par ces coulées de lave « aa » se répète tout au long de la chaîne des cinq volcans majeurs d'Isabela, qui sont autant d'isolats écologiques ayant chacun son espèce de tortue particulière, perpétuant ainsi leur caractère insulaire antérieur. Or, en 1996, on a observé que les chèvres avaient franchi la barrière de « aa » entre les volcans Alcedo et Darwin, où la végétation est désormais soumise à une rapide dégradation et où les tortues sont menacées.

Les caldeiras sont l'autre grande attraction touristique liée au volcanisme des Galápagos : on peut visiter celles d'Alcedo et de Sierra Negra. On atteint cette dernière à cheval, loué à des paysans pour lesquels le volcan s'est ainsi mué en source de revenus faciles après avoir longtemps été un lieu de dur labeur dans une mine de soufre. La montée le long du versant sud envahi par les goyaviers et parcouru par les bœufs des fermes en contrebas comme par leurs congénères « marrons » — qui pullulent dans le sud de l'île depuis un siècle — permet le passage, au rythme de chevaux poussifs, du monde des hommes à celui du volcan. La brume est fréquente sur ces

pent, et lorsqu'on débouche sur la crête sommitale, on devine seulement un grand vide. En la suivant vers le nord, le brouillard s'estompe et la caldeira, profonde de 300 m et aux 8 km de diamètre, se dévoile dans toute son ampleur. Son côté sud contient mal les masses nuageuses qui s'y pressent et s'écoulent en nuées se dissolvant dans le fond du chaudron. Plus loin vers le nord, les sommets de Fernandina, Alcedo et Darwin émergent des nuages, au-delà d'infranchissables coulées de lave : une vision de début du monde, à savourer comme une goyave rafraîchissante dans le silence du lieu, interrompu parfois par un cheval qui renâcle ou le trille d'un oiseau.

La garúa, poussée par les alizés, plonge de 150 m dans la caldeira de Sierra Negra et se dissout dans le chaudron éteint : sous le vent, le ciel est dégagé. On exploitait autrefois un gisement de soufre dans cette caldeira, aujourd'hui site de visite peu fréquenté du PNG parce qu'on l'atteint à cheval depuis la zone agricole d'Isabela, île dont la partie colonisée est en marge des principaux circuits touristiques des Galápagos.



Mais avant d'avoir pris de la valeur pour l'homme grâce au tourisme, la géologie des Galápagos l'a rebuté pendant des siècles, y rendant son installation difficile et sa colonisation toujours précaire. Les deux raisons principales qui ont longtemps limité le peuplement de l'archipel sont la pauvreté des sols et la quasi-absence d'eau. Ces contraintes dépendent en partie de la géologie, mais s'expliquent d'abord par le climat de ces îles : or, aux Galápagos, le ciel est indissociable de la mer.

Aux Galápagos, le temps qu'il fait au quotidien n'a pas d'importance : ce qui compte ici, de façon curieuse sous l'équateur, c'est le balancement des saisons, le retard ou l'avance qu'elles ont par rapport à un calendrier bien difficile à fixer, mais dont l'adéquation possible avec des précipitations extrêmement fluctuantes est, elle, sujet de conversation. Qu'une lourde averse tombe plus tôt que d'habitude, vers novembre, et tout le monde redoute une année de « Niño ». Qu'en janvier l'océan soit encore frais selon les critères locaux et que l'on n'ait toujours pas vu de vraies pluies à la fin du mois, et ce sont les fermiers qui s'inquiètent pour leurs réserves d'eau. Le

Les humeurs du ciel et de l'océan

retour des oiseaux de mer en grand nombre, à partir d'avril, est signe du rafraîchissement de l'océan et de l'arrivée des poissons pélagiques dont ils se nourrissent. Mais si les fous et les otaries sont encore nombreux dans Academy Bay au début de l'année, c'est l'indice que celle-ci sera sèche : l'archipel est encore sous l'influence du Humboldt.

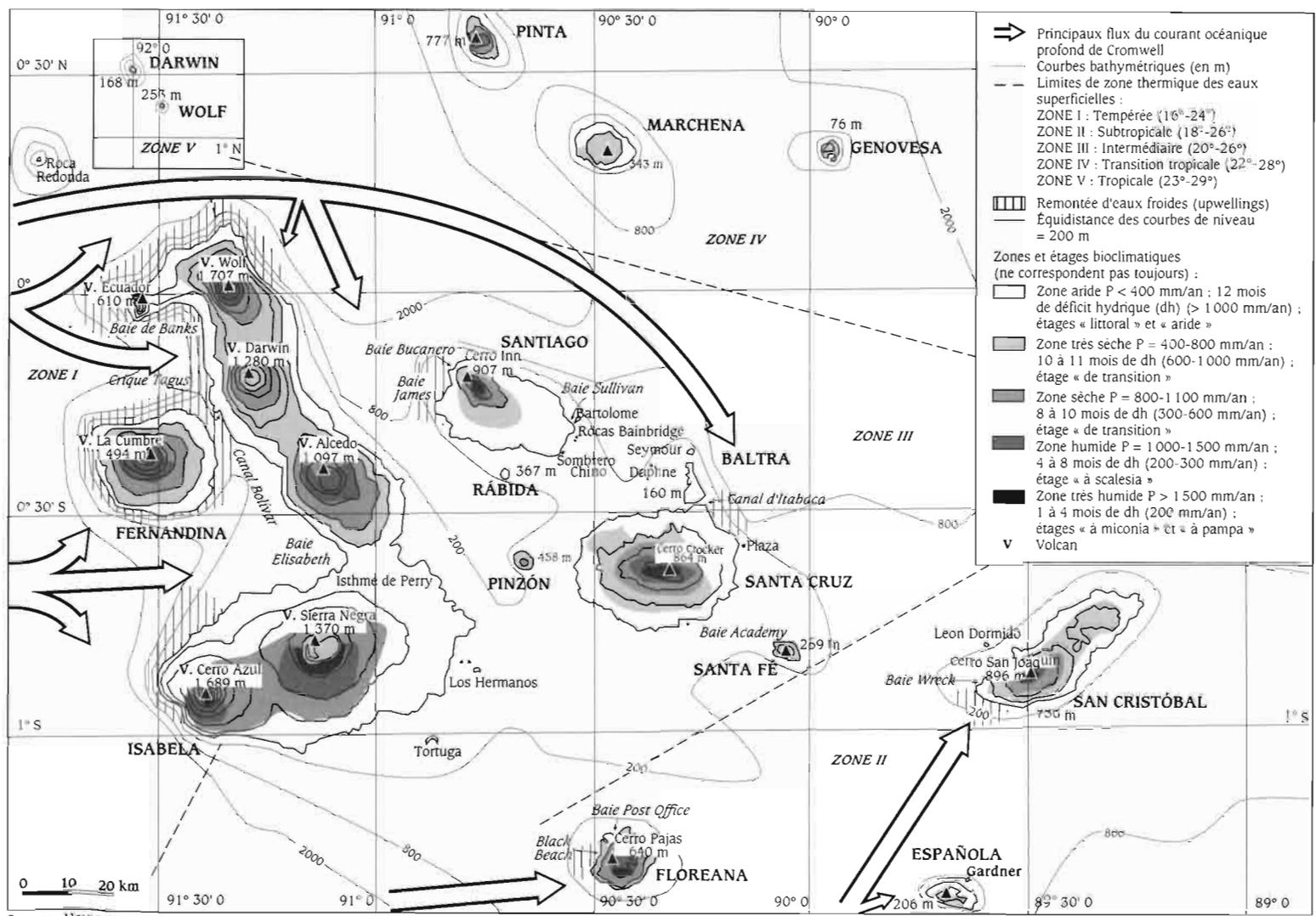
Ce sont les courants marins et les mouvements du Front Intertropical sur le Pacifique oriental qui rythment le climat de l'archipel : ensemble, ils définissent les deux saisons des Galápagos, l'une sèche et l'autre plus humide. Les irrégularités de ces échanges océan-atmosphère, encore peu comprises et, *a fortiori*, peu prévisibles, s'inscrivent dans un schéma régional de circulation atmosphérique et océanique qui est, lui, bien connu¹. Les Galápagos, situées entre les 0° 30' Nord et 1° 30' Sud, sont au sud de la convergence intertropicale et appartiennent à la bande aride du Pacifique équatorial, qui s'étend des côtes équatoriennes jusque vers le méridien 180° et forme ce que PALMER et PYLE (1982) appellent la « Polynésie sèche et inhabitée ».

¹ Les échanges océan-atmosphère de cette partie du globe sont maintenant l'objet d'une attention toute particulière, après avoir été longtemps négligés en raison de la marginalité de la zone par rapport aux grands réseaux de transports (ALPERT, 1963). Néanmoins, la seule station météorologique fiable de l'archipel est la station Darwin : ses relevés, pas toujours constants depuis 1965, sont repris ici.

Les courants marins, qui accentuent ou minimisent cette aridité atmosphérique, ont une importance fondamentale aux Galápagos, situées à la croisée de trois grands flux océaniques. Deux de ceux-ci régulent alternativement le climat des îles, selon un balancement saisonnier d'environ six mois : le courant de Humboldt, appelé sud-équatorial depuis qu'il bifurque vers l'ouest au niveau de la côte équatorienne, et le courant de Panama. Le troisième flux océanique, le courant de Cromwell aux eaux froides circulant en profondeur dans la direction ouest-est, « est le phénomène le plus important de l'océanographie des Galápagos » (HOUVENAGHEL, 1984 : 51). En butant sur la plateforme des Galápagos, très raide à l'ouest, le courant de Cromwell provoque une remontée d'eau froide à proximité des côtes de Fernandina et de l'ouest d'Isabela : la température de l'eau en surface y est de 17 °C en moyenne, sous l'équateur !

Mais le courant de Cromwell fait également sentir son influence dans tout l'archipel, après s'être divisé en branches nord et sud qui donnent lieu à des remontées océaniques (ou « upwellings ») partout où la topographie sous-marine s'y prête, comme sur la côte sud-ouest de San Cristóbal, à Floreana, sur la côte nord-ouest de Santiago, etc. Les conséquences de ce schéma de circulation océanique sont énormes. D'abord, « l'environnement terrestre dépend de ces influences marines, qui sont responsables des sévères conditions climatiques et écologiques » (HOUVENAGHEL, 1984 : 53) : le courant de Cromwell renforce en effet l'aridité des Galápagos et leur donne cette physionomie grisâtre, si éloignée de la luxuriance équatoriale à laquelle s'attendent certains touristes. Ensuite, lorsque ces eaux froides atteignent les couches superficielles, le soleil y fait éclore le plancton en grande quantité, ce qui

CARTE 3 — Les milieux naturels des Galápagos



Sources : HOUVENAGHEL (1984) ; HUTTEL (1986).

explique l'incroyable profusion de la vie marine dans les eaux des Galápagos et donc leur attraction pour les pêcheurs, équatoriens mais aussi étrangers.

Pendant la saison sèche, entre juin et décembre, les Galápagos sont sous l'influence de la cellule anticyclonique du Pacifique subtropical oriental, qui remonte vers le nord et envoie vers l'archipel des alizés de secteur sud-est, des vents secs ayant circulé sur des milliers de kilomètres d'océan rafraîchi par le courant de Humboldt (COLINVAUX, 1984). Le Front Intertropical se trouve alors vers les 4° ou 5° Nord, et le courant sud-équatorial domine à cette période de l'année : son influence sur l'archipel est accentuée par les alizés qui en favorisent la dérive vers les Galápagos et, en dissipant la couche superficielle réchauffée par le soleil équatorial, entraînent en outre un renouvellement permanent en surface d'eaux plus froides venues des profondeurs. C'est la dérive du Humboldt qui a permis à un animal aussi incongru à ces latitudes que le manchot des Galápagos (*Spheniscus mendiculus*) d'arriver dans l'archipel depuis la Patagonie chilienne et de s'y établir.

Lorsque les Galápagos sont sous le régime de la dérive du Humboldt, l'océan, à Academy Bay, a une faible salinité et une température comprise entre 18 °C et 22 °C. Les précipitations sont très faibles, car il se produit une inversion thermique : la surface océanique fraîche et l'influence des hautes pressions du Pacifique subtropical oriental empêchent les ascensions d'air. On obtient ainsi en moyenne, à la station Darwin (au bord de la mer), 25 mm de pluie en juillet, puis moins de 10 mm par mois jusqu'au changement de saison, en décembre. C'est alors l'époque de la *garúa*, cette bande de brouillard qui stagne contre les hauteurs et qui donne jour après jour une fine bruine à laquelle seuls échappent les plus hauts sommets de l'archipel (au-dessus de l'inversion thermique) et les littoraux, qui restent arides. Ces minuscules gouttelettes en suspension permettent à la végétation bien développée des îles hautes de s'approvisionner en eau pendant la saison sèche. Des précipitations orographiques, sous la forme de courtes averses, entretiennent aussi parfois l'humidité des *partes altas* durant cette saison : les côtes et les îles basses, elles, en sont totalement privées.

Par temps de *garúa*, les paysages des Galápagos ont une teinte plus ou moins grise, peu contrastée, entre les rocs de lave noire et le ciel blanchâtre : on compte moins de 90 heures d'ensoleillement moyen en juillet à la station Darwin. La mer plombée est souvent agitée — les alizés soufflent alors au plus fort — et se brise en rouleaux sur des falaises hérissées d'une terne végétation de cactus et d'arbustes rachitiques. L'impression de tristesse, de désolation, voire d'hostilité que dégagent alors ces paysages surprend bien des visiteurs, arrivés avec des images d'îles paradisiaques plus conformes à ces latitudes...

Rábida,
île abritée
des alizés par
Santa Cruz,
offre pendant
la saison sèche
un morne paysage
typique
de l'étage aride
des Galápagos :
le gris domine,
dans le ciel comme
sur la terre,
recouverte
d'arbustes
— les *palos
santos* — et
de cactus *opuntia* ;
on aperçoit
au premier plan
à droite le sentier
de ce site de
visite du PNG.



En revanche, cette « saison blanche et sèche » est celle du grand retour des oiseaux de mer dans l'archipel, dont le plus célèbre est l'albatros (*Diomedea [Leptorhynchus] irrorata*) : sa vision console ainsi parfois des touristes auxquels le mal de mer et le ciel maussade feraient presque regretter d'être venus aux Galápagos en juillet-août... Sous la couche de nuages, en bordure d'un océan « frais », la température de l'air baisse : 22 °C relevés en moyenne à la SRCD entre juin et novembre. Les seules personnes que l'on voit alors se baigner sous le regard goguenard des locaux sont les touristes. La mer est troublée par les vagues et le plancton en suspension qui rendent décevantes beaucoup de plongées sous-marines à une époque où les poissons sont pourtant les plus nombreux dans les eaux de l'archipel : les insulaires, eux, s'adonnent à la pêche. Et si, certaines journées de septembre, ces derniers n'hésitent pas à enfiler un chandail, dessous l'habillement reste le même : les « shorts » et chemisettes portés tout au long de l'année indiquent bien qu'il s'agit de températures tout à fait acceptables, y compris pour les *Costeños* habitués à un vrai climat équatorial.

Pendant l'été austral, l'anticyclone du Pacifique sud-est redescend vers le sud et la convergence intertropicale s'établit aux alentours de 2° Nord : les alizés sont sensiblement plus faibles, voire inexistantes à la latitude des Galápagos. Le courant sud-équatorial passe alors à quelques degrés au sud de l'archipel et permet ainsi à une autre masse d'eau de l'envahir : le courant de Panama, à la salinité élevée et dont la température est de 25 °C à 28 °C. Ce courant est l'appendice oriental du contre-courant nord-équatorial, de

direction ouest-est qui, après avoir buté sur l'Amérique centrale, se dirige vers le sud/sud-est. Berlanga, le découvreur espagnol des Galápagos, y est arrivé en mars (1535), dévié de sa route vers le Pérou par un courant de Panama au maximum de sa force à cette période de l'année. Avant lui, de nombreux organismes originaires de l'Amérique tropicale ont dérivé sur des radeaux végétaux, entraînés hors des estuaires par les fleuves en crue de la saison des pluies et portés jusqu'aux Galápagos par ce même courant. C'est aussi grâce au courant de Panama que des espèces de poissons tropicaux, tels le « perroquet » (*Scaridae* spp.) ou le « poisson-ange » (*Holocanthus passer*), et quelques récifs de corail égaient les fonds glauques des Galápagos.

La remontée de la température de l'océan s'accompagne de la hausse de celle de l'air et du retour des pluies. Entre janvier et mai, les températures de l'air sont comprises entre 28 et 30 °C, et les précipitations oscillent entre 50 et 100 mm par mois, en moyenne, à la station Darwin. La mer est alors très calme et la visibilité parfaite pour la plongée sous-marine : les agences de tourisme spécialisées dans ce domaine font venir leurs passagers à cette période de l'année. Les gamins se précipitent dans l'eau du haut du quai municipal, les *palos santos* (*Bursera graveolens*) arborent quelques timides feuilles, les cactus opuntia (*Opuntia echios*) laissent éclater de grosses fleurs jaunes. Le ciel est le plus souvent dégagé, mais l'on voit cependant se former régulièrement de gros cumulus tropicaux qui crèvent en de violentes pluies. Celles-ci sont généralement courtes et concentrées dans le temps, entre 10 % et 40 % des jours de la période chaude (GRANT, 1986) : malheur à ceux qui n'en profitent pas pour remplir leurs réservoirs ! La saison des pluies est donc celle où, paradoxalement, l'ensoleillement est aussi le plus fort sur les Galápagos : de 180 à 230 heures de soleil par mois, en moyenne, entre janvier et mai à la station Darwin. C'est alors que l'on saisit bien ce qu'est le soleil équatorial : la sieste est de rigueur pour les locaux, alors que les touristes, malgré les consignes répétées de leurs guides, prennent très vite la teinte rouge brique qui justifie le sobriquet par lequel on les désigne aux Galápagos : les *colorados*...

L'absence d'eau et les caprices du Niño

Que les Galápagos soient arides pose le problème de l'eau douce, l'un des défis majeurs qu'a dû relever l'homme pour s'installer dans l'archipel. « *Es pura piedra no más* » (« il n'y a que de la pierre ») : ce jugement lapidaire porté sur les Galápagos par un migrant récent ressemble étonnamment à la description qu'en fit leur découvreur espagnol (cf. chapitre II). Ces îles n'ont pas d'eau, ou très peu, et aux déficiences du ciel s'ajoute la porosité de la terre, car les coulées de lave se désagrègent en se refroidissant : il n'y a aucun écoulement pérenne aux Galápagos et très peu de sources. Et l'eau de pluie

s'infiltrer d'autant plus rapidement que le sol est squelettique ; après un cheminement souterrain, elle reparaît parfois au niveau de l'océan, piégée dans des crevasses où elle se mélange à l'eau de mer, comme c'est le cas à Puerto Ayora. Academy Bay est en effet un graben envahi par la mer et encadré par un système de failles d'orientation sud-est/nord-ouest : c'est parce qu'on a trouvé de l'eau saumâtre piégée dans ces failles que des colons s'y sont installés. Cependant, le pompage croissant de l'eau provoque sa salinisation et la rend aujourd'hui impropre à la consommation humaine dans la plupart des cas. Les pionniers européens — tous connectés à leur *grieta* (crevasse) particulière, dont la présence valorise les terrains constructibles parce qu'elle fournit l'eau pour la cuisine, la toilette et le jardinage — comptent donc davantage, pour boire, sur des réservoirs individuels d'eau de pluie, recueillie sur les toits pendant la saison chaude.

Plus vieille, San Cristóbal possède la seule lagune d'eau douce de l'archipel, El Junco, reposant sur 16 m de dépôts lacustres vieux de 40 000 ans (COLINVAUX, 1984). Cette lagune fait la fierté des habitants de San Cristóbal, la seule île où les bassins hydrographiques de la *parte alta* ont des sols assez profonds pour que l'eau de pluie ne s'y infiltre pas immédiatement et puisse être recueillie par des canalisations qui l'apportent aux villages. Puerto Villamil a le même système de pompage que Puerto Ayora et connaît des problèmes identiques de salinisation croissante de l'eau destinée à la consommation, un peu moins accusés cependant car le bourg est plus modeste. Quant à Puerto Velasco Ibarra, le peu d'eau qui lui est nécessaire est canalisée depuis l'une des rares sources recensées aux Galápagos, sur les hauteurs de l'île. Cette résurgence, au lieu dit « Asilo de la Paz », est connue depuis les débuts de la fréquentation humaine des Galápagos, du temps des pirates ; et c'est là que se sont installés les premiers colons, les Allemands de la famille Wittmer, lors de la dernière colonisation de l'île.

Le rythme général de circulation atmosphérique et océanique aux Galápagos ne suffit pas à transcrire la réalité de leur climat : il faut prendre en compte les irrégularités périodiques qui l'affectent. Ce sont ces discordances qui définissent le mieux la spécificité de l'archipel, au point que certains naturalistes soulignent que « les irrégularités climatiques et océanographiques sont la caractéristique des Galápagos » (ROBINSON, 1987), et qu'elles « sont en partie responsables du fait que si peu d'espèces aient pu survivre dans ces îles » (JACKSON, 1993). En effet, les plantes et animaux ayant survécu aux 1 000 km de traversée océanique et à l'établissement sur des côtes arides doivent en plus s'adapter à de fortes variations de précipitations d'un an à l'autre : sous peine de disparaître, l'espèce nouvellement arrivée doit avoir une résistance énorme ou fournir une rapide réponse adaptative...

Les moyennes de précipitations ont donc peu de signification. D'une année sur l'autre, le total des pluies change du tout au tout : ainsi, on relève 470 mm à la station Darwin en 1969, puis 84 seulement l'année suivante, ou encore 280 mm en 1986 pour 1 250 en 1987... Les années particulièrement sèches, les Galápagos sont transformées en bûcher potentiel : le premier grand incendie d'Isabela ayant attiré l'attention de la presse internationale, qui a rendu compte des spectaculaires sauvetages de tortues à dos d'homme, a eu lieu en 1985, année pendant laquelle il n'est tombé que 63 mm de pluie à la station Darwin. Celui d'avril-mai 1994, toujours sur Isabela, a suivi une saison des pluies qui n'en était pas une : trois averses en tout et pour tout à Puerto Villamil à la fin mars. Leurs réserves épuisées, les paysans sont désespérés car l'eau doit être achetée au prix fort et acheminée par camions-citernes : le bétail amaigri est alors vendu au plus offrant, et les pertes sont considérables.

Encore ne s'agit-il pas là de perturbations exceptionnelles comme celles des années à « Niño », l'enfant terrible qui surgit parfois vers la fin de l'année. Le « Niño » désigne ici le courant de Panama et, par extension, les dysfonctionnements spectaculaires qu'occasionne, avec une périodicité que l'on estime être de trois ou sept ans, le formidable gonflement de celui-ci, dû au déplacement massif vers l'est d'eaux chaudes venues du Pacifique équatorial occidental. Le courant de Panama est alors beaucoup plus puissant et s'étend loin vers le sud et le sud-est, au point de remplacer le courant de Humboldt jusqu'au large des côtes péruviennes. Aux Galápagos, le Niño donne une saison chaude et humide bien plus longue que d'habitude, pendant laquelle la température de l'océan reste au-dessus des 30 °C et provoque ainsi des pluies torrentielles et quotidiennes : les îles, émeraudes et ruisselantes, prennent alors un aspect vraiment équatorial.

Le Niño de 1982-1983 est le plus important jamais observé dans l'archipel (celui de 1996-1997 y a eu des effets moins spectaculaires) : on a relevé 3 225 mm de pluie à la station Darwin entre décembre 1982 et juillet 1983, soit neuf fois plus qu'une « moyenne » annuelle d'environ 400 mm. Les conséquences sur la faune dépendant de la mer ont été catastrophiques, car l'épaisse couche d'eau chaude — de 4 à 5 °C au-dessus de la normale — dans laquelle l'archipel a baigné pendant plus de huit mois a maintenu les eaux froides et nutritives en profondeur : ainsi, par exemple, les algues dont se nourrissent les iguanes marins ont disparu et la population de ces reptiles a chuté de 40 % à 70 % selon les îles (ROBINSON, 1987). Ces mois-là, le ciel couvert en permanence, la pluie incessante rendant impraticables bien des sites de visite et la mortalité très élevée d'espèces parmi les plus photogéniques des Galápagos ont entraîné l'annulation de nombreux voyages d'agences, et la population locale en a par conséquent pâti (on a même enregistré un nombre record de divorces).

En revanche, certains naturalistes ont alors pu étudier « en temps réel » les mécanismes de l'adaptation et de l'évolution des espèces confrontées à des situations naturelles exceptionnelles (GRANT, 1984). Et ce Niño a permis à certaines espèces de poissons du Pacifique tropical occidental, comme l'« Idole Maure » (*Zanclus canescens*), de se répandre aux Galápagos (ROBINSON, 1987). De même, « le Niño jouerait un rôle important dans la colonisation de certaines espèces végétales tropicales apportées par radeaux dérivants [...], non seulement par le transport mais par les conditions d'établissement » (HAMANN, 1984 : 18). Car en élevant le niveau des marées — ce qui permet ainsi à ces espèces d'être déposées au-delà du rivage habituel — et en maintenant des conditions d'humidité semblables à celles de leur milieu biogéographique d'origine pendant de longs mois, le Niño a donné une chance extraordinaire à des plantes autrement vouées à disparaître sitôt arrivées sur des côtes d'ordinaire arides.

En conditions « normales » et de façon permanente, les deux principaux facteurs de différenciation bioclimatique, aux Galápagos, sont l'altitude et l'exposition aux vents dominants. L'altitude affecte la distribution des précipitations (cf. carte 3) : tout au long de l'année, le contraste entre le vert sombre des *partes altas* et le gris des littoraux est évocateur. Les hauteurs accrochent la pluie et la brume : à 200 m d'altitude, dans le bourg agricole de Bellavista, sur Santa Cruz, on relève une moyenne de 1 100 mm de précipitations par an contre 440 mm à la station Darwin durant la même période de huit ans ; et à 620 m d'altitude, sur la même île, la moyenne annuelle des pluies est de 1 540 mm sur sept ans. La température, sur les hauteurs, est toujours agréable ; et, parmi les habitants aisés de Puerto Ayora, nombreux sont ceux qui y ont racheté une *finca* pour échapper à la fournaise de la côte durant la saison chaude.

L'exposition aux vents dominants crée une autre différence bioclimatique. Relativement hautes et situées au sud-est de l'archipel, Floreana et San Cristóbal sont les îles les plus arrosées : elles ont été les premières colonisées. Mais il existe aussi d'importantes différences entre les côtes d'une même île : ainsi, en février d'une année sans Niño, sur le littoral sud d'Española exposé de plein fouet aux alizés et lieu d'« upwelling », la température de l'eau est de 21,7 °C, alors que sur la côte nord, protégée, elle s'élève à 26,7 °C ; par conséquent, on ne trouve qu'une espèce de poisson-perroquet (*Scaridae* spp) au sud contre quatre au nord (Mc COSKER, 1987). Cette dissymétrie thermique se répète dans tout l'archipel, et les itinéraires des bateaux de

D'étranges paysages animés

Une différenciation bioclimatique classique des îles tropicales

tourisme prévoient autant que possible les baignades de leurs passagers sur des côtes ouest ou nord.

La différence d'exposition aux vents explique en grande partie les sites d'établissement humain aux Galápagos. Les alizés soufflent du sud-est, remuant la mer et apportant la pluie : pourtant, deux ports des Galápagos sur cinq sont établis sur la côte au vent. Que la côte méridionale d'Isabela, d'orientation sud-ouest/nord-est, soit en face de Floreana, d'où venaient les fondateurs de Puerto Villamil, a sans doute joué dans le choix de ce site portuaire, malgré son mouillage médiocre et une houle permanente. Quant aux premiers colons de Santa Cruz, l'eau trouvée dans le fond d'Academy Bay valait bien un abri tout relatif pour les barques de pêcheurs d'antan ; aujourd'hui cependant, lors de rares tempêtes, certains lourds bateaux chassent sur leur ancre mal accrochée dans les fonds sableux de la baie et viennent parfois s'échouer sur le rivage.

Mais surtout, les hommes se sont installés sur les côtes au vent de Santa Cruz et d'Isabela, car c'était alors l'agriculture qui commandait, et non la pêche ou le tourisme. Du temps des premiers colons, les « ports » n'étaient en effet composés que de quelques baraques et servaient seulement d'abri aux pêcheurs et de débouché vers le continent, une fois par an, au bétail et aux produits agricoles locaux. La plus grande partie de la population se concentrait dans les hauteurs, sur les versants sud/sud-est de ces îles, dont la zone bioclimatique d'utilité agricole a un gradient altitudinal bien plus étendu que celle située sous le vent. Il était donc plus commode, malgré leur faible utilisation, que ces « ports » ne soient pas trop distants des *partes altas* utiles, qui il y a encore une vingtaine d'années n'étaient reliées au littoral que par de méchants sentiers.

San Cristóbal, en revanche, est une île étroite et perpendiculaire à l'alizé : les colons ont pu choisir un site portuaire à son extrémité sud-ouest, orienté vers le nord et donc protégé des vents dominants tout en n'étant pas éloigné des hauteurs utiles. Floreana est si petite (173 km²) que la zone agricole n'y est jamais loin du rivage, et l'on a pu ainsi conserver le meilleur mouillage de l'île, choisi par les pirates — « Black Beach », sur la côte ouest. Quant à Baltra, le choix des Américains pour y établir une base militaire en 1942 s'explique aisément. Ce grand bloc de lave séparé des îles adjacentes par des failles et soulevé d'une vingtaine de mètres, dont l'aridité est renforcée par sa situation à l'abri de Santa Cruz, offre l'un des rares espaces plans des Galápagos et des ciels souvent dégagés : il convient parfaitement pour une piste d'aviation (cf. photo p. 197), et la mer est toujours calme sur sa côte ouest, où a été construit le port le plus sûr de l'archipel.

Selon l'altitude, l'exposition aux vents dominants et la situation des îles, les paysages naturels des Galápagos sont très divers mais peuvent néanmoins être classés en types communs à tout l'archipel. On a ainsi défini de cinq à sept niveaux d'étagement de la végétation aux Galápagos (cf. carte 3), en se basant sur l'île de Santa Cruz, où la biodiversité est la plus grande et où elle a été la plus étudiée (BOWMAN, 1963 ; LARUELLE, 1963 ; ITOW, 1967 ; HUTTEL, 1986). En outre, chacun de ces types de paysage abrite des espèces animales caractéristiques sinon toujours emblématiques des Galápagos.

Les Galápagos sont ainsi une véritable marqueterie écologique, dont les morceaux sont bien plus petits que les îles elles-mêmes : cela explique pourquoi, à partir d'un ancêtre commun, certains organismes ont pu spécié sur des îles apparemment semblables.

L'« étage littoral » (0 à 5 m d'altitude), est grosso modo semblable d'un bout à l'autre de l'archipel. Bien que cet étage littoral corresponde à la zone aride (où tous les mois sont secs), il n'est pas défini par des critères climatiques mais par la tolérance au sel des espèces qui le peuplent.

Les côtes des Galápagos sont presque partout rocheuses². Parmi les rares plages de l'archipel, celles exposées à l'est ou au sud, comme Tortuga Bay près de Puerto Ayora, sont formées par des débris marins apportés par les vagues : éclatantes de blancheur corallienne, ce sont les plus belles et les plus dangereuses, en raison de l'intense réverbération et de la houle. Au nord et à l'ouest des îles en revanche, les plages sont surtout constituées d'apports terrestres et prennent la teinte des roches dont elles proviennent : rouge sombre à Rábida, noir à Puerto Velasco Ibarra, reflets verts d'olivine à Punta Cormoran (Floreana)... Ces plages sont parfois des cordons littoraux séparés de l'intérieur des terres par des lagunes : c'est le cas à Puerto Villamil, à Rábida ou à Punta Cormoran, mais aussi dans un quartier particulier de Puerto Ayora, le « Barrio de los Alemanes » (où se sont installés les premiers habitants du lieu, des Allemands). Cet endroit est intéressant, car il démontre que la nature des Galápagos peut être conservée tout en étant habitée par l'homme, et qu'il n'est pas nécessaire de parcourir le parc national à bord de coûteuses croisières pour appréhender la singularité de ces îles.

Parce qu'il est séparé du reste de Puerto Ayora par un bout de parc national et par un bras de mer qui en rendent l'accès impossible autrement qu'en bateau (cf. carte 8, p. 207), le Barrio est encore préservé de la circulation motorisée, et ses habitants, des pionniers européens pour la plupart, doivent régulièrement s'opposer aux projets de le relier à la ville par un chemin carrossable. Grâce à leur combativité, le Barrio possède en outre l'une des

Le littoral

² À Santa Cruz, blocs et coulées de lave couvrent de 75 % à 100 % de l'étage littoral (Itow, 1967).

deux plages d'Academy Bay ayant échappé aux bétonneuses (l'autre est à la station Darwin). Au-delà de cette plage, une petite lagune abrite une faune étonnamment diverse, au point que cet écosystème d'environ un hectare résumerait presque la nature des Galápagos : il abrite une profusion inouïe de vie, dans l'eau, sur terre et dans le ciel.

³Cette forte biodiversité est permise par la mosaïque d'écosystèmes marins de l'archipel, façonnée par des courants océaniques froid, tempéré et chaud, les « upwellings », l'exposition des côtes ainsi que leur morphologie. Le taux d'endémisme des poissons côtiers des Galápagos atteint 17 % (51 espèces), contre 57 % d'espèces communes aux côtes du Pacifique centre-oriental, 14 % originaires du Pacifique occidental, 8 % distribuées dans toute la zone tropicale et 4 % venues de la province ichtyologique chilienne (Mc COSKER, 1987).

La visite de cette portion de l'étage littoral doit commencer sous la mer, dans la petite baie devant la plage : sous la surface s'agit une faune d'une diversité insoupçonnable³ tant qu'on ne s'est pas muni d'un masque de plongée. Des poissons-perroquets roses, verts et bleus croisent des raies dorées (*Rhinoptera steindachneri*), planant en bancs parfois si denses qu'elles obscurcissent le jour lorsque l'on nage au-dessous. Glissant dans l'eau trouble, un requin des Galápagos (*Carcharhinus galápagensis*, endémique) fait battre le cœur et les palmes du plongeur, qui se calmera en observant de gros bouddins noirs constellés de verrues qui reposent sur le fond sableux : des holothuries, aujourd'hui objets de véritables batailles entre conservationnistes et pêcheurs dans l'archipel. Parfois, une tortue de mer s'égare dans la baie avant de s'en échapper en longs battements de nageoires, qui la font comme voler sous l'eau.

Sur le rivage marin, les palétuviers de l'espèce *Rhizophora mangle* (l'autre, *Laguncularia racemosa*, s'établit plutôt sur le bord interne de la lagune) fixent la plage, en lançant toujours plus loin leurs échasses rouges dans le sable et en dispersant leurs énormes graines qui flottent comme des bouchons, à la verticale pour mieux s'enraciner dès que les flots les coincent entre deux rocs. Sur le haut de la plage s'étale *Sesuvium edmonstonei* (endémique), une herbacée qui prend une teinte rouge au soleil et sert ici de couche à quelques couples d'« Huîtres Américains » (*Haematopus palliatus*), parmi les nombreuses espèces d'oiseaux migrateurs fréquentant les Galápagos. Le long du sentier traversant la lagune, des hérons appartenant aux trois espèces présentes dans l'archipel sont si occupés par leur pêche — le petit héron de lave (*Butorides [Ardeola] sundevalli*, endémique) est perché sur un rocher, le bec tendu vers l'eau frémissante de poissons — qu'ils s'écartent à peine lorsque survient un passant. Plus loin, des « mouettes de lave » (*Larus fuliginosus*, endémique) grises et noires, se disputent en longs ricanements stridents : bien qu'il s'agisse de l'espèce de mouette la plus rare au monde (400 paires), on peut s'en approcher à moins d'un mètre. Les rochers noirs qui bordent la plage et parsèment la lagune sont les lieux de prédilection des iguanes marins (*Amblyrhynchus cristatus*, endémique), dont les plus grands atteignent le mètre : ils s'y chauffent au soleil en amas grouillants, fondus sur la lave. Ces iguanes-là ne mangent que des algues, qu'ils broutent sur les roches à marée basse ou vont chercher

par quelques mètres de fond, d'une nage serpentine. L'autre reptile omniprésent sur les côtes et dans l'étage aride de l'archipel, bien plus vif, est le « lézard de lave » (*Tropidurus* spp., endémique): chaque rocher ou cactus est le territoire d'un mâle, petit dragon agressif.

Ailleurs, sur les côtes rocheuses ou sableuses mais toujours à proximité d'un « upwelling », regroupées en colonies de plusieurs dizaines d'individus, les otaries (*Zalophus [wolfebacki] californianus*) représentent l'un des attraits majeurs du tourisme aux Galápagos (cf. chapitre iv). Il est vrai que, très peu farouches, elles se laissent approcher de si près que les guides doivent insister pour que les visiteurs ne les touchent pas : l'odeur de l'homme est supposée éloigner les femelles de leur progéniture. Et quel enchantement que de se baigner avec ces sirènes moustachues qui virevoltent avec grâce autour du nageur ! L'aboïement du mâle, considéré comme plus dangereux que les requins en période de reproduction, est un son familier aux Galápagos : le loup, ici, c'est le *lobo*, l'otarie.

Loberia sur Santa Fé:
proche de
Puerto Ayora,
cette île est
l'un des sites du PNG
les plus visités,
notamment
par des touristes
de *tour diario*
comme ici ;
en 1964, B. Moitessier
y avait fait relâche
à bord du *Joshua*
pendant deux semaines
sans y rencontrer
personne...



Enfin, le littoral est le royaume des oiseaux de mer, premiers occupants des Galápagos, lorsqu'elles étaient encore des surfaces rugueuses de lave nue : ils profitent de l'incroyable richesse en poissons des eaux de l'archipel. Ces oiseaux sont ici en si grand nombre — il y en aurait 750 000 aux Galápagos — que tous les autres ciels paraissent dépeuplés en comparaison. Ces îles regroupent ainsi 30 % de la population mondiale des fous à pattes bleues (*Sula nebouxi*), dont l'hallucinante colonie de Punta Suárez, sur Española, est un étonnant exemple d'une densité animale typique de l'écologie insulaire (BLONDEL, 1995 a). Les frégates (*Fregata magnificens*, *Fregata minor*), pirates des mers qui attaquent les autres espèces en plein air pour leur faire

réurgiter leur prise et l'attraper au vol, sont les maîtres du ciel, planant très haut sans un battement d'aile pendant des instants d'éternité avant de fondre sur leur victime. Les pélicans (*Pelecanus occidentalis*), eux, paraissent bien balourds, et leurs plongeurs s'accompagnent d'un « splash » très éloigné des piqués des fous, ailes repliées le long du corps pour pénétrer le plus profond possible dans l'eau et saisir leur proie par en dessous, en remontant vers la surface. Il faudrait aussi parler du « paille-en-queue » (*Phaeton aethereus*) à la traîne plus longue que le corps, des somptueuses mouettes « à queue d'aronde » (*Creagrus furcatus*, endémique) qui pêchent la nuit pour éviter les frégates, des fous masqués (*Sula dactylatra*) au drôle de regard, et d'autres encore...

L'« étage aride »

À quelques dizaines de mètres de la mer, on entre dans l'« étage aride », à la végétation xérophile, le plus important en surface de l'archipel. Sur cet étage comme sur le précédent, il pleut moins de 400 mm par an et le déficit hydrique annuel dépasse les 1 000 mm (HUTTEL, 1986). La limite supérieure de l'étage aride dépend de l'altitude et de la situation de l'île, ou de l'exposition du versant. Ainsi, bien que battues par l'alizé, les îles basses n'accrochent pas la pluie, ou très peu, et sont tout entières comprises dans l'étage aride : c'est le cas d'Espanola (206 m), de Santa Fé (259 m), ou encore de Genovesa (76 m), mais aussi des îlots les plus visités des Galápagos, Plaza Sud, Seymour Norte ou Bartolomé. D'autres îles, plus élevées mais abritées des pluies venues du sud-est par leurs voisines plus grandes ou plus hautes, sont également très sèches : ainsi Fernandina (1 494 m), protégée par Isabela, ou Rábida (367 m), masquée par Santa Cruz.

Sur les lithosols le plus souvent interstitiels de l'étage aride poussent des acacias (*Acacia* spp.), des épineux (*Parkinsonia aculeata*, *Scutia paucifera*), et des cactus candélabres (*Jasminocereus thouarsii*) ou opuntias, dont les fruits sont le régal des tortues, des iguanes terrestres et des... colons, qui en font des confitures. À mesure que l'on s'élève en altitude, les « crotons » (*Croton scouleri*) et des arbres de 3 ou 4 mètres de haut aux troncs blanchâtres, les *palos santos* — appelés ainsi parce que leur duvet de feuilles apparaît aux alentours de Noël — deviennent plus nombreux et vigoureux. Cet étage est en principe totalement inapte à une quelconque activité agricole, et les premiers habitants des littoraux devaient aller récolter fruits et légumes dans la *parte alta*. Cependant les pionniers européens de Puerto Ayora, les meilleurs connaisseurs empiriques du milieu biogéographique local, savent où se trouvent les maigres gisements de sol des environs, dont chacun garde jalousement secrète la localisation : moyennant quoi, ils parviennent à créer de beaux jardins fleuris entre les rocs, en mêlant la terre

La trans-Santa Cruz monte tout droit dans le versant sous le vent de l'île, au travers de l'étage aride couvert de *palos santos* jusqu'aux nuages, vers 500 m d'altitude. Cette piste, ouverte en 1975 et aujourd'hui presque entièrement goudronnée, permet aux bus et autres véhicules dont le nombre augmente rapidement de relier Puerto Ayora au canal d'Itabaca, d'où partent le bac pour Baltra et quelques petits bateaux de *tours diarios* comme celui-ci, qui assurent des visites sur les sites de Bartolomé ou de Daphné.



sèche et brune des dépôts interstitiels à celle, noire et grasse, qu'ils vont chercher dans la *parte alta*.

Les animaux les plus communs de l'étage aride sont les fameux « pinsons de Darwin » : on les voit partout, en groupes ou seuls, sautillant jusque sur la table où l'on déjeune pour chiper des grains de riz ou des miettes de pain. Le cri strident des oiseaux moqueurs (quatre espèces endémiques du genre *Nesomimus*) est le leitmotiv sonore de l'étage aride : ces oiseaux sans peur, qui viennent boire dans le creux de la main, courent plus qu'ils ne volent. Le reptile caractéristique de cet étage, avec le lézard de lave, est l'iguane terrestre (deux espèces d'un genre endémique : *Conolophus*), présent sur quelques îles et îlots et visible dans deux sites de visite, dont il représente l'attraction majeure : Santa Fé (*C. palidus*) et Plazas Sud (*C. subcristatus*). Leur placidité les rendant très vulnérables aux chiens et aux chats, ces iguanes sont considérés en danger, d'où le centre de reproduction et d'élevage qui leur est consacré à la station Darwin.

Les énormes tortues terrestres (du genre *Geochelone elephantopus*, endémique) se déplacent continuellement entre l'étage aride et les hauteurs des îles, où elles vont chercher de l'eau : or, « à force de passer par le même chemin, elles ont tracé de véritables routes qui rayonnent dans toutes les directions depuis les sources jusqu'à la côte... » (DARWIN, 1845 : 169). Ces sentes tracées dans un « bush » inextricable ont été entretenues par le bétail devenu sauvage et sont empruntées par les colons pour chasser la chèvre. Mais les espèces de tortues vivant dans des îles basses, comme celle d'Española, ne

peuvent compter que sur l'eau contenue dans les opuntias — hormis quelques rares flaques, vite disparues, pendant la saison des pluies — pour étancher leur soif. Sur cette île, elles se sont adaptées à l'aridité en attrapant leur nourriture sur le cactus : leur carapace, échancrée à l'avant, permet à un cou plus long que celui des espèces des milieux humides de se hausser jusqu'aux raquettes convoitées. Mais l'évolution a aussi fourni une réponse adaptative à l'opuntia (THORNTON, 1971) : sur les îles à tortues (Española, Santa Cruz, Isabela, Santa Fé — elles ont aujourd'hui disparu de cette dernière), *Opuntia echios* et *Opuntia megasperma* peuvent atteindre la taille d'un arbre respectable — une dizaine de mètres pour les plus beaux spécimens — ont un tronc lisse et de dures épines en bouquets denses ; alors que sur les îles sans tortues, comme Marchena ou Genovesa, *Opuntia helleri* est rampant et doté d'épines... molles !

Les hauteurs

On repère l'« étage de transition » aux précipitations comprises entre 800 et 1 000 mm annuels et au déficit hydrique de 300 à 1 000 mm par an (HUTTEL, 1986), au fait que les rares arbres présents dans l'étage aride deviennent l'élément dominant du paysage et se couvrent de longues barbes de lichens vert pâle : ils poussent sur des « sols bruns », développés dans l'argile d'altération du basalte (LARUELLE, 1963). Le sempiternel *palo santo* est maintenant accompagné par le *muyuyo* (*Cordia lutea*) et ses fleurs jaunes à la saison des pluies, le *pega pega* (*Pisonia floribunda*) dont le fruit sert de colle aux enfants, et le *guayabillo* (*Psidium galápagensis*), au fruit ressemblant à la goyave. Par endroits, on remarque un arbre plus imposant, jusqu'à 10 mètres de haut, le *matazarno* (*Piscidia carthagenensis*), aujourd'hui menacé d'extinction dans l'archipel parce que son bois, imputrescible, est très recherché pour construire bateaux, charpentes et meubles.

À la limite supérieure de l'étage de transition, on entre dans celui des *scalesias*, ou « étage humide » : les sols les plus épais — jusqu'à deux mètres — sont compris dans une bande située entre 200 et 400 m d'altitude sur la côte au vent (LARUELLE, 1963), là où s'est développée la forêt ombrophile de *scalesias* (*scalesia pedunculata*) sur Santa Cruz. Ces plantes, parmi les plus élevées de la famille des tournesols, ont la taille d'arbres, si ce n'est tout à fait l'allure, et poussent en formations denses. Cette espèce de *scalesia* (il y en a vingt aux Galápagos, toutes endémiques, de tailles et formes différentes, adaptées à divers milieux biogéographiques) a un tronc frêle et pâle surmonté d'une couronne branchue et feuillue souvent couverte de mousses. Sous les *scalesias* poussent des fougères (90 espèces, la plupart endémiques), parfois arborescentes : on se croirait tout à coup transporté dans une forêt tropicale humide, si ce n'est qu'on ne voit jamais d'eau courante ;

celle-ci stagne dans des flaques à la saison des pluies et le sol est souvent boueux. Cette impression est renforcée par la présence du *pájaro brujo* (*Pyrocephalus [rubinus] nanus*, endémique): son plumage rouge vif est digne des forêts amazoniennes.

Le hameau de Santa Rosa, situé sur le versant au vent vers 400 m d'altitude, est peuplé d'une centaine d'habitants, pour la plupart installés lors de la campagne de colonisation des hauteurs de Santa Cruz menée par l'État en 1956. La zone agricole de l'île est souvent sous les nuages et, pendant la saison des pluies, elle est abondamment arrosée, au point que les flaques et la boue y rendent parfois la circulation malaisée: il est vrai que les paysans n'ont que très peu de véhicules motorisés et que les touristes ne viennent pas à Santa Rosa.



À l'exception de Santiago, dont la flore des hauteurs est très attaquée par les chèvres, l'étage humide se trouve sur les îles peuplées, puisque les hommes ont recherché des endroits se prêtant à l'agriculture et à l'élevage. Ces paysages sont donc anthropisés et se caractérisent davantage aujourd'hui par des plantes introduites par l'homme que par leur flore originelle. Ainsi, les *scalesias* sont en net recul dans la zone agricole de Santa Cruz, car leurs formations ont été défrichées pour être remplacées par des pâturages et des plantations de bananiers ou de café; et les bosquets subsistants sont abîmés par le bétail et concurrencés par deux des plantes introduites qui font le plus de ravages dans l'archipel, le *guayabo* (goyavier) et la *chinchona* (arbre à quinine). Les zones agricoles présentent toute une gamme de paysages agraires, allant du minifundio de colons *costeños* — au carré de patates douces à l'ombre de quelques bananiers sous lesquels picorent deux ou trois poules chétives — à la ferme de pionniers européens, dans lesquelles des haies de grands arbres introduits, des *ciruelos*, encadrent des pelouses impeccables où paissent de gras charolais inséminés artificiellement. Quelques propriétés de Santa Cruz rappellent ainsi les paysages de l'Europe atlantique; mais en regardant plus attentivement les prés, on peut parfois y voir des tortues géantes brouter de concert avec les vaches... Les propriétaires terriens dont le domaine est fréquenté par les tortues, venues prendre des bains de boue dans les prés piétinés par le bétail, les montrent parfois aux touristes contre paiement; et certains fermiers indécents attachent même « leurs » reptiles, de peur qu'ils ne s'en retournent dans la partie basse de l'île ou qu'ils ne passent chez le voisin!



Les tortues géantes de Santa Cruz sont l'une des dix espèces survivantes du genre *Geochelone Elephantopus*, endémique aux Galápagos, qui en comptaient jadis quinze. Et, parmi celles-ci, elles sont certainement l'espèce la moins menacée : visibles dans la zone agricole de l'île à la saison sèche, lorsqu'elles quittent l'étage aride pour venir s'abreuver, ces tortues sont une aubaine pour les fermiers dont elles fréquentent les prés, car ils en font payer la visite aux touristes désireux d'en voir ailleurs qu'à la station Darwin, dans leur « milieu naturel »...

Vers les 600 m d'altitude sur le versant sud de Santa Cruz, on quitte la zone agricole, les arbres disparaissent, l'épaisseur des sols diminue et l'on pénètre dans un paysage de fourrés denses, hauts de deux mètres au plus, de couleur vert sombre : les miconias (*Miconia robinsoniana*, endémique), qui n'existent que sur Santa Cruz et sur San Cristóbal (et par conséquent, l'« étage à miconia » aussi). Cette plante est aujourd'hui très menacée par le *guayabo* et la *chinchona*, qui poussent plus rapidement, particulièrement en période de sécheresse : une fois que ces allochtones surplombent *miconia*, habituellement l'espèce la plus haute de l'étage, celle-ci ne reçoit plus suffisamment de lumière et dépérit. Enfin, au-delà de 600 m d'altitude, les arbustes cèdent la place aux seules fougères puis, plus haut encore, à des formations herbacées : c'est l'étage de la pampa. Sur Santa Cruz, qui culmine à 864 m, cet étage est le plus souvent couvert par la *garúa* ; mais les sommets d'Isabela, plus hauts, émergent presque toujours du brouillard et sont arides.

L'« étage de pampa »
 — herbes et fougères
 au premier plan —
 couvre le Cerro Crocker,
 point culminant de
 Santa Cruz (864 m)
 depuis lequel on contemple
 Academy Bay
 (où l'on aperçoit
 un paquebot et un cargo)
 et Puerto Ayora.
 La station Darwin,
 à deux kilomètres
 de la petite ville,
 est à l'extrême gauche
 de la photo.



D'après la théorie de la biogéographie insulaire de Mc ARTHUR et WILSON (1967), « le nombre d'espèces doit diminuer corrélativement à la superficie [de l'île] plus rapidement sur les petites îles distantes du continent que sur les grandes » (*op. cit.* : 66). Cela parce que leur modèle d'équilibre démontre, d'une part, que le taux d'immigration des espèces est inférieur à leur taux d'extinction sur une petite île (car sur une grande, les biotopes sont plus diversifiés et les populations plus nombreuses); et, d'autre part, parce que ce taux d'immigration est supérieur sur une île proche du continent que sur celle qui en est plus éloignée. Les Galápagos ont donc une biodiversité terrestre relativement faible parce qu'elles sont isolées, jeunes (ce qui réduit d'autant le temps disponible pour la migration des espèces), et petites : à part Isabela (4 588 km²) — qui est d'ailleurs, d'un point de vue géologique comme écologique, un ensemble de plusieurs « îles » mal réunies — les plus grandes d'entre elles ne couvrent que quelques centaines de km². Mais si les Galápagos sont pauvres en espèces à l'échelle mondiale, continentale, ou par rapport au seul Équateur, elles sont en revanche très riches si l'on pense qu'il s'agit d'un petit archipel perdu dans le Pacifique; et leur fort taux d'endémisme signifie en outre qu'elles ont, dans la biodiversité planétaire, une importance disproportionnée par rapport à leur superficie.

Pour ces organismes terrestres, il n'y a eu, avant l'intervention de l'homme, que trois façons de passer la barrière océanique : emportés par le vent, des radeaux dérivants ou des oiseaux. Des graines munies d'ailettes, des spores de lichens, de mousses et de fougères, des particules d'humus, des bactéries, ainsi que des insectes, de petites araignées et de minuscules escargots sont couramment arrachés au sol par des vents qui les élèvent haut dans l'atmosphère et les font voyager sur de longues distances avant de les précipiter à la surface terrestre par les pluies : on appelle cette poussière de vie

Une nature miraculeuse ? L'évolution

Le peuplement naturel des îles

du « plancton aérien ». Ces pluies sont souvent, dans le Pacifique central, des précipitations orographiques, provoquées par le contact des îles, ce qui explique qu'une bonne partie de ce « plancton aérien » ait de sérieuses chances de tomber sur terre plutôt que dans l'eau : on évalue à 32 % les plantes natives des Galápagos arrivées par ce moyen dans l'archipel (PORTER, 1976). Le vent a aussi probablement entraîné vers les Galápagos la plupart des oiseaux terrestres, qui ne s'aventurent pas en mer et auraient été incapables de parvenir jusqu'aux îles par leurs propres moyens.

Le transport par radeaux dérivants a permis aux rares mammifères natifs des Galápagos d'y arriver : 2 espèces de chauves-souris, et 6 ou 7 espèces de rats endémiques, dont il ne subsiste que deux. Ce fut aussi le moyen de transport probable des 3 espèces endémiques de serpents, des lézards, des iguanes, et probablement des tortues (dont l'ancêtre continental était beaucoup plus petit), ainsi que d'une petite partie des plantes et d'une bonne quantité d'insectes. Il n'est qu'à voir les amas végétaux que charrie le fleuve Guayas à la saison des pluies pour se rendre compte qu'il s'agit de véritables petites îles flottantes, capables de voyager longtemps sur l'océan avant de se démanteler. On a calculé qu'en fonction de la vitesse et de la direction des courants marins, de tels radeaux pouvaient mettre seulement deux semaines à atteindre les Galápagos depuis les côtes centre ou sud-américaines (THORNTON, 1971). Cependant, ce sont des embarcations envahies par l'eau de mer et accablées de soleil : d'où l'absence d'amphibiens aux Galápagos, car leurs peaux et leurs œufs sont bien plus fragiles que ceux des reptiles qui, de plus, supportent mieux de ne pas boire pendant longtemps. La tolérance à l'eau de mer des reptiles expliquerait qu'ils aient pu ensuite spécié dans plusieurs îles de l'archipel à partir d'un ancêtre commun parvenu en un seul endroit. Certaines plantes seraient également arrivées par mer sans l'aide de radeaux, grâce à leurs graines particulièrement adaptées au transport par les flots et à leur accoutumance au sel, comme les quatre espèces de palétuviers présentes dans l'archipel.

Enfin, pour la majorité des espèces de plantes natives des îles et sans doute aussi pour un bon nombre d'insectes, ce sont les oiseaux, de mer ou migrateurs, qui ont été le véhicule de l'arrivée aux Galápagos : on a même estimé que 64 % des graines apportées par ces oiseaux ont été ingérées sur le continent et excrétées dans les îles, le transit intestinal favorisant en outre la germination de beaucoup d'espèces de plantes ; le reste aurait voyagé accroché dans leur plumage (PORTER, 1976). Ce moyen de transport et de colonisation naturel est le plus important car les îles étaient fréquentées, longtemps avant l'arrivée des premiers organismes exclusivement terrestres, par ces oiseaux faisant des aller-retour entre le continent et les Galápagos. Qui plus est, le rôle des oiseaux ne se limite pas à transporter les graines du continent jusqu'aux îles : ils les dispersent ensuite dans tout l'archipel. Mais pour

d'innombrables voyages avortés ou ayant manqué les Galápagos, ceux qui se sont soldés par le dépôt dans les îles d'organismes survivant au parcours transocéanique sont extrêmement rares. Ainsi les Galápagos n'ont-elles par exemple que 550 espèces de plantes endémiques ou natives, soit un rythme d'implantation estimé, vu l'âge de l'archipel, à une espèce tous les 7 000 à 12 000 ans (PORTER, 1976).

Le sentiment d'étrangeté qui envahit le voyageur aux Galápagos provient en grande partie de l'observation d'un monde animal où les reptiles et les oiseaux se partagent des niches écologiques habituellement habitées par des mammifères : cette vision rend palpable la dysharmonie typique des faune et flore insulaires. Ainsi, dans le règne végétal, des groupes entiers de plantes — palmiers, gymnospermes, la plupart des monocotylédones, etc. — ne sont pas ou sont peu présents, alors que les fougères, lichens, mousses, les herbacées et les composées forment l'essentiel de la flore native de ces îles. Cette dysharmonie, née de l'histoire du peuplement naturel des Galápagos, est en réalité un équilibre — dynamique, puisque l'évolution ne s'arrête pas — atteint à force d'adaptations mutuelles entre espèces natives des îles. Une fois que cesse la concurrence interspécifique à laquelle elles étaient soumises sur le continent, les espèces installées dans les îles élargissent leurs niches écologiques et évoluent différemment, ce qu'illustre le cas de *Scalesia pedunculata* : de la famille des composées, comme la pâquerette, elle atteint, sur Santa Cruz, la taille d'un arbre.

Mais lorsque les espèces continentales sont massivement introduites par l'homme, elles s'insèrent en conquérantes dans ces fragiles écosystèmes insulaires, qu'elles perturbent gravement avant de les faire disparaître en tant que tels. Car ceux-ci avaient longtemps évolué quasiment en vase clos avant d'être ouverts, en un temps trop court pour permettre une évolution adaptative des espèces natives, à des organismes continentaux bien plus habitués à la concurrence interspécifique (DARWIN, 1859). Et ce d'autant plus que l'une des caractéristiques de la faune des Galápagos, que tous les visiteurs ont souligné pour s'en émerveiller, est son absence de crainte : celle-ci est due au fait qu'« en l'absence de gros prédateurs, il n'y a pas eu de sélection du comportement, motivé par la peur, induisant l'esquive ou la fuite » (THORNTON, 1971 : 263). Enfin, ces espèces introduites sont souvent des « opportunistes », que l'on retrouve dans des milieux biogéographiques très divers grâce à leur aptitude à s'établir dans de nombreux biotopes : rats, blattes, ronces, etc. Ainsi, par exemple, le rat noir (*Rattus rattus*), commun partout sur la Terre, a supplanté un rat endémique aux Galápagos (*Oryzomys galápagensis*), aujourd'hui éteint.

Dysharmonie, colonisation et spéciation géographique

Que les Galápagos soient une sorte de miracle de la nature est une impression qui s'affirme lorsqu'on retrace l'histoire de la colonisation des îles par ces espèces victorieuses de la barrière océanique. Car non seulement les arrivées ont été rares, mais il y avait en outre peu de spécimens de sexes différents d'une espèce donnée à toucher terre en même temps et au même endroit, conditions *sine qua non* pour assurer leur reproduction. En outre, ces naufragés ou « passagers clandestins » ont été déposés dans la grande majorité des cas sur les rivages, qui sont aux Galápagos un biotope extrêmement contraignant pour la plupart des espèces, et ce d'autant plus que beaucoup de celles-ci venaient d'autres milieux biogéographiques. Or, le « paradoxe des biotas insulaires » (BLONDEL, 1995 a) est que les espèces à fort pouvoir de dissémination et à fécondité élevée sont les plus aptes à la colonisation, mais que pour vivre durablement dans une île, elles doivent perdre ces qualités. Il y a donc glissement évolutif d'une stratégie de colonisation vers une stratégie de stabilisation : ainsi, par exemple, les plantes terrestres au fort pouvoir de dissémination ont vite réduit cet avantage une fois installées dans les îles, car si leurs graines avaient continué d'être facilement dispersées, elles auraient été emportées hors des îles et ces plantes n'y auraient donc pas survécu.

« Les barrières, en mettant obstacle aux migrations, jouent un rôle aussi important que le temps quand il s'agit des lentes modifications par la sélection naturelle » : DARWIN (1980 : 472) résume ainsi la spéciation géographique. Une population arrivée dans une île dispose d'un stock génétique moindre que celui de son espèce d'origine, d'où une évolution tendanciellement divergente (c'est l'« effet fondateur »), accentuée par une plus forte probabilité de gènes mutants au sein de cette population insulaire réduite (c'est la « dérive génétique »). La sélection naturelle « favorise » alors, *a posteriori*, la perpétuation des individus les mieux adaptés au nouvel environnement, ce qui éloigne d'autant plus la population isolée de celle dont elle descend, jusqu'à rendre incompatible la reproduction entre elles : une nouvelle espèce est apparue (MAYR, 1993). Aux Galápagos, les herpétologues ne parviennent pas à ce que l'unique survivant de l'espèce *Geochelone elephantopus abingdoni* (de l'île de Santa Fe) se reproduise, même avec un congénère de la population géographiquement la plus proche, celle du volcan Wolf.

Mais l'exemple le plus connu de spéciation géographique est celui des « pinsons de Darwin » : des individus ayant appartenu à une même espèce continentale se sont installés sur une île des Galápagos, où ils ont évolué en une espèce différente. Dans une étape ultérieure, certains de ces individus ont migré sur une autre île, où les conditions de vie n'étaient pas exactement les mêmes et où ils se sont retrouvés suffisamment isolés de la première population pour spéciation à leur tour : ce processus s'est répété plusieurs fois et a donné naissance à 13 espèces distinctes. Certains de ces pinsons ont

pu par la suite recoloniser leur(s) île(s) d'origine car, génétiquement différents, ils ne se sont plus mélangés à l'espèce locale. On peut ainsi observer au même endroit plusieurs espèces de pinsons identifiables par la forme et la grosseur de leurs becs, dont chacune exploite une niche écologique différente : l'une se nourrit de graines épaisses et dures (*Geospiza magnirostris*), une autre se sert de brindilles pour curer les cactus et en extraire des insectes (*Cactospiza pallida*), etc.

À partir de la publication de *l'Origine des espèces*, l'intérêt scientifique pour les Galápagos ne se démentira plus. Il est vrai qu'après les travaux de Darwin et de Wallace, l'île océanique est devenue, aussi, un archétype écologique :

« Le principe qui règle le caractère général des habitants des îles océaniques, c'est-à-dire leurs rapports étroits avec la région qui a pu le plus facilement leur envoyer des colons, ainsi que leur modification ultérieure, est susceptible de nombreuses applications dans la nature ; on en voit la preuve dans chaque montagne, dans chaque lac et dans chaque marais » (DARWIN, 1859 : 524).

La place de choix que Darwin accorde aux îles dans la compréhension globale de la nature signifie qu'il considère l'espace comme un facteur fondamental des processus évolutifs. Darwin insiste en effet sur l'importance des lieux, des étendues, de leur extension ou de leur isolement (ou de la modification de celui-ci), dans la formation, l'évolution et la disparition des espèces, c'est-à-dire de la biodiversité : « Darwin fonda ainsi une branche de l'évolutionnisme que nous pourrions appeler l'évolutionnisme horizontal pour l'opposer à l'évolutionnisme strictement vertical de Lamarck [...] ; l'évolutionnisme horizontal traite de l'origine de la nouvelle diversité dans la dimension spatiale » (MAYR, 1993 : 36).

C'est là un apport capital : à l'« utopie » — ou absence de lieux — de certains schèmes religieux, qui font provenir la nature d'une Création divine sur une terre considérée de façon abstraite, Darwin ramène la nature sur la Terre en l'expliquant en grande partie par des lieux. De plus, l'idée de « lutte pour l'existence », essentielle dans la théorie darwinienne, vient de Malthus, qui l'explique par la divergence croissante entre une population augmentant plus rapidement que les ressources sur un espace donné. Or, les théories économiques produites à la même époque et qui gouvernent encore le monde accordent une attention minimale à la diversité comme aux limites de l'espace terrestre. Le jeu économique, réglé par des concepts aussi abstraits que celui de « la main invisible » du marché, « créerait » des solutions « universelles », applicables partout : il s'agit d'une autre vision religieuse. Si l'on ajoute le fait que « la théorie de l'évolution divergente pouvait potentiellement por-

La leçon darwinienne

ter atteinte à tout concept de l'inéluctabilité du progrès » (BOWLER, 1995 : 143), on a là de sérieuses contradictions entre les lois de la nature et celles des sociétés humaines régies par le capitalisme. Pour la sociologie et l'histoire du temps de Darwin, mais surtout pour l'économie — classique, néoclassique ou marxiste — les sociétés humaines seraient au contraire peu sensibles à leur situation géographique et tendraient toutes à « progresser » dans le même sens et de la même façon.

La leçon darwinienne est donc la suivante. D'abord, le monde vivant est un et il a la Terre comme habitat. Ensuite, l'évolution tend à diversifier ce monde vivant ; or, l'un des paramètres de cette diversification — l'« évolutionnisme horizontal » — est la géographie d'une planète limitée, offrant une variété restreinte de milieux biogéographiques. Enfin, la réduction de cette « géodiversité » d'ores et déjà limitée a des conséquences fatales pour « bien des processus évolutionnistes » (MYERS, 1994). Par conséquent, l'évolution « horizontale » dépend de la préservation de la diversité terrestre. Cette « géodiversité », paradigme fondamental en sciences naturelles, pourrait-elle être aussi utilisable en sciences sociales ? C'est tout l'enjeu de la conservation de la nature.

Les îles, en particulier océaniques, sont des milieux biogéographiques à la fois uniques et fragiles. Les Galápagos sont particulières car un soleil équatorial et des eaux marines « fraîches » permettent aux manchots ou aux otaries de jouir de l'ombre des cactus, l'absence d'écoulements pérennes et la présence de forêts ombrophiles n'y sont pas contradictoires, la diversité et la fragmentation des biotopes y ont rendu possible l'évolution maintes fois divergente d'espèces à ancêtre commun... Mais la nature des Galápagos est d'autant plus vulnérable qu'elle est en grande partie composée d'espèces uniques ayant évolué au sein d'écosystèmes que l'on pourrait qualifier de semi-fermés, puisqu'ils sont largement ouverts au ciel et à l'océan mais pratiquement clos, en conditions naturelles, aux influences du continent voisin (FOSBERG, 1966). La nature des Galápagos est restée exceptionnelle grâce à la brièveté de l'histoire humaine de cet archipel qui est, aux latitudes intertropicales, celui à être resté le plus longtemps hors de l'écoumène. Mais que ces écosystèmes soient brutalement modifiés par l'introduction et la diffusion de nombreux organismes allochtones, par l'extraction forcenée de certaines espèces ou par de multiples pollutions, et ce sera à terme la disparition d'une région biogéographique unique sur la Terre, d'où « une perte nette d'espèces dans le monde et l'homogénéisation du biota terrestre » (VITOUSEK, 1988 : 182). Or, l'ouverture aussi large qu'incontrôlée des Galápagos au monde, qui s'accélère depuis une vingtaine d'années, a commencé dès leur inclusion dans l'espace, c'est-à-dire dans l'histoire.

L'espace ouvert

D'après T. HEYERDHAL (1963), les Galápagos auraient été fréquentées par des pêcheurs précolombiens du littoral nord du Pérou et de la côte équatorienne. Cette thèse comme l'hypothétique voyage de l'Inca Tupac Yupanqui dans deux îles « de l'ouest » (rapporté par Gamboa en 1570) ont surtout nourri une polémique entre historiens péruviens et équatoriens, qui font remonter la souveraineté de leurs pays respectifs sur l'archipel à l'origine de ses premiers découvreurs supposés (VILLACRÈS Moscoso, 1985). Dès ses débuts plus ou moins mythiques, l'histoire des Galápagos est donc controversée : ces îles sont un espace convoité.

Il est étonnant, dans ce contexte, que les Équatoriens n'aient donné le nom de Tomás de Berlanga qu'à un hameau de l'île d'Isabela : l'homme, crédité d'avoir à la fois implanté la banane aux Amériques et découvert les Galápagos, est pourtant à l'origine d'importantes ressources économiques de l'Équateur... C'est en 1535 que les Galápagos entrent officiellement dans l'histoire, quand Charles Quint charge l'évêque de Panama de l'informer sur la situation d'un Pérou en proie à la guerre entre Pizarro et Almagro : le 23 février, Berlanga se met en route, mais son navire est bientôt pris dans les calmes équinoxiaux et dérive lentement, emporté vers le sud-ouest par le courant de Panama. Rongés par la soif et l'anxiété, les navigateurs voient enfin des terres, le 10 mars : Berlanga est tombé sur les Galápagos par les hasards de la navigation.

Les Espagnols parcourent les îles pendant des jours, cherchant en vain de l'eau : deux hommes et dix chevaux meurent de soif ; réduits à mâcher des morceaux d'opuntia, ils finissent par trouver des flaques (c'est la saison des pluies), remplissent quelques tonneaux, et repartent aussitôt. Parvenu à Portoviejo, sur la côte équatorienne, Berlanga écrit à Charles Quint pour

De l'espace
délaissé
à l'espace ouvert

**Mystérieux
visiteurs
et découvreurs
indifférents**

¹ Le second visiteur européen de l'archipel est l'Espagnol Rivadeneira, en 1546 : parti du Pérou, il tombe sur les Galápagos poussé par le courant de Humboldt. Arrivé au Guatemala, il écrit à Philippe II pour solliciter le droit de gouverner ces îles, où il signale l'absence d'eau et la présence de tortues géantes. On ne lui répond pas.

Un repaire des « Frères de la Côte »

² Bien qu'important relais des flibustiers, cette île n'offrira jamais les avantages des Galápagos : elle est trop éloignée des routes des galions.

³ MELVILLE (1854), qui a repris cette appellation, décrit les difficultés de la navigation aux Galápagos : « Personne ne sera surpris d'y rencontrer autant d'épaves après avoir observé les courants contraires qui tourbillonnent dans presque tous les détroits de l'archipel. Les caprices de l'air n'ont d'égal que ceux de la mer. Nulle part comme aux Encantadas le vent n'est aussi fantasque, déconcertant et en aucun cas fiable, et relayé par des calmes étranges. Nous avons utilisé près d'un mois à aller seulement d'une île à une autre, alors qu'elles ne sont pourtant jamais distantes de plus de 90 milles » (*op. cit.*, 1985 : 133).

lui faire part de sa découverte ; après avoir signalé la prodigieuse quantité d'animaux étranges et peu farouches — notamment les tortues géantes, l'évêque conclut par une note désabusée : « Dans tout l'archipel, je pense qu'il n'y a pas un endroit où l'on puisse semer un boisseau de blé, car il est en plus grande partie recouvert de gros rochers en telle quantité qu'on dirait que Dieu y a fait pleuvoir des pierres » (*in* HICKMAN, 1985 : 19).

Cette découverte n'intéresse donc pas le moins du monde des Espagnols qui ne prennent pas la peine d'annexer ces îles, ni même de les nommer... L'archipel n'acquiert un nom qu'en 1570, sur une mappemonde réalisée par le Flamand Ortelius, où il est signalé comme « Îles des Galápagos », c'est-à-dire « îles aux tortues », puisque les rares voyageurs passés en ces lieux insistent sur ces bêtes bizarres¹. Mais, bien que nommées et situées sur une carte, les Galápagos retombent dans l'oubli pendant plus d'un siècle.

En 1578, Drake attaque un galion au large du Callao et répartit l'énorme butin sur l'île de la Plata, au large du Manabi (Équateur) : c'est le premier cas de flibuste dans le Pacifique oriental, où les Galápagos vont jouer un rôle clé. Mais il faut attendre encore un siècle avant que les flibustiers délaissent quelque peu la Caraïbe, couverte de fortifications, pour se diriger vers le « ventre mou » de l'Empire colonial espagnol, le Pacifique. En février 1684, de grands noms de la flibuste de l'époque, Davis, Dampier, Cowley, doublent le cap Horn ; après une escale réparatrice à Juan Fernández², ils font voile vers le nord, s'emparent de trois navires espagnols au large de Túmbez puis, comme l'escadre du Pérou est à leurs trousses, cherchent un refuge. Davis relate leur embarras : « Ayant plus de cent prisonniers à bord, ne sachant pas où obtenir de l'eau ni où trouver un endroit sûr, nous décidâmes de mettre le cap à l'ouest afin de voir si nous pouvions atteindre ces îles appelées Galápagos. Cela fit bien rire les Espagnols, qui nous dirent que c'étaient des îles enchantées, qu'il s'agissait d'îles fantômes et non pas réelles » (*in* HICKMAN, 1985 : 36).

Les Espagnols ont en effet affublé les Galápagos d'un nom évoquant l'influence du Malin — Las Encantadas ou « Les Îles Enchantées », à cause des difficultés de la navigation dans leurs eaux³ : il fera florès, bien plus tard et au prix d'un contresens, chez les promoteurs touristiques de l'archipel... Leur mauvaise réputation auprès des Espagnols font bien des Galápagos une destination judicieuse pour les flibustiers, qui y débarquent en mars 1684.

Dampier, surnommé « le pirate naturaliste », les décrit couvertes de lave et aux oiseaux si peu farouches qu'ils viennent se poser sur les hommes.

Cependant, au rebours du récit de Berlanga, Dampier note : « Il y a de l'eau sur ces îles désolées, dans des trous et des flaques parmi les rochers. Les grandes îles de l'ouest [...] produisent de grands arbres aux troncs élancés ; sur ces îles, on trouve de belles rivières [...] » (*in* Rose, 1924 : 348).

La seule explication plausible à ces « rivières » est que 1684 devait être une année de fort Niño. Ces affirmations valent toutefois à la bande de Davis d'être prise pour un ramassis de fabulateurs par Rogers, un boucanier qui fait relâche aux Galápagos (devenues une « bonne adresse » pour les flibustiers du Pacifique⁴) fin mai 1709, au début de la saison sèche :

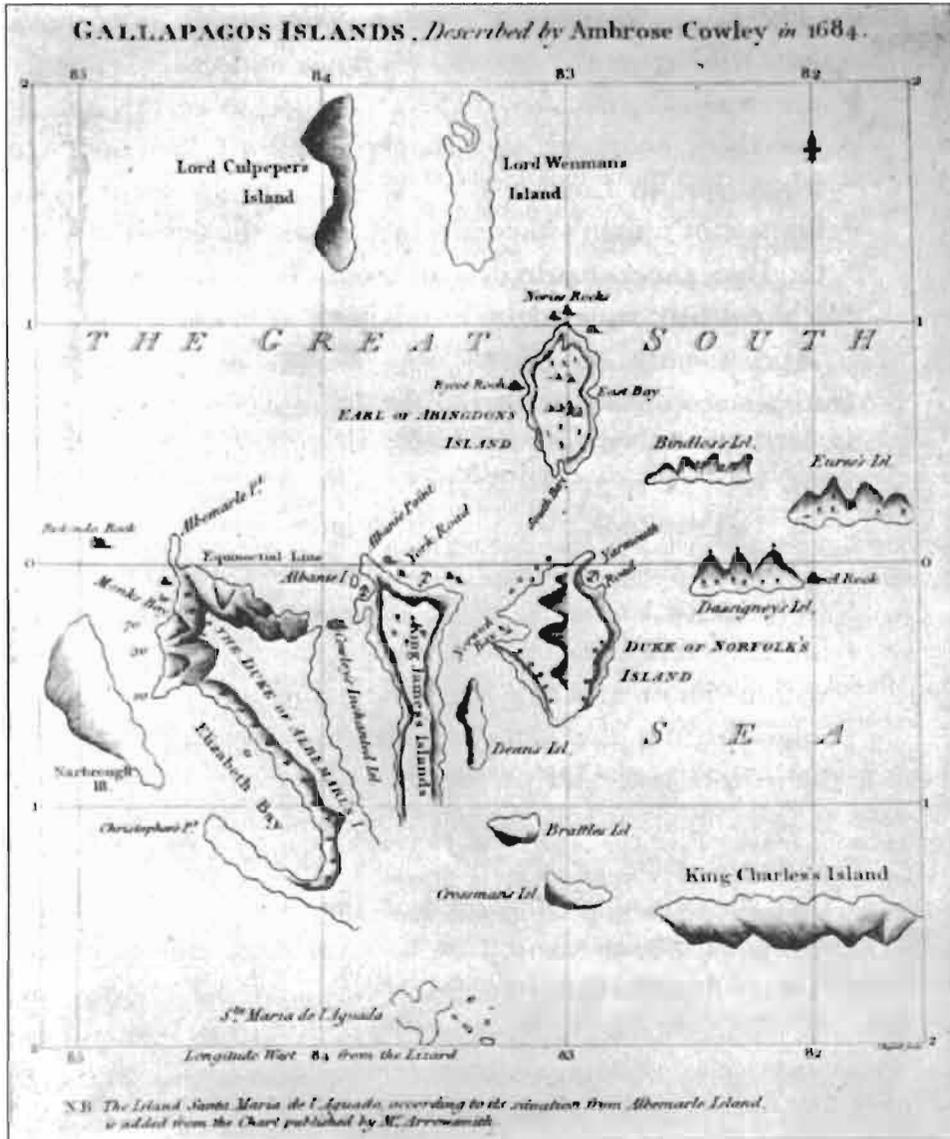
« On rapporte que l'île de Santa Maria de l'Aquada [Floreana] est l'une des Galápagos où l'on trouve quantité d'eau douce, du bois, des tortues de mer et de terre, et que c'est un mouillage sûr. Il est probable que cette île existe, car un certain capitaine Davis, un Anglais qui boucanait dans ces Mers une vingtaine d'années auparavant, y est resté plusieurs mois et s'en montrait fort satisfait. Il dit qu'il y avait des arbres adéquats pour faire des mâts. Mais ces gens-là, et ceux avec qui j'ai discuté ou dont j'ai lu les carnets de bord, donnent des informations complètement fausses sur ces îles, car celles-ci sont si éloignées qu'on ne peut démentir ce qu'ils en racontent et ils attrapent ainsi les crédules, dont je faisais partie jusqu'à ce que je voie enfin qu'on ne peut accorder le moindre crédit à leurs dires... » (*id.* : 362).

Mais revenons à Dampier, pour qui l'un des principaux avantages qu'offrent les Galápagos est leur profusion de tortues, dont lui et ses compagnons se nourrissent pendant les trois mois de leur séjour dans ces îles : « Les tortues terrestres sont ici si nombreuses que cinq ou six cents hommes pourraient s'en nourrir pendant des mois, sans autres provisions : elles sont extraordinairement grandes et grasses, et si douces à la bouche qu'aucun poulet ne soutient la comparaison. Chaque matin, nous envoyions à terre le cuistot, qui tuait autant de tortues que nous en nécessitions pour la journée » (*id.* : 205).

Pendant que Dampier s'extasie sur les tortues, qui vont à partir d'alors jouer un rôle majeur, à leur corps défendant, dans l'histoire des Galápagos, Cowley dresse la première carte de l'archipel (cf. carte 4), signe que l'endroit est jugé intéressant : Davis y reviendra d'ailleurs en 1685 et en 1687.

Cette carte est la meilleure dont on dispose jusqu'à ce que Fitzroy, cent cinquante ans plus tard, en établisse une (cf. carte 5) qui servira à son tour de référence jusqu'à celle établie par la marine américaine en 1942 : les Galápagos sont un *no man's land* peu cartographié. Cowley nomme les îles en l'honneur des puissants du Royaume d'Angleterre : la première abordée est « Charles » [Floreana], comme le Roi, la grande île de l'ouest est nommée « Albermale » [Isabela], et celle qu'elle masque, « Narborough »

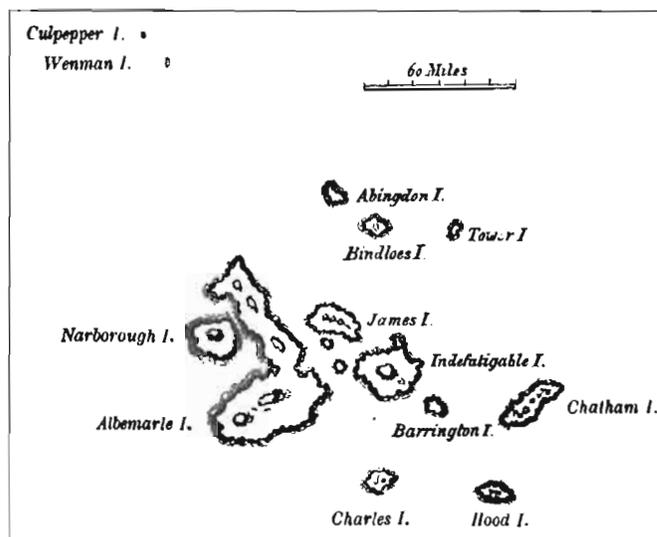
⁴ Dampier, dans son *New Voyage Round the World* publié à Londres en 1697, en a vanté les qualités : « Les Galápagos ont de l'eau et quantité de bon bois ; elles ont de bons mouillages et, à tout prendre, elles sont un endroit extraordinairement propice pour les bateaux en détresse cherchant un refuge » (*in* Rose, 1924 : 352).



CARTE 4 —
Première
carte
des Galápagos
(1684,
in BEEBE, 1924).

[Fernandina] ; l'île favorite des pirates est appelée « James » [Santiago] comme le successeur du roi Charles, dont on apprend la mort une fois quittées les Galápagos. Cowley baptise aussi Abingdon [Pinta], Culpepper [Darwin] et Wenman [Wolf] et finit par une petite île « qu'un caprice me fit appeler "l'île Enchantée de Cowley"... ». Ces noms figurent encore sur les publications scientifiques et les guides touristiques anglo-saxons... Mais Cowley ne fit qu'inaugurer une longue tradition, car les visiteurs successifs

CARTE 5 — Carte
des Galápagos
par Fitzroy (1835).



des Galápagos, jusqu'en plein xx^e siècle, nommèrent les îles sans tenir compte des appellations précédentes — Santiago en compta jusqu'à onze (WORAM, 1989) ; aujourd'hui, la plupart d'entre elles portent couramment plusieurs noms, dont certains rappellent les usages de l'archipel : « Bucaneer's Bay », « Wreck Bay », « Freshwater Bay », « Turtle Bay »... (cf. carte 6, p. 67).

Le plus connu des visiteurs suivants n'est autre que Robinson Crusoé lui-même, ou plutôt A. Selkirk. En 1708, des marchands de Bristol arment deux navires pour la course dans le Pacifique et les confient à Rogers, accompagné par Dampier qui effectue là son dernier voyage dans les Mers du Sud. Ils passent le Horn en décembre et font relâche à Juan Fernández, où apparaît « un homme habillé de peaux de chèvres, qui avait l'air plus sauvage que les propriétaires originels de ses vêtements »... : Rogers décide d'embarquer Selkirk, dont Dampier connaissait les qualités de marin. La flottille se dirige ensuite sur Guayaquil, proie favorite des flibustiers car Lima est désormais trop bien défendue. La ville est pillée en mai 1709 et les corsaires partent se réfugier aux Galápagos avec des otages, quatre bateaux espagnols dont l'un est confié à Selkirk, et le butin : Rogers enterre sa part sur James, pensant la récupérer à une autre occasion ; elle y serait encore...

À la fin du xviii^e siècle, les flibustiers disparaissent : c'est alors que les Espagnols se risquent dans leur premier voyage aux Galápagos depuis le xvi^e siècle. Mais il ne s'agit que d'une escale de quatre jours, en 1790, au terme d'une expédition scientifique commandée par Torres y Guerra, la première du genre à passer par l'archipel. La médiocre carte des Galápagos dressée à l'occasion est un indice supplémentaire de l'ignorance qu'en ont les Espagnols, et aucun des noms qu'ils ont alors donnés aux îles n'a subsisté.

De l'importance de la navigation dans l'usage des îles : l'espace ouvert

C'est leur situation stratégique et certaines ressources naturelles qui ont attiré les hommes aux Galápagos. Mais situation et ressources dépendent, pour se révéler, des besoins des sociétés et des capacités techniques dont celles-ci disposent pour les exploiter. Aussi, tant que leurs ressources sont jugées peu intéressantes et que les moyens de navigation sont précaires, les Galápagos sont délaissées. C'est pourquoi il paraît peu probable, malgré l'affirmation de T. Heyerdhal, que les Amérindiens soient souvent venus y pêcher : prend-on le risque d'une longue traversée océanique et d'un retour à contre-courant sur un radeau en balsa lorsqu'on habite l'une des côtes les plus poissonneuses du monde ? Quant aux Espagnols, ils trouvent la navigation malaisée dans un archipel où il n'y a pas d'or, tandis qu'il abonde sur le continent. Mais lorsque, à partir de la fin du ^{xvii}^e siècle, les Galápagos présentent l'avantage d'être à proximité d'une côte mal défendue par les Espagnols et le long de laquelle ils convoient de fabuleuses richesses, elles deviennent stratégiquement intéressantes pour ceux qui ont les moyens de navigation adéquats pour tirer partie de leur situation : les flibustiers britanniques. En s'en servant comme d'une base pour attaquer ports et galions sans que jamais les Espagnols ne les y poursuivent, ils inaugurent ainsi la fonction d'« espace ouvert » des Galápagos.

L'espace ouvert se définit par une accessibilité différentielle, c'est-à-dire par l'inégale maîtrise des moyens de transport qu'ont les acteurs qu'il intéresse. Un État contrôlant mal un territoire revendiqué, parce que ses représentants ont des difficultés à l'atteindre, à s'y montrer régulièrement, à en exploiter les ressources ou à le coloniser, ne peut réellement y exercer sa souveraineté et risque alors de le voir échapper à son autorité. C'est le cas lorsque cet espace présente un intérêt pour des acteurs, la plupart du temps étrangers mais aussi parfois nationaux, qui, eux, peuvent le fréquenter ou s'y installer pour l'utiliser selon leurs besoins sans rendre de compte à quiconque : ils l'ouvrent ainsi à leurs usages. L'espace ouvert conjugue donc l'absence de contrôle politique et l'utilité pour certains acteurs qui lui sont extérieurs mais possèdent les moyens de s'y rendre. Produit de l'histoire du Système Monde, l'espace ouvert appartient à une structure spatiale « réticulaire » (BONNEMAISON, 1986), c'est-à-dire qu'il n'existe que par son inclusion dans des réseaux, le plus souvent transnationaux, dont il est un des nœuds qui les articulent.

C'est pourquoi les Galápagos, bien que découvertes par les Espagnols, n'ont jamais fait partie de leur Empire alors qu'elles étaient pourtant proches d'une route vitale de leur « économie-monde », celle des galions remontant du Pérou vers Panama : dotés de navires performants, les flibustiers se sont alors installés dans l'archipel pour attaquer ces réseaux maritimes. Et lorsque,

à la fin du XVIII^e siècle, les baleiniers arrivent aux Galápagos, ces îles sont toujours considérées comme *Terra nullius*: elles appartiennent de fait à ceux qui peuvent en user.

L'urbanisation liée aux débuts de la révolution industrielle anglaise conduit des entrepreneurs à rechercher l'huile de baleine, alors le meilleur combustible connu pour l'éclairage. Or, les récits des flibustiers puis de James Cook ont révélé que le Pacifique renfermait de prodigieuses quantités de cétacés: le premier navire britannique à chasser la baleine dans cet océan y arrive en 1788, suivi par des baleiniers américains dès 1791. En 1792, la plus grande compagnie baleinière anglaise, Enderby & Sons, envoie le capitaine Colnett recenser les lieux propices à cette chasse dans le Pacifique. Celui-ci arrive aux Galápagos en 1793 et affirme alors dans son journal avoir « [...] découvert le lieu de rendez-vous des baleines venues élever leurs petits après avoir mis bas sur les côtes du Mexique, du Pérou et du Golfe de Panama » (in EPLER, 1987 : 86).

Colnett parcourt l'archipel pendant des semaines, durant lesquelles il établit une carte et donne des noms à plusieurs îles, encore usités par les Anglo-Saxons: Barrington (Santa Fé), Jervis (Rábida), Duncan (Pinzón), Hood (Española), Chatham (San Cristóbal). Mais son navire est le plus souvent au mouillage sur la côte ouest d'Isabela: c'est dans cette partie de l'archipel, de « Banks Bay » à « Redondo Rock », où la mer froide est vert sombre de plancton, que se concentrent les cachalots (cf. carte 6, p. 67).

Le pillage de la nature

« Galápagos Grounds »

Depuis les campagnes des baleiniers de Nantucket au XIX^e siècle, la baie de Banks est réputée pour la profusion de cachalots qu'abritent ses eaux très riches en plancton, grâce à la conjonction de l'« upwelling » du courant profond et froid de Cromwell et du soleil équatorial. Le petit volcan Ecuador, au fond, marque l'extrémité nord-ouest d'Isabela: cette région des Galápagos, très isolée et jamais visitée par les bateaux du SPNG, n'est traversée que par quelques croisières touristiques, mais elle est fréquentée par de nombreux chalutiers clandestins.



⁵ Les scientifiques s'en servent encore : « Cette région, où le courant de Cromwell est forcé vers le haut par les îles d'Isabela et de Fernandina, devint le cœur de notre aire de recherche. Les groupes de cachalots partaient parfois à une centaine de kilomètres vers le sud ou vers l'ouest, mais c'était entre Fernandina et Roca Redonda qu'ils étaient le plus nombreux [...]. Il a été très intéressant de lire les journaux de bord des baleiniers qui nous avaient précédé. Bon nombre de leurs remarques sur le comportement des cachalots auraient pu venir de nos propres carnets. La principale différence provenait d'observations sur la densité des populations de cachalots : les nôtres semblent se situer entre celles du capitaine Colnett, qui en signale "d'énormes quantités", et celles de baleiniers frustrés de la seconde moitié du siècle dernier, qui n'en voyaient quasiment plus » (WHITEHEAD, 1985 : 19-21).

⁶ En 1797, le second baleinier à chasser aux Galápagos en ramène 42 cachalots, sur les 100 qu'il capture au total dans le Pacifique. Le troisième baleinier, la même année, effectue toutes ses prises dans l'archipel (EPLER, 1987).

Avant de repartir avec des renseignements⁵ qui allaient vite provoquer une ruée vers ces « Galápagos Grounds »⁶, comme les désignent les baleiniers anglo-saxons, Colnett établit un ingénieux système de communication dans une baie de Charles qui avait été très fréquentée par les flibustiers. C'est une boîte aux lettres fonctionnant selon un principe simple : les baleiniers passant aux Galápagos au début de leur campagne y déposent du courrier qu'un navire de retour vers l'Europe ou les États-Unis acheminera à bon port. L'endroit prend vite le nom de « Post Office Bay », et c'est aujourd'hui l'un des sites les plus visités du parc national : les touristes aiment jouer aux baleiniers d'antan en y laissant des messages... La première construction durable des Galápagos est une boîte aux lettres : ces îles sont bien un espace ouvert, le relais d'un réseau transnational couvrant les mers du globe.

Mais c'est aussi l'époque du premier habitant permanent de l'archipel, un Irlandais nommé Watkins qui, au début du XIX^e siècle, aurait demandé à être débarqué sur Charles. Pendant des années, les baleiniers s'y approvisionnent en légumes et fruits cultivés par Watkins, qu'il échange contre du rhum et quelques dollars, avant qu'il ne quitte son île et disparaisse au Pérou en 1809. Cette première « colonisation » des Galápagos, réduite à un seul habitant, est plus importante qu'il n'y paraît. Watkins est parti de Floreana un siècle après qu'A. Selkirk ait été délivré de Juan Fernandez ; mais l'Irlandais n'était pas un autre Crusoé car, resté de son plein gré sur son île réputée inhabitable, il prouva que l'on pouvait la cultiver, mieux, y faire du commerce : l'île de Robinson était une prison, celle de Watkins une épicerie. Une vingtaine d'années plus tard, les Équatoriens s'en souviendront lorsqu'ils choisiront cette île pour fonder leur première colonie, qui bénéficiera ainsi des animaux et des plantes domestiques laissés par Watkins. Enfin, ce dernier est le précurseur des pionniers européens qui, au siècle suivant, feront de la quatrième colonisation de Floreana un succès : mêmes vieilles rudes et utilisation de l'ouverture des îles sur le monde extérieur.

Les Galápagos, devenues un nœud dans le réseau baleinier, connaissent leurs premières batailles navales en 1812 : la guerre entre l'Angleterre et les États-Unis se fait sur mer, et le gouvernement américain confie la frégate *Essex* au capitaine Porter avec la mission de détruire le plus grand nombre de vaisseaux britanniques dans l'Atlantique sud. N'en trouvant pas, Porter décide de poursuivre sa recherche jusqu'aux « Galápagos Grounds » : il arrive dans l'archipel en avril 1813 et se rend à Post Office Bay, où il s'empare du courrier afin d'avoir une idée du nombre et du type de bateaux présents dans la région. La boîte aux lettres est très utilisée, et Porter s'en sert habilement : il y laisse de faux messages — où il prétend être un navire

anglais en détresse — à l'intention des baleiniers britanniques, qu'il attend en embuscade... L'Essex reste cinq mois dans les eaux des Galápagos, pendant lesquels il capture douze baleiniers, soit la moitié de la flotte britannique du Pacifique à l'époque.

Quand il n'est pas occupé à courser l'Anglais, Porter décrit longuement la flore et la faune de l'archipel, avec une prédilection, encore, pour les tortues terrestres. C'est que celles-ci sont devenues un élément majeur du succès d'une campagne dans le Pacifique :

« Les navires en campagne baleinière dans ces îles chargent généralement à bord deux ou trois cents de ces animaux et les stockent dans la cale, où, aussi étrange que cela puisse paraître, ils sont réputés pouvoir vivre pendant un an sans manger ni boire et, lorsqu'ils sont tués après cette période, la saveur de leur chair est grandement améliorée » (Porter, *in* Rose, 1924 : 208).

Mais, voulant diversifier le régime des marins, Porter laisse sur James deux couples de chèvres qui ont vite fait de sauter l'enclos construit à leur intention : d'un altruisme inconscient des futurs ravages écologiques, l'Américain en conclut que « les prochains navigateurs obtiendront ainsi un abondant ravitaillement en viande de chèvre... ».

Le voyage de l'Essex est le point de départ de l'attrait des Galápagos pour les Américains, intérêt qui ne s'est jamais démenti jusqu'à ce jour : après l'éviction des Britanniques, ces îles deviennent une chasse gardée des baleiniers de New Bedford et de Nantucket. Les Galápagos sont alors non seulement un lieu de chasse aux cachalots mais une escale sur la route suivie par les baleiniers de Nouvelle-Angleterre : une fois franchi le cap Horn, les navires remontent le Humboldt, atteignent les Galápagos où ils complètent leurs prises et embarquent des tortues, puis filent vers l'ouest, portés par le courant et les vents dominants, en suivant les « Line Grounds » le long de l'équateur jusque dans le Pacifique occidental. La prise de possession des Galápagos par l'Équateur en 1832, au plus fort de la période des baleiniers, n'y change rien : espace ouvert, les îles continuent d'être un nœud important dans leurs réseaux, leur « porte d'entrée » dans le Pacifique (EPLER, 1987).

Du voyage de Colnett jusqu'à la fin du XIX^e siècle, plus d'un millier de navires baleiniers passent aux Galápagos⁷, où leur pillage de la nature atteint les proportions d'une véritable industrie : on estime qu'ils prennent plusieurs dizaines de milliers de cachalots et enlèvent une centaine de milliers de tortues au total⁸ (EPLER, 1987). Lorsqu'elles ne sont pas destinées à nourrir l'équipage, les tortues sont vendues pour leur huile ou leur chair, en grandes quantités à San Francisco dans les années 1850 et, pendant plus longtemps, à Guayaquil et au Pérou (HICKMAN, 1985). Quant aux phoques à fourrure

⁷ MELVILLE témoigne du succès des « Galápagos Grounds » : « Le jour après avoir chassé à Redondo Rock, nous eûmes un bon vent et, nous dirigeant vers Albermale, nous aperçûmes soudain 30 voiliers, remontant tous contre le vent comme une escadre en ligne » (1985 : 151).

⁸ Le recensement des livres de bord de 79 baleiniers américains ayant effectué en tout 189 visites aux Galápagos entre 1831 et 1868 indique 13 000 captures : ainsi, l'*Isabela* enlève 335 tortues en 5 jours à Española en 1831 ; le *Moss* 350 en 9 jours à Floreana en 1834... (EPLER, 1987).

(*Arctocephalus galápagensis*), ils sont pourchassés pour leurs peaux ; EPLER (1987) a compté 25 000 prises pendant le XIX^e siècle, dont 5 000 phoques tués par un seul équipage en deux mois de 1825 : on croyait l'espèce éteinte à la fin du XIX^e siècle.

À un tel rythme d'exploitation, il n'est pas étonnant que même les ressources les plus abondantes finissent par s'épuiser. Après la guerre de Sécession, les visites de baleiniers se font rares aux Galápagos, car le pétrole commence à remplacer l'huile de baleine et les cachalots y ont été décimés : c'est le premier exemple, dans l'archipel, d'une série d'entreprises « minières » détruisant la ressource par surexploitation. Les baleiniers se dirigent alors vers les eaux antarctiques, et les Occidentaux ne s'intéressent plus à la nature des Galápagos comme ressource mais comme objet d'étude : les expéditions naturalistes affluent dans l'archipel. Mais entre-temps, les Galápagos ont été annexées par l'Équateur et se peuplent de colons.

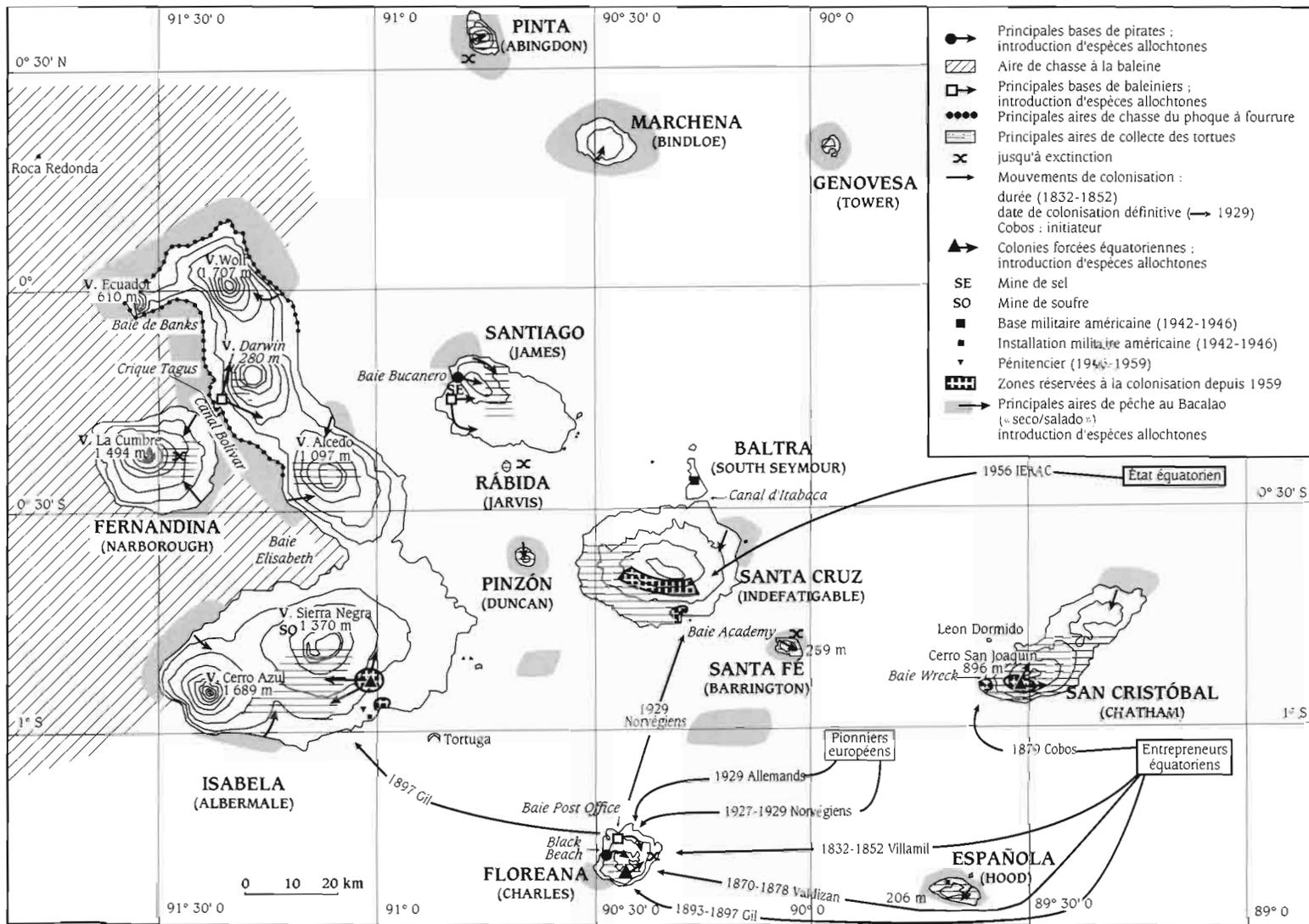
La difficile colonisation d'un espace ouvert

L'Équateur prend possession des Galápagos le 12 février 1832 : la date est significative pour deux raisons. D'une part, c'est seulement deux ans après que les notables de Quito, souhaitant se séparer d'une Grande Colombie minée par l'échec fédéraliste de Bolívar, aient confié le pouvoir au général Flores qui, de chef du District Sud, devient le premier président de la république de l'Équateur. Il s'agit alors, à partir de trois départements sécessionnistes et par ailleurs jaloux de leur autonomie, de forger une conscience nationale en prenant appui sur un héritage commun, le territoire de l'Audience de Quito (MAIGUASHCA, 1992) : en Équateur, « l'espace national a précédé et contribué à susciter la nation à travers l'État » (DELER, 1981). Mais ce nouvel État, né endetté, n'a pas les moyens d'asseoir sa souveraineté sur l'immense espace hérité à l'indépendance (AYALA MORA, 1990), qui se réduit donc comme une peau de chagrin⁹. D'autre part, c'est parce qu'au début du XIX^e siècle les Galápagos ont perdu et pas encore retrouvé leur importance stratégique par rapport au continent américain qu'elles ont pu être occupées par ce faible État équatorien. Mais ce de façon si intermittente et si peu efficiente que les Galápagos demeurent un espace ouvert : ainsi, aucune des expéditions baleinières ou scientifiques du XIX^e et du début du XX^e siècle ne demanda d'autorisation aux gouvernements équatoriens pour y circuler (SILVA, 1992).

D'ailleurs, l'annexion des Galápagos n'est pas à l'initiative de l'État mais d'un aventurier créole, né dans la Louisiane espagnole et passé au service de l'Équateur, le général Villamil. À l'indépendance, les pouvoirs publics équatoriens sont bien incapables de conduire la colonisation de ce lointain archipel : ils s'en désintéresseront même pendant plus d'un siècle, ce qui suscite

⁹ L'Audience de Quito s'étendait sur plus d'un million de km², en 1830, le territoire de l'Équateur continental comprenait 700 000 km², contre 276 000 km² aujourd'hui.

CARTE 6 — Les colonisations d'un espace ouvert.



de nombreux essais d'appropriation de tout ou partie des Galápagos par des puissances impérialistes. En effet, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, principaux créanciers de l'Équateur, cherchent des bases pour leurs flottes : l'historien équatorien VILLACRÉS MOSCOSO (1985) relève, entre 1844 et 1944, 11 tentatives de ces États pour se faire céder les Galápagos, souvent contre un allègement de la dette extérieure du pays. Et c'est moins la résistance de l'État équatorien, parfois prêt, au contraire, à céder l'archipel pour obtenir des fonds, que l'antagonisme des prétendants qui les fait toutes échouer.

Ainsi en 1844, Iturburu, consul de France à Guayaquil, signale à son gouvernement que l'Équateur se débat dans une grave crise économique et qu'il serait bon d'en profiter pour tenter d'échanger l'octroi de crédits contre les Galápagos, dont il est le premier à souligner l'intérêt stratégique : relais des baleiniers, base pour joindre la métropole aux établissements français prévus dans le Pacifique sud, proximité de l'isthme de Panama. La France envoie alors une mission exploratoire aux Galápagos, mais le gouvernement équatorien ne donne pas suite à l'affaire¹⁰. En 1851, la Grande-Bretagne propose de louer les Galápagos contre l'abandon du paiement des intérêts de la dette équatorienne, mais le Pérou, la France, l'Espagne et les États-Unis font pression sur Quito pour qu'il n'en soit rien¹¹. En 1854, l'Équateur propose aux États-Unis de leur louer l'archipel pour 3 millions de dollars, en leur faisant miroiter l'exploitation du guano. La Grande-Bretagne, la France, l'Espagne et le Pérou protestent alors auprès de Quito : dans une lettre commune, leurs ambassadeurs déclarent que « l'Équateur ne peut ni ne doit s'engager sans l'avis des nations qui seraient affectées directement ou indirectement par ce traité » (VILLACRÉS MOSCOSO, 1985 : 142). Le gouvernement équatorien leur cède d'autant plus facilement qu'entre-temps, les Américains s'étaient aperçus qu'il n'y a pas beaucoup de guano aux Galápagos...

En fin de compte, si les Galápagos sont restées équatoriennes c'est, paradoxalement, parce qu'elles continuaient d'être un espace ouvert, dont l'une des caractéristiques, dans le contexte impérialiste de l'époque, est que son « ouverture » fait l'objet d'un accord tacite entre occupants potentiels. Car la possession des Galápagos par un État puissant aurait au contraire représenté, au mieux, la fin de leur libre utilisation et, au pire, une menace militaire pour les rivaux de ce dernier : il importait donc que l'archipel ne devienne pas de nouvelles Falklands à proximité de l'isthme panaméen. Mais c'est plutôt deux fois qu'une que la colonisation des Galápagos au cours du XIX^e siècle (cf. carte 6) s'inscrit dans l'histoire de l'espace ouvert de l'archipel, car elle se fait à l'initiative de particuliers. Leurs entreprises, si faibles qu'elles échouent à plusieurs reprises au cours du siècle, suivent

¹⁰ Elle connut cependant un rebondissement quelques décennies plus tard. Villamil, lourdement endetté auprès d'Iturburu et dans l'incapacité de le rembourser, donna l'île de Floreana à son créancier, qui la légua à son village natal du Pays Basque, Barcus : cela poussa la France, en 1884, à réclamer à nouveau les Galápagos ; et, en 1951 encore, la commune de Barcus essaya de faire valoir ses droits sur Floreana...

¹¹ Le représentant du Pérou fit perfidement remarquer à cette occasion que louer les Galápagos à la Grande-Bretagne reviendrait en réalité à les lui abandonner, car « quel autre contrôle que nominal pourrait exercer l'Équateur sur un territoire sans autorités nationales et sans habitants équatoriens ? » (in VILLACRÉS MOSCOSO, 1985 : 132).

toutes le même schéma : ces entrepreneurs ont reçu un blanc-seing de l'État pour contraindre une main-d'œuvre servile à migrer aux Galápagos afin d'y exploiter des ressources naturelles pour leur profit.

Le premier de ces essais est donc celui de Villamil, en 1832 : sa « Société coloniale de l'archipel des Galápagos » a le projet d'y exploiter la *orchilla* (*roccella portentosa*) — une plante aux propriétés tinctoriales. La petite colonie s'installe à Charles, aussitôt rebaptisée « Floreana » en l'honneur du père de l'indépendance. Ce choix obéit à plusieurs raisons : Floreana est l'escale la plus fréquentée des baleiniers, que les Équatoriens prennent ainsi à témoin de la souveraineté de leur pays sur les Galápagos ; de plus, si cette île est aussi réputée auprès des baleiniers après l'avoir été chez les flibustiers, c'est parce qu'elle offre de l'eau, du bois et des tortues en abondance, ressources auxquelles s'ajoutent les plantes jadis cultivées par Watkins, qui prolifèrent et assurent facilement les premières récoltes.

Les 80 soldats-colons emmenés par Villamil étaient promis à la mort pour s'être soulevés : le premier gouverneur des Galápagos a obtenu la commutation de leur peine en travaux forcés dans sa nouvelle colonie. Cela donne à son entreprise commerciale une main-d'œuvre gratuite mais nécessite l'emploi de gardes-chiourmes, et ce d'autant plus qu'en 1833, le gouvernement équatorien fait des Galápagos un lieu de relégation, où l'on envoie des opposants politiques, des prostituées et des délinquants enlevés dans les rues de Guayaquil. Villamil a en outre apporté du bétail, qu'il laisse se répandre dans l'île selon une méthode d'élevage extensif, ainsi que des plantes cultivables. Lors de son passage aux Galápagos, trois ans après l'arrivée de Villamil, Darwin évoque la vie de la petite colonie :

« Il y a deux ou trois cents habitants ; ce sont presque tous des hommes de couleur bannis pour crimes politiques de la république de l'Équateur. Bien que les habitants se plaignent incessamment de leur pauvreté, ils se procurent sans grande peine tous les aliments qui leur sont nécessaires. On trouve des quantités innombrables de chèvres et de cochons sauvages ; mais les tortues leur fournissent leur principal aliment. Le nombre de ces animaux a, bien entendu, considérablement diminué dans cette île » (DARWIN, 1985 : 161).

Mais l'entreprise colonisatrice de Villamil se solde vite par un échec : la cueillette de l'*orchilla* est décevante ; le projet de fournir les baleiniers en graisse et viande de bœuf échoue aussi, tout comme celui de leur faire payer une taxe pour naviguer dans des eaux désormais équatoriennes. Le gouverneur, accablé de dettes, abandonne l'archipel en 1837 en le laissant à la charge de l'Anglais Williams, le successeur de Lawson. Il est significatif que l'État ait confié la colonisation des îles à des entrepreneurs et que

ceux-ci se soient fait aider d'étrangers : les Galápagos n'intéressent pas les Équatoriens. Le nouveau gouverneur se révèle être un « tyran anglais » (SILVA, 1992) qui transforme la petite colonie en propriété privée sur laquelle il règne en s'appuyant sur une garde de marins étrangers débauchés sur les baleiniers de passage. Williams a instauré la chasse systématique des tortues pour les vendre aux baleiniers ; les colons les jugent en outre meilleures que le bétail sauvage et plus faciles... à attraper : elles finissent par disparaître. Première crise écologique d'origine anthropique dans l'archipel, l'extinction des tortues de Floreana a des conséquences fatales pour la colonie : en 1841, les colons se révoltent, chassent Williams, et la plupart d'entre eux retournent sur le continent. Des 300 habitants de la colonie à ses débuts, il n'en reste que 25 en 1849, puis 12 en 1851 (NAVEDA, 1952). En 1861, les Galápagos sont élevées au rang de province équatorienne, bien qu'elles n'aient plus alors un seul habitant : cela permet d'affirmer la souveraineté nationale sur le papier, à défaut de pouvoir le faire dans les faits.

La deuxième tentative de colonisation date de 1870, lorsque l'Espagnol Valdizan rachète la « Empresa Industrial Orchillana » à des commerçants de Guayaquil qui avaient exploité quelque temps *rocella portentosa* aux Galápagos, mais sans s'y installer ni payer d'impôt, ce qui ne faisait pas l'affaire de l'État. Le gouvernement équatorien confie ainsi à un entrepreneur étranger, qui installe son hacienda sur Floreana, le soin de coloniser à nouveau l'île. La main-d'œuvre de Valdizan est composée de *peones* recrutés dans les grands domaines de la Sierra et de délinquants en prison pour dettes ; ils n'ont pas même le droit d'avoir un lopin de terre et sont surveillés par des gardes armés d'origine anglaise... La colonie, cette fois-ci, dispose d'un voilier lui permettant d'exporter l'*orchilla* et l'huile de tortue à Guayaquil et d'en importer les biens nécessaires, mais celui-ci est trop lent, pas assez grand, et ses voyages sont irréguliers : l'entreprise se révèle vite infructueuse. En 1878, les *peones* se soulèvent, assassinent Valdizan et abandonnent l'île. La plupart regagnent le continent, mais certains rejoignent quelques familles présentes depuis deux ans sur San Cristóbal, où Manuel Cobos — l'un des commerçants auxquels Valdizan avait racheté sa compagnie — a établi un noyau de peuplement en vue d'une colonisation qu'il ne lancera vraiment que l'année suivante. En 1880, lorsque le navire de guerre britannique *Triumph* visite Floreana, il trouve l'île totalement déserte...

***Colonias penales
et aceiteros
de San Cristóbal
et d'Isabela***

L'année 1879 marque la colonisation définitive des Galápagos, menée cette fois-ci à partir de San Cristóbal, où Cobos installe son hacienda, baptisée « El Progreso ». Son but n'est plus d'exporter l'*orchilla*, puisqu'on a découvert des colorants synthétiques et que ce marché s'est effondré, mais de la canne à sucre, du café, du cuir, de l'huile de tortue et des poissons séchés.

La colonie a une certaine ampleur : un *ingenio* à vapeur — importé de Glasgow et dirigé par un ingénieur anglais — produit 20 000 quintaux de sucre par an et de l'alcool de canne ; on plante également 100 ha de café. Cobos organise en outre l'extraction de l'huile de tous les animaux qui s'y prêtent : tortues, iguanes, otaries... ; l'huile est destinée aux luminaires de Guayaquil et d'autres villes de la Costa (LATORRE, 1991). Avant même que les tortues de San Cristóbal ne s'éteignent (en réalité, on découvrira une population survivante dans le nord de l'île dans les années soixante), Cobos envoie ses *peones* en chercher sur d'autres îles, en particulier sur Isabela, où ils recueillent aussi le soufre du volcan Sierra Negra. Les forêts de San Cristóbal, dont certaines photographies des années 1880 montrent qu'elles contenaient de beaux arbres, sont entièrement rasées afin de construire des cabanes, des ponts, des chemins et même un quai, dans « Wreck Bay » rebaptisée « Puerto Chico ». Car Cobos est le premier de ces entrepreneurs à avoir pu véritablement s'affranchir du principal obstacle posé à la colonisation des Galápagos : il possède plusieurs bateaux reliant la colonie à Guayaquil, qui écoulent sa production et lui permettent de recevoir pièces détachées et autres biens manufacturés indispensables.

Comme l'entrepreneur a besoin d'une main-d'œuvre abondante, il obtient l'accord du gouverneur de la Province du Guayas (Guayaquil) pour vider les prisons des condamnés pour dettes et les déporter à San Cristóbal, où ils purgent leur peine en travaillant gratuitement pour « El Progreso »... L'entreprise est prospère : le système mis au point par Cobos est celui d'une exploitation conjointe et maximale des ressources naturelles et des hommes sur une île transformée en propriété privée de type concentrationnaire. Au centre du domaine se dresse la maison du maître, surmontée par un mirador dominant les cases des *peones*, et Cobos s'entoure d'une garde armée de repris de justice qui lui doivent tout. Les châtiments sont terribles pour ceux qui enfreignent les règles de l'hacienda, font preuve de « mauvaise volonté » ou ne parviennent pas à assurer les quotas de production édictés par le maître : coups de fouet ou de bâton qui entraînent plusieurs fois la mort du supplicié, ou relégation sur des îles inhabitées. Cette dernière punition est qualifiée de « caritative » lorsque l'on sait que l'île dispose d'eau, comme Santa Cruz, ou de « définitive » lorsque l'on pense qu'il n'y en a pas, comme Santiago... Dans l'hacienda de Cobos, les *peones* travaillent 18 heures par jour et n'ont que 3 demi-journées de repos par an, durant lesquelles sont organisées de gigantesques beuveries se terminant souvent par des rixes mortelles, en partie à cause du faible nombre de femmes de la colonie. De même, et comme en bien d'autres endroits d'Amérique latine, les employés sont payés en une monnaie n'ayant cours que dans l'hacienda et ne peuvent s'approvisionner que dans le magasin de Cobos,

aux prix fixés par lui. Personne ne peut s'échapper et regagner le continent : San Cristóbal est convertie en prison — en *colonia penal* — et bénéficie d'une extra-territorialité par rapport au pays auquel elle appartient. Jusqu'au jour où des *peones* révoltés parviennent à assassiner Cobos, en 1904.

Entre-temps, Isabela a été colonisée, après un troisième échec d'établissement sur Floreana. En 1893, Antonio Gil, intendant de Guayaquil, essaie de créer une entreprise de tannerie sur Floreana ; mais il échoue en raison du peu de bras disponibles et parce que le bétail n'est pas assez nombreux pour que cela soit rentable. Mais lorsqu'en 1897, le gouvernement équatorien autorise le recrutement forcé des personnes sans travail, Gil se lance dans la colonisation d'Isabela, où abondent le bétail sauvage (jadis transféré par Villamil) et les tortues. En profitant de sa charge municipale — qui lui donne en outre un pouvoir de juridiction sur les Galápagos, à nouveau territoire du Guayas — il déporte des personnes raflées dans les rues de Guayaquil et fonde Puerto Villamil ainsi que l'hacienda Tomás de Berlanga, située sur les flancs du volcan de Sierra Negra à proximité des herbages naturels où paissent le bétail marron et les principales populations de tortues du sud de l'île.

La petite colonie est la propriété de la famille Gil, qui y applique des lois moins dures que celles en vigueur sur San Cristóbal : les colons travaillent gratuitement pour le propriétaire mais ont le droit d'exploiter des lopins individuels. L'activité économique de la colonie est de type extensif, ce qui nécessite moins de capital et de main-d'œuvre que dans celle de Cobos : il n'y eut pratiquement aucun migrant vers Isabela jusque dans les années vingt. Ici aussi, la nature est mise en coupe réglée sans aucun souci de gestion des ressources : les tortues sont exterminées en si grande quantité qu'un voyageur estime à plusieurs milliers les carapaces qui décorent l'allée menant à la demeure du maître... (LATORRE, 1988). Les *aceiteros* — *peones* chargés d'extraire l'huile des animaux — s'attaquent également aux phoques et aux otaries, dont on vend les peaux ; le bétail, lui, est tué pour le cuir, et les carcasses abandonnées sur place.

La fin du long règne de Gil sur Isabela est d'ailleurs liée au bétail. Quand une petite unité militaire s'installe à Puerto Villamil, en 1928, les *peones* contestent la propriété de Gil sur toute l'île ; mais ce n'est qu'en 1935, lorsque le chef du détachement militaire fait appliquer la loi interdisant la capture du bétail marron sans son autorisation préalable, que les colons, en refusant de travailler contre la loi, voient l'opportunité d'atteindre Gil à la base de son système économique. Dès lors, l'hacienda périclète, Gil en meurt et les colons, y compris la famille du maître, se partagent ses terres.

« La présence de l'État aux Galápagos, sous différentes formes, a pratiquement été inexistante jusqu'en 1928, année où l'archipel passa sous la tutelle du ministère de la Défense » (SILVA, 1992 : 290). La colonisation mise en place par les entrepreneurs participe bien de l'histoire de l'espace ouvert des Galápagos, où ils ont constitué de véritables « micro-États autocratiques » (SILVA, 1992) n'ayant aucun compte à rendre aux lointaines autorités nationales. L'État cependant, à la mesure de ses faibles moyens, réaffirme périodiquement sa souveraineté sur l'archipel par le verbe, en changeant la toponymie des îles et en légiférant sur leur colonisation.

Les noms des Galápagos indiquent qu'elles appartiennent de fait bien plus au monde anglo-saxon qu'à l'Équateur : la volonté de les rebaptiser participe ainsi d'une « étatisation de l'espace [qui a] pour corollaire nécessaire la nomination de l'espace » (POURTIER, 1983). Or, à la fin du XIX^e siècle, toute l'Amérique se prépare à commémorer le 400^e anniversaire de sa « découverte » par Colomb. Pour l'État, c'est l'occasion de prendre possession des Galápagos par le biais de la toponymie tout en honorant le navigateur génois : cet extrême-occident insulaire est le « nouveau monde » de l'Équateur. Mais le Congrès équatorien, prenant acte de ce qu'il « serait préjudiciable à la science, aux navigateurs et aux commerçants » de changer des noms « déjà mentionnés dans toutes les cartes et traités de géographie » (BOGNOLY et ESPINOSA, 1904), se contente de rebaptiser l'archipel des Galápagos, qui devient l'« Archipiélago de Colón », et ses 13 îles principales¹². Cependant, les Anglo-Saxons continuent à employer exclusivement leur toponymie ; et de nos jours, les habitants des Galápagos désignent indifféremment les îles par leurs noms anglais ou équatoriens de 1892 (voire de 1832, Floreana n'étant jamais appelée « Santa María »). Quant à l'archipel de Colomb, son nom figure sur les cartes équatoriennes mais, pour tout le monde, il reste l'archipel des Galápagos.

La législation est l'autre aspect de la présence symbolique de l'État aux Galápagos qui, de province en 1861, sont redevenues en 1883 un territoire de la Province du Guayas. En 1885, le Congrès national vote la première loi sur les Galápagos, réformée sur quelques points mineurs en 1902 et connue depuis sous le nom de « loi de Régime sur l'archipel de Colomb ». Cette loi est la première d'une longue série révélant la formidable capacité des autorités équatoriennes à payer de mots l'opinion publique, nationale ou internationale, alors qu'elles sont, au mieux, ignorantes de la situation des Galápagos et, au pire, complices des entreprises qui s'y mènent. Ainsi, par exemple, d'après l'article 3 de cette loi, le Chef territorial, représentant l'autorité nationale dans l'archipel, doit :

§ 1 : « Surveiller l'intégrité du territoire et prévenir immédiatement le Pouvoir exécutif des abus que pourraient y commettre des nationaux ou des étrangers » ;

L'État équatorien dans l'espace ouvert des Galápagos

¹² On nomma « Isabela » et « Fernandina » en l'honneur des Rois d'Espagne ; « Genovesa » d'après la ville d'origine de Colomb ; « San Cristóbal » en souvenir de son prénom ; « Pinta » et « Santa María » [Floreana] comme deux des caravelles du navigateur ; « Pinzón » en hommage à l'un de ses pilotes ; « San Salvador » pour rappeler la première île que le découvreur baptisa en Amérique ; « Rábida » comme l'abbaye où Colomb mûrit son expédition, et « Marchena » pour honorer la mémoire de son abbé ; « Santa Fé » en référence à la ville d'Andalousie où Colomb reçut mandat des Rois d'Espagne ; « Española » parce que son expédition était espagnole, et « Santa Cruz » parce qu'elle était catholique...

§ 4 : « Faire respecter la tranquillité et l'ordre dans le territoire, la sécurité des personnes et des biens, les garanties constitutionnelles et les lois... » ;

§ 12 : « Visiter continuellement tout le territoire et spécialement les centres peuplés afin de s'informer par lui-même du bon respect des lois... » (*in* BOGNOLY et ESPINOSA, 1904 : 198).

Or, non seulement le « Chef territorial » et la douzaine de conscrits sous ses ordres n'ont alors aucun moyen de « surveiller l'intégrité du territoire », pas même une embarcation pour sortir de San Cristóbal, mais ils sont à la merci de Cobos¹³, qui leur avance leur solde, les approvisionne et leur fournit un bateau pour regagner le continent, car celui de la Marine ne fait que de rares incursions dans l'archipel... Dès lors, les représentants de l'État ne peuvent qu'ignorer les exactions de Cobos ou, pire, les soutenir : c'est pourquoi en 1904, les mutins tuèrent aussi le Chef territorial, considéré comme complice du maître d'« El Progreso ».

Au début du xx^e siècle, les Galápagos sont donc toujours un espace ouvert, puisque l'État ne peut y faire respecter la loi. Cette incapacité découle en partie de l'absence de moyens de transport adéquats, comme l'illustre un autre article de la loi de 1902 :

Article 13 : « Tout navire, étranger ou national, qui effectue du cabotage entre l'archipel et la côte équatorienne sera exempté du paiement de tout droit de port, de matricule, de tonnage, etc. » (*id.* : 200).

L'Équateur en est réduit à compter sur les navires étrangers pour assurer la liaison entre les Galápagos et le continent. Pourtant, l'État manifeste toujours la volonté de favoriser la colonisation de l'archipel : ainsi la loi de 1902 prévoit-elle, dans son article 4, de « Protéger l'immigration des Équatoriens et des étrangers, en prêtant toute sorte d'aides aux migrants qui essaieraient de s'installer dans les îles » (*id.* : 198).

Les Équatoriens étant si rares à s'installer volontairement aux Galápagos, la colonisation est donc aussi ouverte aux étrangers : c'est pourquoi l'État, malgré sa méfiance au sujet des « ambitions internationales » sur l'archipel, n'a pas repoussé les pionniers européens qui y afflueront quelques décennies plus tard.

Enfin l'application de la loi varie dans l'espace : inopérante aux Galápagos pour protéger la population insulaire, elle est appliquée sur le continent pour aider les entrepreneurs/colonisateurs de l'archipel, exonérant de taxes machines et animaux, ou permettant les rafles de main-d'œuvre dont ils ont besoin. La loi se dissout ainsi dans la distance séparant l'État d'un espace ouvert où il n'a pas les moyens d'être présent. Le hiatus est tel entre la réalité de l'archipel et les lois qui le concernent que le droit apparaît ici comme

¹³ C'est ce dont témoigne un voyageur équatorien au début du siècle : « Lorsque j'entendis parler d'une colonie sur l'île de San Cristóbal, je crus y trouver quelque chose de ressemblant, mais j'ai été trompé. En réalité, la seule chose qui s'y trouve est une hacienda, et tous les habitants de l'île, y compris le Chef territorial et les autres autorités, jusqu'au peón le plus malheureux, sont dépendants d'elle [...]. Aujourd'hui, les autorités résidant dans l'île ne sont que de simples marionnettes et ne servent qu'à faire dire qu'il y a des représentants du gouvernement, mais elles ne peuvent rien faire » (*in* LATORRE, 1991 : 71).

la feuille de vigne de l'impuissance étatique. Mais ce masque suffit souvent dans les relations internationales, où la souveraineté d'un État découle précisément de son droit, reconnu par la communauté des pays, à légiférer sur l'étendue de son territoire : on peut donc toujours brandir à la face des étrangers, États ou particuliers, les lois votées sur les Galápagos comme autant de preuves qu'elles appartiennent à l'Équateur.

À partir de la fin du XIX^e siècle, San Cristóbal et Isabela sont donc peuplées sans discontinuité par les Équatoriens. Cette fois-ci, les décès des entrepreneurs/colonisateurs ne sonnent pas le glas des établissements humains qu'ils ont fondés, et au début du siècle, San Cristóbal compte environ 300 habitants, contre une cinquantaine à Isabela (LATORRE, 1991). Même si ces îles connurent par la suite une évolution différente, leur histoire passée les rapproche encore.

San Cristóbal — dont le « Puerto Chico » est rebaptisé, en 1918, « Puerto Baquerizo Moreno » en l'honneur du premier président de la République à avoir visité les Galápagos, deux ans auparavant — est confirmée comme siège de l'autorité publique dans l'archipel. C'est là qu'est basée la petite garnison chargée de faire respecter, avec toujours aussi peu de moyens, la souveraineté équatorienne sur les Galápagos. Après quelques années durant lesquelles les *peones* se répartissent les terres d'« El Progreso », un millionnaire espagnol les leur rachète en profitant de leur endettement : l'« Hacienda Tous », du nom du patron, se consacre à la culture du café, selon des méthodes plus humaines que celles de Cobos. Une petite immigration en provenance du continent se fait alors jour sur San Cristóbal, alimentée en outre à partir de 1928 par quelques familles de fonctionnaires.

En 1942, l'installation à Baltra d'une base aéronavale américaine, qui compte jusqu'à 12 000 hommes — soit plus de dix fois la population totale de l'archipel à l'époque — bouleverse la vie des insulaires :

« Des bateaux venus des États-Unis apportèrent une fabuleuse quantité de matériel et d'équipements divers pour la construction de la base, qui devait être la plus importante d'Amérique du Sud. Des centaines de travailleurs y affluèrent, non seulement en provenance des autres îles des Galápagos mais aussi d'Équateur continental, du Pérou, de Colombie, du Costa Rica et de Panama. Il y en eut bientôt des milliers au travail, jour et nuit. [...] Une vraie ville poussa hors de terre, avec une église, des cinémas, des rues, des boutiques et des bureaux [...] Comme la base devait être construite le plus vite possible, les Américains se montrèrent très généreux : l'argent n'était pas un problème. Ils payèrent des salaires incroyablement élevés. On

« Héritage de ce temps »

gagnait en moyenne trois ou quatre dollars par jour, ce qui allait bien au-delà des rêves les plus fous » (WITTMER, 1989 : 168-169).

Les Américains se sont montrés des patrons magnanimes, tout à l’opposé des maîtres auxquels les colons avaient été habitués jusqu’alors : cet *a priori* favorable jouera, les premières années, au profit des naturalistes étrangers de la station Darwin. Mais les ouvriers venus à l’occasion sont très peu nombreux à s’établir définitivement aux Galápagos, tandis que les dollars gagnés aident au contraire certains colons à regagner le continent. La base américaine n’a donc pas été un facteur de croissance démographique durable dans l’archipel : en 1950, San Cristóbal compte 800 habitants, soit 60 % de la population des Galápagos (Ecuador, 1950). Par ailleurs, l’argent de la « US Navy » est à l’origine de l’enrichissement des colons qui approvisionnent la base en fruits, légumes, viande et poissons. Cependant, comme l’économie insulaire était largement sous-monétarisée, cette soudaine injection d’argent conduisit une bonne partie des bénéficiaires des largesses américaines à dilapider leurs dollars et à s’endetter avant même le démantèlement de la base, en 1946 ; cette incapacité à investir ou à épargner, caractéristique de sociétés en marge de l’économie moderne, est encore notable à Isabela de nos jours (cf. chapitre vi).

Une fois les Américains partis, les paysans de San Cristóbal vivent à nouveau largement en autosubsistance et, comme les fonctionnaires et les pêcheurs convertis à la capture du *bacalao* (*Myxeroperca olfax*) — exporté sur le continent où il est consommé en grandes quantités à Pâques — ils manquent cruellement de liquidités¹⁴. Cela permet à une poignée de commerçants de leur avancer de l’argent à des taux exorbitants et de consolider ainsi les fortunes commencées du temps de la base : l’un d’entre eux posséderait aujourd’hui la moitié des terrains de Puerto Ayora et de Puerto Baquerizo... Un apport appréciable d’argent est néanmoins fourni à l’occasion par la vente de tortues, manchots ou iguanes aux yachts de passage.

Isabela, quant à elle, végète : l’île est loin de tout, à l’autre bout des Galápagos. Ses habitants continuent de se livrer à la chasse au bétail sauvage et aux tortues, à la pêche, à l’agriculture de subsistance et, ici aussi, à la vente d’animaux sauvages aux visiteurs. L’arrivée des militaires américains, qui installent une station de radar à proximité de Puerto Villamil, fait l’effet d’un coup de tonnerre. A. Tupiza, né à Isabela et dont le père avait été amené par Gil pour travailler dans la mine de soufre du volcan Sierra Negra, se souvient de la présence des *gringos* dans l’île comme d’une époque formidable : « On allait voir des films, et surtout, ils payaient 16 sucres par jour, contre 1 ou 2 sucres pour un journalier travaillant dans les exploitations de café... »

¹⁴ Le navigateur J-Y LE TOUMELIN témoigne de la marginalité de San Cristóbal en 1950 : « Puerto Chico est la capitale, le poumon des Galápagos. Tout y respire la pauvreté, car les ressources de l’archipel sont plus que modestes [...]. Puerto Chico ne comporte ni rues tracées ni magasins. Aussi ne faut-il pas s’attendre à y trouver les choses les plus usuelles. Comme les habitants sont démunis de tout, l’arrivée d’un bateau — événement peu fréquent — est toujours regardée comme une occasion d’échanges intéressants. À peine débarqués, nous fûmes de toutes parts sollicités » (1953 : 141-142).

En 1946, utilisant l'éloignement d'Isabela, le gouvernement décide d'y installer un pénitencier : les prisonniers y meurent comme des mouches, à la merci de policiers eux-mêmes envoyés dans l'île pour raisons disciplinaires. Les bagnards sont employés, au milieu des épineux, à construire un mur de blocs de lave qui, dès qu'il atteint une certaine hauteur, est détruit pour être recommencé : appelé « le Mur des larmes » par les promoteurs touristiques, il est devenu aujourd'hui un site de visite. Sous le bagne, la vie est difficile pour la petite communauté d'Isabela, aux deux tiers composée de prisonniers, de leurs gardiens et des quelques marins du détachement naval : l'île compte 310 habitants en 1950. Son ancien curé, arrivé en 1954 à Puerto Villamil, raconte qu'il n'a eu de cesse de réclamer à Quito la fermeture du pénitencier. Non pas tant à cause des prisonniers, « ces malheureux », mais de leurs gardes, qui se considèrent comme les maîtres d'Isabela et louent les bagnards à quelques familles de commerçants, lesquels en profitent pour acheter des terres et les faire cultiver ainsi presque gratuitement. La moindre tentative de révolte est punie de mort, et pourtant elles sont assez fréquentes : c'est d'ailleurs à la suite d'une spectaculaire évasion, au cours de laquelle des bagnards enlèvent des touristes américains et s'emparent de leur voilier pour gagner le continent, que le gouvernement décide de fermer le pénitencier d'Isabela, en 1959. Il est vrai que, cette même année, les Galápagos sont transformées en parc national pour y attirer des touristes : cette nouvelle « vocation » est incompatible avec le maintien d'un bagne dans l'archipel.

La colonisation équatorienne de l'espace ouvert des Galápagos a laissé certaines structures, plus mentales que physiques, dans la société insulaire. Cet héritage, c'est d'abord la représentation de l'archipel comme un endroit maudit pour les Équatoriens : seuls y partaient les condamnés ou des *peones* ; ils y vivaient dans une misère effroyable et sous l'autorité impitoyable de chefs civils ou militaires ; tous étaient prisonniers des îles et se sentaient abandonnés de la Patrie. Il est donc normal que les continentaux, jusqu'à une époque récente, n'aient pas été nombreux à migrer spontanément vers les Galápagos. En revanche, pour les insulaires, tout ce qui venait si rarement de l'extérieur était « civilisé », par opposition à leurs îles barbares : plantes et animaux domestiques, ustensiles et machines, et surtout les représentants de l'État, qui finirent par les délivrer de la sujétion. Ce n'est qu'à partir du début du xx^e siècle que l'on voit se mettre en place la dialectique du « dedans » et du « dehors », caractéristique des îles : avant, il n'y avait qu'un « dedans » pour les colons forcés. Et tant que ceux-ci continuent de se sentir enfermés dans leurs îles, le « dehors » est toujours synonyme de civilisation : c'est la tâche des colons comme de l'État de faire en sorte que celle-ci s'implante aux Galápagos, ce qui ne pourra se faire qu'en ouvrant toujours plus les îles sur le continent.

Ensuite, les maîtres obligeaient les colons des Galápagos à travailler les ressources naturelles avec une intensité similaire à l'exploitation qu'ils leur faisaient subir, capitalisme pressurant les hommes comme la nature dans un rendement maximum et pour le profit d'un seul. Aujourd'hui, le peu d'égard pour la nature qu'ont beaucoup d'insulaires, en particulier ceux de San Cristóbal et d'Isabela, trouve là l'une de ses explications : le colon a vécu dans ce « monde déchu » où la vie de l'homme était à peine plus considérée que celle de l'animal. Le premier, malgré les difficiles conditions de colonisation, n'était pas une ressource rare, car on le raflait sur le continent et on ne le payait pas. Quant au second, il ne valait rien vivant et la nature en fournissait à profusion : on en faisait donc un gaspillage inconsidéré. Les ressources naturelles avaient une valeur économique quasiment nulle aux Galápagos et n'en prenaient qu'une fois exportées, ce qui était faire œuvre de civilisation en rattachant les îles par le commerce au continent. Pour le colon, la nature était du travail forcé qu'on ne lui payait pas ; lorsqu'il se libéra de ses maîtres, il continua d'exploiter la nature de la même façon, à la différence qu'il essaya cette fois-ci d'en tirer un profit personnel.

Enfin, San Cristóbal et Isabela sont les têtes de pont, à partir du début du xx^e siècle, de l'intégration des Galápagos à l'espace national : c'est là que commence à se dessiner une structure spatiale de type aréolaire, privilégiant les relations avec le continent via Guayaquil, dont dépend l'archipel. Mais pour que l'Équateur parvienne à arrimer son territoire insulaire, il a fallu que des étrangers, encore une fois, trouvent un nouvel intérêt aux Galápagos : leur nature acquiert alors une valeur touristique.

L'attrait de la nature

L'« invention » touristique des Galápagos

En 1923, une expédition naturaliste américaine dirigée par un zoologiste doublé d'un essayiste, W. Beebe, passe quelques jours aux Galápagos. Malgré la brièveté de son séjour, l'ouvrage qu'en rapporte Beebe est une étape importante dans l'évolution des représentations occidentales sur la nature des Galápagos (celles-ci sont d'ailleurs souvent façonnées par des personnes ne restant pas longtemps dans l'archipel, tel Darwin autrefois ou les journalistes et experts aujourd'hui) : traduit en plusieurs langues, *Galápagos: World's End* est en effet un énorme succès de librairie, aux États-Unis et en Europe. Les Galápagos deviennent alors célèbres au-delà du cercle des naturalistes : non seulement ce livre les donne à voir, mais il suscite l'envie d'y aller.

L'ouvrage amène deux types de visiteurs dans l'archipel : de riches touristes américains qui le parcourent à bord de leurs yachts, et des pionniers¹⁵ européens désireux de s'établir dans ce qu'ils s'imaginent être un paradis sur terre. Cette fois-ci, la nature des Galápagos n'attire ni pour les matières pre-

¹⁵ « Pionnier » renvoie ici à une initiative individuelle, « colon » à une structure d'encadrement collective (État ou une société de colonisation).

nières qu'on peut en tirer ni comme objet d'étude, mais pour elle-même : on veut connaître ces îles où, depuis le passage de Darwin, « [...] mois après mois, année après année, les oiseaux, les reptiles et les otaries ne connaissent qu'eux-mêmes et contemplent, seuls, le lever du jour et le coucher du soleil » (BEEBE, 1924 : 60).

Ce sont à la fois la nature des Galápagos en tant que telle et l'isolement des îles qui attirent des étrangers continuant de profiter de l'espace ouvert. Les millionnaires américains, dont les croisières se multiplient aux Galápagos dans le sillage du *Noma*, sont intéressés à donner une coloration naturaliste à leurs vacances et convient souvent des scientifiques à leur bord¹⁶ : comme celui de Beebe, ces voyages touristique-naturalistes évitent la partie habitée de l'archipel. Quant aux pionniers européens, ils tentent de s'établir dans les îles encore désertes et disposant d'eau, Floreana et Santa Cruz. Les étrangers préfèrent d'autres îles à San Cristóbal et Isabela, car le désir de retour à la nature est très fort dans certains pays occidentaux à l'époque : c'est la *wilderness*¹⁷ qui est recherchée, à l'opposé du projet de « civilisation » qui se construit alors dans les deux îles colonisées par les Équatoriens.

Les pionniers européens ont un rôle dans l'histoire de l'archipel sans commune mesure avec leur faible nombre : ils réussissent à habiter Floreana de façon définitive et à lancer le peuplement de Santa Cruz. Or la colonisation de ces îles est indissociable des réseaux de transports et communications qui y ont attiré ces pionniers, leur ont permis d'y arriver et même, dans une bonne mesure, d'y survivre. Ces réseaux sont transnationaux : des naturalistes comme Beebe, relayés par la presse des pays du Nord, « inventent » (KNAFOU, 1991) les Galápagos, ce qui débouche sur les premières croisières touristiques dans l'archipel ; et ce sont les récits de ces voyageurs qui font s'installer des pionniers européens dans les îles, ces derniers attirant à leur tour des journalistes venus voir comment vivent ces Robinsons des temps modernes. L'espace ouvert des Galápagos s'organise donc différemment à partir des années 1920-1930 : tout en étant progressivement intégré au territoire national, il est en prise avec le monde, qui n'est plus seulement celui des naturalistes mais celui, bien plus vaste, des lecteurs d'une presse occidentale à grand tirage.

« C'est en Norvège, où *Galápagos : World's End* connut un succès foudroyant, que l'appel des îles fut le plus fort » (HICKMAN, 1985 : 118) : un entrepreneur d'Oslo flaira là une bonne affaire et fonda une société de colonisation des Galápagos, qu'il présente comme un paradis où les terres cultivables permettraient de nourrir 100 000 personnes... En 1927, une vingtaine de familles originaires de Narvik débarquent à Floreana et sont

¹⁶ C'est le cas des croisières dans l'archipel du magnat Vanderbilt en 1931 et 1932, de l'industriel Astor en 1933, du pétrolier Hancock en 1928, 1932, 1933 et 1934...

¹⁷ Je reprends ici la remarque suivante : « La *wilderness* est un mot abstrait qui évoque l'absence de toute marque humaine dans la nature et n'a pas d'équivalent en français. Il nous a paru préférable de conserver ce terme qui recouvre un concept typiquement anglo-saxon » (Ph. GRENIER et GOULD, 1992 : 308).

Floreana, ou les Robinsons de l'espace ouvert

cruellement déçues : pas de terres fertiles, mais des cactus et de la lave à perte de vue ; elles ont été flouées... Les Norvégiens s'installent néanmoins à Post Office Bay avec le projet de construire une petite fabrique de conserves de poissons, qui se révèle vite être un échec complet : la plupart d'entre eux, à l'exception de quelques familles parties s'installer sur San Cristóbal et Santa Cruz, retournent en Scandinavie en 1929.

Cette même année, un couple d'Allemands arrive à Floreana. Les pionniers européens des Galápagos sont si peu nombreux que les évoquer peut paraître relever de l'anecdote. C'est pourtant un trait essentiel de la géographie de ces petits mondes insulaires que de dévoiler, à travers des cas individuels, la complexité de la trame spatiale dans laquelle ils vivent, de façon à comprendre l'évolution des usages et représentations des Galápagos et l'inclusion corrélative de l'archipel dans le monde. K. Ritter est un dentiste de Berlin qui a décidé de quitter la grande ville pour venir vivre avec sa compagne, D. Strauch, dans une lointaine île du Pacifique : ce sont des précurseurs, les premiers à voir dans les Galápagos un refuge pour fuir la civilisation industrielle. En 1932, ils sont rejoints par un autre couple d'Allemands, H. et M. Wittmer puis, l'année suivante, par d'autres compatriotes, la fameuse « Baronne » et ses deux chevaliers servants. Il s'ensuit un fait divers qui a rendu les Galápagos célèbres dans le monde entier et continue aujourd'hui encore d'être exploité comme un bon filon par les entreprises de tourisme : l'histoire est racontée dans et par tous les guides des Galápagos¹⁸.

¹⁸ En 1934, la Baronne disparut avec Philipson, l'un de ses amis, sans laisser de traces ; Lorenz, le second, quitta l'île peu après, sur la barque d'un Norvégien de Santa Cruz : on retrouva leurs cadavres momifiés par le sel sur une plage de Marchena ; enfin, Ritter mourut empoisonné. Les Wittmer soupçonnèrent Lorenz d'avoir assassiné la Baronne et Philipson, et Strauch d'avoir tué son compagnon, qui avait lui-même accusé les Wittmer du meurtre de la Baronne... Tout concourt à rendre l'affaire mystérieuse : des disparitions, des morts non élucidées, la fuite du seul témoin (D. Strauch, partie monnayer sa version de l'affaire en Amérique) ; mais surtout l'espace clos de la petite île, scène où apparaissent et disparaissent des acteurs sans public, venus du dehors, repartis vers le dehors...

Le livre de Margaret Wittmer (1989) est un bon témoignage sur Floreana à l'heure allemande : « Des mois après l'arrivée des Ritter aux Galápagos, ceux-ci étaient encore en Allemagne l'objet d'un intense intérêt de la part des journaux et des magazines illustrés. Mon mari avait été passionné par ces reportages, qui suivirent sa lecture du fascinant ouvrage de W. Beebe, *Galápagos : World's End* » (*op. cit.*, 17).

Ainsi, c'est après la lecture de Beebe et des journaux relatant l'aventure de leurs compatriotes qu'un conseiller municipal de Cologne et sa femme, employée de banque, décident de s'installer aux Galápagos... Beebe avait fait connaître les Galápagos à beaucoup de lecteurs ; mais ce qui les rendra fameuses, c'est la décision d'une poignée d'entre eux de partir s'y installer. Car, pour que les Galápagos soient amplement connues, il fallait un mythe plus parlant à la « foule solitaire » des métropoles occidentales que celui des îles des débuts de la théorie darwinienne : celui de Robinson est le bon. Une île déserte, perdue dans le Pacifique et abritant une faune étrange qui ne craint pas l'homme est vue, dès les années trente, comme un petit paradis auquel rêvent bien des citoyens des métropoles occidentales :

« Lorsque nous étions en route vers Floreana, je m'imaginai une île romantique des Mers du Sud, un paradis de paix et d'abondance où le travail aurait peu de place. Les livres et les reportages que nous avons lus en Allemagne ne nous avaient pas prévenus de façon adéquate que ce serait une tâche herculéenne que de faire notre vie dans notre nouvelle demeure » (*id.* : 19).

En effet, les Wittmer déchantent tout de suite. D'abord, l'accueil de leurs compatriotes est très froid ; ensuite, tout est à faire : trouver un abri, qu'ils choisissent dans des grottes utilisées par les pirates, à proximité du seul point d'eau de l'île ; chasser pour se nourrir ; défricher la brousse et planter les graines amenées d'Allemagne ; surveiller les récoltes et abattre les taureaux sauvages qui viennent régulièrement les piétiner ; apprivoiser un âne et une vache ; construire une cabane, puis une maison, puis un bateau de pêche... Les Wittmer s'accrochèrent à leur île avec une ténacité qui force l'admiration : ils en sont aujourd'hui à la quatrième génération sur Floreana !

« Asilo de la Paz » :
dans les hauteurs
de Floreana, à proximité
de la seule source et
de grottes qui étaient jadis
un repaire de flibustiers,
ce lieu a été choisi par
la famille Wittmer pour
y construire sa première
maison, lors de
la colonisation définitive
de l'île dans les années trente.
Ces Allemands, qui sont
depuis descendus
sur le rivage puisqu'ils vivent
surtout du tourisme,
louent cette baraque
à une famille de *peones*
chargés de cultiver
leurs terres de la *parte alta*.



Cette lutte quotidienne pour l'existence a été le lot de tous les pionniers européens ; mais ils sont bien plus nombreux, comme les Norvégiens, à avoir renoncé très vite. Ceux qui sont parvenus à rester aux Galápagos sont donc des gens d'une trempe peu commune, tellement adaptés à cette vie difficile qu'ils pourraient servir d'exemple à un darwinisme social prêchant la « survie du plus apte »... Nulle « sélection naturelle » n'a eu lieu ici, bien sûr, mais une sélection par la façon de vivre dans la nature, dont on tire tout sans compter sur personne. Qui d'autre que des citadins fatigués par la promiscuité aurait pu ainsi jouer les Robinsons ? L'idée de vivre de son travail solitaire dans la nature est une idée occidentale, c'est le vieux mythe de Prométhée appliqué à une île assimilée au monde. Mais Prométhée, ici, est moderne : c'est Robinson, seul et muni d'outils manufacturés...

¹⁹ Trois navires américains, un allemand, un britannique et un polonais : la situation stratégique des Galápagos intéresse les puissances du Nord avant même le déclenchement de la guerre.

Ces pionniers ne sont pas vraiment seuls, cependant : on relève ainsi dans le livre de M. Wittmer vingt-six visites de navires étrangers à Floreana, contre six seulement du bateau du gouvernement, entre 1932 et 1942, date à partir de laquelle les militaires américains viennent souvent dans l'île. La proportion entre navires étrangers et nationaux est une autre preuve que les Galápagos demeurent un espace ouvert. Ces bateaux étrangers sont divers : la plupart appartiennent à des millionnaires américains, mais il y a aussi deux chalutiers californiens, quelques voiliers de navigateurs et six navires militaires¹⁹. Pour les pionniers, les visites d'étrangers ont une importance qui peut sembler paradoxale pour des exilés volontaires de la civilisation. Le contraste entre la dureté de la vie quotidienne dans la solitude de l'île et le luxe des yachts de passage rend difficile, une fois les visiteurs repartis, le retour à la réalité de l'exil. Robinson a quitté son île avec le premier bateau où l'on a voulu de lui ; les pionniers de Floreana oscillent entre la vie du célèbre reclus et celle d'hôtes de leurs visiteurs de marque, selon un rythme qui les désoriente : « L'une des caractéristiques de la vie à Floreana semblait être que parfois aucun navire n'apparaissait des mois durant, alors qu'à d'autres périodes ils arrivaient l'un après l'autre, comme si l'île était le lieu de villégiature favori des millionnaires » (*id.* : 77).

À travers ces visiteurs, c'est le « dehors » qui s'invite périodiquement sous la forme de biens matériels, de nourriture, de personnes originaires du même monde que celui qu'on a laissé derrière soi et qui en apportent des nouvelles, courrier ou journaux. Et lorsque d'autres habitants s'installent sur l'île, il faut partager cette manne :

« Hancock avait apporté de généreux présents pour Ritter, des choses que nous, insulaires, considérons comme des trésors : des chaussures, des vêtements, des boîtes de nourriture et de lait, des outils. Lorsque la Baronne entendit parler de ces cadeaux, elle vint le voir afin d'organiser une "répartition équitable". "Ma chère baronne, répondit froidement Ritter, ces choses m'ont été données personnellement, et je n'ai aucunement l'intention de vous les distribuer" » (*id.* : 65).

²⁰ C'est ainsi que le président Roosevelt, outre les nombreux présents faits aux Wittmer lors de sa visite à Floreana à bord du cuirassé *USS Houston* en 1938, est intervenu afin que ceux-ci, citoyens allemands, ne soient pas chassés des Galápagos lors de la construction de la base de Baltra ; les Angermeyer, pionniers allemands de Santa Cruz, n'avaient pas ces appuis : ils ont, quant à eux, été déportés sur le continent pendant la durée de la guerre.

Les mauvaises relations qui règnent entre pionniers ont donc pour cause première leur compétition pour capter les cadeaux du dehors... C'est le triste paradoxe de Robinsons enfermés sur une île appartenant à un espace ouvert : non seulement le « dehors » est toujours là, mais son influence est si grande qu'elle détermine en grande partie la vie des pionniers. Les Wittmer, une fois les deux autres groupes disparus, ont bénéficié seuls des présents d'outre-mer et ont pu tisser avec certains de leurs visiteurs des liens qui leur seront précieux²⁰.

Les interférences du monde extérieur ne se limitent pas aux « Pères Noël » : M. Wittmer mentionne six visites de journalistes entre 1932 et 1942. La vie des pionniers de Floreana se déroule presque sous le regard des lecteurs de la presse américaine ou allemande ; la mystérieuse disparition de la Baronne donne ainsi lieu à d'innombrables articles : « Peu de temps après que M. Hancock soit parti, emmenant D. Strauch avec lui, Floreana fut envahie de journalistes américains, buvant chaque mot que nous lâchions sur ces événements tragiques afin de s'en servir pour construire un excitant « Drame des Galápagos » pour leurs lecteurs avides de sensations » (*id* : 92).

Les journalistes paient pour obtenir ces récits de Robinsons qui fascinent leurs lecteurs : les confidences tarifées de M. Wittmer financent son voyage en Allemagne en 1935. Les Robinsons de Floreana sont ainsi des hybrides : d'un côté ils triment pour assurer leur subsistance quotidienne, de l'autre ils publient des articles dans des journaux du Nord. Et c'est ainsi que, de lieu de retraite et de labeur solitaire, l'île va devenir lieu d'accueil touristique : ce ne seront plus les ressources de la terre qui assureront exclusivement la vie des pionniers, mais l'île en tant que telle.

La singularité des Galápagos n'en est que plus respectée : c'est aujourd'hui une différence essentielle entre pionniers européens et colons équatoriens. Car les premiers savent que leurs compatriotes viennent visiter ces îles pour les raisons qui les ont eux-mêmes poussés à s'y installer, que celles-ci soient, pour les touristes, le désir d'un éphémère retour à la nature ou une fuite provisoire hors de la civilisation. Tandis que les Équatoriens considèrent l'attrait des Galápagos sur les touristes comme le signe de l'ouverture tant attendue de leurs îles à la civilisation : leur démarche est inverse.

Quelques familles norvégiennes rescapées de la malheureuse tentative de colonisation de Floreana s'installent, en 1929, à Academy Bay : ce sont les premiers habitants permanents de Santa Cruz, où ils pratiquent la pêche et cultivent, outre des fruits et légumes, le café dans les hauteurs de l'île. À la fin des années trente, ils sont rejoints par des Allemands, les quatre frères Angermeyer, puis, après la guerre, par d'autres familles : une belge, une suisse, et plusieurs allemandes et américaines²¹... Aujourd'hui, ces pionniers, de la première, seconde et troisième génération, comptent une cinquantaine de personnes à Santa Cruz.

Ces pionniers distinguent deux périodes dans leur vie à Santa Cruz : celle d'avant le tourisme organisé, et celle d'après l'arrivée massive des touristes et des migrants dans les îles. Les pionniers se rappellent tous de leur vie « d'avant », qui les sépare des Équatoriens et des quelques étrangers installés aux Galápagos depuis la fin des années soixante, avec une nostalgie où

Santa Cruz, ou la Babel des Galápagos

²¹ En 1950, LE TOULMELIN note que « à côté d'Academy Bay, Puerto Chico fait figure de grande ville. Cependant, on y trouve, dans une misérable cabane en planches, un représentant du gouvernement. À la différence de Puerto Chico, la population d'Academy Bay est plutôt d'origine européenne. Il ne s'agit, du reste, que de quelques familles [...]. Ces gens venus de divers coins d'Europe eurent pour mobile commun le goût de fuir une agitation malsaine et de chercher une île où vivre selon leur cœur » (*op. cit.* : 159).

se mêlent le souvenir de la dureté des temps et celui d'une tranquillité irremplaçable. Jacqueline De Roy, arrivée aux Galápagos en 1954, et son fils Gil, qui y est né en 1956, évoquent la vie d'antan :

« Lorsque nous sommes arrivés sur Santa Cruz, nous avons d'abord vécu dans la *parte alta*, où nous étions employés à la récolte du café ; mais dès que nous avons pu le faire, nous sommes descendus nous installer sur la côte, car nous étions venus ici pour être au bord de la mer. Nous avons d'abord vécu sous une tente, puis nous nous sommes construit une maisonnette. Il n'y avait que quelques familles équatoriennes à l'époque, les dernières familles de la colonie norvégienne ainsi que les Angermeyer et les Schreyer. Nous avons été bien accueillis par une famille norvégienne mais pas par les Allemands, qui nous ont considérés comme des intrus, sans que nous comprenions d'abord pourquoi. En fait, tous ces colons européens se sentaient très isolés sur les îles, et lorsque des voiliers accostaient, c'était un événement : des nouvelles, de la conversation et surtout des dons de vêtements, de livres, d'outils. Les familles allemandes ne voulaient pas partager cette manne avec nous, et ils essayaient de garder les visiteurs pour eux ; nous avons dû nous constituer notre propre réseau de visiteurs étrangers ».

« Mon père est arrivé à Santa Cruz seul, en 1954. Avec ma mère, ils venaient de Bruxelles, où ils avaient réuni assez d'argent pour s'embarquer à bord d'un cargo, mais pas pour revenir si l'expérience tournait mal. Ils avaient d'abord pensé au Congo belge, mais mon père eut assez de flair pour sentir que cela allait mal se terminer là-bas, et ils se sont donc décidés pour les Galápagos. Ils voulaient vivre la vie du pionnier, ne pas passer leur temps dans un bureau à dépendre des autres : Congo belge ou Galápagos, c'étaient deux types de colonisation différente mais le même choix de vie. En ce temps-là, il n'y avait qu'un bateau tous les six mois : au bout de six mois, mon père est allé chercher ma mère et ma sœur restées à Guayaquil. Dans les années soixante, nous avons vu défiler chez nous des journalistes, des scientifiques, des voyageurs plus ou moins riches ou originaux. Pendant un moment, mes parents ont vécu de la collecte de coquillages endémiques pour les vendre aux collectionneurs ou aux scientifiques, qui leur ont parfois donné notre nom. Nous avons également vécu de la pêche à la langouste : j'allais les ramasser dans la baie devant chez nous, où il n'en reste plus une aujourd'hui, et je me faisais parfois traîner par une tortue de mer pour rentrer... Nous allions aussi à la chasse aux chèvres sauvages, qui pullulaient à l'époque dans le coin ; mon père avait un fusil mais ma sœur et moi les poursuivions à la course, pieds nus. L'éducation des enfants se faisait à la maison et entre voisins européens, notamment pour l'apprentissage des langues : ici, nous parlons tous anglais et allemand, plus le français dans ma famille ; et, enfants, nous avons appris aussi l'espagnol, alors que nos parents ne l'ont appris que très tard et l'ont toujours parlé avec réticence ». (J. et G. De Roy, comm. pers., 1994).

Puerto Ayora accueille très vite une population plus nombreuse que l'île des Wittmer : Santa Cruz, qu'on avait choisie pour mener une vie loin de tout, se trouve être l'escale favorite des navigateurs, en attendant les scientifiques de la station Darwin puis les touristes et les migrants... Mais les pionniers ont gardé le souvenir des temps où il fallait monter à pied dans la *parte alta*, par un sentier long d'une dizaine de kilomètres à travers les cactus, pour chercher la terre des jardins côtiers et les fruits et légumes que l'on échangeait avec « ceux d'en haut » contre du poisson ; l'eau saumâtre que l'on allait recueillir tous les jours à la rame à l'autre bout d'Academy Bay ; l'époque où l'on devait construire soi-même maisons et barques de pêche...

Individualistes à l'excès, ces pionniers continuent de ne compter que sur eux-mêmes, comme cela a toujours été le cas depuis qu'ils se sont installés dans les îles. Leur identité est liée à un territoire qu'ils ont, littéralement, construit : ils ont quitté, jeunes, leurs sociétés pour un monde « vierge » dans lequel, en l'humanisant par leur travail de subsistance individuelle, ils se sont constitués en tant que personnes. Ce qu'ils ont édifié de leurs mains, leur propriété, s'inscrit dans les lieux et forme leur territoire, indissociable de leurs personnes. L'aisance venue, grâce au tourisme, ces pionniers ont pu bâtir de belles villas entourées de jardins somptueux ; dans certaines d'entre elles, on retrouve le pays d'origine : ainsi cette maison entourée de cactus, au toit pentu et au mobilier en bois massif orné de motifs tirés du monde rural souabe... Ces pionniers européens et leurs descendants ont un attachement viscéral pour les Galápagos, mais bien qu'ils se lamentent sur leur développement, ils en ont trop tiré profit pour le remettre vraiment en question. Car dès le début du tourisme dans l'archipel, ces pionniers ont des avantages certains sur les colons équatoriens : ils parlent plusieurs langues, connaissent la mentalité de leurs compatriotes et savent ce que ceux-ci viennent voir dans les îles ; enfin, ils ont tous constitué, comme le dit J. De Roy, des « réseaux de visiteurs étrangers »...

L'État équatorien, s'il voit d'un bon œil cette participation européenne au peuplement des Galápagos, est en revanche inquiet des ingérences permanentes des missions scientifiques, des croisières touristiques et des chalutiers étrangers dans l'archipel. À partir des années quarante, les gouvernements équatoriens, aidés par des conjonctures nationale et internationale favorables, mettent en œuvre une nouvelle politique : en se situant dans le champ des relations internationales, entre États, l'Équateur veut intégrer définitivement les Galápagos au territoire national.

La nationalisation des Galápagos par leur internationalisation (1942-1959)

L'irruption des Galápagos dans le champ international se fait en moins de vingt ans : en 1942, Quito permet aux États-Unis d'installer une base militaire à Baltra ; en 1952, l'Équateur participe à la conférence de Santiago sur les 200 milles marins ; et en 1959, le parc national des Galápagos est créé avec l'appui de l'Unesco. Dans chacun de ces événements, la communauté des nations est prise à témoin de la souveraineté équatorienne sur l'archipel : l'État fait ainsi appel, pour nationaliser l'espace insulaire, au droit public international plutôt qu'au droit national — dont les décrets et lois sur l'archipel sont, pour la plupart, restés lettre morte.

Plutôt qu'une gesticulation législative supplémentaire ne pouvant faire plus que masquer l'impuissance de l'État, c'est un changement de stratégie de l'Équateur pour affirmer sa souveraineté sur l'archipel. L'État équatorien prend acte de ce que ces îles intéressent les étrangers, qu'il s'agit d'impliquer dans des lois et traités internationaux portant sur les modalités d'usage de l'archipel. Le bail de Baltra, la loi de souveraineté sur les 200 milles marins et la création du PNG portent ainsi sur les trois types de ressources des Galápagos utilisées dans l'espace ouvert : situation, pêche, nature. Ce que les lois de l'Équateur n'avaient jamais pu faire respecter doit être désormais garanti par les États dont les ressortissants sont les usagers traditionnels de l'archipel. Cela crée un cadre juridique nouveau, dans lequel l'Équateur est dans son droit, désormais reconnu à l'échelle internationale, lorsqu'il défend sa souveraineté patrimoniale sur les ressources naturelles des Galápagos. Or cette dernière sert à consolider la souveraineté territoriale de l'Équateur sur l'archipel, en faisant payer aux pays occidentaux l'usage, cette fois codifié, qu'ils en font. L'État tire ainsi de ces îles une double rente à l'échelle mondiale : rente de situation — leur intérêt stratégique — ou de rareté — leur nature singulière.

Baltra, une situation stratégique négociée

En 1940, l'Équateur est un pays où le pouvoir de l'État ne dépasse guère en pratique les limites du « noyau central de l'espace national » (DELER, 1981), un triangle formé par les trois chefs-lieux fondateurs de la République : Quito, Guayaquil et Cuenca. Le problème est la capacité ou non de l'État à construire et faire fonctionner des réseaux de transports et de communications lui permettant d'exercer de fait sa souveraineté sur l'ensemble de la superficie du territoire national revendiqué. Or, l'Amazonie et les Galápagos demeurent des espaces ouverts car, dans les deux cas, des obstacles physiques importants — les Andes et la forêt amazonienne à l'est, l'océan à l'ouest — empêchent un État équatorien aux faibles moyens de contrôler, peupler et mettre en valeur ces territoires marginaux par rapport au « noyau central » du pays. À l'est, il est trop tard : le Pérou s'est lancé, dès la seconde

moitié du XIX^e siècle, dans une politique de conquête de l'Amazonie en jouant de l'avantage conféré par la navigabilité des fleuves depuis l'aval, alors que les Équatoriens peinent à descendre des Andes (DELER, 1981). Or, à la fin des années trente, on a découvert du pétrole dans cette Amazonie « équatorienne » où des compagnies anglo-saxonnes rivales se taillent d'immenses concessions : en juillet 1941, l'armée péruvienne envahit et occupe le sud de l'Équateur, jusqu'à ce que Pearl Harbour provoque la convocation d'une conférence interaméricaine à Rio de Janeiro, en janvier 1942, afin d'organiser la « solidarité continentale » contre le Japon. Quito se voit alors obligé, sous la pression des États-Unis, d'accepter les termes d'un traité octroyant les quatre cinquièmes de son Amazonie au Pérou.

« L'histoire de l'Amazonie équatorienne pose le problème de la distorsion considérable qui peut exister entre l'espace national revendiqué et l'espace national de fait » (DELER, 1981 : 96). Sa perte fait prendre conscience à l'Équateur de l'urgente nécessité d'intégrer les Galápagos à l'espace national : « Nous n'avons jamais eu de bateaux adéquats pour une vigilance, même minimale, des intérêts nationaux aux Galápagos, ni pour établir un service de transport régulier, ni et encore moins pour créer des flux touristiques et colonisateurs » (VERA, 1941 : 4).

Dès lors, la solution s'impose d'elle-même : « Si les Yankees demandent les Galápagos, nous pourrions leur céder une ou plusieurs positions dans ces îles pour qu'ils y établissent leurs bases, à condition qu'ils les payent un bon prix » (*id.* : 8).

Or, l'attaque de Pearl Harbour prouve que les Japonais ont la possibilité de projeter leurs forces aéronavales très loin de leur pays : malgré l'ennui des « GI's » cantonnés sur ce qu'ils surnomment « The Rock » — comme Alcatraz, autre prison insulaire — il n'était pas absurde d'établir une base aux Galápagos pour surveiller Panama ; en fait, celle-ci servit surtout à acclimater les soldats américains aux tropiques avant de les envoyer se battre dans le Pacifique sud. Les Américains espéraient garder Baltra après la guerre ; mais en 1944, un changement de régime à Quito en décide autrement : l'État équatorien refuse l'offre de Washington de louer Baltra pour 99 ans contre dix millions de dollars et, en 1946, la base est démantelée, tout ce qui ne peut pas être emporté étant jeté dans l'océan. Mais l'essentiel, ce qui justifiait de louer une île aux Américains pour qu'ils y construisent une base militaire, est resté : ils ont laissé à Baltra une piste d'aviation asphaltée de 1 800 mètres et un quai en eaux profondes, qui vont permettre d'établir des communications régulières entre le continent et les Galápagos et de les intégrer ainsi au territoire national.

La souveraineté territoriale par la conservation du patrimoine naturel

²² « Nous eûmes un jour la bonne fortune de visiter à Wreck Bay l'un des plus grands de la flotte des *tuna-clippers* américains : le *Normandie*, de 160 pieds de long et pouvant porter 430 tonnes de poisson » (LE TOUMELIN, 1953 : 142).

Depuis le début des années trente, de nombreux chalutiers californiens viennent pêcher dans les eaux des Galápagos, où les thons abondent à certaines périodes de l'année : en 1932, 65 % du poisson mis en conserve à San Diego provient des Galápagos, et ce taux atteint même 100 % en 1933-1934 (VERA, 1941). Or, après la guerre, le mouvement s'accroît : l'épuisement des bancs le long des côtes californiennes donne le signal de la ruée des pêcheurs américains vers le littoral pacifique de l'Amérique du Sud, dont les Galápagos²² (DELER, 1981 ; SILVA, 1986 ; WEBER, 1995). Commencée à la fin des années quarante, la « guerre du thon » entre les États-Unis et l'Équateur illustre la nouvelle détermination de Quito à affirmer sa souveraineté sur les Galápagos. C'est pour réagir au pillage de leurs ressources halieutiques par les flottes de pêche des pays riches que les représentants du Chili, du Pérou et de l'Équateur se réunissent en 1952 à Santiago. La première « Conférence sur l'exploitation et la conservation des richesses marines du Pacifique sud » débouche sur une déclaration dans laquelle ces pays, considérant qu'« il est de leur devoir de veiller à la protection et à la conservation de leurs ressources naturelles » au nom de « la subsistance de leurs peuples », revendiquent une « souveraineté et juridiction exclusives » sur 200 milles marins à partir de leurs côtes (VALENCIA RODRIGUEZ, 1977) [cf. carte 1, p. 12]. La déclaration de Santiago éclaire la politique de souveraineté patrimoniale poursuivie par ces États : car pour faire valoir leurs droits sur les 200 milles (étendue correspondant à la largeur du courant de Humboldt et ses ressources halieutiques), les signataires évoquent « les facteurs géologiques et biologiques qui conditionnent l'existence de la faune et de la flore marines ». Cette souveraineté patrimoniale se base donc sur une nécessité sociale et s'appuie sur des arguments écologiques : elle équivaut bien à une conservation de la nature à but économique.

²³ Cette « région » dote l'Équateur d'un espace maritime de plus d'un million de km² et lui permet, par le biais d'une projection méridienne réalisée à partir des Galápagos, de revendiquer une part de l'Antarctique.

Or, pour l'État équatorien, la « conservation des ressources naturelles » renvoie ici à la souveraineté nationale sur « la cinquième région naturelle » du pays, la mer²³ (les autres sont l'Oriente, la Sierra, la Costa et les Galápagos). Cette conception émerge ainsi à l'Assemblée générale des Nations unies en 1952 (CHEMILLIER-GENDREAU, 1995) ; pas plus que les politiques basées sur le profit privé, qui lui sont compatibles, elle ne fait de place à une conservation de la nature à l'échelle mondiale : ni pour un droit de regard international au sein d'un pays donné, ni pour un traitement de problèmes écologiques globaux par la communauté des nations (HURRELL et KINGSBURY, 1992 ; OST, 1995).

Les considérants du décret présidentiel instituant le PNG en 1959 confirment le caractère précurseur de la conférence de Santiago. Ils qualifient les Galápagos à la fois de « territoire insulaire équatorien » et de « trésor naturel », que l'Équateur doit exploiter en y continuant les programmes scientifi-

ques engagés à l'occasion de l'« Année géophysique internationale ». Et cela en dotant les Galápagos d'un « organisme permanent [...], dont les activités seront un apport considérable pour tirer un meilleur parti des richesses nationales du pays et contribueront, en tant que telles, à l'amélioration de son économie » (*in* LARREA, 1982 : 87).

La science — représentée ici par cet « organisme permanent » créé lui aussi en 1959, la fondation Charles-Darwin (FCD), qui projette l'installation d'une station biologique internationale dans l'archipel — est appelée comme auxiliaire de l'économie. Car c'est bien une conservation économique qui est le but de l'État équatorien aux Galápagos :

« Étant donné la géologie de l'archipel, la plus grande partie de la superficie des îles se compose de terres inaptées à l'agriculture, alors qu'elles constituent une richesse nationale qu'il est nécessaire de protéger pour profiter des îles dans le futur comme centre de recherche scientifique et comme pôle du tourisme mondial » (*id.* : 88).

L'axiome inauguré par la création du premier parc national américain, selon lequel l'espace protégé doit être « sans valeur » agricole ou minière (RUNTE, 1992), est ici explicite : c'est parce qu'elles sont « inaptées à l'agriculture » (bien que l'État ait lancé une campagne de colonisation agricole de Santa Cruz en 1956) que l'on transforme ces îles en parc national. Les autorités équatoriennes inscrivent cette loi dans la longue durée, puisqu'il s'agit de « profiter des îles dans le futur » : est-ce du « développement durable » avant la lettre ? La réponse est plutôt dans ce « pôle du tourisme mondial » à créer en même temps que la base biologique : l'objectif est bien le profit sur un marché mondial.

Mais l'établissement de la réserve naturelle est aussi un moyen pour faire accéder les Galápagos à une reconnaissance internationale, comme partie du territoire équatorien : quelle meilleure dénomination que celle de parc « national » pour affirmer la souveraineté d'un État sur une partie marginale de son territoire²⁴ ? La fondation du parc national des Galápagos a lieu sous l'égide de l'Unesco, et la fondation Charles-Darwin (FCD) est créée pour servir de tutelle internationale à la conservation des îles. La confirmation de la souveraineté équatorienne sur l'archipel se fait ainsi par un accord entre l'État et des organismes internationaux en s'inscrivant dans le champ, de dimension mondiale, de la conservation de la nature.

Toute l'histoire des Galápagos est une dialectique entre leur appartenance à des espaces réticulaires organisés par des acteurs étrangers et leur intégration à un territoire étatique à l'assise continentale, dans lequel elles sont excentrées. L'espace des Galápagos était ouvert aux Occidentaux mais

²⁴ Cette politique de sanctuarisation des frontières par des parcs nationaux a été systématique en Argentine, notamment vis-à-vis du Chili et en particulier dans des zones contestées de Patagonie (FISURCADE et URIBELARREA, 1992).

fermé pour les colons équatoriens, prisonniers de leurs îles et donc peu susceptibles d'être rejoints par des compatriotes volontaires. À partir des années quarante, l'État veut changer la donne : les Galápagos doivent être fermées aux étrangers, ou plus exactement ceux-ci doivent désormais payer pour en user, tandis que les îles doivent au contraire s'ouvrir aux Équatoriens. Pour y parvenir, l'État procède à l'internationalisation des juridictions ayant trait aux usages traditionnels des Galápagos par les étrangers, de façon à officialiser une participation équatorienne, dont on espère qu'elle va croître, à tous ces types d'exploitation. Et ce en transformant ce patrimoine insulaire en territoire, c'est-à-dire en espace où la société nationale, par l'intermédiaire de l'État, devrait « garantir à tout ou partie de ses membres des droits stables d'accès, de contrôle et d'usage portant sur tout ou partie des ressources qui s'y trouvent » (GODELIER, 1984 : 112). Mais pour cela, il faut accroître la population équatorienne des Galápagos en y créant et en y développant une économie capable d'attirer des migrants. On y parviendra en profitant de l'engouement des Occidentaux pour la nature des Galápagos, que le parc national et la station scientifique doivent stimuler : cette économie sera donc le tourisme. En effet, le tourisme permettra à la fois le peuplement de l'archipel et la recherche du profit privé et public, tout en étant une activité valorisée par une communauté internationale qui garantit, par le biais de la FCD et d'un parc national où des scientifiques américains et européens font des recherches, qu'elle est sans dommage pour la nature.

Des îles « naturalisées » par le Nord

Ce sont les polémiques au sujet de *l'Origine des espèces* qui assurent une place prépondérante aux Galápagos dans les sciences naturelles. En effet, la première expédition d'importance après celle du *Beagle* arrive aux Galápagos en 1872 : elle est américaine et dirigée par L. Agassiz, un géologue qui voulait remonter aux supposées sources géographiques de la théorie darwinienne pour la réfuter (BOWLER, 1995). À sa suite, et jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, une trentaine d'expéditions scientifiques se succèdent aux Galápagos, ce qui en fait, avant même la création du parc national, les îles les plus étudiées de la planète par les naturalistes. Ceux-ci les considèrent comme un espace ouvert, et les Équatoriens, qui voient une collusion entre les intérêts scientifiques et stratégiques des Occidentaux dans l'archipel (l'expédition d'Agassiz, par exemple, a utilisé le navire de guerre *USS Hassler*), ont alors beau jeu de déclarer que « les visites épisodiques aux Galápagos de scientifiques étrangers servent, à un moment ou un autre, des intérêts géopolitiques... » (SILVA, 1992 : 272).

Les deux tiers de ces expéditions sont américaines, et les autres essentiellement britanniques : le ton est donné, les sciences naturelles aux Galápagos sont une chasse gardée des Anglo-Saxons et en particulier des Californiens, grâce à leur proximité de l'archipel. L'historiographe de la FCD, l'Anglais G. CORLEY SMITH (1990 : 6) remarque à ce propos avec un brin de cynisme : « La collecte à grande échelle au nom de la science peut avoir contribué à empirer une situation qui n'était guère brillante mais, quelle que soit l'erreur, ces expéditions ont au moins prouvé de façon exemplaire l'intérêt soutenu de l'Angleterre et de la Californie pour les Galápagos. »

De la prédation
naturaliste
à la conservation
de la nature

**Des spécimens
peu utiles
mais si exotiques...**

Or l'importance scientifique de la collecte de spécimens, telle que la pratiquent ces expéditions, n'est pourtant plus aussi évidente que par le passé : dès la fin du XIX^e siècle, le laboratoire ou le terrain sont davantage les lieux du progrès des sciences naturelles que les musées et autres jardins zoologiques ou botaniques où s'accumulent les échantillons. Aucune nouvelle théorie ne s'appuie d'ailleurs sur les spécimens collectés aux Galápagos après ceux ramenés par Darwin, et si ces expéditions ont découvert de nouvelles espèces dans l'archipel et fait avancer la connaissance géologique de ces îles, ces progrès scientifiques ne nécessitaient pas des collectes de l'ampleur de celles qui furent alors réalisées.

Ces expéditions naturalistes répondent donc avant tout à d'autres demandes qu'à celles de la science. Elles sont surtout préoccupées d'accumuler les collections les plus grandes possibles pour le prestige de leurs institutions, sur le mode des expositions coloniales alors florissantes : l'exotisme de la nature fait écho à celui des cultures. Par exemple, l'Académie des sciences de Californie¹ rapporte 8 691 oiseaux de son expédition aux Galápagos, entre autres spécimens ; pendant son séjour dans l'archipel, le tremblement de terre de 1906 détruisit le musée de San Francisco, ce qui lui permit de justifier *a posteriori* l'utilité de ces gigantesques collectes. Or, au tournant du siècle, la dégradation de la nature des Galápagos atteint un point critique, car les ravages causés par les animaux introduits s'ajoutent aux déprédations des colons équatoriens, qui suivent les pillages des baleiniers : l'expédition californienne n'aperçoit ainsi qu'un seul phoque à fourrure dans tout l'archipel...

¹ Cette expédition passa un an aux Galápagos en 1905-1906 et donna son nom à la baie de Santa Cruz où a depuis été fondé Puerto Ayora : « Academy Bay ».

L'autre prétexte de ces naturalistes est donc de ramener le maximum de spécimens « pour les conserver dans des musées avant qu'il ne soit trop tard » (CORLEY-SMITH, 1990). Lorsqu'ils ne s'entassent pas dans des musées sous prétexte de science, les spécimens recueillis sont vendus à de riches collectionneurs ou à des zoos. Dans ces derniers, les naturalistes prétendent conserver, *ex situ*, des animaux dont les espèces sont en danger d'extinction ; mais surtout, les zoos commencent à attirer des foules urbaines avides de nature. R. Beck, un Américain qui a fait quatre expéditions aux Galápagos afin de collecter des tortues pour le compte de collectionneurs ou de parcs zoologiques, déclare ainsi :

« Dans un proche avenir, nous verrons probablement l'extinction de deux ou trois des espèces de tortues actuellement en vie et, bien que quelques spécimens des autres espèces puissent survivre plus longtemps, ils sont eux aussi condamnés à disparaître sous la pression de leurs ennemis. La facilité avec laquelle ces reptiles à la longévité remarquable peuvent être maintenus en captivité et la fascination du public pour ces tortues pesant 500 livres et

vieilles de plusieurs centaines d'années en font les pensionnaires rêvés pour les parcs zoologiques » (*in* BEEBE, 1924 : 223).

Les animaux les plus recherchés par ces collectionneurs sont donc, une fois de plus, les symboles des Galápagos, les tortues terrestres dont le nombre a considérablement diminué² et qui n'en sont que plus estimées sur le marché de la conservation *ex situ*; loin d'inciter les naturalistes à la prudence, la rareté des tortues accroît au contraire leur désir d'en ramener le plus possible, mortes ou vivantes, dans une course contre la montre et... les autres expéditions :

« À maintes reprises, les scientifiques, après avoir collecté des tortues sur une île, déclaraient que l'espèce de cette île était éteinte, jusqu'à ce qu'une nouvelle expédition découvre des survivants, qui étaient alors promptement écorchés et emportés comme précieux spécimens d'une espèce "en voie de disparition". Ces "derniers survivants" furent ainsi recueillis sur Pinzón par 4 expéditions différentes en 1897, 1898, 1900 et 1901, et cependant les membres de l'expédition de l'Académie de Californie, en 1905-1906, découvrirent 86 tortues sur cette île, qu'ils tuèrent et emportèrent pour les étudier » (THORNTON, 1971 : 137).

Beck (*in* BEEBE, 1924) signale qu'avant 1900, les expéditions scientifiques ont ramené « plus de 150 tortues »; celle de l'Académie de Californie en rapporte 266 à elle seule et parvient à collecter des spécimens des 15 espèces alors existantes³. La dernière grande expédition de collecte de tortues, en 1928, est celle de la New York Zoological Society (NYZS) : elle en capture 180 à Isabela, pour des zoos américains et australiens.

Organiser de telles expéditions coûte très cher : le prix d'une tortue vivante est donc élevé, alors que l'animal mort avait une faible valeur unitaire quelques décennies auparavant. Ce n'est pas seulement dû à la raréfaction croissante des tortues, mais à l'usage qu'on en fait : la tortue vivante, attraction dans un zoo public ou privé, a une valeur marchande supérieure à celle dont on extrait l'huile ou dont on consomme la chair. Le prix d'une même tortue varie ainsi selon que l'on estime qu'elle appartient à une espèce en danger et qu'elle est vendue dans des pays riches, ou qu'elle est considérée comme source de nourriture ou d'énergie et consommée dans un pays pauvre. Le prix que l'on accorde à la nature — ou à une espèce — dépend des représentations et de l'usage que l'on en a, et la différence à cet égard entre les sociétés des pays riches et celles des pays pauvres est au cœur de la problématique de la conservation de la nature. Aux Galápagos, elle se manifeste aujourd'hui dans le conflit entre les pêcheurs d'holothuries — qui en tirent des revenus au prix de la destruction des écosystèmes marins et littoraux — et les entreprises touristiques — qui vendent aux visiteurs du Nord une nature présentée comme « intacte ».

² En 1906, l'Académie des sciences de Californie a établi un état des lieux des tortues : les espèces de Floreana et Santa Fé étaient « éteintes », celles de San Cristóbal, Española et Fernandina « quasiment éteintes », et celles de Santiago, Pinta et certaines d'Isabela (non précisées) étaient « rares » ; seules les tortues de l'espèce de Santa Cruz et de celle de Pinzón étaient « peu rares » ou « abondantes » (EPLER, 1987).

³ Beck, qui faisait partie de cette expédition, est le dernier homme à avoir vu une tortue vivante de l'espèce de Fernandina : sitôt approchée, il tue la bête pour ramener sa dépouille, qui trône désormais au musée de San Francisco.

L'expédition que firent W. Beebe et ses collègues naturalistes dans l'archipel en 1923 est un exemple de l'usage et des représentations de la nature des Galápagos qu'ont les scientifiques américains au début du siècle.

Une expédition touristico-naturaliste en 1923 : le *Noma* de W. Beebe

Cette expédition est patronnée par la NYZS, et l'ouvrage de Beebe est un témoignage de la reconnaissance des scientifiques pour son mécénat. Mais celui-ci n'est pas désintéressé ; d'abord, l'expédition est chargée de collecter des spécimens pour la NYZS et l'American Museum, et Beebe signale qu'il a bien accompli sa mission : « Durant notre très courte expédition, nous avons été capables de collecter un grand nombre de créatures vivantes qui furent rapportées dans le Nord et ajoutées aux collections du parc zoologique » (BEEBE, 1924 : 12).

Aux Galápagos, l'expédition recueille vivants, pour la NYZS, des iguanes marins, des manchots, des cormorans aptères, des mouettes à queue d'aronde, des faucons, des moqueurs et des tourterelles. Pour l'American Museum, en revanche, les spécimens collectés sont empaillés à bord : une tortue géante, une famille d'otaries, et 42 iguanes terrestres avec des éléments de leur environnement — végétation, rochers et sable — à reconstituer en vitrine. Enfin, pour le Département d'études tropicales de la NYZS, l'expédition ramène 160 oiseaux, 150 reptiles, 200 poissons, 3 000 insectes, 100 plantes, etc., plus des peintures, dessins, photographies et un film. En réalité, le but de cette expédition est bien plus de faire découvrir aux publics américain et européen la nature que l'on voit « dans l'un des coins les moins visités de la terre », comme l'indique Beebe — et *Galápagos : World's End* est à cet égard un ouvrage fort bien illustré — que de faire de la science. C'est pourquoi, sur le *Noma*, deux conservateurs de musée, un taxidermiste, un préparateur, un pêcheur et un chasseur professionnels, trois peintres et un photographe travaillent à mettre en scène la nature des Galápagos ramenée à New York.

Mais l'expédition ne peut se contenter de n'être qu'une entreprise de communication et s'est donné une raison scientifique, d'où la présence à bord de trois chercheurs : outre W. Beebe, qui en est le directeur, on y trouve aussi un océanographe et un entomologiste. Cependant, ce rôle de caution assigné aux scientifiques du bord est confirmé par le fait que la véritable recherche est ensuite menée à New York par des naturalistes qui n'ont pas participé au voyage : ainsi, sur les 22 articles produits à partir des spécimens ramenés par le *Noma* et tous publiés dans *Zoologica* (la revue de la NYZS), seuls trois sont signés des membres de l'expédition. De toute façon, la brièveté de l'expédition empêchait tout véritable travail de recherche sur place : par-tis le 1^{er} mars 1923 de New York à bord d'un luxueux vapeur construit

spécialement pour l'occasion et équipé d'un matériel scientifique dernier cri, les naturalistes traversent le canal de Panama, arrivent aux Galápagos le 28 du même mois, et sont de retour à New York le 16 mai 1923. Beebe dit d'ailleurs, dans la première phrase de son ouvrage, qu'il aurait aussi bien pu l'intituler « 6 000 minutes aux Galápagos », car l'expédition n'a passé que 100 heures à terre dans l'archipel.

Celle-ci s'apparente donc davantage à une croisière touristique de luxe (on a amené un médecin et un chirurgien pour la sécurité des passagers) sur un bateau dont le directeur de la NYZS magnifie les performances techniques plus que la vocation scientifique... Le *Noma* et ses passagers préfigurent ainsi les croisières touristiques d'aujourd'hui aux Galápagos (cf. chapitre IV). Dans les années vingt, les navires équatoriens ne relient le continent à l'archipel qu'une ou deux fois l'an ; les moyens techniques supérieurs des étrangers continuent donc de leur ouvrir l'espace des Galápagos, qu'ils utilisent à leur guise. Le *Noma* n'a pas demandé d'autorisation aux autorités équatoriennes pour parcourir l'archipel et n'a pas fait relâche dans ses ports : par conséquent, dans l'ouvrage de Beebe, les insulaires n'existent pas et l'appartenance de ces îles à l'Équateur est à peine mentionnée. Pour les passagers du *Noma* comme pour les autres naturalistes, les Galápagos sont une terre de science, vide d'habitants, appartenant en principe à un lointain petit pays d'Amérique du Sud : un espace ouvert aux découvreurs de nature occidentaux. Mais ceux-ci vont bientôt vouloir, au contraire, refermer cet espace afin d'y protéger leur objet d'étude.

Comment les naturalistes occidentaux sont-ils passés, au début du xx^e siècle et aux Galápagos comme ailleurs, du rattassage systématique de la faune et de la flore à la volonté de les protéger *in situ*⁴ ? La réponse est triple et témoigne d'un basculement des représentations qu'ont les naturalistes de leur champ d'étude, la nature.

La première raison est le progrès scientifique ; certains naturalistes, reprenant les idées de Darwin, considèrent la nature comme un ensemble tout en la découpant selon un critère spatial : ils la localisent. L'écologie est fondée en 1866 par E. Haeckel, qui la définit comme « science des rapports entre des organismes et le monde extérieur, dans lequel nous pouvons reconnaître de façon plus large les facteurs de "la lutte pour l'existence" ». Cette nouvelle science de la nature, dans laquelle l'espace est primordial, met du temps à s'imposer : elle s'affirme grâce au renouveau de la pensée darwinienne dans les années trente, après que cette dernière a connu une éclipse au tournant du siècle lorsque les théories issues du lamarckisme suscitent un regain d'intérêt (Bowler, 1995). Les « néo-darwiniens » reprennent

La nouvelle préoccupation des naturalistes : protéger la nature *in situ*

⁴ C. Rothschild par exemple, après avoir financé deux expéditions de collecte de tortues aux Galápagos en 1897 et 1901, fonde en 1912 la « Société pour la promotion des réserves naturelles », qui établit la première liste des sites que leur intérêt scientifique désignait pour devenir des réserves spéciales (Nicholson, 1973).

le dessus en rapprochant la théorie de l'évolution de la génétique : or, cette « synthèse darwinienne » insiste sur l'espace géographique comme facteur de différenciation et d'évolution dans le monde vivant (MAYR, 1993). La formulation de cette théorie commence dans les années trente :

« Des naturalistes de terrain comme E. Mayr et J. Huxley s'intéressaient de plus en plus aux problèmes de biogéographie et commençaient à penser que les théories de Darwin sur la spéciation inspirées par les Galápagos étaient exactes » (BOWLER, 1995 : 282).

Le terrain — l'espace — joue donc un rôle aussi crucial pour les « héritiers de Darwin », comme E. Mayr qualifie son groupe de chercheurs, que pour leur maître. À la même époque, en 1935, le botaniste Tansley construit le concept d'écosystème, qui devient la pierre angulaire de l'écologie, science dont « l'autonomie repose sur la conception de systèmes assez localisés pour que leur comportement puisse être décrit globalement » (DROUIN, 1993 : 85). Le concept d'écosystème confirme ainsi l'importance de la localisation, et par conséquent de l'espace, dans l'écologie. Il n'est alors pas surprenant de retrouver Tansley et Huxley parmi les principaux promoteurs des réserves naturelles (NICHOLSON, 1973) : l'espace est bien devenu objet d'étude des sciences naturelles. Et pour les naturalistes en général et les néo-darwiniens en particulier, les Galápagos représentent l'archétype de l'espace à protéger pour son intérêt scientifique.

La deuxième raison qu'ont les naturalistes de vouloir conserver certains espaces pour en préserver la nature est liée à la création de parcs nationaux dans le monde entier. Divers pays développés ont emboîté le pas aux États-Unis (MOSLEY, 1992 ; McNAMEE, 1993) ; mais on assiste surtout dans l'entre-deux-guerres à la multiplication des réserves naturelles dans les pays latino-américains (AMEND et AMEND, 1992) et dans les colonies d'Afrique (RAFFIN, 1985 ; BONNER, 1994), où le cas le plus intéressant est celui du parc Albert, créé au Congo belge en 1925 : « Le geste était d'une importance capitale car ce fut le premier parc consacré à la recherche scientifique systématique [...] sous l'inspiration du professeur Van Straelen » (NICHOLSON, 1973 : 257).

Un parc national créé avant tout pour la recherche scientifique et dont le responsable, V. Van Straelen, sera, vingt-cinq ans plus tard, l'un des principaux promoteurs du parc national des Galápagos et le premier président de la fondation Charles-Darwin : la filiation est limpide. Alors que les premiers parcs nationaux avaient surtout pour but de servir de lieux identitaires à la nation américaine et cherchaient une rentabilité économique par le biais de leur exploitation touristique (CONAN, 1985 ; VIARD, 1990 ; RUNTE, 1992), ceux de l'entre-deux-guerres ont la science comme justification première, au

moins dans l'intention de leurs promoteurs occidentaux. Car ces naturalistes sont obligés de trouver des objets d'étude intacts, les écosystèmes qu'ils étudient chez eux étant rapidement modifiés, voire détruits (WORSTER, 1992). Ce courant scientifique au sein du mouvement de création de parcs nationaux trouve de précieux alliés chez les apôtres anglo-saxons de la préservation de la *wilderness*, inspirés par les écrits des Américains Thoreau, Muir et Leopold (NASH, 1989 ; OELSCHLAEGER, 1991 ; SCHABECOFF, 1993). Ceux-ci prônent la préservation de la nature en tant que telle, sans buts utilitaires, en la maintenant intacte de toute activité humaine. Or les naturalistes, pour lesquels les aires protégées sont destinées à être leur objet d'étude exclusif, approuvent l'idée selon laquelle on n'admet pas le public dans les laboratoires de recherche.

Enfin, la situation géopolitique des espaces intéressant les naturalistes est la troisième raison qu'ils ont de les protéger sous la forme de parcs nationaux, que l'on crée alors dans les pays disposant de grands espaces ou dans les colonies — ouest des États-Unis, dominions, Amérique latine, Afrique — mais presque pas en Europe ou dans l'est des États-Unis. C'est que les coûts politique et économique d'espaces réservés à la recherche scientifique et à un tourisme encore élitiste semblent trop élevés dans ces dernières régions, occupées par des activités rentables et habitées par des propriétaires-électeurs. Il est donc nécessaire de trouver ailleurs des espaces à protéger des activités humaines : comme les pays tropicaux ont en outre une grande richesse biologique qui attire les naturalistes, ce sont donc les colonies et les pays en situation « néo-coloniale », comme l'Équateur, qui s'y prêtent le mieux.

Aux Galápagos, les expéditions collectrices de tortues avaient déjà un prétexte conservationniste : il fallait les protéger des colons équatoriens, et c'était urgent :

« Ce n'est que ces dernières années que l'homme a envahi le territoire de ces grandes tortues, mais la rapidité avec laquelle elles sont en train d'être tuées et la raison de leur destruction nous laissent peu d'espoir qu'elles survivront longtemps » (Beck, in BEEBE, 1924 : 213).

Ce collecteur de tortues oublie qu'elles ont surtout été massacrées par des baleiniers américains, et ce non pas « ces dernières années » mais depuis un siècle : ce sont les agissements des Occidentaux aux Galápagos qui ont représenté jusque-là les pires menaces pour les écosystèmes insulaires. Mais au xx^e siècle, l'électricité a remplacé l'huile de baleine ou de tortue, les

La prise de possession des Galápagos par les naturalistes

phoques à fourrure ont été chassés jusqu'à leur quasi-extinction, et l'exploitation de la nature des Galápagos n'a donc plus de raison d'être pour les Occidentaux, sauf en ce qui concerne la pêche. À partir des années trente, le message sous-jacent dans la remarque de Beck va donc s'affirmer avec de plus en plus de force chez les naturalistes : les habitants des Galápagos sont les principaux ennemis de la conservation des îles.

Conscients que les Galápagos resteront équatoriennes, puisque les tentatives répétées des États-Unis et de la Grande-Bretagne de se faire céder l'archipel ont été vaines, les naturalistes n'ont alors d'autre solution que de convaincre l'État d'y créer une réserve naturelle. Ils cessent ainsi de considérer ces îles exclusivement sous l'angle de la nature pour y voir aussi un espace peuplé et appartenant à un pays souverain. Mais en même temps, l'évolution des sciences naturelles, les recherches sur des terrains vierges d'influence anthropique et la désignation des hommes comme menace pour les écosystèmes étudiés vont conduire les naturalistes à considérer les Galápagos comme un territoire où l'on protège la nature en fonction de la science, ce qui en exclut, *a priori*, les autres activités. L'espace des sciences naturelles ne serait-il pas celui des hommes ? : cette question domine la problématique de la conservation des Galápagos.

Or les naturalistes sont tentés d'y répondre par la négative lors de la création conjointe, en 1959, du parc national des Galápagos (PNG) et de la fondation Charles-Darwin (FCD), chargée d'y organiser la recherche scientifique comme de veiller à sa conservation grâce à l'installation de la station de recherche Charles-Darwin (SRCD) dans l'archipel. La mise en place de cet appareil scientifico-conservationniste aux Galápagos en fait ainsi un espace « naturalisé » par le Nord.

La création du parc national des Galápagos

Dans les années trente, l'Équateur connaît une forte pénétration de capitaux américains et britanniques tandis que la crise socio-politique provoquée par les conséquences de la Grande Dépression mondiale y atteint un paroxysme : 17 chefs d'État se succèdent à Quito. C'est dans cet État plus faible que jamais par rapport à ses principaux bailleurs de fonds, les États-Unis et la Grande-Bretagne (CUEVA, 1990), qu'un gouvernement transforme une grande partie des Galápagos en parc national sous la pression des naturalistes anglo-saxons.

En 1935 en effet, une expédition naturaliste américano-britannique conduite par V. von Hagen débarque à San Cristóbal et érige un monument à la mémoire de Darwin à l'endroit où il avait fait escale cent ans auparavant. L'acte symbolise la prise de possession des Galápagos par ces naturalistes désireux de s'y installer de façon permanente : à son retour, von Hagen

fonde le « London Galápagos Committee », qui doit recueillir des fonds pour l'établissement d'une station scientifique dans l'archipel. D'autre part, le président Roosevelt appuie les efforts de la « Smithsonian Institution » pour installer une station de recherche sur l'île de Baltra. La guerre survient avant que ces projets ne se réalisent, et la station scientifique prévue fait place à une base aéronavale...

Mais entre-temps, un décret gouvernemental, approuvé en 1936 par le « Chef Suprême de la République », établit un parc national sur l'ensemble des Galápagos à l'exception des îles peuplées de San Cristóbal, Floreana, et du sud d'Isabela⁵. Le préambule de la loi créant le parc national désigne les responsables de la détérioration de la nature insulaire : « Considérant : 1 - Qu'il existe le danger que la faune de l'Archipel de Colomb soit menacée d'extinction totale à cause des déprédations commises par des voyageurs et des touristes sans scrupules... » (*in* LARREA, 1982 : 85).

⁵ Santa Cruz, peuplée de quelques pionniers européens, faisait alors tout entière partie du parc national...

Ce ne sont pas les insulaires qui détruisent la faune des Galápagos mais les étrangers : c'est le point de vue inverse de celui des naturalistes occidentaux et le credo de nombreux responsables équatoriens actuels. Quant à l'efficacité de ce décret, « il n'y avait aucune autorité dans cet archipel faiblement peuplé qui fut en mesure de faire appliquer ces lois » (CORLEY SMITH, 1990 : 6), et tout continua donc comme avant. Car la première tentative de conservation *in situ* aux Galápagos échoue pour la même raison qui l'avait rendue possible : la faiblesse de l'État équatorien. Or, les naturalistes occidentaux « n'avaient jamais pu parvenir à s'unir pour organiser une association non gouvernementale qui aurait pu se substituer partiellement à l'autorité nationale » (CORLEY SMITH, 1990 : 7). Ils vont trouver de précieux appuis dans les organisations conservationnistes internationales de l'après-guerre, dont des naturalistes prennent la tête : le premier secrétaire général de l'Unesco est le néo-darwinien J. Huxley, qui lui donne une orientation conservationniste et appuie la fondation, en 1948, de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

C'est dans ce nouveau contexte qu'un éthologue allemand de l'Institut Max-Planck, I. Eibl-Eibesfeldt, effectue en 1954 une croisière scientifique aux Galápagos, vingt ans après les premières mesures équatoriennes de protection de la nature insulaire. Ce qu'il y voit l'horrifie :

« Nous nous rendîmes compte que les animaux y étaient encore persécutés [...]. Au voisinage des centres peuplés, nous constatâmes que les iguanes marins, les otaries, les tourterelles et bien d'autres animaux endémiques étaient rares ou avaient disparu. Des peaux de phoques et d'otaries, des carapaces de tortues, de jeunes tortues, voire même des manchots, nous étaient proposés par les colons contre de faibles sommes... » (EIBL-EIBESFELDT, 1959 : 8).

De retour en Europe, Eibl-Eibesfeldt alerte l'UICN ; dans son exposé, il insiste sur le fait que les membres de l'expédition « constatèrent l'inefficacité des lois lorsqu'aucune autorité responsable ne contrôle là-bas leur application ». Eibl-Eibesfeldt reçoit le soutien de naturalistes prestigieux, dont J. Huxley, devenu entre temps président de la Royal Society, R. Heim, président de l'UICN et directeur du Muséum national d'histoire naturelle de Paris, S. Dillon Ripley, président de l'International Council for Bird Preservation (ICBP), et R. Bowman, de l'université de Californie (UCLA). Ces hommes gagnent l'appui crucial de l'Unesco, qui exauce les vœux du naturaliste allemand en lui confiant une mission aux Galápagos pour évaluer l'état de la faune et recenser les lieux susceptibles d'accueillir une station scientifique.

Par ailleurs, Dillon Ripley a collecté des fonds auprès de *Life Magazine* et de la NYZS, ce qui permet à deux journalistes, dont un photographe, de faire partie de l'expédition ; comme le soulignera EIBL-EIBESFELDT (1959) dans son rapport :

« *Life Magazine* était intéressé par la mission car il prévoyait de publier un long article sur les Galápagos à propos de l'ouverture du "Centenaire de l'Origine des espèces". L'article de *Life* ferait de la publicité pour le projet de l'établissement d'une station aux Galápagos, et nous espérions de la sorte éveiller l'intérêt du public pour notre projet de conservation » (*op. cit.* : 9).

Le sens de la publicité remarquable de cette mission ouvre le chapitre des relations ambiguës entre conservationnistes et médias aux Galápagos. Les représentants de l'Unesco parcourent l'archipel pendant quatre mois en 1957, constatent que la faune, malgré les déprédations à proximité des villages, reste abondante, et retiennent l'île de Santa Cruz pour établir la station de recherche.

À son retour, Eibl-Eibesfeldt publie un article (1957) dont le titre — « Le paradis animal des Galápagos sera-t-il sauvé ? » — cadre avec l'idéologie des promoteurs occidentaux du PNG : ils se sentent investis d'une mission pour sauver un paradis réservé aux animaux (et à ceux qui les étudient). Dans cet article, Eibl-Eibesfeldt recense les espèces animales menacées par l'homme et proclame que « ce serait une honte pour notre siècle si nous ne pouvions pas mettre un terme à cette incurie » (*op. cit.* : 17). Parmi ces animaux en danger, Eibl-Eibesfeldt insiste sur le cas des tortues, pour lesquelles il prône la constitution de centres d'élevage où elles pourraient se reproduire à l'abri, ce qui implique la création d'une station biologique. Or... « [...] les conditions pour fonder une telle station sont aujourd'hui favorables, puisqu'on peut compter sur l'aide des habitants européens de souche et des autorités équatoriennes » (*op. cit.* : 18).

C'est l'homme qui menace les animaux des Galápagos, mais pas les habitants européens des îles, parti pris opposé, on l'a vu, à celui des autorités équatoriennes. Bien que cette distinction entre insulaires soit vraie dans la mesure où les pionniers européens ont des représentations de la nature plus proches des naturalistes que la plupart de leurs voisins équatoriens, ce sont pourtant des Occidentaux qui achètent les animaux proposés par les colons.

L'autre raison avancée par Eibl-Eibesfeldt pour installer une station biologique est d'ordre scientifique :

« D'importants problèmes d'ordre éthologique ne sont pas encore éclaircis [...]. Des problèmes d'ordre taxonomique sont insuffisamment expliqués [...]. Une station biologique régionale rendrait possibles des études exhaustives sur place et faciliterait les mesures de protection dans l'archipel » (*id.*).

La station biologique sert la conservation des Galápagos, puisque celle-ci est liée à la recherche naturaliste : l'équivalence est clairement posée. L'article souligne enfin l'urgence des mesures à prendre : « [...] car déjà des organismes veulent ouvrir au trafic touristique les îles Galápagos [...]. Par bonheur des réactions ralentissent l'exécution de cet envahissement touristique » (*id.*).

Cette mise en garde est cocasse lorsque l'on sait que la FCD va être l'un des promoteurs de l'exploitation touristique de l'archipel. Mais elle illustre l'esprit général des naturalistes, qui revendiquent, au nom de leur propre usage de la nature, d'organiser de façon restrictive, voire exclusive, l'utilisation des Galápagos. Cette conservation est donc d'origine et à vocation corporatiste tout en prétendant assurer un intérêt commun, voire « universel » : la science représente ici une caution que les naturalistes pensent être objective, neutre, et par là même acceptable par tout le monde.

Plus que des articles cependant, c'est la présentation du rapport d'Eibl-Eibesfeldt (1959) au XV^e Congrès international de zoologie, en 1958, qui est déterminante pour la création du PNG. Or, c'est la première année que ce congrès a une section de conservation : un groupe d'éminents naturalistes emmené par Heim, Dillon Ripley et Huxley — le groupe comprend aussi J. Dorst et T. Monod — lui soumet une déclaration sur les Galápagos. Celle-ci insiste sur « [...] l'urgence extrême qu'il y a de sauvegarder la faune et la flore des Galápagos ; et accueille chaleureusement le projet, à l'initiative de l'UICN, d'établir dans l'archipel une station biologique internationale associée au nom de Darwin, pour la recherche et pour assister les autorités de l'Équateur dans leur tâche de conservation » (DORST, 1959 a : 4).

Le Congrès adopte la résolution à l'unanimité, et « à une époque où le besoin de protéger la nature était encore peu compris, la bénédiction de cet éminent Congrès international fut d'une aide précieuse pour gagner de l'importance par rapport au gouvernement de l'Équateur » (CORLEY SMITH, 1990 : 9).

À partir de là, tout va en effet très vite : 1959 est l'année cruciale. D'abord parce que c'est à l'occasion de cette Année géophysique internationale que 12 États décident de réserver l'Antarctique à « des usages pacifiques », avant tout scientifiques : « Les intérêts stratégiques et commerciaux étant ainsi soumis à des restrictions, la science et la conservation se trouvèrent dans le rôle, plus satisfaisant là qu'ailleurs, de légataires universels. Il y avait enfin un continent pour la science » (NICHOLSON, 1973 : 275).

Si les naturalistes ont réussi à obtenir un continent, l'archipel suivra : ils utilisent le traité de l'Antarctique pour montrer leur influence internationale au gouvernement équatorien. Car l'Antarctique est l'exemple d'un espace dont la conservation, à vocation scientifique et gérée par des naturalistes, est garantie par la communauté internationale. Si les naturalistes ne peuvent « geler » tout à fait de la même façon les Galápagos — territoire peuplé appartenant à un État —, ce traité symbolise leurs conceptions de la conservation comme leurs prétentions à être les « légataires universels » de l'archipel.

Ensuite et surtout, 1959 est le centenaire de la publication de *l'Origine des espèces*, et comme le remarque DORST (1959 a) : « Nous devons profiter de cet anniversaire pour créer cette station biologique ; ce serait sans doute le plus bel hommage au père des géniales théories de l'évolution » (*op. cit.* : 17).

Or, vingt-quatre ans auparavant, à l'occasion d'un autre centenaire darwinien, l'expédition von Hagen s'était soldée par un échec ; la raison pour laquelle les naturalistes tiennent cette fois-ci à s'implanter durablement aux Galápagos est clairement exposée dans le rapport d'Eibl-Eibesfeldt, qui souligne :

« Les lois, à elles seules, ont prouvé qu'elles étaient insuffisantes pour protéger la faune et la flore des Galápagos [...]. Si l'on veut un contrôle efficace et permanent des Galápagos, on a besoin d'une base, et la mesure la plus urgente à prendre est l'établissement d'une station biologique [...]. Des mesures aussi contraignantes sont justifiées étant donné la grande valeur des Galápagos, non seulement pour l'Équateur mais aussi pour le reste du monde » (EIBL-EIBESFELDT, 1959 : 25).

Ce que Eibl-Eibesfeldt réclame là n'est autre chose qu'un droit d'ingérence de la communauté internationale pour protéger efficacement un patrimoine de l'humanité (le terme ne sera officialisé par l'Unesco que vingt ans plus tard), tâche dont on juge que le propriétaire légal, l'État équatorien, est incapable de l'assumer.

Le 20 juillet 1959, le gouvernement équatorien crée le parc national des Galápagos sur 97 % de la superficie terrestre de l'archipel, en excluant seulement 8 enclaves colonisées sur les îles de San Cristóbal, Santa Cruz, Isabela

et Floreana (un site portuaire et une zone agricole sur chacune de ces îles), ainsi que Baltra, entièrement aux mains des militaires. Comment les naturalistes des pays du Nord ont-ils convaincu le gouvernement équatorien de transformer la quasi-totalité des Galápagos en parc national et, surtout, d'y autoriser l'installation d'une base scientifique internationale permanente ?

En faisant valoir l'intérêt économique qu'aurait l'Équateur à adopter de telles mesures, ce pourquoi Eibl-Eibesfeldt fait flèche de tout bois : « Les phoques à fourrure constitueraient une importante source de revenus si on leur permettait de redevenir abondants » (*op. cit.* : 22).

Contredisant son article de *Science et Nature*, il fait aussi remarquer : « Les Galápagos peuvent devenir une importante attraction pour les touristes, mais seulement si elles sont protégées en tant que réserve de faune, comme celles de l'Afrique ou des États-Unis » (*op. cit.* : 23).

Et Dorst, envoyé en mission aux Galápagos par l'Unesco en 1959 pour choisir le lieu d'implantation de la station scientifique, surenchérit : « Les Galápagos abritent des richesses naturelles de très grande importance pour l'évolution économique de l'Équateur [...]. Les eaux marines de l'archipel sont en effet particulièrement riches en organismes marins, dont une exploitation rationnelle, reposant sur une base scientifique sérieuse, peut accroître dans une mesure appréciable le potentiel économique équatorien » (DORST, 1959 b : 3).

Si l'État équatorien paraît accepter l'initiative des naturalistes, il n'aura pour autant cessé de circonscrire leur action tout en sachant tirer avantage de la situation nouvelle que ceux-ci créent dans l'archipel. Mais au début, l'Équateur se contente d'intervenir dans la conservation de l'archipel par le biais de deux actes juridiques : le décret présidentiel du 20 juillet 1959 qui crée le PNG, et celui du 15 février 1964, signé par la Junte militaire, entérinant le droit octroyé à la fondation Darwin d'installer une station de recherche internationale aux Galápagos. Ainsi, jusqu'à la création du « Servicio Parque Nacional Galápagos » (SPNG) — l'administration équatorienne du parc — en 1968, la FCD est seule responsable de la conservation des Galápagos : situation comparable à celle de l'Antarctique.

Les statuts de la « fondation Charles-Darwin pour les Iles Galápagos », créée le 23 juillet 1959 à Bruxelles, la définissent comme une « organisation de caractère scientifique, internationale, non gouvernementale, sans but lucratif et légalement reconnue sous la juridiction belge » (FCD, 1988 : 9).

Elle a pour mission de « [...] coopérer avec le gouvernement équatorien à la conservation de la faune et la flore des îles Galápagos, sur terre et sur mer, en établissant une station scientifique dans l'archipel pour réaliser des

Les débuts de la fondation et de la station de recherche Charles-Darwin

recherches qui lui permettront de fournir aux autorités compétentes toutes les données nécessaires pour assurer la conservation du sol, de la faune et de la flore, la protection de la vie sauvage, de l'environnement naturel de l'archipel et de la mer alentour » (*id.*).

C'est sans doute le seul cas d'organisation internationale implantée sous la forme d'une base scientifique dans un pays souverain pour l'aider à conserver la nature sur une partie de son territoire. Cependant, le fait que la FCD soit une ONG réduit l'empiètement de cet organisme étranger sur la souveraineté nationale, car elle ne dispose que d'une faible marge de manœuvre face aux autorités équatoriennes, qui peuvent résilier leur accord avec elle ou menacer de le faire sans que cela entraîne de conséquences diplomatiques majeures. De plus, d'après ses objectifs statutaires, la fondation est seulement chargée de « fournir des données aux autorités compétentes » pour conserver les Galápagos. Cette ONG n'a donc aucun pouvoir réel et dépend du bon vouloir de l'État équatorien pour mettre en œuvre les politiques de conservation qu'elle préconise : c'est là l'un des principaux problèmes auxquels elle va se heurter.

⁶ Pour compenser le poids des Européens, les Équatoriens obtiennent le poste de vice-président de la FCD, et les Américains la direction d'un Secrétariat pour les Amériques, mais il s'agit alors de fonctions honorifiques.

⁷ Scott est allé aux Galápagos en 1959 avec une équipe de la BBC Television, dont le film aida à diffuser l'idée de conserver l'archipel : selon NICHOLSON (1973), c'est un naturaliste averti des moyens financiers et médiatiques nécessaires pour lancer une organisation conservacionniste.

⁸ Le 1^{er} article du 1^{er} numéro du bulletin de la FCD, écrit par C. Bonifaz (1963), s'intitule « *El Ecuador y las islas Galápagos* ». Après avoir retracé l'histoire des Galápagos équatoriennes, Bonifaz conclut :
(suite page ci-contre)

Dans cette situation précaire, la seule arme efficace des conservacionnistes étrangers semble être la renommée mondiale de leur organisation : en 1959, le premier Conseil exécutif de la FCD est un aréopage de conservacionnistes pour la plupart européens⁶. Le président honoraire de la FCD, britannique, est le célèbre biologiste évolutionniste et premier secrétaire général de l'Unesco, J. Huxley ; son président, belge, est le précurseur reconnu des parcs nationaux à vocation scientifique, V. Van Straelen ; l'Équatorien L. Jaramillo (alors ambassadeur auprès de l'Unesco) en est le vice-président, et J. Dorst, du Muséum de Paris, le secrétaire général. Le Secrétariat pour les Amériques échoit à R. Bowman, de l'université de Californie (UCLA). Enfin, les autres membres du Conseil sont le Suisse J. Baer (ex-président de l'UICN), l'Équatorien C. Bonifaz (ambassadeur d'Équateur en France), le Français F. Bourlière (qui préside alors à la fois l'UICN, le Programme biologique international et la Conférence des Nations unies sur la biosphère), le Britannique P. Scott⁷ (vice-président de l'UICN et cofondateur, en 1961, du WWF), l'Allemand B. Rensch, et les Américains S. Dillon Ripley (président de l'« International Council for Bird Preservation »), R. Taylor et H. J. Coolidge (l'un des fondateurs de l'UICN — qu'il dirigera de 1966 à 1972 — et premier président de la Commission internationale des parcs nationaux).

À l'exception des Équatoriens, les membres de ce premier Conseil, tous naturalistes, sont surtout des notables de la conservation de la nature à l'échelle mondiale. Les fonctions prestigieuses des membres de sa direction donnent un poids évident à la fondation face à l'État équatorien et compensent ainsi

la faiblesse de son statut d'ONG : la protection de la nature des Galápagos semble bien être un objectif primordial pour la communauté internationale. En se faisant représenter au Conseil par deux de ses plus importants diplomates, l'État équatorien montre qu'il accorde une attention particulière à la FCD, mais aussi qu'il situe d'emblée cet intérêt sur le plan des relations internationales : il s'agit plus de maîtriser ou d'infléchir les actions de la fondation aux Galápagos afin d'en tirer un avantage économique pour l'Équateur⁸, que de réfléchir aux moyens de les conserver.

La tâche principale de la fondation, à ses débuts, est l'installation d'une base de recherche sur une île peuplée des Galápagos. Lors de sa mission de 1957, Eibl-Eibesfeldt avait écarté San Cristóbal et Floreana parce que leurs écosystèmes étaient déjà trop endommagés, et Isabela à cause du pénitencier. Reste Santa Cruz, où la biodiversité est la plus importante et qui offre en outre le triple avantage d'être située au centre de l'archipel, assez proche de la piste d'aviation de Baltra et peuplée d'Européens dont les naturalistes veulent se faire des alliés. En 1959, l'Unesco charge Dorst de retenir un site définitif pour l'implantation, qu'il choisit à 2 km du village de Puerto Ayora : « Le fait d'être proche des lieux habités, tout en n'étant pas à leur proximité immédiate, permet de bénéficier de tous les avantages de cette situation, tout en évitant de multiples inconvénients matériels et psychologiques que présenterait une promiscuité trop étroite » (DORST, 1959 b : 10).

⁸ (suite) « Économiquement, nous avons le droit de penser que les recherches d'aujourd'hui pourront être dans de nombreux cas des sources de richesses dans le futur. [...] il est logique de supposer qu'en ce lieu reconnu de pêcheries que sont les Galápagos, on tirera du travail scientifique un profit industriel immédiat » (op. cit. : 3).

La station Darwin, base scientifique et site de visite touristique. De gauche (le hall Van Straelen n'est pas visible, encore plus à gauche) à droite : les ateliers, le centre administratif, les dortoirs pour étudiants/volontaires, le réfectoire (terrasse en bord de mer), la bibliothèque, le laboratoire de biologie marine (édifice blanc), le nouveau bâtiment des sciences en construction (l'ancien est invisible, derrière la cantine), les logements pour scientifiques visiteurs et cadres de la station, et la maison du directeur (à l'extrême droite).



Le choix d'éloigner la base du village pour ne pas souffrir de la « promiscuité » se révélera être une erreur : ce site retiré va devenir, au gré de la personnalité des directeurs de la station et de leurs relations avec la population, un ghetto pour scientifiques étrangers, une base sur le modèle de celles de l'Antarctique mais au voisinage d'une bourgade à la forte croissance.

Au début, les rapports entre colons équatoriens et scientifiques sont marqués par une méfiance réciproque : les premiers sont gênés par l'arrivée de ces *gringos* qui parlent à peine espagnol et leur interdisent de consommer des tortues ; CORLEY SMITH (1990) parle des « efforts de Snow [troisième directeur de la station] pour réconcilier les habitants des îles avec la conservation » (*op. cit.* : 12), et ce dès 1963... Mais lorsque les habitants de Puerto Ayora voient qu'ils ont davantage intérêt à tirer parti des touristes — scientifiques ou pas — attirés par la réputation de la station qu'à continuer de manger des tortues, les relations s'améliorent, d'autant plus que la SRCD en embauche plusieurs à partir de 1964.

Eibl-Eibesfeldt a vu juste : avec les pionniers européens, les relations sont d'emblée bien meilleures, car ils connaissent parfaitement le milieu insulaire, sont intéressés par la nature et, disposant de petites embarcations, ils fournissent une aide précieuse aux travaux de reconnaissance naturaliste de l'archipel⁹, la station n'obtenant un bateau qu'en 1964. De plus, jusque dans les années soixante-dix, la SRCD embauche des pionniers européens — surtout allemands — à des postes de responsabilité, notamment comme capitaines et gérants ; après quoi ceux-ci préfèrent se livrer à une activité plus lucrative, le tourisme. La station Darwin a permis aux pionniers européens de consolider leur avantage sur les colons équatoriens dans ce champ : ils ont appris le tourisme au cours des croisières scientifiques qu'ils guidaient dans l'archipel¹⁰, ont accumulé ainsi un petit capital dans une économie encore très peu monétarisée, et grâce à leur fréquentation des chercheurs en mission, ils ont étendu leur réseau de connaissances, ébauché avant l'installation de la base naturaliste, en Europe et aux États-Unis.

Les premiers travaux de construction de la SRCD commencent en 1960, dans des conditions d'isolement et de pénurie très difficiles : les communications avec le continent sont peu fréquentes et irrégulières, et Puerto Ayora ne compte pas un magasin ; il faut donc acheter la nourriture aux colons et attendre le bateau de Guayaquil, chaque trimestre. L'ornithologue suisse Levêque, premier directeur (1960-1961) d'une station qui n'a alors qu'un seul membre, fait venir des travailleurs du continent pour construire la base : dès ses débuts, la FCD contribue ainsi à l'immigration de main-d'œuvre peu qualifiée. Levêque parvient à terminer un laboratoire et un atelier, à constituer un herbier et à éliminer, avec l'aide de quelques colons, les chèvres sur

⁹ B. MOITESSIER (1982) témoigne de l'intérêt et de l'aide que la famille De Roy apporta aux scientifiques en mission. D'autres pionniers collaborent à l'occasion avec les naturalistes de la SRCD : c'est un Norvégien qui signale à Snow qu'il reste quelques tortues sur San Cristóbal. Un autre Norvégien publie dans le bulletin de la FCD un article sur « les changements biologiques de Santa Cruz de 1935 à 1965 », qualifié de « grande valeur » par l'éditeur. Mais certains pionniers européens jouent aussi des tours pendables à la station, comme les Angermeyer, qui déposent une tortue sur l'île de Santa Fé, d'où l'espèce locale a en principe disparu ; quelle n'est pas l'excitation des scientifiques avant qu'ils ne se rendent compte de la supercherie !

¹⁰ Tui De Roy par exemple, aujourd'hui photographe à succès et guide internationale à bord des prestigieuses croisières Lindblad, fit ses débuts en promenant des naturalistes étrangers sur Santa Cruz ; elle revendique d'ailleurs le titre de « premier guide des Galápagos »...

l'îlot de Plazas Sud, avant de démissionner début 1962. Il est remplacé par le Français Brosset, qui doit concentrer la plupart de ses efforts d'étude et de conservation sur Santa Cruz, à cause du manque de moyens de transport de la station¹¹.

Lorsque le Britannique Snow prend la direction de la station, en 1963, les premiers scientifiques en mission ont commencé de l'utiliser comme base logistique pour leurs recherches. Mais ce n'est que le 20 janvier 1964 que la SRCD est officiellement inaugurée. Ce jour-là, l'assistance réunie sous les *opuntia* — il n'y a pas de local assez grand pour accueillir tout le monde — est impressionnante, malgré des difficultés de transport considérables : il n'y a pas de route à travers Santa Cruz et les passagers doivent être acheminés par bateau de Baltra à Academy Bay, soit 6 heures de traversée. L'assemblée comprend deux membres du gouvernement militaire de l'époque, le président de la FCD, les ambassadeurs des pays la soutenant (États-Unis, Royaume-Uni [alors Corley Smith], Belgique, France, Allemagne), des représentants de l'Unesco et des principales universités équatoriennes. De plus, l'événement a été prévu de façon à coïncider avec l'arrivée à la station, en provenance de Californie, de 66 scientifiques emmenés par Bowman dans le cadre du « Galápagos International Scientific Project »... Le caractère scientifique, conservacionniste et international de l'institution est ainsi affirmé avec force, et cautionné au plus haut niveau par les autorités équatoriennes¹².

Même solennité lorsque, le 15 février 1964, le gouvernement équatorien et la FCD signent un accord de coopération pour une durée de vingt-cinq ans renouvelables, qui rappelle les domaines d'action des deux parties ; son 20^e article stipule ainsi :

« Rien dans le présent accord n'affecte et ne pourra affecter la souveraineté de l'Équateur sur son Archipel de Colomb, ni la souveraineté et la juridiction proclamées par l'État sur les eaux adjacentes à son territoire, souveraineté et juridiction auxquelles la FCD se soumet expressément » (*in* LARREA, 1982 : 94).

Les naturalistes ne peuvent qu'accepter :

« [...] il convenait que l'Équateur nous garantisse l'indispensable liberté d'action pendant une période assez longue pour que nous puissions réaliser notre programme de recherches et amortir nos investissements, au moins sur le plan scientifique. En revanche, notre fondation devait s'engager en termes formels à respecter la législation équatorienne et à collaborer avec les autorités dans les domaines de la conservation et de la science » (DORST, 1964 : 13).

Cet accord, renouvelé pour 25 autres années en 1989, explique pourquoi la FCD ne peut rien faire qui aille à l'encontre des intérêts — au sens large —

¹¹ Un article de BROSSET (1963) sur l'état de la faune montre la faiblesse des moyens d'investigation de la station à ses débuts et l'ignorance concomitante des naturalistes sur l'archipel. Il y écrit par exemple que « les tortues terrestres semblent totalement éteintes à Floreana, Española et San Cristóbal » : on découvrira les années suivantes des tortues sur ces deux dernières îles. Ou encore : « Actuellement, les destructeurs de tortues sévissent à Marchena » (*op. cit.* : 5-9) : or il n'y a jamais eu de tortues sur Marchena...

¹² En janvier 1994, le 30^e anniversaire de la SRCD illustre cruellement la perte de prestige de l'institution : on n'y voyait aucun représentant de la FCD, d'ambassade, d'institution internationale ou du gouvernement équatorien, ni même de responsables politiques locaux ; seuls étaient présents, outre le personnel de la station qui avait été convoqué, un fonctionnaire subalterne du SPNG et une poignée de vieux habitants, dont aucun pionnier européen...

de l'État équatorien aux Galápagos. Le projet de disposer d'une base internationale pour se substituer à des autorités nationales défaillantes et veiller ainsi à la conservation des Galápagos a donc fait long feu quelques années à peine après la création du PNG... Dès lors, la FCD a, de fait, choisi de troquer son rôle d'organisation conservacionniste pour celui, potentiellement moins subversif, de base pour naturalistes. Et ceux-ci ne sont pas prêts à abandonner ces facilités — qu'il faut « amortir » — pour combattre des pratiques dangereuses pour la conservation des Galápagos si leurs auteurs ont l'appui de l'État.

La période pendant laquelle le Britannique Perry dirige la SRCD (1964-1970) est aujourd'hui considérée comme l'âge d'or de cette institution qui, après avoir connu trois responsables en quatre ans, profite de ces six années pour s'installer véritablement dans les îles. En 1964, la station prend possession du premier d'une longue série de bateaux, tous nommés *Beagle* : le *Beagle II* (le I était celui de Fitzroy et Darwin) permet aux scientifiques de mieux circuler dans les îles. De plus, la SRCD est alors la première institution à donner du travail à Santa Cruz ; elle continuera d'y créer des emplois jusqu'à la brutale réduction d'effectifs de 1993. Enfin et surtout, la station s'engage alors dans plusieurs politiques qui définissent son action jusqu'à aujourd'hui : recherche d'un intérêt mutuel avec les grandes entreprises de tourisme, « éducation » de la population locale, protection *ex situ* d'espèces parmi les plus symboliques des Galápagos et éradication des chèvres (cf. chapitre VIII). Cependant, et malgré la lente mise en œuvre de ces objectifs, la station Darwin semble avant tout destinée à être une base logistique pour scientifiques occidentaux.

Les Galápagos et les sciences naturelles aujourd'hui

Les Galápagos seraient-elles des « îles pour la Science » ? L'expression est de J. Dorst (1974), dont la représentation de ces îles frôle parfois le scientisme mystique : « Chaque biologiste, une fois dans sa vie, devrait aller en pèlerinage aux Galápagos, où est né l'un des plus grand succès de la Science » (DORST, 1963 : 147). Lieu de pèlerinage, certes, mais aussi et surtout « laboratoire » ; J. HUXLEY (1964) écrit ainsi, à propos de la création de la station Darwin :

« Le remarquable projet que nous sommes en train d'inaugurer est destiné non seulement à commémorer ce grand événement [la visite de Darwin aux Galápagos] mais à conserver le plus possible de cet unique laboratoire naturel constitué par l'archipel des Galápagos, et à faciliter les recherches ultérieures grâce à la fondation Darwin » (*op. cit.* : 3).

Et Huxley de conclure :

« Faisons des Galápagos un mémorial vivant de Darwin, pas seulement un musée de l'évolution en marche mais un important laboratoire pour l'avancement de l'écologie évolutionniste... » (*op. cit.* : 9).

L'année où J. Huxley faisait ce projet pour les Galápagos, la FCD crée la « Commission scientifique consultative », dans laquelle les Américains, moins nombreux qu'en 1959 dans un Conseil exécutif où ils n'ont jamais eu de poste élevé, fournissent en revanche la majorité des membres. Ce nouvel organisme a pour mission « de conseiller la fondation sur les mesures à prendre pour préserver le patrimoine naturel des Galápagos, de préparer le programme de recherches scientifiques et de donner un avis sur les programmes de travaux soumis au Conseil de la fondation par les chercheurs désireux de séjourner à la station » (Dorst, 1965 : 21).

La création de cette Commission reflète ainsi l'influence prise par les scientifiques américains au sein d'une fondation alors dirigée par des conservatinnistes européens¹³. Comme les membres du Conseil ont, pour la plupart d'entre eux, de hautes fonctions dans d'autres organisations conservatinnistes internationales et ne se réunissent qu'une ou deux fois l'an, la réalité du pouvoir de la FCD réside alors dans la Commission, qui décide des programmes de recherche à soumettre à la décision du Conseil, lequel, comme le souligne Dorst, « sera ainsi déchargé d'une partie de ses tâches, placées entre les mains de spécialistes incontestés, pour ne garder que les lourdes attributions et responsabilités d'un *Board of Trustees* » (*op. cit.*). Ainsi, qui contrôle la Commission maîtrise l'accès scientifique aux Galápagos, à l'importance considérable dans le champ mondial des sciences naturelles.

C'est donc dès la moitié des années soixante, une fois la station mise en état de marche, que la FCD semble avoir pris la forme d'une organisation avant tout préoccupée de garantir la permanence des recherches des naturalistes occidentaux aux Galápagos par le biais d'une base. Selon le vice-président de la FCD pour l'Amérique du Nord, professeur d'herpétologie à l'université du Nouveau-Mexique :

« Les raisons de l'importance des Galápagos dans la recherche naturaliste sont la présence de la station Darwin comme base scientifique, le fait que ce soit une tradition historique de faire des sciences naturelles dans cet archipel, ainsi que le nombre considérable de publications spécialisées sur ces îles : la partie logistique est fondamentale dans ce type de recherche. À cela s'ajoute le fait que les Galápagos sont un parc national, ce qui maintient des conditions naturelles » (H. Snell, comm. pers., juillet 1993).

La station a bien un rôle « fondamental » dans la recherche sur les Galápagos : mais pour qui ?

¹³ Le président de la Commission consultative est J. Wiggins, de l'université de Stanford. Parmi les 27 autres membres, on compte 15 Américains de plus, parmi lesquels deux anciens du Conseil exécutif de la FCD... ; les autres sont européens.

Chercheurs

Des entretiens avec deux scientifiques travaillant à la station Darwin et deux chercheurs en mission, comme l'analyse d'un projet de recherche dirigé par des responsables de la FCD, sont un moyen de voir comment se répartissent les tâches et les crédits dans la science qui s'élabore aux Galápagos.

En 1993, la station traverse une crise profonde : elle ne compte que trois chefs de départements scientifiques sur les six prévus, et deux d'entre eux sont sur le point de démissionner. Si le pessimisme des chercheurs interrogés cette année-là est peut-être moins d'actualité aujourd'hui, ce qu'il reflète semble en revanche être structurel.

S. Abbedrabo est une entomologiste équatorienne ; le financement annuel de ses travaux est assuré par la Frankfurter Zoologische Gesellschaft (FZG), qui verse 12 000 US\$, et par le WWF, qui lui en donne 8 500 :

« C'est très peu, j'aurais besoin de bien plus d'argent pour engager des assistants ; de plus, le FZG exige que les fonds soient employés uniquement pour l'étude des organismes introduits et non pour les ressources humaines (laborants, aides de terrain, etc.). Or il n'y a pas de suivi du travail à la SRCD, lorsque je suis revenue de mon « post-doc » en Autriche, les collections entomologiques étaient perdues, faute d'entretien. Il n'y a pas de donateurs particuliers pour les insectes, ce n'est pas un thème populaire ; et lorsque les institutions font des dons, c'est pour éradiquer, pas pour protéger. »

Cette biologiste estime que la station n'est plus dans son rôle :

« Avec la croissance démographique, les problèmes de la conservation ont augmenté et sont maintenant incontrôlables. Tout le monde demande à la station des actions qui ne sont pas de son ressort : l'éradication de plantes et d'animaux, la collecte des ordures, etc. Notre rôle devrait être de faire de la science pure, mais aujourd'hui, ce sont les scientifiques en mission qui en font. »

H. Valdebenito est chilien et chef de l'aire botanique. L'impossibilité de faire de la recherche à la station tient selon lui aux raisons suivantes :

« On passe son temps, ici, à remplir des formulaires pour obtenir n'importe quoi, de l'essence pour le véhicule tout-terrain, du papier, de la main-d'œuvre, etc. Je me suis constamment senti employé en dessous de mes capacités : par exemple, dans le programme de protection de la flore endémique de Santiago par des enclos, le travail de botaniste consiste à sélectionner les endroits concernés ; mais ensuite, la direction des travaux d'acheminement du matériel, de construction et de toutes les tâches annexes aurait pu être assumée par un ingénieur ou un administrateur, pas par un botaniste : la station n'a pas besoin de PhD pour ce genre d'emploi. Je pense que la

station devrait faire du conseil auprès du SPNG en écologie et en conservation avec des spécialistes dans ces disciplines, mais pas avec des scientifiques naturalistes. »

Or, d'après Valdebenito, les scientifiques de la station avaient autrefois la possibilité de faire davantage de recherche :

« Je suis frustré du point de vue scientifique. Il existe une grande différence entre la station d'aujourd'hui et celle des années 1960-1970 : en 1972, lorsqu'il occupait mon poste, O. Hamman passait 95 % de son temps à faire de la science pure, travaux desquels il a pu tirer des articles qui l'ont beaucoup aidé dans sa carrière. Moi, j'ai passé 70 % de mon temps à résoudre des problèmes administratifs, et le reste dans des questions de science appliquée, et je n'ai rien publié. »

Les scientifiques en mission sont donc aujourd'hui les seuls à faire réellement de la recherche aux Galápagos, selon Valdebenito :

« La station est fameuse grâce aux scientifiques en mission, mais pas grâce aux siens. Il existe de bonnes relations entre les chercheurs en mission et ceux de la station, mais pas de collaboration scientifique : en quatre ans, je n'ai pas pu cosigner un seul article. Nous nous chargeons de la présentation générale des Galápagos et de la logistique, eux font de la recherche. »

Ces propos permettent de tirer un enseignement débordant le cadre des Galápagos pour s'appliquer à d'autres aires protégées : le recrutement des scientifiques par les organismes conservacionnistes parce qu'ils ont une formation en sciences naturelles s'avère souvent inadapté aux tâches qu'ils doivent accomplir, ce qui conduit ces chercheurs à se sentir floués et à se reconnaître une certaine incompetence pour le travail demandé. Car les problèmes de conservation ne relèvent pas tant des sciences naturelles que des sciences sociales.

Cette idée fait lentement son chemin dans des organisations conservacionnistes dominées par des naturalistes : c'est sans doute pourquoi certains d'entre eux se mettent aux sciences sociales. Le projet intitulé « The Galápagos Islands Biosphere Reserve : an Analysis of Biological Diversity and Human Impact » date de 1990 ; les président, vice-président et secrétaire général de la FCD en font partie. Son objectif est de « quantifier les caractéristiques de la biodiversité des Galápagos et d'examiner les impacts humains sur celle-ci » (SNELL, 1990 : 1). Pour y parvenir, son volet biologique veut combiner une base de données informatique, un système d'information géographique et de l'imagerie satellite pour établir deux modèles prédictifs sur l'évolution de la biodiversité aux Galápagos. Quant au travail en sciences sociales, il doit aussi déboucher sur la constitution d'un modèle quantitatif visant à définir

les usages humains des îles et à prévoir leur avenir. L'équipe se qualifie d'« internationale et interdisciplinaire » : elle ne compte pourtant qu'un Équatorien contre cinq Américains, et quatre naturalistes pour deux « écologues humains » ; ainsi l'herpétologue MacFarland dirige les recherches en sciences sociales.

Ce projet se justifie parce qu'« il n'existe aucune étude systématique de la biodiversité aux Galápagos [et] que les effets qu'ont et qu'auront différents facteurs sur la biodiversité sont inconnus » (*op. cit.* : 6). Le fait qu'aucune étude systématique en écologie (sans parler des sciences sociales) n'ait été jusqu'alors entreprise ni même demandée par la FCD pourrait être un aveu d'échec de la part des responsables de cette institution. Mais c'est plutôt un moyen de convaincre les bailleurs de fonds d'investir dans un projet défini et mené à bien par ces mêmes personnes. Or les sommes jugées nécessaires à la réalisation de ce projet laissent rêveur : l'équipe a déjà réuni 327 000 US\$ donnés pour l'essentiel par des fondations scientifiques ou/et naturalistes américaines (mais la FCD a apporté 39 000 US\$: il est utile de la diriger), et en demande 153 000 de plus à l'Usaid. Le budget prévu pour ce projet est donc de 480 000 US\$, soit plus que ceux de la station de recherche (450 000) ou de l'administration du parc (250 000) la même année...

Ce type de projet soulève plusieurs questions sur cette recherche en conservation de la nature, en vogue puisqu'elle obtient des crédits confortables. D'abord, l'application de méthodes dérivant des sciences naturelles à une population humaine dont on pense pouvoir quantifier les usages de la nature afin d'en construire un modèle prédictif caractérise l'idéologie naturaliste de ces scientifiques : la société des Galápagos est vue comme une sorte d'écosystème dont on prévoit de transposer les enseignements dans d'autres pays sous-développés (*op. cit.* : 2-3), sans tenir compte des différences entre ces sociétés. Ensuite, la mise en avant de la technique au détriment du terrain (cinq mois prévus en biologie et deux en sociologie) dans cette procédure scientifique, outre le fait qu'elle vise à justifier son coût exorbitant, sert deux objectifs. D'une part à légitimer la position des chercheurs dans leur propre champ scientifique : un programme coûteux et technique est bien considéré. D'autre part, c'est une façon insidieuse de définir la place du scientifique dans la société et le rôle de la science dans celle-ci : le chercheur est ici un expert/technicien qui établit un diagnostic et des scénarii d'évolution naturelle et sociale, et qui doit fournir des réponses techniques, quantifiées et utilisables par les décideurs.

Ce scientisme gestionnaire reste dans le cadre tracé par ces décideurs sans pouvoir le questionner, ce qui est pourtant le propre de toute démarche

scientifique : une science qui ne pose pas de questions ne peut trouver de réponses. La seule quantification de la réalité sert éventuellement à prendre des décisions, mais elle ne peut les infléchir en faisant réfléchir les décideurs : elle a perdu sa fonction critique, son objectif est de se justifier elle-même. Ces scientifiques se limitent à remettre entre les mains des décideurs les résultats produits par des « outils technologiques » (sic), en leur fournissant ainsi la caution indiscutable de la scientificité, ce qui permet de faire l'économie d'une réflexion politique (KALAORA, 1993). Or, dans la conservation d'une aire protégée, ce sont bien les décisions politiques qui priment, puisqu'il s'agit en définitive d'arbitrer entre différents usages de la nature et de faire des choix sur les coûts de sa conservation.

Ce genre de question ne semble pas effleurer le troisième type de chercheur présent aux Galápagos, le scientifique en mission.

G. Key, spécialiste des animaux introduits, est professeur d'écologie à la Manchester Metropolitan University :

« En 1992, j'ai pris contact à Quito avec A. Carrasco et C. MacFarland, qui m'ont dit qu'ils cherchaient un écologue de ma spécialité mais qu'ils n'avaient pas d'argent et ne pouvaient donc pas m'engager. Mon projet actuel est de mener une étude sur les rats introduits à Santa Cruz ; je fais en peu de temps ce que j'aurais dû accomplir si j'avais pu travailler à la station. Mon budget est de 5 000 dollars, fournis par mon université, la Royal Geographical Society et diverses autres institutions. »

Interrogée sur l'intérêt que présentent pour elle les Galápagos, Key se dit attirée par... « leur situation, car ici je peux observer la diffusion du rat brun qui est arrivé dans l'archipel il y a huit ans, et son impact sur les autres espèces. Je pourrais faire cette étude dans d'autres parties du monde mais ici c'est encore bien conservé, les Galápagos sont un exemple de conservation au niveau mondial, avec des îles encore vierges, et la renommée des Galápagos est immense dans le milieu naturaliste : par exemple, mes étudiants ne savaient pas exactement où elles se situaient, mais tous voulaient venir travailler ici ».

Quant au rôle de la station de recherche Charles-Darwin aux Galápagos, Key pense qu'il est :

« d'orienter et d'organiser les travaux scientifiques : c'est une base. Il est important que la SRCD soit internationale, parce que la science est internationale. L'écologie en relation avec la population est essentielle : l'homme fait partie de l'écologie. Le rôle scientifique de la SRCD est important, mais elle ne peut justifier ses financements en faisant de la science pure ».

Enfin, à propos de l'avenir des Galápagos, Key estime que « ... le fait que les îles soient peuplées est dommage, mais c'est irréversible. L'avenir dépend des gens qui vivent et travaillent ici ».

P. Grant est lui aussi anglais mais professe aujourd'hui à Princeton. Ses travaux sur les pinsons de Darwin l'ont rendu célèbre au-delà même du cercle de ses confrères, comme en témoigne un article de *The Independent* (2-8-1994) : Grant y est qualifié de « témoin de la création », dont l'œuvre « restera dans l'Histoire scientifique comme l'une des grandes études de cas menée sur le terrain ». Depuis une vingtaine d'années, Grant travaille une, deux, voire trois fois par an sur l'îlot de Daphné et d'autres îles désertes des Galápagos.

Ses travaux portent sur « ... l'écologie, l'évolution et le comportement des pinsons de Darwin, de manière à comprendre la diversification évolutive du groupe entier. Les pinsons de Darwin fournissent un paradigme pour l'évolution de plusieurs espèces à partir d'un ancêtre commun. Ils vivent dans un environnement qui, dans la plupart des cas, n'a pas été affecté par les activités humaines ».

Interrogé sur le rôle de la station, Grant répond que celle-ci « a toujours aidé la science aux Galápagos depuis que nous y travaillons. Il y a davantage de conservation à la SRCD depuis vingt ans, car son personnel et son budget ont augmenté. Par exemple, le projet d'élevage des tortues était modeste, alors qu'il est aujourd'hui important et accompagné d'un projet similaire pour les iguanes ».

Grant pense que la responsabilité des scientifiques étrangers dans la conservation de l'archipel consiste à « ... être très attentifs à la conservation des ressources biologiques des Galápagos. Ils devraient fournir de l'aide chaque fois qu'ils le peuvent, chaque fois qu'on le leur demande. Cela prend d'habitude la forme d'avis techniques d'experts ».

Grant n'a pas révélé le budget dont il disposait, mais il est de notoriété publique que celui-ci est important car il bénéficie du système associant les institutions donatrices à la station.

Ces deux chercheurs montrent comment leurs représentations des Galápagos et leur rôle de scientifique sont influencés par leurs recherches. La première travaille dans une île peuplée sur un animal introduit ; le second étudie un animal endémique dans des îles désertes : Key pense que la station ne peut pas se consacrer à la science pure, alors que Grant se félicite de l'aide qu'elle lui a toujours apportée pour le faire. Les responsables de la FCD soutiennent les coûteux programmes de Grant sur les pinsons, mais affirment à Key que la station « n'a pas d'argent » pour travailler sur les rats, qui causent pourtant des ravages dans la faune insulaire et bien des soucis à la population.

Key et Grant s'accordent à dire que la station fait du bon travail de conservation. On peut supposer que Key le dit par prudence, car elle a envie de continuer à travailler aux Galápagos, à l'« immense renommée », ou par ignorance, puisqu'elle ne connaît alors pas grand-chose des îles. Alors que Grant, membre du Conseil exécutif de la FCD depuis 1980, met en avant la vitrine de l'institution en matière de conservation : les programmes d'élevage en captivité des tortues et des iguanes. Mais ces deux chercheurs diffèrent notablement sur un point : Key pense que la conservation ne se fera pas sans les habitants, alors que Grant s'intéresse exclusivement à l'étude des oiseaux.

À travers les dits et les silences de ces entretiens avec des scientifiques en mission appartenant à deux générations, on devine l'évolution qu'a connue l'archipel durant ces vingt dernières années. On y travaille maintenant, bien que timidement, sur les rats introduits et non plus seulement sur les pinsons qui l'ont rendu célèbre : c'est en soi une différence fondamentale pour ces naturalistes, qui détermine leur regard sur les Galápagos. Key regrette certes que les îles soient peuplées, mais elle l'accepte d'autant plus que cela justifie sa présence scientifique aux Galápagos, puisque les rats y ont été amenés par les hommes : elle fait dépendre l'avenir de l'archipel de ses habitants. Grant, lui, ne mentionne pas la population, car il ne la voit pas : il passe deux ou trois jours enfermé à la station pour mettre au point sa logistique avant de séjourner un ou deux mois dans les îles puis de s'embarquer directement à Baltra dans l'avion du retour vers Princeton.

Or les scientifiques qui travaillent, comme Key, sur les animaux introduits ou, plus largement, sur un thème lié à la conservation des Galápagos sont extrêmement minoritaires parmi les chercheurs en mission qui utilisent la station comme base : c'est ce que montre le recensement des recherches menées dans l'archipel depuis 1960.

L'immense majorité des recherches conduites aux Galápagos est le fait de scientifiques en mission. Les recenser est une préoccupation très récente à la FCD ; ce n'est qu'en 1993 qu'elle a pour la première fois tenté d'établir un registre, rétroactif, des scientifiques en mission¹⁴.

Comme en d'autres lieux et dans d'autres domaines scientifiques, les États-Unis sont les premiers, en nombre de chercheurs, en crédits pour la recherche et en publications ; de plus, les Américains ont une longue tradition scientifique aux Galápagos. Mais deux autres raisons expliquent cette hégémonie américaine comme la seconde place des scientifiques allemands. D'une part, les organisations américaines et allemandes représentent 94 % des contributions des fondations naturalistes au budget de la station Darwin.

Des recherches menées par des scientifiques en mission

¹⁴ Celui-ci, très lacunaire, a été complété par d'autres sources ; mais le nombre de missions recensées ici (505), bien que largement représentatif, est inférieur à la réalité : en 1979, Corley Smith signale ainsi, sans indiquer de sources — puisqu'il n'y en a pas — que la station a accueilli « plus de 500 missions » depuis ses débuts.

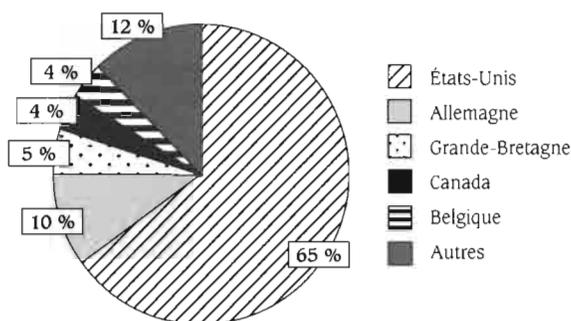


FIG. 1 — Origine des scientifiques en mission à la station Darwin (1960-1994).

Sources : *Noticias de Galápagos* (1960-1994), rapport WALSH (1993), pré-rapport Chellis (1994) : N = 505.

Or, ces grandes fondations ont mis au point un système dans lequel, en contrepartie de dons substantiels à la FCD, leurs membres sont exemptés de la taxe (18 US\$ par jour et par personne en 1994) que cette institution prélève sur tout scientifique travaillant aux Galápagos (FCD, 1993 : 19). Étant donné le coût par ailleurs très élevé de la recherche dans l'archipel, ce système avantage donc les chercheurs des institutions donatrices, prioritaires pour bénéficier de la logistique de la station. D'autre part, l'hégémonie américano-allemande chez les chercheurs en mission est probablement due au fait que les directeurs de la station et les présidents de la FCD ont été exclusivement allemands ou américains de 1970-1973 à 1997. Il s'est donc constitué un réseau scientifique reliant des institutions naturalistes et des universités des pays du Nord aux Galápagos, où la station Darwin sert de base logistique pour mener des travaux en science fondamentale.

La part minime consacrée par les scientifiques en mission à la recherche sur la conservation de l'archipel est en effet frappante (cf. fig. 3). Toutes les études effectuées en sciences sociales (dont la plupart portent sur le tou-

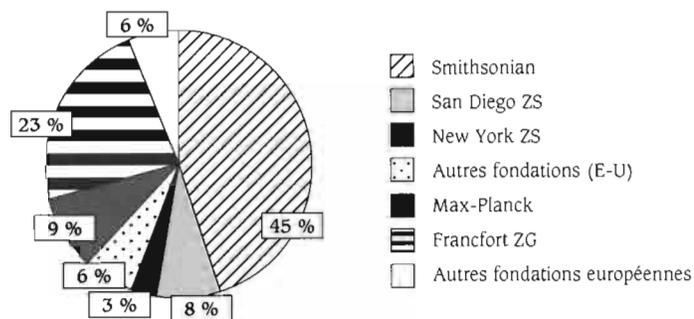


FIG. 2 — Financement de la SRCD par les fondations naturalistes (1960-1993).

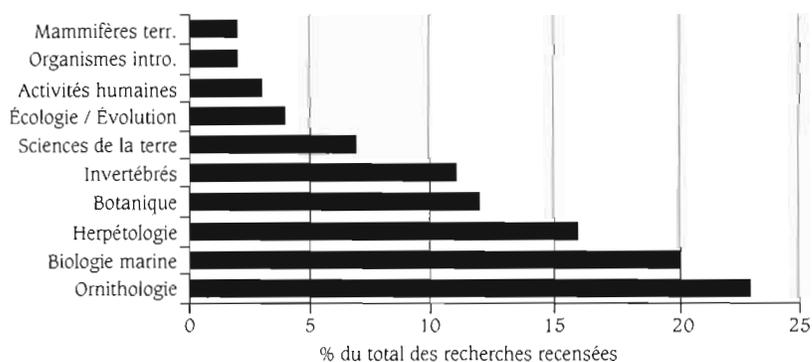
Source : Informe general sobre ingresos de diversas fuentes de financiamiento a la Estación Científica Charles Darwin durante los años 1960 a 1993 (SRCD, 1994).

risme, le parc national ou les politiques de conservation) ne regroupent que 3 % du total contre, par exemple, 8 % consacrées aux seuls pinsons. Comme le fait remarquer l'un des rares chercheurs en sciences sociales à avoir travaillé à la station :

« Plusieurs milliers d'études ont été publiées sur les Galápagos et l'auteur a cependant été incapable d'en trouver dix qui traitent des implications sociales et économiques du tourisme. Il serait naïf de croire que les îles pourraient être gérées seulement à partir d'informations biologiques et géologiques » (EPLER, 1992 : 33).

Parmi les 97 % de recherches naturalistes, celles pouvant se rapporter à des questions de conservation sont aussi extrêmement minoritaires: les études sur les organismes introduits ne représentent que 2 % de l'ensemble. Enfin, les recherches portant sur l'écologie et l'évolution, c'est-à-dire impliquant une vision globale de l'archipel, ne constituent que 4 % du total. Ainsi, 91 % des recherches menées aux Galápagos sont spécialisées dans les domaines traditionnels des sciences naturelles (au sens large, y compris les sciences de la terre, l'océanographie et la climatologie), et sont sans ou de peu de rapport avec la conservation de ces îles.

Fig. 3 — Recherches des scientifiques en mission à la station de 1960 à 1993.



Source : cf. fig. 1 :
N = 505.

La proportion des différents domaines d'études est en partie influencée par la spécialité des naturalistes à la tête des organes directeurs de la FCD. Cela semble évident lorsqu'on voit que 5 chercheurs totalisent 16 % du total des missions effectuées aux Galápagos depuis la première année où l'un d'entre eux y a commencé ses travaux, en 1976. Ainsi, sur les 476 missions recensées entre cette date et 1994, l'ornithologue P. Grant en a effectué au moins 23 (5 % de l'ensemble des missions recensées), l'herpétologue H. Snell 16 (3 %), le zoologiste F. Trillmich 14 (3 %), l'ornithologue T. Anderson 11

(2 %) et le biologiste marin P. Glynn 9 (2 %). Ces scientifiques appartiennent tous à la direction de la fondation (FCD, 1994, annexe 19) : ils utilisent ainsi les facilités offertes par leur poste de responsabilité au sein de l'institution pour mener dans l'archipel des recherches relevant d'une carrière scientifique. La FCD est pourtant chargée de la conservation des Galápagos et revendique haut et fort cette mission : les membres de son comité directeur devraient donc, en principe, lui accorder du temps. Or, pour ne s'en tenir qu'à P. Grant, qui a la plus grande ancienneté dans un poste de responsabilité à la FCD, il n'a assisté à aucune des neuf réunions de ce Conseil ou de l'Assemblée générale tenues entre 1991 et 1994 (FCD, 1994, annexe 19), alors qu'il est venu toutes ces années poursuivre ses recherches aux Galápagos : peut-être ne croit-il plus à la vocation conservacionniste de l'institution ?

Les principaux domaines de recherche des scientifiques en mission aux Galápagos ne s'expliquent pas seulement parce que oiseaux et reptiles sont les animaux terrestres les plus représentés dans l'archipel. D'autres facteurs entrent en jeu. Le poids de l'ornithologie (23 % du total des recherches) est probablement dû au fait que les ornithologues ont pris une part importante à l'histoire de la FCD depuis ses débuts : rappelons que Dillon Ripley, Levêque, Bowman, entre autres, étaient ornithologues. Mais il y a une autre raison : il est plus facile d'obtenir des crédits et l'accord de la FCD en présentant un programme d'étude sur les albatros que sur les escargots¹⁵, car c'est meilleur pour la diffusion médiatique des travaux de la station, ce qui se vérifie dans les documentaires télévisés sur les Galápagos. L'importance des recherches en herpétologie (16 %) est à relier au fait que le président de la FCD entre 1984 et 1997 appartient à cette discipline, ainsi que l'un de ses vice-présidents. Mais surtout, les programmes de conservation des tortues et des iguanes terrestres sont centraux dans la stratégie de promotion mise en œuvre par l'institution (cf. chapitre VIII).

La biologie marine constitue un cinquième des missions scientifiques aux Galápagos : cette discipline est un enjeu, car la mer est aussi utilisée par les pêcheurs et les entreprises de tourisme. Cependant, le type de recherches menées par les scientifiques en mission n'est d'aucun secours pour la FCD. En 1992 par exemple, lorsque la fondation a été sommée par le gouvernement équatorien de fournir une étude sur les holothuries afin d'étayer sur des bases scientifiques son opposition à leur exploitation, elle n'a pu en trouver une seule dans la bibliothèque de la station et elle ne disposait pas alors de biologiste marin. L'UICN a dû venir à la rescousse en expédiant depuis l'île de Guam, en 1993, une équipe de biologistes marins pour la réaliser. En revanche, les eaux des Galápagos sont le domaine incontesté,

¹⁵ G. Coppo, membre du Conseil exécutif de la FCD, comm. pers., octobre 1993.

par les conservationnistes de la FCD tout au moins, des recherches en biotechnologies financées par de puissantes entreprises des pays du Nord : ainsi une étude menée en 1987 associait une organisation scientifique privée et une compagnie pharmaceutique, toutes deux américaines (POMPONI et VAN HOEK, 1987).

En « naturalisant » les Galápagos par leur conception de la conservation, l'installation d'une base de recherche permanente, les nombreuses expéditions scientifiques et la diffusion internationale d'une image idyllique de ces îles afin de stimuler les donations pour la station, les naturalistes du Nord ont à nouveau stimulé leur exploitation économique. L'accord passé entre la FCD et l'État équatorien en échange d'une présence permanente de ces naturalistes aux Galápagos stipulait en effet que la conservation de l'archipel devait aider à son développement : or celui-ci passe par le tourisme.



Le rattachement
au monde

La mainmise du tourisme de réseaux sur les Galápagos

Le tourisme est indissociable des réseaux de transports et de communications. On peut distinguer deux politiques touristiques en fonction de l'importance qu'elles accordent à ces réseaux, et donc du type d'entreprises qu'elles favorisent, les pratiques de ces dernières se traduisant par divers impacts sur la région réceptrice.

La politique du « tourisme de réseaux » est fondée sur la canalisation rapide et le bref stockage des flux de vacanciers : c'est une itinérance organisée et tarifée par des agences de voyage, des compagnies aériennes et des opérateurs touristiques faisant circuler les clients dans leurs réseaux qui s'étendent au monde entier (CAZES, 1992 a, 1992 b ; WACKERMANN, 1994 ; PORTER, 1995). La rentabilité du tourisme de réseaux repose, d'une part, sur l'accroissement des flux touristiques et l'accélération de leur rotation grâce à l'emploi de moyens de transports performants et, d'autre part, sur la transformation des lieux visités en produits de consommation grâce au façonnement de leur image par les médias¹.

La politique du « tourisme territorial » vise en revanche à réduire, une fois les voyageurs arrivés à destination, l'importance des réseaux touristiques non contrôlés par les acteurs locaux afin que les bénéfices tirés du séjour de ces visiteurs profitent au mieux à ceux qui les accueillent. Si cette condition s'accompagne d'une perturbation minimale du milieu hôte, ce type de tourisme peut être assimilé à l'écotourisme, c'est-à-dire à « un voyage responsable dans la nature qui soutient les efforts pour la conservation et le développement durable » (Boo, 1992).

L'État équatorien, les experts en tourisme et/ou en conservation et les entreprises touristiques proclament que les Galápagos sont une destination emblématique de l'écotourisme, au point que l'augmentation du nombre d'entrées

La mise en place du tourisme de réseaux

Le tourisme de réseaux

¹ L'expression « tourisme de réseaux » est employée dans un article de marketing touristique (CHAZAUD, 1993), dans lequel elle exprime la recherche de rentabilité maximale par les entrepreneurs les plus performants du secteur.

au PNG est prise comme exemple de la croissance mondiale de ce marché (BOO, 1990; BLANGY, 1993b; WALLACE, 1993). Or, depuis que l'on a commencé à se préoccuper de l'organisation du tourisme aux Galápagos, dans les années soixante, c'est la politique de tourisme de réseaux qui a toujours été privilégiée.

Un tourisme organisé par l'entreprise privée

En 1966, le gouvernement équatorien commande un rapport sur « le développement du potentiel touristique aux Galápagos » à des naturalistes, dont D. Snow, ancien directeur de la SRCD. Ces derniers se montrent très optimistes :

« Sa faune et sa flore, ses paysages impressionnants ainsi que son histoire étrange dotent l'archipel d'un potentiel touristique quasi illimité qui, s'il est exploité de manière adéquate dans le cadre d'un parc national, pourrait convertir les îles en l'une des plus importantes ressources économiques du pays, et fournirait à leurs habitants un mode de revenu alternatif » (GRIMWOOD et SNOW, 1966 : 7).

Une fois vérifié l'enthousiasme des naturalistes, l'État demande l'année suivante une autre étude, dont les responsables sont cette fois des experts en marketing du cabinet d'expertise américain « Arthur D. Little Inc. ». Choix judicieux et novateur, puisque cette firme est considérée comme pionnière dans le mode de fonctionnement d'entreprises en réseaux (PACHE et PARAPONARIS, 1993). Définissant l'organisation du tourisme de réseaux toujours en vigueur dans ces îles, ce document est essentiel pour comprendre les Galápagos d'aujourd'hui.

Ses auteurs soulignent d'emblée l'avantage comparatif des Galápagos sur le marché touristique du subcontinent : « Nous croyons que les Galápagos pourraient se convertir en la principale attraction touristique de l'Équateur. Les Galápagos sont uniques. Aucun autre pays d'Amérique du Sud n'a de zone touristique directement comparable. Les Galápagos pourraient être à l'Équateur ce que le Machu-Picchu est au Pérou » (JENNINGS *et al.*, 1967 : 1).

Pour ces experts, il importe de rentabiliser la rareté que la singularité écologique des Galápagos leur confère dans le domaine touristique. Ce faisant, ils enclenchent un processus ne pouvant que réduire cette singularité, car les fins et les moyens économiques de son exploitation sont, eux, universels : le rôle de ces experts est de faire de ces îles un produit marchand qui supporte la concurrence d'autres destinations.

Jennings et ses collègues recommandent ainsi d'offrir des croisières de trois ou quatre jours aux Galápagos, ce qui faciliterait leur insertion dans un tour de sept ou huit escales en Amérique du Sud et, surtout, garantirait leur

rentabilité : « Si toutes les excursions étaient prévues pour une durée de 3 ou 4 jours, la rentabilité augmenterait, puisque on obtient davantage de revenus lorsqu'on vend la même cabine pour un parcours de 3 jours puis pour une excursion de 4 jours que si on ne la vend qu'une seule fois pour un voyage de 7 jours » (*op. cit.* : 14).

Cette rotation rapide de la clientèle, qui entraîne l'augmentation tendancielle du nombre des visiteurs du PNG et celle, concomitante, des profits, est aujourd'hui la norme du tourisme dans l'archipel.

La clientèle visée par ce rapport est américaine, et il faut lui fournir des prestations conformes à ses habitudes : « Il est très important que le bateau d'excursion soit bon, propre et confortable. Il doit être entièrement doté d'air conditionné, car le touriste américain est habitué aux hôtels, autobus, avions et bateaux à air conditionné » (*id.*).

Cette exigence d'air conditionné est une conception du voyage comme bulle et une représentation du monde comme artifice : le touriste doit respirer partout le même air lorsqu'il parcourt la Terre. Mais elle implique aussi que les entreprises aient les moyens de la satisfaire ; c'est pourquoi le rapport Jennings conseille de confier l'organisation des croisières aux Galápagos à la plus grande entreprise de tourisme équatorienne :

« Les grandes agences de voyage américaines ont des doutes et une certaine méfiance vis-à-vis des opérateurs touristiques d'Amérique du Sud [...]. Nous voulons insister sur le fait que ces réserves ne s'appliquent pas au cas de Metropolitan Touring [...] Nous recommandons donc instamment que l'on charge Metropolitan Touring de toutes les négociations avec les grandes entreprises de tourisme américaines intéressées par les Galápagos » (*op. cit.* : 20).

C'est la raison pour laquelle Metropolitan Touring (MT) a été la première entreprise à effectuer des croisières régulières aux Galápagos et domine aujourd'hui encore le tourisme dans l'archipel. MT a aussi été choisie parce qu'elle bénéficiait de l'appui intéressé de la fondation Darwin, qui compte tirer profit de l'utilisation systématique des médias préconisée par ce rapport pour faire connaître les Galápagos dans le monde. La publicité et les visiteurs que MT amènera à l'archipel apporteront des fonds à la FCD : le financement de la conservation par le tourisme², l'un des objectifs de l'écotourisme, est ainsi mis en place aux Galápagos bien avant son invention officielle dans les années quatre-vingt.

Le rapport Jennings est appliqué à la lettre : dès 1968, MT acquiert un paquebot qui embarque ses passagers à Guayaquil ; mais c'est une trop grande perte de temps pour des touristes pressés et, en 1970, l'entreprise loue un

² Le lien à faire entre tourisme et conservation est revendiqué dans un bulletin de la FCD de l'époque : « Il a été prouvé qu'en échange du privilège de visiter des îles comme les Galápagos, les touristes sont tout à fait disposés à fournir de l'argent aux stations de recherche [...]. Ce sont des avantages pratiques et positifs qui découlent du tourisme [...]. Si l'on demande au public de donner de l'argent à une réserve naturelle, c'est une obligation morale que de lui fournir des facilités d'accès raisonnables. Cela profite à la cause de la conservation » (MOUNTFORT, 1970 : 12).

avion militaire pour acheminer ses passagers aux Galápagos. MT inaugure ainsi le tourisme de réseaux dans l'archipel : elle est à la fois agence de voyage et opérateur touristique, et combine transports aériens et croisières.

Or, dès 1970, les conséquences de l'alliance entre le tourisme de réseaux et les conservationnistes aux Galápagos sont dénoncées, dans le propre bulletin de la FCD, par un scientifique clairvoyant :

« Depuis un an, des dizaines d'annonces, plus alléchantes les unes que les autres, emplissent les magazines, invitant le touriste à visiter le dernier paradis des bêtes, perdu en plein Pacifique [...]. Une trop large publicité ayant été faite en faveur des Galápagos, les profiteurs de l'incontestable regain d'intérêt pour la nature n'ont pas perdu leur temps. La conservation de la nature et la promotion du tourisme semblent désormais indissociables. L'une et l'autre dépendent parfois des mêmes organisations ; on serait même tenté de se demander si la protection de la nature n'est pas devenue l'instrument de la plus formidable affaire touristique de tous les temps [...]. Tel qu'il est organisé, le tourisme ignore les quelque 2 800 habitants, qui ne participent en rien aux énormes profits de cette nouvelle forme d'exploitation des îles Galápagos. On est en droit de craindre sérieusement que la population résidente se désintéresse de la protection de la faune, dont elle ne tire aucun avantage. L'activité future de la station pourrait s'en trouver considérablement entravée » (SCHAUENBERG, 1970 : 8-9).

Mais personne ne prête alors attention à cet avertissement : l'heure est au développement touristique effréné, et il faut d'abord essayer d'organiser les visites du parc national. Et puisque le SPNG récemment créé n'a aucun moyen d'action, cette tâche est confiée à MT, qui a choisi, avec l'aide de la station, les sites de visite. Trois impératifs, commerciaux plutôt qu'écologiques, sont privilégiés dans la sélection des sites : rapidité, commodité et caractère spectaculaire de la visite.

La rapidité de la visite obéit elle-même à deux objectifs : permettre de gagner du temps au cours de la croisière de façon à pouvoir faire escale sur le plus de sites ou d'îles possibles en un temps limité, ce qui correspondrait aux souhaits des touristes ; et éviter l'encombrement du site lorsque plusieurs groupes de visiteurs se retrouvent au même endroit. Les sites doivent donc être proches du rivage et peu étendus, ce qui n'est pas gênant puisque l'étage littoral abrite les plus grandes concentrations animales et les plus photogéniques d'entre elles : les colonies d'oiseaux de mer, d'otaries et d'iguanes marins. Le seul animal emblématique des Galápagos qui n'est ni facile d'accès ni aisément visible dans son habitat naturel est la tortue géante, qui ne peut être aperçue qu'au cours d'excursions relativement pénibles et très peu pratiquées, au volcan Alcedo ou dans la partie haute de

Santa Cruz ; en outre, et contrairement aux animaux de l'étage littoral, les tortues sont à la fois mobiles et dispersées sur de grands périmètres. Mais ces handicaps pour le visiteur pressé sont annulés par l'exposition des tortues dans les corral de la station Darwin, qui devient ainsi un site de visite incontournable. La commodité du parcours sur le site implique qu'il soit court et sans grand dénivelé : cela permet de gagner du temps tout en étant adapté à la clientèle visée, car « lorsqu'on aménagera les sites de visite, il faudra se rappeler que la majorité des touristes qui visiteront les Galápagos seront des personnes âgées de plus de cinquante ans » (JENNINGS *et al.*, 1967 : 17).

Une fois choisis les sites de visite, le PNG est prêt à accueillir ses visiteurs ; mais il faut pour cela les attirer aux Galápagos, ce pourquoi la communication est essentielle.

Dès la première moitié du XIX^e siècle, passer des vacances dans une île représente un idéal pour bien des personnes désireuses de s'éloigner momentanément des bouleversements apportés par la modernité (CORBIN, 1988). Depuis, l'attraction pour les îles n'a fait que croître car, pour le visiteur, le sentiment de retrait du monde résultant d'un séjour insulaire autorise autant le repos méditatif que l'expérimentation de plaisirs inédits ou d'idées neuves. C'est dans ce fonds de représentations que puisent bien des marchands, et pas seulement de vacances exotiques : l'insularité est un puissant attractif commercial. L'île « déserte » est un argument encore meilleur pour les promoteurs du tourisme : le « premier homme » fait ici écho à « l'origine du monde ». Séjourner dans une île présentée comme inhabitée c'est, pour le touriste, être à la fois Adam et Robinson : le premier homme, encore au Paradis, et celui qui a fui, volontairement cette fois, la civilisation. Aux Galápagos, c'est cette représentation d'îles vides d'habitants et sièges d'une nature encore vierge que diffusent les entreprises touristiques.

Ces mots, utilisés au sujet des Galápagos dans 18 documents dont l'hétérogénéité est garante d'un large spectre de représentations sont ceux du tourisme, car même si leur propos n'est pas toujours de vendre explicitement une destination de vacances, ils participent à la mise en représentation commerciale de l'espace décrit.

D'après ces mots, les Galápagos seraient un abrégé de la Genèse : la naissance d'îles océaniques renvoie à la Création, les animaux sans peur évoquent le Paradis, et Darwin représente la Connaissance.

La fabrication d'un mythe touristique

Les mots du tourisme

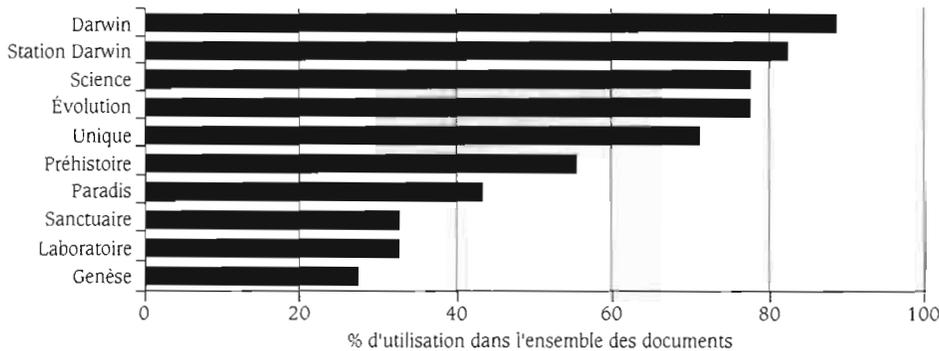


FIG. 4 —
Les mots
du tourisme.

Sources : *Today* (9-5-1994) ; *Sunday Telegraph* (1-5-1994) ; *El Universo* (15-2-1995) ; *Le Monde* (3-6-1995) ; *National Geographic* vol. 154, n° 3 (1978) ; *Océanorama* n° 21 (1993) ; brochure Kleintours (1992) ; brochure Paquet/Memoz (1994) ; brochure Cunard/Vistafjord (1994) ; brochure Metropolitan Touring (1995) ; brochure Quasar Nautica (1996) ; ZUREK (1975) ; *Guide Découverte du Monde* (1986) ; CONSTANT (1989) ; HUMANN (1994) ; RACHOWIECKI (1989) ; JACKSON (1993) ; SALWEN (1990) ; film documentaire *Animalia*, France 2 (1993).

Les Galápagos sont les îles d'un savant renommé : « Darwin » arrive en tête du palmarès, car c'est le mythe de sa découverte de l'évolution dans ces îles qui est perpétué par ces textes. La « science » est aussi très citée : les scientifiques sont une attraction de ces îles, car ils peuvent être approchés par le public, notamment à la « station Darwin ». Quant à l'« évolution », les nombreux textes la mentionnant l'expliquent de façon plus ou moins approfondie : elle est l'alibi culturel du voyage aux Galápagos. Contrairement aux écrits scientifiques sur l'archipel, le terme de « laboratoire » ne fait pas recette ici : il est vrai que personne ne voudrait passer ses vacances dans un laboratoire et que ce mot rappelle trop la civilisation technico-industrielle dont on voudrait s'évader.

C'est l'étrangeté de la faune qui cristallise les mots en rapport avec la « Préhistoire » ; les tortues géantes sont des « fossiles vivants », témoins de « l'âge des reptiles » ; quant aux iguanes, ils sont dépeints comme « hideux » ou « monstrueux » : le touriste peut frissonner, il voyagera bien dans des îles « hors du temps ». Et ce sont les « fureurs de la terre » qui appellent les comparaisons avec la « Genèse » : le rappel de la naissance de ces îles volcaniques à l'origine vierges de plantes et d'animaux permet de gloser sur les commencements du monde. Mais il serait incongru de trop parler de « Création » alors que l'on fait par ailleurs les louanges de Darwin : les mots du tourisme ont choisi de privilégier la science plutôt que la religion, et « Préhistoire » est donc deux fois plus employé que « Genèse ».

« Paradis » n'est pas très utilisé car sa version terrestre est plutôt réservée aux îles dont la Polynésie est l'archétype depuis le XVIII^e siècle ; et des animaux repoussants, même s'ils sont sympathiques, ne sauraient remplacer les « vahinés »... Les entreprises de tourisme, qui vendent Bora-Bora comme

les Galápagos, savent faire la part des choses et choisir leurs qualificatifs. Le « sanctuaire » est la forme moderne, sécularisée et scientifique, de l'Éden : c'est là que sont conservés, grâce à la station Darwin, les restes du « paradis perdu » (SALWEN, 1990). Mais ce terme n'a pas grand succès non plus : il implique des limites infranchissables, ce qui exclut quelque peu le touriste. L'adjectif « unique », enfin, très employé, fait office de synthèse : à l'heure du tourisme de masse, il donne l'impression au visiteur d'être un privilégié, puisqu'il se rend dans un endroit extraordinaire, loin des « lieux communs ». Les guides naturalistes qui accompagnent les touristes pendant leur croisière dans le parc national sont l'un des vecteurs de ces représentations préfabriquées.

Le plus souvent, les passagers d'une même croisière proviennent de plusieurs agences de voyage, sont originaires de divers pays et parlent des langues différentes. Ces touristes ont donc non seulement des motivations variées pour visiter les Galápagos mais aussi des attitudes culturelles et des comportements sociaux très divers. Or, en quelques jours, ils sont tous supposés apprendre à respecter la nature qu'ils découvrent et censés se muer en ambassadeurs de sa conservation : c'est l'objectif proclamé du « tourisme éducatif », dont tous les plans de gestion proclament qu'il est la priorité aux Galápagos, et dont les guides naturalistes seraient la pièce maîtresse.

Car pour visiter le PNG, il est obligatoire d'être accompagné par un guide, qui a une double fonction officielle : être un « professeur de nature », selon l'expression d'un de leurs formateurs, et assumer en partie la tâche de surveillance du parc. Bien que ces compétences aient été tardivement définies (par le décret exécutif n° 1529 de février 1983), les guides ont été employés dès les débuts du tourisme de réseaux aux Galápagos, auquel ils sont intimement liés. C'est en effet le rapport Jennings qui a préconisé l'emploi des guides pour visiter le parc national :

« Nous recommandons d'engager comme guides des personnes récemment diplômées en zoologie, botanique, biologie, etc. Ces guides pourraient être engagés avec un salaire relativement modeste, de l'ordre de 2 000 dollars annuels, avec l'hébergement et la nourriture en sus et 6 semaines de vacances par an. Ce type de contrat attirerait des personnes jeunes, énergiques et à l'esprit d'aventure, surtout si les postes disponibles sont annoncés à travers des canaux comme celui des petites annonces du *Times* de Londres » (JENNINGS *et al.*, 1967 : 22).

Ce mode de recrutement, encore utilisé par MT, a été repris par d'autres grandes entreprises de tourisme continentales : il offre l'avantage de n'entraîner ni revendications salariales ni charges sociales, et l'assurance de dispo-

Les guides, professeurs de nature ?

ser d'un personnel qualifié, peu payé et renouvelable chaque année. De ces premiers guides étrangers engagés par MT, quelques-uns ont fait souche aux Galápagos, où ils sont encore considérés parmi les meilleurs connaisseurs de l'archipel : ils ont aidé l'entreprise à sélectionner les sites de visite et se sont formés sur le tas, souvent au contact de leurs passagers dont beaucoup étaient à l'époque des naturalistes amateurs ou professionnels (KAYSIN, 1994). À l'initiative de MT, ils ont assuré aussi l'instruction des nouveaux guides, avant que le SPNG et la station Darwin ne prennent le relais, en 1975, par le biais d'un cours de formation.

Celui-ci dure un mois : des « vieux guides », des scientifiques de la station, des responsables du SPNG et des professionnels du tourisme dispensent un enseignement commun sur les services touristiques que l'on attend des guides et, selon leur catégorie (II ou III, ces derniers étant de niveau universitaire), ceux-ci assistent à des cours plus ou moins poussés sur l'écologie des Galápagos. À l'issue de cette formation, les apprentis guides passent un examen ; mais en réalité, ceux recrutés par les grandes entreprises du tourisme de réseaux ont été présélectionnés en Europe, où officie le « chasseur de têtes » de MT : comme ils représentent un investissement pour ces entreprises, qui ont payé leur billet d'avion jusqu'aux Galápagos, ces guides sont engagés avant même d'avoir mis les pieds dans l'archipel, et l'examen n'est pour eux qu'une formalité.

Le nombre de guides a augmenté plus vite, en proportion, que celui des places à bord de la flotte touristique : en 1975, 17 guides étaient enregistrés à la SRCD (soit un pour 16 places théoriques, si toutes les embarcations étaient pleines) ; en 1983, ils étaient 49 (soit un pour 15 places théoriques) et en 1994, 146 (soit un pour 8 places théoriques) : la profession souffre ainsi d'un sous-emploi chronique dont profitent les entreprises, qui jouent sur la concurrence pour réduire vacances et salaires. La situation des guides s'est surtout aggravée à partir de 1983, lorsque les Équatoriens du continent ont été autorisés à exercer cette profession, ce qui a entraîné des tensions récurrentes au sein de la corporation. Pour tenter de la protéger, le SPNG ne renouvelle la licence des guides que s'ils prouvent avoir travaillé au moins 200 jours pendant l'année écoulée, de façon à éliminer ceux qui ne résident plus aux Galápagos mais viennent y faire le guide quelques mois par an (cette pratique s'est développée dans les années quatre-vingt avec l'amélioration de la desserte aérienne de l'archipel). Mais cette mesure touche particulièrement les guides *galápagueños*, déjà peu nombreux, car la plupart d'entre eux sont employés par des armateurs insulaires atteints de plein fouet par la politique du « tourisme sélectif ».

³ Cf. GREINER (1996) pour l'exposé complet des résultats de cette enquête.

Une enquête menée auprès des 35 candidats au métier de guide en 1993 permet de dévoiler quelques-unes de leurs caractéristiques³. L'immense

majorité des candidats est jeune, voire très jeune — 31 ont moins de 35 ans, dont 7 moins de 20 ans : le schéma de recrutement préconisé par le rapport Jennings est respecté. L'origine géographique des candidats et leur date d'arrivée aux Galápagos sont révélatrices du système touristique mis en place dans l'archipel. Sur ces 35 élèves guides, 23 viennent d'Équateur continental, 8 d'Europe et 4 seulement sont originaires des îles... : or, tandis que les jeunes *galápagueños*, *a priori* meilleurs connaisseurs de l'archipel, n'ont pas la formation adéquate pour être guides, 40 % de ces candidats ne sont arrivés aux Galápagos qu'au moment du cours, soit quelques semaines seulement avant les premiers touristes qu'ils auront à encadrer. Enfin, seule la moitié des candidats a un niveau universitaire et, parmi eux, un tiers seulement a suivi des études en sciences naturelles : les conseils du rapport Jennings n'ont pas été suivis par les entreprises touristiques, pour lesquelles une formation universitaire en biologie importe moins que l'aptitude à « gérer » des passagers ; à moins que cela ne reflète l'évolution de la demande, les visiteurs étant moins intéressés par des explications naturalistes.

Parmi les opérateurs touristiques, nombreux sont ceux qui se plaignent de ce que « le niveau des guides baisse » à mesure que leur nombre croît. Certains vont même jusqu'à reprocher aux guides d'être parmi les principaux responsables de la dégradation de l'écologie des îles, car ils n'assumeraient pas correctement leurs fonctions ; ce sont en général les mêmes qui affirment que les guides sont « la clé de la conservation » des Galápagos. Les guides ne méritent ni de tels reproches ni une telle responsabilité : bon nombre d'entre eux assument du mieux possible leur fonction d'« éducateurs » et manifestent une combativité certaine pour la cause de la conservation des Galápagos. Mais ce sont aussi et avant tout des salariés du tourisme et, en tant que tels, ils participent à l'ouverture croissante des Galápagos au monde et à ce que cela entraîne comme conséquences.

Il est donc hypocrite de faire reposer sur les guides la défense de l'intégrité écologique des îles tout en leur confiant l'accueil de clients de plus en plus nombreux. « Notre guide réglait prudemment notre allure le long de l'étroit sentier de façon à ce que nous ne nous mélangions pas avec les groupes devant ou derrière nous » (*The Observer*, 12-12-1992) : bien des guides se disent déçus de passer aujourd'hui plus de temps à régler la circulation des touristes sur les sites de visite plutôt qu'à leur faire découvrir la nature et à les sensibiliser à sa conservation. L'évolution des guides ne fait donc que refléter celle du tourisme dans l'archipel : à des visiteurs de plus en plus nombreux et assez peu intéressés à comprendre ce qu'ils voient correspondent des guides faisant de leur rôle de « leader » d'un groupe de passagers le principal motif de satisfaction de leur travail (ORTUÑO, 1994).

De fait, la principale fonction du guide semble être celle qu'indique l'un d'entre eux, travaillant en Antarctique : « Le guide naturaliste, véritable metteur en scène de la nature, est donc le point clé du produit. Ce type de produit mérite d'être étudié et développé, et le métier de guide reconnu pour ce qu'il représente d'essentiel dans la valorisation de ce produit » (THOMAS, 1993 : 188).

Cela résume bien en quoi consiste le vrai rôle des guides : ils servent essentiellement, en tant qu'employés de compagnies de tourisme, à augmenter la valeur marchande de ces espaces sauvages vendus comme autant de « produits ». Et cette valorisation passe par la « mise en scène » du site naturel, cet « engouement pour un environnement devenu spectacle » étant, d'après A. CORBIN (1988), « l'une des motivations profondes du voyage touristique ». La nature est donc vendue comme image : aux Galápagos, quelques guides, anciens ou nouveaux, sont d'ailleurs parmi les principaux producteurs de cartes postales, calendriers, guides touristiques et livres de photos sur ces îles.

Une nature consommée comme image

Une bonne part de la réputation touristique des Galápagos, que l'imaginaire collectif de la civilisation médiatique situe quelque part entre les documentaires de Cousteau et « Jurassic Park » (d'après le *Sunday Telegraph* [1-5-1994], qui les qualifie aussi « d'îles de télévision ») vient de ce qu'on les croit inhabitées. Or cette représentation, fabriquée par les acteurs du tourisme de réseaux, a une importance majeure dans l'élaboration marchande du « produit » car elle renforce l'ignorance de la réalité dans laquelle se complaisent les amateurs de mythes, ici les visiteurs des Galápagos. Il importe alors que ces clients du tourisme de réseaux ne sachent pas que ces îles sont non seulement habitées, mais que leur population augmente rapidement, qu'elles sont parcourues par des dizaines de milliers de touristes et que le parc national n'est pas surveillé. Car l'ignorance est ici la condition de la perpétuation d'un mythe qui fait vendre, elle découle d'un impératif commercial faisant silence sur les réalités qui ne correspondent pas à l'image du « produit » offert en les laissant hors cadre.

La télévision est parmi les principaux fabricants de ces images de nature « intacte », et les entreprises du tourisme de réseaux s'en servent habilement comme d'une publicité gratuite : c'est du moins ce qu'une expérience de consultant auprès de Canal + aux Galápagos en mars 1996, pour préparer une émission diffusée en 1997 sous le titre « les Robinsons des Galápagos », m'a permis de constater. Ce film montre des plans de la famille De Roy (les « Robinsons ») naviguant sur son voilier entrecoupés de spectaculaires vues aériennes d'îles désertes : ces images confortent le mythe des Galápagos

« hors du temps » dont se nourrissent les entreprises touristiques qui les vendent. Ces journalistes ont obtenu l'autorisation du SPNG et de la SRCD de parcourir l'archipel à leur guise, opportunité refusée à bien des chercheurs, et MT leur a loué deux bateaux à moitié prix : la contrepartie de ces faveurs est la mise en scène de ses partenaires par Canal +, qui diffuse ces images auprès de téléspectateurs européens qui sont potentiellement autant de touristes et de donateurs de la FCD.

Tout en se disant, sur place, sensibles aux défis posés à la conservation des Galápagos, les journalistes de Canal + n'en parleront que de façon très allusive à l'antenne. La raison de cette pudeur est donnée par un autre journaliste, considéré dans le milieu comme le « pape » du documentaire animalier et alors sous contrat avec trois chaînes de télévision anglo-saxonnes pour réaliser un documentaire sur les iguanes lors d'un séjour de 22 mois aux Galápagos : « Les téléspectateurs ne veulent pas voir de problèmes dans un documentaire animalier, sinon ils "zappent" » (D. Parrer, comm. pers., mars 1996). Les télévisions filment ainsi à grands frais des Galápagos présentées comme intactes tout en refusant de retransmettre une bonne part de la réalité pour des raisons commerciales.

Cette « mise à distance de l'espace » (VIARD, 1984) conduisant à banaliser le réel réduit à sa seule dimension visuelle (DEBORD, 1987 ; VIRILIO, 1996) est constitutive du tourisme autant que de la télévision. Le rétrécissement de l'espace terrestre dû au treillage planétaire des réseaux de transport et de communications rend le tourisme de réseaux et la télévision ubiquistes. La conséquence en est l'abolition de la diversité terrestre sous prétexte de la faire découvrir ; car, basés sur la rapidité des déplacements, tourisme de réseaux et télévision n'autorisent qu'une brève consommation visuelle des lieux parcourus, qui finissent par être réduits à des produits interchangeables dont la valeur est mesurée en termes d'audience, de retombées publicitaires ou de fréquentation touristique.

Un slogan lancé par les entreprises touristiques et repris par le SPNG prétend qu'« aux Galápagos, on ne laisse que l'empreinte de ses pas et on ne prend que des photos ». Cette phrase, qui sonne si faux au temps des décharges sauvages et des razzias d'holothuries dans l'archipel, participe du mythe visant à faire croire que ces îles sont immaculées et n'existent que pour être photographiées par les touristes. Aux Galápagos, il est exceptionnel de voir des visiteurs dépourvus d'appareil photo ou de caméra vidéo : ce phénomène s'explique certes par la facilité avec laquelle on peut ici approcher une faune peu farouche, mais aussi par le désir de pouvoir revoir, une fois rentré chez soi et en prenant son temps, ce que l'on n'a fait qu'apercevoir au cours d'une visite rapide. Car revoir des photos ou des films, c'est pouvoir

consommer indéfiniment et donc amortir des images de nature qui ont été doublement payées, par l'achat d'un appareil de « prise de vues » et par le séjour aux Galápagos.



Cet iguane terrestre (*Conolophus palidus*), endémique à Santa Fé, illustre l'un des attraits du tourisme aux Galápagos. Les animaux de ces îles n'ont pas peur des photographes.

L'étroite relation entre la consommation visuelle de nature et le tourisme de réseaux est due à la brièveté des séjours : aux Galápagos, le temps de pose — la durée de séjour — est ainsi balayé au profit d'un tourisme de l'instantané photographique, car plus il y a de passages rapides, plus on peut espérer l'augmentation du nombre de clients, comme l'indiquait le rapport Jennings. Par leur mise en scène d'une nature le plus souvent réduite à des « portraits » d'animaux (DE ROY ET JONES, 1992), la plupart des ouvrages sur les Galápagos destinés au public sont donc la clé de voûte de la représentation touristique d'îles à consommer rapidement et exclusivement par la vue. Dès lors, c'est la fabrication de ces représentations que l'on peut démontrer en analysant les photos de quelques ouvrages parmi les plus vendus.

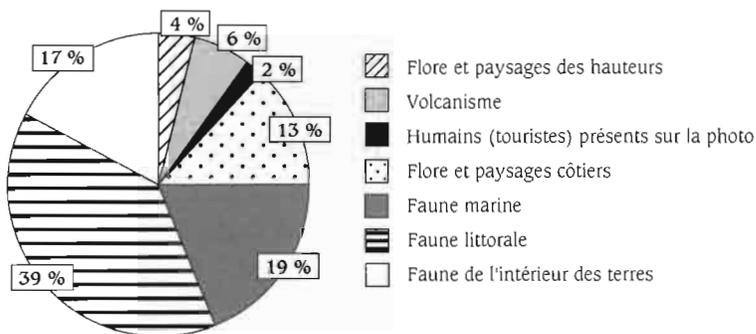


FIG. 5 —
Les images
du tourisme.

Sources: HUMANN (1994) ; CONSTANT (1989) ; SALWEN (1990) ; JACKSON (1993) ; DE ROY ET JONES (1992) ;
N = 800 photos recensées.

On repère dans cet ensemble de photos trois clivages caractéristiques des représentations des Galápagos fabriquées par le tourisme. Le premier est celui établi entre les humains et la nature : la rareté des photos où l'on voit les premiers, toujours des touristes, ferait croire que les Galápagos sont inhabitées, et ce d'autant plus que ces ouvrages ne montrent pas de paysages peu ou prou anthropisés. L'intention est évidente : les habitants des îles et les lieux où ils vivent ne sont ici jamais photographiés car ils rompraient l'image idyllique d'un « paradis des bêtes » (ZUBER, 1975), vierge de présence humaine...

Le second clivage, parmi les images de nature, est d'ordre spatial : dans leur immense majorité, ces photos ont comme objets la faune, la flore et les paysages marins et littoraux de l'archipel, ce qui n'est pas seulement dû à leur richesse naturelle exceptionnelle. Outre le fait d'être conforme au « thalassotropisme » fondateur du tourisme (CORBIN, 1988), cette focalisation sur la mer et les rivages vient de ce que les photographes ont privilégié les sujets susceptibles d'être observés par les visiteurs lors de leur croisière⁴. Or, comme on visite le PNG en bateau et que 88 % de ses sites touristiques (sans compter ceux réservés à la plongée) sont littoraux, il est judicieux, pour ces professionnels désireux de bien vendre leurs photos, de prendre des images des lieux et animaux « déjà vus » par le public, avant (dans ces livres) ou après (sur ses propres clichés ou films) ses vacances aux Galápagos.

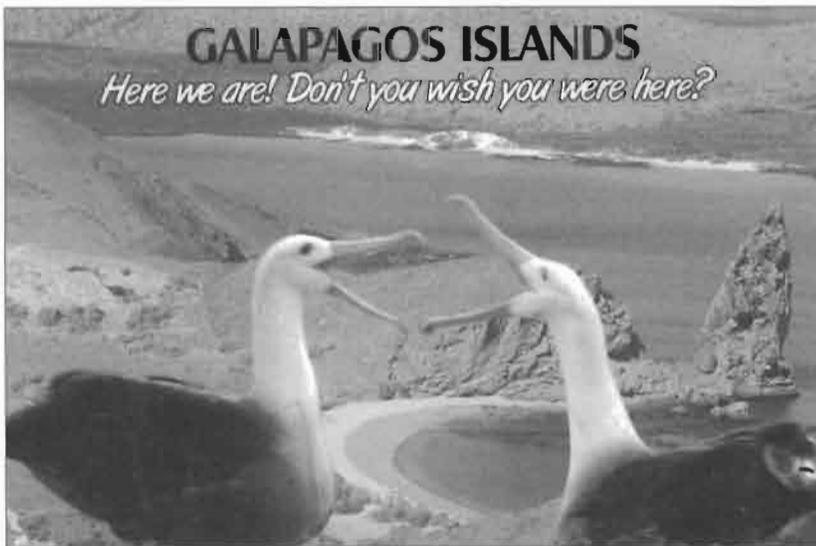
Car l'attrance des touristes pour certains sites viendrait de ce qu'ils les ont vus souvent reproduits : les photos attirent ceux qui veulent « revoir », dans la réalité cette fois-ci, ce qu'ils ont préalablement regardé sous forme d'images (VIARD, 1984). Ces photos professionnelles ont ainsi une fonction de boucle de rétroaction dans le système touristique : les sites les plus fréquentés sont favorisés par des photographes pour la plupart liés aux grandes entreprises de tourisme, ce qui alimente constamment le désir de s'y rendre de la part de nouveaux visiteurs et conduit ainsi à leur surcharge (cf. chap. v)⁵.

Ce rapport entre photos et fréquentation touristique est manifeste lorsque l'on constate que 87 % des clichés localisés par leurs auteurs (58 % du total) ont été pris dans des sites de visite côtiers (ce qui correspond à la proportion de ces derniers dans le PNG) et, pour 80 % d'entre eux, dans 15 lieux seulement : parmi ces derniers, 10 sont les sites de visite les plus fréquentés du parc. Avec 3 % de l'ensemble des photos situées, la station Darwin tire bien son épingle du jeu, alors que le SPNG ne figure sur aucun cliché. La FCD sait qu'il est fondamental d'apparaître dans le champ de l'objectif des professionnels de l'image des Galápagos : c'est là une fonction essentielle de ses corrals aux tortues (cf. chap. viii), qui permettent de consolider une reconnaissance internationale se traduisant par des donations.

⁴ Que les vues sous-marines — 90 % des photos de la faune marine — soient plus nombreuses que celles de l'intérieur souligne d'ailleurs l'importance croissante du tourisme de plongée aux Galápagos.

⁵ Ce problème a été soulevé par un expert en tourisme : « En plus de générer des revenus pour les artistes et les éditeurs, les livres, les photos et les films promeuvent le tourisme aux Galápagos et exacerbent ainsi les problèmes associés à la gestion des ressources » (ÉPITER, 1993 : 13). Celui-ci a recommandé, en vain, qu'« un pourcentage des revenus produits par [ces images] finance les efforts de gestion visant à corriger les dommages découlant de la fréquentation accrue du PNG » (*id.*).

Le symbole de la marchandisation des Galápagos par l'image est un photomontage réalisé à des fins de promotion par le ministère du Tourisme équatorien : on y voit des albatros sur l'île de Bartolomé. Or les albatros ne sont visibles, dans l'archipel, que sur Española ; mais comme cette vue de Bartolomé est la plus connue des Galápagos et que ces oiseaux sont eux aussi considérés comme l'un de leurs principaux attraits touristiques, coller un couple d'albatros au premier plan de la célèbre baie au « Pinnacle » permet de faire d'une pierre deux coups... Un tel procédé illustre crûment une caractéristique du tourisme de réseaux : la négation des lieux par leur interchangeabilité.



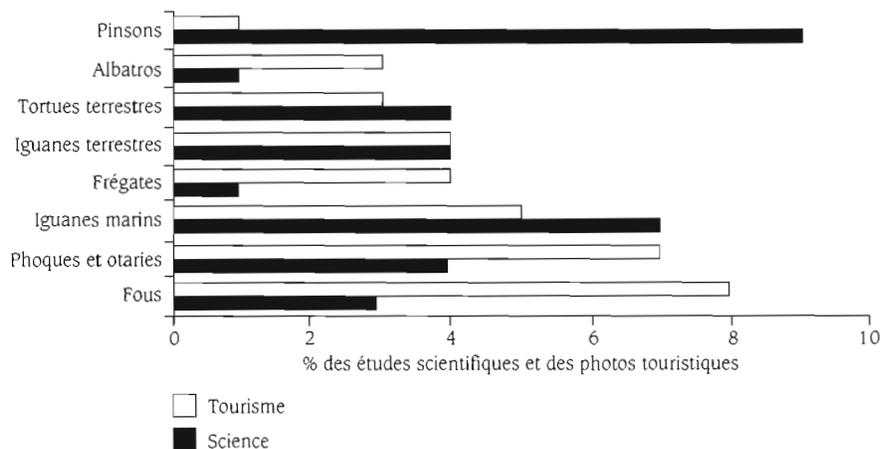
Les albatros, l'une des grandes attractions des Galápagos, ne sont visibles que sur Española, île dépourvue de paysages spectaculaires. Et cette vue de Bartolomé, îlot qui n'abrite quasiment pas d'animaux, est la plus célèbre de l'archipel. La nature est mal faite ! Ce photomontage, distribué sur les vols à destination des îles, résout le problème en superposant ces deux emblèmes touristiques au prix d'une publicité mensongère : Galápagos Islands ou... Disneyland ?

C'est la faune qui est le principal attrait des Galápagos, d'après ces ouvrages : le troisième clivage sépare ainsi les photos d'animaux (75 % des photos recensées) des autres prises de vue. Aujourd'hui, aux Galápagos, ce sont avant tout les animaux qui font vendre les produits touristiques : vacances dans l'archipel⁶, bien sûr, mais aussi livres, cassettes vidéo, tee-shirts, etc. La FCD puis le SPNG l'ont compris en choisissant la tortue comme emblème et, pour la première, en illustrant ses formulaires de demande de dons d'une photo d'otarie. Le choix de ces deux espèces est une bonne décision de « marketing » conservationniste ; c'est un compromis entre les animaux privilégiés par le tourisme et ceux qui le sont par la science (cf. fig. 6).

Ces huit animaux représentent à la fois un tiers de l'ensemble des sujets de recherche recensés et un tiers des photos publiées dans les ouvrages retenus. Ainsi, non seulement les Galápagos tirent-elles leur nom d'animaux, mais la renommée de ces îles a toujours correspondu à un usage de leur

⁶ Et ce parfois de façon caricaturale ; ainsi, la brochure de Nouvelles Frontières de l'hiver 1995-1996 réduit la description des sites de visite du PNG à un inventaire des animaux que l'on peut y voir : « Plaza Sud-Santa Fé : otaries, iguanes terrestres et marins, crabes rouges, lézards, mouettes, fous masqués et à pattes bleues, pinsons ; Española : encore plus d'espèces »...

Fig. 6 — Les animaux de la science et du tourisme.



Sources : science, cf. fig. 3 ; tourisme, cf. fig. 5.

faune : autrefois transformés en aliments, fourrures ou combustible, les animaux de l'archipel ont acquis d'autres valeurs, grâce à la science puis au tourisme. Ces usages de groupes sociaux pourtant très différents ont tous participé à l'élaboration d'une relation à l'espace et à la nature extrêmement fruste : les Galápagos sont réduites à certains animaux, et ceux-ci n'ont d'intérêt que parce qu'ils ont une valeur économique ou scientifique (et parfois les deux). Ces représentations touristiques sommaires expliquent alors la banalité d'ensemble des pratiques comme des caractéristiques des visiteurs des Galápagos.

Avoir promu la croisière serait une preuve de la conscience conservationniste des premiers organisateurs du tourisme aux Galápagos, car elle causerait un impact écologique minime. Mais en réalité, ce sont des arguments économiques qui ont été avancés en faveur de cette modalité : on recommande la croisière plutôt que l'hôtel parce que « les coûts en personnel seraient inférieurs dans l'option bateau » (GRIMWOOD et SNOW, 1966), et que « c'est la façon la plus logique et économiquement rentable de commencer à développer l'industrie touristique aux Galápagos » (JENNINGS *et al.*, 1967). Quelques croisières à bord d'embarcations de diverses catégories permettent de voir quelles sont les pratiques touristiques aujourd'hui en vigueur aux Galápagos.

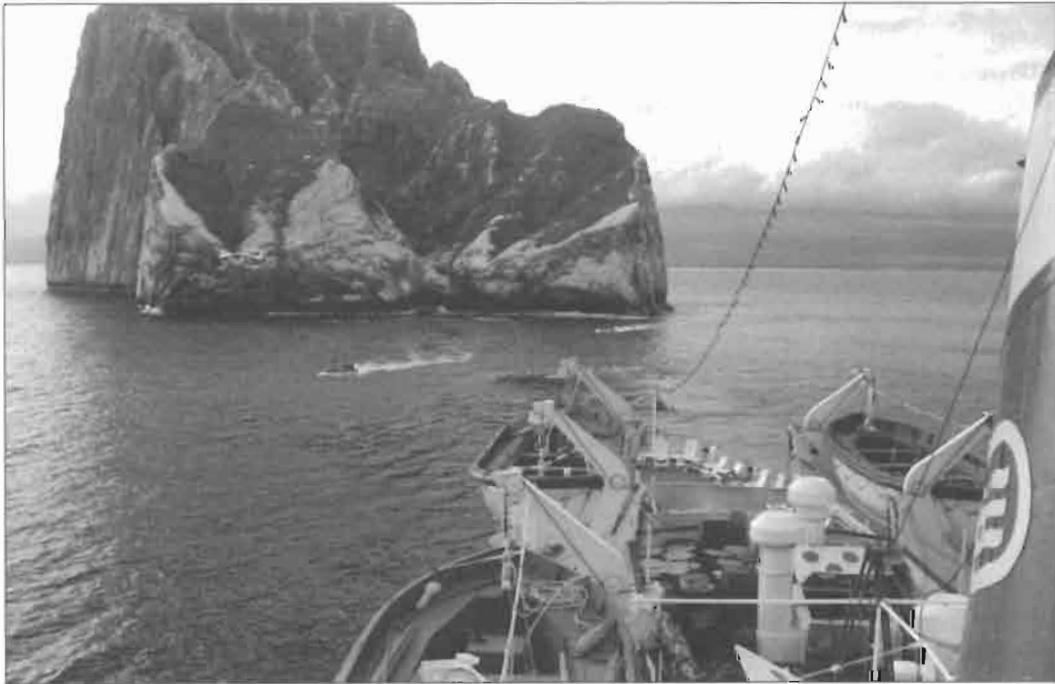
Propriété d'une entreprise de Guayaquil, le *Galápagos Explorer* est le plus gros paquebot en service dans l'archipel : il transporte 100 passagers payant chacun au moins 200 US\$ par jour. À l'entrée, des hôtesse très fardées

Tourismes et touristes

Les croisières

Écotourisme ?
L'escale du
Galápagos Explorer
résume l'écotourisme
pratiqué par bien
des entreprises présentes
aux Galápagos :
depuis le « sundeck »
qui surplombe la mer
d'une trentaine de mètres,
on aperçoit deux
des *pangas* du paquebot,
moteurs à fond
pour respecter l'horaire
d'une visite minutée.

dirigent les passagers vers un bar/salon de thé où officient des serveurs en gants blancs. Le paquebot a plusieurs ponts, une petite piscine, une boutique de « souvenirs », une discothèque, une salle de conférences, des restaurants et l'inévitable « sundeck ». La clientèle est composée de vieux Américains, de quelques Allemands et, pour moitié environ, d'Équatoriens à l'accent *costeño*. L'organisation est minutieuse : après le dîner, pour lequel une « tenue correcte » est exigée, l'animatrice donne les consignes, en un américain parfait puis en espagnol, pour l'excursion du lendemain au roc de León Dormido. Les passagers sont divisés en groupes de 20 à 30 personnes — appelés « dauphins », « tortues » ou « albatros » pour la couleur locale — afin qu'ils puissent se succéder à intervalles réguliers sur les sites de visite ; ainsi, le tour de León Dormido a-t-il été bouclé en une demi-heure par les trois grosses *pangas* qui se suivaient.



Un article du grand journal de Guayaquil, appartenant au propriétaire du *Galápagos Explorer*, signale les attraits d'une croisière dans l'archipel à bord de ce paquebot : « [...] vous pourrez profiter de tout le confort d'une infrastructure moderne, installée afin de vous distraire au cours de votre parcours dans les îles. Le *Galápagos Explorer* est le bateau le plus confortable et rapide qui visite les Galápagos » (*El Universo*, 15-2-1995).

Le confort, la rapidité, la distraction et la sécurité sont bien les impératifs du tourisme de réseaux : une passagère interrogée dans cet article déclare ainsi qu'une croisière sur le *Galápagos Explorer* est « une expérience inoubliable, grâce au service, à la sécurité de la navigation et surtout parce qu'ici, on se repose » (*id.*). La « musique » dégoulinant sans arrêt des haut-parleurs, le volume du bâtiment, le nombre de passagers et un inflexible emploi du temps réduisent les endroits visités par ce type de croisière à une toile de fond : l'espace traversé ne vaut que parce qu'il est vite parcouru et de façon confortable, et le voyage n'est ici qu'un prétexte à la distraction...

Autre bateau, même pratique des Galápagos : le *Delfin II*, appartenant à MT, navigue vers l'île de Rábida : c'est « l'excursion du mardi » dans son programme de croisières quotidiennes répété chaque semaine. La formule est celle du doublet Hôtel Delfin/*Delfin II*, dont le prix est de 235 US\$ par personne et par jour, pour des séjours de trois nuitées et le même nombre de croisières. Ce jour-là, le *Delfin II* transporte une trentaine de touristes : des familles américaines et des couples français, espagnols et japonais. Le bateau est confortable, bien aménagé, le directeur touristique et le capitaine ont des uniformes blancs, le cuisinier a une toque de « chef », le repas est servi dans une belle vaisselle.

La visite à terre dure une heure : on débarque sur la plage de Rábida, où se prélassent des otaries, puis on prend le sentier qui fait une boucle de 1 km dans les hauteurs de l'île. Au cours de la promenade, les deux guides, originaires du continent, font quelques haltes pour donner, dans un anglais correct et en espagnol, des explications sommaires dont tout le monde se contente : les passagers sont divisés en deux groupes linguistiques, mais

**Intérieur d'un yacht
de tourisme
de réseaux, le *Delfin II*.
Ce gros yacht
aux tarifs très élevés
est typique du tourisme
de réseaux en vigueur
aux Galápagos :
sa vitesse lui permet
des aller-retour
dans la journée entre
l'hôtel de Puerto Ayora
qui lui est associé
et les sites de visite
les plus fameux du PNG.
Son confort attire
une clientèle aisée, souvent
américaine, et âgée.**



certains ne comprennent ni l'une ni l'autre langue. Le retour à la plage donne lieu à la baignade, pendant une demi-heure : l'organisation est efficace, allant jusqu'à fournir masque et tuba à tous les passagers ; dans la baie, le *Delfin II* est entouré par trois autres embarcations de tourisme, et deux groupes commencent la montée alors qu'un troisième en est aussi à l'étape du bain. Après quoi, les deux gros « zodiacs » du *Delfin II* longent la côte de Rábida pendant 3 km, à quelques mètres du rivage pour que les touristes puissent prendre des photos d'animaux hors site de visite, en infraction au règlement du SPNG...

La clientèle des *Delfin III*/Hôtel Delfin ne vient aux Galápagos que pour des séjours très courts, pendant lesquels il faut lui faire visiter des îles tout en lui permettant de passer ses nuits dans l'hôtel associé au yacht. C'est pourquoi le strict emploi du temps des visites du *Delfin II* n'a d'équivalent sur aucune autre embarcation de tourisme : il est ici divisé en quarts d'heure. Ce bateau, le plus rapide en service dans l'archipel (au prix d'un bruit assourdissant), permet de faire l'aller-retour dans la journée entre Puerto Ayora et cinq des sites les plus fréquentés du parc national (Rábida, Bartolomé, Santa Fé, Punta Cormorant, Plaza Sud). Comme le signale une brochure de publicité :

« Metropolitan Touring, pionnière des voyages aux Galápagos, est aujourd'hui heureuse de présenter une nouvelle façon de visiter les îles à ceux qui préfèrent passer la nuit dans un hôtel confortable et visiter les îles les plus attirantes au cours de croisières à la journée. [...] Le moderne yacht à moteur *Delfin II* emmène commodément 36 passagers à la vitesse de 16 nœuds pour des visites quotidiennes. Le yacht fait 302 tonnes, 40 mètres de long et 9 de large, et a 10 membres d'équipage. Il a 2 moteurs Diesel et l'air conditionné, ainsi que des équipements de navigation et de communications sophistiqués » (Agence Turisa, Quito).

On retrouve les impératifs de vitesse, de confort et de sécurité du tourisme de réseaux : les caractéristiques techniques du bateau sont un argument pour vendre les Galápagos. Or, en vitesse de croisière, les moteurs du *Delfin II* consomment chacun 250 litres à l'heure : pour faire l'aller-retour Puerto Ayora/Bartolomé — cinq heures de navigation — ce yacht exige donc deux tonnes et demie de gasoil. Cette énorme dépense d'énergie sert à gagner du temps dans les traversées et à effectuer des visites minutées des sites, ce qui permet aux touristes d'avoir une vision rapide des Galápagos ne nécessitant que des séjours très brefs dans l'archipel et rend ainsi possible le renouvellement rapide de la clientèle de MT : deux fois par semaine, le *Delfin II* débarque ses passagers à Baltra et en prend de nouveaux.

La vitesse est une tendance universelle du tourisme de réseaux, observable dans d'autres destinations réputées « écotouristiques » : « Le souhait mar-

qué des écovoyageurs à destination du Kenya et du Costa Rica de voir et de faire autant de choses que possible requiert une infrastructure appropriée, afin d'offrir un produit touristique efficace, sûr et confortable. Ceci permet au voyageur de tirer le meilleur parti du temps dont il dispose » (KUTAY, 1993). Or cette rapidité, qui implique une organisation sans faille, coûte cher, et les entreprises offrant ce type de « produit touristique efficace » réalisent des bénéfices considérables : en plus de vendre des lieux, elles vendent du temps. C'est pourquoi MT a inauguré aux Galápagos les croisières à la journée (MOORE, 1987 ; KAYSIN, 1994), aujourd'hui si décriées par la FCD, et a même expérimenté à 26 reprises la visite de l'archipel en un seul jour, aller-retour depuis Quito : « Les passagers ne débarquaient même pas, ce qui signifiait qu'il n'y avait aucun impact écologique. On utilisait pour cela un bateau appelé *Delfin I*, qui recevait 80 passagers à 9 heures du matin à Baltra. Une fois à bord, on faisait le parcours Daphne – Seymour – Mosquera – Plaza – Gordon, puis on s'ancrait dans le détroit entre les deux îlots Plaza pour observer un moment l'activité naturelle [...]. On revenait à Baltra au plus tard à 5 heures de l'après-midi, d'où les passagers prenaient l'avion et se retrouvaient à Quito à 21 heures » (KAYSIN, 1994).

C'est là le degré absolu du tourisme de réseaux : grâce à l'avion et à un bateau très rapide, les distances n'existent plus, le temps de séjour est réduit au minimum et la nature est un décor que l'on ne peut que regarder de loin, ce qui fournit le prétexte d'un impact écologique minimal alors qu'on ne tient pas compte de l'énorme dépense d'énergie qu'implique ce type de visite.

Il est vrai que l'intérêt pour la nature semble secondaire dans la publicité faite pour le doublet Hôtel Delfin/*Delfin* :

« Aux Galápagos à bord du *Delfin II*, tout est possible !

Un tour bien rythmé : logez dans notre hôtel et, tous les jours à bord du *Delfin II*, émerveillez-vous de la faune et de la flore des îles. La nuit, autour de notre piscine illuminée, dansez sur tous les rythmes à la mode. Profitez-en pour apprendre ces danses avec des professionnels.

Vous êtes célibataire ? Nous vous attendons. Le mystère qui entoure les îles de magie, aux paysages uniques, constitue l'environnement idéal pour un voyage comme celui-ci. Nous avons préparé des programmes spéciaux pour vous, à base de plage, de soleil, de piscine et de beaucoup de divertissements à l'hôtel Delfin. Décidez-vous, votre moitié se trouve peut-être ici.

Aérobics en mer. Vous aimeriez un bronzage parfait, un corps svelte et plein d'énergie, une coiffure et un maquillage qui rehaussent votre charme ? C'est très facile à obtenir, vous trouverez au Delfin des experts qui, pendant vos quatre jours de visite aux Galápagos, vous apprendront tout cela » (*El Comercio*, 15-5-1995).

Un récent plan d'aménagement du PNG fait pourtant remarquer que « la commercialisation des attraits touristiques des Galápagos montre un manque de compréhension de la ressource et de son potentiel. Certaines compagnies commencent même à vendre l'image de « plage et loisirs » ou de « repos et distractions » à la place de la vie sauvage et de l'écotourisme, bien que les Galápagos n'offrent pas le premier type d'attractions » (Inefan, 1994 : 74).

Une visite de Bartolomé sur le *Santa Fé II*, un *tour diario* aux croisières à 50 US\$ par personne qui appartient à une famille de Puerto Ayora, commence par un lever à quatre heures pour prendre le bus : il faut traverser Santa Cruz pour retrouver l'embarcation ancrée dans le canal d'Itabaca, au plus près des nombreux sites de visite créés à proximité de Baltra. Puis la traversée prend deux heures et demie sur un bateau poussif qui accueille une vingtaine de visiteurs, de jeunes Européens ne se mélangeant pas, faute de parler espagnol, aux quelques touristes équatoriens. Enfin, la *panga* dépose les passagers sur le rocher cimenté faisant office de débarcadère d'où part le chemin des hauteurs de l'île, vite relayé par des escaliers installés pour lutter contre l'érosion causée par les trop nombreuses visites de ce site réputé (cf. photo p. 253). Le guide, aux explications très limitées, mais qui fait preuve de bonne volonté pour essayer de parler anglais, est un natif des Galápagos.

Le but de l'excursion est d'atteindre le sommet de Bartolomé, qui offre la vue la plus célèbre des Galápagos : après l'avoir photographiée, les touristes redescendent les marches sur lesquelles ils croisent deux groupes en cours d'ascension, puis regagnent le bateau, où le cuisinier a préparé un repas sommaire. Après quoi, les passagers sont débarqués sur la plage où ils passent une petite heure avant de rentrer. Il faut alors refaire les trajets en bateau — tassés à l'arrière, malgré le bruit du moteur, pour éviter les embruns de la houle contraire — puis en bus : sept heures de parcours pour deux heures de visite. Mais les touristes sont satisfaits : l'excursion a été belle, on ne les a pas trop bousculés pour respecter les horaires et le prix n'est pas excessif par rapport au service.

Le *Samba* est un bateau confortable — chaque cabine dispose d'une salle de bains — et aménagé avec goût, dont les 12 places coûtent chacune 250 US\$ par jour : ses passagers sont cette fois-ci des invités du propriétaire (un pionnier allemand de la deuxième génération) et un couple de Californiens travaillant dans la Silicon Valley. Le guide est polyglotte et naturaliste expert : le faible nombre de passagers lui permet de s'occuper de chacun, en initiateur et surtout pas en animateur. Lors des quatre jours de cette croisière, le *Samba* s'arrête dans des sites de visite déserts ou s'arrange pour arriver dans les plus connus hors des heures de pointe ; comme aux débuts du tourisme

aux Galápagos, ce sont les passagers qui décident de la durée des escales, dans les limites de l'organisation de la croisière. Alors, un soir sur le *Samba*, le « yuppie » subjugué par la beauté des Galápagos et averti des dangers qui planent sur elles se demande comment il pourrait œuvrer à leur conservation. Peu importe le résultat de semblables introspections, l'essentiel est qu'elles puissent avoir lieu : c'est alors que le tourisme dans un parc national peut être qualifié d'« éducatif » et ses visiteurs déclarés « ambassadeurs de la conservation ». Mais les Galápagos seraient-elles réservées aux riches ?

Bien qu'offrant des modalités de visite des Galápagos très différentes, ces entrepreneurs participent tous au tourisme de réseaux, la courte durée de leurs croisières en étant un indice : les deux premiers utilisent diverses agences de voyage équatoriennes et étrangères mais possèdent aussi les leurs, qui vendent leur produit surtout aux États-Unis ; le troisième draine ses clients par l'intermédiaire d'une agence de voyage équatorienne spécialisée dans le tourisme bon marché, dont sa femme est la représentante aux Galápagos ; quant au quatrième, il a sa propre agence à Quito qui travaille avec des entreprises américaines spécialisées dans l'écotourisme haut de gamme. Mais, parmi eux, le propriétaire du *tour diario* est le seul à être menacé par la politique du tourisme sélectif : son réseau de commercialisation n'est pas assez étendu et, surtout, sa clientèle aux faibles revenus se fait rare, en raison de la hausse du coût d'accès à l'archipel. Si la diversité de l'offre touristique s'explique par la croissance de la demande et par son hétérogénéité, cette dernière tend ainsi à se réduire.

Malgré l'absence de statistiques nationales et régionales détaillées, on a pu estimer que le chiffre d'affaires direct du tourisme aux Galápagos avait été de 32,6 millions de dollars en 1990 (EPLER, 1993) et de 35 millions de dollars en 1992 (GRENIER et DE MIRAS, 1994). Il n'est donc pas étonnant que l'expression la plus commune à propos du tourisme aux Galápagos soit celle de la « poule aux œufs d'or » (Conade, 1988 ; FCD, 1990), ce qui résume bien la vision des entrepreneurs et autres acteurs concernés : il s'agit d'exploiter à fond ce marché en pleine croissance.

En effet, entre 1970 — année où commencent les statistiques d'entrée au PNG — et 1997, le nombre de visiteurs des Galápagos est passé de 4 500 à 62 800.

La courbe du total des visiteurs voit se succéder des paliers — voire de légères baisses — et de fortes hausses ; elle se confond avec celle des touristes étrangers jusqu'en 1975 et, depuis 1988, leurs tracés respectifs sont grossièrement parallèles : c'est entre ces deux dates qu'a eu lieu le boom du

Des visiteurs toujours plus nombreux...

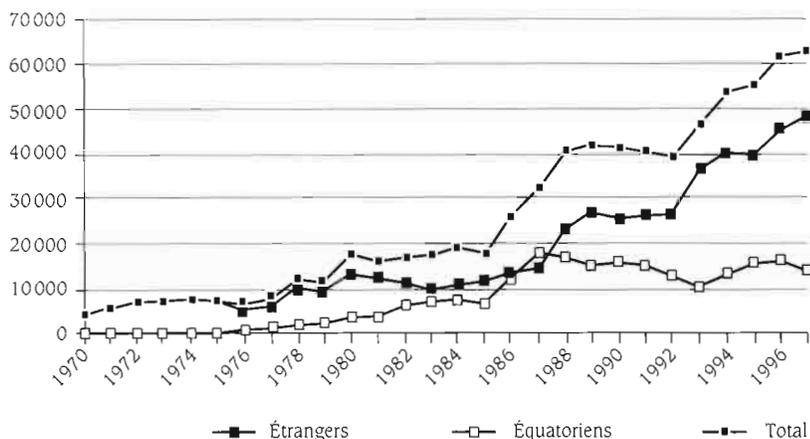


FIG. 7 — Entrées annuelles au PNG (1970-1997).

Sources : JNPCE (1975) ; SPNG (1994, 1998).

« tourisme territorial » aux Galápagos, surtout alimenté par les visiteurs nationaux. Cette croissance par à-coups dépend d'une multitude de facteurs, parmi lesquels ceux qui relèvent de la conjoncture économique internationale n'apparaissent pas comme étant toujours les plus importants, tandis que le développement des réseaux de transport et de communication entre les Galápagos et le reste du monde semble au contraire jouer un rôle prépondérant.

Ainsi, les chocs pétroliers de 1973 et 1979 ne se traduisent que par une légère baisse de la courbe des visiteurs étrangers, dont le nombre stagne ensuite de 1981 à 1987 : les Galápagos sont alors réservées à des *happy few*, capables de payer cher l'observation d'animaux dans des îles encore assez mal desservies. Cependant, la difficulté d'élargir l'assise de la clientèle étrangère est à peu près compensée, en nombre si ce n'est en revenus, par la hausse régulière des touristes équatoriens pendant la même période, au point qu'en 1987, à leur point culminant (17 769), ils sont même plus nombreux que les étrangers. Depuis, le nombre des touristes équatoriens n'a cessé de diminuer, malgré quelques fluctuations : ils étaient 13 979 en 1997. Mais il importe de noter que, les statistiques du SPNG ne faisant pas de différence entre « touristes nationaux » et « migrants », regroupés dans la même file sous ces appellations pour payer la taxe d'entrée au PNG, bon nombre de ces Équatoriens sont en réalité des continentaux venus s'installer aux Galápagos.

Deux phénomènes expliquent la forte croissance du nombre des visiteurs étrangers depuis la fin des années quatre-vingt (ils sont 14 826 en 1987 et 48 830 en 1997). D'une part, les Galápagos bénéficient de la vogue grandissante, dans les pays du Nord, des « produits de nature » (le concept d'éco-

tourisme date de 1985). D'autre part, la déréglementation générale des transports aériens, qui se traduit par une baisse des tarifs, permet à une clientèle moins fortunée de voyager plus loin : les Galápagos deviennent alors un « produit » touristique plus banal. À cela s'ajoute l'effort de l'État équatorien pour améliorer l'accessibilité de l'archipel : après la mise en service de Baltra pour des vols commerciaux réguliers, en 1975, c'est le tour des aéroports de San Cristóbal en 1986, puis d'Isabela en 1995 ; en outre, la fréquence des vols à destination des Galápagos est passée d'un avion hebdomadaire en 1980 à 15 par semaine en 1996.

D'autres facteurs, aux échelles régionale, nationale, subcontinentale ou mondiale, expliquent aussi l'aspect erratique d'une croissance touristique tirée par les visiteurs étrangers : ainsi, le fort « Niño » de 1982-1983 a fait baisser le nombre des visiteurs ; de même, la mauvaise image de l'Amérique andine liée aux offensives des narcotraficants en Colombie et du Sentier Lumineux au Pérou à la fin des années quatre-vingt, la guerre du Golfe en 1990-1991, l'épidémie de choléra au Pérou et en Équateur en 1991-1992, comme la guerre entre ces deux pays en 1995 et des émeutes dans l'archipel la même année ont freiné les visites aux Galápagos.

Si les statistiques du SPNG font la différence entre touristes étrangers et équatoriens, elles n'indiquent pas, en revanche, la nationalité des premiers : il faut, pour cela, produire ses propres sources. D'après l'enquête effectuée auprès des touristes (N = 1679), 95 % des touristes étrangers viennent des pays développés ; et, parmi eux, les Américains sont les plus nombreux (386) : ils représentent 23,5 % de l'échantillon et 27 % des touristes étrangers. Cette proportion a beaucoup diminué depuis les débuts du tourisme organisé aux Galápagos, puisqu'en 1972, 64 % des visiteurs étaient des Américains, contre 27 % d'Européens, 8 % de Latino-Américains et 1 % d'Équatoriens (JNPCE, 1975). La clientèle européenne totalisant aujourd'hui 51 % des touristes enquêtés, cela souligne les efforts effectués pour l'attirer aux Galápagos ; ainsi, en deuxième position, les Allemands (257) représentent 16 % du total ; et si les Équatoriens (243) occupent bien le troisième rang (15 %), les Européens fournissent ensuite les principaux contingents : Français (7,6 %), Suisses (7,4 %), Britanniques (5,3 %), Italiens (4,8 %), etc. La nationalité des enquêtés est un critère de classement permettant d'éclairer certaines évolutions du tourisme aux Galápagos : on se limitera ici à mettre en relief quelques traits des touristes américains (meilleurs clients des grandes entreprises continentales) et équatoriens (principale clientèle des entreprises insulaires), et on comparera à l'occasion ces derniers avec les touristes étrangers pris dans leur ensemble⁷.

... sont des touristes ordinaires

⁷ Cf. GRENIER (1996) pour l'étude détaillée des touristes aux Galápagos.

Les visiteurs des Galápagos sont plutôt jeunes, puisque 60 % des étrangers et 69 % des Équatoriens ont moins de 40 ans (seuls les touristes de plus de 20 ans ont été interrogés). Cependant, les disparités entre nationalités sont importantes : ainsi, 63 % des Américains ont plus de 40 ans et 20 % plus de 60 ans. Or le fait que cette clientèle américaine âgée soit aussi la plus nombreuse et la plus riche ne peut manquer d'influer sur l'offre touristique et sur l'aménagement du PNG (cf. WURTZ et WALLACE, 1994), et ce dans le sens de ce qui est présenté comme l'une des caractéristiques des « écovoyageurs », à savoir une « recherche de confort maximale » (BLANGY, 1993 b). La principale catégorie professionnelle des touristes enquêtés est celle des « professions libérales ou entrepreneurs » (40 % des Américains, 33 % des étrangers, 20 % des Équatoriens), ce qui est un indice du coût élevé des vacances aux Galápagos.

Ces îles restent néanmoins accessibles aux classes moyennes des pays du Nord : 22 % des visiteurs étrangers sont des salariés (auxquels on peut ajouter 13 % de scientifiques ou enseignants, bien que les premiers soient souvent en mission et aient leurs voyage et séjour payés), et 51 % d'entre eux déclarent des revenus inférieurs à 2 500 US\$ par mois (un tiers des touristes étrangers n'a pas répondu à cette question). Cependant, deux faits permettent de nuancer l'image d'un archipel destiné aux vacances des classes moyennes européennes ou nord-américaines. D'une part, 88 % des visiteurs équatoriens gagnent moins de 1 000 US\$ par mois : s'ils font eux aussi partie des classes moyennes de leur pays, ils forment ici le gros des troupes d'un tourisme populaire. D'autre part, 21 % des visiteurs étrangers, dont 41 % des Américains (37 % d'entre eux n'ont pas répondu), ont des revenus mensuels supérieurs à 5 000 US\$. Comme les enquêtés américains sont 30 % à gagner plus de 7 500 US\$ par mois et qu'ils sont les seuls parmi lesquels les riches sont plus nombreux que les pauvres (seuls 25 % de leurs compatriotes disposent de moins de 2 500 US\$ mensuels), on comprend qu'ils soient les clients choyés des grandes entreprises touristiques.

Ces chiffres montrent ainsi que les Galápagos accueillent plusieurs clientèles, que l'on peut diviser en trois catégories en fonction de leurs revenus mensuels : classes moyennes équatoriennes et étudiants étrangers (15 % du total des enquêtés étrangers) — moins de 1 000 US\$; classes moyennes des pays du Nord, surtout européennes — de 1 000 à 5 000 US\$; et classes supérieures, essentiellement américaines — plus de 5 000 US\$. Ces trois catégories de visiteurs ont évidemment des usages différents des Galápagos, ce qui explique l'hétérogénéité de l'offre touristique. Mais l'objectif de la politique du « tourisme sélectif », que le président de la FCD définit comme « un tourisme de première classe qui va faire en sorte qu'il vienne moins de gens aux Galápagos » (C. MacFarland, comm. pers., octobre 1993) mis en place par

l'État, la FCD et les entreprises du tourisme de réseaux, est de favoriser les catégories moyenne et supérieure au détriment de la plus modeste, que l'on vise au contraire à éliminer.

Les dépenses des enquêtés en agence de voyage sont à rapprocher de leurs revenus mensuels, ce qui permet de voir que les touristes n'hésitent pas à payer très cher leurs vacances dans l'archipel. En effet, si les deux tiers des Américains ont dépensé plus de 2 000 US\$ en agence pour ces vacances et qu'ils sont même 30 % à les avoir payées plus de 3 000 US\$, à l'autre extrémité du spectre, les 88 % d'Équatoriens déclarant gagner moins de 1 000 US\$ par mois ont quand même versé entre 200 et 600 US\$ à un voyageur. Les entreprises de tourisme disposent donc d'un gros gisement de clients potentiels, puisque le prix consacré au voyage aux Galápagos représente de 50 % à 100 % (et parfois plus) des revenus mensuels des enquêtés des catégories basse et moyenne : ces ménages puisent donc abondamment dans leur épargne pour s'offrir ces vacances. En effet, la moitié des visiteurs étrangers déclarent des revenus mensuels inférieurs à 2 500 US\$, 48 % d'entre eux ont dépensé plus de 1 200 US\$ dans une agence de voyage, et les deux tiers trouvent cher leur séjour aux Galápagos. Les trois caractéristiques des vacances aux Galápagos d'une partie importante de la clientèle étrangère — un seul voyage (95 % des étrangers enquêtés y venaient pour la première fois), pour lequel on est prêt à épargner, et duquel on revient globalement satisfait (87 % d'opinions positives) — favorisent l'installation des entrepreneurs de tourisme dans une situation de rente.

Alors que l'on parle d'« écotourisme » à propos des Galápagos, et que l'on suppose donc leurs visiteurs attirés par la découverte d'une nature exceptionnelle, les motifs de visite indiqués par les enquêtés font ressortir une autre réalité. Si l'on fait la somme des réponses qui citent la nature comme principal motif de visite (la plupart mentionnent d'ailleurs l'approche des animaux et non la nature en tant que telle) et de celles évoquant un intérêt personnel pour les Galápagos (mais ce motif n'est évoqué que par 17 % des étrangers et 9 % des Équatoriens), elles représentent seulement 42 % des réponses des étrangers et la moitié de celles des Équatoriens : la clientèle *a priori* écotouristique n'est donc pas majoritaire. Car si l'on en juge par les motivations de ses principaux clients, l'objectif du tourisme de réseaux aux Galápagos, plutôt que faire découvrir la nature, est de vendre un produit dont la promotion est assurée par le jeu de la démonstration sociale : en effet, seuls 27 % des enquêtés américains sont spontanément allés aux Galápagos pour la nature ou les îles, contre 32 % sur des conseils d'amis, 19 % parce qu'on en parle dans les médias et 19 % parce qu'ils ont été attirés par la publicité des agences de voyage.

Les touristes étrangers visitent les Galápagos au cours de brèves vacances (moins d'un mois pour 70 % d'entre eux, et moins de deux semaines pour près de 60 % des Américains), pendant lesquelles les deux tiers d'entre eux visitent en plus l'Équateur continental et même, pour 30 % des enquêtés, plusieurs pays d'Amérique du Sud : le temps de séjour moyen dans l'archipel s'est réduit de six à quatre jours entre 1977 (Conade, 1988) et 1994. Et les retombées économiques locales produites par des séjours aussi brefs sont d'autant plus faibles que 61 % des étrangers (dont 86 % des Américains) ont fait seulement une croisière aux Galápagos, sans être hébergés une seule nuit à terre. De plus, la minorité d'étrangers qui séjourne à terre n'y reste pas longtemps : 80 % y passent moins d'une semaine, et pour un quart d'entre eux, deux nuits au plus. Bien que 81 % des Équatoriens aient séjourné à terre pendant leurs vacances aux Galápagos (59 % n'ont même pas fait une seule croisière !) et que, parmi eux, 87 % y soient restés au moins quatre nuits, ils ne rapportent pas forcément plus que les étrangers aux entrepreneurs de tourisme locaux, car nombre d'entre eux visitent de la famille ou des amis et, de toute façon, ils dépensent moins. Les visiteurs ne séjournent pas longtemps aux Galápagos, la majorité d'entre eux ne passent pas une nuit à terre, et enfin ceux qui le font n'y restent pas plus de quelques jours : il n'est donc pas étonnant que, pour 80 % des touristes, le total des dépenses locales soit inférieur à 50 US\$, et que 64 % des étrangers n'y aient même rien déboursé. La population ne ramasse donc que les miettes du tourisme de croisière mis en place aux Galápagos.

⁸ Ces catégories ont été établies en 1993 : un passager payait alors, en moyenne et par jour, 50 US\$ pour un *tour diario*, entre 100 et 150 US\$ pour un bateau « économique », de 150 à 200 US\$ pour une embarcation « standard » ; enfin, une croisière à bord d'un navire « de luxe » coûtait alors plus de 200 US\$ et jusqu'à 350 US\$.

Les enquêtés ne lésinent pas, en revanche, sur les prix à payer pour embarquer sur des bateaux de catégorie⁸ supérieure (cf. fig. 8). Parmi la minorité d'Équatoriens ayant fait des croisières, la plupart sont montés à bord de *tours diarios* ; mais, à l'autre bout de l'échelle sociale, un tiers de ces touristes nationaux ont pu s'offrir une croisière sur un bateau de luxe : il existe donc une clientèle équatorienne fortunée qui, bien que très minoritaire, permet aux partisans du « tourisme sélectif » de soutenir que celui-ci n'est pas

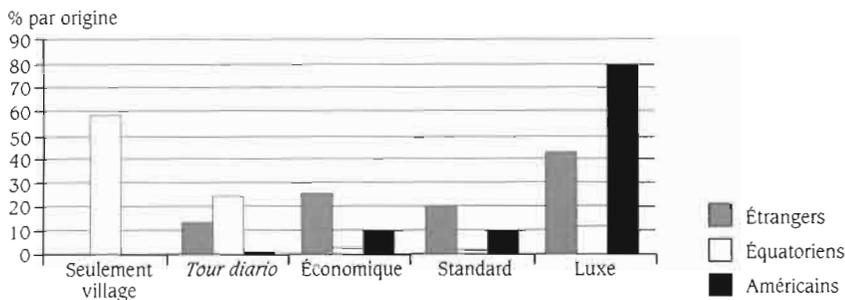


FIG. 8 — Types de séjour aux Galápagos des touristes enquêtés.

Sources : Enquêtes personnelles (N = 1 649). Ne répondent pas : 20 % des étrangers (N = 1 406) ; 2,5 % des Équatoriens (N = 243) ; 23,4 % des Américains (N = 386).

réservé aux étrangers. Le cas des enquêtés américains est exemplaire de la logique de ce tourisme : 80 % d'entre eux n'ont rien dépensé dans les villages mais ont choisi un bateau de luxe pour leurs vacances aux Galápagos.

Ainsi, plus les visiteurs des Galápagos sont riches, moins leur apport à l'économie locale est important : c'est le résultat de la politique touristique à l'œuvre depuis le début des années quatre-vingt-dix.

Le tourisme de réseaux mis en place aux Galápagos par le rapport Jennings, qui s'est développé par le jeu du marché et grâce à l'aide de l'État et de la FCD, a cependant été critiqué par le premier plan d'aménagement de la Province des Galápagos, en 1975, car le « gouvernement révolutionnaire nationaliste » de l'époque s'est aperçu qu'il n'irriguait pas assez l'économie insulaire :

« Jusqu'à présent, le tourisme a peu ou rien apporté comme bénéfice économique ou social aux habitants des îles, parce que les touristes ne touchent pas les centres peuplés (à l'exception d'un passage à travers Puerto Ayora pour se rendre à la station Darwin) ; les vivres viennent du continent, l'équipage et les guides n'incluent pas d'habitants des îles, et les opérateurs ne paient rien pour utiliser le parc national » (JNPCE, 1975 : 100).

Ce plan veut donc corriger cet état de fait en instaurant une politique de « tourisme territorial » aux Galápagos : contrairement au tourisme de réseaux qui n'utilise que le PNG, il préconise ainsi d'inclure dans l'espace touristique « les zones rurales et les aires urbaines, où l'on organisera l'hébergement, l'alimentation ainsi que les services de communications et autres qu'exige la dynamique touristique » (*op. cit.* : 106).

Mais cette politique doit transiger avec l'objectif naturaliste de réduction maximale des impacts du tourisme dans le PNG. Le plan rappelle donc que « le tourisme, correctement planifié, contribuera à améliorer le niveau de vie des habitants des îles, en créant des emplois et en dynamisant les activités de diverses manières. Par ailleurs, le tourisme aux Galápagos nécessite un contrôle systématique dans le but d'éviter la destruction ou l'altération des écosystèmes naturels et de façon à aider à la conservation de ceux-ci » (*op. cit.* : 97).

La solution de ce qui apparaît comme une contradiction entre développement et conservation semble avoir été trouvée dans le « contrôle » du tourisme, grâce à l'imposition d'un quota de visiteurs aux Galápagos. Il s'agit ainsi « [...] d'atteindre en 1977 un total de 12 000 visiteurs par an, ce chiffre

Les politiques touristiques

Les essais infructueux de tourisme territorial

étant considéré comme le maximum pour la conservation des écosystèmes insulaires» (*id.* : 105).

Mais l'objectif est ambigu, puisqu'il pousse à accueillir un nombre de touristes que l'on proclame indépassable : sous la rhétorique conservacionniste, c'est bien le développement des Galápagos qui demeure la priorité de l'État.

La fixation de cette limite s'appuie sur l'examen de l'offre touristique existant alors aux Galápagos, c'est-à-dire sur les concessions de bateaux de croisière : un permis (ou *patente*) donne et fixe le droit de posséder un bateau de tourisme comme le nombre de places à bord de celui-ci (ou *cupo*). Ces concessions ont été mises en place par le plan d'aménagement du PNG de 1974 : dès cette époque, les entreprises continentales bénéficient d'un avantage notable puisqu'elles disposent de 142 places pour 4 bateaux, contre 78 places sur 13 embarcations pour les entrepreneurs *galápagueños* (JNPCE, 1975). C'est à partir du total des places disponibles dans la flotte touristique qu'est calculé le quota de visiteurs ou la « capacité de charge » du PNG : ce chiffre, multiplié par 40 semaines d'opération par an (ce nombre est alors considéré comme une constante, les 12 autres semaines étant en principe consacrées à la maintenance des embarcations) donne la quantité potentielle de touristes.

En 1975, avec 220 places, ce potentiel est alors de 8 800 visiteurs, ce qui laisse une marge d'expansion à la flotte avant que soit atteint le plafond de 12 000 visiteurs fixé pour 1977, lequel correspond à 300 places. Or, dès 1976, le nombre de places disponibles était de 308, soit un potentiel de 12 320 touristes par an (Comisión de Alto Nivel, 1984) ; et, de fait, on compte 12 299 visiteurs en 1978... En 1981, une commission gouvernementale recommande alors de ne pas dépasser 25 000 touristes par an : 26 023 visiteurs sont néanmoins enregistrés en 1986... Il est vrai qu'en 1984, le deuxième plan de gestion du PNG a calculé que celui-ci avait une « capacité de charge » de 41 767 visiteurs par an (Comisión de Alto Nivel, 1984). Pourtant, en 1988, alors que le PNG a accueilli 40 745 visiteurs, le plan d'aménagement élaboré cette année-là déclare encore qu'il est nécessaire de « maintenir à 25 000 la limite maximale des visiteurs jusqu'à ce que l'on détermine la capacité d'absorption touristique réelle du parc national » (Conade, 1988 : vol. I, 35).

L'impuissance de l'État à faire respecter des quotas touristiques définis par ses propres administrations (et par conséquent à exercer le pouvoir de « contrôle » qu'il revendiquait) est donc totale. Mais l'objectif de développement des Galápagos grâce au tourisme territorial a apparemment été atteint : entre 1975 et la fin des années quatre-vingt, Puerto Ayora et, dans une moindre mesure, Puerto Baquerizo Moreno ont vu pousser hôtels, restaurants et boutiques de souvenirs, et de nombreux opérateurs locaux se sont lancés dans le tourisme de *tour diario*, destiné à une clientèle basée à terre.

Pourtant, seule une minorité de la population bénéficie des retombées de la croissance touristique. Car, d'une part, les migrants toujours plus nombreux sont une rude concurrence pour les salariés et entrepreneurs *galápagueños* et, d'autre part, l'expansion des grandes entreprises continentales s'est poursuivie tout au long des années soixante-dix et quatre-vingt. C'est pourquoi le plan de 1988 (Conade, 1988, vol. I) a toujours comme objectif « d'établir des politiques qui étendent à la population insulaire les bénéfices de l'activité touristique »...

L'échec relatif des plans visant à établir un « tourisme territorial » dans l'archipel est expliqué dans le « Plan global de conservation écologique et de gestion touristique pour les Galápagos », élaboré en 1991 avec l'aide de la FCD et du Pnud (Programme des Nations unies pour le développement), et approuvé par le président de la République en 1992 :

« Parallèlement à cette série de plans non exécutés (1974-1990), la programmation de la croissance a été l'exercice individuel des entreprises, l'État ayant contribué à la construction des infrastructures nécessaires à leur développement. Les processus économiques — qui impliquent, aux Galápagos, l'exploitation de ressources naturelles fragiles et rares, situées dans des aires protégées du patrimoine de l'État — ne sont pas « gouvernés » de façon adéquate » (Comisión Multisectorial, 1991 : 33).

Ainsi, le droit — les décrets présidentiels ou législatifs, les plans d'aménagement ou les règlements administratifs — a-t-il toujours été à la traîne d'une expansion touristique irrésistible : la meilleure preuve en est l'impossibilité de faire respecter les quotas de visiteurs aux Galápagos, objectif qui est donc abandonné par le Plan global. Ce dernier ne fait ainsi que légitimer le processus en cours dans l'archipel depuis les premières croisières qui y ont été organisées : ce n'est pas l'État mais le marché qui fixe les règles du jeu en matière de tourisme aux Galápagos. Selon le Plan global, le contrôle du tourisme, toujours présenté comme nécessaire — conservation oblige — doit donc être assuré par une concurrence organisée.

Fait exceptionnel, étant donné l'abandon traditionnel des plans élaborés par les gouvernements antérieurs, le Plan global est encore en vigueur aujourd'hui : c'est bien la preuve qu'il correspond aux intérêts des entreprises du tourisme de réseaux. Selon le Plan global, deux des cinq problèmes majeurs pour la conservation des Galápagos découlent directement de la tentative de politique touristique territoriale ébauchée dans les années soixante-dix et dont les effets se sont poursuivis dans les années quatre-vingt, à savoir « la transformation spontanée des villes en centres d'appui de l'activité touristique ; et la rupture du schéma traditionnel de l'activité touristique » (*id.* : 6).

Le Plan global ou le « tourisme sélectif »

Pour se débarrasser de ces problèmes, il faut donc revenir au schéma touristique « traditionnel », défini par le rapport Jennings. Pour y parvenir, ce plan est chargé de mettre en œuvre la politique dite du « tourisme sélectif », dont l'un des « objectifs stratégiques » est de « réduire la croissance de la population jusqu'à des indices similaires à ceux de la moyenne nationale grâce à des politiques sociales appropriées qui ralentissent l'augmentation de l'offre touristique [...] et qui réorientent la commercialisation touristique pour capter un marché sélectif [d'où l'appellation...] plutôt que massif » (*id.* : 7).

Puisque la principale menace pour la conservation du PNG est, selon le Plan global, la croissance démographique des Galápagos, et que celle-ci est provoquée par un afflux de migrants attirés par le développement du tourisme territorial dans l'archipel, il faut donc modifier l'offre touristique : décourager celle d'un tourisme territorial (qualifié ici de « massif ») ayant comme base d'opération les villes de l'archipel, et stimuler celle qui s'adresse à un « marché sélectif » ou, en d'autres termes, celle du tourisme de réseaux, dont les retombées économiques locales sont bien moindres.

C'est ainsi que l'un des projets du Plan global, intitulé « Formulation de politiques de promotion de la ressource touristique des Galápagos et alternatives pour optimiser le marché », a les objectifs suivants :

« L'hétérogénéité du produit touristique entraîne un large spectre de demande et de qualité de services. L'opération présente propose des études visant à réduire ce spectre, ainsi que l'application de mécanismes pour sélectionner un tourisme au fort niveau de rente [...] [de manière à] favoriser le développement du secteur touristique en accord avec les critères du marché, et maximiser ainsi la rente touristique » (*id.* : 73).

Selon le Plan global, le tourisme territorial s'éloignerait trop des « critères du marché » parce qu'il permet à une clientèle peu fortunée et souvent subventionnée (étudiants étrangers bénéficiant de réductions, établissements scolaires et comités d'entreprises équatoriens) d'accéder au « produit touristique ». Tandis que les entreprises du tourisme de réseaux, au contraire, seraient les seules capables de « maximiser la rente touristique » à tirer des Galápagos, parce qu'elles sélectionnent une clientèle « au fort niveau de rente ».

L'une des mesures les plus efficaces pour faire des Galápagos une destination de « tourisme sélectif » est d'augmenter considérablement le coût d'accès à l'archipel, de façon à décourager les visiteurs aux faibles revenus et donc saper la base économique du tourisme territorial. C'est ainsi qu'en mars 1993, le prix d'entrée au PNG est doublé pour les étrangers, qui paient désormais tous 80 US\$ (les réductions pour étudiants sont supprimées) ; et, en avril 1993,

le prix du billet d'avion entre le continent et l'archipel passe de 280 à 345 US\$ pour les étrangers. La hausse est brutale : en un mois, un touriste étranger paie un tiers plus cher pour se rendre aux Galápagos depuis Quito, soit une dépense supplémentaire de 105 US\$, l'équivalent de deux croisières de *tour diario* ou d'une vingtaine de nuits d'hôtel bon marché, mais seulement d'un seul jour à bord d'une embarcation « standard » ou d'une demi-journée sur un bateau de luxe... Il n'a pas été nécessaire d'augmenter le coût d'accès aux îles pour les touristes nationaux : bien que ces derniers ne paient que 6 US\$ d'entrée au PNG et un billet d'avion moitié moins cher que les étrangers, ces prix sont exorbitants pour des classes moyennes qui ont été « naturellement » privées de vacances dans l'archipel par la crise économique du pays.

Un autre moyen pour faire du tourisme haut de gamme la norme aux Galápagos est l'« appui aux investissements pour améliorer la qualité des services touristiques » (*op. cit.* : 73) : il s'agit d'obliger les opérateurs à acheter de coûteux équipements. On exige ainsi que tous les bateaux soient dotés de batteries d'instruments sophistiqués pour renforcer la sécurité à bord (alors que leurs équipages sont souvent composés de migrants récents, qui ignorent tout de la mer, sans formation aucune et néanmoins recrutés parce qu'ils sont payés moins cher que les insulaires) ; toutes les embarcations doivent en outre être équipées d'un magnétoscope pour présenter des films « éducatifs » sur les Galápagos ; enfin, les opérateurs doivent investir dans des appareils réduisant la pollution de leurs embarcations.

Comme le fait remarquer le gérant de MT aux Galápagos, « la tendance actuelle du tourisme est une pression pour améliorer les services : les touristes sont de plus en plus exigeants et ne veulent plus faire des tours de plusieurs semaines dans des conditions de confort précaires comme nous le faisons sur le *Bronzewing* [un voilier en bois] » (D. Balfour, comm. pers., mars 1994). Sous couvert de sécurité, d'éducation et d'assainissement, cet « écotourisme technologique » vise à remplacer les entrepreneurs qui ne peuvent participer à cette amélioration des services touristiques par ceux qui ont les capacités d'investissement adéquates : ses victimes sont les opérateurs locaux qui, confrontés à une baisse du nombre de leurs clients aux revenus modestes, voient leur source de revenus se tarir alors que les autorités leur demandent de faire de lourds investissements. Leur situation est d'autant plus délicate que ces mesures s'accompagnent de la remise en vigueur d'un règlement, énoncé en 1987 mais abandonné depuis, qui concerne la *patente* : un bateau doit naviguer au moins 215 jours par an pour qu'elle soit renouvelée.

« L'objectif de ce règlement est de promouvoir la formation d'une flotte efficiente, qui emmène un maximum de visiteurs sur moins de bateaux. Les conséquences de son application seront les suivantes : la vente de leurs

concessions par les petits opérateurs ou leur affiliation à une compagnie ou agence de voyage qui leur procurera des passagers [...] ; et un contrôle majeur du tourisme par des intérêts étrangers aux Galápagos » (MOORE, 1987 : 35).

Le Plan global renforce ainsi l'emprise du tourisme de réseaux sur le marché des Galápagos, lequel est aujourd'hui presque entièrement contrôlé par des entreprises continentales.

**L'imbroglia
des *cupos*
y *patentes* :
les armateurs
insulaires
évincés du marché**

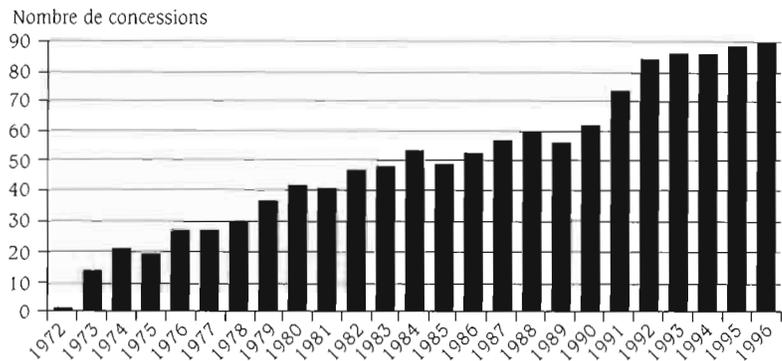
Le PNG devant être protégé, toutes les politiques touristiques ont prétendu limiter le nombre de bateaux de croisière — et par conséquent de concessions — aux Galápagos : depuis le Plan global, c'est même le seul moyen d'action qui reste aux autorités concernées, puisqu'elles ont renoncé à établir des quotas de visiteurs. La concession d'une embarcation de tourisme s'accompagne, on l'a vu, de la fixation du nombre de places à son bord : c'est donc à la fois la quantité de bateaux et de passagers qu'ils transportent que les pouvoirs publics doivent limiter. Or, si les touristes sont chaque année plus nombreux à faire des croisières dans l'archipel, c'est qu'il y a toujours plus de bateaux, que ceux-ci ont toujours plus de places, et que cette évolution s'est poursuivie malgré les décrets présidentiels de 1990, 1992 et 1994 annonçant la suspension de l'octroi de nouvelles concessions touristiques.

Trois administrations sont chargées de délivrer, en principe chaque année, la *patente* permettant d'exploiter un *cupo* au nombre de places déterminé. L'Inefan (Institut équatorien forestier d'aires naturelles et de la vie sauvage), via le SPNG, donne ou pas son accord au renouvellement du permis d'opérer en fonction de ce qu'il estime être sa capacité de gestion du tourisme dans le parc national ; en cas d'accord, les agents de la Digmer (Direction générale de la Marine marchande) vérifient la sécurité du navire ; enfin, si l'embarcation a les qualifications requises, elle est inspectée par la Cetur (Corporation équatorienne du Tourisme) afin de déterminer la qualité des services qu'elle offre, ce qui permet de fixer le prix des croisières et, par conséquent, la catégorie touristique à laquelle appartient le bateau.

Ce parcours, rallongé par le recours à un autre organisme bureaucratique, la Commission permanente, en cas de changement de propriétaire ou de catégorie, est présenté comme une garantie de contrôle : il est au contraire propice à tous les raccourcis plus ou moins licites (MOORE, 1987).

Le résultat de cet imbroglia administratif est qu'en vingt-cinq ans, les concessions de bateaux de tourisme (fig. 9) et de places à leur bord (fig. 10) ont augmenté vertigineusement dans un archipel où l'État a toujours dit limiter leur nombre.

Fig. 9 — Évolution du nombre de concessions de bateaux de tourisme aux Galápagos (1972-1996).

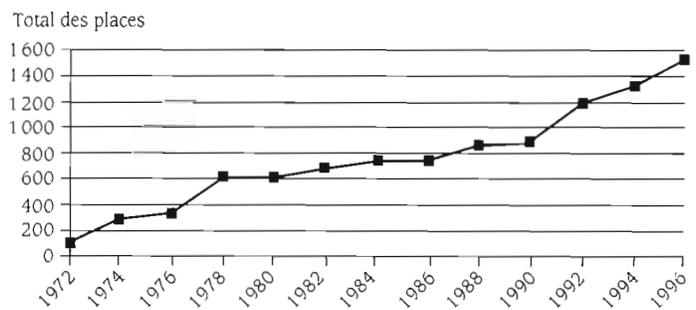


Sources: JNPCE (1975) ; Ingala (1981, 1987) ; MOORE (1987) ; Conade (1988) ; FCD (1992) ; ENTRA (1993) ; rapports annuels du SPNG de 1991 à 1996.

La diminution du nombre de concessions en 1975, 1981, 1985 et 1989 s'explique ainsi vraisemblablement par des imprécisions statistiques plutôt que par leur réduction réelle. De fait, il est impossible d'obtenir des renseignements précis sur les concessions aux Galápagos, car les statistiques ne correspondent pas d'un organisme à l'autre : par exemple, le Plan de 1984 mentionne 47 embarcations totalisant 660 places en 1984 (Comisión de Alto Nivel, 1984), alors que le Plan global a recensé, pour cette même année, 53 bateaux pour 719 places (FCD, 1992 a)... Et, en juillet 1992, un responsable de la Commission permanente déclarait que le nombre de concessions était de 82, alors que, le même mois, un fonctionnaire de la Digmer donnait le chiffre de 89 bateaux (J. Ortiz, M. Muñoz, comm. pers., 1992)... Mais cette confusion règne aussi au sein d'une même administration ; ainsi, le MAG (ministère de l'Agriculture et de l'Élevage) a publié en 1991 deux listes d'opérateurs dont ses services ont examiné les demandes de renouvellement de concessions : l'une indique 62 bateaux, l'autre 93.

Entre 1990 et 1996, en cinq ans de « prohibition », le nombre de bateaux a donc augmenté de 22 %, et celui des places à leur bord de 42 % ! L'appa-

Fig. 10 — Augmentation du nombre de places disponibles à bord des bateaux de tourisme opérant aux Galápagos (1972-1996).



Sources: cf. fig. 9.

rition de la modalité de croisière en *tour diario* en 1984, critiquée par la FCD parce qu'elle serait responsable de la croissance touristique des années quatre-vingt, s'était traduite par une augmentation du nombre de places bien moins importante que celle qui s'est produite depuis la mise en œuvre du Plan global.

C'est que les tarifs pratiqués et la croissance permanente du tourisme étranger à destination de l'archipel font de chaque place supplémentaire à bord d'une embarcation un enjeu financier considérable, ce qui explique la détermination des grandes entreprises à augmenter la capacité de leurs navires. Pour cela, il suffit de convaincre les autorités de déroger à la règle, comme le montre un courrier envoyé par le vice-président de Metropolitan Touring (Oficio VPE-078, 30-1-1991) au responsable du MAG alors en charge des concessions touristiques : « [...] puisque le MAG va octroyer de nouvelles concessions aux Galápagos, l'on concède à notre entreprise, parce qu'elle est la plus ancienne à opérer dans l'archipel, une concession supplémentaire pour une embarcation de 36 places ».

Le vice-président de MT souhaiterait en outre augmenter la concession d'un de ses navires de 34 à 40 places, et annonce : « La Commission interne du MAG nous a informé verbalement que cette demande d'augmentation allait être acceptée parce qu'elle est juste [...], ce qui fut ensuite ratifié par le courrier d'octobre 1990 envoyé par vous-même à notre gérant à Guayaquil, [qui] ne révoque pas l'attribution d'une concession de 40 places mais nous informe que l'on ne peut pas octroyer de nouvelles concessions parce que le décret exécutif n° 1671 du 17 juillet 1990 est en vigueur ».

Le problème vient de ce que certains fonctionnaires chargés de contrôler les concessions ne sont pas au courant de ce marché :

« Lorsque nous fîmes les démarches auprès de la Digmer pour renouveler la licence d'exploitation de l'*Isabela II* pour 1991, quelle ne fut pas notre surprise de constater qu'il nous était concédé une autorisation de transporter seulement 34 passagers ! [...] Il doit s'agir d'une erreur, car nous n'avons trouvé aucune base légale ni aucune communication formelle nous signalant que l'autorisation concédée par le ministre du MAG ait été révoquée ou modifiée. Nous avons des contrats à l'étranger dans lesquels nous nous sommes engagés à fournir une capacité de 40 passagers pour l'*Isabela II* [...]. Il est évident que la réputation de notre entreprise comme l'image du pays se verraient gravement affectées si, à l'improviste et sans véritable justification, la capacité de notre embarcation se voyait modifiée [...]. Notre entreprise, qui s'est distinguée par sa rectitude et sa trajectoire limpide tout au long de ses vingt et une années d'efforts, est gravement préoccupée et vit avec une gêne certaine qu'on la soumette de façon si inopinée à des

entraves qui doivent être le fruit d'une erreur d'interprétation bureaucratique. Pendant ce temps, nous remarquons, avec une inquiétude tout aussi forte, que de nouveaux opérateurs reçoivent des concessions avec une facilité notable. »

MT a obtenu satisfaction : l'*Isabela II* a aujourd'hui une capacité reconnue de 40 places, et l'entreprise a obtenu la concession d'un navire de 36 places, le *Delfin II*. Or, le calcul de ce que peuvent rapporter ces places explique la pression exercée sur les pouvoirs publics. Une place à bord de l'*Isabela II* coûte 340 US\$ par jour : ce chiffre multiplié par 6 (places supplémentaires), puis par 7 (jours d'utilisation hebdomadaire), et enfin par 48 (semaines d'opération annuelle ; ce nombre est aujourd'hui considéré comme une constante par le SPNG) équivaut à un chiffre d'affaires potentiel (si ces places sont toujours occupées) de 685 440 US\$ par an. Quant au *Delfin II*, une place y coûte 240 US\$ par jour : multiplié par 36 places puis, de même, par 7 et enfin par 48, cela donne un chiffre d'affaires théorique de 2 903 040 US\$ par an... En 1993, Metropolitan Touring a réalisé un chiffre d'affaires de 5 700 000 US\$ sur le marché des Galápagos (D. Balfour, comm. pers., 1994) : cela lui confère un pouvoir de négociation certain avec les autorités nationales.

L'Inefan (1994) constate que « le système pour acquérir un permis d'opération touristique, très problématique dès ses débuts, s'est encore détérioré en raison du manque de constance dans son application, des abus, du manque de coordination, ainsi que des politiques et des régulations peu claires » (*op. cit.* : 74).

Les pratiques plus ou moins licites qui se développent autour de l'octroi des concessions touristiques expliquent donc la faible fiabilité des statistiques relatives aux concessions aux Galápagos comme le flou général qui entoure les mécanismes de leur attribution : il n'y a pas de contrôle possible, il s'agit d'un « trou noir » économique. Celui-ci masque un processus de conquête systématique du marché des Galápagos par des entreprises continentales, ce qui a été maintes fois constaté sans que rien ne change.

Ainsi, le rapport d'A. MOORE au MAG (1987) annonce : « La flotte touristique, qui était en grande majorité opérée par des habitants des îles, se caractérise toujours plus par le contrôle de son opération, sinon de sa propriété, par des investisseurs continentaux » (*op. cit.* : 50).

Puis les auteurs du plan Conade (1988) remarquent : « Le tourisme n'est pas une activité dont la population insulaire tire un bénéfice substantiel. Celle-ci a plutôt été obligée, faute de revenus, de se défaire de ses embarcations qui sont passées aux mains des grands entrepreneurs du continent » (*op. cit.*, vol. II : 141).

Enfin, le plan de l'Inefan (1994) a lui aussi pris acte du processus : « Un grand nombre d'intérêts étrangers aux îles, principalement originaires de Guayaquil et de Quito, sont en train d'investir dans le tourisme de luxe, ce qui provoque un grand changement en réduisant le contrôle local » (*op. cit.* : 74).

En 1992, la responsable du « trafic maritime » à la Digmer estimait que les *Galápagueños* ne possédaient plus que 20 % des concessions de l'archipel (M. Muñoz, comm. pers., août 1992), alors que la proportion était de 75 % vingt ans auparavant. Les entreprises qui achètent des concessions aux Galápagos ne sont pas toutes spécialisées dans le tourisme, mais voient dans cette activité un moyen de faire de rapides profits, voire de recycler de l'argent. Lors d'un séminaire sur la réorganisation du PNG en juin 1993, le représentant de l'Inefan fit une comparaison édifiante : « Dans le trafic de drogue, nous savons que les sanctions sont inefficaces ; il en va de même avec les *cupos* aux Galápagos »...

L'évolution de la flotte touristique

⁹ On peut le constater en consultant les registres du SPNG. Par exemple, en 1991, J. Guerrero, de Puerto Ayora, possède le *Fénix*, un *tour diario* de 8 places : en 1992, il le vend à l'entreprise Galápagos Nature Cruises qui porte, sur le papier, sa capacité à 12 places. En 1994, le *Samoa*, un bateau de catégorie « standard » propriété de M. Almeida, de Quito, est vendu à la compagnie Explonáutica : il perd 4 de ses 16 places mais passe à la catégorie « luxe » ; or, M. Almeida est actionnaire de Galápagos Nature Cruises comme d'Explonáutica. La même année, la concession du *Fénix* disparaît et Explonáutica introduit un bateau de luxe de 16 places, l'*American Enterprise* ; enfin, en 1995, Explonáutica vend le *Samoa* à Galápagos Nature Cruises. Reprenons : M. Almeida disposait, en 1994, d'un bateau « standard » de 16 places ; en 1996, cet investisseur quiténien a 2 bateaux de luxe, respectivement de 16 et 12 places...

En se limitant aux dernières années et aux seules statistiques du SPNG, on peut avoir un aperçu de la prise de possession du marché des concessions touristiques des Galápagos par des entreprises continentales. Depuis la mise en place de la politique du tourisme sélectif, ventes et acquisitions de concessions se sont accélérées, de même que l'introduction de nouvelles embarcations. Ainsi, entre 1991 et 1996, 82 concessions ont fait l'objet de transactions : dans 48 cas il s'agit de l'introduction d'un nouveau bateau et, dans 34 cas, ces mouvements correspondent à une « fin de concession », selon la terminologie du SPNG ; parmi ces dernières, seules 16 sont des ventes dont on connaît l'acquéreur (des entreprises dans 13 cas). Le flou statistique qui entoure une « fin de concession » permet à son acquéreur d'augmenter le nombre de places du bateau, d'en rehausser la catégorie ou, le plus souvent, les deux à la fois, la plupart du temps grâce à un prête-nom ou une société écran⁹.

La prise de possession du marché des Galápagos par les entreprises du tourisme de réseaux se traduit aussi, bien entendu, par l'augmentation du nombre de leurs concessions : en 1990, sur 62 *cupos*, 50 étaient enregistrés sous le nom de particuliers et 12 appartenaient à des entreprises ; en 1996, sur 89, 44 sont la propriété de particuliers et 45 d'entreprises. Or, si les « particuliers » peuvent être des insulaires ou des continentaux, les entreprises, en revanche, ont toutes leurs sièges à l'extérieur de l'archipel : leurs capitaux sont équatoriens et étrangers ; quelques entrepreneurs locaux y participent aussi parfois, notamment les « *Germano-Galápagueños* » qui possèdent des bateaux de tourisme « de luxe » qui ne sont pas inscrits à leurs noms. De plus, comme bien des sociétés utilisent des prête-noms, ces « particuliers » peuvent cacher des entreprises, ce qui limite davantage encore le nombre



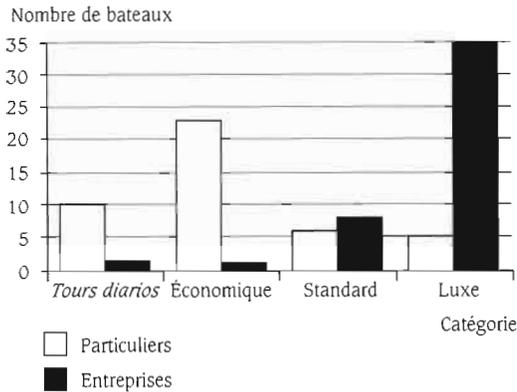
des concessions aux mains des entrepreneurs insulaires. Or ces changements de propriétaires sont plus significatifs encore si l'on tient compte des catégories de ces concessions.

La répartition est nette : aux armateurs insulaires les catégories les moins rentables (*tours diarios* et « économique »), aux entreprises continentales celles qui apportent le plus de profit (« standard » et surtout « luxe »). De façon logique, le Plan global s'est donc traduit par la nette diminution du nombre des *tours diarios* et surtout par l'énorme augmentation des bateaux de la catégorie « luxe » (fig. 12). Entre 1990 et le début de 1996, les 28 nouvelles concessions de bateaux de luxe ont toutes été acquises par des compagnies extérieures aux îles, avec une participation d'entrepreneurs *galápagueños* dans cinq cas seulement. Ces compagnies sont de nouvelles venues sur le marché touristique de l'archipel, mais certaines d'entre elles sont en réalité des prête-noms pour les plus grosses entreprises déjà présentes aux Galápagos¹⁰.

Puisqu'il favorise les entreprises à fort pouvoir d'investissement et que celles-ci les rentabilisent au mieux, le Plan global a eu comme effet d'accroître la taille des bateaux de croisière : il y avait ainsi 21 bateaux de 4 à 8 places en 1990, mais on n'en comptait plus que 7 en 1996, tandis que les embarcations de 14 à 20 places passent de 10 à 34 unités pendant la même période (EPLER, 1993 ; SPNG, 1996).

Darwin et l'évolution de la poule aux œufs d'or. Le marché des concessions de bateaux de croisière, en pleine croissance, est d'une opacité empêchant tout contrôle d'un tourisme prétendument limité : le bateau *Darwin* apparaît dans les registres du SPNG de 1993 sous la concession de M. Villacís, de Puerto Ayora, alors que le journal *Hoy* daté du 8 février 1993 signale que cette embarcation appartient à l'une des plus grosses entreprises de tourisme continentale, Galasam. Or, au début de 1994, cette *lancha* est en chantier à Pelican Bay, Puerto Ayora.

¹⁰ Sur son catalogue de 1996, Quasar présente ses 6 bateaux de luxe opérant aux Galápagos, dont seulement 3 apparaissent dans le registre du SPNG de la même année sous le nom de cette entreprise continentale.



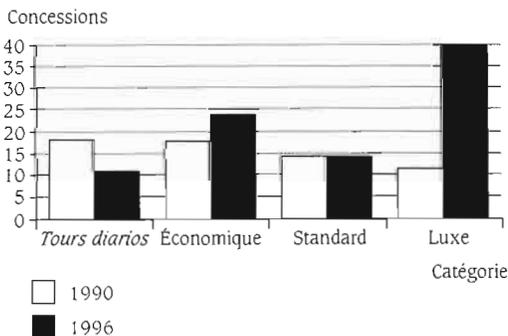
Source : SPNG (1996).

FIG. 11 — Propriété des bateaux de tourisme selon leurs catégories en 1996.

Or, la composition de la flotte touristique par catégories en 1996 montre qu'en règle générale, les bateaux de luxe sont les plus gros, et ceux des *tours diarios* et des croisières « économiques » les plus petits (fig. 13).

Les armateurs insulaires se retrouvent ainsi avec les bateaux les plus petits et les moins chers, tandis que ceux aux mains des entreprises continentales sont à la fois plus nombreux, plus grands et plus luxueux. La politique du « tourisme sélectif » a donc sanctionné la formation d'un oligopole d'entreprises pratiquant le tourisme de réseaux sur le marché des Galápagos.

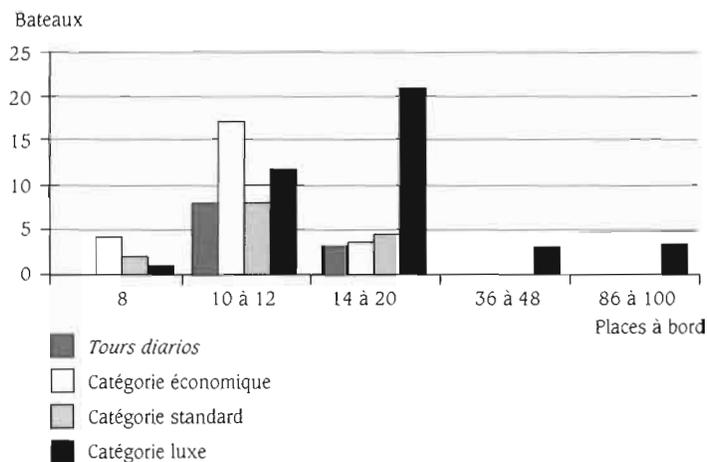
Or, le système touristique en vigueur aux Galápagos est la première cause de la dégradation écologique de l'archipel. D'abord parce que, profitant essentiellement aux investisseurs *afuerreños*, il se traduit par la paupérisation d'une population insulaire par ailleurs en pleine croissance démographique, ce qui la pousse à trouver d'autres sources de revenus : or celles-ci, et notamment la pêche d'exportation, provoquent des dommages écologiques bien plus graves que la surfréquentation de certains sites de visite (cf. chapitre VIII).



Sources : BIELER (1993) ; SPNG (1996).

FIG. 12 — Évolution du nombre de concessions par catégories (1990-1996).

Fig. 13 — Places à bord des bateaux de tourisme selon leur catégorie en 1996.



Source : SPNG (1996).

Ensuite parce que, basé sur la visite d'un parc national fragile dont la pérennité ne peut être assurée qu'au prix du maintien d'une certaine fermeture de l'archipel, le tourisme est aujourd'hui l'un des principaux facteurs de l'ouverture de cet archipel au monde : outre l'arrivée sans cesse croissante de visiteurs, il a suscité une immigration massive à l'échelle des îles et permis ainsi à l'État de les intégrer définitivement au territoire national.



L'intégration des Galápagos à l'Équateur

« Toute la pensée et la pratique du pouvoir d'État sur les problèmes frontaliers de l'Équateur ont été imprégnées par cette conception d'un territoire comme pure étendue physique, légitimée par des lois et des décrets et défendue par les Forces armées [...] Le procès de construction de l'Équateur a eu un sens précis : remplir cette étendue physico-juridique de substance sociale » (MOREANO, 1991 : 206).

L'« équatorianisation » des Galápagos ne commence réellement qu'à partir de la décennie 1940, avec la progressive intégration des îles au territoire national grâce à une politique que l'État mène successivement selon deux axes. Le premier, au cours des années quarante et cinquante, a confirmé la souveraineté équatorienne sur l'archipel par le biais de traités internationaux portant sur les utilisations traditionnelles de cet espace ouvert. Puis, dans les années soixante et soixante-dix, l'État « remplit cette étendue physico-juridique de substance sociale », comme le dit A. Moreano : il crée les conditions d'un peuplement plus important de son territoire insulaire en développant une économie touristique capable d'attirer des migrants aux Galápagos, en y installant des administrations pour les encadrer, et en s'efforçant, par le biais de plans d'aménagement, de rendre l'ensemble compatible avec la conservation du PNG.

L'équatorianisation des Galápagos est d'autant plus rapide qu'à partir de la Seconde Guerre mondiale, le pays entre dans une phase de modernisation qui l'incorpore cette fois-ci entièrement — et non plus seulement sous la forme d'enclaves comme lors des cycles agro-exportateurs précédents — au marché mondial (GRIJALVA, 1990). Depuis, Galápagos et Équateur continental ne suivent plus des cours parallèles mais une même destinée : l'évolution politique et économique du pays explique l'histoire contemporaine de l'archipel.

Une population d'immigrés

**Équateur et Galápagos :
une histoire
désormais commune**

Bénéficiant d'une bonne conjoncture internationale, l'Équateur des années cinquante connaît une croissance économique et une stabilité politique exceptionnelles, ainsi qu'un gonflement considérable des revenus et de l'appareil de l'État (CUEVA, 1990). C'est l'époque de la véritable conquête de l'espace national : aidé par des crédits américains, l'État se lance dans la construction d'infrastructures de transport (GÓMEZ, 1992), et la population équatorienne, en phase ascendante de transition démographique, entre en mouvement : les fronts pionniers descendent des Andes le long du versant Pacifique, et les villes se gonflent de migrants (CARRIÓN, 1992). Au cours des années soixante, la surpopulation de certaines campagnes andines et régions côtières, l'émiettement foncier et la dislocation des sociétés paysannes par l'économie capitaliste amplifient des catastrophes naturelles comme les grandes sécheresses des provinces de Manabí et de Loja, en 1967 : ces crises géographiques engendrent une « population flottante » qui migre de villes en fronts pionniers de la Costa, puis de l'Oriente.

Car l'exploitation du pétrole de l'Amazonie équatorienne commence en 1972 : la même année, sous le prétexte de vouloir sauvegarder la souveraineté nationale sur les ressources naturelles, une junte militaire prend le pouvoir et impose une constitution réservant 15 % de la rente pétrolière aux Forces armées : celles-ci, propriétaires de nombreuses entreprises et dotées d'importantes ressources financières, constituent depuis lors un État dans l'État (DELER, 1981 ; BACA, 1991). Pendant la décennie 1970, l'Équateur connaît une croissance économique sans précédent grâce à l'« or noir » : la fonction publique grossit encore, de nouvelles administrations voient le jour, et l'État s'engage encore plus dans la vie économique du pays en subventionnant des pans entiers d'activités et en finançant de grands travaux (SÁNCHEZ, 1991 ; LARREA MALDONADO, 1991). Mais plutôt que de mettre en œuvre une véritable réforme agraire, le régime militaire accélère la colonisation des espaces ouverts de l'Amazonie et des Galápagos : l'intégration spatiale du pays comme palliatif à la crise sociale est une recette classique en Amérique latine (TOURAINÉ, 1988).

Le retour à un régime civil, en 1979, coïncide avec le deuxième choc pétrolier mondial, et le président Roldós puis son successeur Hurtado poursuivent une politique populiste d'intégration nationale. Cependant, au début des années quatre-vingt, l'Équateur s'enfonce dans la crise économique (SÁNCHEZ, 1991) tandis que sa population continue de croître vertigineusement¹. Soutenu par les entreprises agro-exportatrices de la Costa, le président Febres Cordero, élu en 1984, adopte une politique économique libérale qui démantèle bon nombre d'entreprises publiques sans s'attaquer au pouvoir politique et économique des militaires (ESTUPIÑÁN, 1991). En 1988, le social-démocrate Borja arrive au pouvoir alors que l'Équateur est englué dans la crise causée par

¹En 1974, l'Équateur comptait 6 552 000 habitants ; en 1982, 8 038 000 ; et en 1990, 9 648 000 (Inec).

l'effondrement des cours du pétrole : les réformes prévues font place aux recettes du FMI. En 1992, l'ultra-libéral Durán Ballén est élu président, et son « gouvernement des entrepreneurs » privilégie les secteurs où le pays bénéficierait d'avantages comparatifs sur le marché mondial : l'Équateur quitte l'Opep tandis que le tourisme et la pêche deviennent des priorités, ce qui donne une importance accrue aux Galápagos dans une économie équatorienne largement ouverte sur le monde. Les migrations vers l'archipel ont de beaux jours devant elles...

Et ce d'autant plus que la doctrine géopolitique des « frontières vives », lancée dans les années soixante par les stratèges brésiliens et qui vise à consolider les frontières nationales par des foyers de colonisation dirigés de façon à y affirmer la souveraineté nationale, a été reprise par les militaires équatoriens en Amazonie mais aussi aux Galápagos. Les migrations permettraient ainsi, selon certains idéologues, de contrecarrer « les ambitions internationales sur les îles Galápagos », titre d'un ouvrage dont l'auteur affirme : « Nous devons faciliter la présence de population équatorienne sur certaines îles de façon à réaffirmer la souveraineté nationale » (VILLACRÉS MOSCOSO, 1985 : 138).

Quant à l'article intitulé « Les Galápagos dans la souveraineté équatorienne » et publié par l'Institut géographique militaire, on y lit : « Nous devons planifier un prudent déplacement de population continentale sur les régions hautes des îles les plus étendues, puisque les conditions y sont favorables au développement agricole et à l'élevage » (HIDROVO PEÑAHERRERA, 1985 : 59).

Ces auteurs ne font que reprendre un thème récurrent dans tous les textes administratifs ou législatifs équatoriens sur les Galápagos : la souveraineté n'est assurée que par le peuplement. Ainsi, le décret de création de l'Ingala (Instituto Nacional Galápagos) par le Congrès déclare : « [...] l'on ne peut sous-estimer la présence de l'homme dans l'archipel de Colomb comme élément fondamental de l'exercice de la souveraineté qui soutient notre race et notre culture » (Actes du Congrès, 1979).

Ces contextes historique et idéologique expliquent la vigueur du peuplement des Galápagos une fois assurés ses fondements économiques.

La population des Galápagos a été multipliée par 12 entre 1938 et 1990. Cette croissance démographique est surtout due à une immigration qui s'accélère : en 1990, les natifs des Galápagos ne forment plus qu'un gros tiers de la population de l'archipel, alors qu'ils étaient majoritaires en 1962 ; et en 1990, les « néo-migrants »² représentent la moitié de la population installée (natifs et « vieux migrants ») tandis qu'ils n'en formaient qu'un cinquième en 1962.

Une croissance démographique accélérée

² Arrivés aux Galápagos moins de cinq ans avant un recensement donné, alors que les « vieux migrants » s'y sont installés au moins cinq ans avant ce même recensement.

Années de recensement	Population totale	Natifs	« Vieux migrants »	« Néo-migrants »
1938	840	•	•	•
1950	1 346	•	•	•
1962	2 391	1 234	506	651
1974	4 037	1 910	1 266	861
1982	6 119	2 470	2 212	1 437
1990	9 785	3 462	3 067	3 256

TABLEAU I —
Croissance
démographique
et migrations
aux Galápagos.

Sources : NAVEDA (1952) ; Ecuador (1950 ; 1962) ; Inec (1974 ; 1982 ; 1990).

³L'Équateur est alors en pleine transition démographique : sa population s'accroît à un taux de 3,2 % par an entre 1962 et 1974.

Et pendant cette période, la croissance démographique des provinces amazoniennes dépasse de loin celle des Galápagos : 7,2 % par an pour l'ensemble de l'Oriente, avec des records de 8,2 % pour le Napo et de 9,5 % en Zamora Chinchipe, provinces de fronts pionniers (SÁENZ et PALACIO, 1992).

⁴En Amazonie, c'est le pétrole qui attire les migrants : entre 1974 et 1982, le taux de croissance démographique de la province du Napo est de 7,2 % par an. Et l'ensemble de l'Oriente a le même taux de croissance annuel que les Galápagos (4,9 %) pendant cette période (Inec, 1982).

⁵Le taux de natalité est de 26‰ en 1990 aux Galápagos. En 1982, le taux de fécondité était de 163‰ ; en 1990, il n'est plus que de 110‰. Ce ralentissement est patent lorsque l'on observe les taux de fécondité par classes d'âge : ainsi le taux maximum, en 1982, est de 251‰ chez les femmes de 20 à 24 ans, alors qu'en 1990, il n'est plus que de 169‰ pour la même classe d'âge. Quant à l'indice synthétique de fécondité, il est descendu de 4,6 naissances vivantes par femme en 1982 à 3 en 1990 (Inec, 1982, 1990).

Les recensements permettent de calculer les taux de croissance démographique annuels moyens durant les périodes intercensitaires. Entre 1938 et 1950, ce taux est de 4 % : une bonne part de cette croissance est due à l'arrivée des bagnards et de leurs gardiens à Isabela, ainsi qu'à l'installation de fonctionnaires et de leurs familles à San Cristóbal. Durant la période suivante, le taux de croissance est de 4,8 % par an, mais l'augmentation de la population est surtout due à la première grande vague contemporaine de migrations vers l'archipel, en 1956, quand l'Ilerac (Instituto Ecuatoriano de Reforma Agraria y Colonización) lance le peuplement des hauteurs de Santa Cruz : bon nombre de ces colons sont les « néo-migrants » recensés en 1962. Entre 1962 et 1974, le taux de croissance démographique annuel fléchit légèrement tout en restant élevé (4,5 %) ³ : après l'instauration du PNG, l'État s'est provisoirement désintéressé du peuplement de l'archipel avant d'ouvrir en grand, en 1973, les vannes de la migration grâce à la provincialisation et à la manne pétrolière.

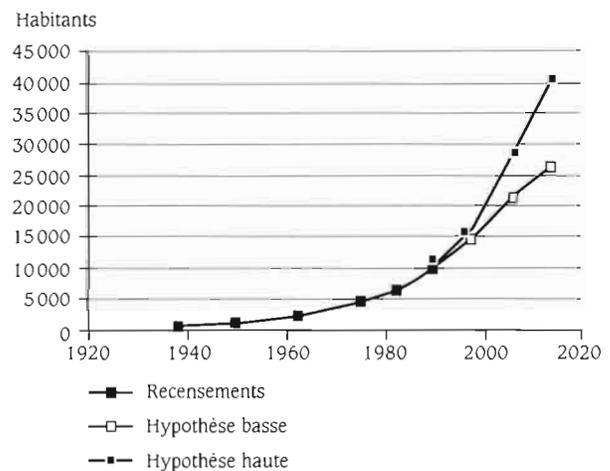
À partir de là, l'État et le tourisme deviennent les moteurs du peuplement des Galápagos ⁴ : ainsi, entre 1974 et 1982, la population insulaire augmente à un taux annuel semblable à celui de la décennie 1950 (4,9 %). Cependant, le raz de marée humain, à l'échelle de la partie colonisable de l'archipel (240 km²), a lieu dans les années quatre-vingt : la crise économique de l'Équateur continental contraste avec l'essor du tourisme aux Galápagos. Ajoutés à une forte natalité ⁵, ces flux humains expliquent un taux de croissance démographique de 5,9 % par an dans l'archipel entre 1982 et 1990. Et le rythme de l'augmentation de la population insulaire tend à s'accélérer encore.

En effet, on peut estimer le taux de croissance démographique des Galápagos entre 1990 et 1994 en se servant du recensement de 1990 et des enquêtes auprès de la population réalisées d'avril 1993 à mars 1994 (GRENIER, 1996). À cette dernière date, la population totale des Galápagos aurait atteint

11 830 habitants⁶, chiffre correspondant à un taux de croissance démographique annuel de 6,1 % entre 1990 et 1994 ; et, si ce taux restait le même, au moins 16 000 personnes vivraient dans l'archipel en 2000. Il est plus hasardeux d'évaluer la croissance démographique des Galápagos au-delà. Car si l'on peut escompter un alignement de l'accroissement naturel de la population insulaire sur une moyenne nationale en nette diminution (2,2 % en 1990), on ne peut rien présumer des migrations vers l'archipel : elles peuvent ralentir, s'arrêter, voire s'inverser, ou au contraire augmenter à un rythme encore plus soutenu. Compte tenu de ces incertitudes, il est néanmoins possible de formuler deux hypothèses de croissance démographique pour les Galápagos dans les vingt ans à venir, en partant du recensement de 1990 :

⁶En 1985, les projections démographiques de l'Inec prévoyaient 9 710 habitants aux Galápagos en 1990, et 11 840 fin 1994 (Ingala, 1987).

FIG. 14 — La croissance démographique aux Galápagos de 1938 à 2014 (recensements, estimation, hypothèses).



Sources : NAVEDA (1952), Ecuador (1950 : 1962), Inec (1974 : 1982 : 1990), GRENIER (1996).

L'hypothèse basse mise sur le maintien du taux de croissance démographique actuel de 6,1 % jusqu'en 1998, puis sur sa diminution à 4 % par an lors des huit années suivantes, et enfin sur sa stabilisation à 2 % par an jusqu'en 2014. Cela impliquerait une considérable réduction de l'accroissement naturel de la population insulaire comme des migrations vers l'archipel ; or ni l'une ni l'autre de ces conditions, à défaut d'être acceptées, ne sont en passe d'être imposées⁷. Or, certaines provinces amazoniennes prouvent que des taux de croissance démographique supérieurs à 7 % par an sont possibles pendant plus de quinze années d'affilée en Équateur. L'hypothèse haute paraît donc plus vraisemblable : elle supposerait qu'aux Galápagos, le taux de croissance démographique annuel soit de 7 % de 1990 à 2006 avant de descendre à 4 % pendant la période intercensitaire suivante.

⁷À la conférence de l'ONU à Pékin en septembre 1995, l'Équateur a fait partie des rares États s'opposant à tout contrôle des naissances. Et l'armée refuse toute révision de la Constitution qu'elle a mise en place et qui autorise une libre migration vers les Galápagos.

Une telle croissance démographique ne peut qu'accentuer la dégradation d'un parc national situé dans un archipel dont la fragilité écologique augmente à mesure de son ouverture. Contrairement à ce que prétendent les conservationnistes (et notamment la FCD), l'augmentation de leur population n'est pas le seul facteur de la destruction en cours de la singularité naturelle des Galápagos : le système touristique actuel, par exemple, en est un autre. Il est cependant indéniable que plus cet archipel sera peuplé, plus la pression sur ses écosystèmes sera grande, et ce quel que soit le stade de développement économique de ses habitants : leur pauvreté actuelle les conduit certes à rechercher n'importe quel moyen de survie, au mépris de toute considération écologique ; mais si l'élévation de leur niveau de vie se traduisait par une consommation accrue, similaire à celle des sociétés du Nord, les conséquences pour la nature insulaire seraient tout aussi graves, quoique différentes. Et même si l'on mettait en œuvre un développement durable — conciliant la sortie de la pauvreté et la viabilité écologique à long terme — plus difficile à inventer qu'à évoquer, la maîtrise de la démographie (aux Galápagos, elle passe par un contrôle des naissances et de l'immigration⁸) serait une condition *sine qua non* de son succès, car une population croissante signifie toujours une consommation accrue de ressources et d'espace, dans des îles comme sur une Terre limitées⁹.

⁸Cette proposition peut être taxée de malthusienne par les partisans de la croissance économique à n'importe quel coût humain et écologique, mais pas de xénophobe : insulaires et migrants ont les mêmes origines.

⁹Ce n'est pas un problème si les genres de vie en vigueur dans les mégalo-poles ou les campagnes surpeuplées d'aujourd'hui sont pris comme normes pour l'humanité future...

Origine, distribution et structure d'une population de migrants

¹⁰Les provinces de Loja et de Tungurahua envoient proportionnellement plus de personnes aux Galápagos qu'elles n'ont d'habitants à l'échelle nationale.

La première parce qu'elle est un foyer traditionnel de migrations vers les fronts pionniers du pays (DELAUNAY, 1986) ; la seconde parce que sa capitale, rasée par un séisme en 1952, a fourni les plus gros contingents de la campagne de colonisation de Santa Cruz menée par l'Éréc en 1956 : les réseaux de migration communautaires qui ont pris le relais de l'État expliquent son poids.

Les statistiques de l'Inec (Instituto nacional de Estadísticas y Censos) et les enquêtes réalisées en 1993-1994 permettent de distinguer deux types de provinces émettrices de migrants vers les Galápagos, dont le dynamisme respectif évolue entre 1962 et 1990 en raison de multiples facteurs (GRENIER, 1996) : celles, largement urbanisées, de Guayas et de Pichincha ; et celles, à dominante rurale, de Tungurahua, de Loja et de Manabí. Ces cinq provinces, qui regroupent environ les trois cinquièmes de la population équatorienne (58 % en 1962 et 63 % en 1990)¹⁰, fournissent ensemble entre 70 % (1990) et 80 % (1962) des migrants vers l'archipel (et même 85 % d'après les enquêtes).

Les migrations entraînent un peuplement très inégal des zones colonisées des Galápagos, car le nombre de personnes qu'elles mettent en mouvement est bien supérieur à l'augmentation de population due au seul accroissement naturel des insulaires. De plus, certains *Galápagueños* changent de zone (en passant par exemple des hauteurs au port) ou d'île à la recherche de meilleures conditions de vie ou de nouveaux emplois. Aussi l'immigration comme les migrations internes à l'archipel ou aux îles-mêmes agissent-elles de façon permanente sur la distribution de la population des différentes zones colonisées (cf. tabl. II). Les premières îles définitivement colonisées par

les Équatoriens, San Cristóbal et Isabela, connaissent un déclin démographique par rapport à l'ensemble des Galápagos : il est en grande partie dû à la régression considérable des ruraux dans la population insulaire, phénomène qui affecte surtout ces deux cantons. Par conséquent, la croissance démographique de l'archipel depuis 1950 bénéficie surtout aux trois bourgades, et en particulier à Puerto Ayora, dont la population a été multipliée par 5 en quinze ans et qui regroupe près de la moitié de la population des Galápagos en 1990.

Îles	1950		Zones	1974		1982		1990	
	Pop.	%		Pop.	%	Pop.	%	Pop.	%
S. Cristóbal	•	•	Puerto Baquerizo	1 286	32	1 665	27	3 023	31
	•	•	San Cris. rur.	703	17	600	10	476	5
	801	59	•	1 989	49	2 265	37	3 499	36
Floreana	21	2	•	41	1	56	1	104	1
Santa Cruz	•	•	Puerto Ayora	900	22	2 404	39	4 294	44
	•	•	Sta. Cruz rur.	677	17	750	12	1 024	10
	215	16	•	1 577	39	3 154	52	5 318	54
	•	•	Puerto Villamil	170	4	424	7	696	7
Isabela	•	•	Isabela rur.	276	7	220	4	168	2
	309	23	•	446	11	664	11	819	9
TOTAL	1 356	100	•	4 053	100	6 119	100	9 785	100

Sources : Ecuador (1950), Inec (1974 ; 1982 ; 1990).

Tabl. II — Distribution de la population par îles et zones, de 1950 à 1990.

Cette évolution reflète le passage d'un archipel refermé sur ses habitants et à la spatialité aréolaire, structurée en cercles concentriques à partir des noyaux de peuplement des hauteurs agricoles, à une organisation de l'espace en réseaux, qui vide des campagnes devenues marginales dans une économie ouverte et fait croître les villes ports, synapses faisant communiquer les Galápagos avec le reste du monde.

La colonisation de l'archipel, jusque dans les années cinquante, demeurait prisonnière d'un « cercle vicieux » démographique. Les colons étant surtout des hommes, les entrepreneurs et les autorités ont constamment été obligés de pallier le déficit de naissances dans les îles par l'importation de main-d'œuvre du continent : mais comme celle-ci continuait d'être avant tout masculine, le déficit de naissances se perpétuait. La solution vint d'un nouveau type de colonisation, d'abord éprouvé par les pionniers européens avant d'être repris par les autorités équatoriennes lorsqu'elles ont favorisé

l'installation de familles sur les hauteurs de Santa Cruz : on est ainsi passé d'une colonisation d'hommes célibataires à une colonisation de peuplement.

La population actuelle des Galápagos, toujours marquée par la transition démographique, est typique d'une société d'immigration (cf. fig. 15). La proportion de jeunes reste importante, même si elle a beaucoup diminué : 31 % de la population insulaire a moins de 15 ans, contre 47 % en 1962. Mais surtout, cette pyramide présente un saillant marqué des classes d'âge correspondant aux jeunes adultes : un tiers de la population des Galápagos a entre 20 et 34 ans en 1990. Cette excroissance s'explique en partie par les naissances entre 1950 et 1970, en plein « boom » démographique, mais elle confirme surtout le poids très important qu'ont pris les migrants dans la population des Galápagos depuis une vingtaine d'années. D'où le déséquilibre entre les sexes, particulièrement notable dans ces mêmes classes d'âge, dont le taux de masculinité est de 1,45.

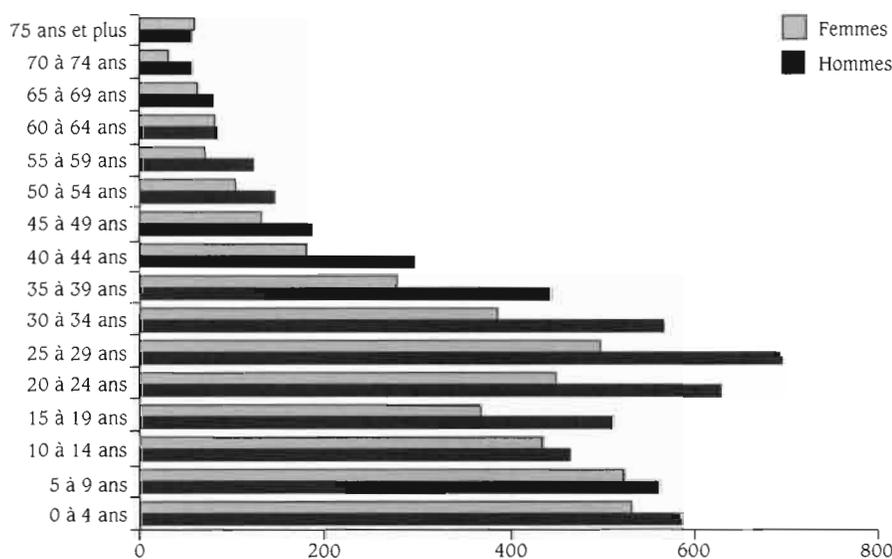


FIG. 15 —
Structure
de la population
des Galápagos
en 1990.

Source : Inec (1990).

Car les migrations sont surtout le fait d'hommes jeunes : sur 42 enquêtés arrivés aux Galápagos depuis 1990, 35 sont des hommes, à l'âge moyen de 28 ans. Si le plus fort taux de masculinité global (1,42) est atteint en 1974, à l'apogée des migrations individuelles vers l'archipel, la croissance des migrations familiales se traduit ensuite par un certain rééquilibrage entre les sexes ; mais les hommes sont encore largement majoritaires aux Galápagos : le taux de masculinité général en 1990 — 1,32 — est à peine inférieur à celui de 1950 — 1,34 (Ecuador, 1950 ; Inec, 1974 ; 1990).

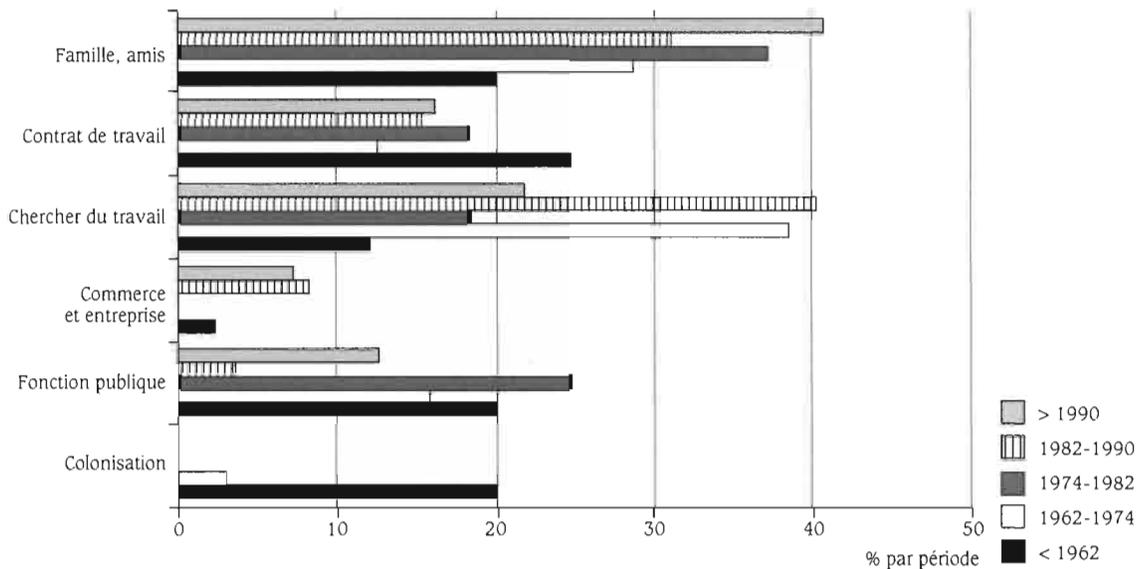
Partie d'*ecuavolley*
 sur un terrain vague
 bordé de bicoques
 en parpaings,
 dans un quartier nord
 de Puerto Ayora peuplé
 de nouveaux migrants.
 Les parties d'*ecuavolley*
 — où l'on mise —
 sont la principale
 distraction d'une société
 jeune et masculine.
 À droite, on aperçoit
 l'un des taxis-camionnettes
 de Santa Cruz.



L'attraction des migrants pour les Galápagos est mesurable à l'aune des recensements de l'Inec (1962, 1974, 1982, 1990) : ils montrent la transformation, au rythme de l'intégration de l'archipel au tourisme mondial et à l'espace national, de communautés paysannes en une société de salariés travaillant dans les services. Les étapes de ce développement économique expliquent l'évolution des raisons qui poussent les enquêtés à migrer aux Galápagos comme celle des moyens utilisés pour ce faire (cf. fig. 16). Les raisons de s'installer aux Galápagos sont liées à des vecteurs de migration, regroupés en trois catégories : État, réseaux, ou initiatives individuelles. Les fonctionnaires et les colons arrivent aux Galápagos grâce à l'appui de l'État ; les personnes rejoignant famille ou amis dans l'archipel bénéficient du soutien de réseaux migratoires communautaires, et celles qui ont signé un contrat de travail avec des particuliers ou des entreprises insulaires ont utilisé des réseaux d'embauche pour migrer ; enfin, ceux qui sont partis pour faire du commerce ou pour chercher du travail sans avoir de contacts préalables dans les îles sont des migrants individuels.

Toutefois, il n'y a pas ici de raison unique pour expliquer l'acte consistant à abandonner son milieu d'origine pour tenter sa chance ailleurs : quelques récits retraçant des parcours de migrants, entre leurs lieux de naissance et les endroits des Galápagos où ils vivaient au moment de l'enquête, illustrent la complexité de migrations dont les motifs changent avec le temps. Ces itinéraires individuels sont révélateurs de la mobilité de la population équatorienne depuis un demi-siècle : la plupart des personnes qui arrivent aux Galápagos étaient déjà des migrants et, pour certains, leurs parents l'étaient aussi. En outre, ces récits montrent que si la première cause des migrations est bien une misère dont le migrant, où qu'il aille, ne parvient pas toujours à se

Les étapes de la migration



Sources : Enquêtes personnelles.

NB : 1 ou 2 réponses par enquêté ; avant 1962 N = 40 ; 1962-1974 N = 31 ; 1974-1982 N = 16 ; 1982-1990 N = 102 ; après 1990 N = 54.

Fig. 16 — Évolution des raisons de migrer aux Galápagos des enquêtés ou de leurs parents.

débarrasser, il est néanmoins des conjonctions de lieux et d'époques — comme les Galápagos depuis les années cinquante — où l'on peut avoir bon espoir d'y échapper : c'est là le moteur des fronts pionniers.

En 1962, les trois cinquièmes de la population active des Galápagos sont occupés dans la pêche ou l'agriculture, et les travailleurs indépendants regroupent 45 % des actifs (Ecuador, 1962). L'amélioration de la desserte de l'archipel a favorisé les liens entre certaines familles insulaires et le continent : les réseaux de migration communautaires font venir un cinquième des migrants. Pourtant, les Galápagos ont encore mauvaise réputation : les initiatives de migration individuelle sont rares. Le manque de main-d'œuvre dans l'archipel explique qu'un quart des migrants y arrivent grâce à un contrat de travail, passé sur le continent avec les rares patrons installés aux Galápagos, qui absorbent alors la moitié des salariés : les réseaux d'embauche ont supplanté les rafles d'antan.

C. n'a fait que des études primaires : il est cordonnier à Puerto Baquerizo et a 60 ans. Il est né à Cuchibamba (Tungurahua) ; ses parents étaient de Latacunga (Cotopaxi) et de Cuenca (Azuay), sa femme, dont il a quatre enfants, est née à Ambato. Il travaille d'abord dans l'exploitation familiale, puis migre en 1954 en Amazonie (Napo), où il s'emploie comme *machetero* dans une hacienda sucrière. En 1957, C. s'installe comme cordonnier à Guayaquil mais

cela ne dure qu'un an : il retourne travailler comme *peón* dans une exploitation de cacao de la province de Los Ríos. Il y rencontre un ami de Cuchibamba avec lequel il monte un atelier de cordonnerie à Cuenca, en 1959. Là-bas, C. lit une annonce : un *finquero* de San Cristóbal embauche des *peones* pour la récolte du café et leur paie le voyage en bateau. C. débarque à Puerto Baquerizo en 1961 ; cependant, « il y avait du travail mais pas d'argent ». C. s'installe alors comme cordonnier tout en s'engageant à l'occasion comme *peón* dans des haciendas de San Cristóbal et de Santa Cruz. C. n'a fait venir personne du continent ; il a toujours été pauvre, « mais avant, j'étais plus pauvre qu'aujourd'hui : sur le continent, je gagnais un tout petit peu ; ici, je gagne un tout petit peu plus ». C. gagne 150 000 sucres (450 francs) par mois — dont il envoie un tiers à ses enfants étudiants sur le continent — et ne possède qu'une maisonnette, où il a installé son atelier.

La mobilité spatiale de C. ne lui a pas permis de s'élever bien au-dessus de sa condition sociale initiale : il n'a donc fait venir personne et s'est privé du soutien d'un réseau communautaire. Cependant, C. dit mieux vivre aux Galápagos que sur le continent, malgré sa pauvreté persistante : cette amélioration lui permet d'envisager un meilleur avenir pour ses fils, grâce à leur éducation. Même si la migration se solde par un échec personnel, les Galápagos peuvent ainsi être synonymes d'une amélioration des conditions de vie dès la seconde génération : cet espoir différé est un puissant facteur d'attraction pour les migrants les plus modestes.

Dans les années cinquante, l'État commence à avoir les moyens d'intégrer l'archipel au territoire national : 20 % des enquêtés arrivés aux Galápagos avant 1962 sont venus dans le cadre d'une campagne de colonisation, et la même proportion comme fonctionnaires.

T. a 77 ans : il est né dans le canton de Pelileo (Tungurahua), comme sa femme, dont il a 8 enfants. Son père était de Quito, sa mère de Pelileo et la famille vit dans la capitale. T. est d'abord professeur à Ambato, occupe ensuite un poste à Tena (Amazonie), puis revient suivre une formation à Quito avant d'être à nouveau nommé à Ambato. C'est alors que le gouvernement équatorien lance, à la fin des années quarante, une campagne de promotion des Galápagos auprès des fonctionnaires. D'après T., « personne ne voulait y vivre à cause du bague, mais comme ils payaient deux fois plus qu'au Tungurahua, nous y allâmes ». T. et sa femme s'installent à San Cristóbal en 1948 ; mais en 1954, lors d'un retour sur le continent à l'occasion de congés, le bateau fait naufrage et la femme de T. ne veut plus retourner vivre dans les îles. Ils passent alors un an à Pelileo, mais le salaire de T., jugé trop bas, entraîne leur retour aux Galápagos dès 1956, cette fois dans le cadre de la colonisation agraire de Santa Cruz : « Lorsque nous arrivâmes, nous primes autant de terres que nous le voulions ».

Contrairement à C., T. a réussi son implantation grâce à l'État et à son sens de l'adaptation : il a été enseignant en utilisant la « prime à l'expatriation » dans un archipel encore répulsif, puis agriculteur grâce à la campagne de colonisation de l'herac.

La nette diminution — en valeur relative — des travailleurs du secteur primaire, qui ne regroupent plus qu'un tiers de la population active, est l'un des deux grands changements économiques survenus aux Galápagos entre 1962 et 1974. L'autre est l'augmentation de 149 % du nombre de salariés, lesquels constituent les deux tiers des actifs (Inec, 1974), proportion qui n'a pas changé depuis. Pendant les années soixante, l'économie des Galápagos a basculé vers le tertiaire et l'accès des îles est devenu plus aisé : celles-ci deviennent attractives¹¹, et le nombre de migrants individuels venus y chercher du travail a donc beaucoup augmenté.

¹¹ Même si l'État ne stimule plus autant les migrations vers l'archipel — la fonction publique ne regroupe que 16 % des motifs d'installation aux Galápagos et la colonisation agraire est presque finie (3 % des cas) — celles-ci continuent d'elles-mêmes : le processus est bien lancé.

Z. a 50 ans et il est né, comme ses parents et son épouse (4 enfants), à Zaruma (El Oro). Z. n'a pas fait d'études au-delà de l'école primaire, mais les travaux des champs. En 1965, Z. part comme *peón* dans la province de Los Ríos, où il s'emploie pendant deux ans comme *machetero* dans les haciendas sucrières et les bananeraies. En 1967, il retourne dans sa province natale et s'installe à son compte comme boucher. « On racontait qu'aux Galápagos, il y avait des possibilités de travail ; je n'y connaissais personne et j'y suis venu à l'aventure (*aventurándome*). » Z. arrive à Puerto Ayora en 1971. Il y travaille d'abord comme *langostero* pour une entreprise continentale puis, au bout de trois ans, reprend son métier de boucher en *cuenta propia*.

Contrairement à C., embauché sur le continent par des propriétaires terriens qui paient peu, le migrant individuel Z. a passé un contrat de travail aux Galápagos et a pu ainsi bénéficier d'un salaire plus élevé, versé par une entreprise de pêche d'exportation. Z. a donc accumulé un petit capital qui lui a permis de se mettre à son compte dès 1974, au moment où l'économie locale commençait à se développer.

À cause de l'afflux de travailleurs individuels aux Galápagos, les réseaux d'embauche ont moins de raison d'être. Les réseaux communautaires, en revanche, font venir un nombre croissant de personnes : plus une communauté est nombreuse dans l'archipel, plus ses ramifications s'étendent et touchent ses membres restés sur le continent. L'attraction qu'exercent les Galápagos ne concerne ici que la seconde moitié de la période intercensitaire (1969-1974) : les débuts du tourisme organisé et la provincialisation¹² sont responsables de l'importante augmentation (+ 208 % depuis 1962) des travailleurs dans les services, qui regroupent 39 % de la population active (Inec, 1974).

¹² Tourisme et provincialisation signifient bien le rattachement des Galápagos au monde : 1 % des actifs de l'archipel travaillaient dans les transports en 1962, 10 % en 1974 !

La période intercensitaire suivante (1974-1982) est celle de l'apogée de l'État employeur aux Galápagos : un quart des enquêtés y sont arrivés en tant que fonctionnaires, 56 % des salariés de l'archipel travaillent dans la fonction publique, et cette dernière représente 37 % de la population active en 1982 (Inec, 1982). L'érosion du secteur primaire s'est poursuivie, il ne nourrit plus qu'un peu moins d'un actif sur cinq en 1982 (Inec, 1982) : l'exode rural vide les hauteurs au profit des ports. De plus, nombre de pêcheurs ont reconverti leurs *lanchas* en de rustiques bateaux de croisière¹³ pour profiter de l'essor du tourisme.

Les réseaux d'embauche prennent à partir de cette période une nouvelle signification. D'une part, la main-d'œuvre qualifiée pour une économie de services (où le nombre d'actifs a augmenté de 75 % depuis 1974) est rare — voire inexistante — aux Galápagos, d'où la nécessité d'embaucher sur le continent ou même à l'étranger (cf. les guides). D'autre part, le développement du tourisme se traduit par une pression inflationniste sur les salaires dans l'archipel, dans tous les secteurs et y compris pour les emplois les moins qualifiés :

A. est journalier agricole, il a 39 ans, est célibataire, et il est né à Ambato, comme ses parents. En 1973, A. part à Puyo, en Amazonie : il y travaille quatre ans comme *peón* dans une hacienda. En 1977, il migre vers la Costa, où il est employé, toujours comme journalier, dans une grande exploitation caféière. Alors que A. visite sa famille au Tungurahua, une propriétaire terrienne de Santa Cruz originaire d'Ambato propose à son frère de venir travailler comme *peón* dans sa *finca* : A. signe lui aussi un contrat et tous deux débarquent à Santa Cruz en 1978. A. travaille pendant sept ans comme *peón* dans la *parte alta*, logé à la propriété de la « Señora ». Puis il descend à Puerto Ayora, « pour être indépendant », mais perd son travail. A. s'emploie depuis « où l'on me demande : les *finqueros* viennent me chercher lorsqu'ils ont besoin d'un coup de main » : il travaille par périodes de deux semaines et gagne 150 000 sucres par mois (450 francs). Avec les quelques économies réalisées, il a pu acheter un terrain à la municipalité et s'est construit une petite maison. A. n'a fait venir personne du continent, et s'il y trouvait un emploi stable, il retournerait y vivre définitivement : « Il y a plus d'espace, plus de facilités. » Pour A., le *Galápagueño*, c'est le natif des îles ; quant à lui, il déclare se sentir encore *Serrano*.

La déférence de A. pour sa « Señora » montre que le transfert aux Galápagos des rapports de classes prévalant dans les campagnes andines est l'une des raisons du recours par certains employeurs insulaires à une main-d'œuvre pauvre et originaire de la même région qu'eux. Car le *peón* soumis sur le continent le sera aussi dans les îles, et cette docilité traditionnelle se conju-

¹³ Le nombre de pêcheurs recensés aux Galápagos a diminué d'un quart entre 1971 et 1981, en passant de 156 à 117 (ANDRADE, 1995).

gue à la perspective d'un salaire supérieur à celui du continent. La migration de A. aux Galápagos est cependant un échec : ses revenus sont équivalents au salaire minimum sur le continent pour un coût de la vie deux à trois fois plus élevé, il n'a ni famille ni attaches dans les îles et se sent donc toujours *Serrano*.

À partir de cette époque, les réseaux d'embauche se confondent souvent avec les réseaux communautaires, devenus le principal vecteur de migration vers l'archipel (37 %) : alors que l'économie insulaire se développe, il est à la fois possible et avantageux de faire venir une main-d'œuvre connue et moins chère que celle des îles.

Le secteur tertiaire se renforce aux Galápagos entre 1982 et 1990, année où 41 % de la population active travaille dans les services, 15 % dans les transports et 12 % dans le commerce, soit 68 % des actifs (Inec, 1990), contre 61 % pour ces trois activités en 1982, 55 % en 1974 et 28 % en 1962. Étranglé par une énorme dette publique (SANCHEZ, 1991), l'État n'a plus qu'une responsabilité marginale dans les migrations : seuls 4 % des motifs sont liés à la fonction publique. D'ailleurs, les fonctionnaires ne forment plus que 28 % de la population active, et leur nombre a bien moins augmenté que celui des salariés du secteur privé (+ 33 % contre + 158 %), ce dernier regroupant désormais 42 % des actifs (Inec, 1990).

C'est pourtant pendant cette période, en 1986, que Z... a changé de statut en entrant comme chauffeur à l'Ingala :

En 1983, Z. achète un terrain à la municipalité et y construit sa maison, en deux ans. En 1986, il entre à l'Ingala comme chauffeur. La même année, Z. accueille l'une de ses sœurs, originaire comme lui de Zaruma (ville de front pionnier amazonien) ; en 1990, c'est le tour d'un frère, employé dans les mines d'or de Zaruma, qui trouve du travail comme gardien d'hôtel à Puerto Ayora ; et en 1992, c'est un ami de la même ville, lui aussi mineur, que Z. fait venir : il devient marin à bord d'un bateau de tourisme. Malgré tout, Z. se déclare hostile à la poursuite des migrations vers les Galápagos, « parce qu'ici, tout est limité, en espace et en ressources ». Aujourd'hui, Z. gagne 800 000 sucres par mois (environ 2 500 francs), dont un quart seulement grâce à son salaire de l'Ingala, qu'il qualifie de « pourboire » (« *para las colas* ») ; le reste vient de son second emploi — chauffeur de bus à son compte — et de la mise en location de sa seconde maison.

L'État continue donc malgré tout de jouer un rôle indirect dans le peuplement des Galápagos en créant quelques emplois sur place — peu qualifiés et par conséquent peu coûteux — qui permettent aux migrations de se poursuivre. Car Z. utilise l'État pour consolider sa situation : c'est la stabilité

de ses revenus de fonctionnaire qui l'autorise à faire venir des membres de sa famille ou des amis ; ce faisant, Z. met en place un réseau communautaire (tous viennent de Zaruma) qui peut lui être utile en retour. En outre, son poste à l'Ingala permet à Z. d'apprendre un nouveau métier, de mettre quelque argent de côté et de monter sa propre entreprise de transport ; la croissance démographique et économique de Puerto Ayora est alors favorable à ce genre d'affaire, en particulier dans le tourisme :

C'est en 1978 que T. s'est lancé dans le tourisme, en faisant visiter les tunnels de lave situés dans sa ferme de Santa Cruz : il gagne aujourd'hui au moins 1,5 million de sucres par mois (4 500 francs) et possède — outre sa *finca* — une maison à Puerto Ayora et une autre à Quito. Quatre de ses enfants travaillent dans le tourisme : une fille possède un bateau de « tour économique », une autre est mariée à l'un des principaux entrepreneurs de tourisme local, un fils est guide et un autre possède une boutique d'artisanat. T. se revendique *Galápagueño* parce que « tout ce que j'ai eu dans ma vie d'un point de vue économique, je l'ai obtenu aux Galápagos ; je suis même allé visiter les États-Unis : comment aurais-je pu me le permettre si j'étais resté professeur dans la Sierra ? ». Son sentiment envers l'île est sans équivoque : « C'est ma fortune »...

Mais l'époque est aussi celle de l'arrivée massive des entreprises de tourisme continentales aux Galápagos :

Q. C. a 30 ans, est marié et a un enfant. Sa femme et lui sont nés à Quito, ses parents sont originaires de Latacunga. En 1988, l'entreprise de tourisme de Quito dans laquelle il travaille l'envoie aux Galápagos ; quand l'entreprise fait faillite, Q. C. reste dans les îles, parce que la vie lui plaît. Il s'emploie d'abord comme marin à bord d'un bateau de tourisme, puis devient gérant d'une entreprise touristique de Quito, par relations familiales. Q. C. gagne 1 000 dollars (avantage en pays de forte inflation) par mois et il est logé par son entreprise, qui envoie tout ce dont il a besoin — matériel, nourriture, etc. — deux fois par semaine par avion depuis le continent.

Q. C. est typique des enfants de la bourgeoisie équatorienne venus habiter aux Galápagos par plaisir, pour échapper à une vie jugée trop conformiste. Tous les représentants de cette jeunesse dorée travaillent dans le tourisme, le plus souvent comme guides et parfois comme gérants d'entreprise ou restaurateurs ; quelques-uns parviennent à monter des affaires, souvent grâce aux capitaux et réseaux familiaux du continent ou de l'étranger.

Mais si, grâce au tourisme, l'archipel est désormais mieux relié au continent, cela a entre autres conséquences une énorme augmentation du nombre des migrants individuels (40 % du total), dont la plupart arrivent désormais

par avion en profitant de tarifs aériens encore bon marché pour les ressortissants nationaux : les Galápagos sont désormais un « Eldorado » pour beaucoup d'Équatoriens. Les réseaux continuent cependant d'encadrer la majorité des migrations vers l'archipel : 16 % pour les réseaux d'embauche et 31 % pour les réseaux communautaires. Le léger tassement des premiers est dû à l'afflux de migrants individuels, ce qui accentue la pression à la baisse sur les salaires insulaires et rend un peu moins nécessaire l'organisation de l'embauche sur le continent ; alors que les seconds restent très importants car la crise, en Équateur, pousse les gens à s'exiler et à profiter de la bonne situation des membres *Galápagueños* de leurs communautés.

Bien qu'en 1990 la proportion de travailleurs du secteur primaire ait encore diminué par rapport à l'ensemble de la population active (18 % du total ; Inec, 1990), leur nombre a en revanche augmenté de 73 % depuis 1982, inversant ainsi la tendance à la baisse enclenchée à partir de 1974. Ces nouveaux venus sont essentiellement des pêcheurs, qui représentent la moitié de la population active du secteur primaire en 1990, et dont le nombre a augmenté de 157 % entre 1983 et 1993 (ANDRADE, 1995). Cette croissance est liée à l'épuisement des ressources halieutiques littorales de l'Équateur continental et à l'essor de la pêche d'exportation de langoustes dans l'archipel : cette pêche est donc, avant même le boom des holothuries, un facteur de migrations vers les Galápagos¹⁴.

¹⁴ Parmi les 64 patrons pêcheurs enquêtés par M. ANDRADE (1995), 26 sont nés sur le continent ; quant aux 14 pêcheurs salariés interrogés, 10 sont arrivés aux Galápagos depuis 1982.

Après 1990, on observe une réduction significative du nombre des migrants individuels, qui ne sont plus que 19 %. C'est peut-être le résultat du Plan global, qui vise à réduire les migrations vers les Galápagos en augmentant le coût d'accès à l'archipel : cette politique est cependant un échec « global » puisque le nombre de migrants n'a pas pour autant cessé d'augmenter. Ainsi, la volonté d'ouvrir un négoce ou de créer une entreprise aux Galápagos est évoquée par 9 % des enquêtés, ce qui montre que la population est déjà assez importante pour fournir une clientèle intéressante, indépendamment du tourisme. Mais la différence essentielle avec les périodes précédentes est que les migrants ont plus que jamais recours aux réseaux, d'embauche (20 %) ou communautaires (46 %), pour rejoindre l'archipel.

Le grand nombre de personnes arrivées aux Galápagos grâce à un réseau d'embauche souligne que la distorsion entre les salaires insulaires et ceux du continent ne s'est pas résorbée ; il jette aussi une lumière sur l'absence persistante de formation professionnelle dans l'archipel alors que le tourisme de réseaux, devenu hégémonique, s'est aligné sur des normes internationales et nécessite un personnel qualifié introuvable dans les îles. Quant à l'augmentation des migrants utilisant des réseaux communautaires, elle prouve la durée de vieilles relations sociales dans une population qui émerge à

peine de sa transition démographique : les familles sont très étendues et les allégeances traditionnelles n'ont pas encore été dissoutes par la modernisation en cours. Cette dernière, ajoutée à la crise économique, provoque des dégâts importants dans l'économie et la société équatoriennes et stimule en retour un renforcement de la « sécurité sociale du pauvre », la cellule communautaire : famille ou village, voire quartier urbain.

Célibataire, G. a 25 ans et il est né à Guayaquil, où ses parents de Quevedo (Los Ríos) ont migré. Un membre de sa famille travaillait déjà aux Galápagos, comme capitaine à bord d'un bateau de tourisme de luxe : « Quand le cousin revenait à Guayaquil, il s'habillait en blanc, mettait ses bijoux en or et puait le parfum... » Mais pour G., il est plus facile aujourd'hui d'être pêcheur : il est soudeur à Guayaquil lorsque des oncles installés à Isabela lors du boom de la pêche aux holothuries le ramènent avec eux à Puerto Villamil, où il arrive en 1992. G. pense lui aussi faire venir deux de ses amis, qui sont peintres industriels à Guayaquil, pour travailler dans la pêche. G. est favorable aux migrations : « N'importe quel Équatorien a le droit de vivre ici, c'est dans la Constitution. » G. gagne 600 000 sucres par mois (1 800 francs) et en envoie 150 000 à sa mère. S'il pouvait obtenir un emploi mieux payé sur le continent, il y retournerait ; d'ailleurs, il se sent toujours *Costeño*. Pour lui, les *Galápagueños* sont des gens qui « ne veulent pas partager ».

Parce qu'il profite d'une migration familiale récente et liée au boom de la pêche aux holothuries, G. est caractéristique des migrants d'aujourd'hui. La politique du « tourisme sélectif » n'a absolument pas de prise sur eux, car c'est pour la pêche d'exportation que G. est venu vivre aux Galápagos, et non pour le tourisme : on y gagne davantage et plus vite, surtout lorsqu'on n'a aucune qualification. L'économie de type « minier », très volatile, qui se développe aujourd'hui aux Galápagos attire des migrants qui disent ne vouloir y rester que le temps de l'exploitation spéculative d'une ressource naturelle destinée à l'exportation. Il n'est donc pas étonnant que les nouveaux venus ne s'identifient pas au milieu insulaire. Cependant, étant donné la dégradation continue des conditions de vie sur le continent, il est probable que beaucoup de ces « néo-migrants » ne repartiront pas une fois la ressource épuisée mais profiteront d'une nouvelle occasion sur place, en fonction des demandes des marchés étrangers.

Les réseaux de migration — d'embauche et communautaires — ont d'abord alimenté l'un des derniers fronts pionniers équatoriens, tant que le dynamisme de l'économie insulaire et l'action de l'État étaient capables de transformer la mobilité géographique des migrants en ascension sociale. Mais

Les réseaux de migration

alors que la population des Galápagos continue de croître, que les revenus du tourisme sont toujours plus accaparés par des entreprises continentales et que l'État est en faillite, leur rôle a changé. D'une part, ces réseaux servent d'exutoire, à la mesure de ce petit espace et de sa faible population, à la misère qui s'étend sur le continent : le niveau de vie des migrants installés aux Galápagos, la plupart du temps bien supérieur à celui de leurs familles restées au pays, leur permet d'aider des membres de leur communauté d'origine à venir vivre dans l'archipel. D'autre part, ils visent à consolider la rente économique de l'employeur insulaire, qui table sur la disponibilité d'un inépuisable réservoir de main-d'œuvre continentale afin de jouer, avec profit, sur la différence entre les salaires versés à Guayaquil ou à Loja et ceux des îles. Aujourd'hui, ces réseaux de migration utilisés par les deux tiers des personnes qui gagnent les Galápagos constituent, bien avant l'État, le principal facteur d'homogénéisation d'un espace national s'étendant de part et d'autre de 1 000 km d'océan.

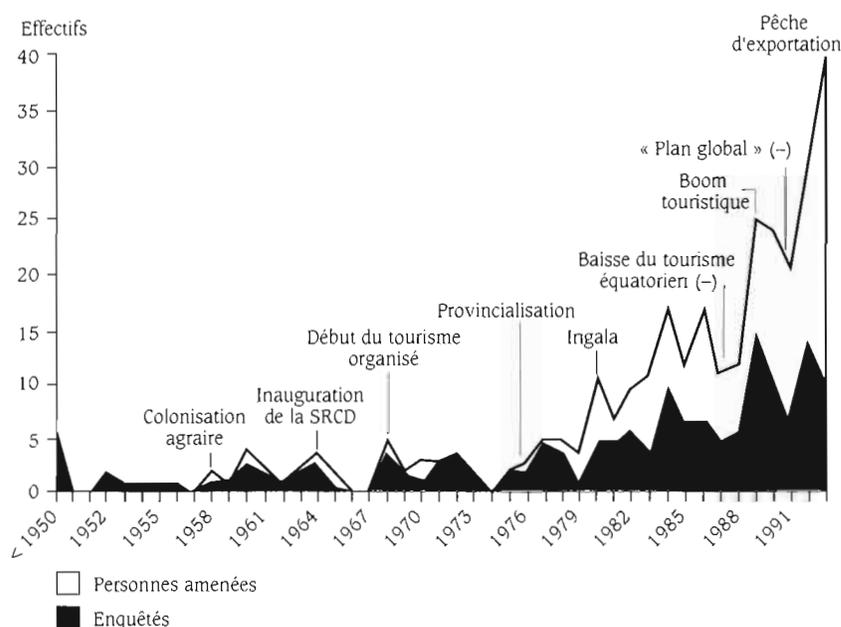
Le travail, enjeu des migrations par réseaux

Les migrations par réseaux ressemblent à l'évolution d'une colonie corallienne : à partir d'un migrant « primaire », qui constitue la tête de pont du réseau dans le lieu d'accueil, le « récif » communautaire (le plus souvent formé à l'origine par une famille) voit ses ramifications s'étendre grâce à l'apport de nouveaux venus qui viennent s'y agglutiner.

Le décalage dans le temps vient de ce que le migrant primaire a besoin de temps pour s'adapter à son nouveau milieu : s'insérer à la société locale, trouver un emploi, puis disposer de ressources suffisantes pour accueillir des membres de sa communauté d'origine ou, s'il a monté une entreprise, pour embaucher de la main-d'œuvre sur le continent. Ensuite, l'écart entre l'installation des « têtes de pont » d'un réseau et l'arrivée des autres membres de celui-ci est le résultat, aux Galápagos, de la différence croissante entre le développement de l'archipel et la dégradation sociale, économique ou écologique de bien des régions du continent, et en particulier des métropoles, d'où proviennent la majorité des migrants. Or ce contraste peut aussi être amplifié, aux yeux des candidats à l'émigration, par le succès du migrant primaire, dont la prospérité acquise dans la région d'accueil peut s'afficher avec ostentation lors de ses retours périodiques « au pays » (cf. G., ci-dessus). Et même si les conditions socio-économiques de la région d'accueil se sont détériorées et que la réussite de l'enfant prodigue est en quelque sorte « fossile », l'incitation au départ continue donc d'exister.

On constate ainsi (cf. fig. 17) que, à partir des années quatre-vingt, chaque nouvelle arrivée aux Galápagos s'accompagne de celles d'au moins deux personnes amenées par des migrants précédemment installés dans l'archi-

FIG. 17 — Années d'arrivée aux Galápagos des migrants enquêtés et des personnes qu'ils y ont amenées.



Enquêtés migrants : N = 168 ; personnes amenées (nombre limité à 3 dans l'enquête) : N = 156.

pel¹⁵. Et tandis qu'un enquêté sur deux a gagné les Galápagos entre 1985 et 1993, 50 % des personnes qu'ils ont fait venir y sont arrivées de 1991 à 1993 : ce hiatus temporel fait des migrations par réseaux une bombe démographique à retardement.

Le travail est le moteur et l'enjeu de ces réseaux migratoires. La migration d'embauche est organisée soit par des entreprises de tourisme ou de pêche, des fermiers ou des commerçants installés dans l'archipel, soit, de façon plus sporadique, par des particuliers ayant un certain niveau de revenus : ainsi, les pionniers européens, qui se disent pourtant hostiles aux migrations, vont tous chercher leurs bonnes sur le continent. Dans tous les cas, le mécanisme de la migration d'embauche s'enclenche à partir de l'offre, par l'employeur insulaire, d'un salaire supérieur à celui que le futur migrant gagne sur le continent, tout en étant inférieur à ceux habituellement demandés dans les îles¹⁶.

Ainsi, dans la zone agricole de Santa Cruz, ce riche éleveur a fait venir des paysans de Loja en les attirant par un salaire de 12 000 sucres par jour, alors que dans leur région, un *peón* en gagne 3 000 ; ses ouvriers vivent à quatre dans une pièce, partagent leur nourriture, économisent le plus possible et disent vouloir repartir dans leur région natale pour y construire une maison ou y acheter un terrain avec l'argent gagné aux Galápagos. Les migrations d'embauche naissent donc de l'utilisation d'un double avantage comparatif : l'employeur insulaire bénéficie de la différence de salaires entre le conti-

¹⁵ À Puerto Ayora, première ville et destination migratoire de l'archipel, 48 % des enquêtés ont amené au moins 1 personne du continent, 25 % au moins 2, et 10 % au moins 3 ; et 20 % projettent d'en faire venir 1 ou 2. Au total, 111 migrants secondaires — passés ou futurs — dépendent de 48 enquêtés (sur 106) dans cette ville, soit 2,3 migrants secondaires par enquêté.

¹⁶ Ce mécanisme joue aussi dans l'autre sens. Ainsi, interrogé à Guayaquil, le capitaine du *Piquero* (l'un des cargos desservant l'archipel) me disait qu'il était plus rentable d'amener des dockers *guayaquileños* car, même nourris et payés pendant les 2 semaines de la rotation, ils reviennent moins cher que ceux des Galápagos : les continentaux travaillent pour 3 000 sucres par jour, contre 20 000 pour les insulaires...

nent et l'archipel ; et le migrant employé par contrat améliore sa paie et, souvent, ses conditions de vie en allant travailler aux Galápagos.

Les 156 migrants secondaires ont tous un emploi aux Galápagos alors qu'ils n'étaient que 127 dans ce cas sur le continent : on trouve encore du travail dans l'archipel. Certains emplois « continentaux » ne sont plus en vogue dans les îles : ainsi les services publics, qui passent de 13 à 8 cas, et surtout l'agriculture, de 26 à 16 cas. D'autres restent stables, comme les mécaniciens (8), les métiers du bâtiment (14) ou les emplois regroupés dans la rubrique « tous travaux » (16), les moins qualifiés. Enfin certains emplois sont plus demandés dans les îles que sur le continent, comme les transports (de 6 à 10 cas), la pêche (de 5 à 9), le commerce (de 14 à 20) et surtout le tourisme, dans ses deux modalités : les employés d'hôtels, bars, restaurants sont passés de 3 à 13, tandis que les autres emplois touristiques (surtout des marins) ont fait un bond de 1 à 14 salariés. Ce dernier point permet de confirmer le lien entre l'essor du tourisme aux Galápagos et leur peuplement. Mais il faut nuancer cette corrélation à l'avenir : sur les 29 emplois prévus pour les futurs migrants, un seul concernerait le secteur touristique basé à terre, contre 3 le tourisme de réseaux, 4 la pêche, 4 la mécanique et 5 le commerce...

Seul un tiers de ces migrants secondaires a gardé le même métier : cette mobilité professionnelle comme les emplois exercés montrent qu'ils sont faiblement qualifiés. Les employeurs insulaires — ou les membres de la communauté d'accueil — importent donc une main-d'œuvre qu'ils pourraient parfaitement trouver sur place. Malgré leurs discours sur la nécessité d'arrêter les migrations vers l'archipel, ils obéissent ainsi à leur intérêt économique ou à leurs solidarités familiales, et l'argument selon lequel c'est l'absence de formation professionnelle aux Galápagos qui oblige à aller chercher des travailleurs sur le continent se trouve ici contredit par les faits.

Le marché du travail est donc très fluide aux Galápagos, où une partie importante de la population change souvent d'emploi, au gré des occasions créées par des employeurs constamment à la recherche de coûts salariaux minimaux, et en fonction de marchés parfois d'échelle mondiale. Il en résulte la formation et le gonflement d'une population « flottante » de semi-chômeurs dans l'archipel, prête à s'employer dans n'importe quel travail, pêche d'exportation ou toute autre activité permettant de gagner de l'argent au coup par coup. Par conséquent, la concurrence pour l'emploi est de plus en plus vive et les salaires locaux baissent à mesure que de nouveaux migrants affluent aux Galápagos. Les réseaux d'embauche sont donc en grande partie responsables de l'immigration mais ils ne sont pas les seuls, car les migrations communautaires, si elles présentent souvent le même intérêt économique pour les « migrants tête de pont » qui organisent ces réseaux entre leur terre

natale et les îles, offrent en outre un avantage social important : la reconstitution de communautés liées par une même origine continentale, garante de l'identité collective du groupe de migrants dans le milieu d'accueil.

Partout, la majorité des personnes que les enquêtés ont amenées ou pensent faire venir aux Galápagos appartiennent à la famille c'est-à-dire que leur déplacement relève des migrations par réseaux communautaires. L'intérêt de ces derniers, pour ceux qui les mettent en œuvre, dépasse de loin le simple avantage comparatif en matière de salaires : il s'agit d'aider à l'implantation puis à l'adaptation des nouveaux venus aux Galápagos en se servant de liens communautaires, sur place et/ou avec le continent. Les récits d'enquêtés permettent de repérer quelques-uns de ces services, et d'abord l'échange de facilités d'installation contre du travail :

L. a 43 ans, il est agriculteur et éleveur dans la *parte alta* de Floreana. Il est né dans le canton de Macará (province de Loja), comme ses parents et sa femme, qu'il a épousée à Floreana après l'avoir fait venir du continent et de qui il a 3 enfants. À Macará, L. n'avait pas de terre et aidait son père dans l'exploitation familiale, jusqu'au jour où l'un de ses cousins, lui aussi de Macará et propriétaire d'une *finca* à Floreana, lui promet « monts et merveilles aux Galápagos ». L. arrive dans l'archipel en 1972 et travaille un an comme *peón* dans la ferme de son cousin, puis il accomplit son service militaire, comme marin, à San Cristóbal. Après avoir emprunté de l'argent à son cousin, L. achète de la terre pour s'installer comme fermier à son compte à Floreana, en 1974. En 1979, L. fait venir son jeune frère, agriculteur sans terre à Macará, qu'il emploie comme aide dans sa ferme. En 1980, c'est le tour de sa sœur et de son beau-frère, eux aussi paysans à Macará, qu'il accueille à Floreana avant qu'ils ne s'installent agriculteurs à leur compte sur San Cristóbal. Enfin, en 1991, L. invite ses parents à venir le rejoindre, après qu'ils ont cédé leur *finca* à l'un de ses frères. L. se plaint du manque de main-d'œuvre à Floreana, ce qui l'oblige à « importer » chaque année des travailleurs saisonniers de Macará, des connaissances. C'est pourquoi L. se dit favorable à l'immigration : « On a besoin de davantage de gens ici, pour faire marcher le commerce et pour travailler. »

La famille de L. a une très forte cohésion géographique : tous les membres sont originaires du même canton, Macará. C'est grâce à un membre de la communauté d'origine, appartenant le plus souvent à la famille, que le migrant est accueilli et hébergé, puis qu'on lui prête de l'argent pour qu'il s'installe à son compte. En échange de quoi, le migrant aide par son travail le membre de la communauté ayant facilité son installation dans l'île. Puis, une fois atteinte une certaine aisance, ce migrant désormais solidement ancré

Des migrations par réseaux à la formation de communautés

dans son lieu d'accueil peut aider d'autres membres de la communauté, choisis en priorité dans le cercle de la famille étroite (frères, sœurs et parents), à s'implanter dans les îles : à nouveau, ceux-ci le paieront en retour par du travail. Le réseau de migration communautaire s'étend en se ramifiant de plus en plus grâce à l'utilisation de ces deux mêmes procédés à chaque étape.

Un autre avantage des migrations communautaires vient des alliances familiales qu'elles permettent de nouer :

T. a aidé plusieurs personnes à s'installer aux Galápagos : en 1960, c'est d'abord un neveu, autrefois paysan à Pelileo et aujourd'hui à la tête de la principale entreprise de mécanique de Puerto Ayora ; en 1964, c'est le tour d'un autre neveu, lui aussi agriculteur dans le Tungurahua, « où il y avait peu de travail et de très bas salaires » : il commence comme employé dans le premier hôtel de Puerto Ayora, tenu par un Américain, et finit par épouser la fille du patron. En 1965, c'est un couple de connaissances du Tungurahua que T. fait venir à Santa Cruz : lui était charpentier et travaille depuis comme homme à tout faire dans l'exploitation de T., où sa femme est employée comme cuisinière. En 1994, T. projetait d'accueillir un autre couple du continent, pris cette fois dans le cercle familial, pour s'occuper de son négoce. Pourtant, T. se dit opposé à la poursuite des migrations vers les Galápagos : « Trop de gens... ».

L'ultime facteur de réussite de T., mais non le moindre, vient ainsi de son réseau familial et des alliances locales qu'il lui a permis de tisser. Les membres de sa famille ont eu la chance d'arriver à Puerto Ayora avant le développement du tourisme et la vague des migrants qui déferle à partir des années soixante-dix, tout en travaillant en liaison avec les premières entreprises touristiques, l'un comme mécanicien, l'autre dans le seul hôtel existant à l'époque : en ayant acquis un savoir-faire et en s'alliant avec une famille de pionniers américains, les neveux de T... sont aujourd'hui des notables. Ce succès économique et social rejaillit sur T., sa femme et ses enfants, qui sont aussi membres de la « bonne société » de Puerto Ayora, celle qui vit du tourisme et qui en vit bien. T. est donc un migrant qui a su utiliser à la fois l'État et les réseaux communautaires tout en faisant preuve d'initiative individuelle.

Enfin, un autre avantage procuré par ces réseaux de migration est la constitution de communautés de type diaspora :

Z. C. a 29 ans et habite Puerto Villamil. Il est né sur le piémont amazonien, à Zamora (Zamora Chinchipe), où ses parents originaires de Loja avaient migré ; sa femme est de Vilcabamba (Loja) et ils ont 4 enfants. Il n'a pas fait d'études au-delà du primaire : à 15 ans, Z. C. migre vers la « Nueva Loja » (Lago Agrio, ville pétrolière d'Amazonie) où il trouve un emploi dans un

bazar tenu par un compatriote « Lojano ». En 1985, Z. C. revient dans le Zamora Chinchipe pour travailler dans les mines d'or de Nambija. Là, il entend une annonce à « Radio Loja » : le propriétaire de l'*Hôtel Loja*, à Puerto Villamil, cherche un menuisier et lui paie le voyage. Z. C. arrive en 1987 à Isabela et travaille comme menuisier et maçon chez son compatriote pendant trois ans. Puis il se met à son compte, grâce à ses économies et à des emprunts : il est d'abord commerçant et, depuis deux ans, travaille aussi comme intermédiaire dans la pêche aux holothuries ; Z. C. n'a pas voulu déclarer combien il gagnait.

En 1993, Z. C. fait venir l'un de ses beaux-frères, paysan à Vilcabamba, et sa femme : il embauche le premier comme homme à tout faire, et la seconde est employée comme vendeuse dans le magasin familial, où la femme de Z. C. est caissière. Z. C. projette de faire venir deux de ses belles-sœurs, qui n'ont pas de travail à Vilcabamba et pour lesquelles il pense pouvoir trouver des emplois à Puerto Villamil. Z. C. et sa femme possèdent leur maison et un autre terrain à Puerto Villamil, où ils vont ouvrir un hôtel. Z. C. n'est pas hostile aux migrations, « tant qu'il y a du travail ; ce qui manque, ici, c'est l'aéroport, afin que les gens puissent vivre du tourisme au lieu de ne dépendre que de la pêche ». Z. C. se déclare *Galápagueño*, ce qu'il définit comme le fait de « vivre dans ce milieu avec les mêmes habitudes des gens d'ici, comme par exemple la pensée qu'on ne pourra plus sortir de l'île ». Mais Z. C. se plaint de l'ostracisme des natifs d'Isabela, qui pensent que « nous sommes seulement venus pour faire de l'argent, alors que c'est eux qui ne veulent pas travailler ».

Réseau communautaire et esprit d'entreprise fondé sur la circulation des biens et des personnes : Z. C. fait partie d'une diaspora, son parcours tant sur le continent qu'aux Galápagos a toujours été balisé par des soutiens d'un réseau migratoire « lojano ». Mais son cas illustre aussi les tensions que fait naître l'installation d'une communauté très dynamique, dont la croissance se nourrit de réseaux étendus à la région, au pays, voire au-delà, dans une société territoriale « îlienne », restée en grande partie traditionnelle et fermée sur elle-même.

Et, de fait, c'est la population des Galápagos dans son ensemble qui a une attitude ambiguë vis-à-vis de l'immigration ; 61 % des enquêtés y sont hostiles alors que la moitié d'entre eux a fait venir des migrants et qu'un quart projette d'en amener d'autres (cf. fig. 18).

Les enquêtés ruraux se déclarent en majorité favorables à la poursuite de l'immigration, car ils vivent dans des zones où le dépeuplement a été très fort au cours des dernières décennies. Dans les villes, en revanche, les migrants sont d'abord une concurrence sur un marché du travail par ailleurs déprimé.

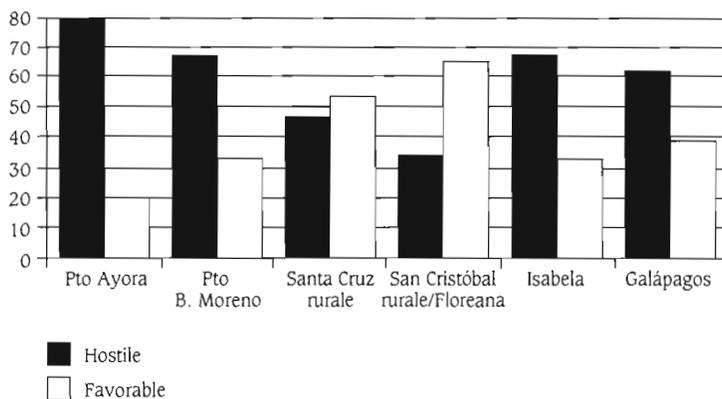


FIG. 18 — Opinion des enquêtés sur les migrations vers les Galápagos.

Sources : Enquêtes personnelles.

Pto Ayora : N = 105 ; Pto B. Moreno : N = 62 ; Santa Cruz rurale : N = 15 ; San Cristóbal rural/Floreana : N = 14 ; Isabela : N = 15 ; Galápagos : N = 211. Ne répondent pas : N = 3.

¹⁷ Ce problème, qui alimente l'inflation et provoque parfois des pénuries dans l'archipel, est aggravé par la priorité systématiquement accordée par les compagnies aériennes aux entreprises touristiques : le touriste étranger paie son billet 4 fois plus cher que le *colono*.

Ensuite, le très mauvais état des services publics, notamment municipaux, rend difficile l'augmentation de la population urbaine, dont les conditions de vie se détériorent rapidement. De plus, les transports entre les Galápagos et le continent ne sont pas toujours suffisants, surtout pendant les pics de fréquentation touristique¹⁷, pour approvisionner régulièrement la population en produits de base. Enfin, les migrants sont rendus responsables de la hausse de la délinquance comme de la dégradation des mœurs, notamment à Puerto Ayora.

Si le peuplement des Galápagos a été aussi rapide, c'est grâce au développement de leur économie, qui résulte en partie de l'action de l'État. Mais ce dernier y a aussi contribué par la mise en place d'un nouveau maillage administratif, en commençant par l'indispensable provincialisation des Galápagos.

De la présence administrative...

Après le lancement du tourisme dans l'archipel, l'autre axe de la politique de l'État aux Galápagos se met en place avec leur provincialisation, établie sous le régime militaire des années soixante-dix :

« Le gouvernement national, en accord avec les principes de la Révolution nationaliste, travaille à un développement harmonieux et équilibré de toutes les régions du pays, en particulier celles traditionnellement marginalisées par rapport aux bénéfices engendrés par le développement national.

Selon ce principe, le 18 février 1973, le gouvernement élève au rang de Province l'archipel de Colomb, soulignant de cette façon l'importance et l'attention qu'il mérite en raison de sa singularité dans l'ensemble national » (JNPCE, 1975).

La « singularité » de l'archipel est certes reconnue, mais c'est pour mieux la fondre dans un territoire national que l'État veut homogénéiser par le développement et la provincialisation. Celle-ci, aux Galápagos, a fait sauter le verrou migratoire de cet ancien territoire administré par la Marine, où on devait obtenir l'autorisation de l'autorité militaire pour s'installer : chaque citoyen peut désormais s'établir librement dans les zones de colonisation de l'archipel. Mais la provincialisation signifie aussi la mise en place de structures d'encadrement de la population — les municipalités — et de développement — l'Ingala — ainsi que la production de nombreux plans d'aménagement, du PNG et de la nouvelle province.

L'Équateur est aujourd'hui découpé en 21 provinces, subdivisées en 134 cantons administrés par des municipalités d'au moins 50 000 habitants : les provinces amazoniennes et insulaire sont exemptées de ce seuil démographique afin de favoriser la colonisation de ces espaces ouverts. Aux Galápagos, la provincialisation donne naissance aux cantons de San Cristóbal (dont dépend Floreana), Santa Cruz et Isabela. Dans l'archipel, l'État finance les budgets municipaux à hauteur de 75 % en moyenne, mais cette participation connaît de grosses fluctuations en fonction des changements politiques à Quito et des accointances qu'ont ou non les présidents successifs d'une même municipalité avec les dirigeants nationaux. Les plus habiles de ces présidents voyagent donc souvent à la capitale pour y faire le siège des bureaux du pouvoir¹⁸. Le budget municipal est aussi assuré par des taxes portant sur l'utilisation des infrastructures cantonales (les quais principalement), le revenu cadastral et le paiement du ramassage des ordures et de la distribution d'eau. En réalité, les insulaires sont quasiment exemptés d'impôts locaux (RODRIGUEZ, 1993), et l'essentiel des revenus municipaux non octroyés par l'État est fourni par le premier type de taxe.

Financées en majeure partie par l'État qui les a créées de toute pièce, les municipalités des Galápagos ne semblent exister que pour donner aux insulaires un cadre administratif local identique à celui qu'ils ont laissé sur le continent : il s'agit d'un « déménagement du territoire » (LE LANNOU, 1967). Cependant, l'octroi d'emplois municipaux¹⁹, l'adjudication des terrains constructibles, le captage d'une partie de la rente touristique, la défense des intérêts insulaires face à l'administration centrale, aux entrepreneurs continentaux ou aux conservationnistes étrangers, comme les efforts pour bénéficier d'une aide internationale²⁰, expliquent que les présidents des municipalités soient devenus des acteurs importants aux Galápagos.

En 1979, l'État se dote d'une « entité publique de développement » pour l'archipel : l'« Instituto Nacional Galápagos » (Ingala) dépend de la présidence

Les structures d'encadrement et de développement de la province insulaire

¹⁸ Entre 1992 et 1994, le président de la municipalité d'Isabela faisait tous les deux mois les quatre jours de voyage (aller-retour) nécessaires pour rallier la capitale, fier de se différencier ainsi de son prédécesseur : « C'était un paysan, il n'aimait pas voyager, et du coup, nous n'avons pas eu l'autobus promis par Quito parce qu'il n'y est pas allé ; moi, je n'hésite pas : c'est là-bas que ça se passe ».

¹⁹ En 1990, 10,4 % de la population active d'Isabela était employée par la municipalité (38 employés), 5 % (82 employés) à San Cristóbal, et seulement 1,9 % (54 employés) à Santa Cruz (Inec, 1990).

²⁰ En 1994, deux projets internationaux concernaient en partie les municipalités des Galápagos. Le premier, financé par la Banque mondiale et l'Équateur, a un volet sur « l'organisation urbaine des municipalités » doté d'un budget de 222 000 US\$. Le second dispose de 600 000 US\$ provenant de la BID, du Japon et de l'Équateur : dans ce projet, la « planification sanitaire » et le « développement administratif » concernent les municipalités (PARRA, 1994).



Le maire de Puerto Baquerizo Moreno, qui a fait chasser une colonie d'otaries installée sur la plage de la ville, parsème celle-ci de statues en béton comme cette baleine posée à l'entrée du quai municipal. L'une des fonctions des municipalités est de réduire les particularités des Galápagos, afin de mieux les intégrer à l'Équateur : le ciment et Coca-Cola l'emportent donc sur les otaries.

de la République et remplace le Conseil provincial que les militaires n'avaient pas jugé utile d'instaurer. Le retour à un régime civil ne change pas la volonté de l'État de tenir fermement en main le développement de la province insulaire. Les compétences de l'Ingala sont universelles, seul le domaine réservé des militaires lui échappe : ses attributions recoupent celles du SPNG, des municipalités et de plusieurs ministères. La province est tout entière territoire de l'Ingala, et le PNG n'est jamais mentionné dans la loi qui le fonde ; mieux, l'Institut est doté de « 2 % de la superficie des îles peuplées » en plus des zones de colonisation (Ingala, 1979) : ainsi, les aéroports de San Cristóbal et d'Isabela ont été construits sur des terres initialement attribuées à l'aire « protégée »...

Bizarrement, au regard des multiples missions dont il est chargé, l'Ingala n'a pas eu de programme jusqu'au « plan d'actions immédiates » élaboré pour 1985-1986 à l'occasion de l'incendie d'Isabela en 1985. Ce plan illustre l'ampleur du champ d'intervention de l'Ingala : 40 % du budget prévu de 289 millions de sucres (alors environ 2 500 000 US\$) sont destinés aux infrastructures de transport (notamment pour terminer, en collaboration avec l'armée, l'aéroport de San Cristóbal et poursuivre la construction de celui d'Isabela), 18 % au crédit public, 13 % aux travaux sanitaires, 11 % à la santé publique, 7 % à l'éducation et à la recherche, 6 % au tourisme et 5 % au développement agricole. Depuis, l'Institut établit un « plan d'opération » annuel, sans aucun schéma d'ensemble ni de programme à moyen terme... :

l'essentiel des travaux mis en œuvre par l'Ingala consiste en des œuvres d'infrastructures²¹, ainsi qu'à assurer un service de transport maritime entre les îles, ce pourquoi il s'est doté de machines de travaux publics et de 3 ou 4 navires. Faire travailler ses engins à tracer des routes et à circuler sur celles-ci tient donc lieu de politique de développement pour l'Ingala, ce qui présente l'avantage d'exhiber la puissance publique.

La présence de l'État aux Galápagos se manifeste aussi à travers l'appellation de type colonial des délégations de l'Institut dans les îles, les vastes « campements Ingala » : ils sont situés dans des « zones d'usage spécial » du PNG, en bordure des zones de colonisation portuaires, et on y trouve les logements du personnel de l'Institut, des ateliers et les parcs d'engins de travaux publics. Aujourd'hui, machines et bateaux sont souvent immobilisés et rouillent doucement, sous la *garúa*, dans les « campements » ou au fond des ports, faute d'entretien et de pièces de rechange. Malgré tout, l'Institut garde un pouvoir certain dans la société locale : en 1994, avec 170 fonctionnaires (soit trois fois plus qu'au SPNG), il restait le second employeur des Galápagos après l'armée. Le budget de l'Ingala, en revanche, bien que le plus important des administrations présentes dans l'archipel, a diminué parallèlement à celui de l'État : en 1994, il était de 3 milliards de sucres (alors 1 600 000 US\$ environ), soit une somme comparable aux budgets cumulés des trois municipalités (1 500 000 US\$), mais bien supérieure aux ressources attribuées au SPNG (400 000 US\$) cette même année.

L'Ingala est dirigé par un gérant nommé et révoqué par le président de la République. Mais ses pouvoirs sont en réalité limités, car cette nomination est négociée avec le représentant des Galápagos au Congrès national : un gérant de l'Ingala accommodant pour le député contre le soutien de ce dernier au président de la République. Comme les législatures sont de deux ans, cela entraîne un changement fréquent de gérants : de 1980 à 1992, l'Ingala en a

²¹ À Isabela, celles-ci sont surréalistes : sur une île où il n'y a aujourd'hui encore qu'une dizaine de véhicules motorisés, et dans une zone agricole qui a toujours été peu habitée et qui est de surcroît en voie de dépeuplement, l'Ingala a tracé des dizaines de kilomètres de pistes ne menant nulle part et tournant en rond parce que limitées par le PNG... Une consultante de la Banque mondiale note ainsi qu'« il n'est pas souhaitable que l'Ingala continue d'effectuer les travaux d'infrastructures qui ont été ses principales activités jusqu'à cette date, et ont été réalisés avec un objectif clairement développementaliste, sans considérer les impacts sur l'environnement » (CRUVELLIER, 1991 : 24).

Campement de l'Ingala à Puerto Villamil. Le matériel neuf a été apporté pour terminer la construction de l'aéroport d'Isabela. Ces campements établis dans les zones d'usage spécial du PNG illustrent la priorité de l'État aux Galápagos : leur rattachement au territoire national et au marché touristique mondial par la construction d'infrastructures de transport.



compté 10 (RODRÍGUEZ, 1993). Le caractère éminemment politique de ce poste a contribué à affaiblir l'Institut en l'empêchant d'avoir un programme suivi : la population des Galápagos en a donc une très mauvaise opinion (GRENIER, 1996). C'est que, conçu à l'origine comme une véritable machine étatique à développer les Galápagos, l'Institut s'est progressivement enlisé dans une bureaucratie devenue légendaire dans l'archipel : en 1993-1994, 73 % de ses revenus étaient consacrés à son propre entretien (MACHADO *et al.*, 1994).

Cependant, l'Ingala est parvenu à désenclaver les parties hautes des îles, à assurer un service de transports entre les îles à peu près régulier, sinon toujours fiable, et a participé à la construction des aéroports de l'archipel. Et même si ces réalisations semblent minces par rapport aux prétentions initiales de cette administration, elles sont essentielles pour intégrer les Galápagos à l'espace national. Enfin, l'Ingala est un moyen éprouvé pour conforter le pouvoir de certains notables des Galápagos, qui se servent du poste de gérant pour se constituer une clientèle dans les îles : outre les nombreux emplois qu'il fournit, cela explique que, malgré sa mort périodiquement annoncée, l'Institut ait jusqu'à présent survécu. Ces structures administratives s'intègrent en principe dans un schéma de développement et de conservation des Galápagos — les deux objectifs sont toujours liés dans la rhétorique officielle — périodiquement redéfini par des plans.

Des plans ambitieux à courte durée de vie

Il peut paraître étrange qu'en Équateur, pays aujourd'hui livré à l'économie de marché la plus débridée, la production de plans soit l'une des activités de prédilection des administrations. Mais si le plan est en principe obligatoire pour les institutions publiques concernées par son champ d'action, il n'est qu'incitatif pour les entreprises, la population et ses représentants politiques qui, de fait, n'en tiennent aucun compte. Et comme chaque plan a en général une durée de vie équivalente, au plus, à celle du gouvernement qui l'a établi, les administrations ne peuvent les suivre, au mieux, que partiellement.

Aux Galápagos, pas moins de sept plans d'aménagement ont été élaborés par des entités nationales entre 1974 et 1994, auxquels il faut ajouter les rapports intermédiaires les préparant ainsi que les plans annuels ou sectoriels produits par les municipalités, l'Ingala ou la FCD. Le résultat de cette accumulation de paperasserie²² est que l'on a plutôt tiré des plans sur la comète que contribué à transformer la réalité au moyen de cet outil : en dépit de leur apparence technique, on ne peut suivre ces plans à la lettre.

D'abord parce que le système statistique équatorien étant très lacunaire, nombre de leurs données sont peu fiables. Ensuite, ces plans offrent des analyses se basant rarement sur des études préalables des problèmes sociaux, économiques ou écologiques, pour la bonne raison que ces études n'exis-

²² Le « Plan Maestro de desarrollo conservacionista de la provincia de Galápagos » de 1988 compte 1 139 pages en 5 volumes...

tent pas : la FCD, seule institution qui aurait les capacités scientifiques pour les mener à bien — et qui est, en tant que telle, partie prenante de tous ces plans sauf du dernier — n'en a pratiquement jamais exécuté, bien que cela fasse partie de sa mission officielle. Mais si ces connaissances font défaut, c'est aussi que dans la gestion des Galápagos depuis Quito, pour et par des intérêts extérieurs aux îles²³, elles sont inutiles. Les plans reprennent donc la plupart du temps, et souvent mot à mot, les analyses antérieures — qui seraient plutôt des recettes en l'occurrence — en se servant de statistiques déficientes autant que possible mises à jour. Ce sont par conséquent des ouvrages de bureaucrates ou d'experts qui se plagient entre eux, et ce d'autant plus facilement que l'on retrouve souvent, d'un plan à l'autre, les mêmes auteurs (GRENIER, 1996).

De plus, les administrations équatoriennes n'attachent pas grande importance à leurs propres plans, puisqu'elles justifient leur existence en soulignant que les précédents sont inachevés ou ont été mal conçus. Ainsi, le dernier en date déclare-t-il, après six plans sur l'archipel en vingt ans, que « les Galápagos ont besoin d'un véritable système de planification régionale » ! (Inefan, 1994 : 68). Enfin, toute l'histoire des Galápagos depuis les débuts de la planification montre que les recommandations énoncées dans ces plans ne sont presque jamais suivies d'effet : ainsi, le plan de 1975 indiquait que l'« on devra interdire l'installation de nouveaux colons »... (JNPCE, 1975 : 17) ; les plans de 1974, 1975, 1984 et 1988 préconisaient des quotas de touristes dans le PNG, etc. : on pourrait multiplier les exemples.

L'examen des objectifs généraux des plans informe sur l'évolution des conceptions de l'État sur les Galápagos : on note le passage progressif d'un vocabulaire nationaliste à l'emploi de termes technocratiques, glissement sémantique qui s'explique par le financement croissant de ces plans par des organismes internationaux et par la participation accrue de consultants étrangers à leur rédaction, mais qui fait aussi écho aux aléas de la politique équatorienne et de la conjoncture internationale.

La tonalité nationaliste du plan de 1975 se manifeste dans ses objectifs (identiques à ceux du premier plan d'aménagement du PNG, en 1974), ainsi que dans l'ordre de leur exposition :

- « réaffirmer et prendre conscience de la souveraineté sur les zones maritime et terrestre de l'archipel ;
- conserver et réhabiliter l'intégrité de la richesse naturelle existante, comme patrimoine et pour le bénéfice des Équatoriens en priorité, en raison des particularités de la flore et de la faune, de valeur unique au monde ;
- préserver le PNG comme laboratoire naturel et source de recherche scientifique, dirigée par des Équatoriens et orientée vers l'enrichissement culturel du pays ;

²³ « Bien que l'on ait formulé des plans pour orienter les tâches des institutions, aux niveaux local et régional, ceux-ci ont toujours été patronnés par le gouvernement central et dirigés par des groupes institutionnels et privés n'appartenant pas aux Galápagos » (Comisión Multisectorial, 1991 : 27).

– tendre vers une réelle intégration économique, sociale et culturelle de la Province avec le reste du pays » (JNPCE, 1975 : 15).

La souveraineté sur les eaux — importante à rappeler alors que l'épisode le plus belliqueux de la « guerre du thon » avec les États-Unis vient d'avoir lieu (DELER, 1981) — et les îles est l'objectif premier. Une nature qualifiée de « richesse » dont les Équatoriens doivent être les premiers bénéficiaires se place dans la lignée des déclarations équatoriennes sur la conservation, tout comme l'idée scientifique du « laboratoire » reprend les discours des naturalistes sur les Galápagos. Mais la nouveauté consiste à proclamer que la recherche scientifique pratiquée par la SRCD doit être dirigée par les Équatoriens et « enrichir » le pays : ce plan marque le début du processus d'« équatorianisation » de la FCD. Enfin, l'« intégration de la province au reste du pays » fournit la clé de lecture de ce premier plan d'aménagement. Ce nationalisme peut d'autant mieux s'exprimer que le plan de la JNPCE (1975) prétend financer ses programmes uniquement par des crédits nationaux, et, pour une très large part, publics.

Comme le plan de 1975, celui du Conade (1988) prévoit un financement équatorien, ce qui favorise un discours nationaliste, toutefois tempéré ici par l'ordre d'exposition des objectifs :

- « la préservation et la conservation de l'environnement ;
- le développement durable qui assure l'amélioration du bien-être social de la population ;
- le renforcement de la souveraineté nationale » (*op. cit.* : 23).

Les termes de « nature » et de « richesse » ont été remplacés par celui, plus neutre, d'« environnement ». Mais si la conservation est le premier objectif, cela ne signifie pas pour autant l'abandon d'une parcelle de souveraineté équatorienne sur les Galápagos, rappelée en troisième position : l'État reste vigilant. La colonisation des Galápagos est d'ailleurs considérée comme acquise, puisque l'on ne parle plus d'intégration, mais d'amélioration du niveau de vie de la population assurée par le « développement durable », terme qui a fait son apparition dans les institutions internationales l'année précédente dans le rapport Bruntland (1987).

Le plan de 1991 reprend, dans le même ordre mais en les complétant, les trois objectifs de 1988 :

- « préserver la richesse biologique et écologique des îles ;
- promouvoir le développement durable et planifié des zones peuplées des îles en les soumettant aux restrictions qu'imposent les priorités de conservation des écosystèmes ;
- soutenir la souveraineté nationale en assurant la présence permanente de la population équatorienne dans la région insulaire » (Comisión Multi-sectorial, 1991 : 2).

Il s'agit de préserver une « richesse » provenant de la « biologie » et de l'« écologie », mots qui renvoient à la recherche scientifique menée dans l'archipel et aux préoccupations conservationnistes internationales du moment. Ce plan a en effet été rédigé un an avant la conférence de Rio de Janeiro et il a été financé à 90 % par le Pnud, ce qui explique la promotion d'un « développement durable » défini plus précisément qu'en 1988, puisque l'on prévoit ici de le soumettre aux objectifs de la conservation. Mais la souveraineté est conçue comme synonyme du peuplement équatorien des Galápagos : rien n'a changé sur ce point...

Quant aux objectifs généraux du plan de la RRMG (1992), ils sont énoncés dans un jargon technocratique qui ne peut que « noyer le poisson » :

- «établir un système simplifié pour gérer et administrer l'usage des ressources naturelles marines de l'archipel, en limitant l'interférence humaine avec l'environnement naturel ;
- doter la prise de décision d'éléments et de critères techniques pour conduire les politiques de gestion et l'usage des ressources marines, à la fois comme moyen de subsistance humaine et comme base pour le développement régional ;
- rendre compatibles les usages présents à travers l'organisation spatiale et la formulation de règlements qui seraient nécessaires, en évitant tout usage conflictuel et en résolvant la superposition d'usages » (Comisión Interinstitucional, 1992 : 17).

L'heure est aux belles paroles, car la communauté internationale, en cette année de « Sommet de la Terre », affiche ses préoccupations sur l'état écologique de la planète : il ne saurait donc être question de mettre l'accent sur une conservation synonyme d'exploitation des « richesses nationales », d'autant plus que « The Nature Conservancy », puissante ONG conservatrice américaine, a financé ce plan. Ce texte est par conséquent un monument de consensus flou : le conflit des institutions conservationnistes avec la population locale et les entreprises de pêche continentales — acteurs qui n'ont pas été associés à ce plan — atteint alors son paroxysme, mais l'on prétend vouloir éviter « tout usage conflictuel ». L'accumulation de plans sur les Galápagos justifie que l'on cherche à établir un « système simplifié » tout en prônant « la formulation de règlements »... Mais il est aussi rappelé, dans les objectifs spécifiques, que ce plan sert aussi à « renforcer la souveraineté nationale sur l'archipel et les eaux territoriales adjacentes » (Comisión Interinstitucional, 1992 : 17).

En définitive, la raison d'être des plans d'aménagement des Galápagos est de démontrer, par la production de textes administratifs, que l'État connaît la situation de l'archipel et la contrôle. Ce qui justifie par la même occasion

que des organisations internationales y participent. Comme les lois sur l'archipel, ces textes administratifs peuvent ainsi être considérés comme autant de frontières de papier protégeant symboliquement la souveraineté équatorienne sur les Galápagos. Mais ce n'est pas leur seule fonction : ces plans et règlements multiples sont aussi un moyen, pour les entités qui les rédigent et sont chargées de les mettre en œuvre, de prendre pied aux Galápagos. L'enjeu est important : il s'agit de se placer dans l'archipel afin de pouvoir capter une partie de la rente fournie par le tourisme et les fonds internationaux pour la conservation. Des pouvoirs administratifs ou politiques se constituent ainsi des territoires aux Galápagos, à partir desquels ils se connectent aux réseaux d'une économie insulaire toujours plus ouverte sur le monde.

... à la prédation publique

De l'utilité des plans non respectés

²⁴ Ainsi le gendre du président Durán Ballén, nommé directeur de la « Commission permanente Galápagos » en 1992, avant d'en être démis en 1994 à la suite d'un scandale financier.

Qu'est-ce qui explique la multiplicité des plans sur les Galápagos puisque, à l'évidence, ce n'est pas leur efficacité ? Les réponses ne manquent pas. Le plan est utile, d'abord, parce qu'il légitime l'organisme chargé de l'élaborer : ce peut être une administration en place, comme la JPNCE en 1975 ou le Conade en 1988, ou une entité créée à cet effet, comme la « Commission de Haut Niveau » en 1984, la Commission multisectorielle en 1991, ou la Commission interinstitutionnelle en 1992...

La création d'une commission chargée d'établir un plan peut aussi être un moyen de caser et de remercier un obligé²⁴. En effet, les responsables de ces commissions incarnent la politique du gouvernement aux Galápagos, puisque le plan représente la charte de son action dans ces îles : à ce titre, ils sont les interlocuteurs incontournables des partenaires étrangers en rapport avec l'archipel — ONG, entreprises touristiques, experts d'organismes internationaux, bailleurs de fonds ou autres. De plus, la commission centralise nombre de demandes de dérogations, de plaintes, de propositions venues d'entrepreneurs mécontents de règles du jeu changeant sans cesse. Et, à l'heure du rapide développement du tourisme et de la pêche d'exportation dans l'archipel, le directeur de l'organisme chargé de contrôler l'application des règlements promulgués par le plan détient un pouvoir certain, qui peut être source de bien des satisfactions pécuniaires. Les plans reflètent ainsi l'importance relative des acteurs institutionnels aux Galápagos, qui bénéficient ou pas des crédits demandés pour leurs projets.

De plus, pour un nouveau gouvernement, l'abandon du plan précédent sert à reconnaître des erreurs d'aménagement ou de gestion commises aux Galápagos sans que cela entraîne des conséquences majeures pour le pouvoir en place, puisque ces échecs sont imputables à ses prédécesseurs. Cela

donne de l'Équateur l'image d'un pays conscient de la nécessité de préserver un « Patrimoine mondial »²⁵ par le biais de plans d'aménagement, qui sont autant de signaux destinés aux organisations internationales²⁶ et aux médias des pays du Nord. Le fait que chaque gouvernement ait jugé bon d'avoir son ou, parfois, ses propres plans d'aménagement des Galápagos est éloquent : chacun d'entre eux revendique ainsi une attitude responsable vis-à-vis de l'archipel.

Dans le même ordre d'idées, le plan comme les multiples commissions proposées à sa préparation ou à son application sont autant de moyens techniques d'éluider les problèmes de tout ordre qui se posent dans l'archipel. La Réserve de ressources marines des Galápagos (RRMG) en est un exemple : il aura fallu vingt ans, entre le Plan de 1974 qui recommandait de protéger une bande de 2 milles marins autour des îles et la signature, en 1994, du décret présidentiel approuvant le plan de gestion de la RRMG (créée en 1986), pour que la protection de la vie marine de l'archipel devienne un objectif officiel. Autant d'années pendant lesquelles les entreprises de pêche *costeñas* ont poursuivi le ratisage des fonds marins de l'archipel et impulsé la pêche d'une nouvelle espèce commercialement rentable, les holothuries. Et le temps comme l'accumulation d'institutions nécessaires pour aboutir à ce plan paraissent d'autant plus excessifs que l'intégrité de la RRMG n'est toujours pas respectée !

Le plan est ainsi l'équivalent national du rapport d'expert international, et il n'est pas étonnant que chaque partie concernée en soit friande. En effet, pour les entreprises de tourisme ou de pêche et les institutions qui leur sont liées, plans et rapports d'experts permettent de gagner du temps — c'est-à-

²⁵ C'est par exemple rappelé dans le préambule du plan sur la Réserve marine (Comisión Interinstitucional, 1992, p. 2).

²⁶ Celles-ci ne sont pas toujours dupes, cependant. Le rapport des experts de l'Union européenne remarque ainsi que « les normes institutionnelles et la législation sectorielle qui concernent les Galápagos répètent à satiété des termes comme « conservation des ressources », « priorité à l'écologie », « coordination », « coopération », etc., mais tout cela, hélas, se limite à des bouts de papier. La réalité est très différente. La prolifération d'institutions et le manque de coopération des principales et plus puissantes d'entre elles ont provoqué une situation qui frise l'ingouvernabilité [...] La conservation est dans toutes les bouches mais davantage comme excuse ou justification qu'en tant qu'objectif réellement assumé » (MACHADO *et al.*, 1994 : 50).

**Des chalutiers
comme celui-ci,
continentaux
ou étrangers,
pêchent illégalement
dans la baie de Banks,
l'une des zones
les plus « protégées »
de la RRMG,
puisque toute capture
y est en principe interdite.
Au fond, le volcan Wolf,
point culminant
des Galápagos.**



²⁷ *El Comercio* (10-4-1995) s'interroge, dans un article intitulé « Met-on des obstacles à la RRMG ? » : « La procédure demandée par le président de la République pour agrandir la RRMG se serait-elle arrêtée au ministère de l'Intégration, du Commerce, de l'Industrie et des Pêches [Micip] ? [...] Le Micip manifeste ainsi que l'agrandissement de la RRMG est une décision qui demande davantage d'analyses et de débats, avec la participation de tous les secteurs concernés. Il fait remarquer que pour que cet élargissement soit efficace, il est indispensable qu'il soit basé sur des études scientifiques et techniques, dont l'INP devrait être chargé ».

dire de l'argent — en maintenant le *statu quo* jusqu'à ce que soient publiés résultats ou recommandations²⁷ ; et lorsqu'ils le sont, le gouvernement a changé et les nouveaux dirigeants en demandent d'autres. En outre, les rapports d'experts sont la raison d'être des organisations internationales qui les produisent : à propos des remous suscités par la pêche illégale dans la RRMG, *El Universo* (5-4-1995) rapporte qu'après la mission aux Galápagos de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) en mars 1994, le président de la FCD a proposé l'envoi d'une autre mission internationale dans les îles, où des scientifiques réaliseraient une « étude sur la situation actuelle de la vie marine ». Il y a pourtant eu des missions de l'Union européenne en août 1994, du WWF en novembre 1994, et de l'UICN en décembre 1994 qui, toutes, dénonçaient les graves atteintes à l'environnement dans la RRMG : l'attentisme des experts conservacionnistes internationaux répond ainsi à... l'attente des entreprises de pêche *costeñas*... J. Anhalzer, ancien président de la Commission multisectorielle, a tiré la leçon de cette passivité :

« Les études [sur les Galápagos] des gouvernements successifs ont commencé en 1973 ; chacun a produit son plan. Ces plans sont souvent contradictoires entre eux, leurs énoncés varient selon les vents politiques qui dominent l'époque où ils ont été établis [...]. Pourquoi recommencer à perdre du temps en nouvelles études et analyses alors que celui qui nous reste est chaque fois plus court ? [...] Les études existent, on connaît les problèmes depuis longtemps déjà, il faut prendre des mesures et les appuyer par des décisions politiques pour éviter que la détérioration de cet irremplaçable patrimoine continue de façon irréversible » (*Hoy*, 9-10-1994).

Contrôler les nœuds des réseaux : la prolifération d'entités publiques intéressées par le captage de la rente

La présence de l'État aux Galápagos à travers le déploiement de ses fonctionnaires sur certains lieux publics est d'autant plus ostentatoire que l'insuffisance de ses moyens l'empêche de se montrer dans la majeure partie de l'archipel. L'État ne fait acte de présence qu'en quelques endroits des Galápagos, mais ceux-ci — ports et aéroports — sont cruciaux : ce sont les « synapses » qui articulent les réseaux de communication internes de l'archipel au reste du monde. La maîtrise territoriale de l'État aux Galápagos ne s'exerce donc qu'à l'interface archipel/monde extérieur, et se réduit à quelques points nodaux des réseaux, afin que ce contrôle soit efficace et peu coûteux : Guayaquil pour tout bateau à destination des Galápagos, Puerto Baquerizo Moreno pour tout navire y arrivant ; et l'essentiel des Forces armées présentes dans l'archipel se concentre à ses deux portes d'entrée, Baltra et San Cristóbal.

De 1928 à 1979, la Marine était de fait seule responsable de l'archipel ; mais malgré le retour à un régime civil, les Forces armées gardent un énorme

pouvoir aux Galápagos²⁸. Car en Équateur, tout ce qui circule sur mer le fait avec l'autorisation de la Digmer, une entité dépendant de la Marine de guerre qui délègue localement son autorité aux capitaines de ports, des militaires ; la Marine a en outre le monopole de l'approvisionnement en combustible des Galápagos. Et chaque avion vole avec la permission de la DAC (Dirección de Aviación Civil), administration elle aussi aux mains des militaires. Ces derniers sont propriétaires de la principale compagnie aérienne équatorienne, Tame, qui a l'exclusivité de la desserte de Baltra, par où transitent 70 % des personnes entrant dans l'archipel ; tous les aéroports insulaires sont la propriété de l'Armée de l'air, qui assure en outre des vols bimensuels vers les Galápagos, à prix réduits, sur ses propres avions. Les Forces armées, par leur contrôle des points d'entrée aux Galápagos et de 75 % du trafic aérien qui leur est destiné, ainsi que par leur juridiction exclusive sur les espaces maritime et aérien, gardent jalousement les clés ouvrant un archipel isolé.

²⁸ La création du PNG n'a pas modifié l'attitude des militaires, qui ont continué à utiliser les îles comme terrain d'entraînement (cf. LATORRE, 1991 ; KAYSIN, 1994).

**Le Boeing 727
de la compagnie
« Transportes Aéreos Militares
Ecuadorianos » (Tame)
débarque tous les jours
son lot de passagers
sur l'île de Baltra,
base militaire.
L'effet d'abri
pluviométrique
est visible : le ciel est
dégagé sur Baltra,
protégée par
Santa Cruz, au fond,
où il est couvert.**



L'inconvénient de ce mode de contrôle territorial, par rapport à celui qui permettrait de sillonner l'archipel, est d'ignorer ce qui se passe à l'intérieur des Galápagos, entre les points nodaux des réseaux comme sur les étendues marines ou terrestres. Le rôle des militaires s'apparente donc davantage à celui de guichetiers statiques qu'à celui de contrôleurs mobiles : installés aux portes de l'archipel, ils octroient l'autorisation d'y entrer ou d'y circuler mais ne peuvent ensuite le parcourir pour y rechercher les contrevenants²⁹. Mais le contrôle aréolaire du territoire insulaire n'importe pas, sauf dans les discours officiels, puisque la manne fournie par les Galápagos transite par les réseaux reliant l'archipel au reste du monde. Ainsi, certains capitaines de port profitent de leur isolement et de leur autorité absolue sur les mouvements maritimes dans leur circonscription navale pour transformer leur pouvoir en une

²⁹ Ainsi, *El Comercio* (11-11-1994), dans un article intitulé « Le gasoil, ennemi du contrôle », signale que « la récente augmentation du prix du gasoil porte préjudice au contrôle et au patrouillage dans les îles ». En 1996, la Marine disposait aux Galápagos de 200 militaires et de 2 petits patrouilleurs ; ces derniers, cependant, n'y étaient présents que huit mois par an et ne pouvaient effectuer que de rares et courtes missions... à proximité des côtes, par manque de crédits de fonctionnement !

³⁰ La corruption laisse rarement de traces : elle est donc difficile, voire impossible, à prouver, et on ne peut donc que s'appuyer sur des sources *a priori* fiables (que l'on conservera anonymes pour d'évidentes raisons) et recouper autant que possible ces informations. Ainsi, à la mi-1994, le tarif d'un permis illégal de 10 jours de pêche était, selon plusieurs sources dignes de foi, de 800 000 sucres (environ 450 US\$), soit à peu près le montant du salaire mensuel d'un capitaine de port aux Galápagos. Mais ce ne sont que peccadilles au regard des sommes en jeu au niveau supérieur : d'après d'autres sources tout aussi sûres, certains officiers de Marine de Guayaquil vendent plusieurs dizaines de milliers de dollars des « permis de pêche » mensuels à des entrepreneurs désirant assurer une impunité totale à leurs chalutiers lorsqu'ils s'aventurent dans la RRMG.

³¹ Par exemple, un directeur du SPNG explique la difficulté à mettre en place un système de quarantaine phytosanitaire aux Galápagos : « Chaque entité a juridiction par la loi ou par responsabilité ministérielle sur un territoire déterminé. La loi sanitaire dit que chaque entité effectuera des contrôles dans l'aire sous sa juridiction, ce qui signifie que les FAE doivent exercer leur surveillance dans les aéroports et la Marine dans les ports ; le seul rôle du SPNG est de regarder ce qu'ils font [...], car les gardes-parcs ne peuvent faire de contrôle que dans leur territoire, à l'intérieur du PNG » (FCD, 1990 : 17-18).

³² La Commission permanente, créée en 1991 à l'occasion du Plan global, regroupe 8 organismes : MAG, Ingala, DAC, Digmer, FN, FCD, Cetur et Asecut.

véritable rente de situation locale³⁰, en délivrant moyennant finances des permis de pêche illégaux ou en taxant, sous les prétextes les plus futiles, les déplacements des bateaux de tourisme. Fonctionnaires sous-payés au regard des gains fabuleux de certaines entreprises de tourisme ou de pêche, les militaires ont le pouvoir de prélever une part de ces profits, à défaut de celui d'effectuer leurs missions de contrôle et de faire respecter les règlements en vigueur. La confiance d'un officier de la Digmer est à cet égard explicite : « En Équateur, nous avons beaucoup de règlements, chaque administration a le sien ; le problème c'est qu'ils ne sont pas appliqués, faute de personnel, de moyens matériels et en raison de la corruption de certains fonctionnaires. »

Mais on peut aussi avancer que c'est la corruption qui permet en partie au droit national de s'établir aux Galápagos : tout le monde joue à croire que les règlements peuvent être appliqués alors que chacun sait que c'est impossible. Autrement dit, le pot-de-vin est versé par le corrupteur au cas où il pourrait être pris par l'une des rares patrouilles sillonnant les îles, ce qui l'assure d'une tranquillité absolue ; et ce dessous-de-table est accepté ou demandé par le fonctionnaire parce que, outre l'appât du gain, cela indique que le corrupteur reconnaît son autorité... En ce sens, on peut dire que l'administration équatorienne s'est bien approprié son territoire insulaire, car la présence physique des représentants de l'État, déficitaire hors des quelques points nodaux des réseaux organisant l'espace des Galápagos, est compensée par une présence « morale » ubiquiste de ces mêmes autorités qui, parce qu'elles ont été stipendiées, rappellent au corrupteur qu'il enfreint la loi. Or, si l'on paie pour contourner la loi, c'est, du même coup, reconnaître qu'elle existe. Contrairement à l'époque de l'espace ouvert, les Galápagos d'aujourd'hui ne sont donc pas un espace de non-droit, mais de droit détourné et récupéré par certains fonctionnaires équatoriens : elles font bien partie du territoire national.

La preuve en est la prolifération des entités administratives aux Galápagos (la Comisión Multisectorial en dénombrait 35 en 1991) : ce phénomène a commencé avec la provincialisation et pris de l'ampleur au fur et à mesure du développement de l'archipel. Délaissées par les autorités équatoriennes pendant la plus grande partie de leur histoire, les îles attirent aujourd'hui de multiples organismes publics nationaux, dont les compétences se superposent et dont l'incompétence se cumule³¹. Prenant comme prétexte l'inefficacité d'un Ingala vampirisé par des intérêts privés (CRUVELLIER, 1991), les gouvernements équatoriens ont en outre pris l'habitude de former des commissions destinées à promouvoir le développement et la conservation des Galápagos. Ces commissions sont investies par diverses entités³² qui se

placent ainsi aux Galápagos ou y élargissent leur rayon d'action : il se constitue alors des réseaux institutionnels dans lesquels les responsables d'administrations ou d'ONG présentes aux Galápagos côtoient des entrepreneurs et des militaires intéressés par une part de pouvoir dans les organismes gérant les fonds publics et internationaux destinés à l'archipel³³.

Chacune de ces institutions produit ses propres règlements qui viennent s'ajouter à ceux des commissions nouvellement créées pour former un dense maquis administratif : aujourd'hui, aux Galápagos, il n'est pas une activité, de quelque ordre que ce soit, qui ne doive répondre de plusieurs administrations (six pour le tourisme, par exemple). Il est courant, dans ce pays hispanique au juridisme pointilleux, de faire sans cesse référence à « *la ley* », supposée donner le dernier mot à celui qui la met de son côté. Or, il n'y a pas de « loi » mais des lois, et chacun des règlements sur lequel on s'appuie peut être invalidé par un autre acte juridique : dans ce « panjuridisme », « certains acteurs disposent du pouvoir unilatéral d'appliquer ou non les textes, ou de choisir ceux qui leur conviennent le mieux au regard des circonstances » (Ost, 1995).

L'intégration des Galápagos au territoire équatorien s'est ainsi transformée en désintégration de l'action régulatrice de l'État dans l'archipel. Car les multiples entités publiques nationales, dont le rôle originel était de stimuler et d'orienter le développement des Galápagos tout en le réglementant pour le rendre compatible avec leur conservation, se consacrent maintenant à recueillir une partie des flux financiers, essentiellement internationaux, qui se déversent sur les îles. Aucune d'entre elles ne peut prétendre régenter ce qui se passe aux Galápagos autrement que par des textes administratifs à l'efficacité très limitée : elles n'ont que des moyens de contrôle virtuels, des lois mais pas de patrouilleurs. Le grand nombre d'institutions présentes aux Galápagos est dû à l'importance des revenus publics et privés qu'elles tirent de leur implantation dans l'archipel : cette manne a aussi attisé la convoitise des responsables politiques insulaires. Les structures d'encadrement et de développement de la population insulaire ont donc donné naissance à des « caciques » (TOURAINÉ, 1988) : les objectifs de l'État ont été récupérés et détournés au profit d'acteurs politiques locaux.

À mesure de la diminution de l'engagement financier de l'État et alors que les Galápagos connaissent une forte croissance touristique, un boom de la pêche d'exportation et une rapide augmentation de leur population — par ailleurs évincée du marché touristique et (officiellement) interdite de pêche d'exportation — les représentants politiques locaux cherchent à renforcer leurs pouvoirs par rapport à Quito. Ces « caciques » remettent en cause la mainmise de

³³ Or, ceux-ci sont considérables : en 1994, les sept programmes en cours sur la conservation des Galápagos avaient obtenu des fonds, octroyés par des organisations internationales — Pnud, BID, BM — ou par des pays du Nord au titre de la coopération — Usaid, UE — pour un total de 4 000 000 US\$; et les crédits demandés et en cours de négociation étaient d'un montant onze fois supérieur, soit 43 500 000 US\$ (PARRA, 1994)...

L'exacerbation des tensions politiques dans un espace « protégé »

l'État et de la FCD sur le PNG, de façon, d'une part, à capter une partie des flux monétaires circulant dans les réseaux transnationaux du tourisme et de la conservation et, d'autre part, à élargir les usages de la réserve naturelle.

Depuis 1993, la municipalité de San Cristóbal fait ainsi payer 30 US\$ à chaque touriste étranger atterrissant sur « son » île ; malgré l'opposition des entreprises touristiques et de l'État, elle a été imitée en 1994 par celle de Santa Cruz, qui prélève 12 US\$ par touriste étranger arrivé à Baltra. Par cette taxe, unique en Équateur, les municipalités des Galápagos considèrent le PNG comme partie de leur territoire, bien qu'elles aient été créées longtemps après celui-ci. L'État, qui avait voulu affirmer l'importance de la colonisation des Galápagos en superposant effectivement le territoire des municipalités à celui du PNG, se retrouve donc pris à son propre piège. En proie aux revendications d'immigrés réclamant davantage de terrains constructibles, d'éleveurs qui ne se sont pas remis de l'interdiction de pâturer hors zone de colonisation, et de pêcheurs voulant exploiter sans contrainte les holothuries, les présidents des municipalités exigent un contrôle accru du PNG par les *Galápagueños*, c'est-à-dire à la fois l'augmentation des périmètres urbains et agricoles et la libre utilisation des ressources naturelles dans l'archipel. C'est bien le territoire du PNG, considéré comme celui des administrations nationales, des entreprises de tourisme continentales et des naturalistes « *gringos* » (GRENIER, 1999) — c'est-à-dire d'acteurs *afuereños* — qu'il s'agit de démanteler au profit des insulaires. Le député des Galápagos est devenu l'un des principaux protagonistes de cette lutte.

Car, contrairement aux présidents des municipalités, le député a accès aux finances publiques et peut peser, par les alliances qu'il noue au Congrès national, sur la politique du gouvernement : sur les 76 législateurs équatoriens, le représentant des Galápagos jouit d'un pouvoir sans commune mesure avec le faible volume de son corps électoral. Depuis les années quatre-vingt³⁴, la stratégie des députés insulaires consiste à stimuler l'émergence d'un nouvel acteur sur la scène de l'archipel, la population *galápagueña*, au prétexte que « dans le cas des Galápagos, le sacrifice de ses habitants tout au long de l'histoire est synonyme de la souveraineté nationale sur l'archipel de Colomb », comme le signale le préambule de la loi dite « d'amélioration des conditions de vie de l'habitant des Galápagos » présentée au Congrès par un député de la province insulaire en 1992 (Registro Oficial n° 927, 4 mai 1992). L'argument de la souveraineté nationale sur les Galápagos par le biais de leur peuplement, inattaquable, a ainsi été repris par les représentants politiques insulaires afin d'obtenir des avantages financiers pour leur province.

Pour améliorer les conditions de vie des habitants, il faut plus d'argent et le pouvoir de le gérer localement. Or le contrôle local du PNG est un bras de

³⁴ L'activité législative sur les Galápagos s'est beaucoup accrue pendant la décennie 1980, lors des booms migratoire et touristique : des 130 projets de loi sur l'archipel présentés au Congrès entre 1885 et 1991, 44 l'ont été depuis 1982 (Archivos del Congreso Nacional, Quito, 1992).

levier pour obtenir des fonds, capter directement une partie des revenus du tourisme, autoriser d'autres usages de la nature ou accroître la superficie des zones colonisées. Mais ces objectifs entrent en contradiction avec ceux des autres acteurs présents aux Galápagos : l'État exsangue est opposé à plus de subventions, la FCD ne souhaite pas développer l'économie insulaire par crainte de l'immigration, les entreprises continentales n'entendent pas modifier un système touristique dont elles profitent, et les administrations publiques ne veulent pas abandonner leur rente de situation. Or, c'est à ce tabou que deux députés des Galápagos se sont attaqués ces dernières années.

En 1992, le député A. Serrano présente au Congrès le projet de loi Pargal, ou « Parc Galápagos » : le PNG perdrait son « N » pour être administré par un collège qui remplacerait le SPNG et où les résidents des Galápagos auraient la majorité. Car comme l'indique l'un des « considérants » de la loi : « L'archipel de Colomb [...] doit faire profiter ses habitants, et si possible la nation équatorienne, du bénéfice de sa nature conservée par le biais de l'économie touristique » (Congreso Nacional, proyecto Pargal, 1992).

Les *Galápagueños* d'abord, les autres Équatoriens ensuite, « si possible »... : la loi prévoit de reverser 55 % des recettes du parc Galápagos aux municipalités de l'archipel et de réserver les concessions touristiques aux insulaires. En raison de la virulente opposition de la FCD, des entreprises continentales et des administrations nationales ayant des intérêts dans l'archipel (cf. GRENIER, 1996), le président Borja met son veto à la loi, et Pargal ne voit pas le jour.

En 1995, le député E. Véliz fait voter par le Congrès une loi dont le premier des considérants résume la teneur : « La province des Galápagos, par son insularité, écologie et distance d'avec le continent, possède des caractéristiques qui la différencient, tant du point de vue social que territorial, du reste des provinces du pays, ce qui rend nécessaires une administration et un développement durable à l'intérieur d'un cadre légal spécial » (Congreso Nacional, Ley de régimen especial para la provincia de Galápagos, 1995, p. 1).

En 1973, la différence des Galápagos au sein de l'Équateur avait été soulignée par l'État pour mieux les faire entrer dans un cadre provincial identique à celui du reste du pays ; en 1995, elle est mise en avant par le député de la province pour réclamer une certaine autonomie : la provincialisation jacobine a débouché, dans l'archipel, sur une revendication régionaliste. Les nombreux articles de cette loi cristallisent la plupart des demandes des secteurs de la population insulaire menacés par le « tourisme sélectif », la prohibition de la pêche d'exportation et le désengagement de l'État. Ces revendications se sont notamment manifestées à l'occasion de la visite de quatre ministres aux Galápagos en 1994, au cours de laquelle des revendications autonomistes, voire indépendantistes, ont été formulées (cf. GRENIER, 1996).

L'objectif principal de cette loi est encore le contrôle local du PNG afin de l'exploiter davantage : par le développement du secteur touristique insulaire, par l'encouragement de la pêche d'exportation et par l'extension des aires urbanisées. L'un des articles de cette loi exprime ainsi la volonté des entrepreneurs locaux de bénéficier davantage des retombées du tourisme : « Les visiteurs du PNG devront utiliser l'infrastructure hôtelière en séjournant dans les centres peuplés avant ou après leurs croisières » (*op. cit.*, art. n° 56, p. 22).

La réaction des intérêts continentaux est immédiate ; ainsi, le président de la Commission permanente réfute ce dernier article de la façon suivante :

« Cet article est un ordre quasiment dictatorial. Ce que stipule cet article est le contraire de ce qui a été signalé par l'Orstom sur le séjour moyen d'un touriste étranger en croisière, qui est de quatre jours en tout [...]. L'obligation de séjourner à terre léserait le touriste et lui donnerait une image négative de l'activité touristique aux Galápagos » (Oficio CPG 95-111, 1995, p. 4).

La manipulation de mon rapport de recherche à la FCD (GRENIER, 1994 b) est patente : on ne mentionne ici que la durée de séjour moyen — ce qui est un fait — mais pas l'analyse qui va avec. Il s'agit d'une utilisation classique de données scientifiques brutes pour justifier n'importe quelle politique, en l'occurrence le contraire de ce qu'indiquait ce rapport, et notamment le fait qu'une croisière de trois jours ignorant les centres peuplés n'apporte aucun bénéfice à la population insulaire.

Toujours est-il que le président Duran Ballen oppose son veto à la loi : le député et les maires de l'archipel prennent alors la tête d'un « Comité de grève des Galápagos » : la station, les bureaux du SPNG et l'aéroport de San Cristóbal sont occupés, et la route trans-Santa Cruz est coupée pendant quelques jours. Cette grève insurrectionnelle, très suivie par la population et amplement couverte par la presse nationale et américaine (cf. *Newsweek*, 9-1995) se termine lorsque les manifestants sont délogés par des militaires envoyés de Guayaquil. Un accord entre le député et le gouvernement préserve alors, moyennant quelques concessions comme la promesse d'un deuxième siège de député pour les Galápagos, le *statu quo ante*. Avant de s'auto-dissoudre, le comité de grève des Galápagos publie un document, intitulé « Les responsables de cette crise », qui cite des passages du même rapport :

« La première leçon que l'on peut tirer de cela, c'est qu'il n'y aura pas de solutions, pour les habitants des Galápagos, venant de personnes qui ne connaissent pas les îles. Prenez garde aux bureaucrates, aux entrepreneurs continentaux et aux experts internationaux qui prétendent faire le bien des Galápagos mais toujours depuis l'extérieur et au bénéfice du "dehors"... » (document Christophe Grenier, Orstom) ; (Comité de Paro de Galápagos, Puerto Ayora, 15-9-1995).

Ce rapport a ainsi été repris à la fois par les adversaires de la Loi spéciale et par ses défenseurs : les premiers n'y ont pioché qu'un chiffre, les seconds ont reproduit une partie de l'analyse, mais en la dénaturant par des rajouts personnels. Des deux côtés, cette recherche a donc été utilisée à des fins partisans ; mais, loin de blâmer ces procédés au nom de l'« objectivité scientifique », il me semble au contraire que les menaces sur un « patrimoine de l'humanité » doivent autant concerner la population insulaire que les institutions spécialisées. L'un des buts de la recherche en sciences sociales me paraît bien être de fournir non seulement des données mais des analyses, et de les rendre publiques afin de susciter une prise de conscience, des débats et des actions ne se limitant pas au cénacle des « spécialistes ».

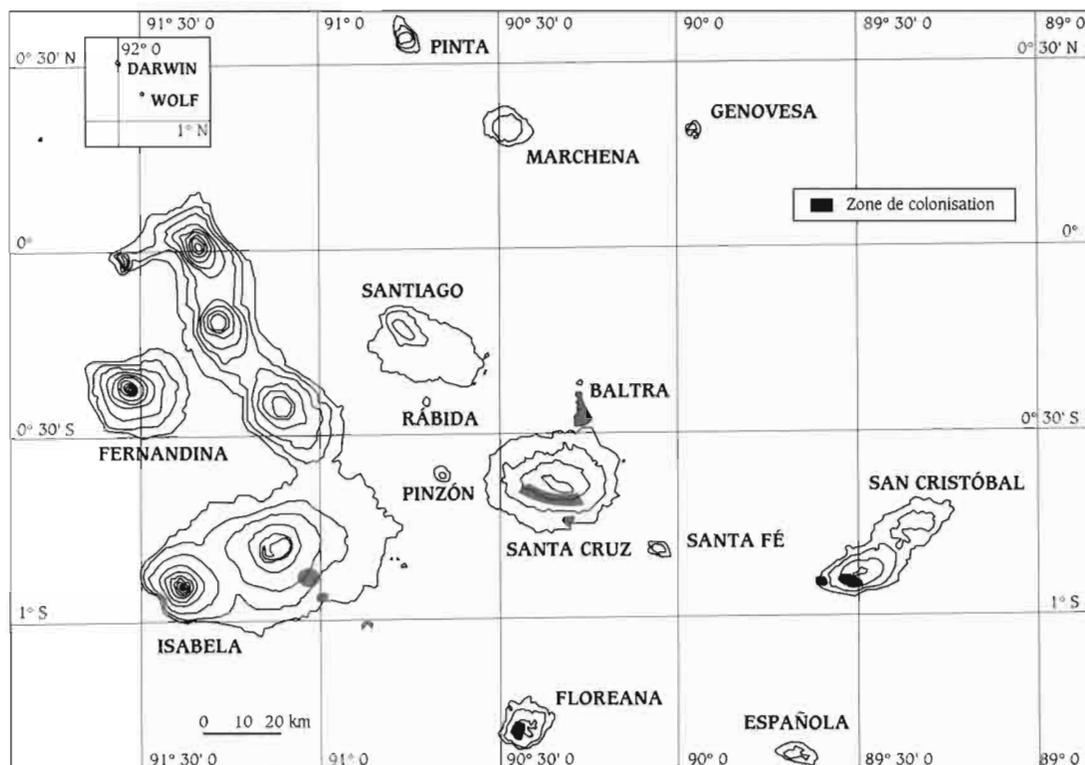
Il est certain que des revendications et des violences de ce type ne manqueront pas de resurgir périodiquement aux Galápagos. Le contraste y est en effet trop fort entre des acteurs du « dehors » (entreprises de tourisme et administrations) qui gagnent beaucoup d'argent grâce au PNG, et une population insulaire en pleine croissance qui est écartée de sa gestion et tire chaque fois moins de bénéfices des usages qui y sont autorisés. À cause de la croissance de la population, de ses structures d'encadrement et du type de développement en cours aux Galápagos, les insulaires ne sont pas parvenus à inventer un milieu respectueux de l'aire « protégée » où ils vivent : ils sont ainsi en voie de continentalisation, c'est-à-dire qu'ils se rapprochent toujours plus des conditions de vie des Équatoriens du continent.

La continentalisation du milieu insulaire

L'organisation de l'espace des Galápagos a toujours évolué en fonction des besoins du « dehors », l'Équateur continental ou le reste du monde. Dans cet archipel peuplé tardivement et dont les ressources ont toujours été inventées et utilisées par des acteurs extérieurs, les insulaires n'ont jamais vraiment maîtrisé leur territoire. Et puis, à partir des années quarante, l'État équatorien amène progressivement les Galápagos dans une dépendance vis-à-vis du continent qui prend aujourd'hui des allures de perfusion : tout, ou presque, de ce qui permet à une population en rapide croissance de vivre vient désormais « *de afuera* ».

En réduisant la partie utilisable par les habitants des îles à huit zones (un port relié à un espace agricole dans chacune des quatre îles où le peuplement avait été autorisé), le PNG a créé un archipel peuplé au sein d'îles sanctuarisées. Naguère structure aréolaire rayonnant sur tout l'archipel à partir des hauteurs colonisées, le territoire des insulaires a donc éclaté en morceaux. La recomposition de l'espace des Galápagos s'est faite selon une structure réticulaire toujours organisée par et pour des acteurs extérieurs aux îles : ces réseaux qui relient l'archipel au reste du monde sont ceux des administrations publiques, des institutions conservationnistes ou des entreprises privées qui se ménagent ainsi un accès aux espaces et aux espèces des Galápagos, pour les protéger, les vendre et en tirer une rente.

Le résultat de ce processus est la continentalisation du milieu insulaire, c'est-à-dire la diffusion aux Galápagos d'une relation à l'espace et à la nature importée par les migrants, touristes, entreprises et administrations, qui finit par s'imposer partout et à tous. Que ce soit dans les paysages urbains, dans les campagnes ou même dans les parties du PNG envahies par des espèces



Source : Comisión Permanente 1991.

CARTE 7 — Les zones hors parc national.

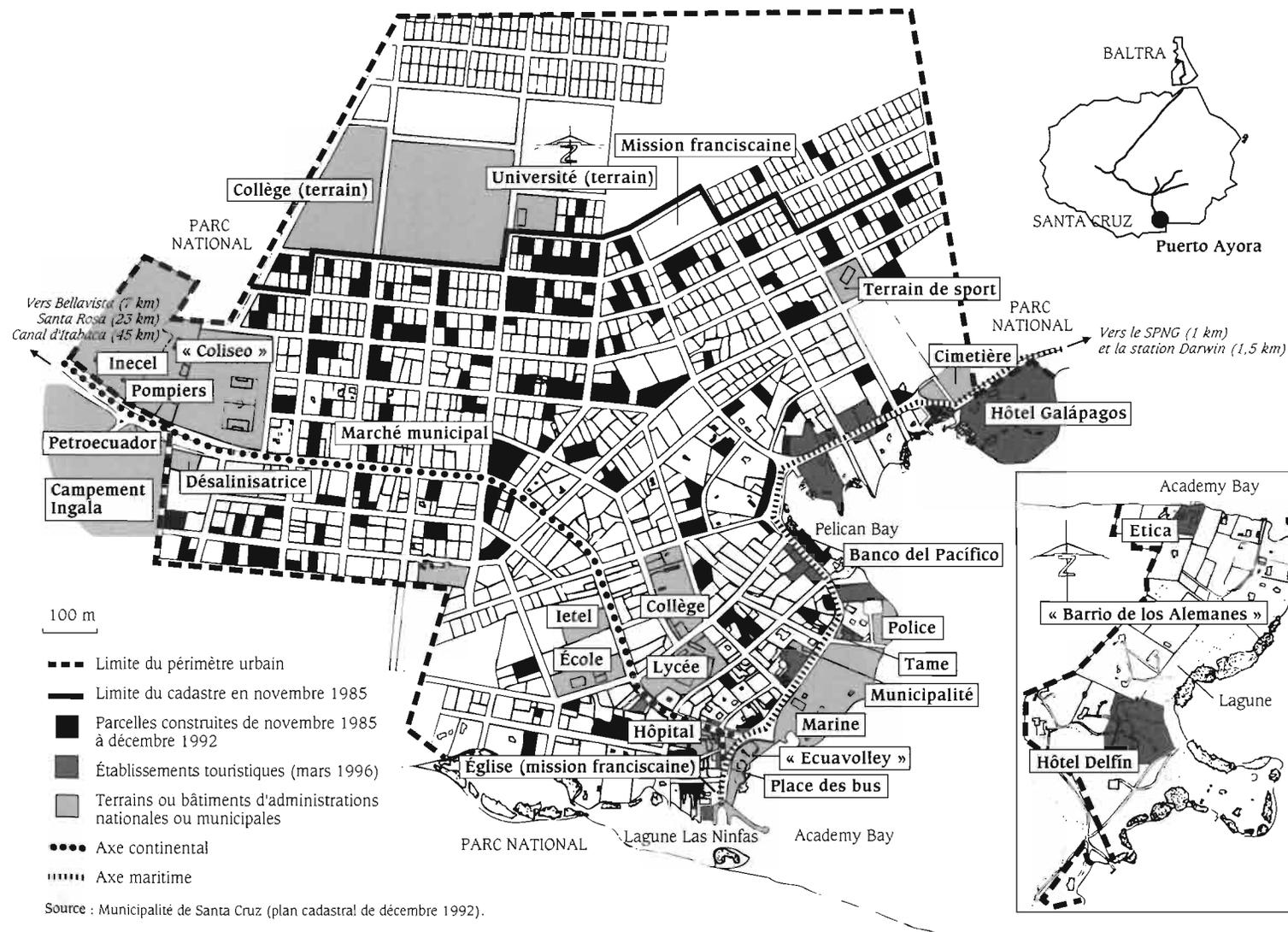
¹ Cf. GRENIER (1996) pour une analyse plus détaillée des quatre îles peuplées des Galápagos.

introduites, les Galápagos ressemblent ainsi de plus en plus à une partie quelconque de l'Équateur continental. Deux lieux¹ sont particulièrement révélateurs de cet état de fait : Puerto Ayora — « la » ville de l'archipel est un microcosme qui reflète tous les problèmes actuels des Galápagos — et Isabela, dont le milieu « îlien » est aujourd'hui en voie de disparition.

Puerto Ayora : à l'intersection des réseaux migratoires et touristiques

Puerto Ayora est structurée par deux rues, les premières à avoir été pavées, qui forment un compas entre les branches duquel sont compris les trois quarts de la ville (cf. carte 8) : la *calle principal* (Grand-rue) et le *malecón*. Ces axes constituent l'ancrage au sol de deux réseaux, dont les flux irriguent la ville et la font croître : le premier la lie au continent — par les migrants et l'État —, le second la relie au monde — par le tourisme et la conservation.

CARTE 8 — Puerto Ayora.



La *calle principal*, ou l'axe continental

Le marché de Puerto Ayora permet de voir la continentalisation du mode de vie insulaire : une architecture banale et des produits importés d'Équateur, y compris la plupart des fruits et légumes ; il n'y manque même pas l'indienne d'Otavaló (à droite) !

Lorsque à Bellavista le bus d'Itabaca tourne vers le sud pour avaler les sept kilomètres descendant à Puerto Ayora, on retrouve vite les épineux et les cactées de l'étage aride, quittés sur le versant nord de l'île. Sur le bord de la route, papiers gras, canettes de bière et sacs en plastique sont les seules traces humaines notables lors de la courte traversée du PNG qui sépare la zone agricole du port. Ces détritres sont jetés par les passagers des bus qui font une fois par jour la navette entre Puerto Ayora et le canal d'Itabaca, qui sépare Santa Cruz de l'aéroport de Baltra. Planté au milieu des cactus candélabres, un panneau publicitaire pour moteurs hors-bord Yamaha souhaitait jadis la bienvenue à Puerto Ayora — sa réplique se trouve sur le quai municipal : une transnationale japonaise dont les produits concourent à la dégradation écologique de l'archipel accueille les voyageurs débarquant dans la ville située au cœur du PNG. Début 1996, ce panneau a été remplacé par celui d'une marque d'eau minérale : l'importation du précieux liquide laisse des monceaux de bouteilles en plastique dans les décharges publiques situées en « zone d'usage spécial » du PNG. Ces deux publicités résument les priorités affichées de Puerto Ayora : les moteurs, indispensables à la pêche et au tourisme, et l'eau potable, rare dans l'archipel.

Le haut de la *calle principal* offre une façade discontinue, bien qu'aucune parcelle ne soit inoccupée : entre des constructions en ciment souvent inachevées, de deux étages au plus, affleurent des blocs de lave entre les-



quels s'étaient parfois des jardinettes où poussent tant bien que mal des plantes ornementales importées du continent. Le marché municipal, un quadrilatère de béton, est l'un des rares lieux de rencontre quotidienne des habitants de tout Santa Cruz ; les paysans viennent de la *parte alta* y vendre viande, lait, bananes, papayes, choux, oignons... Ces agriculteurs sont concurrencés par les importateurs de fruits et légumes du continent : mêmes si ces denrées sont souvent abîmées par quatre jours de traversée et plus chères que les produits locaux, elles sont plus variées et abondantes.

Dans la descente vers la mer, la Grand-rue est bordée de commerces permanents tenus par des migrants arrivés dans les années quatre-vingt : les emplacements, trop loin du *malecón*, ne peuvent attirer les touristes mais sont tout de même meilleurs que ceux des ruelles adjacentes, dont ont dû se contenter les derniers venus. À ces petits commerces s'ajoutent des pensions miteuses destinées aux migrants qui débarquent sans adresse de familiers, des restaurants populaires — *cevicherías* et autres *picanterías*, un temple protestant, l'une des trois boîtes de nuit de la ville — fréquentée exclusivement par les insulaires — et le bâtiment de l'letel, devant lequel des vendeurs de pacotilles profitent de la longue attente des usagers. Le nombre croissant de bus et de camionnettes² oblige cyclistes et piétons à un semblant de discipline, car les accidents de circulation augmentent à mesure qu'arrivent les nouveaux véhicules et que la voirie s'améliore.

² Puerto Ayora compte aujourd'hui au moins 300 véhicules motorisés ; d'après la police, qui ignore leur nombre actuel, il y en avait 69 en 1987. Si l'on se fie à l'une des deux coopératives de transport de l'île, l'augmentation est notable : d'après un membre de la SRCD, il n'y avait en 1988 à Puerto Ayora que « 2 ou 3 taxis-camionnettes, qu'il fallait réserver deux jours à l'avance » ; en 1990, la coopérative comptait 12 taxis, et il y en avait 52 en mars 1996 ; les camionnettes *piratas* (non enregistrées) étaient alors estimées à une douzaine. Quant aux bus en circulation à Santa Cruz, il n'y en avait que 2 en 1987 contre 37 en 1994.

Le bâti discontinu, les maisons en parpaings posées sur la lave ou la canalisation d'eau apparente témoignent d'une urbanisation récente et anarchique jusque dans la grand-rue de Puerto Ayora. Ce petit commerce expose des produits très usités aux Galápagos : bicyclettes et bidons, servant à stocker l'eau ou l'essence. Son voisin, dont la *panga* prouve l'adaptation à la vie insulaire, signale par une pancarte qu'il vend de l'eau (dans des sacs en plastique), de la glace et du poisson.



La *calle principal* est bien l'axe continental, équatorien, qui n'a que faire des étrangers : on n'y lit aucune inscription en anglais. Elle est d'abord le domaine de la puissance publique : Ingala, Inecel, letel, pompiers, stade et marché municipaux, collège et école, hôpital, ces bâtiments y occupent environ un tiers de l'espace. Mais elle est surtout le lien entre Puerto Ayora et son arrière-

pays et, plus encore, entre Santa Cruz et le continent, via le canal d'Itabaca et l'aéroport de Baltra : la rue accueille la station-service de PetroEcuador et elle est jalonnée d'arrêts de bus, que l'on ne trouve pas ailleurs. C'est donc par cette rue qu'arrivent les touristes qui séjournent en ville et les habitants de retour du continent, mais aussi les migrants.

Or, ce que ces derniers voient dans la Grand-rue ne les dépayse pas : la mer y est invisible, tout y rappelle l'Équateur, rien n'y évoque les îles. Le cadre urbain est le même qu'à Manta, Quevedo ou Guayaquil, villes à la laideur d'inachevé permanent : maisons en parpaings et en tôle, terrasses sommitales encadrées de tiges métalliques indiquant une construction toujours en cours, fils électriques tirés directement des poteaux vers les habitations, vieux bus américains poussifs crachant une fumée noire, enseignes de gargotes qui affichent fièrement leurs origines — « *Sabor costeño* » — et d'où s'échappent des rythmes de salsa. La capitale économique des Galápagos est surnommée « Guayaquil chico » par la presse nationale : la conformité de la Grand-rue de Puerto Ayora avec celles des villes de la Costa facilite la transposition aux Galápagos du milieu urbain continental et, par là même, l'insertion des migrants dans un cadre de vie reconnu avant même d'être connu.

À la jonction des axes continental et maritime : la place des bus et le port

À l'extrémité sud du front de mer, la *calle principal* rejoint le *malecón* par un rond-point derrière lequel on voit enfin la mer. Les grilles du petit square entourent un énorme iguane en ciment qui couve des yeux la plaque de bronze, ignorée de tous, où est retranscrit une phrase célébrant l'inscription des Galápagos au « Patrimoine de l'Humanité ». C'est la seule indication, dans la ville, signalant que l'on se trouve dans un parc national réputé dans le monde entier. Cette place est l'un des points névralgiques de la cité, car c'est de là que démarrent les bus pour le canal d'Itabaca et Baltra : à 8 heures du matin, c'est l'heure des adieux à ceux qui partent pour le continent et auxquels on confie courrier, messages ou petits colis qui arriveront bien plus rapidement que par la poste. Attirés par la foule qui se presse autour des bus, les marchands ambulants, souvent des Indiens d'Otavalo, essaient de vendre les derniers « souvenirs » aux rares touristes qui empruntent ce moyen de transport.

Lorsque les bus reviennent d'Itabaca, c'est au beau milieu de la sieste et la petite place est vide, ou presque : seuls quelques jeunes guides attendent leurs proies à l'ombre des flamboyants. Ces guides locaux sont surnommés les *fragatas* car, à l'image des pirates du ciel qui chipent le poisson sous le nez des pêcheurs, ils guettent l'arrivée des bus de Baltra et de leurs *coloradas* pour proposer leurs services. Cette possible promiscuité représente l'un des attraits de Puerto Ayora pour bien des insulaires : rares sont les lieux privi-

Les autocars assurant quotidiennement la navette entre Puerto Ayora et le canal d'Itabaca, où un bac permet d'accéder au bus menant à l'aéroport de Baltra d'où part l'avion pour le continent, sont le premier des divers moyens de transport utilisés au cours du voyage entre Santa Cruz et *afuera* : leur départ rappelle aux insulaires leur isolement.



légiés, comme ici, où ils peuvent fréquenter autant d'étrangers, et où, par la grâce d'une rencontre, certains espèrent partir plus loin, vers l'ultime Eldorado, les pays du Nord. Face à l'arrêt des bus, la discrète église de la mission franciscaine de Puerto Ayora est dominée par l'antenne de la « Voz de Galápagos », la radio catholique. L'église est assez peu fréquentée sauf, le matin, par des cohortes d'écoliers en uniforme et, le soir, par une poignée de fidèles : ici, la population sacrifie plutôt à la « poule aux œufs d'or »...

Après la sieste, la place recommence à s'animer et à fixer la foule autour de parties d'*ecuavolley* qui durent parfois jusqu'à minuit, lorsque les générateurs de l'Inecel s'arrêtent. Autour du terrain où transpirent des joueurs d'autant plus acharnés que chaque partie donne lieu à des paris aux montants parfois fort élevés, des gradins en béton se prêtent à tous les rendez-vous d'affaires et aux confidences, entre hommes : c'est là que naissent bien des rumeurs, que l'on embauche des journaliers, et que l'on parle *pepinos*, *colorados* et *política*. Le terrain d'*ecuavolley* révèle un autre attrait des Galápagos pour des migrants qui voient y jouer ensemble, en short et torse nu, l'ancien député et le pêcheur du coin. Dans l'archipel, le brassage apparent des classes et des couleurs contraste avec les brutales ségrégations sociales et raciales du continent. Cependant, l'assemblée autour de l'*ecuavolley* est ici surtout *galápagueña* et *costeña*, on y voit peu de *serranos*, qui préfèrent miser sur les combats de coqs : le clivage culturel entre les deux grandes régions du pays ne s'est pas aboli dans l'archipel.

L'extrémité sud de la place débouche sur le petit port. La construction du quai municipal à cet endroit semble résulter plutôt d'une opération de captage de fonds publics de la part des pouvoirs locaux que d'un choix rationnel :

malgré tout le ciment tiré du sable des anciennes plages d'Academy Bay pour construire cet ouvrage monumental, aucun bateau de plus d'un mètre de tirant d'eau — à marée haute — ne peut y accoster ! Le quai municipal ne peut servir qu'à désengorger les pontons les jours de grande circulation de canots à moteur, à approvisionner en combustible les bateaux à partir d'un camion-citerne duquel on tire un tuyau jusqu'aux embarcations à l'ancre dans la baie (manœuvre qui se solde régulièrement par des fuites de gasoil) ; et, surtout, il sert à justifier la taxe municipale payée par les touristes.

Le véritable port, accessible par un étroit chenal fatal aux moteurs hors-bord des marins distraits, se réduit donc à deux bassins — l'un pour le tourisme, l'autre pour les autres trafics — et à leurs pontons, ainsi qu'à la lagune « Las Ninfas » : « Puerto » Ayora n'en est pas vraiment un. La lagune fait office de cimetière marin : elle est encombrée par les embarcations de *tour diario* condamnées par l'évolution en cours du tourisme, et par les bateaux en attente de réparation. On circule encore davantage en *panga* qu'en voiture, à Puerto Ayora : le plan d'eau est toujours animé par le ballet des canots à moteur appartenant à des particuliers qui vivent dans le « Barrio de los Alemanes » (Quartier des Allemands) ou à Etica (la filiale de MT dont les bureaux, magasins et ateliers sont eux aussi installés de l'autre côté de la baie) ainsi que par des bateaux de croisière et de pêche. De plus, chaque semaine, les marchandises du cargo ancré à bonne distance du quai sont débarquées par une navette de *barcazas* remplies à ras bord, guidées et propulsées par une *panga* jusqu'au ponton qui leur est réservé³.

³ Le seul produit volumineux exporté des Galápagos est le bétail, transporté en camionnettes depuis la *parte alta*, regroupé dans le corral du ponton spécialisé — situé dans un coin discret du *malecón* — puis embarqué tant bien que mal dans une *barcaza*, et enfin hissé à bord du cargo par les cornes dans d'effroyables beuglements.



Le Piquero, ancré dans Academy Bay (à droite, Punta Estrada) aux côtés de voiliers d'entreprises de tourisme continentales, est l'un des deux cargos desservant les Galápagos chaque mois. Au premier plan, six piqueros (fous à pattes bleues) en piqué.

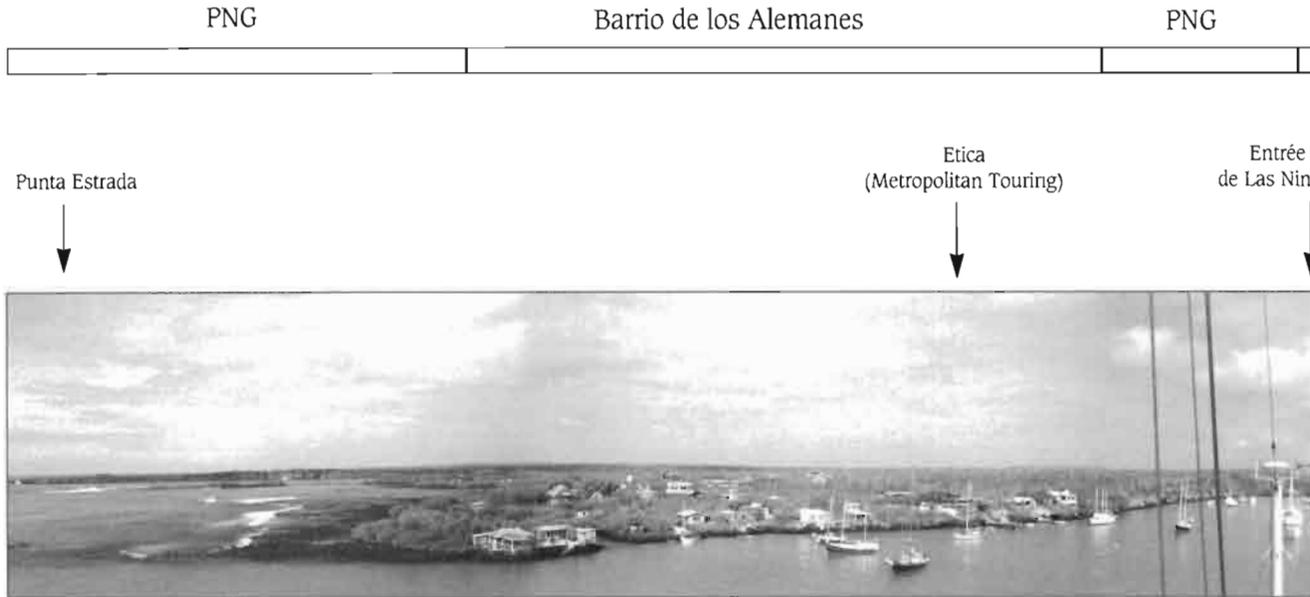


Sur le quai des touristes, un panneau de la municipalité indique qu'elle en est le maître d'œuvre et souhaite, en anglais, la bienvenue à Santa Cruz. Les touristes, engoncés dans leurs gilets de sauvetage pour traverser quelques centaines de mètres jusqu'à leur bateau, sont installés un par un dans la *panga* par un guide attentionné. Ils croisent sans les voir, de l'autre côté du bassin, les portefaix qui déchargent à la main bouteilles de gaz, sacs de ciment, palettes de conserves ou véhicules en provenance du continent. Ces dockers sans grues sont tous des migrants récents, qui ont trouvé dans ce travail pénible et dédaigné par les *Galápagueños* un moyen de commencer leur vie dans les îles. Deux mondes se côtoient alors sur le port, point de jonction entre les réseaux du continent, véhiculant migrants et marchandises, et ceux du monde, transportant les touristes.

À proximité du port se dresse l'un des immeubles les plus imposants de Puerto Ayora, qui abrite le seul supermarché de l'île ; financé par le Banco del Pacífico, il a été construit en 1993. Devant lui s'étend le premier parking de l'archipel, pour lequel on a rasé le *Rincón del Marinero*, un bar où la salsa était trop forte et les clients trop ivres pour être tolérés à proximité d'un lieu de passage touristique. La continentalisation du milieu insulaire, c'est aussi ce supermarché et ce parking, inimaginables dans les îles il y a encore quelques années.

**« Nous amenons tout
aux Galápagos,
des tracteurs
jusqu'aux biscuits » :
cette affirmation
d'un capitaine
de cargo
se vérifie au quai
des marchandises
de Puerto Ayora, où
des portefaix recrutés
au jour le jour
parmi les migrants
les plus récents
déchargent des *barcazas*
surchargées.**

PUERTO AYORA



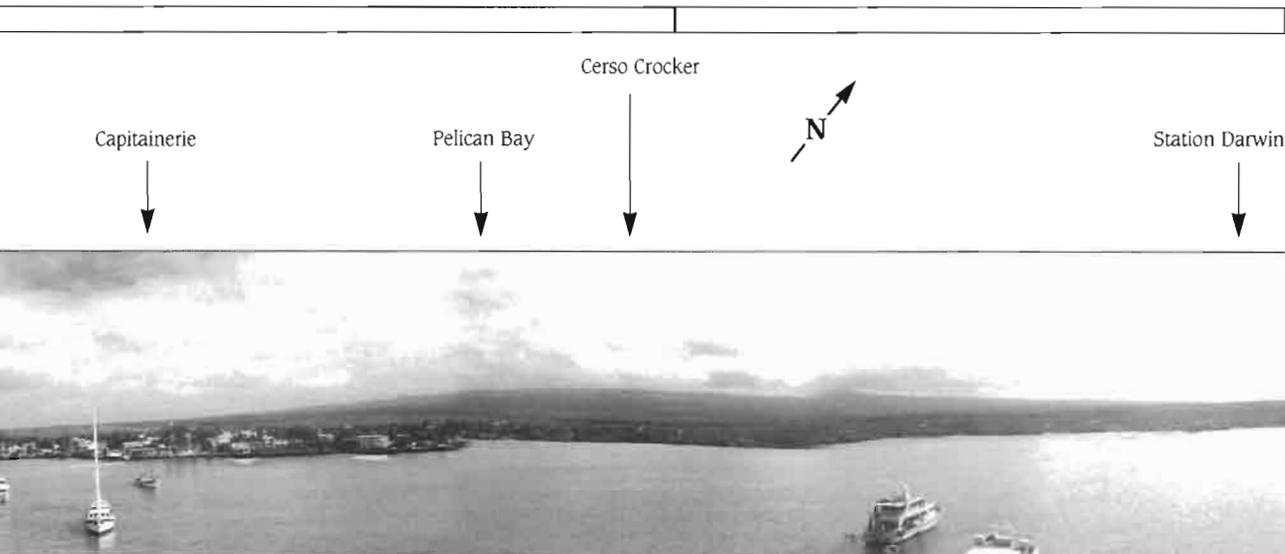
Impératif commercial et spéculation foncière: bien se placer sur le *malecón*

⁴ C'est ce qu'indique une note du gérant de MT à ses guides: « Comme vous le savez, le programme de visite de Puerto Ayora est celui qui éveille le moins d'intérêt parmi nos passagers. Cependant, avec un peu d'efforts de votre part, on pourrait le rendre plus attrayant [...]. L'effort doit porter sur les tortues, car elles sont l'attraction la plus importante de la visite de Puerto Ayora » (mémo. n° CEC 269, 5 mars 1994).

⁵ Le Plan directeur de la SRCD précise que « la vente d'articles aura comme objectif principal la diffusion du nom et des activités de l'institution » (SRCD, 1993: 89).

⁶ Ils sont ingrats... : « Un des impacts de la SRCD (suite page ci-contre)

Pour les passagers des croisières qui veulent se dégourdir les jambes le temps d'une escale de quelques heures à Puerto Ayora, la promenade commence au quai du SPNG, dans le parc national. De là, un parcours fléché d'un kilomètre les mène à la station, où ils visitent le hall Van Straelen et ses panneaux sur l'histoire naturelle des Galápagos qui appellent aux donations pour la FCD, puis les corrals aux tortues. Celles-ci étant la principale attraction touristique de Puerto Ayora⁴, la FCD a installé à proximité des corrals une buvette et un kiosque à souvenirs où l'on vend des tee-shirts et divers objets frappés de son logo⁵. Le prestige de l'institution et la situation privilégiée de son kiosque à souvenirs (le premier rencontré par les touristes lors de leur promenade) expliquent que le chiffre d'affaires de celui-ci soit le plus élevé de l'archipel: il rapportait 30 000 US\$ par mois en 1993, selon la responsable des relations publiques à la SRCD (C. Jaramillo, comm. pers., 1-1994). Cette concurrence est très mal vécue par les commerçants de Puerto Ayora⁶, dont certains se sont même joints aux *pepineros* qui occupèrent la station pour exiger le retrait des boutiques situées dans le parc national (le SPNG en a aussi installé une, sur son quai), où elles sont en principe interdites. Les touristes qui ne sont pas fatigués par la visite de la station ne rembarquent pas au ponton du SPNG mais suivent l'« Avenida Charles Darwin » jusqu'au quai municipal. En nul autre endroit de Puerto Ayora le nombre de commerces n'a augmenté autant que le long du *malecón*: les boutiques à souvenirs recensées sur les 1 500 m séparant l'entrée du PNG de la place des bus étaient au moins deux fois plus nombreuses — une trentaine — en mars 1996



qu'en décembre 1992. Et le *malecón* a vu, entre ces deux dates, le déménagement de certaines échoppes à proximité de l'entrée du PNG.

Les propriétaires de commerces touristiques ont en effet tous comme objectif de se placer le plus près possible du début de l'excursion pédestre effectuée le long du *malecón* par les visiteurs arrivant de la station. La promenade du front de mer reproduit ainsi la modalité spatiale du tourisme de réseaux : les visiteurs en escale sont canalisés par le *malecón*, dont ils n'ont ni le temps ni sans doute l'envie de s'écarter. Et comme les premières boutiques aperçues par les touristes lors de leur excursion sont les plus fréquentées, plus on s'avance vers la place des bus le long du front de mer, moins les commerces touristiques sont prospères et de haute catégorie : la bonne marche des affaires commande donc d'être situé au plus près de la source de revenus, en l'occurrence du flux touristique sortant du PNG.

Cela a entraîné la progressive disparition de tous les commerces non touristiques de la première moitié du *malecón*, entre l'entrée du PNG et Pelican Bay, dans la section où les places sont les plus chères. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, la compétition entre les propriétaires d'établissements touristiques de Puerto Ayora s'est intensifiée : le nombre de points de vente s'est accru alors que les clients du tourisme basé à terre sont plus rares et ceux des entreprises du tourisme de réseaux peu enclins à consommer en ville, parce que les paquebots et les gros yachts ont leurs propres boutiques à bord. La croissance de l'offre en période de contraction de la demande s'est

⁶ (suite) dans l'économie locale est le fait qu'un grand nombre de touristes visitent Santa Cruz pour voir les installations d'élevage des tortues géantes. Cela a donné une considérable impulsion au développement de Puerto Ayora et a contribué à transformer Santa Cruz en centre touristique principal de l'archipel » (SRCD, 1992 : 12). La FCD a pourtant participé au Plan global, qui se propose, on l'a vu (cf. chapitre IV) de démanteler ce secteur touristique terrestre...

donc accompagnée du rachat des boutiques les plus petites et les moins spécialisées par les investisseurs les plus solides, provoquant ainsi une concentration de la propriété foncière du *malecón* entre quelques mains.

Car, de même que pour les concessions de bateaux de croisière, bien des *Galápagueños* n'ont pas résisté à l'attrait de l'argent vite gagné⁷, et bon nombre d'entre eux ont vendu leurs parcelles à des acheteurs extérieurs aux îles. Les commerces les plus rentables sont ceux dont les propriétaires ont des accords avec des entreprises du tourisme de réseaux (le guide y amène son groupe de touristes) ou sont liés aux producteurs des objets vendus, lesquels vivent tous sur le continent. De fait, ces « souvenirs » sont les mêmes que ceux que l'on trouve dans le centre touristique de Quito : tee-shirts illustrés d'animaux des Galápagos ou d'Amazonie, livres de photos, artisanat indien...

⁷ Une parcelle bâtie de 20 m de large sur 60 m de profondeur, située sur le côté intérieur du *malecón* à Pelican Bay, valait 100 000 US\$ en 1994.

Iguanas and Bananas et Banco del Pacífico...

Dans la première partie de l'Avenida Charles Darwin depuis le PNG, les villas entourées de jardins s'intercalent entre des boutiques aux enseignes en anglais (*Johanna's, The Travel Company, Iguanas and Bananas, Scuba Galápagos*, etc.), dont les vendeurs abordent le client dans cette langue. Dans cette partie huppée de la rue, les propriétaires sont d'origine *afuereña*, étrangers ou continentaux. La deuxième section de la rue, plus populaire, commence à la crique de Pelican Bay, préservée de la monoactivité touristique du *malecón* par les marteaux du chantier naval et les pélicans qui attendent sur le ponton le retour des pêcheurs ; à moins qu'elle n'ait été conservée sur le parcours des visiteurs parce que photogénique⁸.

⁸ Ce lieu est l'unique vue de localité de l'archipel dans le seul guide touristique des Galápagos qui en montre une (RACHOWIECKI, 1989).

Les colonnes blanches du Banco del Pacífico, surmonté d'immenses antennes et flanqué d'une désalinisatrice d'eau de mer, font de cet édifice le plus imposant de Puerto Ayora. Le Banco del Pacífico, dont le siège est à Guayaquil, est la première banque d'Équateur, et elle a ouvert les deux premières agences bancaires des Galápagos en 1991 (l'autre est à San Cristóbal). Sa situation centrale sur l'axe touristique, son aspect monumental, son modernisme incroyable pour les îles (on y a inauguré, en 1994, un distributeur automatique de billets) désignent cette banque comme le centre nerveux d'une société régentée de fait par l'argent. Les habitants vont à la banque d'abord pour affaires, bien sûr ; la variété des clients possédant un compte en dollars est d'ailleurs un indice supplémentaire de la large ouverture économique des Galápagos sur le monde.

Mais le rôle de la banque ne s'arrête pas aux comptes, elle est l'un des centres de sociabilité de Puerto Ayora, un lieu fréquenté par des familles entières : on y discute en profitant de son air climatisé tout en reluquant les touristes.

Scientifiques, touristes, armateurs et tous ceux qui ont besoin de communiquer par fax viennent à la banque, qui a eu la première et, pendant deux ans, la seule ligne de télécopie de l'archipel. Enfin, le Banco del Pacífico est un cas d'évergétisme aux Galápagos : alors que son implantation a accompagné la prise de possession du marché touristique par des entreprises continentales auxquelles elle est liée, la banque s'attire la reconnaissance de la population par l'octroi gratuit de deux services parmi les plus recherchés dans les îles, de l'eau potable (à volonté) et des communications téléphoniques avec le continent (pendant une heure par jour). Que pèsent alors les services municipaux ou les fonctionnaires de l'Ingala, qui disposent à peine d'un téléphone et font payer l'eau potable distribuée par des camions rouillés ?

La dernière partie du front de mer fait partie du centre ville, et les parcelles y sont la propriété de *Galápagueños*, d'administrations ou d'entreprises publiques : le bâti est continu, les constructions ont souvent plusieurs étages. Le temple des Adventistes jouxte une discothèque tenue par des pionniers suisses, les boutiques à touristes sont petites et peu fréquentées, les hôtels et restaurants n'accueillent plus que des *mochileros*. Le plus haut immeuble des Galápagos, celui de Tame, bâti en 1994, domine la ville de ses quatre étages ; face à lui se dresse la municipalité, qui reste discrète malgré ses récents travaux d'agrandissement. Après la famille Nelson (des pionniers américains), le principal propriétaire foncier du *malecón* est la Marine : la construction des bâtiments du détachement naval a largement contribué à la disparition de la quasi-totalité des plages et de la mangrove de Puerto Ayora, qui s'éten- daient jadis du quai municipal à Pelican Bay.

Les étages ajoutés
à mesure que
l'on engrangeait
les profits tirés
d'un tourisme populaire
rappellent
la prospérité passée.
Mais aujourd'hui,
à Puerto Ayora,
la partie du *malecón*
la plus proche du port
est en déclin,
car les touristes actuels
ne s'y attardent plus :
elle abrite des hôtels
pour *mochileros*
et de minuscules
boutiques à souvenirs
en sommeil.
Derrière les façades,
on aperçoit des
muyuyos en fleur.



La crise urbaine du centre économique de l'archipel

Du tourisme territorial à l'économie informelle

Aux Galápagos, la prépondérance économique de Puerto Ayora est si écrasante (Inec, 1990) que 70 % des enquêtés arrivés individuellement du continent à la recherche d'un emploi et 62 % de ceux qui ont immigré dans l'archipel grâce à un contrat d'embauche se sont installés dans cette ville ; c'est qu'on y trouve du travail (cf. fig. 19).

Les secteurs de l'économie locale offrant le plus d'emplois complémentaires et féminins sont ceux où la main-d'œuvre est peu payée et peu qualifiée : le tourisme terrestre (hôtels, restaurants, bars, boutiques, etc.), le commerce, les transports (et activités connexes, comme les dockers) et les travaux domestiques ou en tous genres. Les emplois liés à la circulation — transports, mécanique et tourisme maritime — représentent 31 % du total : Puerto Ayora est bien une plaque tournante située à l'intersection des réseaux touristiques et continentaux de l'archipel. Le secteur des transports regroupe d'ailleurs l'essentiel des emplois directs créés aux Galápagos par le tourisme de réseaux : il s'agit d'une partie du personnel navigant ainsi que des employés de Tame et d'Etica, la filiale de MT chargée de l'entretien et de l'approvisionnement des bateaux de la compagnie. Quant aux emplois indirects, ils sont limités aux rares hôtels, restaurants et boutiques de souvenirs auxquels sont liées par contrat certaines entreprises continentales, ainsi qu'à une poignée d'artisans — notamment des mécaniciens — qui travaillent en sous-traitance.

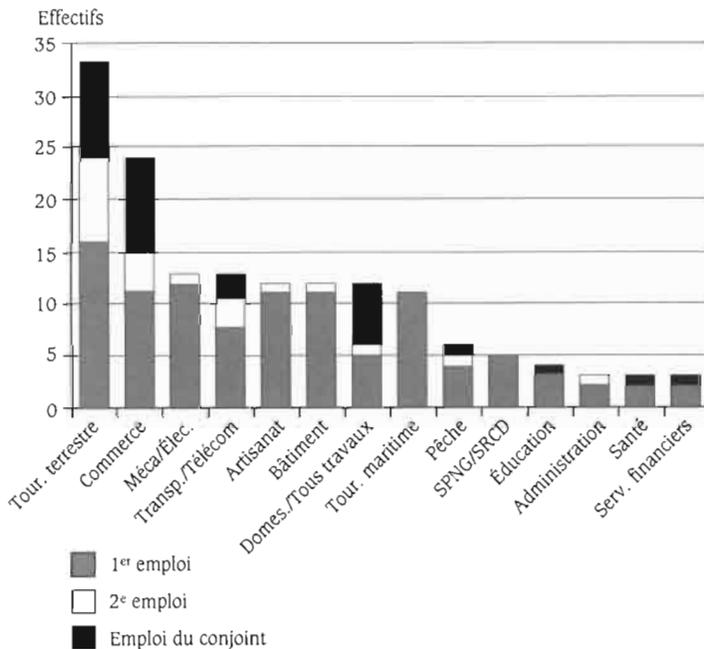


FIG. 19 - Emplois
des ménages enquêtés
à Puerto Ayora.

Source : enquêtes personnelles.
N = 106 ménages. NB : 90 % des conjoints sont des femmes.

Le témoignage du gérant d'Etica/MT à Puerto Ayora est instructif sur les retombées économiques engendrées par la seule entreprise du tourisme de réseaux implantée dans l'archipel :

« Nous importons tout du continent et nous n'achetons ici que des bananes. Nous avons essayé de nous approvisionner sur place, mais les fournisseurs locaux ne sont pas fiables alors que c'est vital pour nous, qui pratiquons un tourisme de qualité et qui avons des bateaux de plusieurs dizaines de passagers.

On entend dire qu'Etica ne laisse rien au village, ce qui est faux. Sans compter les salaires, nous laissons l'équivalent de 12 millions de sucres [6 600 US\$] par semaine à Puerto Ayora : dans l'impôt municipal pour l'utilisation du quai, dans les restaurants de la *parte alta*, dans les transports pour y aller ; de plus, nous passons des commandes pour des travaux occasionnels et nous louons trois maisons. Enfin, nous payons nos impôts à Puerto Ayora, calculés à partir du capital investi, soit 22 millions de sucres [12 200 US\$] par an » (D. Balfour, comm. pers., mars 1994).

Les 6 600 US\$ de dépenses effectuées chaque semaine à Puerto Ayora par MT correspondent à la location hebdomadaire de 4 des 176 places dont disposait alors l'entreprise ; et les 12 000 US\$ d'impôts payés en 1993 représentent 0,2 % du chiffre d'affaires réalisé aux Galápagos par MT la même année... Tous comptes faits, il n'est pas surprenant que les enquêtés, malgré le fait que le tourisme fournisse encore 27 % de leurs premiers emplois, soient mécontents de l'évolution de ce secteur (cf. fig. 20).

Comme le nombre de touristes n'a pourtant pas cessé d'augmenter depuis le début des années quatre-vingt-dix, cela signifie que l'argent qu'ils dépen-

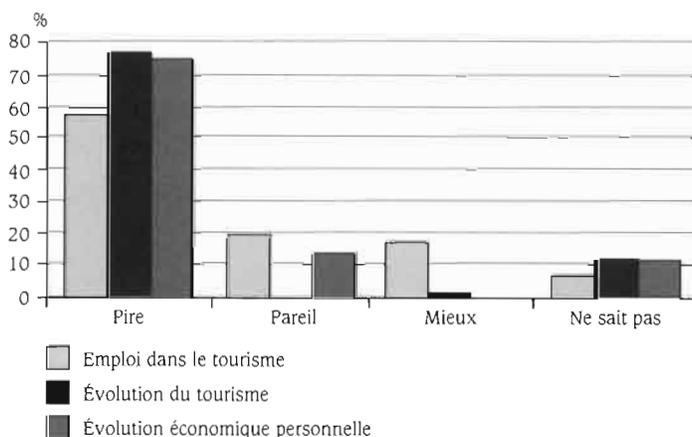


FIG. 20 — Opinion des enquêtés de Puerto Ayora sur l'évolution du tourisme aux Galápagos entre 1991 et 1993.

Source : enquêtes personnelles.
N = 106 par rubrique.

sent dans les réseaux touristiques n'irrigue plus beaucoup l'économie de Puerto Ayora : sur ce point, le Plan global fonctionne bien. Il n'est pas étonnant que 86 % des enquêtés souhaitent voir davantage de touristes à Puerto Ayora, et que 81 % d'entre eux pensent que les bateaux des opérateurs *galápagueños* sont meilleurs pour l'économie locale (GRENIER, 1996).

Comment cette dernière parvient-elle alors à nourrir un nombre croissant d'habitants tout en continuant d'attirer des migrants ? L'évolution du commerce est un bon indicateur des transformations de l'économie et de la société de Puerto Ayora durant ces dernières années. Aux Galápagos, le commerce est l'un des secteurs qui a connu la progression la plus forte entre 1982 et 1990, en passant de 7 % à 12 % de la population active (Inec, 1990). En outre, les crédits accordés en 1990 aux *Galápagueños* par le Banco de Fomento (la Banque de développement, un organisme public) sont à 70 % orientés vers une activité commerciale, contre seulement 30 % dans le reste de l'Équateur (GRENIER et DE MIRAS, 1994). Enfin, selon l'enquête réalisée auprès de 263 des 267 établissements commerciaux de Puerto Ayora en 1993, 65 % de leurs propriétaires ont monté leur affaire depuis 1990, alors que la situation du tourisme territorial était jugée mauvaise ; et les habitants constituent la clientèle principale de 73 % des propriétaires d'établissements commerciaux de Puerto Ayora, le reste étant composé des visiteurs ou d'autres entreprises (DE MIRAS *et al.*, 1995 b).

Un natif de San Cristóbal venu s'installer à Puerto Ayora au début des années soixante-dix, après avoir transformé sa *lancha* de pêche en bateau de croisière, explique comment il s'est adapté au nouveau cours de l'économie insulaire :

« J'ai eu du flair, car j'ai vu que je perdais de l'argent, depuis quelques années, avec mon *tour diario* : je l'ai donc vendu l'an dernier. J'ai réinvesti l'argent dans des commerces destinés à la population locale et je ne fais plus d'affaires dans le tourisme. Aujourd'hui, j'ai des amis qui ne se sont pas dégagés à temps du tourisme et qui font faillite... »

Le dynamisme du commerce local découlerait donc de la croissance démographique de la ville.

En réalité, une partie importante de la population de Puerto Ayora parvient à (mal) vivre des revenus qu'une minorité — salariés ou entrepreneurs — tire de l'État, des municipalités, du tourisme de réseaux comme de la conservation, et, plus récemment, de la pêche d'exportation. Les enquêtes soulignent en effet le taux relativement faible de salariés dans l'économie de Puerto Ayora (48 %), l'insignifiance du secteur public (8 %) et, au contraire, le poids des *cuenta propia* (36 %) et des entrepreneurs du secteur privé

(16 %) (GRENIER, 1996). Or, la proportion de *cuenta propia*, la pluriactivité ou encore le fait que les établissements commerciaux de Puerto Ayora se caractérisent par leur atomisation et par leur faible capitalisation sont des indices d'économie informelle (DE MIRAS *et al.*, 1995 b ; ANDRADE, 1995 ; GRENIER, 1996). L'économie de Puerto Ayora fonctionne sur le mode de la redistribution, démultipliée au maximum, de parcelles du revenu global insulaire, lequel est plus que jamais dépendant de marchés et d'acteurs extérieurs à l'archipel. Et l'une des façons de parvenir à capter une partie de ce revenu global est de s'installer à son compte : en 1990, pour la première fois depuis 1974, la part des travailleurs indépendants dans la population active des Galápagos a augmenté ; ils en représentaient 23 % en 1990, soit 81 % de plus qu'en 1982 (Inec, 1982 ; 1990). La croissance de cette économie informelle explique en outre que la proportion de personnes arrivées dans l'archipel indépendamment de réseaux de migration communautaires ou d'embauche — et, *a fortiori*, de l'État — n'ait jamais été aussi importante que lors de la dernière période intercensitaire.

Les Galápagos se rapprochent ainsi d'une économie de la pauvreté moderne, semblable à celle des métropoles de l'Équateur continental qui, elles aussi, attirent un nombre croissant de migrants promis au sous-emploi. Car cette économie informelle est faite de « petits boulots » qui permettent à nombre de personnes de vivre à proximité d'une source de revenus importante — les centres urbains ou les sites touristiques (Puerto Ayora conjugue les deux à l'échelle de l'archipel) — dont on s'efforce de recueillir quelques gouttes.

Si, à Puerto Ayora, la pauvreté n'a pas les aspects hideux qu'on lui connaît sur le continent, elle existe néanmoins ; pire, elle augmente. À Santa Cruz, elle prend le visage de ces femmes et de ces enfants qui s'échinent à racler les rivages d'Academy Bay à la recherche de coquillages ou de crabes, malgré l'interdiction de la station : aujourd'hui, *canchalaguas* (patelles) et *zayapas* (crabes *grapsus grapsus*) se font rares aux alentours de Puerto Ayora. Pauvreté aussi de ces hommes qui barrent les petites criques d'un filet reprisé, ou de ces gamins parlant quechua qui s'essaient à la pêche à la ligne à l'heure de l'école.

Pourtant, seuls 16 % des enquêtés de Puerto Ayora ont des revenus inférieurs à 300 000 sucres par mois, tandis que 41 % disposent de 300 000 à 500 000 sucres mensuels, 19 % de 500 000 à 700 000 sucres, et le reste de davantage encore : l'immense majorité gagne donc bien plus que le salaire minimum alors en vigueur en Équateur (100 000 sucres : 300 francs). Mais, à Puerto Ayora, en juillet 1993, un pain coûtait 500 sucres, le kilo de riz 1 500, le litre de lait 2 500, et le kilo de poisson 3 000 sucres. Par ailleurs, 47 % des enquêtés de la ville louent leur maison, et comme la demande dépasse de loin

Pauvreté, délinquance, drogue

les capacités du parc immobilier, les loyers peuvent atteindre 100 000 sucres pour une simple chambre meublée. De plus, un quart des enquêtés (dont 72 % des conjoints déclarent ne pas travailler) partagent leur maison avec au moins deux autres adultes, 65 % des ménages ont au moins un enfant à charge et, pour 19 % d'entre eux, il y en a au moins trois. On peut donc dire qu'une grande partie de la population de Puerto Ayora est pauvre, non pas selon les critères de l'Équateur continental mais par rapport au coût de la vie aux Galápagos.

Ce sont ces pauvres qui souffrent le plus de la transformation de Puerto Ayora en relais du tourisme de réseaux : cela a entraîné une inflation permanente tandis que l'immigration exerce une pression à la baisse sur les salaires, que les emplois fournis par le tourisme diminuent, et que l'État n'est plus en mesure d'investir autant dans l'économie insulaire. L'augmentation régulière des liaisons aériennes et maritimes avec le continent, pour accroître le nombre de touristes mais aussi pour assurer la régularité de l'approvisionnement des bateaux de croisière et de la population, a eu comme effets de rendre l'agriculture insulaire moins compétitive dans un marché ouvert et d'apporter des pestes agricoles nuisant à la quantité et à la qualité des récoltes. De ce fait, nombre de paysans ont abandonné la terre et la population dépend de façon accrue des produits importés du continent.

Or ces derniers sont chers car, outre le coût du fret, l'augmentation du nombre d'avions et de cargos à destination de l'archipel ne compense pas la croissance de la population et des touristes : le goulet d'étranglement provoqué par des transports insuffisants produit de l'inflation. Et ce parce que la charge des entreprises de tourisme est toujours prioritaire à bord des avions et des cargos : Etica possède l'un des deux navires qui assurent la liaison avec Guayaquil, et la compagnie aérienne SAN — qui assure la desserte de San Cristóbal — appartient au même propriétaire que le groupe touristique Ecoventura. Il est donc fréquent que seule une partie des produits de consommation courante destinés à la population arrive à bon port : les prix sont alors plus élevés. Mais aussi parce que, dès qu'il y a un manque ou la peur d'une pénurie, c'est celui qui paie le plus qui l'emporte : en l'occurrence, les entreprises de tourisme ou les particuliers qui peuvent y mettre le prix en dollars.

Les développementalistes de tout crin ont alors beau jeu de réclamer la mise en place de nouveaux moyens de transports avec le continent : après l'aéroport d'Isabela et l'asphaltage de la trans-Santa Cruz, on évoque la construction d'un aéroport à proximité de Puerto Ayora ou d'un pont sur le canal d'Itabaca... Les Galápagos s'enfoncent ainsi dans une spirale sans fin : plus l'archipel se peuplera, plus il aura besoin de transports, et comme

cela accroîtra sa dépendance par rapport au continent, l'augmentation des communications transocéaniques sera indispensable ; le tout dans un espace que l'on prétend « protégé ».

La « dollarisation » de l'économie insulaire est l'autre source d'inflation. À Puerto Ayora, où l'on parle en dollars autant qu'en sucres, la masse de « billets verts » en circulation est considérable (même si on ne les ramasse pas par terre, comme me l'assurait un chauffeur de taxi à Quito...) par rapport aux capacités de production et de consommation locales. Car aux touristes s'ajoutent les habitants qui gagnent leur vie en dollars — armateurs, guides, scientifiques étrangers, commerçants du secteur touristique — et qui ont tendance à payer dans la même monnaie, notamment leur loyer, puisque la dévaluation constante du sucre par rapport à la devise américaine les avantage ; le résultat est une augmentation générale des prix.

D'après la direction provinciale de la police, il y aurait eu 250 crimes commis dans tout l'archipel en 1992, et 260 en 1993. À la lecture de la presse équatorienne, force est de reconnaître qu'en comparaison du continent, les Galápagos font figure d'oasis de paix, c'est d'ailleurs l'un de leurs principaux attraits pour les migrants⁹. Pourtant, la population de Puerto Ayora se plaint de l'augmentation de la délinquance : étant donné le peu de fiabilité des statistiques élaborées par une police aux effectifs réduits (8 policiers à Santa Cruz), c'est impossible à vérifier. Cependant, les maisons, dans la plus grande partie de la ville, ont désormais des barreaux aux fenêtres, tout est fermé à clé alors que c'était impensable il y a quelques années, et les vols ont effectivement tendance à augmenter : la différence était notable entre décembre 1992 et mai 1994.

Dans une île à la faible population cantonnée dans un périmètre restreint — ce qui rend difficile l'écoulement des objets volés — la période la plus propice aux larcins est « *el tiempo del barco* », lors de l'escale du cargo : ses marins, moyennant finance, ramènent à Guayaquil les moteurs hors-bord ou les chaînes hi-fi dérobés dans l'île. Les plaintes sur la hausse de la délinquance sont souvent liées à la dénonciation du nombre trop important de migrants qui arrivent à Puerto Ayora. Ajoutée à la fièvre sécuritaire qui gagne la ville lorsque le cargo est ancré dans Academy Bay, la transformation des « néo-migrants » en boucs émissaires relève ainsi en partie d'un fantasme insulaire selon lequel la menace vient de *afuera*, de l'extérieur de la communauté. Ce n'est pas entièrement faux toutefois, car plus les Galápagos sont ouvertes sur l'extérieur, plus les possibilités de vols augmentent, puisque des liaisons plus nombreuses avec le continent facilitent la tâche des voleurs.

Le lien entre l'ouverture croissante de l'île et la hausse de la délinquance se vérifie dans le cas de la drogue. Tout comme l'alcool, la consommation de

⁹ En témoigne ce mécanicien d'Ética, qui était garde de *camaronera* (écloserie de crevettes) dans le golfe de Guayaquil : « Je gagnais plus qu'ici mais le boulot était risqué : tout le monde est armé, il y a des pirates, des attaques, des morts et une police en grande partie corrompue ; j'ai préféré aller tenter ma chance aux Galápagos. Si j'étais resté là-bas, je serais sûrement mort aujourd'hui... »

drogue, que ce soit de la « marijuana » ou de la cocaïne et ses dérivés, est pratique courante à Puerto Ayora, et ce dans tous les milieux. L'« herbe » peut être cultivée sur place mais peu de gens le font, car il faut avoir pour cela un terrain à l'abri des regards indiscrets, ce qui est rare dans la petite ville. Il existe bien plusieurs petites plantations, à usage personnel, dans la *parte alta* de l'île, mais l'essentiel du cannabis consommé aux Galápagos provient du continent, d'où il est ramené sur les vols de Tame par les habitants eux-mêmes. Les consommateurs locaux de « marijuana » font surtout partie de la « bonne société » de Puerto Ayora ; les classes populaires lui préfèrent les drogues plus dures et moins chères, comme l'« aguardiente », le rhum ou la « base » (déchets de raffinage de la cocaïne).

La consommation de cocaïne est aussi connotée socialement que celle de l'« herbe » : vu son prix, elle est réservée aux classes aisées de Puerto Ayora. Mais contrairement au cannabis, d'usage plus anodin, la cocaïne symbolise ce que sont devenues les Galápagos du tourisme de réseaux, où les aléas du marché et la compétition exacerbée entre armateurs, guides et commerçants engendrent de très fortes tensions chez certains : cette drogue est presque considérée, par nombre de ses usagers, comme un outil de travail, un moyen de rester sur la brèche vingt-quatre heures d'affilée s'il le faut, à Puerto Ayora comme à Wall Street... La cocaïne destinée aux consommateurs locaux arrive dans l'archipel de la même façon que la « marijuana », mais aussi, en plus grandes quantités et pour d'autres destinations, par bateau.

Les Galápagos seraient en effet devenues un relais d'un des réseaux du trafic de cocaïne qui relie la Colombie aux États-Unis en passant par l'Équateur continental¹⁰. L'avantage de ce circuit est que les eaux de l'archipel ne sont pas contrôlées et qu'un bateau en provenance du « paradis animal » n'est pas, *a priori*, suspecté de se livrer à de semblables trafics. On colporte de nombreuses histoires, à Puerto Ayora, de voiliers chargés d'importantes cargaisons — une centaine de kilogrammes de cocaïne dans la quille, par exemple — qui passent par les Galápagos avant de repartir vers la Californie. Au-delà d'un trafic de drogue sans doute encore marginal, les ravages de l'alcoolisme, l'extension de la pauvreté et la délinquance qui augmente révèlent l'alignement de la société insulaire (du moins dans les villes) sur celle du continent, que bien des migrants étaient pourtant venus fuir aux Galápagos.

¹⁰ En 1996, on a démantelé un trafic de drogue qui utilisait les Galápagos comme relais : les plus gros poissons du frigorifique de Puerto Baquerizo étaient bourrés de cocaïne avant d'être exportés à Miami, via Guayaquil.

La difficile croissance d'un *pueblo* enfermé

D'après les enquêtes, le taux de croissance démographique de Puerto Ayora aurait été de 9 % par an entre 1990 et 1994 (GRENIER, 1996), date à laquelle la ville aurait compté 6 000 habitants. Mais l'augmentation serait plus importante encore : début 1996, on entendait dire que Puerto Ayora aurait « au moins 8 000 habitants ». Ce phénomène est l'un de ceux qui affectent le plus la

population des vieux colons, voire des migrants installés à Puerto Ayora depuis une dizaine d'années seulement : ils sont les témoins de la transformation d'un village « où tout le monde se connaissait » en une ville « où l'on voit tous les jours de nouveaux visages et où l'on ne se salue plus comme avant »...

Malgré leur approximation, ces estimations soulignent toutefois l'essentiel : Puerto Ayora connaît une très forte croissance démographique. Or, celle-ci a lieu dans un périmètre limité à 163 ha (Ingala, 1987) : la densité de population de Puerto Ayora est donc passée de 6 habitants par ha en 1974 à 20 en 1990, et elle serait de 39 en 1994 et de 52 en 1998. La station Darwin s'étendant sur 210 ha (FCD, 1993) en bordure de la zone réservée à Puerto Ayora, cette inégalité foncière contribue à alimenter le ressentiment d'une partie de la population locale contre la base naturaliste. Jusqu'à présent, l'augmentation de cette densité a été partiellement compensée par l'extension de la ville dans l'aire qui lui est réservée : le bâti est encore assez lâche à Puerto Ayora et l'on y compte très peu d'immeubles. Mais, entre décembre 1992 et mars 1996, le « front pionnier urbain » a progressé de façon spectaculaire (cf. carte 8) : à cette dernière date, les limites du périmètre attribué à la ville étaient atteintes presque partout, à l'exception d'une étendue non défrichée que la municipalité dit garder comme « espace vert »¹¹. Aussi, 48 % des enquêtés de Puerto Ayora trouvent que le PNG occupe trop de terres, et qu'il sera bien obligé d'en céder à la population.

L'organisation urbaine de Puerto Ayora est simple : plus on s'éloigne des deux axes structurant la ville — et notamment du *malecón* —, plus les quartiers sont récents, mal équipés et peuplés de pauvres. La poussée urbaine se manifeste surtout dans le nord du périmètre réservé, où les rues sont encore de méchantes pistes séparant des lots constructibles recouverts de plaques de lave et hérissés de cactus et d'épineux. Dans ces quartiers, la plupart des maisons sont en parpaings et ont des toits en tôle ou en fibre de verre. Elles sont petites et isolées au centre de leur terrain : après l'achat de la parcelle, l'argent manque souvent pour y construire aussitôt une habitation de taille adéquate. C'est dans ces bicoques au mobilier des plus sommaires (quelques cartons en guise d'armoire, des matelas par terre et une gazinière) que s'entassent les néo-migrants, à 3 ou 4 par chambre étant donné les prix des loyers. L'aspect de ces quartiers périphériques est trompeur, car ils disposent encore apparemment d'espace alors que les terrains sont en réalité tous occupés et, surtout, parce que les maisons contiennent bien plus d'habitants que ne le laisse supposer leur volume¹².

Cependant, on remarque ici et là quelques grandes bâtisses, propriétés de nouveaux venus fortunés qui ont pu faire construire sur les derniers lots octroyés par la municipalité ; mais le prix à payer est un exil loin des meilleurs quartiers de la ville, tous situés en bord de mer.

¹¹ Mais selon J. RODRIGUEZ (1993 : 62), « à Puerto Ayora, la réserve non occupée est assignée à des propriétaires particuliers ».

¹² 40 % des maisons de Puerto Ayora n'ont qu'une pièce et, parmi celles-ci, 46 % sont occupées par 3 habitants et plus (Inec, 1990).



À la limite du périmètre urbain de Puerto Ayora, ce nouveau venu a entouré sa parcelle d'une rangée de pierres préfigurant le mur qui le met à l'abri d'une expropriation : il lui suffira d'y ajouter un rang de temps en temps pour prouver que son habitat n'est pas provisoire, puisqu'il continue de « construire ». La cabane est faite de bambous coupés dans la *parte alta* ; à droite, le talus où se dressent des *palos santos* est envahi par *passiflora foetida*, une plante introduite particulièrement coriace.

Car la ségrégation spatiale est forte à Puerto Ayora : tandis que la « bonne société » habite le long du *malecón*, de la lagune « Las Ninfas » ou, mieux encore, dans le « Barrio de los Alemanes », les quartiers nord constituent la zone invisible de la ville, celle où ne s'aventurent jamais les touristes et où même la population anciennement installée ne pénètre que rarement. On y voit quelques activités participant de l'économie informelle de la ville : des ateliers de mécanique ou de menuiserie, et une ribambelle de petites épiceries, où l'on ne trouve que quelques boîtes de conserves, des paquets de lessive, des cigarettes vendues à l'unité et, parfois, des canettes de bière tiède. Les rues en terre, dont les véhicules soulèvent la poussière pendant la saison sèche et où ils creusent des ornières à la saison des pluies, donnent à ces quartiers un aspect intermédiaire entre le bidonville et la ville de front pionnier.

Les maisons les plus confortables possèdent d'étiques jardinets où picorent des poules et où l'on voit parfois des chèvres entravées : plantes et animaux introduits sont en principe interdits mais, me faisait remarquer une vieille habitante du coin, « où avez-vous vu des hommes sans animaux domestiques ? ». Le long des rues courent les tuyaux en plastique rafistolés du système municipal d'adduction d'eau, dont les fuites abreuvant les pinsons. Par endroits, la chaussée et les bas-côtés sont jonchés d'ordures oubliées par le camion benne municipal, déchets que se disputent les chiens ayant échappé

au poison des gardes-parcs. Les Églises évangélistes d'origine nord-américaine prospèrent sur semblable terreau, et on compte une demi-douzaine de temples : adventistes, pentecôtistes, etc. Certaines portes arborent d'ailleurs une affichette à l'intention de ces prosélytes : « Ne perdez pas votre temps, nos pères étaient catholiques et nous le resterons toujours »...

Les conditions de vie désastreuses d'une bonne partie de la population de Puerto Ayora ont été maintes fois dénoncées, comme dans ce rapport de la Commission permanente qui signale :

« [...] 39 % des habitations se trouvent en dessous du niveau de confort minimum [...] ; le tout-à-l'égout n'existe pas [...] ; 63 % de la population utilise des fosses septiques dont le contenu se déverse dans les fractures où se trouve l'eau saumâtre utilisée par la population [...] ; l'eau de ces fractures n'est ni traitée, ni désinfectée ; elle est impropre à la consommation [...] ; le réseau public d'adduction d'eau est composé de tuyaux de diamètre insuffisant et qui présentent de nombreuses fuites ; l'eau courante arrive aux habitations avec une pression insuffisante et seulement quelques heures par jour [...] ; la population produit 5 tonnes d'ordures par jour, qui sont déversées dans une zone du parc proche de la ville, sans aucun traitement... » (PESUMA, 1992 : 14).

Les services publics sont l'objet d'un double enjeu aux Galápagos. D'une part, les développementalistes s'affrontent aux conservationnistes : les premiers ont toujours reproché à la FCD de « préférer les animaux aux hommes » et de combattre toute mesure visant à améliorer les conditions de vie des insulaires au prétexte que cela accélérerait les migrations vers l'archipel. D'autre part, comme les mauvaises conditions d'hygiène dans lesquelles vit une population croissante au cœur du PNG peuvent déboucher sur un désastre écologique (et, par conséquent, touristique), les fonds internationaux destinés aux services publics des Galápagos sont aujourd'hui considérables (cf. note 21, p. 189) : d'où l'empressement des responsables politiques et administratifs de l'archipel à « s'occuper des problèmes de la population ».

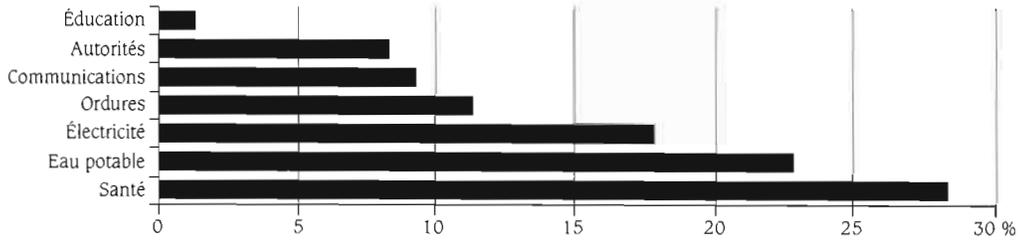
Mais selon les enquêtés de Puerto Ayora, les services publics ne s'améliorent pas pour autant (cf. fig. 21).

Parmi ces déficiences, l'indifférence des enquêtés pour les questions scolaires devrait faire réfléchir la FCD, qui considère l'éducation de la population insulaire comme l'une des clés de l'amélioration de la conservation des Galápagos. Ce peu d'attention pourrait s'expliquer par le bon niveau d'étude de la population¹³, surtout en comparaison avec le reste de l'Équateur. Pourtant, l'Éducation publique a très mauvaise réputation aux Galápagos¹⁴.

La faillite des services publics

¹³ Seuls 1 % des enquêtés de Puerto Ayora n'ont fait aucune étude, 17 % ont le niveau du primaire, 67 % ont suivi un cursus secondaire, et 15 % universitaire (GRENIER, 1996), taux proches de ceux fournis par l'Inec en 1990.

¹⁴ « 60 % des maîtres du primaire n'ont pas de formation, ce qui s'explique par les difficultés de recrutement à cause du coût de la vie, en particulier les loyers et la nourriture ; les enseignants en poste aux Galápagos sont donc à l'affût d'une quelconque occasion pour revenir sur le continent » (Conade, 1988, vol. II : 150-151). Cf. aussi RODRIGUEZ (1993).



Source : enquêtes personnelles.
N = 201 (2 réponses possibles : 5 % ne répondent pas).

FIG. 21 — Principales déficiences des services publics selon les enquêtes de Puerto Ayora.

C'est pourquoi quelques ménages aisés de Puerto Ayora ont créé une école privée de meilleur niveau, en recrutant des enseignants, bien payés, sur le continent et même à l'étranger ; et ils envoient ensuite leurs enfants suivre des études à Quito ou Guayaquil, voire aux États-Unis. Mais, selon une enseignante de Puerto Ayora, « dans une société qui voue un véritable culte à l'argent, l'éducation n'a pas grande valeur ».

Les ordures ménagères ont été prétexte à bien des programmes d'aide financière aux municipalités de l'archipel ; ces dernières prétendent en outre que la taxe qu'elles font payer aux visiteurs est en grande partie destinée à améliorer le système de collecte des ordures. Comme il entre aux Galápagos bien plus de produits de consommation qu'il n'en sort d'emballages, et puisqu'il n'existe aucun programme de recyclage des déchets, ceux-ci s'entassent dans plusieurs décharges qui offrent le spectacle, hallucinant lorsque l'on pense qu'il a lieu au beau milieu du PNG, de bandes de rats s'affairant sur des monceaux d'ordures qui atteignent plusieurs mètres de haut. Ces décharges ne sont pas séparées du PNG par une barrière, et les ordures qu'elles contiennent sont abandonnées sans même être recouvertes de chaux : elles sont l'un des principaux foyers de dissémination des organismes introduits et de maladies infectieuses.

Une réunion qui a eu lieu dans le bureau de l'Ingala à Puerto Ayora fin 1992 permet de mesurer l'impéritie des pouvoirs locaux au sujet des ordures, et explique par la même occasion que ces autorités soient elles-mêmes considérées comme un « problème » par les enquêtés (cf. fig. 21).

Ingala : « La zone projetée pour la nouvelle décharge se trouve au km 27 [de la trans-Santa Cruz]. C'est une ancienne carrière, invisible de la route, où les vents sont inexistantes ; sa superficie est de 2 ha, qu'il faudrait entourer d'un périmètre de protection.

SPNG : Il faut faire une étude d'impact sur l'environnement.

Ingala : Vous vous en chargez avec la station.

SPNG : Il faut la faire pour que les écologistes ne râlent pas. Il faudrait que ce soit la station qui s'en charge, cela peut être fait en une semaine.

SRCD : Nous avons trois documents — d'Ingala, du SPNG et de la municipalité — sur les ordures à Puerto Ayora : il faudrait un document final qui en fasse la synthèse et qu'on passerait à la municipalité, c'est eux qui sont responsables des ordures. Ce document final doit prévoir les échéances et le financement, car je vous rappelle que personne n'a d'argent.

Ingala : Nous n'avons plus besoin d'un projet mais d'une étude de gestion des déchets qui prévoit tout et avec laquelle nous pourrions demander de l'argent : l'Onudi a promis 70 000 dollars de financement. De plus, il faudrait sensibiliser les habitants à la question.

SPNG : On ne peut plus continuer comme ça : il faut un plan de mesures immédiates, en plus du projet final, qui nécessite de l'argent.

SRCD : On pourrait déjà commencer par le plan de la municipalité et par fermer les décharges sauvages, parce que si rien n'est prêt lorsque les experts de l'Onudi et du Pnud arrivent...

Ingala : Ce serait bien qu'ils s'en occupent, ces experts... Pour le document final, il ne serait pas souhaitable que ceux qui ont fait les trois premiers y participent.

SPNG : Ce document de synthèse pourrait permettre un financement, de l'Unesco par exemple.

Ingala : On discute, mais la municipalité ne s'engage pas : il faut les impliquer !

SPNG : C'est vrai, on participe à des réunions auxquelles le principal intéressé, la municipalité, n'assiste pas. On fera la prochaine réunion à la municipalité, comme ça, ils ne pourront plus y échapper.

Ingala : Il faut faire une campagne de type publicitaire pour sensibiliser la population. Les gens ne connaissent même pas le problème, il faut le leur montrer, leur parler de la situation.

**En 1992,
la population
de Puerto Ayora
produisait 5 tonnes
d'ordures par jour
(combien aujourd'hui ?) :
celles-ci s'entassent
sans aucun traitement
dans les décharges
publiques situées
dans la « zone
d'usage spécial »
du PNG.**



SPNG : On va montrer aux habitants et à la municipalité la vidéo qu'on a faite sur les ordures.

Ingala : Il faut une campagne de sensibilisation de longue haleine. Le problème des ordures est un thème qui concerne tout le monde et ne ressortit pas d'une institution particulière ».

Cette saynète reprend les traits caractéristiques des institutions publiques aux Galápagos : la manie des plans, projets et autres études, au moyen desquels celles-ci se renvoient mutuellement les responsabilités, mais aussi l'accord général pour trouver des financements, en particulier de la part d'organismes internationaux.

La santé publique arrive au premier rang des problèmes évoqués par les enquêtés. Pourtant, d'après les statistiques (Direction provinciale de la santé, 1994), les Galápagos paraissent convenablement dotées en personnel médical, bien que la répartition de celui-ci soit très inégale : un médecin pour 583 habitants à San Cristóbal, un pour 1 330 à Santa Cruz. Quant à Isabela et Floreana, elles sont les laissées pour compte du système de santé publique, surtout leurs zones rurales, ce qui concourt à expliquer leur désertification : la première dispose de huit « auxiliaires de santé », le plus souvent sans formation, mais n'a qu'un médecin, un dentiste et pas d'infirmière ; et la seconde n'a aucun personnel médical permanent. Trois entretiens, réalisés à Puerto Ayora avec le directeur de l'hôpital, des infirmières et un médecin permettent de relativiser, une fois de plus, les statistiques officielles.

L'hôpital de Puerto Ayora est vétuste et mal entretenu, et sa salle des urgences est des plus sommaires. Son directeur, qui est aussi médecin privé, propriétaire d'une boutique de souvenirs et conseiller municipal, donne son avis sur la situation sanitaire de l'archipel :

« À niveau socio-économique comparable, la situation sanitaire est bien meilleure aux Galápagos que sur le continent, mais les nouveaux migrants sont souvent pauvres et amènent des maladies autrefois inconnues ici, comme la dengue, le choléra, des MST, etc. À l'inverse du continent, la population est presque entièrement vaccinée mais les foyers de contamination sont nombreux sur l'île : l'eau est polluée et les ordures ne sont pas traitées. L'hôpital ne manque pas de matériel mais de personnel. »

Les problèmes sanitaires seraient donc liés aux migrants pauvres (éternels boucs émissaires), à l'eau et aux ordures, pas au manque de moyens hospitaliers.

En juillet 1993, l'hôpital est en grève. La riche commerçante établie en face raille ces infirmières qui, « de toutes façons, ne font rien », et les médecins, « qui ne sont jamais à l'hôpital car ils préfèrent faire des affaires dans leurs

boutiques »... Son mari, comme tous les insulaires aisés, est « sorti » récemment consulter son médecin personnel sur le continent, où il est resté bloqué trois jours par manque de place dans l'avion du retour. Les infirmières réclament le paiement des salaires de mai et juin 1993, l'équipement de l'hôpital et la décentralisation de l'administration sanitaire :

« C'est l'administration provinciale de San Cristóbal qui bloque les salaires, et ils ne nous donnent ni les médicaments ni l'équipement qui nous revient. C'est à peine croyable, mais cet hôpital n'a même pas de gaze ou de coton; nous n'avons pas de réactif pour dépister la typhoïde alors qu'une épidémie s'est déclarée il y a un mois; les autorités se sont montrées discrètes pour ne pas affoler les touristes. Nous n'avons ni médicaments ni matériel; ce n'est pas pareil dans d'autres endroits de l'Équateur : là-bas on peut faire pression constamment, pas ici; ici nous sommes oubliés ».

La version des infirmières diffère donc de celle de leur directeur : l'hôpital manquerait de l'équipement le plus élémentaire. Le tourisme avant tout : on ne cherche pas à vacciner la population contre la typhoïde car les autorités municipales — dont fait partie le directeur de l'hôpital — préfèrent ne pas faire de publicité à l'épidémie.

F., un jeune chirurgien qui fait son année de « service rural » à Puerto Ayora pour pouvoir ensuite exercer comme spécialiste, décrit les conditions dans lesquelles il exerce :

« Ce qui m'a le plus surpris en arrivant à l'hôpital de Puerto Ayora, c'est le manque d'approvisionnement, à hauteur de 60 % de ce dont on devrait en principe disposer, en personnel, en matériel et en pharmacie. Alors que la santé est en principe gratuite dans ce type d'hôpital, ici on fait payer la moitié de tout : des médicaments, des radios, du laboratoire, etc. afin de nous autofinancer. Les infirmières auxiliaires sont formées en un mois et ont un niveau d'instruction très bas, qui les empêche de progresser. Au lieu des quatre médecins prévus en service rural, nous ne sommes que deux, plus le directeur. Lorsque je reçois des cas graves, je dois les envoyer sur le continent, puisque je n'ai pas ce qu'il faut pour les traiter.

La situation sanitaire de Puerto Ayora est déplorable, et je ne suis pas d'accord pour dire que l'on y vit bien parce que l'environnement est sain. Ici, il n'y a ni eau potable ni tout-à-l'égout : 90 % de la population a des amibes et souffre de problèmes qui y sont liés, dans les nerfs, les poumons, les reins. Les maladies les plus communes sont gastro-intestinales, amibiennes, dermatologiques, des MST, et il y a plusieurs cas de tuberculose. »

Ce diagnostic sur la situation sanitaire de Puerto Ayora fait découvrir l'autre face des Galápagos : l'environnement de la majeure partie des insulaires

— surtout ceux qui vivent en ville — n'est pas sain, contrairement à ce que laisse supposer l'image idyllique de ces îles. Les maladies dont souffrent les habitants de Puerto Ayora sont celles de la pauvreté, causées par les mauvaises conditions d'hygiène dans lesquelles ils vivent ; et celles-ci sont dues à la faillite de services municipaux, débordés par une population qui augmente rapidement. Or, dix-huit mois après ce dernier entretien, un article d'*El Comercio* (26-1-1995) titrait « L'hôpital de Puerto Ayora manque presque de tout »...

Aux Galápagos, les services publics ne sont pas plus défectueux qu'en bien d'autres endroits de l'Équateur : leur mauvaise qualité n'a donc jamais été un facteur limitatif aux migrations car, lorsque l'on vient d'un village des Andes ou d'un bidonville de Guayaquil, on est habitué à pire. Néanmoins, lorsque l'on vit sur le continent, on peut, si l'on est fonctionnaire, exercer plus de pression sur les centres nationaux de gestion des services publics pour obtenir du personnel, du matériel ou le versement régulier des salaires ; ou, si l'on est usager, il est possible de se faire soigner ou de s'éduquer dans la ville voisine. Cette différence essentielle entre l'archipel et la partie continentale du pays explique qu'aux Galápagos, la population se sente abandonnée de l'État et reléguée dans les îles comme au temps de Cobos. Les insulaires qui ne pâtissent pas (trop) des lacunes des services publics sont ceux qui peuvent sortir des Galápagos pour pallier les insuffisances locales en matière d'éducation et de santé, entre autres. Ce sont « ceux des réseaux » (scientifiques, armateurs, guides, grands commerçants, etc.), qui travaillent en liaison avec l'extérieur des îles et qui en tirent des facilités ou des profits : c'est chez eux que l'on voit affichée, à proximité du téléphone — autre avantage « réticulaire » — une publicité pour un avion ambulance basé à Guayaquil, prêt à évacuer en urgence ceux qui peuvent en payer le prix.

Les services publics sont des réseaux qui innervent un territoire donné, pays, province, canton ou municipalité : dispensaires et hôpitaux, établissements scolaires et universitaires, réseaux d'adduction d'eau, de distribution d'électricité, de tout-à-l'égout, de collecte des ordures, etc. La faillite de ces services publics dans l'archipel souligne que l'État équatorien maîtrise d'autant moins ce type de réseaux qu'aux Galápagos la distance et l'insularité s'ajoutent à la bureaucratie, comme le montre le cas des infirmières qui dépendent du ministère de la Santé à Quito, de la II^e Zone de santé à Guayaquil et de la Direction provinciale de la santé à San Cristóbal. Aux Galápagos, l'État équatorien et ses répliques provinciale et municipale n'arrivent pas (ou mal) à articuler le mode spatial aréolaire, qui les fonde en tant que territoires administratifs, à celui des réseaux : l'espace revendiqué n'est que très peu innervé par les services publics. Pourtant, l'exemple des ordures indique que certaines administrations insulaires, si elles sont capables de se connecter à

des réseaux organisés et commandés depuis l'extérieur des îles ou du pays afin de capter une partie des flux qui y circulent, ne parviennent pas à mettre en place elles-mêmes leurs propres systèmes réticulaires, ici un simple service de collecte.

Jusqu'en 1995, on ne pouvait gagner Isabela qu'au terme d'une traversée de quatre à cinq heures depuis Puerto Ayora, selon les courants. Avant d'atteindre le chef-lieu de l'île, on longe une côte formée d'une coulée de lave, basse et noirâtre, où se brisent les rouleaux. Ce littoral est si inhospitalier que l'échancrure de Puerto Villamil tient du miracle, bien que l'entrée y soit délicate car la baie est largement ouverte sur le sud-est : les trains de houle viennent mourir sur la plage de sable blanc bordée de cocotiers, une vision de Pacifique sud incongrue aux Galápagos. Cette baie parsemée de récifs et écumante de déferlantes est même si dangereuse que le cargo mensuel s'ancre à bonne distance du quai, municipal et monumental... À l'évidence, « Puerto » Villamil est le plus mauvais de l'archipel, ce qui n'incite pas aux visites : pour l'année 1993, le capitaine de port n'avait comptabilisé que 15 escales du cargo, 6 dessertes de la *lancha* de l'Ingala, 3 visites d'un bateau du SPNG et 143 passages d'embarcations de tourisme (les bateaux de pêche ne sont pas enregistrés, ce qui facilite la corruption en temps de pêche clandestine aux *pepinos* : cf. chapitre VIII).

Isabela, le « Far West »

L'isolement

Puerto Villamil. Le quai, où seules les pangas peuvent accoster, se trouve à gauche, derrière les écueils. Sous les cocotiers, on distingue la mission franciscaine et, sur la plage, la capitainerie peinte en blanc, à proximité de laquelle se dresse une immense antenne impuissante : le petit patrouilleur de la Marine est visiblement hors service...



Cet isolement se retrouve dans l'aspect de Puerto Villamil, un bourg aux rues recouvertes de sable où les voitures sont presque absentes : l'île ne compte qu'une dizaine de véhicules. Au début de la jetée, des maisonnettes surmontées d'une antenne de télécommunications constituent le détachement naval ; allongé dans un hamac auprès d'une épave de *fibra*, un soldat passe le temps : ici, la Marine n'a pas de bateau. Le centre du village est une pelouse râpée où l'on joue interminablement à l'*ecuavolley*. Si les distractions sont rares, le travail ne semble pas abonder non plus, et l'on voit toujours traîner des hommes désœuvrés dans Puerto Villamil. La place est bordée par les bâtiments administratifs de l'île : la municipalité et les bureaux de l'Ingala, le centre de santé et le collège, flanqué de l'église dont il dépend ; quant au SPNG, il a installé son bureau à proximité. Toutes les institutions publiques sont ainsi regroupées dans un rayon de 300 m autour de la jetée principale : l'organisation urbaine tient encore ici du centre pionnier. En 1994, Puerto Villamil ne comptait que quatre petits hôtels, dont deux seulement accueillaient régulièrement des visiteurs, et aucun commerce touristique.

À partir de 1973, l'arrivée d'administrations dans le troisième canton des Galápagos a amené une première vague de migrants, des fonctionnaires et des commerçants. À Isabela, le rôle de l'État a été plus décisif en matière d'emplois que d'investissements : les employés de la Fonction publique sont nombreux à Puerto Villamil, 32 % de la population active (Inec, 1990), mais les camions sont immobilisés dans le campement de l'Ingala, le chantier de construction de l'aéroport a débuté au début des années quatre-vingt pour ne s'achever qu'à la fin de 1995, et le « nouveau » collège, commencé en 1984, est dégradé avant d'être terminé.

En revanche, quelques nouveaux migrants ont essayé de développer le tourisme, auquel aucun natif n'avait prêté attention. Mais, contrairement aux autres îles peuplées — y compris Floreana, avec la famille Wittmer — les entrepreneurs locaux ne possèdent pas de bateaux de croisière, d'où leur dépendance par rapport aux transporteurs qui amènent les touristes depuis Santa Cruz. À Puerto Villamil, une Suissesse a racheté le meilleur hôtel de l'île à un trafiquant de drogue italien qu'Interpol était venu capturer jusqu'ici (l'isolement d'Isabela n'est que relatif) : elle est la seule à être liée à des agences de tourisme de Quito, qui lui envoient des tours organisés. Les rares touristes qui arrivent à Puerto Villamil — on n'en voit pas tous les jours dans le village — sont de deux sortes : les premiers, au cours de leur croisière, ne font qu'une courte escale pour monter à Sierra Negra en compagnie de leur guide ; les seconds séjournent quelques jours à Isabela. Les premiers sont majoritaires mais ne profitent en rien aux locaux ; les seconds à peine plus, car il s'agit surtout de *mochileros* désargentés.

Le tourisme est donc une ressource encore secondaire à Isabela : le fait que le premier guide naturaliste originaire de cette île n'ait été diplômé qu'en 1993 illustre cette marginalité. Ce jeune guide, un ex-*pepinero*, doit d'ailleurs travailler à Puerto Ayora alors qu'il voudrait mettre à profit son expérience de plongeur pour monter une affaire dans son île. Mais les crédits lui font défaut : la reconversion de ces pêcheurs dans le tourisme territorial serait urgente, mais elle manque de soutien.

La rue qui longe la plage sur plus d'un kilomètre est ombragée de palmes : les natifs y ont tous leur maison, le bâti y est espacé, les constructions basses, petites et sommaires, et l'endroit est très agréable. L'isolement de l'île, outre le fait d'avoir préservé la beauté et la sérénité du site, a aidé à la constitution d'une communauté humaine particulière, reconnue comme telle aux Galápagos : les *Isabeleños*. Ces derniers sont issus de trois groupes sociaux : les descendants de la famille Gil et des anciens *peones* de l'hacienda du colonisateur d'Isabela ; ceux des bagnards restés sur place après avoir été libérés ; et les familles de commerçants et de fonctionnaires qui ont fait de même une fois le pénitencier fermé.

Ces *Isabeleños* forment l'unique communauté « îlienne » résiduelle aux Galápagos, car ils sont les seuls à avoir longtemps préservé une façon de « vivre dans l'île » très peu influencée par le mode de vie continental, ce qui les différencie de leurs homologues de San Cristóbal ou de Santa Cruz¹⁵. D'après un jeune natif d'Isabela, dont le père était gardien au pénitencier, « les *Isabeleños* sont des retardés, les seules choses qu'ils sachent faire, c'est monter à cheval, pêcher et boire, c'est tout... ».

Les *Isabeleños*

¹⁵ L'absence d'aéroport à Isabela était en partie responsable de son « îléité » : « Le concept d'île est celui d'une topologie à deux dimensions, or l'avion circule dans la troisième : les frontières de cette topologie s'évanouissent » (MOLES, 1982 : 288).

La rue principale de Puerto Villamil, le long de la plage, n'est habitée que par de vieilles familles d'*Isabeleños*. La tranquillité du lieu n'est qu'apparente : Isabela est le point de départ d'un réseau de commercialisation des holothuries dont le point d'arrivée se trouve à Hong Kong.



Un commerçant *costeño* est tout aussi critique : « Les gens d'ici ne travaillent pas, ils sont habitués à poursuivre le bétail sauvage dans la *parte alta* pour descendre en vendre une fois par mois au cargo, après quoi ils restent trois jours au village à se saouler puis repartent dans leurs *fincas*... »

Une paysanne renchérit : « Nous, les *Lojanos*, on sait travailler, c'est nous qui avons amené ici des légumes que les *Isabeleños* ne connaissaient pas : eux, ils ne mangeaient que des patates douces, du manioc et des bananes... »

Enfin, ce portrait type de l'*Isabeleño* est complété par la confession d'un jeune pêcheur local : « Le SPNG nous dit qu'il faut faire du tourisme, pas de la pêche aux *pepinos*, mais moi je n'ai pas envie de trimballer des touristes, je veux rester libre de boire un coup quand je le souhaite : il paraît que cela ne leur plaît pas, aux Gringos. »

L'étrange atmosphère d'Isabela, où le silence recouvre tout lorsque l'on fait quelques pas hors d'un Puerto Villamil entouré d'un sinistre paysage de laves nues sous le ciel plombé de la *garúa* — mais qui redevient délicieux dès que le soleil illumine la courbe parfaite de la plage — explique la fascination que l'on peut ressentir pour cette île. L'identité « îlienne » se traduit ici par une forte défiance vis-à-vis des *afuereños*, qu'ils viennent du continent ou même des autres îles des Galápagos. En réalité, les *Isabeleños* ne sont pas de vrais « îliens », à la manière des Océaniens de Vanuatu, par exemple : comme tous les *Galápagueños*, ce sont des descendants de continentaux vivant dans une île. Mais le particularisme des *Isabeleños* vient sans doute de l'histoire de leur île, faite de travail forcé et de morts violentes, qui a laissé chez eux la trace d'une vague tristesse. Isabela est encore un monde replié sur lui-même, qui partage trop de secrets : ici cohabitent d'anciens condamnés, leurs gardiens et ceux qui profitaient du baigne.

À partir de la fermeture du pénitencier (1959) et jusque dans les années soixante-dix, la vie des *Isabeleños* était à la fois pénible et insouciant. La chasse, la pêche et les travaux des champs garantissaient l'existence d'une communauté îlienne relativement soudée par un isolement et une auto-subsistance synonymes d'égalitarisme et d'entraide : par exemple, ce pêcheur qui emmène à Santa Cruz, de nuit et en *panga*, un homme malade... Le territoire des *Isabeleños* s'est toujours étendu à tout le sud de l'île — où ils allaient chasser le bétail marron et les tortues — et, pour les pêcheurs, à l'ouest de l'archipel. Lorsque le SPNG a tracé les zones colonisées des Galápagos, les conservationnistes ont prétendu limiter les usages de l'île des *Isabeleños* à l'intérieur d'un périmètre très inférieur au territoire qu'ils parcouraient jusqu'alors : il s'agissait en fait de transformer leur pratique extensive de la « *silva* » en un usage intensif d'un « *ager* » bien circonscrit. En réalité, les *Isabeleños* n'ont jamais accepté la réduction de leur liberté de mouvement

et ont continué — en profitant de l'absence de contrôle du SPNG — d'user de leur île à leur guise.

Si les *Isabeleños* font preuve d'une certaine inertie face au « développement » de leur île, il n'en est pas de même pour les migrants arrivés depuis les années soixante-dix à la faveur de l'ouverture d'Isabela. Pour les loger, Puerto Villamil s'est étendu vers l'intérieur des terres, là où le sol est tout entier recouvert de lave, sur laquelle sont posées, à même le roc, les bicoques en parpaings aux toits de tôle. La plus importante communauté de migrants est ici originaire de la province de Loja : ils sont agriculteurs ou commerçants. Les premiers ont monté leur propre coopérative agricole, qui passe à Puerto Ayora des accords avec les acheteurs pour se défendre de l'hégémonie des négociants de Santa Cruz sur le marché¹⁶. Les seconds vivent dans un quartier de Puerto Villamil baptisé « Barrio Loja » : ils préfèrent se regrouper afin de fuir l'hostilité latente des *Isabeleños*.

La rivalité entre ces deux communautés est l'un des sujets de conversation favoris du village : les *Lojanos* accusent les gens d'Isabela d'être des « égoïstes qui les envient mais ne travaillent pas », et de « monopoliser les emplois publics » ; quant aux *Isabeleños*, ils considèrent les *Lojanos* comme des envahisseurs. Les îliens de souche voient peu à peu leur pouvoir se réduire : la conduite des affaires de l'île a longtemps été monopolisée par trois familles locales ; en 1992 cependant, le nouveau maire, natif d'Isabela mais issu de l'immigration récente, a été élu grâce à l'appui des *Lojanos*. Certains *Isabeleños* y voient le début de la fin, car le maire travaille activement à l'ouverture d'Isabela sur l'extérieur et a insisté avec succès à Quito pour que l'aéroport soit terminé pendant son mandat : il a lui-même investi dans le tourisme.

L'évolution politique de la population d'Isabela était notable lors du dernier meeting avant les législatives de mai 1994, tenu sur l'île en avril par l'un des deux candidats en lice. Celui-ci, R. Cisneros, a déjà été élu deux fois député des Galápagos ; bien qu'habitant à Quito, il est originaire d'Isabela, où son père, enrichi par l'emploi gratuit de bagnards moyennant la corruption de leurs gardiens, tenait un commerce et possédait une *finca* : c'est donc l'ancien « cacique » de l'île qui s'adressait ce soir-là aux habitants de Puerto Villamil dans une parodie de « Cargo cult » mélanésien. En effet, Cisneros avait choisi de faire sa dernière tournée dans l'archipel en cargo, dont on voyait les lumières dans la baie à l'arrière-plan de l'estrade sur laquelle il se tenait. Le navire jouait un rôle essentiel dans son discours, car c'est lui qui, une fois par mois, apporte diverses marchandises à Isabela et permet d'en exporter le bétail, donc d'obtenir de l'argent : le cargo est le symbole de la modernité du monde extérieur.

Un milieu îlien en voie de disparition

¹⁶ Ceux-ci attendent quelques jours avant de proposer d'acheter à bas prix les ananas ou les oranges apportés par les *Isabeleños* qui, obligés de rentrer sur leur île, doivent alors céder leur marchandise sous peine de tout perdre.

Après avoir fait distribuer force tournées d'un mauvais « aguardiente », Cisneros tint à préciser à ses auditeurs éméchés que « on n'est pas seulement ensemble pour boire » : il avait organisé une loterie dont il répétait, sans doute pour mieux en faire ressortir le caractère exceptionnel, qu'elle ne pouvait être truquée. Les objets en jeu symbolisaient la société de consommation pour une île qui en est éloignée : un réfrigérateur « de marque nationale », un téléviseur « adapté aux sautes de tension », un magnétoscope et deux réchauds à gaz. Dès lors, le message était clair : Cisneros, c'est l'homme du cargo, celui qui apporte et distribue les cadeaux du développement, le lien des *Isabeleños* avec la Mère Patrie. Mais, en ce temps de pêche aux holothuries, les *Isabeleños* ont changé, Cisneros représente ce dont ils ne veulent plus, c'est l'homme du passé qui veut profiter encore une fois de son rôle de passeur entre l'île et le continent, qui pense éblouir et abrutir les gens grâce à un réfrigérateur et des coups à boire. Or ces insulaires viennent de découvrir que, grâce à l'argent des *pepinos*, ils peuvent se payer eux-mêmes des objets bien plus coûteux et de meilleure qualité. Ce fut donc l'autre candidat, E. Véliz, partisan déclaré de la pêche d'exportation, qui fut élu, y compris à Isabela ; ses habitants choisirent ainsi l'ouverture sur le monde au repli sur l'île et son « cacique » : à Puerto Villamil, l'heure n'est plus au « Cargo cult » mais aux cours de l'holothurie sur les marchés asiatiques.

Les investisseurs *afuereños* se précipitent sur Isabela, aidés par l'État : « À cause de ce qui vient de nous arriver à Puerto Villamil, je viens d'assigner des fonds pour terminer l'aéroport de façon qu'il y ait des facilités de transport dans les trois cantons insulaires, afin de pouvoir, par exemple, combattre les incendies », explique le président Durán Ballén à *El Comercio* (25-9-1994). L'incendie qui a ravagé le sud d'Isabela en avril 1994 a ainsi accéléré la construction de l'aéroport, ce qui est une bonne affaire pour les entreprises militaires qui en sont chargées¹⁷ et, plus encore, pour les entreprises de tourisme. Car ces dernières sont avides d'étendre leur rayon d'action dans l'archipel et Isabela, qui fait encore figure d'île « vierge », apparaît comme un objectif de choix.

Il est en effet devenu à la mode de venir passer quelques jours de vacances à Isabela : plusieurs personnes de la « bonne société » de Santa Cruz ont acquis des parcelles et fait construire des maisons avec vue sur la somptueuse plage de Puerto Villamil. Les entreprises de tourisme, elles, ont acheté des terrains bien plus vastes : 800 mètres de plage auraient été vendus à R. Dunn Barreiro, le propriétaire du groupe Ecoventura/San-Saeta. Le cadastre de Puerto Villamil ne garde pas trace de ces acquisitions car, pour essayer de lutter contre la dépossession systématique des habitants d'Isabela, le maire a passé, fin 1992, une ordonnance qui interdit à ses administrés de céder leurs parcelles pendant dix ans. Il est cependant de notoriété publique à

¹⁷ Dans une lettre officielle datée de juin 1994 (Oficio n° DP-00579), le président de la République répond au ministre de la Défense que, « s'agissant d'un sujet d'une telle importance pour notre territoire insulaire, je suis en train d'assigner un apport de 500 millions de sucres (environ 280 000 US\$) par mois, à partir de juillet 1994, pour la réalisation de cet aéroport par l'Armée ».

Puerto Villamil que certains habitants ont obtenu des certificats médicaux de complaisance en prétextant l'obligation de partir se soigner à Guayaquil, ce pourquoi, faute de liquidités, il leur faut réaliser le seul capital dont ils disposent, la terre¹⁸.

En passant d'une société marginale à une sorte de « Far West » équatorien — un espace ouvert aux intérêts mercantiles à courte vue, grands destructeurs de nature et de cultures —, Isabela a intégré des réseaux économiques qui la placent dans une situation d'extrême dépendance par rapport aux marchés extérieurs : celui des holothuries ne durera pas longtemps, mais celui du tourisme de réseaux a sans doute de beaux jours devant lui. Cette transition se solde par la disparition de la dernière communauté îlienne des Galápagos. Son milieu, dans lequel la nature était une ressource utilisée sans grands égards, certes, mais connue et appréciée, aurait pu être orienté, moyennant une politique conservacionniste adéquate, vers un usage respectueux de celle-ci parce que bénéfique, d'abord, aux habitants de l'île.

¹⁸ La plus-value réalisée par des acteurs *afuereños* aux dépens des insulaires est illustrée par le cas de cette *Isabeleña* qui, en 1988, s'est vu adjuger par la municipalité un terrain d'une valeur de 90 000 sucres ; en mai 1993, moyennant un faux certificat médical, elle le vend pour un million de sucres à un avocat de Quito, qui le revend en novembre 1993 à un Américain pour un prix annoncé de 1,2 million de sucres. Cependant, le responsable du cadastre de Puerto Villamil estime que cette dernière transaction atteindrait au moins 30 millions de sucres : la somme réelle n'a pas été déclarée pour des raisons fiscales.

Les deux tiers des habitants de l'archipel sont nés sur le continent : ils ne constituent donc pas une population d'« îliens », mais de continentaux plus ou moins adaptés à l'insularité. Or celle-ci demeure relativement poussée, car pour leurs habitants, l'isolement des Galápagos n'est que peu diminué par une desserte aérienne encore limitée : si l'on manque le vol quotidien, il faut attendre 24 heures le suivant. Ceux des habitants des Galápagos qui ne peuvent surmonter ce sentiment d'isolement ont peur d'être bloqués dans l'île en cas d'urgence, notamment médicale. Cette angoisse a été définie par un médecin de Puerto Ayora de la façon suivante :

« Il existe ici un syndrome de l'insulaire : on souffre d'un sentiment de limite qui provient de la difficulté de sortir de l'île en cas d'urgence et de la peur que cause un hôpital où il n'y a pas un bon service médical. Et ce syndrome se manifeste chez l'insulaire par de la somatisation, par des problèmes nerveux : beaucoup s'imaginent souvent avoir des ennuis de santé qu'ils n'ont pas. En plus, ces gens travaillent en mer mais ils en ont peur. Les gens ne se sentent pas protégés ici, et ils considèrent le voyage vers le continent comme quelque chose d'indispensable à leur santé non seulement physique mais mentale » (F. Uribe, comm. pers., 8-1994).

Ce « syndrome de l'insulaire » est accentué par une autre caractéristique des Galápagos : leurs habitants vivent dans un archipel de zones colonisées au sein d'îles auxquelles ils n'ont pas accès, faute de sentiers et de bateaux.

« Le syndrome de l'insulaire »

Peu de *Galápagueños* — hormis les pêcheurs, les paysans et les pionniers européens — osent s'aventurer hors des zones dans lesquelles est confinée la majeure partie de la population.

Sortir de l'île

Sortir de l'île, c'est d'abord pouvoir communiquer avec l'extérieur : jusqu'à très récemment, la radio était le seul moyen de s'évader, en paroles, hors de l'archipel. Puis, en 1992, une station-relais de satellite a été installée à Puerto Baquerizo : « Les Galápagos sont plus proches », titre alors *El Comercio* (18-3-1992), qui ajoute que « l'archipel a été intégré au continent, au moins par le téléphone ». L'usage du téléphone s'est très vite répandu dans la population, au point qu'il est devenu le moyen de communication de loin le plus employé par les enquêtés (90 % l'utilisent), que ce soit entre les îles ou, surtout, avec le continent, voire le reste du monde (GRENIER, 1996) : fin 1993 à Puerto Villamil, un commerçant était fier d'appeler directement son fils à New York. Quant à la télévision, l'absence de chaîne nationale est régulièrement dénoncée par les hommes politiques locaux, car l'archipel reçoit en revanche les émissions péruviennes : ainsi, comble de l'horreur, les enfants d'Isabela croient que le président de l'Équateur est « un Chinois à lunettes » (A. Fujimori...).

Mais pour beaucoup de ces continentaux inadaptés à l'insularité, pouvoir réellement sortir des îles est une garantie de santé mentale. Ainsi, on conseille à ceux qui ne « tournent pas rond » — et qui en ont les moyens — de partir s'aérer sur le continent : scientifiques, employés d'institutions publiques, guides, armateurs et gros commerçants y partent au moins une fois par an, souvent plus ; les plus riches d'entre eux poussent même jusqu'aux États-Unis ou l'Europe. La plupart de ceux qui ont quitté les îles se disent contents d'y revenir, tout en étant effectivement « requinqués » par leur escapade hors du petit monde des Galápagos. Car au besoin de grands espaces, lorsqu'on vit à l'intérieur de la double limite de l'île et de la zone colonisée, s'ajoute celui de l'anonymat, l'envie de s'éloigner quelque temps de ce qui fait le charme de la vie dans les petites îles mais aussi sa pesanteur : tout le monde se connaît — ou fait semblant — et, par conséquent, c'est le règne du *chisme*, de la rumeur, des ragots.

La fréquence des voyages des enquêtés sur le continent est à la fois un indice de l'état de dépendance de l'archipel par rapport à celui-ci, de la vigueur des liens que nombre de migrants entretiennent avec leurs communautés d'origine et, par conséquent, de l'importante ouverture des Galápagos au reste du pays. À Santa Cruz (N = 106), 69 % des enquêtés vont au moins une fois par an sur le continent, proportion qui révèle en outre ici l'importante activité économique du « centre » de l'archipel ; ce taux monte même à 73 %

sur San Cristóbal (N = 72), siège de la plupart des administrations présentes aux Galápagos — qui paient à leurs fonctionnaires un voyage par an sur le continent, mais il descend à 48 % dans les îles marginales d'Isabela et de Floreana (N = 21). Si l'on somme les réponses des enquêtés n'ayant jamais quitté l'archipel (10 % du total) à celles indiquant qu'ils ne l'ont fait qu'une fois ou qu'ils ne sont pas sortis depuis trois ans, on constate toutefois que bon nombre d'habitants ne peuvent voyager hors des Galápagos aussi souvent : à San Cristóbal, seuls 20 % des enquêtés sont dans ce cas ; à Santa Cruz, ce taux monte à 26 %, tandis qu'à Isabela et Floreana, on obtient 48 % de réponses de ce type ! Aux Galápagos, le voyage sur le continent est ainsi un facteur de différenciation sociale mais aussi spatiale.

Cette mobilité extra-insulaire est à comparer avec les déplacements des enquêtés entre les îles peuplées de l'archipel : si toutes les personnes interrogées à Isabela et à Floreana sont sorties au moins une fois de leurs îles respectives¹⁹, plus de la moitié des enquêtés de San Cristóbal (52 %) et de Santa Cruz (54 %) n'en connaissent pas d'autre. Autrement dit, les déplacements des insulaires sont beaucoup plus fréquents entre l'endroit où ils vivent et le continent qu'entre leurs îles respectives : on a bien affaire à un archipel éclaté, dont les relations de l'ensemble avec l'extérieur sont bien plus fortes que celles entre ses éléments.

Pour 46 % des enquêtés, la visite de la famille est le principal motif de voyage sur le continent, ce qui confirme l'étroitesse des relations avec leurs régions d'origine. Un autre indice de ces liens est le fait que 15 % des enquêtés de Santa Cruz, 28 % d'Isabela et 31 % de San Cristóbal reçoivent régulièrement des aliments envoyés par leurs proches, pratique qui contribue à l'augmentation du nombre des organismes introduits aux Galápagos, puisque aucune quarantaine n'y a jamais été mise en place. Un quart des enquêtés quitte les îles pour raison médicale, une opération ou, le plus souvent chez les riches, un accouchement, un examen de santé, voire une simple consultation : on mesure ainsi leur faible confiance dans le système de santé de la province insulaire.

L'opinion des enquêtés sur trois mots — mer, île et continent — permet de cerner un peu plus leur identité géographique.

Malgré l'affirmation du médecin, la mer est appréciée par 88 % des enquêtés de Santa Cruz, 87 % de ceux de San Cristóbal et 75 % de ceux d'Isabela et Floreana. Cependant, ce genre de réponse instruit davantage sur l'image que l'enquêté voudrait donner de lui-même que sur ce qu'il ressent vraiment : il est facile de dire aimer la mer lorsqu'on la voit de loin mais qu'on ne s'embarque jamais, ce qui est le cas de la plupart des habitants de Santa

¹⁹ Pour trois quart des enquêtés d'Isabela et de Floreana, l'île la plus fréquentée est Santa Cruz, notamment en raison du transit vers le continent (qui regroupe 40 % des raisons de se déplacer à l'intérieur de l'archipel des enquêtés d'Isabela) : le centre économique des Galápagos est plus important que sa capitale administrative.

Quelle identité galápaguena ?

Cruz et de San Cristóbal. En revanche, les enquêtés d'Isabela et de Floreana, qui empruntent la *lancha* de l'ingala pour quitter leur île, sont les plus nombreux (10 %) à déclarer avoir peur de la mer, et c'est aussi dans ces îles de paysans vivant en quasi-autarcie dans les *partes altas* que l'on trouve le plus fort taux d'indifférents sur ce sujet (15 %). Mais c'est à Isabela que l'on obtient également la proportion la plus élevée de réponses positives de type affectif sur la mer (40 %) : celle-ci fait partie de l'identité des pêcheurs de Puerto Villamil. Pour 46 % des gens enquêtés, la mer est une ressource économique (pêche commerciale et/ou tourisme) : même si l'on est un *Serrano* craignant l'océan, on en a une représentation positive si celui-ci procure de quoi vivre...

Si les enquêtés sont peu nombreux à avoir eu vraiment affaire à la mer, tous, en revanche, habitent des îles. Et 79 % des jugements qu'ils portent sur elles sont positifs, car le *Galápagueño*, pour l'immense majorité des enquêtés, c'est tout simplement celui qui vit aux Galápagos²⁰ : comment alors ne pas se déclarer satisfait de vivre dans une île ? Mais, là encore, les réponses varient beaucoup selon les îles, ce qui est révélateur de leurs différences géographiques : 17 % des enquêtés de Santa Cruz déclarent ne pas aimer y vivre, tandis que l'île est au contraire une composante de l'identité de ceux d'Isabela/Floreana, où seuls 3 % en ont une image négative : on y trouve encore des traces d'une culture « îlienne ».

²⁰ À la question :
« Qu'est-ce
qu'un *Galápagueño*
selon vous ? »,
tous les natifs des îles
ont en revanche
répondu :
« Celui qui est né
aux Galápagos »...

Enfin, les réponses sur le continent sont en majorité négatives (54 %), ce qui est à la fois normal étant donné l'amour que les enquêtés proclament pour leurs îles, et un peu surprenant au vu de leur dépendance vis-à-vis de celui-ci. Alors que 68 % des enquêtés d'Isabela/Floreana ont une opinion négative du continent — ils sont bien les plus enracinés dans leurs îles — seuls 52 % des habitants de Santa Cruz et 54 % de ceux de San Cristóbal sont dans le même cas. L'attachement affectif au continent est notable à Santa Cruz (38 %), en raison du peuplement plus tardif de cette île et du plus grand nombre de migrants récents dans l'échantillon. Un sixième des enquêtés de San Cristóbal regrette la vie sociale laissée derrière eux ; il s'agit en grande partie des ménages de fonctionnaires, nommés pour une période limitée aux Galápagos, où la vie coûte plus cher et où l'on s'ennuie : ce sont même les seuls, mais ils sont rares, à trouver un avantage économique au continent.

Les critiques sur la dégradation écologique du continent sont d'autant plus intéressantes que ce sont surtout les enquêtés d'Isabela/Floreana qui les formulent (26 % des réponses dans ces îles) : les habitants d'Isabela sont pourtant accusés d'endommager les écosystèmes insulaires en raison de la pêche aux holothuries à laquelle ils se livrent. Mais on trouve parmi eux des

Lojanos qui ont souffert des sécheresses aggravées par l'action anthropique qui les ont obligés à quitter leur province. La dépendance des Galápagos par rapport au continent est déplorée par 1/6 des enquêtés : ses effets néfastes se font sentir dans la vie quotidienne, que ce soit pour l'alimentation, la bureaucratie ou les décisions politiques qui bouleversent la vie de l'archipel sans que sa population soit consultée. Mais la principale critique portée sur le continent concerne la violence endémique qui y sévit (un tiers des réponses) : elle confirme qu'échapper à celle-ci est une raison importante de migrer aux Galápagos.

C'est pourquoi ces continentaux assez mal adaptés à la vie dans les îles se définissent pourtant dans leur grande majorité comme insulaires. Ainsi, les 3/4 des enquêtés de Santa Cruz et de San Cristóbal assurent se sentir *Galápagueños*, et cette proportion atteint même 85 % à Isabela/Floreana. À l'inverse, ils ne sont que entre 13 % et 15 %, selon les îles, à continuer de se réclamer de la *Costa*, et un peu moins de la *Sierra*, à la notable exception d'Isabela/Floreana où, malgré la présence de *Lojanos* parmi les enquêtés, personne n'affirme d'identité *serrana* ; enfin, très rares sont ceux qui se définissent d'abord comme « Équatoriens ».

Telle qu'elle a été sommairement définie ci-dessus, cette identité *galápagueña* largement revendiquée par des migrants dont beaucoup sont arrivés très récemment dans l'archipel paraît plus volontariste qu'ancrée dans une profondeur historique susceptible d'avoir fait éclore une culture îlienne. On s'affirme ici *galápagueño* davantage par opposition aux *afuereños*, à tous ceux du « dehors », que par véritable amour pour des îles que la plupart des enquêtés ne connaissent pas. Il s'agit ainsi, en affirmant une pseudo-identité commune, de se protéger des nouveaux venus, de protester contre la dépossession systématique des ressources insulaires au profit des entreprises de tourisme et de pêche basées sur le continent ; d'où, également, l'opposition aux migrations. *Galápagos para los Galápagueños*, le slogan le plus entendu dans les îles, symbolise cette identité fondée sur le désir de se réserver l'exploitation de richesses insulaires.

En cela, les Galápagos sont bien dans la mouvance des fronts pionniers, intégrant des migrants en provenance de régions et de cultures différentes dans une identité qui se construit à mesure de l'occupation et de la transformation de l'espace d'accueil. Mais cette identité ne correspond pas à un milieu particulier, et l'immense majorité de ceux qui clament leur identité *galápagueña* sont des continentaux qui ont apporté avec eux leur milieu d'origine. Cependant, l'isolement des Galápagos permet à leurs habitants de ressentir, de façon positive ou pas, qu'ils vivent dans un endroit différent de n'importe quelle autre province équatorienne : l'identité *galápagueña* ne

serait donc pas seulement constituée d'un conglomérat de traits culturels continentaux fondus dans un intérêt économique commun, mais découlerait aussi du sentiment de vivre dans des îles à 1 000 km de la Mère Patrie. Il s'agirait alors d'une identité par défaut, par opposition au « dehors » ou nostalgie du continent, à la fois modelée par l'attente de richesses fournies par l'extérieur — les touristes, les fonds et emplois publics, les intermédiaires de la pêche d'exportation — et façonnée par la crainte de ce même *afuera*, d'où viennent concurrents et prédateurs — migrants et grandes entreprises.

La continentalisation du milieu insulaire est donc l'importation dans l'archipel des relations à l'espace et à la nature qui prévalent dans les métropoles et les campagnes surpeuplées et misérables de l'Équateur continental : elle débouche sur l'homogénéisation de ces rapports au sein d'une méta-« médiance » (BERQUE, 1990), celle du sous-développement dans sa variante latino-américaine. Tant que les ressources de l'État et du tourisme étaient importantes, cette continentalisation a été synonyme d'amélioration des conditions de vie des autochtones comme des nouveaux venus. Mais aujourd'hui, elle s'apparente à une modernisation de façade qui a un impact écologique croissant, qui place chaque fois plus les insulaires sous la dépendance du « dehors », et qui entraîne ainsi les Galápagos dans une spirale d'ouverture sans fin qui débouche sur la ruine de l'espace « protégé ».



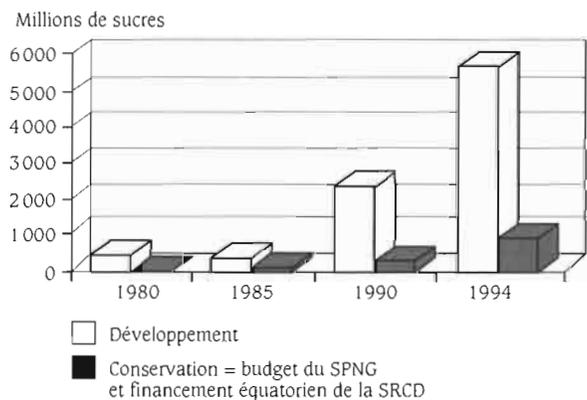
L'échec
de la
conservation

Un parc national à l'encan

Le parc national des Galápagos fait partie du « patrimoine des aires naturelles de l'État, inaliénable et imprescriptible, sur lequel aucun droit réel ne peut s'établir » (décret législatif n° 74, 1981). Mais le PNG est disputé entre des administrations qui prétendent avoir juridiction sur son territoire ou sur ses ressources, ce qui traduit le dilemme de l'État : faut-il mettre l'accent sur le peuplement et le développement des Galápagos, ou sur leur conservation ?

La comparaison des investissements publics effectués dans ces domaines fournit la réponse ; elle dévoile en effet que la priorité de l'État équatorien aux Galápagos a toujours été leur développement, la part de la conservation n'étant passée que de 4 % à 12 % du total entre 1980 et 1994.

FIG. 22 — Investissements publics équatoriens dans le développement et la conservation des Galápagos (1980-1994).



Sources : Ingala (1981, 1987). FCD (1992). *Martinez et al.* (1994). SPNG (1994). Conservation = budget du SPNG et financement équatorien de la SRCD. Développement = budgets des municipalités, des antennes ministérielles et de l'Ingala.

Or, bien que conservation et développement soient toujours associés dans les plans d'aménagement comme dans tous les textes administratifs sur l'archipel, lorsque l'on examine la gestion touristique du SPNG, mission dont il s'acquitte le moins mal, on s'aperçoit que cette palissade de mots dissimule mal le terrain vague qu'est le parc national.

La difficile gestion touristique du parc national

¹ Cf. GRENIER (1996)
pour une analyse
du modèle LAC
appliqué au PNG.

Le tourisme est considéré comme l'allié de la conservation dès ses débuts dans l'archipel, et le SPNG applique des techniques de gestion touristique des aires protégées avec l'aide d'experts américains et de la FCD depuis les années quatre-vingt. Aux Galápagos, ce sont les modèles de la « capacité de charge » et du « Limits of Acceptable Change » (LAC)¹ qui ont été utilisés. Mises au point par l'« US Forest Service » pour résoudre les problèmes de gestion liés à l'affluence des visiteurs dans les aires protégées des États-Unis, ces techniques ont pour but de « maximiser le bénéfice social et économique des parcs nationaux » (PAYNE et GRAHAM, 1993). Elles sonnent donc le glas d'une autorité exclusivement naturaliste sur les aires protégées, car « ce type de gestion demande un savoir-faire et des connaissances qui ne sont pas du ressort des sciences naturelles » (*id.* : 186). Elles accompagnent enfin la montée en puissance de l'écotourisme, dont l'un des objectifs proclamé est de contribuer à la conservation de la nature par les revenus tirés du tourisme : l'économie est devenue une référence essentielle dans l'aménagement des aires protégées (MENDELSON, 1994 ; BLANGY, 1993 a ; BLANGY et EPLER WOOD, 1993 ; KUTAY, 1993 ; WESTERN, 1993 ; BOO, 1992, 1990).

L'application de techniques productivistes à la wilderness

² Par exemple, en 1983, la capacité de charge réelle des sites de visite du PNG est calculée en fonction des facteurs de correction suivants : l'état de l'environnement (érosion du sentier sur le site, perturbation de la faune, etc.) ; la saison de visite ; la distance entre le site et le centre d'opération touristique ; et enfin les « facteurs imprévus »... (Comisión de Alto Nivel, 1984 : 189).

Empruntée aux naturalistes spécialisés dans l'étude de la faune sauvage, après avoir été mise au point par des ingénieurs agronomes voulant tirer la productivité la plus élevée possible d'un pâturage sans détériorer son « capital fixe », la capacité de charge est un instrument de conservation des ressources naturelles. Le souci de mesurer l'impact d'une population animale donnée sur un espace limité a produit une technique qui a été reprise et complétée par les adeptes de la quantification dans les sciences sociales afin d'être appliquée à la gestion du tourisme dans les aires protégées (CLARK, 1990).

La capacité de charge se divise en trois catégories, « physique », « réelle » et « autorisée » : la première est toujours supérieure à la seconde, laquelle est égale ou supérieure à la troisième (CIFUENTES, 1992). La « capacité de charge physique » correspond au nombre maximum de visites que l'on peut accomplir sur un site d'une superficie donnée pendant un temps déterminé. La « capacité de charge réelle » fait intervenir autant de « facteurs de correction » que le souhaite le planificateur, facteurs ayant pour but de pondérer la capacité de charge physique du site². Enfin, la « capacité de charge autorisée » dépend

des possibilités de gestion de l'administration responsable de l'aire protégée : plus celle-ci a de moyens, plus elle peut autoriser une fréquentation touristique proche de la capacité de charge « réelle » d'un site.

La multitude de facteurs qui entrent dans le calcul des capacités de charge « réelle » et « autorisée », et notamment ceux d'ordre qualitatif, explique que les gestionnaires d'aires protégées s'accordent à penser que l'utilisation de cette technique est totalement subjective (MOORE, 1987 ; CLARK, 1990 ; CIFUENTES, 1992). De plus, l'utilisation de cet instrument n'est possible qu'à la condition de disposer de mesures préalables des phénomènes pouvant raisonnablement être quantifiés. Ces données sont d'ordre physique et écologique (sites de visite), mais aussi sociales, économiques et culturelles (touristes), et enfin administratives et financières (organisme responsable de l'aire protégée) : or, aux Galápagos, ces informations font défaut dans presque tous les domaines³. Cette technique est donc déficiente, et elle fonctionne d'autant moins que même s'il était possible de calculer la capacité de charge « réelle » de façon exacte⁴, il faudrait encore faire respecter la capacité de charge « autorisée », ce qui suppose à la fois des moyens techniques, humains et financiers, et la volonté politique constante de l'imposer. Autant dire que les conditions nécessaires à la gestion du PNG au moyen de la détermination puis de l'application de la capacité de charge des sites de visite n'existent pas⁵.

Au-delà de son inefficacité patente, la technique de « capacité de charge » illustre la dérive technocratique en cours dans la gestion des aires protégées. On assimile les visiteurs d'un parc national à un troupeau à la pâture : il s'agit de maximiser la productivité en trouvant le nombre idéal d'individus — hommes ou bêtes — autorisés à y stationner en fonction de la rentabilité économique et de la conservation de la ressource. La *wilderness* est ainsi ramenée au statut d'un pré, et la nature sauvage considérée selon les critères de l'agronomie...

Les deux tiers des sites de visite sont inclus dans un rayon de 50 km autour de Baltra, Puerto Ayora ou Puerto Baquerizo Moreno (cf. carte 9) : leur répartition dans l'archipel se traduit donc d'emblée par une certaine centralité. Mais celle-ci est encore accentuée par la croissance du tourisme aux Galápagos qui, dans ses modalités territoriale comme réticulaire, provoque la concentration des visites sur un petit nombre des sites du PNG⁶, évolution qui s'accélère dans les années quatre-vingt pour plusieurs raisons.

D'abord, le tourisme de *tour diario* à partir de Puerto Ayora et Puerto Baquerizo Moreno accroît le nombre de visiteurs sur les sites à proximité de

³À propos de l'absence gênante de mesures des changements écologiques survenus dans les sites de visite du PNG, A. MOORE (1987 : 45) déclare que « le manque de données ne signifie pas qu'il n'y ait pas d'impact, mais que celui-ci n'a pu être mesuré scientifiquement ».

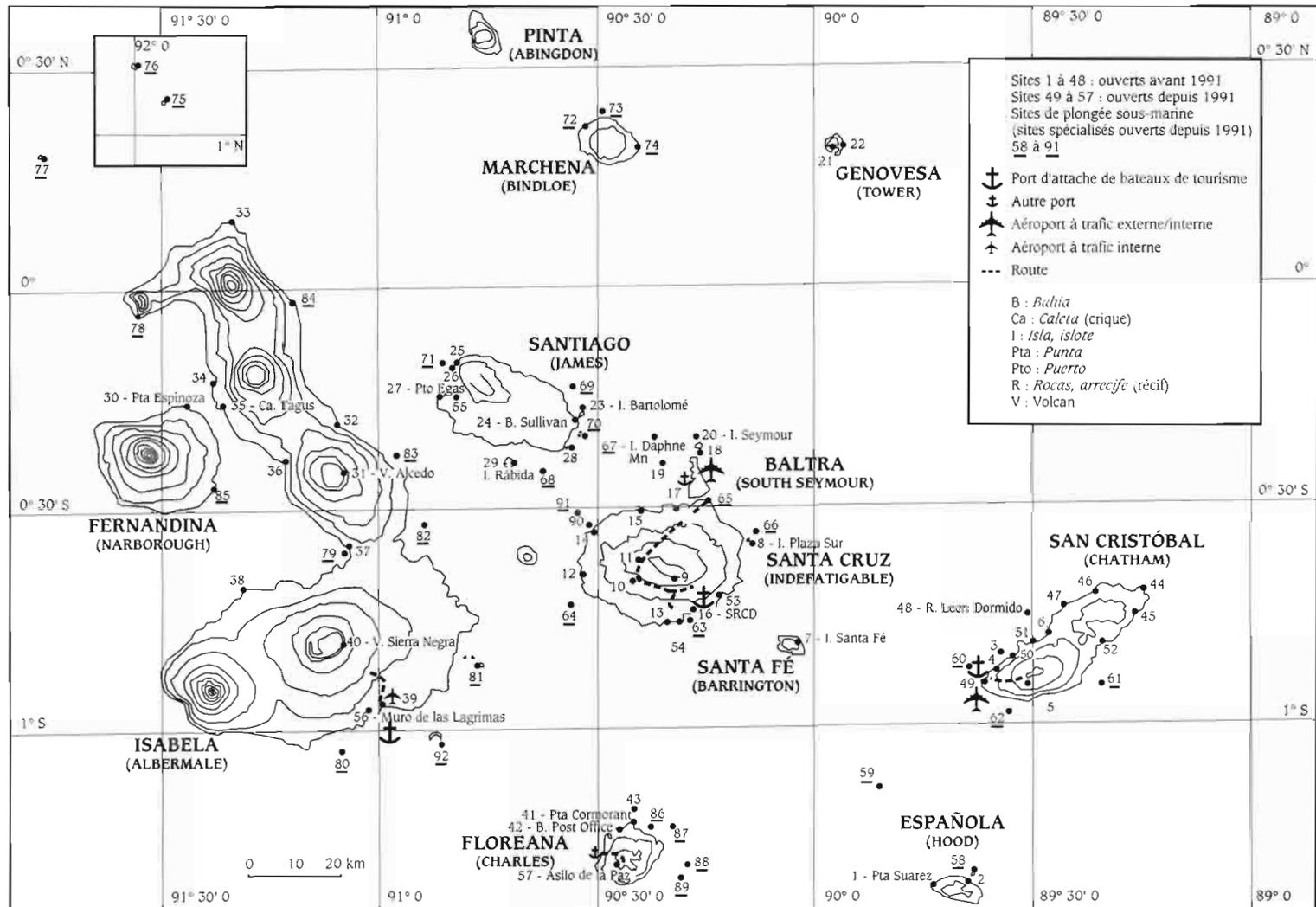
⁴Ce qui est loin d'être le cas, y compris lorsque deux chercheurs utilisent la même méthode : « Dans le plan de gestion de 1984, on présente deux essais de calcul de la capacité de charge réelle du PNG. Putney parvient à une capacité de charge annuelle de 25 367 visiteurs. Cifuentes, en utilisant la méthode de Putney, obtient une capacité de charge de 41 767 visiteurs par an » (MOORE, 1987 : 47).

⁵En 1984, la Comisión de Alto Nivel notait que « la capacité de charge réelle du PNG est de 41 767 visiteurs par an. Ce chiffre ne pourrait être atteint que si le système de patrouillage du SPNG, comme mécanisme de contrôle, était capable de surveiller 7 % des opérations touristiques [...]. Cela signifie un minimum de 1 052 jours de patrouillage, ce qui représente 6 patrouilleurs travaillant simultanément » (*op. cit.* : 99). Or, en 1983, le SPNG disposait seulement de deux bateaux en état, qui n'ont effectué que 195 jours de patrouillage... ! (*id.* : 94).

Des sites saturés et des itinéraires de visite non respectés

⁶« 14 des sites de visite sur 43 reçoivent pratiquement tous les visiteurs » (Comisión de Alto Nivel, 1984 : 49).

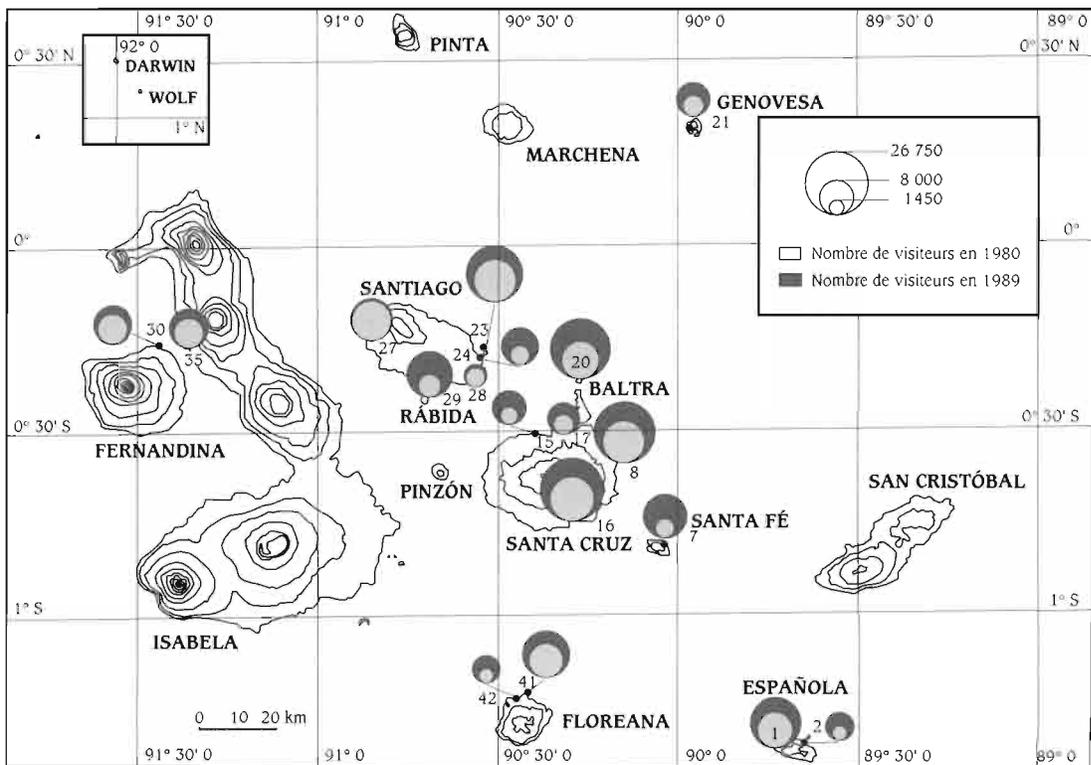
CARTE 9 — Sites de visite du PNG en 1996.



Source : SPNG 1996.

ces bases d'opération. Ensuite, l'ouverture de l'aéroport de San Cristóbal renforce la fréquentation touristique dans le centre et le sud de l'archipel, et ce malgré la création de nouveaux sites de visite à l'est de cette île (sites n° 44 à 48 sur la carte 9). De plus, bon nombre de ces sites centraux sont aussi parmi les plus spectaculaires de l'archipel : les touristes veulent donc absolument les visiter, serait-ce parmi des dizaines, voire des centaines de personnes, et une croisière se doit donc d'y faire plusieurs escales. Mais la cause principale de cette concentration est la tendance à réduire constamment le temps de séjour dans l'archipel, en raison de l'apparition des *tours diarios* et de l'adoption, par la plupart des opérateurs, de courtes croisières garantissant leur rentabilité. Comme les touristes disposent de peu de temps, il ne faut pas en perdre dans les traversées ; et puisqu'ils désirent malgré tout visiter le plus de sites possible⁷, on ne peut qu'opérer dans une région où ils sont nombreux. Enfin, pour économiser le carburant, les armateurs ne veulent pas trop s'éloigner de leurs ports d'attache. Toutes ces raisons concourent à expliquer le regroupement de la majorité des visites sur les sites centraux (cf. cartes 10 et 11), alors que les embarcations de tourisme, plus puissantes et plus grandes que jadis, pourraient couvrir tout l'archipel.

⁷L'auteur d'un ouvrage de photos sur les Galápagos explique ainsi : « Notre voyage organisé ne nous laissait guère de temps à consacrer aux excursions à terre, et il fallait se consoler du fait de ne pouvoir visiter ces réserves en pensant qu'au moins nous visiterions le plus grand nombre possible d'îles » (SALLWEN, 1990 : 78).



Source : Comisión Permanente 1991.

CARTE 10 — Nombre de visiteurs sur les principaux sites de visite du PNG en 1980 et en 1989.



L'écotourisme permet de découvrir la nature... ou de la consommer visuellement ?
 L'île d'Española abrite de grandes colonies d'oiseaux de mer, facilement accessibles : le sentier de Punta Suárez, l'un des sites de visite les plus surchargés du PNG, passe au milieu des « nurseries » de fous à pattes bleues.

Faute de statistiques, il est impossible de connaître le nombre de visiteurs par site. La seule solution, que la faible fiabilité des données rend approximative, est de se fier aux rapports que les guides doivent remettre obligatoirement au SPNG au terme de chaque croisière : ils indiquent les sites abordés par leur bateau ainsi que le nombre de passagers à bord. Bien que partielles, ces informations permettent cependant d'avoir une idée de la concentration des touristes dans le PNG : 10 sites⁸ regroupent 72 % des visites en 1980, 81 % en 1989 et 78 % en 1993, année où le SPNG considérait que sept d'entre eux étaient « saturés », c'est-à-dire que leur « capacité de charge » avait été dépassée. Or, malgré le fait qu'il n'y ait pas d'études systématiques réalisées sur le sujet, on constate que le passage répété de nombreux touristes sur ces sites privilégiés entraîne leur détérioration écologique : dégradation des sentiers et érosion, piétinement de la végétation, agressivité des otaries, déplacement de certaines colonies d'oiseaux à l'écart des parcours des visiteurs, etc. (Comisión de Alto Nivel, 1984). Pour essayer de décongestionner ces sites, le SPNG a deux réponses.

⁸ Ces sites (les numéros entre parenthèses renvoient à la carte 9), sont les suivants : Post Office Bay (42), Bahía Gardner (2), Bahía Sullivan (24), Santa Fé (7), Rábida (29), Punta Cormorant (41), Punta Suarez (1), Bartolomé (23), Seymour Norte (20) et Plaza Sur (8).

La première consiste à mettre en service de nouveaux sites de visite. Cette politique n'a pas eu un grand succès à San Cristóbal car, situés dans la partie orientale de l'île la plus à l'est de l'archipel, ces nouveaux sites sont trop excentrés dans l'espace touristique des Galápagos : les *tours diarios* de Puerto Baquerizo Moreno ne les abordent pratiquement pas, et la plupart des autres



opérateurs les ignorent. Malgré cet échec, le SPNG a ouvert des dizaines de nouveaux sites depuis 1991, en accord avec la « stratégie » suivante : « On recommande de considérer l'ouverture de nouveaux sites de visites dans des zones stratégiques, autant sur le trajet d'accès aux aéroports qu'à Isabela, qui doit être considérée comme un cas spécial » (BLIEMSRIEDER, 1994 : 9).

Les touristes veulent voir le plus de sites possible mais commencent à se plaindre du nombre excessif de visiteurs sur certains d'entre eux (25 % des enquêtés étrangers sont dans ce cas), et les opérateurs ne veulent pas s'éloigner de la région centrale de l'archipel, pourtant saturée. La solution passe donc, selon le SPNG, par l'ouverture de sites à proximité des « synapses » du système touristique de l'archipel, les aéroports. Quant à Isabela, la création de sites à proximité de la zone colonisée ferait profiter la population locale du tourisme, car 8 des 10 sites de visite de l'île étaient jusqu'alors localisés dans sa partie nord, hors de portée d'un village dont aucun des habitants n'a par ailleurs de concession de bateau de tourisme. Or, ce n'est pas parce qu'on aura créé des sites de visite à proximité de la zone colonisée que ses habitants, qui ont une faible capacité d'accumulation et aucune expérience du tourisme — mais qui sont en revanche soumis à une forte pénétration des investisseurs extérieurs —, auront pour autant la possibilité de se muer en entrepreneurs...

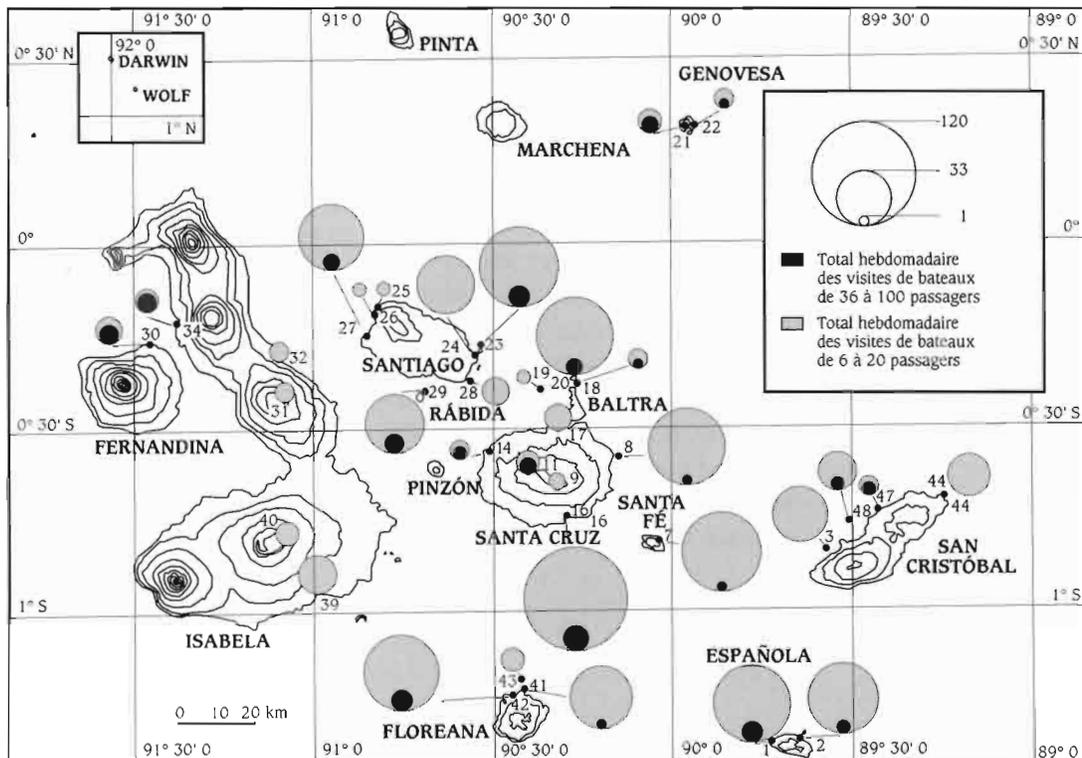
La création de sites de visite supplémentaires ne résout pas les problèmes découlant d'un tourisme de réseaux en expansion constante et aux séjours

Le PNG s'adapte à la demande touristique : ces escaliers ont été installés à la fois pour lutter contre l'érosion entraînée par la surfréquentation du site de visite de Bartolomé, et pour faciliter à une clientèle âgée (financièrement la plus intéressante) l'ascension du petit sommet d'où l'on peut prendre la vue la plus célèbre des Galápagos ; à l'arrière-plan, coulée de lave de l'île de Santiago.

de courte durée : il ne peut que tenter de les déplacer ou de les repousser de façon provisoire. Car la logique des entrepreneurs de tourisme est celle du marché, et on aura beau créer de nouveaux sites, seuls ceux qui s'avèreront rentables seront utilisés (cf. carte 10); or, plus il y aura de touristes et de bateaux de croisière, plus ces sites intéressants seront saturés. Aussi, malgré le nombre de 57 sites de visite terrestres atteint en 1996, le rapport du directeur du tourisme du SPNG signale-t-il encore que « certains sites sont en surcharge par rapport à leur capacité » (SPNG, 1996 : 7). Quant aux 35 sites de plongée sous-marine ouverts depuis 1991, ils ont permis de doubler le nombre de sites de visites du PNG en cinq ans : désormais, les moindres îlots et récifs de l'archipel sont inclus dans les mailles du tourisme, auquel deux îles (Pinzón et Pinta) seulement échappent encore (cf. carte 9).

L'autre moyen mis en œuvre pour réduire la concentration des visites est la tentative d'imposer des itinéraires fixes aux bateaux de croisière. Le projet est ancien : en 1984, le plan d'aménagement du PNG signalait : « Les itinéraires des embarcations touristiques seront tracés et autorisés de façon qu'elles n'interfèrent pas les unes avec les autres et à éviter la concentration des visites sur un site » (Comisión de Alto Nivel, 1984 : 147).

CARTE 11 — Fréquentation des sites de visite du PNG en 1993 selon les itinéraires de bateaux de tourisme fixés par le SPNG.



Source : SPNG 1993.

Mais, sitôt ce projet énoncé, les législateurs estiment devoir composer avec les impératifs du marché : « Les itinéraires et les visites se répartiront de façon qu'elles ne signifient pas une dispersion majeure dans le PNG. Cela apporte des avantages relatifs à la prévention des transferts d'organismes introduits [...], au contrôle des activités en accord avec les capacités du SPNG [...], à la réduction des coûts d'opération, tant pour les activités du SPNG que pour le profit des affaires privées » (*id.*).

Ainsi, dans un même mouvement on dit vouloir désengorger certains sites grâce aux itinéraires fixes, tout en demandant de ne pas répartir l'activité touristique sur l'ensemble du PNG pour des raisons d'économie, tant publique que privée. La contradiction a le mérite de poser un problème qui n'a toujours pas été résolu : comme le SPNG n'a pas la capacité d'être présent dans le parc national, les opérateurs peuvent toujours souscrire à un itinéraire qu'ils ne respecteront pas. Car ce n'est pas une administration sans patrouilleurs mais un marché touristique à l'échelle mondiale qui détermine cet itinéraire : lorsqu'une agence américaine ou européenne a vendu à ses clients une croisière comprenant les sites les plus fameux des Galápagos, l'opérateur est obligé de s'y rendre. C'est pourquoi le directeur du tourisme du SPNG concède : « Il est définitivement très difficile, avec l'infrastructure actuelle, de mener à bien un contrôle complet du respect des itinéraires des embarcations touristiques. D'un autre côté, nous ne jugeons pas convenable d'obliger les compagnies à suivre des itinéraires qui génèrent des pertes ou causent des problèmes aux passagers, ce qui est contraire aux intérêts du PNG. Si bien que le SPNG autorise les changements d'itinéraires lorsque les opérateurs le demandent... » (BLIEMSRIEDER, 1994 : 8).

Les itinéraires fixes ont donc officiellement fait long feu : pas officiellement toutefois, car ce serait reconnaître l'impérialisme du SPNG. Or celle-ci est pathétique :

« Durant le dernier trimestre de 1993, on a réalisé une étude sur la surcharge des sites de visite sur des itinéraires octroyés lors de la remise des patentes, et on a découvert des congestions dans 19 "moments de visite" [la visite d'un site donné en un jour déterminé] Le problème existe surtout sur les sites proches de Santa Cruz, et dans la zone sud des Galápagos, les préférés des opérateurs aux courtes et moyennes croisières, ainsi que dans les sites placés sur les trajets vers les aéroports de Baltra et San Cristóbal [...] C'est pourquoi on est en train d'essayer d'obliger les opérateurs à suivre d'autres itinéraires » (*id.*).

D'après les itinéraires que le SPNG a lui-même fixés, 11 sites parmi les plus visités du PNG se retrouvent malgré tout en surcharge un jour ou l'autre de la semaine : on a ainsi, en moyenne, 268 visiteurs le même jour à Punta

Suárez, 316 à Bartolomé, 360 à Puerto Egas, etc. (SPNG, 1995 : 15). Et la réalité est bien pire, car ces chiffres tiennent pour acquis que les opérateurs respectent les itinéraires, alors qu'il n'en est rien : j'ai compté jusqu'à 12 bateaux qui opéraient en même temps sur le doublet Bartolomé/Sullivan Bay, dont un paquebot de 90 places... Plutôt que de prendre acte que bien des touristes sont mécontents de voir que leurs Galápagos mythiques ont parfois des allures de Disneyland (selon le mot d'un ambassadeur européen visitant Punta Suárez) et que cela risque de détruire définitivement la réputation touristique de l'archipel, on préfère poursuivre dans une logique de maximisation des profits en ouvrant davantage encore le PNG aux visiteurs⁹. Dans l'organisation de la visite du PNG comme dans toutes les autres tentatives de régulation du tourisme aux Galápagos, le marché a le dernier mot.

⁹Or l'enquête auprès des touristes (N = 1 649) montre que 24 % des étrangers et 11 % des Équatoriens se plaignent du trop grand nombre de personnes sur les sites de visite.

De l'intérêt économique d'une gestion technocratique des aires protégées

Le processus qui a conduit naturalistes et administrations spécialisées à se défaire d'une partie de leurs prérogatives de gestion de l'aire protégée au profit des promoteurs touristiques est lié à la croissance du marché de l'éco-tourisme dans le monde. Cependant, l'application de ces concepts de gestion soulève de nombreux problèmes dans le cas d'un parc national aussi fragile que celui des Galápagos, dont on ne cesse par ailleurs de proclamer que sa conservation est une priorité absolue. Car toutes ces techniques visent en définitive à accepter un changement dans l'écologie de l'aire protégée — c'est ce qu'indique le nom du modèle « Limits of Acceptable Change » : « On pense établir des limites aux changements permis dans la qualité écologique et sociale d'une expérience touristique. On reconnaît ainsi que le changement est inévitable et qu'il faut seulement en fixer les limites » (MOORE, 1987 : 64).

Certains naturalistes convertis à la conservation économique acceptent donc qu'une aire protégée subisse une certaine détérioration de sa « qualité écologique ». Ce changement est qualifié d'« inévitable » parce qu'il est voulu par le marché, et que « l'un des éléments importants de l'avancée de la civilisation aux Galápagos est le tourisme » (MOORE, 1987 : 1).

On peut alors se demander pourquoi il est jugé nécessaire d'utiliser un modèle sophistiqué pour conclure que, de toute façon, on ne limitera pas le tourisme. On pourrait avancer qu'il s'agit, pour ces experts, de justifier leurs émoluments en fournissant des techniques à des décideurs subjugués par tant de savoir-faire... Mais cette explication n'est qu'en partie recevable. Car la fonction des experts est de manier un instrument technocratique, c'est-à-dire destiné à remplacer, en apparence, une décision d'ordre politique. C'est fait de façon subtile : « La science ne fournira jamais un numéro x qui serait le nombre maximum de visites pouvant être tolérées. La décision en

matière de capacité de charge doit être un jugement ou une décision humaine, qui incorpore beaucoup d'éléments. De fait, la décision est forcément subjective, et contentera difficilement tous les intéressés » (MOORE, 1987 : 65).

En affirmant que « la science » est impuissante à fixer une limite à la fréquentation touristique d'une aire protégée, on évacue le scientifique. Il reste alors l'expert en gestion touristique qui, lui, prétend pouvoir mesurer l'impact des changements « inévitables » provoqués par un tourisme impossible à limiter, et fournir ainsi des éléments techniques aux décideurs pour réduire les effets négatifs de la croissance du nombre de visiteurs.

Ces modèles de gestion touristique sont donc forgés par les promoteurs d'une politique développementaliste qui a pour objectif de maximiser le rendement économique des aires protégées (CIFUENTES, 1992), tout en prétendant que les techniques de gestion permettent de minimiser l'impact du tourisme sur celles-ci. En effet, ces différents modèles de gestion touristique des aires protégées ont des objectifs précis : démanteler l'unité du sanctuaire naturel et en aménager certains lieux pour, en définitive, l'adapter à la demande touristique.

D'abord, on ne considère plus l'aire protégée comme un tout. C'est le mode de calcul de la capacité de charge réelle qui a permis ce changement de conception : « Les facteurs de correction sont étroitement associés aux conditions et caractéristiques spécifiques à chaque site. C'est ce qui explique que la capacité de charge réelle d'une aire protégée doit se calculer site par site » (CIFUENTES, 1992 : 12).

Cela permet de ne pas fixer de limite supérieure au nombre de visiteurs de l'ensemble de l'aire protégée. Mais surtout, l'application des modèles de gestion débouche sur un nouveau zonage du PNG, plus favorable au tourisme, qui équivaut à un abandon de fait de sa protection globale. Aujourd'hui générale, cette tendance à « découper les espaces en d'innombrables zones distinctes et à segmenter les ressources en de multiples régimes particuliers » permet de les exploiter de façon accrue sous couvert d'un « cadre juridique complaisant » (OST, 1995). Comme l'indique un expert chargé de mettre en place ces nouvelles techniques de gestion au PNG :

« On s'attend à ce que les études récemment menées aux Galápagos (Wallace et Wurz, 1991) révèlent le besoin d'affiner et d'élargir l'actuel système de zonage. Car celui-ci est trop simple pour répondre aux besoins d'un nombre croissant de bateaux (le type, la taille, le rayon d'action et le confort du bateau que l'on choisit affectent l'expérience du visiteur et doivent être liés à la stratégie de zonage), aux diverses préférences des visiteurs, des résidents, et à la congestion des sites de visite populaires, le tout étant combiné avec les ressources et les contraintes complexes des écosystèmes » (WALLACE, 1993 : 68).

Cet expert prend acte de la croissance touristique et de la modification de l'offre (les bateaux sont plus grands, plus puissants, etc.) sans remettre en question cette évolution. C'est bien à l'administration de l'aire protégée de s'adapter à la croissance du tourisme, et non le contraire, car il n'est pas question de brider l'expansion du marché. Effectivement, une étude menée auprès de touristes dirigée par ce même expert a débouché sur un séminaire qui a autorisé le nouveau zonage du PNG. Cette étude est très partielle : une enquête ayant interrogé 555 touristes pendant deux semaines de novembre 1991 (WURZ et WALLACE, 1994) ne peut prétendre représenter « les préférences des visiteurs des Galápagos ».

Mais cette carence n'est pas l'essentiel. La conception même d'un zonage du parc national à partir de la seule étude des « motivations, expériences désirées et préférences pour les techniques de gestion des visiteurs du PNG » — c'est le titre du rapport de Wurz et Wallace — est plus grave, car elle est d'une partialité qui peut être comparée à celle des naturalistes d'antan se réservant l'usage de l'aire protégée qu'ils avaient contribué à créer : on gère maintenant le Parc national en fonction de la demande touristique. En réalité, les désirs des visiteurs ne sont ici que le prétexte d'un « néo-libéralisme se révélant être aussi un néopopulisme et éprouvant sans cesse le besoin d'en appeler à la représentativité des consommateurs qui prennent l'habit des parts de marché » (MATTELART, 1992 : 288). La vraie demande n'est donc pas celle des visiteurs mais celle des entreprises et des entités, privées ou publiques, qui ont des intérêts dans le tourisme. Elles la fabriquent en diffusant l'image du type de tourisme qu'elles mettent en œuvre aux Galápagos, tâche d'autant plus facile qu'en matière de tourisme, « l'opinion du visiteur est très subjective, puisqu'il n'a pas connaissance de comment était le site x avant sa visite et que, de ce fait, il est incapable de faire des comparaisons valides » (MOORE, 1987 : 66).

La nature des Galápagos n'est donc plus qu'un « produit » préparé et offert par le SPNG, aménageur jouant du mouvement perpétuel d'un tourisme qui nie toute mémoire des lieux, pour le plus grand profit des entreprises : « Idéalement, l'administration fournit les sentiers, les centres de visiteurs, les patrouilles, les inspections, le zonage, le contrôle des organismes introduits et le reste, de façon que les opérateurs touristiques aient un bon "produit" à offrir » (WALLACE, 1993 : 63).

Mais l'adaptation du PNG à cette stratégie commerciale implique de « changer la quantité et l'usage de certains sites de visite et [d'] en ouvrir de nouveaux » (WURZ *et al.*, 1994 : 60). Si on ne l'a pas fait plutôt, c'est que : « On ignorait alors les conséquences sociales de l'augmentation de l'usage de l'aire protégée, ainsi que la possibilité de ce que des investissements en capital puissent augmenter sa capacité de charge sans causer des changements défavorables dans son écologie ou dans l'expérience du visiteur » (MOORE, 1987 : 64).

Une fois compris l'intérêt économique du tourisme dans une aire protégée, on trouve des solutions pour en tirer profit : celles-ci passent par l'« investissement en capital pour augmenter la capacité de charge » des sites de visite, c'est-à-dire par leur aménagement. On bâtit alors de nouveaux débarcadères, on élargit les sentiers et on construit des escaliers sur les sites les plus fréquentés. Le SPNG signale ainsi : « La majorité des 54 sites de visite du PNG ont des équipements tels que des escaliers, des sentiers balisés et des pancartes [...]. Cette année, malgré le manque de crédits dévolus à cette activité, nous avons pu entretenir les sentiers des sites de visite qui ont la priorité : Bartolomé, Plazas, Seymour Norte, Santa Fé, Punta Cormorant, Los Gemelos, Punta Suárez, Bahía Urbina et Punta Moreno » (SPNG, 1996 : 7).

Parmi les neuf sites mentionnés, six sont saturés : puisque ces sites sont les plus visités, ils sont peu ou prou dégradés, et comme on a constaté une détérioration de leur « qualité écologique », on les aménage afin de « garantir la sécurité des visiteurs, des écosystèmes et des biens de l'État sur les sites de visite » (SPNG, 1996 : 7). D'une pierre, deux coups : on fait acte de « conservation » sur ces sites, et on y augmente la capacité de charge pour satisfaire, voire anticiper une demande touristique croissante, laquelle est composée, pour les plus riches des clients, par des visiteurs âgés : d'où l'impératif de sécurité, leitmotiv du tourisme de réseaux.

Lors de la mise en place du tourisme de croisière aux Galápagos, les naturalistes défendaient cette modalité au prétexte qu'elle limiterait au maximum l'impact des visites dans le PNG. Vingt ans plus tard, les mêmes n'hésitent pas à prôner l'installation d'infrastructures sur les sites les plus fréquentés pour y permettre davantage de visites, et l'ouverture de nouveaux sites pour les décongestionner. Le chemin parcouru par certains conservationnistes est donc considérable : il va d'une logique de sanctuaire réservé à la science à celle de l'aménagement du PNG pour y accueillir davantage de visiteurs. Le parc national n'est plus à ménager, il est aménagé... Or cela ne se traduit pas par une amélioration de sa conservation, bien au contraire.

Les touristes enquêtés ont une médiocre opinion de la conservation du PNG. Ce fiasco serait-il devenu visible au point que des visiteurs pourtant préalablement conditionnés par une publicité vantant un sanctuaire de la vie sauvage et qui ne parcourent, pour beaucoup, que le parc national — c'est-à-dire la partie la mieux préservée de l'archipel — s'en soient rendus compte ? Les trois quarts des Équatoriens ont en effet donné des réponses négatives sur la conservation des Galápagos, et les deux tiers des Américains, comme des étrangers en général ont fait de même.

En finir avec
le mythe d'un parc
national surveillé

**La piètre opinion
des touristes sur
la conservation du PNG**

Parmi les réponses négatives, celles qui portent sur la mauvaise gestion du PNG (12 % des étrangers, 9 % des Équatoriens) font toutes allusion au manque de transparence sur l'affectation des crédits alloués à sa conservation. Les accusations de corruption émises par bon nombre d'enquêtés sont fondées sur l'opacité de la gestion du SPNG et de la station, institutions considérées comme responsables à part égale de la conservation des Galápagos. Et les critiques sont d'autant plus acerbes que les visiteurs ne voient pas où est le travail justifiant les sommes recueillies à l'entrée du PNG : lorsque les seuls gardes-parcs que l'on croise sont ceux qui, à l'aéroport, prélèvent la taxe d'entrée, on est en droit de s'interroger...

La SRCD jouit apparemment d'une meilleure considération auprès des enquêtés : la diffusion d'une image de « croisés » de la conservation a toujours fait partie de la stratégie de cette institution, qui a l'énorme avantage sur le SPNG de disposer pour ce faire d'importants relais auprès des médias et de la communauté scientifique des pays du Nord. Ainsi, les touristes étrangers ne sont que 2 % à juger sévèrement la station, et chez les Américains, ces réponses négatives n'atteignent même pas 1 % : c'est auprès de cette clientèle-là que portent l'essentiel des efforts de promotion de la FCD. Cependant, le faible pourcentage de réponses positives sur le travail de la station tempère ce succès d'estime (8 % des Équatoriens, 5 % des Américains et 3 % des étrangers la jugent bien) : on n'en a pas vraiment une mauvaise opinion, mais on n'en a pas non plus une bonne, bref, on ne sait pas à quoi s'en tenir. Bien des réponses soulignent d'ailleurs la déception causée par la visite de la station : c'est donc ce qu'elle donne à voir qui n'est pas convaincant, situation inquiétante pour une institution qui a fondé une bonne part de sa promotion sur la « communication » avec ses visiteurs/donateurs. Bien que le SPNG recueille en majorité des opinions négatives (7 % des étrangers et... 20 % des Équatoriens), l'organisation du parc national — en particulier le système de visites guidées sur des sites où le nombre des touristes est officiellement limité — obtient l'avis le plus positif des visiteurs étrangers (20 %). Ceux-ci dissocient donc l'administration du PNG de l'organisation de celui-ci, ce qui n'est pas mal jugé puisque cette dernière a été mise en place avant la création du SPNG.

Enfin, les Équatoriens sont plus sensibles à la pollution terrestre (9 %, contre 7 % pour les étrangers) qu'à celle de la mer (5 %) : la plupart d'entre eux séjournent à terre, alors que les visiteurs étrangers font davantage de croisières. La pollution terrestre qui inquiète ces touristes est celle qu'ils peuvent voir : ils évoquent ainsi le bétonnage des villages, le nombre de voitures, la saleté de certaines rues, etc., bref la continentalisation d'un milieu insulaire que l'on imaginait différent (à ce titre, les habitants des îles, jugés trop nom-

breux par 11 % des Équatoriens, peuvent être inclus dans cette rubrique). Mais on trouve assez peu de remarques sur les plantes ou animaux introduits, qu'un œil de néophyte ne remarque pas toujours. Paradoxalement, l'accent mis sur la pollution marine (7 % des étrangers et des Américains) vient de ce qu'elle est vigoureusement dénoncée par les autorités et les guides des Galápagos : chaque embarcation naviguant dans l'archipel a l'obligation de placarder l'interdiction de jeter quoi que ce soit à la mer ; or les enquêtes regorgent de remarques de touristes offusqués de constater que marins et cuisiniers, sur n'importe quel type de bateau, n'en tiennent pas compte. Les visiteurs semblent ainsi découvrir qu'il y a un gouffre entre les bonnes intentions affichées par les autorités et les entrepreneurs de tourisme, et la réalité de leurs pratiques.

Cette dernière leçon est d'ailleurs celle que l'on peut tirer de l'ensemble des réponses des touristes sur la conservation des Galápagos en général : seuls 2 % la jugent satisfaisante ! En effet, ils paraissent mesurer l'écart entre ce qu'ils ont pu constater *de visu*, et l'image optimiste que propagent les brochures publicitaires, guides touristiques et autres films documentaires sur « l'un-des-parcs-nationaux-les-mieux-protégés-du-monde » : ce mythe se désagrège ainsi auprès de personnes qui n'ont pourtant aucune information sur la pauvreté des moyens mis en œuvre pour conserver les Galápagos.

La liste des missions du SPNG est impressionnante : aménager et contrôler les sites de visite, percevoir la taxe d'entrée au PNG, y empêcher l'arrivée d'organismes allochtones, éradiquer ceux qui y ont été introduits, protéger les espèces menacées, autoriser les programmes de recherche des scientifiques visitants que lui soumet la FCD, etc. (JNPCE, 1975 ; Comisión de Alto Nivel, 1984 ; Conade, 1988). En réalité, le SPNG est une administration sans la moindre autonomie et aux moyens chichement comptés : ils proviennent surtout de l'État et, dans une moindre mesure, d'organismes internationaux ; quant à la contribution financière des entreprises de tourisme à la conservation, elle est très faible.

En effet, les catégories des embarcations de tourisme servent aussi à calculer le montant de la taxe dont chaque armateur doit s'acquitter auprès du SPNG afin de pouvoir disposer d'une *patente* : c'est là l'unique participation financière des entreprises de tourisme à la conservation de leur fonds de commerce, la nature de l'archipel. Cependant, cette taxe est à la fois inégale et d'un montant ridicule. En 1991, chaque propriétaire de bateau de tourisme payait une *patente* annuelle de 10 US\$ par place, soit 0,05 % des revenus potentiels de l'ensemble de la flotte touristique dans l'année ; de plus, les armateurs des plus gros bateaux payaient alors l'équivalent de

Le « Servicio Parque Nacional Galápagos », une administration délaissée

¹⁰ Dans un rapport présenté avant la création de l'Inefan, le directeur du SPNG se plaint de son manque d'autonomie financière vis-à-vis du directeur provincial du MAG (IZURIETA, 1992). Ce même directeur signalait, parmi ses difficultés, « l'énorme bureaucratie continentale : il faut trois mois pour avoir une réponse à une demande de dépense. La demande va du SPNG au MAG, de là au ministère des Finances, d'où elle retourne au MAG, puis au SPNG ; mais, même lorsque les demandes sont approuvées, le MAG peut décider de les affecter ailleurs qu'au SPNG. Ensuite, les dépenses doivent être liées à un poste particulier et cela demande beaucoup de temps si l'on veut les transférer ailleurs, c'est même souvent impossible : on peut ainsi avoir des crédits pour du matériel radio sans en avoir besoin, alors qu'il en manque pour l'entretien ; actuellement, 3 bateaux du SPNG sur 5 ne peuvent fonctionner, faute de maintenance » (A. Izurieta, comm. pers., 12-1992).

¹¹ Selon l'ancien directeur des parcs nationaux équatoriens (avant la création de l'Inefan), « le PNG rapporte environ 200 millions de sucres par an au MAG, qui sont répartis entre tous les parcs nationaux du pays, car ceux du continent ne rapportent pas encore d'argent [cf. MOORE, 1987 : 33]. Mais d'ici cinq ans, d'autres parcs nationaux dégageront des ressources financières, grâce au développement de l'écotourisme, et le PNG pourra alors récupérer davantage d'argent. De toute façon, le SPNG ne parvient pas à dépenser tout l'argent que lui renvoie le MAG, faute de capacité technique » (S. Figueroa, comm. pers., 7-1992). On estimait alors à 20 %, au maximum, la part des revenus dégagés par le PNG qui revenait à son administration.

¹² « La capacité de gestion du SPNG, remise en question à partir de 1981, s'est détériorée au point que 100 % du personnel technique et 40 % des gardes-parcs entraînés ont abandonné l'institution » (Comisión Multisectorial, 1991 : 29).

0,03 % de leur revenu annuel, tandis que ceux des plus petits devaient s'acquitter d'une taxe correspondant à 0,35 % du leur (EPLER, 1993). Cette taxation illustre la politique du tourisme sélectif :

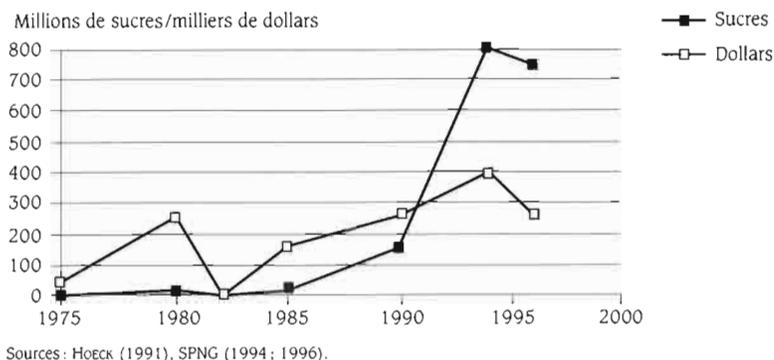
« À l'évidence, ce système n'est pas socialement équitable puisque il fait peser une taxe dix fois plus élevée sur les opérateurs les plus pauvres — ceux qui possèdent les *tours diarios* — dont bon nombre sont des vieux résidents des îles qui paient ainsi plus que leur part des coûts sociaux du tourisme [...]. L'élasticité de la demande est telle que les opérateurs offrant les croisières les plus chères peuvent faire supporter la totalité ou une bonne partie de la taxe en augmentant leurs prix. En revanche, les *tours diarios* ne peuvent pas autant répercuter cette taxe sur leurs prix et doivent en absorber un plus grand pourcentage dans leurs coûts d'opération [...]. Cette taxation déloyale devrait obliger les opérateurs marginaux à se retirer du marché » (*op. cit.* : 11).

En 1995, le montant de la *patente* a été fixé en fonction de la catégorie du bateau. Mais, malgré la correction apportée (dont se plaignent les opérateurs les plus riches), la taxe versée chaque année au SPNG reste très inégale : pour chaque place, les propriétaires d'embarcations de « luxe » doivent payer 250 US\$, ceux des bateaux de catégories « standard » 200 US\$, et ceux des catégories « économique » et des *tours diarios* 150 US\$, alors que la location de ces places varie entre 50 et 350 US\$ par jour. Les entreprises de tourisme ne participent donc à l'entretien du PNG que par une taxe symbolique, qui leur permet néanmoins d'affirmer qu'elles font de l'écotourisme ; et cette taxation inégale est un autre outil pour évincer les petits opérateurs du marché touristique des Galápagos.

L'essentiel des revenus du SPNG provient de la taxe d'entrée au PNG. Mais, s'il la recueille, le SPNG n'en détermine pas le montant et ne fait que transmettre l'argent des touristes à l'administration centrale des aires protégées du pays (le MAG puis l'Inefan), qui gère ces revenus comme elle l'entend¹⁰. Le SPNG est donc à la merci d'une politique qui se décide à Quito¹¹, et son budget, dérisoire, n'a cessé de fluctuer au gré de l'importance, généralement minime, qu'accordent les gouvernements équatoriens à leurs services de conservation de la nature.

Sous le régime militaire, et en particulier à partir du premier plan d'aménagement du PNG, l'administration qui en a la charge a pourtant commencé par avoir les faveurs de l'État : cette politique visait alors à disputer la prépondérance de la FCD dans la gestion de ce patrimoine national. Mais de 1980 à 1993, le SPNG a traversé une longue crise, durant laquelle ses ressources et son personnel ont diminué. Tout s'est joué au début des années quatre-vingt¹² : tandis que l'inflation se déchaînait, l'État s'est détourné du SPNG.

Fig. 23 — Évolution du budget du SPNG (1975-1996).



Le régime d'Hurtado était alors tout à son objectif de développement de la province insulaire : l'Ingala venait d'être créé et bénéficiait d'un budget confortable, tout comme les municipalités de l'archipel.

L'indifférence de l'État pour le SPNG durant la décennie 1980 équivaut à un désinvestissement public de la conservation aux Galápagos, ou plutôt à un changement de stratégie. Car à l'époque, il est meilleur pour l'image conservacionniste de l'Équateur dans le monde d'investir dans la SRCD — et par la même occasion d'y exercer un certain contrôle — que dans une administration nationale ; inversement, vis-à-vis de l'opinion équatorienne, mieux vaut privilégier ouvertement le développement de l'archipel plutôt que sa conservation¹³. Puis, le gouvernement Febres Cordero s'est surtout préoccupé de faciliter l'installation d'un réseau touristique *costeño* aux Galápagos, et la conservation était plutôt une gêne dans ce contexte. Quant au gouvernement Borja, prisonnier du FMI et de ses contraintes d'ajustement structurel, il a poursuivi, sous un habillage social-démocrate, la politique libérale de son prédécesseur, et a préféré sacrifier la conservation au développement. Néanmoins, des crédits internationaux ont alors permis de financer un Plan global prévoyant un « renforcement » du SPNG. Les finances du SPNG se redressent brusquement à partir du début des années quatre-vingt-dix ; son budget est ainsi passé de 250 000 US\$ en 1993 à 400 000 US\$ en 1994 : l'institution profite mieux des revenus tirés d'une taxe d'entrée dans le PNG qui a été doublée, ainsi que des crédits internationaux ou étrangers pour la conservation¹⁴.

Certains de ces crédits ont une origine douteuse, comme ceux que la fondation japonaise Sasakawa a fournis en 1994 pour l'achat du plus gros bateau jamais mis à la disposition de la conservation des Galápagos. Le *Guadalupe River* est même plus puissant que toutes les autres embarcations du SPNG réunies, qui ont été données, elles, par l'Unesco et la Société zoologique de Francfort... Or R. Sasakawa est un « ex-criminel de guerre, l'un des « parains » de la pègre japonaise reconverti dans l'humanitaire » (Ph. Pons, *Le*

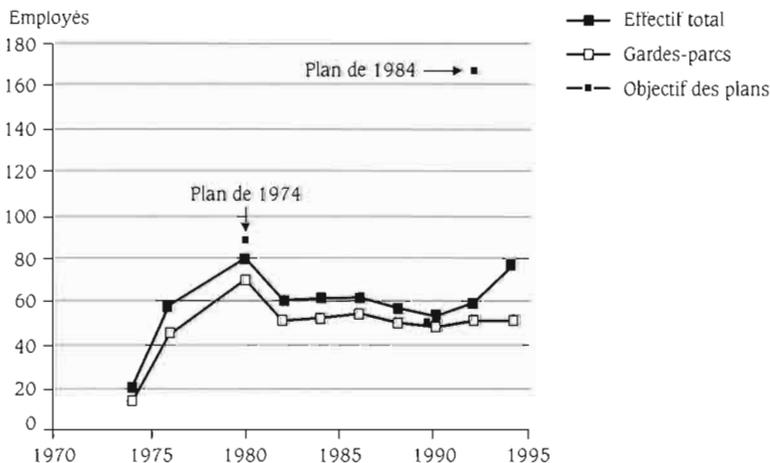
¹³ Celle-ci est jugée si peu importante qu'en 1981 le Congrès national élimine le SPNG du budget de l'État.

¹⁴ Depuis 1993, le SPNG bénéficie du programme conjoint de la Coopération espagnole et de la FCD, financé à hauteur de 2 000 000 US\$, et de celui de la BM/GEF (Global Environmental Facility), disposant de 1 500 000 US\$.

Monde, 20-7-1995): cette opération symbolise ainsi le remplacement des institutions spécialisées par le marché — y compris dans ses aspects les plus dévoyés — dans le financement de la conservation de la nature...

Mais, en 1996, les ressources annuelles du SPNG sont brutalement ramenées à 250 000 US\$: le gouvernement doit faire des économies à cause du conflit de 1995 avec le Pérou et, en cette année d'élection présidentielle, il oriente ses dépenses budgétaires vers des secteurs politiquement plus rentables. Or, depuis 1994, le SPNG a investi en matériel et en personnel : en 1996, son budget parvient tout juste à payer ses employés, et il est insuffisant pour faire naviguer le *Guadalupe River*...

Le manque d'intérêt de l'État pour le SPNG peut aussi se mesurer à l'aune du nombre de ses employés par rapport à celui prévu par les plans de gestion du PNG de 1974 et de 1984, respectivement. Les objectifs n'ont jamais été atteints, bien que l'effort effectué par le régime militaire après 1974 soit notable, puisqu'en 1980 les prévisions étaient couvertes à 90 %. Mais après 1980, qui reste jusqu'à 1994 l'année où le SPNG a eu le plus de personnel, c'est un long déclin : les objectifs du plan de 1984, repris par celui de 1988, ont été totalement ignorés, et le nombre d'employés est même descendu à 52 personnes en 1989, soit moins qu'en 1976 (57).



Sources : Comisión de Alto Nivel (1984), SPNG (1992; 1995).

FIG. 24 — Effectifs du SPNG (1974-1994).

De plus, les gardes-parcs forment environ 90 % du personnel du SPNG, ce qui révèle le sous-encadrement de l'institution. Quant au nombre de « professionnels de niveau supérieur », selon la nomenclature administrative du SPNG, il fluctue entre 4 en 1976, et 1 en 1988, pour remonter à... 2 en 1992 ! Si les fonctionnaires de formation universitaire ont été si rares à vouloir travailler dans cette institution, c'est qu'elle n'est pas prestigieuse (IZURIETA, 1992)

et qu'elle verse des salaires modiques. Ce dernier point est l'une des raisons de l'érosion constante en personnel dont le SPNG a souffert pendant la décennie 1980, alors que le tourisme se développait dans l'archipel et offrait des emplois bien mieux rémunérés : « Il est impossible au SPNG de concurrencer les opérateurs de tourisme sur le plan des salaires pour l'équipage des bateaux, ce qui est la principale cause des désertions et de la difficulté à obtenir des marins remplaçants » (Comisión de Alto Nivel, 1984 : 94).

Le nombre de gardes-parcs, demeuré stable entre le début des années quatre-vingt (51) et celui des années quatre-vingt-dix (50) alors que la population et le tourisme augmentaient considérablement pendant la même période, illustre la détérioration des moyens de contrôle du SPNG : on ne comptait plus qu'un garde-parc pour 918 visiteurs et 235 habitants en 1994, contre un pour 336 visiteurs et 122 habitants en 1983.

Depuis la création de l'Inefan en 1993, le SPNG s'est pourtant renforcé, notamment grâce à la création d'emplois rendus attractifs par une hausse sensible des traitements à tous les niveaux de qualification. En janvier 1994, le SPNG comptait ainsi 72 employés : 15 personnes à la direction et dans les services administratifs, 5 techniciens (2 experts forestiers, 2 biologistes et 1 analyste de systèmes), 41 gardes-parcs et 11 marins. Ce recrutement s'est poursuivi pour atteindre le nombre de 86 employés en mars 1996. Mais la récente diminution de l'enveloppe budgétaire allouée au SPNG confirme que la conservation des Galápagos n'est toujours pas une priorité gouvernementale. Cela explique que l'État se soit, dans l'ensemble, si peu intéressé au SPNG, l'ait si peu doté et, jusqu'à la création de l'Inefan, qu'il l'ait laissé sous la tutelle de fait de la fondation Darwin.

Le SPNG n'aurait pu se développer sans l'appui permanent de la FCD, qui lui transmet des fonds internationaux, lui prête ou lui donne du matériel, forme ses cadres et son personnel, participe à l'élaboration des plans de gestion du PNG, définit les programmes d'éradication, de protection et d'éducation, etc. Ce partenariat de tous les instants s'inscrit dans l'espace : les bâtiments du siège du SPNG ont été construits, au début des années soixante-dix, à proximité de ceux de la station. Ce voisinage facilite les contacts entre les directeurs des deux institutions — par notes officielles quand les relations sont tendues, par visites personnelles lorsqu'elles s'améliorent — ainsi que ceux de leurs employés, qui travaillent souvent ensemble, en particulier dans les programmes de conservation *ex situ*.

L'enquête effectuée en mars 1994 auprès des employés du SPNG et de la SRCD permet de comprendre les limites du type de conservation mis en œuvre aux Galápagos. Puisque la FCD considère l'immigration comme le prin-

Station Darwin et SPNG : l'administration à défaut de la conservation



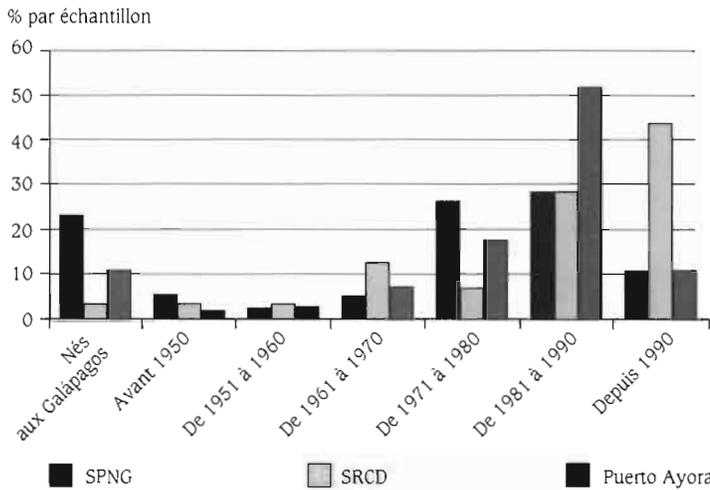


FIG. 25 — Date d'arrivée aux Galápagos des enquêtés du SPNG, de la station et de Puerto Ayora.

Sources : enquêtes personnelles.

SPNG : N = 39 ; SRCD : N = 32 ; Puerto Ayora : N = 106.

principal défi à la conservation de l'archipel, il était intéressant de comparer les dates d'arrivée aux Galápagos du personnel des institutions étudiées à celles des enquêtés de Puerto Ayora.

En 1994, la station emploie beaucoup d'immigrés récents, pour la plupart équatoriens (elle ne compte alors que 6 étrangers), mais très peu de *Galápagueños*, tandis que près d'un quart du personnel du SPNG est originaire de l'archipel. Constat cruel pour une institution qui prétend lutter contre l'immigration et apporter du travail aux insulaires¹⁵ : la station aurait-elle un personnel si qualifié qu'elle doive à tout prix l'« importer » dans l'archipel ? Si le niveau professionnel moyen de ses membres est supérieur à celui des employés du SPNG, on constate que, même pour les tâches les plus élémentaires (gardiens, manutentionnaires, etc.), la station recrute des personnes arrivées très récemment dans les îles, et sur des contrats de courte durée.

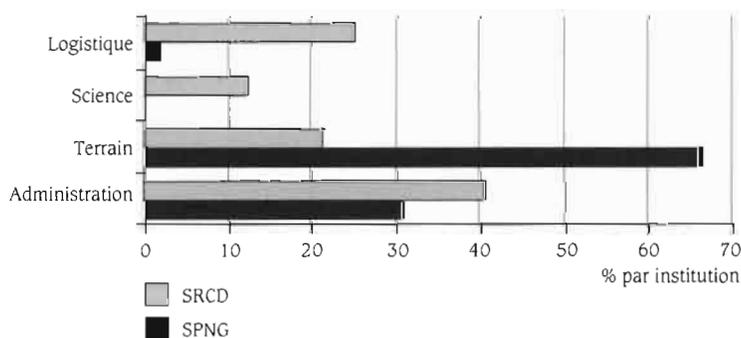
¹⁵ Ainsi, dans un opuscule présentant la FCD, il est indiqué que la station est « une source de travail permanent pour plus de 50 familles résidant dans les îles » (FCD, 1993 a : 12) ; et dans le paragraphe intitulé « Les bénéficiaires de l'action de la SRCD », on lit que « la fondation, par son bras opérationnel aux Galápagos [la station Darwin], s'est convertie en pourvoyeuse de bien-être social et source de travail permanent pour quelque 90 familles résidant dans les îles »...! (id. : 20). Ces affirmations sont d'autant plus déconcertantes que cette même année, la FCD licencie un tiers des employés de la station, dont tous ses responsables syndicaux...

En embauchant des néo-migrants pour réaliser des économies salariales, la FCD se comporte donc comme n'importe quelle autre entreprise ou riche particulier des Galápagos. Cette politique explique en partie le fait que la station se soit coupée de la population locale. L'examen de la date d'embauche des enquêtés dans ces deux institutions complète le constat effectué ci-dessus. Avec 31 % de son personnel embauché avant 1981, le SPNG dispose d'une main-d'œuvre bien plus ancienne que celle de la station (9 % dans le même cas), ce qui est un avantage indéniable pour l'expérience professionnelle et l'insertion dans la population insulaire. À l'inverse, la station connaît une très rapide rotation de ses employés : 56 % d'entre eux y sont arrivés moins de quatre ans avant l'enquête, contre 43 % pour le SPNG (qui embau-

chait alors, contrairement à la SRCD). Cette volatilité de la main-d'œuvre est lourde de conséquences pour la station : l'emploi y est envisagé comme un travail dans n'importe quelle entreprise. On aurait pu s'attendre à ce que les responsables de la FCD cherchent au contraire à développer un esprit de corps, considéré primordial pour les institutions qui travaillent dans la conservation de la nature (KAYANJA et DOUGLAS-HAMILTON, 1982). Mais cet effort se borne à doter les employés d'un uniforme orné du slogan « *I support the conservation of the Galápagos* », alors que 53 % des employés de la station, dont la totalité du personnel subalterne, ne parlent pas l'anglais...

L'exemple est significatif : la FCD est davantage préoccupée par son image auprès des touristes, journalistes et scientifiques que par son fonctionnement interne. Le résultat est ce malaise perceptible à la station au moment de l'enquête : seuls 44 % de ses membres pensent rester dans l'institution au moins jusqu'à la fin de leur contrat, contre 62 % au SPNG ; les autres souhaitent en partir dès qu'ils auront trouvé un meilleur travail. Le niveau d'études des enquêtés révèle la complémentarité des deux institutions : le terrain est dévolu au SPNG, les bureaux et les laboratoires à la station. Car 39 % et 28 % du personnel du SPNG ont respectivement un niveau d'études primaires ou universitaires, contre 16 % et 56 % pour les employés de la SRCD. Mais ce faible niveau éducatif n'est pas catastrophique : mieux vaut un garde-parc qui connaît empiriquement le milieu dans lequel il travaille qu'un employé dont le niveau d'instruction le conduira à préférer un emploi bureaucratique. Les fonctions des enquêtés au sein du SPNG ou de la SRCD résultent en partie de ces différences de niveau d'étude.

FIG. 26 — Emplois des enquêtés du SPNG et de la station.



Sources : enquêtes personnelles. SPNG : N = 39 ; SRCD : N = 32.

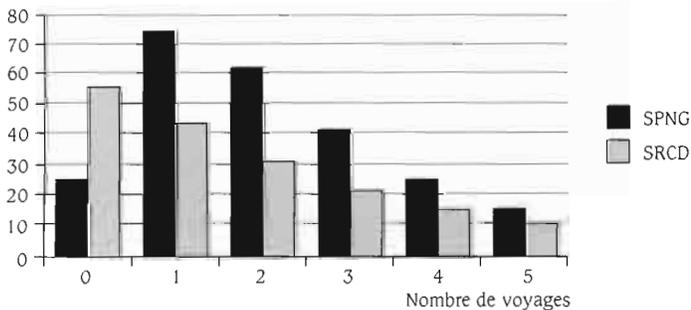
Le SPNG est voué à l'action sur le terrain, puisque l'essentiel de son personnel est composé de gardes-parcs et de marins ; on constate toutefois que le secteur administratif présente le gonflement caractéristique des institutions publiques équatoriennes. À la station, ce sont les scientifiques et

leurs assistants qui partent sur le terrain, bien trop rarement à leur goût car ils passent la plupart de leur temps à rédiger des demandes de crédits pour obtenir de quoi travailler au jour le jour. Que la station soit surtout une base pour scientifiques en visite et une vitrine de l'action de la FCD aux Galápagos est manifeste : 41 % de ses employés sont occupés à des tâches administratives, et 25 % travaillent à la logistique.

Interrogés sur les problèmes de leurs institutions (3 réponses possibles par personne), les enquêtés placent le manque de matériel (des bateaux au... papier !) au premier rang de ces difficultés (37 % des réponses au SPNG, 23 % à la SRCD). Aussitôt après, c'est le manque de formation professionnelle qui est déploré par les enquêtés (18 % au SPNG, 22 % à la station), que beaucoup attribuent au peu de soutien que leur apportent les pouvoirs publics ou les institutions conservationnistes internationales. Puis viennent les reproches de bureaucratie, formulés par 21 % des employés du SPNG et 16 % de ceux de la station, notamment sur leurs directions respectives et sur le manque d'autonomie de leurs institutions par rapport à l'Inefan et à la FCD, dont ils estiment que les responsables ignorent les réalités insulaires.

Les opinions sur le personnel (jugé insuffisant par 12 % des enquêtés de la station contre 3 % seulement du SPNG) et sur le manque de financement (15 % et 3 %, respectivement), varient beaucoup selon l'institution. Au moment de l'enquête, en effet, le SPNG avait le vent en poupe tandis que la station, alors au creux de la vague, était étouffée par un manque de crédits rendant compliquée une simple photocopie. D'où le civisme manifesté par des enquêtés de la station, peu nombreux à se plaindre de la modicité de leurs salaires (4 % de plaintes, contre 5 % au SPNG), pourtant largement inférieurs, pour tous les emplois subalternes et médians, à ceux du SPNG. Enfin, les enquêtés du SPNG sont plus conscients de la nécessité d'améliorer leurs relations avec la population (11 %) que leurs homologues de la station (1 %), qui ne sont pas là pour se pencher sur les problèmes sociaux : comme

% d'enquêtés par nombre de voyages



Sources : enquêtes personnelles. SPNG : N = 39 ; SRCD : N = 32.

FIG. 27 — Nombre de voyages professionnels des enquêtés du SPNG et de la station dans d'autres îles que Santa Cruz/Baltra, au cours de l'année précédant l'enquête.

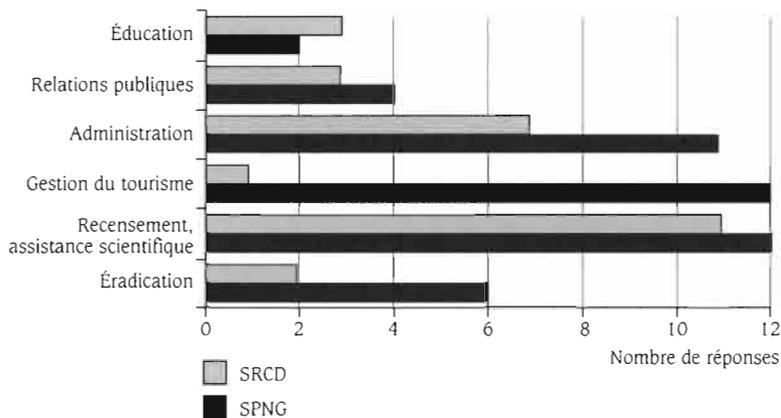
l'a déclaré publiquement aux Galápagos un vice-président de la FCD, « la seule mission de la SRCD est d'être l'avocat de ceux qui n'ont pas de voix pour se défendre, les animaux »...

Les carences de ces institutions sont aussi illustrées par la sédentarité de leur personnel.

Plus de la moitié des employés de la station n'ont pas quitté ses bâtiments au cours de l'année écoulée : outre l'importance des emplois de bureaux dans l'institution, les déplacements de son personnel sont limités par l'immobilisation permanente du *Beagle V* (qui n'a pas fonctionné entre décembre 1992 et septembre 1994, et n'était toujours pas réparé en mars 1996). Certes, les scientifiques en mission louent leurs propres embarcations ; mais si les responsables de la FCD ont perdu tout contact avec les Galápagos autre que celui procuré par de courtes missions à Puerto Ayora, il est plus gênant que le personnel de la station, censé être au courant de ce qui se passe dans les îles, n'y mette que rarement les pieds.

Les raisons des voyages professionnels dans les îles dévoilent les priorités des deux institutions.

FIG. 28 — Motifs des voyages professionnels dans les îles des enquêtés du SPNG ou de la station.



Sources : enquêtes personnelles. SPNG : N = 39 ; SRCD : N = 32.

Le principal motif de déplacement des employés de la station est d'ordre scientifico-conservationniste : lorsqu'ils en ont le temps, les scientifiques partent sur le terrain se livrer à leurs recherches ou, le plus souvent, superviser des opérations de conservation comme les recensements d'animaux et les programmes d'éradication ou de protection, en particulier ceux qui ont trait à la conservation *ex situ*. Cependant, la plus grande partie de ces déplacements est le fait d'étudiants en stage à la station, un peu moins des assistants, et plus rarement des scientifiques. Que ce motif de tournée soit aussi le plus fréquent chez les employés du SPNG confirme que la station

n'a plus vraiment de domaine réservé, et que le travail de recensement d'espèces protégées ou d'étude d'impact environnemental est en général peu qualifié. Le SPNG ajoute à ces tâches la surveillance des sites de visite — dont on a vu qu'elle est très lacunaire — et l'éradication des espèces introduites.

On notera aussi que, dans les deux institutions, environ le quart des déplacements est d'ordre administratif : cela fait ressortir leur faible couverture du PNG puisque ces missions, comme celles ayant trait à l'éducation, ne concernent que les bourgades. Quant aux voyages de relations publiques, ils consistent à accompagner des scientifiques, des journalistes, voire des personnalités qui visitent l'archipel, de façon à faire la promotion de la FCD ou du SPNG. L'importance relative de ces missions (environ 10 % du total) par rapport au faible nombre des déplacements illustre la stratégie suivie par ces institutions recherchant des financements par tous les moyens : le temps passé à polir leur image est, proportionnellement, bien plus important que celui consacré au travail de terrain.

Depuis la création de l'Inefan et le renforcement consécutif du SPNG, certains secteurs du gouvernement équatorien ont manifesté leur désir de réduire davantage encore le rôle de la station Darwin, voire de la supprimer. Ils prennent prétexte, pour chasser des Galápagos une ONG en partie internationale qui pourrait être un témoin gênant de la ruée des entrepreneurs et des migrants équatoriens sur un « patrimoine de l'humanité », de ce que la station peine à fournir autre chose qu'un faible appui logistique aux chercheurs étrangers, et qu'elle a de mauvaises relations avec la population locale et ses représentants politiques. Mais cette hostilité reflète aussi la lutte entre la FCD et l'Inefan pour agrandir leurs parts respectives de financements internationaux ou privés, rivalité qui s'exacerbe au sujet de leurs « succursales » insulaires, car SPNG et SRCD sont les vitrines de leur savoir-faire et justifient les crédits demandés. C'est ce dont témoignaient déjà les confidences du directeur du SPNG, avant qu'il n'en fasse publiquement état lors d'une réunion du Conseil exécutif de la FCD (FCD, 1994) :

« Il n'est plus possible de travailler avec C. Blanton [directrice de la SRCD], elle ne fait pas attention à nous, elle est arrogante alors qu'elle est déconsidérée. La station ne sert plus à rien : elle ne fait plus de science, n'a plus qu'une scientifique et n'a plus de logistique, son bateau reste à l'ancre toute l'année. La FCD doit continuer car elle a de bonnes relations internationales et peut apporter de l'argent au PNG ; mais dès maintenant, nous n'avons plus besoin de la SRCD : faire de l'élevage de tortues en captivité, ce qui est l'unique occupation de la SRCD, nous savons faire, d'ailleurs, c'est nous qui le faisons déjà... » (A. Izurieta, comm. pers., 12-1993).

Tandis que les deux institutions conservacionnistes des Galápagos sont faibles et parfois en proie à des querelles fratricides, on entre dans le PNG comme dans un moulin...

Pour surveiller un archipel, il faut être équipé de bateaux, voire d'avions. Or personne n'est capable de contrôler le PNG, puisque les administrations présentes aux Galápagos, y compris les militaires, ne possèdent pas d'avion, et que leurs bateaux sont en nombre très insuffisant. C'est pourquoi le SPNG essaie d'assurer un contrôle réticulaire « ponctuel » dans le parc national, dans les « synapses » le reliant au monde : incapables de parcourir l'archipel, les gardes-parcs seraient plutôt des gardes-barrières. Mais les difficultés pour mettre en place un système de quarantaine phytosanitaire montrent que ces barrières n'existent pas.

L'arrivée massive d'organismes allochtones aux Galápagos est l'un des plus graves dangers qui pèse sur la conservation de l'archipel (SCHOFIELD, 1989 ; MAUCHAMP, 1997). Or ces introductions se font à un rythme accéléré, corrélatif au processus d'ouverture des Galápagos au monde par des réseaux migratoires, touristiques et, plus largement, économiques. La relation entre l'introduction croissante d'espèces allochtones dans les îles et le développement des réseaux les reliant au reste du monde est manifeste à toutes les échelles et pour des espèces très diverses, comme le prouvent plusieurs études et observations. Ainsi, selon l'ex-responsable du Département d'invertébrés de la SRCD :

« Les introductions augmentent avec la circulation : par exemple, les pêcheurs ont introduit la fourmi rouge (*Wasmania auropunctata*) à Marchena, sur laquelle ils campent ; et à Pinzón, ce sont les gardes-parcs qui ont fait de même lors de leurs campagnes d'éradication des rats. L'Ingala a ouvert des chemins dans l'intérieur d'Isabela et les espèces allochtones se sont diffusées dans une aire jusqu'alors hors d'atteinte. Il s'est passé la même chose avec les tranchées creusées par l'Armée lors du grand incendie d'Isabela, en 1985 : on trouve aujourd'hui des papayers dans des endroits où l'on n'aurait jamais pu les voir avant » (S. Abbedrabo, comm. pers., 7-1993).

Une étude menée sur les trois espèces de geckos (*Gekkonidae* spp.) introduites dans les îles peuplées des Galápagos montre que leur diffusion se fait à partir du quartier du port, et que leurs populations augmentent en relation avec le volume du trafic portuaire ; il est d'ailleurs remarquable que Floreana, où peu de bateaux accostent, en soit exempte (OLMEDO et CAYOT, 1994). Une autre étude sur les rats introduits notait : « Les populations de rats de bateau (*Rattus rattus*) — introduits aux Galápagos dès le ^{XVI}^e siècle par les pirates —

Le SPNG ne peut pas surveiller le parc national



Offensive victorieuse de *chinchona* (introduite, à droite) contre *scalesia* (endémique, à gauche), dans les hauteurs de Santa Cruz. Bien que des espèces végétales particulièrement opportunistes comme celle-ci représentent une grave menace d'extinction pour des plantes uniques au monde, aucune action suivie d'éradication n'a jamais été mise en œuvre dans le PNG : il est vrai que les Galápagos sont de fait utilisées comme n'importe quel autre endroit de la Terre.

croissent à une vitesse hallucinante dans l'archipel ; Santa Cruz est considérée comme l'un des endroits sur terre où leur densité est la plus élevée, ce qui accroît le risque de diffusion dans les autres îles par les bateaux de tourisme et de pêche » (KEY et MUÑOZ, 1994 : 23).

Il ne s'agit là que de l'une des trois espèces de rats « opportunistes » présentes aux Galápagos : la dernière arrivée, au début des années quatre-vingt, est *Rattus Norvegicus*, la plus dangereuse pour la conservation de l'archipel parce que de grande taille et très agressive. Ces scientifiques estiment : « L'arrivée récente de *Rattus Norvegicus* est importante, car elle indique que de nouvelles espèces continuent à gagner l'archipel et que le SPNG doit sérieusement prendre en compte la création d'un centre de quarantaine et faire appliquer de stricts règlements à ce propos. Si autant d'individus de cette taille sont parvenus à s'établir aux Galápagos, combien d'autres espèces potentiellement dangereuses pour les invertébrés et les plantes peuvent-elles aussi coloniser les îles ? L'arrivée de ce rat aux Galápagos est à prendre très au sérieux, et elle a des implications en matière de conservation : les jeunes tortues et les nids de pétrels devront bénéficier d'une protection accrue, avec une augmentation concomitante des coûts pour l'éradication des rats » (KEY et MUÑOZ, 1994 : 24).

L'incapacité des autorités à contrôler le territoire protégé (ou même ses synapses) se traduit ainsi par des coûts écologiques et économiques accrus. La dernière recherche sur les introductions d'espèces allochtones aux Galápagos est celle de A. Mauchamp (1997), qui commente son graphique sur la chro-

nologie de l'arrivée de plantes exogènes dans l'archipel en soulignant que « la coïncidence entre les courbes des plantes introduites et celle de la croissance démographique est remarquable. Toutes deux montent de façon exponentielle à partir des années quatre-vingt » (MAUCHAMP, 1997 : 2)

Or, les années quatre-vingt sont celles du « boom » touristique et de sa contrepartie migratoire : bien plus que le nombre d'habitants, c'est la multiplication des relations entre les îles et l'extérieur qui est directement responsable de cette formidable implantation d'espèces introduites. Les Galápagos n'avaient qu'une trentaine d'espèces de plantes introduites dans les années quarante, lorsqu'elles n'étaient reliées au continent que par quelques bateaux par an, contre 445 en 1995 (MAUCHAMP, 1997), alors qu'elles sont desservies par au moins 15 vols hebdomadaires. Et l'intense circulation dans les eaux de l'archipel, où naviguent quotidiennement une bonne centaine de bateaux de tous genres (tourisme, pêche, administrations, navigateurs, etc.), favorise la diffusion de ces espèces introduites dans toutes les îles.

L'installation d'un système de quarantaine, préconisée dès l'instauration du PNG, n'est toujours pas réalisée, malgré la promulgation d'un énième « règlement spécial » à ce sujet en juillet 1994... Comme d'habitude, cette tâche est confiée à de nombreuses institutions — MAG, Inefan, Ingala, FCD, DAC, Commission permanente, etc., ce qui a pour effet de diluer à tel point les responsabilités qu'aucune mesure n'est mise en œuvre¹⁶. On continue donc d'entrer dans le PNG sans aucun contrôle phytosanitaire, ni à l'aéroport d'embarquement, ni à Baltra, où les caisses de fruits et légumes destinées aux entreprises de tourisme et à la population sont débarquées sous l'œil indifférent des gardes-parcs.

À l'intérieur du parc national, cette fois-ci, le SPNG souhaite se donner la possibilité de vérifier le respect des règlements aux points nodaux du réseau touristique que constituent les sites de visite. Mais, d'après les nombreux guides de tourisme interrogés à ce sujet, on ne voit quasiment jamais de garde-parc sur un site de visite¹⁷ et, lorsqu'il y en a, c'est toujours sur les plus fréquentés d'entre eux. Les contrôles sont donc rarissimes ; le rapport d'activité du SPNG pour les trois premiers trimestres de 1994 indique ainsi : « On a fait 94 patrouilles. Ces voyages ont été effectués sur les 4 embarcations du SPNG. Les voyages ont couvert les parties centre, sud et est de l'archipel. Peu de voyages ont été accomplis dans l'ouest de l'archipel [...]. 18 poursuites administratives sont en cours pour des infractions concernant les opérations touristiques » (SPNG, 1994 a : 6).

Ces 94 voyages d'inspection et les 18 poursuites engagées ne représentent que 0,3 % et 0,06 %, respectivement, des quelque 30 000 mouvements de bateaux de tourisme dans les eaux de l'archipel cette année-là, ce qui donne

¹⁶ De toute façon, VITOUSEK (1988) fait remarquer que le tourisme, en ouvrant largement les îles, réduit l'efficacité de la quarantaine, voire la rend tout simplement impossible.

¹⁷ « Les guides et les capitaines de bateaux déclarent n'avoir pas vu un garde-parc en patrouille depuis trois ans » (WALLACE, 1993 : 38). Je n'en ai pour ma part jamais vu sur un site de visite...

la mesure du nombre de fraudes possibles. Encore ces bateaux de tourisme fréquentent-ils en majorité des sites accessibles, que couvrent les rares patrouilles du SPNG. Pourtant, un rapport de cette institution dit que les objectifs du patrouillage sont de « faire respecter les lois, les règlements et les autres obligations auxquelles sont soumises les personnes naturelles et juridiques qui utilisent les sites de visite et les autres zones du PNG ; garantir l'état adéquat des sites de visite et des autres aires du PNG ; réaffirmer la présence souveraine de l'État équatorien dans l'aire protégée du PNG » (SPNG, 1996 : 1).

Selon ce même rapport, 73 patrouilles ont été effectuées en 1995 : c'est-à-dire moins que l'année précédente, mais également moins que dix ans auparavant. L'impossibilité dans laquelle se trouve le SPNG de surveiller « l'espace protégé » se vérifie aussi lorsque l'on constate que, sur les 10 sites de visites ayant fait l'objet de travaux d'aménagement en 1994, 6 sont accessibles en voiture ou à pied.

Comme les gardes-parcs ne sont présents de façon épisodique que sur une fraction de ces sites, ils tentent de les surveiller grâce à la radio, car aux Galápagos, chaque bateau de tourisme, chaque guide naturaliste ou garde-parc sur le terrain est doté d'un appareil portable (de type VHS). Mais ce moyen de surveillance potentiel, qui permet en principe d'atteindre n'importe quel point de l'archipel, est la plupart du temps inefficace, car on n'est contrôlable par radio que si on l'utilise. En juin 1993, nous sommes 25 à bord d'un *tour diario* ayant une capacité autorisée de 16 passagers. Partis du canal d'Itabaca, nous nous dirigeons vers Plaza Sud lorsque le moteur s'arrête ; le deuxième moteur était quant à lui hors d'usage avant même le départ... Lorsque les touristes inquiets demandent au capitaine d'appeler des secours par radio, celui-ci refuse et, au contraire, éteint son appareil : il ne veut pas s'exposer à d'éventuelles poursuites pour ses manquements répétés au règlement. L'équipage bricole alors un harnais de fortune au moyen duquel une *panga* remorque le bateau de retour vers Itabaca. Ce n'est qu'à proximité de l'embouchure du canal que le capitaine rallume sa radio et lance un bref appel codé à un autre bateau dans les parages afin qu'il vienne nous tirer de ce mauvais pas... Les télécommunications ne remplacent pas les moyens de transport : les premiers donnent une maîtrise virtuelle du territoire, les seconds en permettent le contrôle effectif.

C'est à bord d'une *lancha* du SPNG que j'effectue ma première traversée aux Galápagos, en décembre 1992. Après avoir regardé sur la carte l'éten due qui nous sépare de notre destination, Puerto Villamil, je demande au capitaine quelles sont les capacités de notre esquif, dont je viens de découvrir la taille ridicule, bien inférieure à celle des bateaux de tourisme au milieu

desquels il est ancré. Un moteur poussif, c'est tout: « Et s'il tombait en panne ? » « *Entonces estamos fregados* (alors nous sommes fichus) », me répond-il. Effectivement, après que le youyou de la *lancha* a fait deux navettes pour embarquer les cinq passagers, je constate qu'il n'y a pas de radeau de survie, pas de gilets de sauvetage, et pas d'extincteur à bord. En revanche, ce bateau du SPNG arbore un panneau annonçant qu'il est le fruit de la générosité de l'Unesco... Cinq heures et demie furent nécessaires pour atteindre Isabela depuis Puerto Ayora, et sept au retour, contre le courant: il est évident que ce n'est pas ce bateau-là qui ira déranger les pillards du parc national.

Le quai du SPNG sert de solarium aux iguanes marins: installé dans une petite crique d'Academy Bay bordée de mangrove et barrée par des écueils, il s'accorde à la modestie des embarcations chargées de la surveillance du PNG (cet esquif est un don de l'Unesco).



En 1996, le SPNG ne disposait que de quatre petites *lanchas* en médiocre état, d'une cinquième embarcation toujours hors d'usage et, depuis 1995, d'un gros patrouilleur consommant autant que l'ensemble des autres bateaux de l'institution, de sorte qu'en période d'austérité, il reste ancré dans Academy Bay à proximité du bateau de la SRCD... Si l'on rapporte ce nombre de navires aux 45 000 km² d'eaux intérieures de l'archipel, l'insuffisance des moyens maritimes du SPNG est frappante. Bien des pêcheurs d'holothuries ou de requins sont quant à eux équipés de rapides *fibras* qui laissent sur place l'éventuel bateau du SPNG qui aurait pu les repérer.

L'incapacité dans laquelle se trouve le SPNG pour assurer le contrôle des eaux de l'archipel est décrite de façon éloquente par un de ses responsables:

« Durant 1993, on a noté une carence partielle de l'infrastructure nécessaire pour assurer les fonctions du programme de tourisme. Le total des jours de patrouille avec les 4 embarcations du SPNG prévues pour 1993 était de 960. Le nombre réel de jours de sorties des bateaux du SPNG en 1993 a été

de 227, desquels environ 50 % correspondent à des voyages exclusivement réalisés pour le transport du personnel pour d'autres programmes du SPNG. De constants dommages aux moteurs des bateaux, des problèmes pour le paiement des vivres, l'absence de stocks appropriés de pièces de rechange et le manque de personnel ont convergé pour réduire la capacité opérationnelle du SPNG en ce qui concerne le patrouillage marin. Les embarcations du SPNG, à l'exception de l'une d'entre elles, ne sont pas équipées pour permettre des patrouilles étendues ni pour exercer les fonctions de surveillance sur les sites de visite [...]. Le matériel de communication du SPNG ne couvre pas de manière satisfaisante les autres îles ni les embarcations, ce qui affecte le développement adéquat des activités de patrouille et de contrôle des sites de visite » (BLIEMSRIEDER, 1994 : 9).

Il est donc étonnant que le PNG ait encore la réputation d'être protégé : on mesure ainsi la force de la publicité présentant les Galápagos comme un sanctuaire naturel.

Des guides en guise de gardes-parcs ?

Dès les premières croisières dans l'archipel, et alors que le SPNG ne comptait que deux employés, il était important de pouvoir affirmer que le tourisme aux Galápagos était et serait contrôlé : on confia alors aux guides la tâche d'être les « policiers naturalistes » du parc national. Cette idée vient du rapport JENNINGS (1967) : « Nous pensons que cette méthode sera plus viable et efficace que celle recommandée par le rapport Grimwood-Snow, préconisant la présence à bord de chaque croisière d'un surveillant de l'administration du parc national » (*op. cit.* : 22).

Ce conseil est une preuve de pragmatisme, puisque les gardes-parcs n'existaient pas encore ; et même après que le SPNG se fut étoffé, il est certain que cette administration n'aurait jamais pu placer un employé à bord de chacune des embarcations de tourisme de l'archipel. Mais ce pragmatisme revient à confier la conservation d'un parc national à l'entreprise privée : il était en avance sur la politique actuelle.

Les guides sont d'abord chargés de faire respecter aux visiteurs les règlements du PNG ; ils sont ensuite tenus de signaler au SPNG tous les délits dont ils sont témoins, les infractions des opérateurs de tourisme, la présence de chalutiers, de campements de pêcheurs, de voiliers étrangers, etc. Enfin, les guides observent les impacts anthropiques dans le PNG, éduquent touristes et équipage aux bienfaits de la conservation, et incitent les visiteurs à apporter leur aide financière à la station Darwin et au SPNG. Le principe de ce type de contrôle est simple : le guide doit remettre au SPNG, au terme de chaque croisière, un « rapport de voyage ». Ce dernier, qui tient

sur une feuille, est divisé en deux parties : l'une sert à contrôler les mouvements touristiques, l'autre renseigne le SPNG sur les violations des règles du parc national. Bien qu'obligatoire, cette deuxième partie tend à être considérée comme facultative : le guide est seul juge de ce qu'il rapporte ou pas.

Confier le contrôle du PNG à des salariés du secteur privé n'est pas sans risques : à qui obéir en cas d'infraction touristique, aux autorités conservationnistes ou au patron ? Il n'y a aucun moyen de vérifier si le guide communique au SPNG les manquements aux règlements commis par le bateau à bord duquel il travaille. Ce système de surveillance fonctionnerait pourtant peu ou prou car les guides, s'ils ne veulent ou ne peuvent toujours dénoncer les infractions de leurs employeurs, ne se priveraient pas de le faire pour les autres : la concurrence sur le marché touristique serait ici porteuse d'émulation conservationniste.

Ce système de surveillance confirme ainsi l'impuissance du SPNG et de la Marine à maîtriser l'espace maritime des Galápagos. Or ce problème est structurel : tant que le SPNG n'aura pas les moyens de faire appliquer ses règlements, les rapports des guides signalant des infractions dans l'aire protégée seront voués à finir sur l'étagère poussiéreuse où je les ai trouvés, au siège de l'institution. Ces rapports serviraient tout au plus à maintenir la fiction de la surveillance du PNG, mais les guides ne sont pas dupes, d'où un découragement qui ne date pas d'aujourd'hui :

« La grande majorité des guides veulent coopérer avec le SPNG et font des efforts pour y parvenir. Cependant, ils sont désespérés par le manque d'action du SPNG pour corriger des actions qu'ils considèrent comme graves [...] Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui disent que le système ne fonctionne plus » (MOORE, 1987 : 38).

Le dépouillement des rapports pour les années 1976 (352), 1983 (1 122) et 1992-1993 (2 855), malgré un faible nombre d'incidents rapportés (3 % du total) qui prouve que les guides sont très peu nombreux à s'acquitter de cette tâche, fournit la seule source statistique disponible pour les infractions commises dans le PNG. Et ces rapports sont de toute façon instructifs, puisqu'ils informent sur l'éventail et l'évolution de ces délits.

Alors que de 1976 à 1983 la moitié des infractions relevées ont pour objet la pollution terrestre des sites de visite, elles ne représentent que 12 % des cas en 1992-1993. C'est le résultat d'un effort des autorités et des opérateurs touristiques, lié à une prise de conscience générale de la mauvaise image donnée par ces sites de visite jonchés de détritrus : la réglementation du SPNG sur les visites à terre est sévère, et la grande majorité des guides la font appliquer à la lettre.

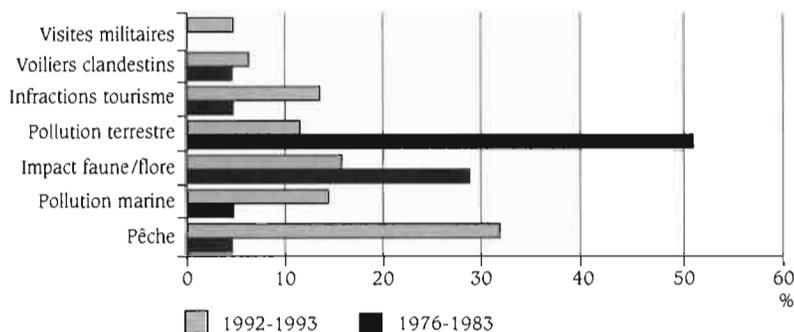


FIG. 29 — Nature des infractions dans le PNG rapportées par les guides en 1976-1983 et en 1992-1993.

Sources : rapports des guides au SPNG. 1976-1983 : N = 59 ; 1992-1993 : N = 122.

NB : Les « visites militaires » à bord des navires de la Marine donnent toujours lieu à de graves manquements aux règlements du SPNG : des groupes considérables, sans guides et souvent hors site.

Mais une partie de cette pollution « terrestre » est en réalité d'origine marine et provient des rejets en mer des bateaux naviguant dans l'archipel, ainsi que des courants océaniques apportant des déchets depuis le continent. Or cette pollution marine augmente : elle est passée de 5 % à 15 % du total des remarques, concerne 9 sites contre 4 précédemment et, on l'a vu, les touristes sont nombreux à la classer parmi les plus graves problèmes de conservation aux Galápagos. Les fuites d'hydrocarbures sont courantes, notamment à Baltra, où s'approvisionnent la majorité des bateaux de tourisme, mais aussi dans Academy Bay¹⁸, la baie la plus fréquentée. Bien des guides dénoncent la responsabilité des grands bateaux de tourisme dans cette pollution marine : outre leur forte consommation en carburant, ils rejettent en grande quantité leurs eaux usées mêlées à des détergents. C'est le résultat d'un tourisme qui a comme priorité, au détriment de la conservation, le confort de ses clients : il faut que le linge de table et de toilette soit renouvelé tous les jours... (M. Straub, A. Crampton, J. Heredia, guides de MT, comm. pers., 4-1994).

¹⁸ En 1988, 200 000 litres de mazout se sont répandus sur 6 km dans Academy Bay, à la suite du naufrage d'un cargo (WHELAN, 1989).

La principale catégorie de délits relevés ces dernières années concerne la pêche, évoquée dans 32 % des rapports de 1992-1993 contre à peine 5 % de ceux de 1976-1983, ce qui n'est pas étonnant vu le rapide et récent développement de la pêche d'exportation aux Galápagos. Or la localisation des infractions rapportées par les guides (cf. carte 12) montre que les pêcheurs agissent dans l'ensemble de l'archipel. Si les contraventions les plus nombreuses ont été relevées autour de Wolf et de Darwin ainsi qu'à Roca Redonda (requins), comme le long du canal Bolívar (holothuries) — lieux qui ont l'avantage d'être à la fois hors de portée des patrouilleurs du SPNG ou de la Marine et les plus riches en ressources halieutiques — on constate que le nord de Floreana, de Santa Cruz et de Seymour sont aussi l'objet de plusieurs observations. Ces sites de visite à proximité immédiate de la base de Baltra et du siège du SPNG — et auxquels il convient d'ajouter ceux de

Plaza Sud, Santa Fé et Española — sont les plus fréquentés de l'archipel : c'est donc quasiment sous les yeux des autorités que ces pêcheurs se livrent à leurs activités illicites.

La localisation des infractions ou impacts signalés par les guides suit les lignes de force de l'utilisation du PNG par les opérateurs de tourisme. Le nombre d'anomalies rapportées est donc proportionnel à la fréquentation des sites : parmi les 26 endroits où les guides ont relevé des incidents ou des impacts en 1992-1993, on retrouve les sites les plus visités et surveillés du PNG, dont, par ordre décroissant, Bartolomé, Pta Cormorant, Plazas, Seymour, Santa Fé, Pta Suárez et Post Office Bay (qui regroupent ensemble 56 % des remarques). Rien d'étonnant à cela : plus les sites sont visités, plus ils sont à la fois endommagés et le lieu de diverses contraventions. Cela montre bien qu'au-delà d'un certain seuil de visites, la dégradation des sites est inévitable, quel que soit par ailleurs leur aménagement ou leur surveillance.

Mais les sites les plus parcourus sont aussi, par définition, ceux où les guides sont les plus nombreux : la probabilité pour qu'ils rapportent ce type d'informations est donc plus élevée. De sorte que la corrélation entre les sites les plus visités et ceux sur lesquels on dispose du maximum de renseignements souligne une autre limite de ce système de surveillance. C'est parce qu'ils abordent ces sites que les guides peuvent y observer transgressions et déprédations. Cela fait ressortir plus cruellement encore le manque d'informations sur les endroits où les bateaux de tourisme vont plus rarement ou pas du tout.

Ainsi, les rapports des guides, même s'ils sont trop peu nombreux pour qu'on puisse en tirer des statistiques fiables sur les déprédations perpétrées dans le PNG, ont toutefois l'intérêt de montrer que celui-ci reste un espace ouvert — y compris en son centre — dans lequel les contrevenants aux règlements conservacionnistes agissent à leur gré. Le système de surveillance par les guides n'est donc absolument pas viable en l'état : il peut être un appoint mais ne peut remplacer un patrouillage maritime régulier et couvrant tout l'archipel, seule façon de protéger le PNG. Prétendre que celui-ci est surveillé grâce aux guides est non seulement faux, mais tendancieux : c'est inexact parce que les guides sont de moins en moins nombreux à assurer un travail dont ils ne voient pas les fruits ; et c'est admettre que le SPNG n'assure pas ce qui devrait pourtant être la première de ses tâches.

Comment expliquer alors ce paradoxe qui veut que le patrimoine de l'État — le PNG — soit le plus susceptible d'échapper à son contrôle de fait ? Si certains usages du PNG peuvent se perpétuer ou se développer dans l'aire « protégée », c'est parce qu'ils sont le fait de groupes liés au pouvoir d'État : la pêche d'exportation permet de le démontrer.

La pêche, révélateur d'une politique conservationniste en crise

¹⁹ En mars 1996, on signalait au SPNG de grands convois de *fibras*, remorquées par des chalutiers depuis Manta pour pêcher dans les eaux des Galápagos : la surpêche et la destruction des mangroves — pour faire place aux écloseries de crevettes — ont ruiné les ressources halieutiques du littoral continental de l'Équateur. Selon un scientifique de la station Darwin, un chalutier japonais rempli de requins, arraisonné en 1992, était en possession de documents sur la RRMG émis par la Commission interinstitutionnelle quelques semaines auparavant (P. Whelan, comm. pers., 6-1993) ; la même année, le capitaine de port de Puerto Ayora me disait ne pas comprendre pourquoi il avait reçu de la Digmer l'ordre de laisser repartir les 4 chalutiers étrangers appréhendés alors qu'ils pêchaient dans la RRMG...

Aujourd'hui, la raréfaction de nombreuses espèces marines due à la surpêche pousse l'industrie halieutique à toujours plus d'investissements afin d'aller les chercher toujours plus profond, plus loin, et pendant plus longtemps (WEBER, 1995). Dans cette exploitation forcenée des océans, ceux-ci sont considérés comme des espaces ouverts, dont les ressources appartiennent à qui peut s'y rendre (CHEMILLIER-GENDREAU, 1995). Mais ces espaces océaniques ne sont pas seulement ouverts à cause de l'impossibilité qu'ont les États pauvres de surveiller en permanence des zones économiques exclusives (ZEE) très étendues : ils le sont aussi parce que ces mêmes pays sont souvent parmi les principaux pêcheurs (FAO, 1995) et qu'ils permettent en outre aux chalutiers étrangers, moyennant finances, d'opérer dans leurs eaux, même si elles sont officiellement protégées comme aux Galápagos¹⁹.

Le décret n° 1810 qui a institué la RRMG en mai 1986 signalait que celle-ci englobait les 45 000 km² d'eaux intérieures des Galápagos, délimitées à partir des lignes de base servant à définir les territoires maritimes des archipels. Le plan de la RRMG partage celle-ci en quatre zones selon les types de pêche qui y sont interdites ou autorisées.

La « zone de pêche industrielle nationale limitée » est une bande de 10 milles entourant celle des 5 milles qui définit les eaux intérieures de l'archipel : « Cette zone est destinée à l'usage de la flotte de pêche nationale ; par conséquent, l'opération de bateaux étrangers y est interdite ainsi que ceux des navires nationaux qui usent d'engins ou de systèmes de pêche attentatoires au principe de l'usage durable des ressources » (Comisión Interinstitutional, 1992 : 18).

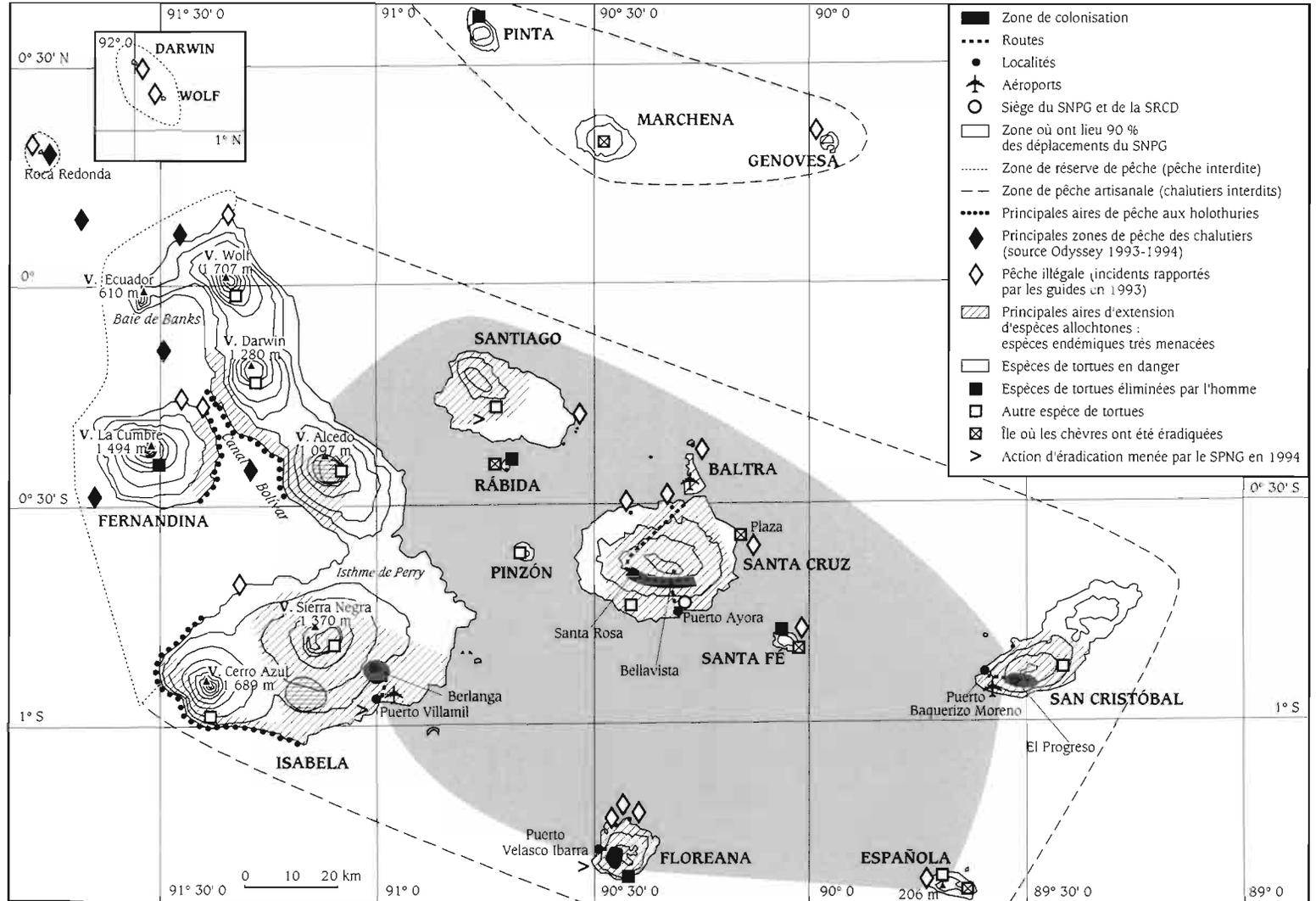
La « zone d'amortissement de pêche artisanale-industrielle » correspond aux eaux intérieures des Galápagos jusqu'à 5 milles au-delà de la ligne de base, sauf celles qui sont protégées par un autre statut, ce qui revient à limiter cette zone au détroit séparant la majeure partie de l'archipel des îles du nord :

« En raison de l'importance des ressources marines et de l'activité de pêche artisanale, on permettra uniquement dans cette zone l'exploitation industrielle dûment autorisée et pleinement justifiée. La capture des requins comme de n'importe quelle autre ressource y est interdite, à moins d'être autorisée à partir d'une évaluation des ressources et de l'impact de leur exploitation sur les écosystèmes insulaires » (*id* : 20).

La « zone de pêche artisanale », où les chalutiers n'ont pas le droit d'opérer, s'étend sur les eaux intérieures des Galápagos jusqu'à 2 milles au-delà de la ligne de base (cf. carte 12) :

« Dans cette zone, on ne pourra capturer que des espèces traditionnellement pêchées pour la consommation locale : la capture des requins et de n'importe quelle espèce qui serait en contradiction avec les principes de protection des aires naturelles littorales et marines y est interdite » (*id* : 21).

CARTE 12 — Dégradation et conservation des Galápagos.



Enfin, la « zone de réserve de pêche » s'étend sur tout l'ouest d'Isabela et entoure les îles de Fernandina, Darwin et Wolf, ainsi que Roca Redonda :

« Il s'agit d'aires critiques pour la protection des ressources dont dépendent les activités de pêche artisanales de tradition locale, et elles incluent des sites de grande valeur naturelle pour la science, l'éducation et le tourisme [...]. Il est interdit d'y pêcher les requins et n'importe quelle autre espèce qui serait en contradiction avec les principes de protection des aires naturelles littorales et marines, ainsi que d'y réaliser des campagnes de pêche incompatibles avec la protection de la RRMG » (id : 22).

La pluralité des zones de la RRMG et des types de pêche qui y sont permis ou interdits font écho au découpage du PNG en fonction de critères touristiques : ce démantèlement de l'espace à protéger est la meilleure façon, sous couvert juridique, d'y autoriser de multiples usages qui, de fait, rendent caduque sa conservation.

Des holothuries, des dollars et des rats

²⁰En témoignent par exemple ces deux rapports de guides :
« Nous plongeons à Darwin. Emmêlée entre les rochers, à 20 mètres de fond, se trouvait une ligne de nylon. Un examen plus approfondi révéla qu'il s'agissait d'une « long line » à requins, dont nous récupérâmes plusieurs centaines de mètres, ainsi que de nombreux hameçons et des crochets de barbelés ».
(J. Grove, *La Garúa* n° 15, 6-1993, p. 3).
« Filets à requins à Wolf. Environ 30 requins tués »
(rapport de J. Iglesias au SPNG, 12-1993).
Cf. aussi P. CONSTANT (1993).
Ou encore le journal *Hoy* du 8-11-1994, qui rapporte qu'une opération menée par deux bateaux de la Marine et un avion de l'aéronavale, venus du continent, a permis la capture d'un chalutier japonais aux Galápagos, lequel avait 20 tonnes d'aïlerons de requins à bord (on estime que cela représente entre 5 000 et 10 000 squalés); l'article ajoute que plusieurs chalutiers illégaux ont réussi à fuir.

Avant les holothuries, les autorités conservacionnistes des Galápagos ont dû faire face à la pêche aux requins destinés aux marchés asiatiques, qui a commencé à grande échelle dans la RRMG à partir de la seconde moitié des années quatre-vingt. Ainsi, le journal *El Universo* du 3 juin 1989 signale-t-il que les bateaux japonais capturent des milliers de requins dans l'archipel, dont ils ne prennent que les ailerons et dont ils rejettent ensuite à la mer les cadavres qui viennent s'amonceler sur les plages... Outre le fait que cette activité donne une image touristique désastreuse des Galápagos (d'autant plus que les pêcheurs tuent des otaries afin de les utiliser comme appâts), la capture de ces prédateurs situés au sommet des chaînes trophiques provoque un déséquilibre dangereux pour celles-ci (LAVENBERG *et al.*, 1994). C'est pourquoi, après une vigoureuse campagne de presse d'ONG écologistes équatoriennes et américaines appuyées par les entreprises touristiques opérant dans l'archipel, le gouvernement interdit en 1989 la pêche des requins aux Galápagos : elle y continue cependant²⁰...

La pêche aux *pepinos* prend alors le relais dans l'archipel. Les prix élevés que les Chinois sont disposés à payer pour les holothuries attisent partout la convoitise des pêcheurs locaux ou étrangers et conduisent à l'épuisement rapide des ressources, d'où la recherche permanente de nouvelles régions d'exploitation. Après avoir épuisé les gisements du littoral de l'Équateur continental en quatre ans (IUCN, 1993), la pêche aux holothuries atteint les Galápagos au début de 1992 : elle y est menée depuis dans une frénésie extractive que la flambée des prix rend impossible à contrôler, parce que les autorités ont succombé à l'appât du gain ou ne sont pas de taille à s'y opposer.

Aux Galápagos, la pêche aux holothuries commence à un rythme très soutenu : on estime que les *pepineros* en capturent entre 12 et 30 millions pendant le premier semestre de 1992 (UICN, 1993), soit entre 200 et 500 tonnes²¹. En août 1992, à la suite de pressions exercées par la FCD, le gouvernement sortant décrète l'interdiction de pêcher des holothuries, mais cela ne change rien, parce que les bénéficiaires des intermédiaires sont trop importants et qu'une activité si bien rémunérée est bienvenue pour les pêcheurs : la pêche continue donc de façon plus ou moins clandestine. On bute alors sur le même problème d'évaluation qu'à propos de la corruption : comme les statistiques sont inexistantes et les enquêtes malaisées, on est obligé d'accumuler divers indices et témoignages.

Ainsi, il n'existe pas d'estimation globale sur la quantité d'holothuries capturées aux Galápagos entre l'interdiction d'août 1992 et la réouverture « contrôlée » de cette pêche pendant deux mois à partir du 16 octobre 1994 : les seules informations dont on dispose font état des stocks confisqués à l'occasion des rares contrôles effectués. Par exemple, *El Universo* du 29 novembre 1993 signale que « 600 kg de *pepinos* ont été capturés dans le nord d'Isabela et de Fernandina par une opération conjointe du détachement naval de Santa Cruz, des Commandos de Marine, du SPNG et de la SRCD » : cette quantité correspond environ au quart de ce qui était pêché quotidiennement en 1992... Le même journal rapporte, le 5 janvier 1994, que l'« on a saisi 200 kg d'holothuries, auprès desquelles on a trouvé un courrier indiquant que « la semaine prochaine, on enverra 500 kg de *pepinos* et on aura besoin de 30 millions de sucres » [environ 16 000 US\$] ». Enfin, *El Comercio* (13-9-1994) établit que jusqu'en septembre 1994, les autorités ont arrêté 22 pêcheurs illégaux, saisi 1 750 kg de *pepinos* ainsi qu'un bateau de pêche et 5 *pangas*.

Les quantités dérisoires d'holothuries confisquées par les autorités équatoriennes ne sont pas seulement la preuve de l'inefficacité des contrôles : elles sont aussi un indice de la « collusion »²² entre certains fonctionnaires chargés de la surveillance de la RRMG, les négociants et les *pepineros*. C'est que l'argent des holothuries, déversé en énormes quantités sur un archipel dont la majorité de la population est en voie de paupérisation, a corrompu une bonne partie des autorités locales²³. Mais, de même que pour les quantités d'holothuries capturées, il est impossible de connaître précisément les revenus procurés par cette pêche, puisqu'elle a été exercée le plus souvent en toute illégalité et que ses réseaux d'exportation et de commercialisation fonctionnent de façon occulte.

Cependant, la réouverture de la pêche aux holothuries entre le 16 octobre et le 15 décembre 1994, à la suite de très fortes pressions, permet d'affiner

²¹ À titre de comparaison, aux îles Salomon, la pêche aux holothuries est passée de 17 à 622 tonnes entre 1982 et 1991 (HOLLAND, 1994), et à Madagascar, elle était de 300 tonnes en 1992 (IRVING, 1994).

²² C'est le terme employé par un expert de l'UICN dans la partie « réservée » de son rapport sur la pêche aux holothuries menée aux Galápagos : « La surexploitation des ressources marines continue, en particulier celle des holothuries par les pêcheurs locaux. Il y a un manque total d'application des règlements existants et une suspicion de « collusion » de la part des autorités chargées de les faire respecter » (THORSELL, 1994, annexes).

²³ En pleine période d'interdiction de pêche aux holothuries, on découvre sur le toit de la maison de la suppléante du député Véliz 20 000 holothuries mises à sécher : elle n'est pas inquiétée (*El Comercio*, 21-9-1994).

des estimations qui demeurent toutefois divergentes : selon le rapport FCD/Orstom, au moins 5,3 millions d'holothuries (88 tonnes) auraient été capturées aux Galápagos en deux mois (DE MIRAS *et al.*, 1995 c). Des journalistes anglo-saxons, renseignés par la station, font des estimations supérieures : selon *Nature* (9-2-1995), ce seraient 7 millions d'holothuries (116 tonnes) qui auraient été pêchées d'octobre à décembre 1994, information reprise par le *Washington Post* (6-4-1995). On estime aussi que, pendant la même période, la pêche aux holothuries aurait apporté 1 250 000 US\$ aux Galápagos (DE MIRAS *et al.*, 1995 c), compte non tenu, donc, des bénéfices réalisés par les intermédiaires *costeños*. Mais *El Comercio* (4-1-1995) avance des chiffres plus importants encore : 2 000 000 US\$ de revenus pour les seules Galápagos au cours des deux mois d'ouverture officielle. Le même journal, un peu plus tard (16-3-1995), donne un autre chiffre qui permet de prendre la mesure des bénéfices réalisés par les intermédiaires de ce négoce : une tonne d'holothuries vaudrait 2 000 000 US\$ sur le marché international... Dès lors, lorsque de telles sommes sont en jeu, tout le monde ou presque peut être acheté, et les ravages écologiques causés par cette pêche ne pèsent pas lourd en comparaison.

Les principaux sites de pêche aux holothuries se concentrent sur la côte ouest d'Isabela, en particulier le long du canal Bolívar (cf. carte 12), c'est-à-dire dans une zone que le plan de gestion de la RRMG attribue exclusivement, en raison de sa fragilité, à l'usage scientifique. Les holothuries jouent le rôle de recycleurs de matières organiques et contribuent ainsi à la productivité marine ; de plus, leurs larves font partie des chaînes alimentaires : la pêche intensive des *pepinos* entraîne donc de sérieux dysfonctionnements dans les écosystèmes marins où ils étaient abondants (RICHMOND et MARTÍNEZ, 1993). Enfin, l'ancrage de dizaines d'embarcations et la pollution due aux fuites d'hydrocarbures en provenance de bateaux vétustes perturbent la vie des fonds marins.

Sur les îles, les ravages indirects de la pêche aux holothuries sont encore plus graves. Fernandina était considérée, jusqu'aux débuts de la pêche aux *pepinos*, comme la plus grande île intertropicale jusqu'alors épargnée par l'homme, qui n'y avait pas introduit d'espèces allochtones ni détruit d'espèces natives (à l'exception notable de l'espèce locale de tortue géante). Aussi, parmi les espèces animales recensées sur Fernandina, les endémiques sont nombreuses : on y trouve en particulier les derniers rats des Galápagos (*Nezoryzomys* spp.), les pinsons de mangrove (*Camarhynchus heliobates*), la plupart des petites populations de cormorans aptères (*Nannopterum harrisi*), ainsi que de grandes populations d'iguanes marins et terrestres, de manchots, etc. Cette faune, qui vit en isolat à l'intérieur même des Galápagos, est d'autant plus sensible à la moindre perturbation venue de l'extérieur : l'introduction d'espèces allochtones dans ces écosystèmes les met en danger.

Corsario Negro :
cette *lancha*
des Galápagos a d'abord
été construite pour
la pêche au *bacalao*, puis
utilisée pour le tourisme
de *tour diario*. En 1994,
elle servait à la pêche
aux requins et
aux holothuries et a
été plusieurs fois dénoncée
au SPNG par des rapports
de guides l'ayant vue
pêcher à proximité des îles
Wolf et Darwin ainsi que
dans le canal Bolívar,
dans la zone de réserve
de pêche où cette activité
est en principe interdite.
Ce type de bateau est
en voie de disparition,
car il est remplacé
par des *fibras*,
beaucoup plus rapides.



Or, les plongeurs ramassent les holothuries par quelques mètres de fond puis les débarquent dans des campements installés dans la mangrove de Fernandina pour se cacher d'éventuelles patrouilles. Ces campements regroupent plusieurs dizaines de personnes qui y vivent pendant des semaines dans de désastreuses conditions d'hygiène (rapports de l'Odyssey au SPNG, 1993 ; revue *Sea Sheperd Log*, 1995). Ils permettent aux pêcheurs de dormir à terre et de s'y restaurer, mais surtout de fumer les holothuries avant de les remettre aux intermédiaires : comme les palétuviers fournissent le combustible, l'espèce de pinson vivant en symbiose avec ces formations de mangrove est donc menacée. Ces campements sont approvisionnés en nourriture, c'est-à-dire que l'on introduit sur Fernandina des fruits et légumes dont les graines sont rejetées avec les excréments. De plus, ces aliments sont souvent porteurs de parasites, de guêpes, de fourmis et de blattes qui, en se répandant librement dans l'île, supplanteront les espèces locales d'insectes et pourront mettre en danger certaines plantes et animaux, comme cela s'est déjà produit dans plusieurs endroits de l'archipel. Cependant, la menace la plus terrible provient des rats, présents sur tous les bateaux de pêche des Galápagos ; il est certain que ceux-ci ont débarqué à Fernandina : ses populations de rats endémiques, de cormorans aptères, de manchots et d'iguanes sont désormais en péril.

Mais cela importe peu à une population pauvre pour qui la pêche aux holothuries est un miracle, notamment à Isabela, où cette activité est de loin la plus importante dans l'archipel.

Le boom des holothuries : le passage d'Isabela de la marge au réseau

²⁴ Chaque *pepino* est alors payé 100 sucres (6 cents de US\$) au propriétaire du bateau, qui en remet 1/5^e au plongeur (UICN, 1993 : 5). Un kilogramme de *pepinos* — une soixantaine d'holothuries séchées — est donc payé 3,6 US\$ au pêcheur local pour être revendu, selon la qualité, entre 40 et 80 US\$ à Hong-Kong, plaque tournante du marché (*New York Times*, 2-11-1993). Dans les huit premiers mois de 1992, entre 130 000 et 150 000 holothuries auraient été recueillies quotidiennement aux Galápagos par au moins 60 pêcheurs (UICN, 1993), ce qui donne un gain potentiel de 140 US\$ par jour et par personne, soit des revenus bien plus élevés que ceux procurés par n'importe quelle autre activité.

²⁵ En décembre 1992, un commerçant local se plaint de la hausse de la délinquance causée par les migrants attirés par la pêche aux holothuries et surtout du manque d'argent de la population locale : « Ils ont bu ce qu'ils avaient gagné, maintenant je suis obligé de brader mes stocks en organisant une loterie »...

²⁶ Le directeur du SPNG est lucide : « Les bateaux des trafiquants font du 25-30 nœuds, les nôtres du 8-10 nœuds »... (A. Izurieta, comm. pers., 1-1994).

La manne publique déversée sur Isabela pendant une quinzaine d'années diminue au début de la décennie quatre-vingt-dix (le budget de la municipalité passe de 200 millions de sucres en 1989 à 100 millions en 1990, puis en 1991). Au même moment, la pêche artisanale, dont le mérrou *seco/salado* (séché et salé) exporté en Équateur continental fait vivre de nombreuses familles de l'île, souffre de la concurrence du marché commun du Pacte andin : le poisson importé du Pérou, moins cher, se vend mieux à Guayaquil ou à Quito. Enfin la langouste, surexploitée, devient rare : Isabela est économiquement sinistrée.

Des intermédiaires de Guayaquil liés à des commerçants chinois installés sur la Costa en profitent alors pour lancer la pêche aux holothuries aux Galápagos : les principaux gisements d'échinodermes se trouvant à l'ouest de l'archipel, ils débarquent à Puerto Villamil au début de 1992 pour en faire la base de cette activité. Ces intermédiaires fournissent à crédit le matériel nécessaire aux pêcheurs — *pangas*, compresseurs, moteurs hors-bord — et se font rembourser en partie en *pepinos*. Dès lors, c'est la ruée vers Isabela : des migrants amenés par les commerçants *costeños* pour soutenir des cadences de travail très élevées, rejoints par tous ceux qui, dans l'archipel, veulent profiter de l'aubaine, déferlent sur Puerto Villamil, où ils remplissent tous les hôtels disponibles, en rotation avec les pêcheurs embarqués. À Isabela, tout le monde veut participer à une activité qui rapporte très gros²⁴ : on abandonne les champs ou la pêche traditionnelle pour s'improviser plongeur, ce qui provoque quelques accidents mortels. Mais cela n'importe guère, car l'argent coule à flots : il est dépensé en beuveries mémorables, réinvesti dans du matériel de pêche plus performant, et maisons et antennes de télévision éclosent à Puerto Villamil. En 1992, Isabela passe ainsi brutalement d'une situation de marge à celle de point de départ d'un réseau économique reliant l'île à Guayaquil, et l'Équateur à l'Extrême-Orient, le tout par l'intermédiaire de négociants qui réalisent de fabuleux bénéfices.

Alors que beaucoup d'*Isabeleños* ont gagné davantage d'argent en huit mois que pendant toute leur vie, l'arrêt officiel de la pêche aux holothuries, en août 1992, fait figure de catastrophe. La plupart des nouveaux migrants repartent, laissant les autres errer dans Puerto Villamil ; les insulaires qui ont abandonné leur emploi habituel répugnent à y revenir, certains *Isabeleños* migrent vers Santa Cruz, et les traites arrivées à échéance restent impayées²⁵. En réalité, comme la Marine et le SPNG ne disposent pas de moyens suffisants pour contrôler la RRMG, la pêche aux holothuries continue de façon clandestine pendant toute la période d'interdiction. Mais, de temps à autres, certains pêcheurs se font prendre, ce qui alourdit l'ambiance à Puerto Villamil, où l'on reproche aux autorités de n'arrêter que les *pangas* locales parce que les bateaux de la Marine et du SPNG ne peuvent poursuivre les *fibras* et les chalutiers des entreprises continentales ou étrangères²⁶.

Face à cette crise, la directrice de la SRCD déclare que « les *Isabeleños* n'ont qu'à cultiver des ananas dans la *parte alta* plutôt que de continuer à détruire le parc national » : après les pressions de la FCD pour interdire la pêche aux holothuries, ce genre de propos achève de transformer la population d'Isabela en ennemie jurée de la station. Le SPNG se montre plus circonspect, et bien qu'il mène quelques opérations répressives, il est mieux vu des insulaires : en effet, l'augmentation de son budget lui permet de recruter quelques personnes à Isabela en 1993-1994 ; c'est la première fois depuis une dizaine d'années que l'île bénéficie de la création d'emplois publics.

De plus, le directeur du SPNG s'est rendu à Puerto Villamil en janvier 1994 pour rencontrer les pêcheurs d'Isabela ; les propos tenus à cette occasion illustrent les enjeux de la pêche aux holothuries :

Le président de la Coopérative (Coop.): « Santa Cruz et San Cristóbal ont des aéroports et profitent du tourisme ; ici, nous n'avons que la pêche comme ressource : sa fermeture nous plonge dans le désespoir. »

Le directeur du SPNG (SPNG) : « Nous comprenons que les problèmes économiques à Isabela obligent certains d'entre vous à se livrer à la pêche illégale. Mais les derniers événements [de grands campements de pêcheurs d'holothuries ont été filmés sur Fernandina par des scientifiques en mission] montrent que les *pepineros* n'ont toujours pas conscience de la nécessité de protéger le PNG. La recherche scientifique sur l'exploitation des holothuries n'est pas encore au point. En attendant les résultats, nous étudions des possibilités de pêche hors de la RRMG : les pêcheurs locaux pourraient approvisionner des bateaux-usines en poissons, y compris en requins.

Nous étudions aussi des alternatives à la pêche : le SPNG va proposer l'octroi de 10 *cupos* de 10 places chacun pour faire des « tours de plongée » à Isabela. Ce serait un tourisme récepteur qui bénéficierait à toute la population : à 5 marins par bateau, cela ferait 50 postes de travail. Il existe des moyens de gagner sa vie dans le PNG sans en extraire les ressources. De plus, nous savons que le Congrès va voter les crédits pour terminer l'aéroport d'Isabela : cela dit, il faut impérativement vous organiser avant, parce que lorsque l'aéroport sera ouvert, les migrants arriveront en masse et vous vous ferez évincer par la concurrence. »

Le représentant officieux des intermédiaires de la pêche aux holothuries (intermédiaire) : « Ce n'est pas notre volonté mais la nécessité de survivre qui nous pousse dans l'illégalité et nous fait installer des campements : nous n'avons pas les moyens techniques et financiers pour éviter de frauder. Nos familles ne peuvent pas attendre la fin de l'étude des scientifiques, les *cupos*

de tourisme, l'ouverture de l'aéroport : nous voulons des solutions immédiates. Il faut autoriser la pêche au requin. C'est urgent, le Banco de Fomento ne veut plus nous faire crédit.

SPNG : D'accord, mais attendez que je vous envoie des experts pour la pêche aux requins, sinon vous allez commettre les mêmes erreurs que pour les holothuries.

Coop. : C'est vrai que nous avons participé aux campements illégaux sur Fernandina. Mais pourquoi les chalutiers de Taiwan ou de Manta, bien mieux équipés et qui pêchent des quantités bien supérieures à nous, ne sont jamais capturés alors que nous, on nous enferme ici et qu'on ne nous laisse rien faire ? La loi ne s'applique qu'à nous, la Marine et le SPNG ne font rien ; on n'a pas d'appareils photo pour le prouver, mais ils sont toujours là, les *afuerreños*... !

SPNG : On doit améliorer le patrouillage, c'est vrai. Je vous signale tout de même que l'on a récemment capturé un chalutier de Manta plein de *pepinos* et que son équipage est en prison et doit payer une amende. Vous devez nous aider en nous communiquant les noms des bateaux de pêche étrangers aux Galápagos, vous devez porter plainte.

Coop. : Nous ne serons les gardiens de notre patrimoine que si l'on nous prend en considération, sinon, on s'en fout. Quant au tourisme à Isabela, il devrait nous être réservé et pas être offert aux compagnies du continent et de Santa Cruz, qui vont tout rafler. Le peu de tourisme d'aujourd'hui ne profite pas à la population : si c'est les autres qui doivent en bénéficier, on ne veut pas de tourisme à Isabela.

SPNG : Organisez-vous, fournissez 10 embarcations, trouvez des sites de plongée adéquats, faites enregistrer ces bateaux. Mais attention, vous devez avoir toutes les conditions de sécurité requises, qui sont très importantes pour le tourisme aux Galápagos. Ne faites pas comme à Santa Cruz ou San Cristóbal, ne vendez pas vos *cupos* à la moindre difficulté : cela prend du temps de se faire une réputation dans le tourisme. Il y aura de la concurrence extérieure mais on peut vous aider, techniquement et peut-être financièrement.

Coop. : Tel que vous le présentez, tout paraît simple ; mais pour pouvoir travailler dans le tourisme, nous devons obtenir des crédits, or le Banco de Fomento ne veut plus nous en faire ; nous n'avons pas les bateaux adéquats pour le tourisme actuel et nous ne pourrions pas avoir de crédits tant que nous n'aurons pas les *cupos*.

SPNG : Vous n'avez pas besoin de bateaux tout de suite, commencez avec des *pangas* ; l'essentiel est que vous ayez vos 10 *cupos* avant que la concurrence n'arrive à Isabela.

Intermédiaire : Le tourisme à Isabela n'existe pas encore, or nous sommes dans l'urgence. Nous voulons ouvrir la pêche aux requins le plus vite possible.

SPNG : Organisez aussi la commercialisation de la pêche, évitez les intermédiaires »...

Cette réunion ressemblait à un dialogue de sourds : des pêcheurs prêts à tout pour survivre, un directeur du SPNG ne pouvant faire que des promesses dont personne n'est dupe. Ces discours n'ont donc rien changé et la pêche illégale s'est poursuivie, malgré quelques arrestations et la campagne permanente des organisations conservacionnistes équatoriennes et étrangères pour protéger le PNG.

En juin 1994, à la suite de fortes pressions exercées par les pêcheurs d'Isabela, le gouvernement autorise la reprise de la pêche aux langoustes (dont la capture avait été interdite l'année précédente), holothuries et requins, avec une alternance de trois mois pour chaque espèce et un trimestre de fermeture totale. Mais le président du canton d'Isabela avoue que personne, à Puerto Villamil, ne s'intéresse aux deux autres espèces exportables, car « il faut de la chance pour attraper une langouste, et plus encore un requin, alors que les *pepinos* gisent comme des pierres au fond de la mer » (J. Coque, comm. pers., août 1994).

La réouverture de la pêche stimule le retour des migrants, ramenés par les intermédiaires *costeños* , et relance les affaires à Puerto Villamil, où l'on voit des *fibras* aux énormes hors-bord flambant neuf qui permettent une nouvelle façon de pêcher en contournant la loi : chargés d'holothuries, ces puissants canots à moteur rejoignent les chalutiers équatoriens ou asiatiques qui les attendent hors de la RRMG. Les prix de l'holothurie ont monté : un spécimen séché est alors acheté entre 400 et 700 sucres (16 à 29 cents de dollar), soit de 9 à 17 US\$ le kg à Isabela. De sorte que « *la pesca del pepino es una millonada* » (une affaire de millions), comme dit le maire de Puerto Villamil, et il souffle à nouveau un vent de folie sur l'île. Tout le monde veut en être, même si chacun est conscient qu'à ce rythme d'extraction, la pêche s'achèvera par un rapide épuisement des ressources ; c'est même cette certitude qui hâte davantage encore la volonté de participer à la curée : à Isabela, selon son maire, il n'y a aucune conscience de l'avenir, « *No hay después* »...

La communauté internationale impuissante à faire respecter un « Patrimoine de l'humanité »

²⁷ L'un des rares guides ayant accepté de témoigner justifie l'anonymat requis en expliquant : « Ici, c'est une très petite communauté et les menaces sont efficaces. Bon nombre de capitaines et de marins des bateaux de tourisme ne veulent pas rapporter au SPNG leurs observations sur la pêche illégale, car ils ne veulent pas prendre un coup de couteau. Des pêcheurs d'holothuries ont récemment menacé de mort des gardes-parcs qui les avaient découverts. Il y a une grosse part de banditisme dans la pêche aux holothuries. Lorsqu'elle a commencé, de nombreuses personnes sont arrivées de zones extrêmement pauvres du continent, où la vie ne vaut pas cher... » (revue *Sea Shepherd Log*, 1995 : 21).

²⁸ En septembre 1993, le SPNG demande au navire scientifique américain *Odyssey*, en échange d'une extension de son permis de recherche, de repérer les campements de pêcheurs d'holothuries et les chalutiers lors de ses voyages dans l'ouest de l'archipel. Les rapports établis par l'équipage de l'*Odyssey* au cours de 3 missions entre octobre et décembre 1993 permettent de localiser les chalutiers étrangers ou équatoriens pêchant en toute illégalité dans les zones les plus « protégées » de la RRMG (cf. carte 12).

Face aux déprédations causées par la pêche aux holothuries, la réaction des conservacionnistes a été rapide mais malaisée, car l'absence de dénonciations de la part de la population insulaire²⁷ les empêche d'engager des poursuites judiciaires contre les braconniers, et ils doivent donc faire appel aux rares scientifiques disposés à témoigner²⁸.

Par ailleurs, la pêche d'exportation ayant lieu dans la RRMG place le gouvernement équatorien face à un choix difficile. S'il cède au « lobby *costeño* » de la pêche, à ses relais politiques aux Galápagos et aux pêcheurs insulaires, il risque de se retrouver confronté à une campagne de protestations, dans les pays du Nord, contre la dilapidation d'un patrimoine mondial. Et cette mauvaise image internationale provoquera la colère des entreprises touristiques équatoriennes, en majorité *serranas*, qui contrôlent les marchés touristiques andin et amazonien ainsi qu'une bonne part de celui des Galápagos. Mais s'il tente de fermer ou de contrôler la pêche d'exportation, le gouvernement sera accusé de se soumettre au « diktat » d'étrangers ayant des prétentions sur une partie du territoire national. Face à ce dilemme, le Président Durán Ballén choisit de temporiser et de maintenir l'interdiction de la pêche aux holothuries décrétée par son prédécesseur ; mieux, en juin 1993, il suspend pour sept ans la pêche à la langouste aux Galápagos.

Mais, en septembre 1993, les premières manifestations de *pepineros* arborant des pancartes violemment hostiles à la FCD ont lieu à Puerto Ayora : les pêcheurs en appellent au président de la République pour les sortir de leur détresse car, fortement endettés auprès des banques pour acheter du matériel de pêche à la langouste (DE MIRAS *et al.*, 1995 c), ils n'ont plus de quoi vivre. Ces pêcheurs artisanaux, aux visages de prolétaires des mers, affirment qu'ils vont contrôler la pêche et qu'il n'y aura plus d'abus « parce que nous ne sommes pas des prédateurs, nous sommes *galápagueños* et nous travaillons non seulement pour nous mais pour nos enfants ! », comme me l'explique l'un d'eux.

À la suite de ces petites manifestations, les responsables de la FCD décident de sonner l'alarme dans les médias américains. Le *New York Times* (2-11-1993) publie ainsi un long article sur les Galápagos, intitulé « Les concombres de mer opposent les scientifiques aux pêcheurs », et illustré par une photo de la directrice de la station qui fait des déclarations alarmistes sur l'état de la faune à Fernandina. Cette première alerte dans un grand quotidien américain est sans conséquences, car la pêche étant officiellement interdite par le gouvernement équatorien, celui-ci continue de déclarer que la situation est contrôlée. Au contraire, les secteurs du gouvernement favorables à la pêche d'exportation y trouvent un argument pour préparer la contre-offensive. En février 1994, la capitainerie de Puerto Ayora reçoit l'ordre de la Marine de

**Manifestation
de *pepineros*
à Puerto Ayora
en 1994.**

On peut lire
sur les pancartes :
« Alfredo Carrasco
[secrétaire général
de la Fondation
Darwin], coquin et
menteur, il dit oui
à la pêche et
l'assassine
par derrière :
nous te déclarons
persona non grata,
dehors, ne reviens
jamais » ;
« Ou l'on ouvre
la pêche, ou c'est
la guerre » ;
« La station
Darwin veut un
parc marin pour
le remettre aux
transnationales du
tourisme : nous ne
le permettrons
jamais », etc.



ne pas laisser partir le navire de recherche américain *Odyssey*, dont les rapports qui dénoncent la poursuite de la pêche aux holothuries s'accumulent sur le bureau du directeur du SPNG. Le groupe de pression des pêcheurs industriels, mené par le Secrétaire d'État à la Pêche, a engagé une action en justice contre ces chercheurs au prétexte qu'ils font de l'espionnage et non de la science. Après une intervention en haut lieu à Washington, l'affaire se termine par un compromis : l'*Odyssey* quitte « clandestinement » les Galápagos fin mars...

Mais les conservationnistes, qui ont décidé d'en appeler aux médias des pays du Nord et aux organisations internationales pour les aider dans leur combat contre la pêche dans la RRMG, vont être pris à leur propre piège. Car les pêcheurs ont compris l'importance de l'image des Galápagos pour l'Équateur²⁹ : stimulés par la campagne électorale pour les législatives de 1994 qui paralyse davantage encore le gouvernement, ils frappent un grand coup. À l'occasion de la lutte contre l'incendie sur le flanc sud du volcan Sierra Negra (Isabela), en avril-mai 1994, on découvre plusieurs dizaines de cadavres de tortues de l'espèce locale, *Geochelone Elephantopus Guntheri*. Le braconnage des tortues est une activité traditionnelle à Isabela, où l'on apprécie leur chair, mais il avait notablement décliné : entre 1970 et 1979, les missions du SPNG et de la station effectuées sur l'île n'ont trouvé que trois tortues tuées par l'homme, probablement au cours des années soixante (CAYOT et LEWIS,

²⁹ Au moment où le gouvernement équatorien interdit en première fois la pêche des holothuries aux Galápagos, *El Comercio* – le quotidien de Quito, partisan des grandes entreprises touristiques *serranas* – approuve la mesure en soulignant que « l'archipel des Galápagos est la vitrine, dans le monde entier, des efforts de conservation du gouvernement équatorien. Les conflits d'usage (tourisme/pêche) que provoquent la pêche aux holothuries détériorent cette image et réduisent à néant les efforts réalisés par le gouvernement en matière de planification, d'administration et de contrôle des Galápagos » (21-8-1992).

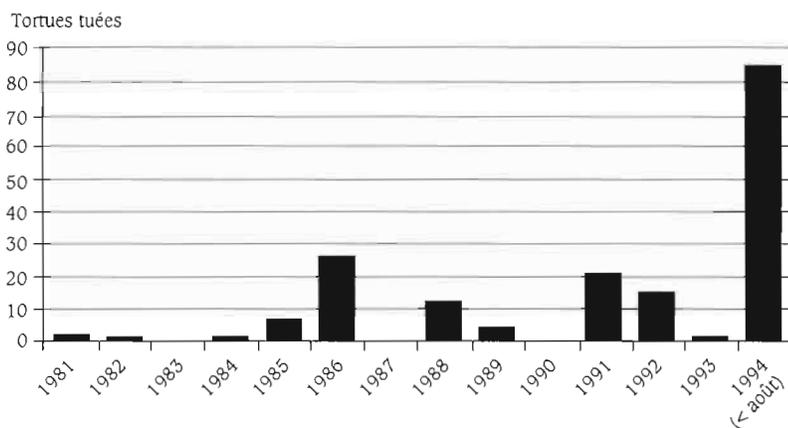


FIG. 30 — Tortues tuées et recensées à Isabela, de 1981 à août 1994.

Source : CAYOT et LEWIS (1995).

NB : il s'agit là d'une estimation minimale.

1995). Or les statistiques disponibles montrent que ces pratiques ont repris à Isabela pendant la décennie quatre-vingt et qu'elles sont en nette recrudescence depuis les années quatre-vingt-dix.

On notera que les pics des tortues tuées sur Isabela correspondent aux plans de conservation de la nature des Galápagos : en 1986, c'est la proclamation de la RRMG, en 1988, c'est le plan du Conade, en 1991, le Plan global, et en 1992, le plan de la RRMG... Les 84 tortues tuées par l'homme et retrouvées au cours des huit premiers mois de 1994 dans le sud d'Isabela représentent 47 % des tortues recensées comme victimes du braconnage sur cette île depuis 1981 ; et puisque leurs cadavres n'ont pas été dépecés comme cela se pratique habituellement pour les manger, il ne s'agit pas d'un acte de chasse, mais de destruction.

Cette tuerie exceptionnelle peut être interprétée comme un acte de « terrorisme écologique » (*El Comercio*, 25-5-1994) de la part de pêcheurs d'holothuries, originaires ou non de l'île. Profitant de la présence à Isabela de journalistes équatoriens et étrangers venus couvrir la lutte contre l'incendie, ces pêcheurs ont envoyé un signal aux institutions conservacionnistes et aux entreprises touristiques : la cible a été choisie de façon à frapper le symbole des Galápagos et, plus encore, l'institution qui incarne leur conservation et s'oppose à la pêche d'exportation. Les tueries de tortues soulignent une nouvelle fois le manque de surveillance du PNG, et les adversaires de la conservation des Galápagos s'attaquent désormais systématiquement à ce point faible³⁰.

Car cet « écoterrorisme » porte ses fruits : en juin 1994, le gouvernement cède à la pression des pêcheurs et décide de réouvrir, « à titre expérimental », la pêche des langoustes, requins et holothuries aux Galápagos. Mais il commet une maladresse : en juillet 1994, Quito demande à l'Unesco l'inscription de

³⁰ Ainsi, à la fin de 1995, les pêcheurs d'holothuries auraient amené des chèvres sur l'îlot Wolf, en auraient réintroduit sur l'île de Pinta, et menaçaient d'en débarquer sur Fernandina... (L. Cayot, comm. pers., 3-1996).

la RRMG sur la liste du « patrimoine mondial de l'humanité ». Ce qui peut apparaître comme du cynisme s'inscrit pourtant dans le droit fil de la politique menée par l'Équateur depuis l'instauration du PNG : déclarer à l'extérieur que l'on protège les Galápagos tout en laissant libre cours à l'exploitation sauvage des ressources qui s'y trouvent. Pourtant, cette fois-ci, ce double langage suscite une réaction plus vigoureuse des organisations conservatinnistes internationales.

En septembre 1994, un séminaire international a lieu à la station pour discuter de la pêche d'exportation et de la demande équatorienne d'inscription de la RRMG au Patrimoine mondial. Au cours de cette réunion, le représentant du Pnud en Équateur déclare que non seulement la demande équatorienne a été rejetée par l'Unesco, mais que cette organisation envisage le retrait du PNG du « Patrimoine mondial » pour l'inscrire sur la liste des « parcs nationaux en danger », « car il est évident qu'à ce rythme, il n'y aura bientôt plus rien à protéger » (*El Comercio*, 21-9-1994). Et ce fonctionnaire international d'ajouter : « Puisque l'Équateur ne peut, seul, assumer sa souveraineté sur ces îles, je demande une aide de la communauté internationale pour les protéger » (*El Comercio*, 5-10-1994). Ces déclarations font l'effet d'une bombe : les entrepreneurs de tourisme crient à la catastrophe, les responsables de l'Inefan et du SPNG déclarent que la protection du parc national s'améliore, et le gouvernement s'efforce de contrer cette décision en envoyant sur le champ des émissaires à l'Unesco et à l'UICN.

Quant aux hommes politiques *costeños* et insulaires alliés aux intérêts de l'industrie de la pêche, le *casus belli* contre les conservatinnistes est tout trouvé : leur porte-parole, le secrétaire d'État à la Pêche, déclare que les déclarations du représentant du Pnud sont « des arguments d'étranger, et [qu'il] rejette toute ingérence grossière dans l'héritage territorial de notre pays [...] ». J'affirme mon désaccord le plus total sur la possibilité évoquée d'une souveraineté partagée sur les Galápagos »³¹ (*El Comercio*, 5-10-1994).

En Équateur, cette polémique occupe les médias nationaux³² et oppose les secteurs économiques *costeños*, liés au « lobby » de la pêche à ceux de Quito, menés par les entrepreneurs de tourisme alliés à la FCD : ces deux puissants groupes d'entrepreneurs disposent chacun d'importants appuis politiques. L'enjeu est le mode dominant d'exploitation de la nature des Galápagos : tourisme ou pêche, consommation visuelle ou culinaire d'animaux, toutes deux très profitables, mais à terme incompatibles. La pêche aux holothuries est la variante prédatrice du rapport capitaliste à la nature institué aux Galápagos, l'autre étant sa mise en scène par le tourisme. La transformation de la nature en valeur d'échange, le profit qu'on tire de sa destruction ou de sa « dénaturación » et le fait que le coût écologique ne soit jamais pris en

³¹ Cette ligne est vigoureusement défendue par *El Universo*, le grand journal de Guayaquil, fief du lobby des pêcheurs industriels équatoriens. Ce quotidien publie alors des articles aux titres évocateurs (« Conserver la souveraineté », 4-10-1994 ; ou « Notre souveraineté sur les Galápagos », 14-10-1994), très violemment hostiles à toute intervention étrangère dans l'archipel.

³² Le secrétaire d'État à la Pêche, G. González, suit une recette connue : récupérer la « science » pour étayer ses arguments. Et il le fait d'autant plus habilement qu'il contrebalance le discours naturaliste traditionnel par celui des sciences sociales : il utilise mon rapport de mai 1994 à la SRCD (GRENIER, 1994 b) afin d'en présenter, à la télévision et dans la presse nationale (*Hoy*, 17-10-1994), des passages critiques à l'égard des conceptions conservatinnistes de la FCD et du tourisme pratiqué par les entreprises de tourisme continentales, ce qui suscite des protestations officielles auprès de l'Orstom et dans la presse (*Hoy*, 22-10-1994).

compte dans ces activités font le lien entre ces variantes. Le tourisme est l'aspect sophistiqué (voire « soft ») de ce rapport capitaliste à la nature, dont les grandes entreprises *afuereñas* et notamment *serranas* sont les principales bénéficiaires ; la pêche aux holothuries en est la face rustique, réservée aux pauvres, *Galápagueños* ou migrants : mais là encore, les profits vont essentiellement aux intermédiaires extérieurs aux îles, surtout *costeños*. Et, de toutes façons, la gesticulation politique qui consiste à interdire la pêche d'exportation dans la RRMG, puis à l'autoriser avant de la prohiber à nouveau importe peu, car celle-ci se poursuit avec ou sans autorisation et ne prendra fin qu'avec l'épuisement des ressources.

En 1978, les Galápagos avaient pourtant été l'un des quatre premiers sites du « Patrimoine mondial » classés par l'Unesco ; puis l'archipel fut inclus dans le réseau mondial du programme « Man and Biosphere » (MAB) en 1983. Or, malgré la destruction en cours de nombreux écosystèmes de l'archipel, ces distinctions, qui confèrent à ces îles un prestige très apprécié du gouvernement équatorien et des entreprises de tourisme, n'ont finalement pas été retirées aux Galápagos.

La raison de cette indulgence est à rechercher dans la nature même de la « Convention sur le patrimoine mondial culturel et naturel », adoptée en 1972 par l'Unesco. Ladite convention considère comme patrimoine naturel « les zones naturelles, strictement délimitées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science, de la conservation ou de la beauté naturelle » (Unesco, 1972, article 1).

On retrouve là les fondations naturalistes du PNG, l'évocation de la « beauté naturelle » étant à prendre comme l'équivalent de fait de la ressource touristique. L'État équatorien s'empresse d'accepter le classement des Galápagos sur la liste du « Patrimoine mondial » : cela contribue à leur renommée touristique tout en n'exigeant pas d'efforts insurmontables. En effet, l'Équateur respecte cette convention à la lettre (sur le papier), car il est demandé aux États possédant un « Patrimoine mondial » sur leur territoire « d'intégrer la protection de ce patrimoine dans des programmes de planification générale [...], d'instituer sur leur territoire un service de protection du patrimoine [...], d'encourager la recherche scientifique dans le domaine de la conservation » (*op. cit.*, art. 5).

Or, bien que les multiples plans d'aménagement du PNG ne soient pas respectés, que le SPNG soit largement inopérant et que la station Darwin s'occupe davantage de recherche naturaliste que de conservation, leurs objectifs officiels répondent parfaitement aux exigences de l'Unesco. Surtout, « en respectant pleinement la souveraineté des États sur le territoire desquels est situé le patrimoine naturel et sans préjudice des droits réels prévus par la législation

nationale sur ledit patrimoine, les États parties reconnaissent qu'il constitue un patrimoine universel pour la protection duquel la communauté internationale a le devoir de coopérer » (*op. cit.*, art. 6).

La convention vide ainsi le « Patrimoine mondial » de son sens en reconnaissant la prépondérance du droit national — dont l'inefficacité est patente aux Galápagos — et en sacralisant le territoire de l'État sur lequel il est situé. C'est pourquoi les Galápagos peuvent être à la fois une province équatorienne dont on stimule le développement et un « Patrimoine mondial » que l'on dit protéger. On notera en outre que la communauté internationale a le devoir, et non le droit, de coopérer à la protection dudit patrimoine : c'est l'État sur le territoire duquel il se trouve qui peut demander ou non la coopération internationale, mais la communauté des nations n'a pas l'initiative. Enfin, « il faut entendre par protection internationale du patrimoine mondial la mise en place d'un système international de coopération et d'assistance visant à seconder les États parties » (*op. cit.*, art. 7).

Les ONG et organisations internationales spécialisées dans la conservation de la nature n'ont donc qu'un rôle secondaire dans la protection du Patrimoine mondial. La primauté de l'État et son monopole du pouvoir politique, explicitement reconnus, cantonnent ces organisations à des tâches techniques ou scientifiques qui ne peuvent en aucun cas se substituer à la souveraineté nationale sur un territoire abritant un « Patrimoine mondial ». Cette convention de l'Unesco caractérise une technocratie conservatrice internationale qui, selon l'expression de Myrdal (cité par STEPPACHER, 1995), use d'une « diplomatie par la terminologie », attitude qui convient parfaitement à l'État équatorien³³.

Le rapport de la session de décembre 1994 du Comité du Patrimoine mondial de l'Unesco illustre cet état de fait. À propos de la demande du gouvernement équatorien et du compte rendu de l'UICN (THORSELL, 1994) sur la situation de la Réserve marine, on lit ceci : « Le Bureau [du patrimoine mondial] a pris note des graves problèmes de gestion de la zone, y compris la pêche illicite aux holothuries et autres atteintes causées par l'homme aux ressources marines. La discussion a également traité de la possibilité qu'avait le Comité de proposer de mettre le site directement sur la Liste du patrimoine mondial en péril » (Unesco, 1994).

Cet extrait résume la position des organisations conservatrices internationales : elles ne peuvent que « prendre note » des dégradations et seulement discuter de la « possibilité de proposer » une mesure de rétorsion toute symbolique. Le « patrimoine mondial » des Galápagos est donc réduit à un slogan pour brochures touristiques, et les institutions internationales se retrouvent ainsi prises dans leurs propres contradictions : ayant financé pen-

³³ En juin 1996, des représentants de l'Unesco effectuent une visite aux Galápagos à l'invitation du gouvernement équatorien. D'après le journal *El Comercio* (16-6-1996), « ils ont assuré que leurs recommandations n'étaient pas une attaque contre les Équatoriens en général ni contre les gouvernements antérieurs ou postérieurs, mais plutôt un appel à la communauté mondiale et aux Équatoriens afin qu'ils sauvent les Galápagos ».

dant des années de coûteux et inutiles programmes de conservation tout en étant empêchées d'intervenir par l'obligation absolue de respecter la souveraineté nationale, face à laquelle la notion de « patrimoine mondial » ne pèse rien, elles sont aujourd'hui uniquement considérées comme des vaches à lait.

Or l'échec patent de quarante années de conservation des Galápagos, malgré l'instauration d'un parc national « patrimoine mondial » et l'installation d'une base de recherche internationale dans l'archipel, découle en grande partie de la nature même de sa conception. Cette politique, en privilégiant les réseaux aux territoires, vide de son sens la conservation d'un espace protégé : elle s'intéresse bien plus aux espèces — animales, végétales et monétaires — qu'aux espaces et à leurs habitants.

Les réseaux conservationnistes contre les territoires

C'est donc dans un parc national qui n'a jamais vraiment été surveillé depuis sa création que les naturalistes occidentaux prétendent conserver la nature des Galápagos. Mais, contrariés par les acteurs territoriaux que sont l'État équatorien et la population insulaire, leurs efforts pour protéger le PNG — c'est-à-dire pour mettre en œuvre une conservation *in situ* — ont évolué en tentative de sauvegarder *ex situ* certaines espèces. La FCD a donc abandonné le territoire incontrôlable du parc national au profit des réseaux : ceux qui permettent d'en extraire les espèces les plus intéressantes d'un point de vue scientifique, médiatique et financier.

La politique de conservation de la nature menée par la FCD est un essai de correction scientifique de plusieurs siècles d'usages prédateurs dans l'archipel. Cette entreprise prométhéenne est révélatrice d'une conservation conçue par et pour les naturalistes : les raisons de son semi-échec sont inscrites dans l'illusion de la « page blanche », chimère qui consiste à croire que l'on peut reconstruire la nature d'un espace (mal) protégé sans tenir compte des autres usages qui en sont faits, en particulier par ceux qui y vivent.

Les travaux de conservation entrepris par la station s'organisent dès le début selon deux axes : la protection — à l'échelle locale, au moyen de micro-réerves clôturées — d'espèces endémiques, et l'éradication, dans la mesure de ses faibles moyens, d'espèces introduites. On se bornera ici à illustrer ces deux objectifs en prenant les cas de la tortue et de la chèvre, animaux directement concurrents dans leur alimentation, surtout dans les petites îles

Une conception
réticulaire de
la conservation :
protéger
des espèces
ex situ
plutôt que
la nature *in situ*

¹ En 1963, après des jours de recherches harassantes à Española pour trouver des traces d'une espèce de tortue qu'ils pensent disparue, les naturalistes en découvrent une qui, « en compétition avec 15 chèvres, était en train de se nourrir d'un opuntia tombé à terre » (NdG n° 2, 1963, p. 21). Souvent mentionné dans l'histoire de la station, cet événement a joué un grand rôle au sein de la FCD dans la prise de conscience du lien à établir entre la protection des tortues et l'éradication des chèvres.

Les tortues, ou la reconstruction de la nature *ex situ*

arides comme Española¹. Le traitement réservé à ces espèces sert en outre à faire connaître au public les deux volets de la politique de conservation menée par la SRCD et le SPNG : aujourd'hui, le corral des tortues de la station est le site le plus visité des Galápagos — c'est de la conservation *ex situ* — et, à l'aéroport de Baltra, les touristes sont accueillis par un panneau qui présente le programme d'éradication des chèvres sur Santiago, c'est-à-dire les efforts de conservation *in situ* du service du parc.

Eibl-Eibesfeldt, on l'a dit, considérait la protection des tortues terrestres comme l'une des raisons justifiant l'installation d'une station biologique internationale aux Galápagos. C'est Brosset (directeur de la SRCD en 1962-1963) qui, le premier, s'attelle à la tâche ; car, malgré l'instauration du PNG, le danger de disparition subsiste : « Les destructeurs de tortues sont essentiellement des pêcheurs installés à San Cristóbal. Des jeunes tortues sont enlevées pour être vendues aux marins et touristes » (BROSSET, 1963 : 6).

De plus, les tortues sont un aliment de choix pour les colons équatoriens, qui perpétuent ainsi une tradition pluriséculaire dans l'archipel. Mais les moyens de la station étant réduits, Brosset se fie surtout aux difficultés d'accès quasi insurmontables de certains lieux pour protéger des populations de tortues : « La surveillance des zones où opèrent ces pêcheurs est extrêmement difficile. À vrai dire, l'extrême difficulté du biotope est la meilleure sauvegarde des tortues d'Isabela » (*id.* : 6).

Les champs de lave d'Isabela, cependant, n'arrêtent pas les animaux anciennement domestiques et redevenus sauvages, comme les chèvres, les porcs, les chats ou les chiens, qui sont en compétition avec les tortues pour la nourriture ou qui s'attaquent à leurs nouveau-nés. C'est autant pour les protéger des cochons sauvages que des hommes que Brosset établit une réserve entourée de barrières dans la *parte alta* de Santa Cruz, là où il peut agir², et qu'il commence le marquage des tortues, tâche qui s'étendra progressivement à toutes les populations de *geochelone elephantopus* de l'archipel.

Mais, aux débuts de la SRCD, seules deux des dix espèces de tortues encore présentes aux Galápagos ne sont pas menacées par les animaux introduits. Alors, en 1965, Perry recueille des œufs de tortues sur Pinzón, où les rats introduits font des ravages, et réussit à en faire éclore à la station. Le programme d'élevage de tortues est lancé : il est financé, à partir de 1969, par la San Diego Zoological Society, ce qui permet de construire, en 1970, un centre d'élevage de tortues à la SRCD. Au début des années soixante-dix, J. Dorst signale que 16 jeunes tortues de Pinzón ont été retrouvées en « excellent état de santé » une fois relâchées sur leur île après avoir éclos à la station :

² Comme le fait remarquer CORLEY SMITH (1990), « la concentration des efforts sur une espèce enfermée dans une aire limitée illustre la limite des espoirs de protection lors de ces premières années » (*op. cit.* : 12).

« Ces individus se sont parfaitement adaptés à la vie sauvage ; ainsi, le renouvellement des populations pourra parfaitement être assuré d'une manière régulière par l'élevage en captivité, tant que les prédateurs introduits n'auront pas été éliminés » (DORST, 1971).

Le marquage des tortues dans leurs habitats naturels, l'enlèvement de certains spécimens pour les faire se reproduire en captivité à la station, le rapatriement des jeunes tortues aux carapaces numérotées sur leurs îles d'origine où l'on se réjouit qu'elles soient « parfaitement adaptées à la vie sauvage », tout cela participe des « travaux publics » naturalistes menés par la FCD aux Galápagos. La nature de l'archipel, présentée comme l'un des derniers endroits « sauvages » de la planète, est donc en réalité « réensauvagée », et par là même profondément humanisée. C'est l'homme qui aide la nature à se perpétuer, à se reproduire en l'occurrence, et cela « tant que les prédateurs n'auront pas été éliminés ». Mais cette dernière tâche est hors de portée de la FCD, car « c'est l'homme qui est considéré comme le principal prédateur de la tortue, à Santa Cruz comme sur les autres îles » (CORLEY SMITH, 1990 : 11).

Faute de disposer d'un espace vide d'habitants ou de pouvoir modifier ou contrôler les comportements humains dans le PNG, les naturalistes optent pour une reconstruction de la nature *ex situ* au cœur même d'un espace à protéger *in situ*. Mais ce qui pourrait sembler une défaite est transformé en victoire de la conservation par la fondation Darwin. En effet, l'effort porté sur les tortues, dès les commencements de la station, est compréhensible : « Galápagos » signifie « tortue » et, par conséquent, *Geochelone elephantopus* est le symbole de ces îles. Cet animal est l'emblème de la FCD et, lorsque les touristes parcourent la station, ils visitent en réalité le corral aux tortues. Ainsi, il n'est pas étonnant que le programme d'élevage en captivité soit vite devenu la vitrine, si ce n'est la raison d'être, du savoir-faire conservacionniste de la SRCD. Stratégique au sein de l'institution, ce programme bénéficie de la majorité des financements et assure une carrière météorique au sein de la FCD à celui qui en est responsable entre 1969 et 1973, C. MacFarland³.

En 1976, 566 tortues en provenance de quatre îles sont élevées à la station, et 225 jeunes tortues ont été rapatriées dans leurs habitats d'origine ; cette même année, on estime qu'il y a au moins 300 tortues des Galápagos dans les jardins zoologiques, notamment américains (CORLEY SMITH, 1976). En 1977, le zoo de San Diego offre une tortue mâle d'Espanola à la station, ce qui porte à trois le nombre des reproducteurs de cette espèce et accroît ainsi la variabilité génétique du stock, et par là même ses chances de survie. En 1988, les 200 tortues présentes sur Espanola sont toutes nées en captivité et portent un numéro d'identification sur leur carapace...

L'utilisation, pour ces tortues, de la conservation *ex situ* (élevage et reproduction en captivité, appui de jardins zoologiques étrangers pour la variabilité du

³ C. MacFarland publie en 1972 dans *National Geographic* un article intitulé « Goliaths of the Galápagos », dans lequel il décrit sa tâche de conservacionniste des tortues et ses expéditions en famille dans les îles. La médiatisation, dans une revue aussi populaire que *National Geographic*, du responsable du programme de conservation *ex situ* des tortues ne pouvait que l'aider à devenir le directeur de la SRCD deux ans plus tard.

stock génétique) afin de parvenir à une conservation *in situ* (rapatriement des spécimens sur les sites originels) est, techniquement, la plus belle réussite conservacionniste de la FCD. Mais si l'on consent à payer un prix très élevé pour cette conservation, c'est qu'elle sert avant tout à des fins scientifiques, médiatiques et commerciales. En effet, il était nécessaire à la fondation Darwin d'établir, dès ses débuts, une image facilement diffusable des travaux de la station aux Galápagos : pour cela, la tortue géante est l'animal rêvé, c'est du « marketing » conservacionniste.

Cependant, ce type de conservation présente de sérieux inconvénients. D'abord, la sauvegarde de la tortue est l'arbre qui cache la forêt, car à cet indéniable succès s'oppose l'inexorable et silencieuse extinction de nombreuses espèces bien moins prestigieuses : par exemple, les escargots terrestres endémiques de Santa Cruz disparaissent à mesure que la forêt de *scalsias* où ils vivent diminue comme peau de chagrin à cause du bétail et des plantes introduites (G. Coppois, membre du Conseil exécutif de la FCD, comm. pers., octobre 1993). Il est vrai que l'on n'expose pas d'escargots dans les zoos...

Mais surtout, et paradoxalement, c'est ce type de conservation technique et médiatisé qui peut aujourd'hui s'avérer une menace pour les tortues. Car, on l'a vu, l'hostilité d'une grande partie de la population insulaire vis-à-vis de la FCD tend à se focaliser sur ces animaux, qui symbolisent une conservation de la nature dont on ne veut plus. Les tortues se trouvent donc au centre de la lutte entre les conservacionnistes et leurs opposants : les premiers en profitent pour alerter l'opinion publique internationale en brandissant la menace de disparition de l'animal emblématique des Galápagos, et les seconds savent qu'en s'attaquant au totem de la FCD⁴, qu'ils accusent de s'intéresser davantage aux animaux qu'aux hommes⁵, ils bénéficieront toujours d'une importante couverture médiatique.

En 1995, l'état des différentes populations de tortues dressé par la directrice de la station (Oficio ECCD-D-0816) est assez médiocre. Il est jugé satisfaisant à San Cristóbal et à Santa Cruz ; à Española, 664 tortues ont été rapatriées depuis le début du programme de conservation *ex situ*. Mais à Santiago, où 382 tortues ont été ramenées après avoir éclos à la station, les cochons sauvages sont une terrible menace, ils ont détruit la majeure partie des œufs replacés sur site en 1994, et les chèvres sauvages de l'île sont incontrôlables. À Pinzón, où 407 tortues ont été rapportées depuis le début du programme, les rats continuent de manger les jeunes reptiles. C'est à Isabela que la situation est la plus grave : outre le danger permanent que représentent les porcs et surtout les chèvres, des spécimens de plusieurs populations de tortues du sud de l'île, aujourd'hui très réduites, ont été amenés à la station après la tuerie de 1994, « pour les protéger des déprédations de l'être humain et les élever en captivité » (*op. cit.*).

⁴ Ainsi, en janvier 1995 les *pepineros* qui occupent une nouvelle fois la station menacent de tuer « Lonesome George », l'unique survivant de *Geochelone elephantopus abingdoni*. Cette tortue est le symbole de la conservation selon la FCD : les touristes suivent un parcours fléché à l'intérieur du périmètre de la station pour aller regarder l'enclos où se cache le fossile vivant, devenu site de visite à lui tout seul.

⁵ En juin 1994, la BBC-Television a filmé l'hélicoptère d'une tortue blessée par l'homme à Isabela, puis son transfert par avion jusqu'à Miami, où elle a été soignée dans une clinique spécialisée. La FCD ne s'est pas vantée de cette opération aux Galápagos : quelques mois plus tôt, une fillette d'Isabela, malade et transportée par bateau à Santa Cruz, est morte en mer en raison de la lenteur des transports. En revanche, c'est le genre d'opération de conservation qui rencontre un succès certain aux États-Unis, où la FCD compte beaucoup sur ce type de publicité pour obtenir des fonds.

Le programme de conservation *ex situ* des tortues géantes n'est donc pas vraiment parvenu à les protéger : les animaux introduits et certains habitants des Galápagos représentent même une menace plus grave pour la pérennité de ces espèces endémiques qu'au moment de la création du PNG. Or, le fait qu'après quarante ans de présence de la station aux Galápagos, la conservation *ex situ* soit indispensable pour sauvegarder les populations menacées de disparition par les hommes et les animaux introduits est un échec retentissant pour la FCD. Puisqu'on ne peut ramener toutes les tortues des Galápagos dans les centres de reproduction de la station, l'élevage en captivité ne remplace pas la conservation *in situ*⁶.

⁶ C'est l'avis de L. Cayot, la responsable de l'aire d'herpétologie de la station : « L'élevage en captivité ne sert à rien si les jeunes tortues ne peuvent pas être rapatriées sur des sites où le braconnage continue » (CAYOT et LEWIS, 1995 : 7).

L'autre volet de cette politique de conservation est l'élimination des chèvres. À partir des années soixante-dix, le personnel de la station s'est étoffé, celle-ci a davantage de fonds et, surtout, le SPNG existe enfin, même s'il est encore réduit à quelques personnes : on peut se lancer dans l'éradication des espèces introduites dans l'ensemble du PNG. L'objectif est trop ambitieux, et les naturalistes doivent vite se rabattre sur une seule espèce, les chèvres. Car, d'une part, l'éradication des chèvres est la contrepartie indispensable à l'entreprise de conservation des tortues et, d'autre part, c'est un moyen de signifier à la population locale qu'elle vit désormais au milieu d'un espace protégé, et qu'elle doit donc cesser d'y utiliser la nature à son gré.

Les chèvres constituent en effet, plus encore que les tortues, une ressource alimentaire pour les insulaires : c'est pour cela qu'elles ont été apportées dans l'archipel. Les pêcheurs, notamment, les propagent dans les îles qu'ils fréquentent : au début des années soixante, les chèvres sont présentes dans la plupart des îles Galápagos, y compris dans celles aussi difficiles d'accès que Pinta. C'est pourquoi, au début, les responsables de la station ne veulent pas affronter la population à ce sujet : « Brosset admit que la destruction des chèvres, sur Santa Cruz, devait être limitée afin de ne pas priver la population locale d'une source de nourriture importante » (CORLEY SMITH, 1990 : 11).

Et, en 1970 encore, Perry reste prudent : « Même si le programme d'éradication des chèvres sauvages était possible compte tenu des ressources disponibles, cela ne serait pas particulièrement sage et politiquement avisé de le mettre en œuvre par les temps qui courent, car ces chèvres sont utilisées par les colons comme une source de viande fraîche. Nous tirerions plutôt avantage d'un programme de contrôle plus modéré et limité aux aires affectées de façon critique par ce fléau » (*Noticias de Galápagos*, n° 15-16, 1970, p. 6).

La station commence alors son travail d'éradication par les petites îles non peuplées (cf. carte n° 12) : les chèvres sont éliminées de Santa Fé et de Rábida au début des années soixante-dix, malgré l'opposition des habitants de l'île

Les chèvres, ou l'échec de la conservation *in situ*

voisine de Santa Cruz dans le premier cas. Mais la vaste distribution de ces animaux et la vitesse formidable à laquelle ils se reproduisent rendent la tâche des conservacionnistes très difficile, voire impossible : en 1958, des pêcheurs ont introduit deux femelles et un mâle sur Pinta ; en 1973, lorsque la campagne d'éradication y débute, on estime que 20 000 chèvres vivent dans l'île... !

Les chèvres sont tuées à la carabine : non scientifique et nécessitant une main-d'œuvre nombreuse qui reste une à deux semaines sur place, cette tâche devient vite du ressort exclusif du SPNG qui, en 1976, reçoit de la Société zoologique de Francfort trois petits bateaux qui élargissent son rayon d'action. Les gardes-parcs font un travail épuisant : ils traquent dans des champs de lave ou le long de pentes abruptes, sous un soleil de plomb ou dans la *garúa*, des animaux redevenus sauvages qui s'enfuient dès qu'ils perçoivent une présence humaine et sont donc paradoxalement bien plus farouches que la faune locale.

Le gros œuvre en matière d'élimination des chèvres, c'est Santiago, autrefois l'île la plus boisée des Galápagos : on estime que la population caprine y est aujourd'hui de l'ordre de 100 000 bêtes, dispersées sur 586 km². Le travail d'éradication y commence en 1975, mais les résultats sont évidemment décevants : le bilan ne dépasse pas quelques centaines de chèvres par campagne... Et comme la végétation endémique de la partie haute de Santiago est dévastée par les caprins et menacée de disparition pure et simple, la station décide, la même année, d'en protéger les résidus au moyen de parcelles de quelques centaines de m² clôturées de barbelés.

La station et le SPNG attendent d'avoir davantage de moyens et des techniques plus éprouvées pour « prendre la chèvre de Santiago par les cornes », et concentrent à nouveau leurs efforts sur les petites îles : en 1978, les chèvres sont éliminées d'Espanola et, l'année suivante, de Marchena. Mais le problème de Santiago demeure : d'autres campagnes y sont lancées, sans succès majeur, car les fonds alloués restent chroniquement insuffisants. En effet, l'élimination des espèces introduites n'est pas un thème populaire parmi les donateurs de la conservation aux États-Unis⁷, et la station manque toujours de financements pour mener à bien ces campagnes, pourtant les plus nécessaires à la sauvegarde des écosystèmes insulaires.

La dégradation de la flore se poursuit donc implacablement et, en 1993, la station doit se résoudre à mettre en défens, sur Santiago, les derniers carrés de végétation endémique. Le vice-président de la FCD pour l'Europe, un botaniste danois, peut alors annoncer que « les mesures de conservation *ex situ* semblent maintenant justifiées pour des plantes menacées comme les *scalesias* de Santiago » (HAMANN, 1993 : 10). C'est bien l'impossibilité de mener une conservation de type territorial, dans laquelle la nature est protégée en

⁷ On a dû utiliser l'hélicoptère pour déplacer les chèvres des Channel Islands (Californie), par égard pour les puissantes sociétés locales de protection des animaux (H. Snell, comm. pers., 7-1993)... Et comme le fait remarquer, désabusé, un membre américain de la SRCD : « De toute façon, les îles peuplées seront détruites, l'espoir réside seulement dans celles qui ne le sont pas. Les donateurs ne comprennent pas l'ampleur du problème : la campagne d'éradication n'est pas populaire, parce que beaucoup de gens des pays du Nord n'aiment pas savoir que l'on doit tuer des ânes, des chiens, etc. : de sorte que l'on n'emploie pas ce terme, mais on dit qu'il faut les « déplacer » ; quant aux plantes introduites, elles n'intéressent pas le public, qui préfère entendre parler des tortues » (D. Sutherland, comm. pers., 2-1994).

tant que tout, *in situ* — c'est-à-dire dans sa dimension spatiale — qui mène à la conservation *ex situ*, dans laquelle les espèces les plus intéressantes et/ou menacées sont extraites de leur environnement et transférées, les unes dans le corral de la station, les autres dans le Jardin Botanique de Copenhague, où elles servent à l'amusement du public ou à l'avancement de la science.

Santiago, malgré le fait qu'elle abrite la population de chèvres la plus importante de l'archipel, n'est plus la priorité des conservationnistes. Car le nombre de caprins a explosé sur le volcan Alcedo où, après avoir été les seuls animaux introduits capables de traverser l'isthme de Perry, ils sont passés de 3 000 en 1992 à plus de 50 000 à la mi-1996 (*El Comercio*, 25-6-1996). D'Alcedo, les chèvres ont gagné le volcan Darwin et l'on suppose que de là, elles peuvent prendre pied sur le suivant, Wolf. Or, comme le souligne la directrice de la station (*op. cit.*) : « Ces endroits sont presque inaccessibles et l'on considère que leurs populations de tortues sont très vulnérables ». Ce qui était un gage de protection contre les hommes au début des années soixante est devenu un sérieux handicap pour lutter contre les chèvres trente ans plus tard.

À Alcedo, les chèvres détruisent l'habitat de la plus grosse population de tortues des Galápagos à un rythme accéléré : « On dirait que le site a été bombardé, la végétation a été dévastée sur d'énormes superficies », raconte un guide en mars 1996. Le SPNG s'est résolu, au début de 1996, à fermer le site de visite d'Alcedo au public, tant les dégâts causés par les chèvres sont désastreux pour la conservation des Galápagos et, par conséquent, pour l'image des institutions qui en sont chargées. En arrachant tout ce qui pousse là où se massent les reptiles, dans et à la périphérie de la caldeira, les chèvres aggravent l'érosion, réduisent les précipitations de la *garúa* captées par la végétation, et privent de nourriture, d'eau et d'ombre les tortues qui, en se pressant sous les rares arbres qui subsistent, les endommagent et finissent par les tuer.

La station alerte les bailleurs de fonds internationaux sur la situation à Alcedo dès 1990, mais en vain. En juillet 1995, la directrice de la station annonce qu'Alcedo « est en état d'urgence : il est indispensable de réduire la population de chèvres, au moins dans les aires les plus fragiles, avant la saison des pluies de décembre 1995 » (*op. cit.*). Mais il faut attendre mai 1996 pour voir une campagne d'éradication sur Alcedo ; la responsable du département d'herpétologie de la SRCD juge que le résultat est bon mais largement insuffisant : environ 10 000 chèvres auraient été abattues, perte que la population caprine mettra moins d'un an à compenser (*El Comercio*, 25-6-1996).

Les entreprises de tourisme pas plus que la population insulaire ne se sentent concernées par ce problème. Localement, le seul geste pour aider à lutter contre les caprins tient de la charité : une partie de la « bonne société » de Puerto Ayora — quelques pionniers américains/européens travaillant dans

⁸ L'autre grand programme de conservation *ex situ/in situ* mené à la station, selon le même schéma que pour les tortues, concerne les iguanes terrestres. À la charge d'H. Snell à partir de 1976, il consiste, en plus de l'élevage en captivité à la station, à reconstituer un habitat pour iguanes terrestres sur l'îlot Venecia, satellite de Santa Cruz : c'est, selon les termes mêmes de Snell, un véritable travail d'ingénieur, pour lequel 90 tonnes de terre ont été apportées sur l'îlot afin que les iguanes puissent y creuser leurs terriers et y pondre. La conservation *ex situ/in situ*, qui bénéficie des fonds apportés à l'herpétologie, semble être un moyen de promotion institutionnelle éprouvé au sein de la FCD : H. Snell en est aujourd'hui le vice-président pour l'Amérique du Nord.

L'*Odyssey* : la médiatisation de la science au service de la conservation ?

le tourisme et de riches commerçants — a organisé une exposition de peinture au profit de la « campagne d'Alcedo ». Le SPNG manque de personnel pour l'éradication des chèvres, mais la station se refuse à engager des insulaires pour ce travail, par peur de cautionner la chasse aux animaux dans le parc national... Aussi les chasseurs volontaires pour la dernière campagne d'éradication des chèvres sur Alcedo venaient-ils d'un club de tir de Quito ; mais ils sont vite repartis, jugeant le travail trop fatigant...

La politique de conservation menée par la SRCD aux Galápagos est donc axée sur la sauvegarde ou l'éradication de certaines espèces. Si les moyens matériels et financiers sont, bon an mal an, satisfaisants pour la conservation des tortues et des iguanes terrestres⁸, ils sont en revanche médiocres, voire inexistantes, pour l'éradication des chèvres et des autres espèces introduites. La tendance à protéger des espèces au détriment des espaces se trouve ainsi confirmée : or cette conception n'est pas l'apanage de la FCD, mais semble se répandre à mesure que les conservationnistes éprouvent leur impuissance à contrôler les territoires dont ils voudraient protéger la nature. Le cas de l'*Odyssey* éclaire un autre aspect de cette politique de conservation réticulaire.

L'*Odyssey*, navire de recherche du Whales Conservation Institute (WCI) de Boston, permet d'étudier les cétacés des Galápagos au moyen d'une technologie sophistiquée. Pourtant, lorsque l'on balais à la jumelle, du haut du mât de misaine, l'immensité grise, bleue ou verte de l'océan afin d'y repérer les souffles des cétacés, on pourrait se croire ramené un ou deux siècles en arrière, du temps de Colnett, du capitaine Achab et des autres baleiniers qui hantèrent la Baie de Banks. Mais aujourd'hui, sitôt le jet de vapeur aperçu, le guetteur le situe au compas et transmet par radio sa position au barreur, qui enclenche le moteur et dirige le navire droit vers la cible. Lorsqu'elle surgit à proximité du ketch de 30 mètres, la baleine paraît aussi volumineuse que lui, toute en force paisible, et l'on n'entend plus que le long chuintement de l'air expulsé des événements. On surveille alors sa plongée afin de fixer sur la pellicule toute l'envergure des ailes noires de sa queue : leur forme, leurs indentations et toutes les particularités qu'un œil averti peut y voir constituent l'un des moyens les plus commodes pour identifier les cétacés, un peu comme nos empreintes digitales. En revanche, lorsque l'océan est désespérément vide de panaches, l'équipage de l'*Odyssey* se sert d'hydrophones et écoute parler les baleines, parfois à plusieurs dizaines de milles de distance. Souvent, les joyeux ultrasons des dauphins parasitent les communications, mais les chercheurs savent reconnaître à l'ouïe chaque famille de cétacés, voire les activi-

tés que supposent ces bruits étranges pour le profane. Ensuite, les conversations aquatiques, localisées avec une précision étonnante, sont soigneusement rapportées sur la carte, et le navire suit ainsi une route zigzagante, à la poursuite d'échos sous-marins provenant de lointains cousins facétieux...

L'*Odyssey* est une véritable entreprise au service d'une certaine conception de la conservation. Le luxueux voilier blanc au pont de teck, enregistré à Key West (Floride), est l'image prestigieuse du WCI : il attire les donations, dont il est la preuve matérielle que, par le biais de la recherche scientifique, elles servent à la sauvegarde des baleines. Et, pour faire toujours mieux connaître le WCI, son directeur invite régulièrement à bord des journalistes américains, européens ou japonais, qui filment le travail des scientifiques dans le cadre grandiose des Galápagos et font ainsi une superbe promotion de l'Institut. Les donateurs représentent l'autre type d'invités (payants) à bord de l'*Odyssey* : comme le SPNG et la station interdisent formellement la présence sur le baleinier de personnes autres que des scientifiques ou des journalistes, parce que cela ferait de la concurrence aux entreprises de tourisme de luxe, le directeur du WCI les présente comme universitaires...

Mais c'est surtout l'efficacité du WCI en termes d'image qui ne plaît pas aux responsables de la fondation : la compétition est rude sur le marché mondial de la conservation, où d'innombrables ONG luttent pour capter les flux d'aides ou de dons qui se chiffrent en dizaines de millions de dollars par an. Dans les stratégies mises en œuvre par ces organisations conservacionnistes, l'image qu'elles diffusent d'elles-mêmes est essentielle, car celles qui ne sont pas assez connues se voient préférer des organismes perçus comme plus dynamiques. Or, pour être visible, il faut être présent sur les lieux où l'on dit conserver la nature ; mais pour cela, on ne doit pas s'attirer les foudres des administrations des pays auxquels appartiennent les espaces à protéger.

C'est l'une des raisons de l'importance que ces organisations conservacionnistes, WCI ou fondation Darwin, accordent à la recherche scientifique. La science est un gage de sérieux pour les médias et les bailleurs de fonds ; mais, surtout, elle est bien vue par les autorités nationales des pays concernés : la science — en l'occurrence les sciences naturelles — est devenue le moyen accepté par tous pour conserver la nature. À défaut de solution politique — et par conséquent économique — pour préserver les Galápagos, la science naturaliste répond en effet aux attentes professionnelles des responsables de la FCD ou du WCI, autorise à recueillir des fonds en diffusant une image « sérieuse » de leur action et, surtout, elle évite de remettre en question les politiques, nationale et internationale, d'une conservation de la nature utilisée par certains acteurs comme un fonds de commerce.

Enjeux et dangers de la conservation *ex situ*

⁹ « Les 154 zoos américains accrédités par l'American Association of Zoological Parks and Aquariums sont visités chaque année par plus de cent millions de personnes, un nombre qui dépasse l'assistance combinée des grandes ligues de base-ball, basket-ball et football » (TARPY, 1993 : 15) : un marché de plusieurs centaines de millions de dollars par an. Or, pour s'adapter au goût du public qui, à partir des années soixante-dix, est influencé par les films montrant les animaux en liberté dans la nature — du type de ceux produits avec l'appui de la FCD aux Galápagos — ces zoos ont changé de nature. Ils essaient de recréer le plus possible l'habitat de l'animal en captivité, se muent en réserves-safaris et changent de nom : la New York Zoological Society est ainsi devenue The Wildlife Conservation Society...

Ce qui permet aux organisations conservacionnistes de transiger entre la nécessité d'être acceptées par les pouvoirs en place et la volonté d'agir, c'est la protection des espèces. La station Darwin évolue donc vers un mode de conservation de la nature symbolisé par l'*Odyssée*, qui a aujourd'hui le vent en poupe... Car il est plus facile de faire voir qu'on lutte pour la conservation d'espèces marines migratrices que d'essayer de protéger la nature dans un espace peuplé appartenant à un État souverain.

Le prélèvement d'espèces dans les pays pauvres où elles sont menacées est justifié au prétexte qu'elles seront réintroduites dans leurs habitats d'origine une fois la situation de la conservation sur place améliorée, comme pour les tortues des Galápagos. Le but est donc de transplanter ce qui reste des espèces en danger dans des zoos de pays riches, et ce avec une double finalité : la préservation de gènes à toutes fins utiles, et la satisfaction de la « faim de nature » du public urbain⁹ (WESTERN, 1993). Ce dernier point servait déjà, on l'a vu, aux expéditions naturalistes du début du siècle pour justifier leurs collectes de tortues aux Galápagos : les conceptions de la conservation semblent ne pas avoir évolué depuis. En réalité, comme l'annonce le directeur de la San Diego Zoological Society :

« Tous ces discours sur le fait que nos zoos sont des arches de Noé et que nous allons permettre à ces espèces de traverser les mauvais temps à l'abri et reconstruire leurs habitats d'origine pour les y replacer un jour sont juste de la poudre aux yeux [...]. La véritable question est de savoir, à la lumière des projections démographiques de l'humanité, si nous pourrions sauver quelque chose de la vie sauvage » (cité par TARPY, 1993 : 34).

Et son homologue de la New York Zoological Society renchérit : « J'ai pensé pendant des années que l'unique façon de préserver la vie sauvage était le parc national ou la réserve naturelle. Mais une barrière, physique ou légale, n'est pas suffisante. Il faut aussi contrôler les environs... » (*op. cit.* : 36).

La conservation naturaliste des « espaces protégés » comme les Galápagos est donc un échec, mais celui-ci semble être devenu secondaire pour ceux-là mêmes qui l'ont mise en place. À cause des difficultés nées d'une réalité géographique — celle de l'espace à préserver — que le mode de conservation naturaliste n'a jamais pris en compte, la conservation *ex situ* de certaines espèces, aujourd'hui en vogue, signifie le progressif et officieux abandon de la protection des aires naturelles. Puisque les Galápagos appartiennent à un État souverain, d'où l'impossibilité qu'ont les institutions étrangères d'y intervenir efficacement, et parce qu'elles sont peuplées et donc l'objet d'autres usages de la nature que ceux découlant d'une conservation strictement natu-

raliste, il apparaît plus simple de préconiser le transfert *ex situ* de certaines espèces dans des zoos de pays riches, où l'on réduira considérablement et maîtrisera d'autant mieux les paramètres humains de la conservation.

Pourtant la conservation *ex situ* repose sur une représentation périmée de l'espèce : dans cette approche typologique, l'espèce est considérée comme une entité catégorique, distincte et différenciée. Or, seule la conception populationnelle (ou évolutive) est aujourd'hui acceptée : comme le souligne E. O. WILSON (1988 : 7), « les espèces consistent en de multiples populations qui mettent en œuvre de complexes variations géographiques dans un polymorphisme génétique. Ainsi, même si une espèce en danger est sauvée de l'extinction, elle aura probablement perdu sa diversité interne ». La perte de biodiversité qui a disparu sous la forme de populations est bien plus importante que celle considérée jusqu'alors par l'approche typologique : une espèce envisagée pour elle-même masque en effet le problème plus large de la perte d'habitats et d'écosystèmes, qui est le véritable moteur de l'extinction (MEFFE et CARROLL, 1994 a). C'est pourquoi la conservation d'espèces *ex situ* est un pis-aller qui ne pourra jamais remplacer la conservation *in situ*, celle qui prend en compte les espaces, écosystèmes et habitats¹⁰.

La conservation d'espaces est, par définition, de type aréolaire : ce sont tous les milieux qui doivent être pris en compte. C'est pourquoi, aux Galápagos, ce type de conservation se heurte constamment, dans les conditions où la station la pratique, à l'hostilité de la population locale et aux entraves des autorités nationales. La conservation d'espèces *ex situ*, à l'opposé, est de type réticulaire : elle extrait les animaux ou les plantes de leurs écosystèmes et les transfère vers les pays du Nord. Elle ne remet pas en question la souveraineté nationale des États et, surtout dans le cas d'espèces aussi emblématiques que les tortues ou les baleines, elle offre une bonne visibilité médiatique, ce qui facilite la collecte des fonds.

Or c'est le financement de la conservation qui détermine largement ses modalités, *ex situ* ou *in situ* : lorsque ce sont de multiples fondations, ONG, entreprises ou donateurs particuliers qui donnent de l'argent, ils ne contrôlent pas le territoire dont il faut protéger la nature et s'y intéressent peu ou pas du tout : c'est pourquoi leur aide est souvent liée à la protection d'espèces particulières. Aux Galápagos, les sociétés zoologistes ou conservationnistes comme celles de San Diego ou de New York, qui ont été pendant des années parmi les principaux bailleurs de fonds de la station Darwin, financent aujourd'hui les recherches naturalistes qui leur servent plutôt que la conservation de l'archipel dans son ensemble.

¹⁰ « La préservation de la variété des biomes terrestres est nécessaire à la préservation des espèces. Si elles ne disposent pas d'une quantité suffisante de leurs habitats naturels, les espèces sauvages s'éteindront. La propagation captive peut et doit avoir un rôle en gardant les espèces vivantes pour de courtes périodes avant de les réintroduire dans la nature. Mais la propagation captive est de peu d'utilité s'il n'y a plus d'habitats convenables pour réintroduire ces espèces. Gérer des espèces dans des jardins zoologiques ou botaniques revient cher, et un animal dans une cage ou une plante dans un jardin n'est pas un membre fonctionnel de son espèce » (ORIANI, 1994 : 87)

La fondation Darwin, ONG ou entreprise conservacionniste ?

Les réseaux du pouvoir à la fondation Darwin

La fondation Darwin a comme objectifs statutaires de « recueillir et de gérer les fonds destinés au fonctionnement de la station et à la promotion des recherches qui y ont leur base, et de veiller à la diffusion, par tous les moyens appropriés, du résultat des travaux de la station et de toutes les informations scientifiques relatives aux réserves naturelles » (*Noticias de Galápagos* n° 1, 1963).

La difficulté de recouvrer des fonds destinés à la conservation des Galápagos est, dès l'origine de la FCD, l'un des problèmes majeurs qu'elle doit affronter. La recherche permanente de ressources financières et l'autopromotion de l'institution vont vite devenir les deux axes majeurs et étroitement liés de la politique de la fondation, allant jusqu'à transformer ses structures et ses objectifs fondamentaux.

Aujourd'hui, la FCD est organisée selon quatre niveaux hiérarchiques : l'Assemblée générale (AG), élue pour deux ans, se réunit chaque année et décide de la politique générale de l'institution ; le Conseil exécutif (CE) dirige et contrôle l'exécution des décisions prises par l'AG ; le président, les vice-présidents et le secrétaire général sont responsables de l'exécution des décisions prises par l'AG et le CE ; enfin, le directeur de la station est chargé de la bonne marche des opérations aux Galápagos (FCD, 1993). Cette organisation institutionnelle est le résultat d'une évolution ayant fait passer la FCD d'une sorte de club de prestigieux naturalistes occidentaux, occupant des postes de responsabilité élevés dans la technostucture conservacionniste internationale (cf. chapitre III), à une puissante ONG dirigée par des scientifiques et des gestionnaires surtout américains, ainsi que par des Équatoriens aux fonctions essentiellement politiques.

L'organisation administrative de la FCD n'a pas connu de bouleversement majeur jusque dans les années quatre-vingt, au cours desquelles deux processus corrélatifs la font profondément évoluer : l'importance des gestionnaires est reconnue au sein des instances dirigeantes de l'ONG, qui sont par ailleurs largement « équatorianisées ». À mesure que les grandes institutions conservacionnistes internationales réduisent leurs subventions à la FCD — qu'elles manquent elles-mêmes de crédits, qu'elles jugent la situation plus préoccupante ailleurs, ou qu'elles abandonnent la conservation *in situ* —, celle-ci adopte une stratégie dans laquelle son image et la collecte de fonds deviennent une priorité absolue. Cela s'accompagne de la disparition des « notables de la conservation » du CE, dans lequel la directrice de la « Charles Darwin Foundation, Inc. » — l'entreprise de collecte de fonds de la FCD — fait en revanche son entrée.

D'autre part, les Équatoriens obtiennent la création et la présidence d'une Assemblée générale de la FCD; ils sont en outre plus nombreux dans le CE; et le poste de secrétaire général leur est réservé à partir de 1983. L'équatorianisation de la FCD, si elle satisfait le nationalisme des gouvernements de Quito se disant soucieux de faire bénéficier leur pays de sa production scientifique¹¹, s'explique aussi par la stratégie des responsables étrangers de l'ONG, qui cherchent ainsi à échapper à l'accusation récurrente d'« impérialisme » et à pénétrer dans l'arène politique nationale afin d'y défendre les projets et intérêts de leur institution (P. Wheelan, comm. pers., juin 1993; A. Carrasco, comm. pers., novembre 1993). Enfin, l'entrée massive des Équatoriens dans la structure administrative de la FCD n'est pas étrangère au fait que non seulement celle-ci est riche, mais aussi qu'elle a pour mission de conseiller l'Équateur sur la conservation des Galápagos, et qu'elle joue donc à ce titre un rôle clé dans l'élaboration des plans d'aménagement et de gestion, notamment du tourisme : ces ressources et ce rôle stratégique — il permet d'accéder aux crédits internationaux — excitent les convoitises.

La complexité de l'organisation de la FCD doit cependant être relativisée, car l'AG et le CE n'ont pas souvent leur mot à dire, et bien qu'étant officiellement les simples exécutants d'une politique décidée par ces deux organes, les président et secrétaire général de la fondation y ont acquis l'essentiel du pouvoir de fait. Or l'examen des titulaires successifs de ces postes dévoile l'emprise de quelques pays et personnes sur la FCD et la station.

¹¹ Cette préoccupation se manifeste dès le Plan d'aménagement de 1975, auquel a pourtant participé la FCD : « S'il est vrai que le travail de la SRCD a été positif jusqu'à présent, cette activité n'a pas représenté pour le pays un capital de connaissance, lequel a été en général transféré à l'étranger. Il est donc indispensable de récupérer ces connaissances pour le bénéfice des institutions et des scientifiques nationaux, ce pourquoi il est nécessaire de réaliser l'intégration progressive de la SRCD au système administratif du pays, de façon à effectuer un contrôle effectif de ses activités » (JNPCE, 1975 : 40).

**TABL. 3 —
Responsables
de la SRCD
et de la FCD
(1960-1996).**

Années	Directeur	Secrétaire général	Président
1960	Levêque (S)	Dorst (F)	Van Straelen (B)
1961-1962	Brosset (F)	“	“
1963-1964	Snow (GB)	“	“
1965-1970	Perry (GB)	Barlow (GB)	Dorst (F)
1971	Kramer (A)	“	“
1972-1973	“	Corley Smith (GB)	“
1974-1978	MacFarland (EU)	“	Kramer (A)
1979-1980	Hoeck (A)	“	“
1981-1982	Köster (A)	“	“
1983	“	Black (E)	“
1984-1988	Reck (A)	“	MacFarland (EU)
1989	Evans (EU)	“	“
1990-1991	“	Carrasco (E)	“
1992-1996	Blanton (EU)	“	“

A = Allemagne; B = Belgique; E = Équateur; EU = États-Unis; F = France; GB = Grande-Bretagne; S = Suisse.

Les postes exécutifs de la FCD et de la station ont d'abord été occupés par des Européens, qui étaient même tous francophones au début (le français était alors la langue la plus employée dans le bulletin de la FCD, *Noticias de Galápagos*). Mais, dès 1963, les petites nations de la conservation cèdent la place aux Britanniques et aux Allemands, Dorst conservant néanmoins la présidence de la FCD jusqu'en 1974, date à partir de laquelle plus aucun article n'est publié en français dans *Noticias de Galápagos*. Dans les années soixante-dix, la fonction de secrétaire général est largement honorifique, tandis que le pouvoir réside à la présidence (relations internationales) et à la station (carrières scientifiques) : depuis 1970 et 1973 respectivement, les directeurs de la station et les présidents de la FCD sont exclusivement allemands ou américains. L'hégémonie des États-Unis et de l'Allemagne à ces postes reflète celle de ces pays dans les financements de la station ; mais elle découle aussi des filières mises en place par Kramer et MacFarland¹² qui, à eux deux, ont exercé pendant trente ans cumulés les fonctions de directeur de la station ou de président de la FCD entre 1971 et 1996...

¹² Parmi les lieux importants du réseau conservatinniste de la FCD sous la direction de MacFarland, on trouve l'université de Moscow (Idaho), où il professe et d'où viennent plusieurs membres de la SRCD et chercheurs associés, ainsi que le Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement (Catie) du Costa Rica, qui a vu passer MacFarland, Blanton, d'autres membres de la SRCD et chercheurs associés (également américains), de même que tous les responsables du SPNG.

¹³ Ainsi, pour ne s'en tenir qu'à deux présidents de la FCD, Dorst a ensuite été vice-président de l'UICN, et Kramer est aujourd'hui président du WWF International.

¹⁴ Le progrès de la desserte aérienne des Galápagos a renforcé la subordination de la station par rapport aux centres de décision de la FCD, à Quito ou aux États-Unis, car il permet de multiples et très brefs voyages du secrétaire général et du président à Puerto Ayora. Le directeur de la SRCD dépend des décisions des responsables de la FCD non seulement pour les crédits de fonctionnement et le recrutement ou le licenciement de son personnel, mais aussi pour tout ce qui a trait à la politique de l'institution dans l'archipel, et ce jusque dans les moindres détails.

La longévité de certaines personnes aux postes de responsabilité de la FCD leur a permis de peser sur les recrutements de l'institution, de tisser des liens avec les dirigeants des grandes institutions ou ONG conservatinnistes internationales et d'influer sur les programmes et recherches en cours aux Galápagos. Si onze directeurs se sont succédé à la SRCD entre 1960 et 1996, on ne compte que cinq secrétaires généraux et quatre présidents de la FCD pendant la même période : seraient-ce les Galápagos qui usent ou le pouvoir qui conserve ? Certains de ces responsables passent en outre d'un poste à l'autre au sein de la FCD et font ainsi des carrières d'« apparatchiks » de la conservation, aux Galápagos mais aussi au sein d'autres organismes internationaux¹³. Ces réseaux permettent de voir que l'évolution des priorités de la FCD s'est traduite par un transfert du poids relatif des responsabilités et des nationalités au sein de l'institution. Tant que l'on a pu faire de la science à la station (mais après les débuts héroïques où c'était impossible), ses directeurs ont été britanniques, américains et surtout allemands. Puis la transformation de la station en base logistique des universités américaines comme l'amélioration des liaisons entre l'archipel et le reste du monde ont placé les directeurs de la station dans une dépendance accrue vis-à-vis des président et secrétaire général de la FCD¹⁴. Les Allemands cèdent alors le poste de directeur de la station aux Américains, qui sont recrutés par la filière mise en place par MacFarland : cela garantit la bonne coordination entre la SRCD et les « patrons » de la FCD que sont le président et le secrétaire général.

En effet, selon C. MacFarland, les responsabilités au sein de la FCD sont définies en fonction de critères géographiques qui déterminent les champs de compétence de chacun : le président dirige la politique de l'institution à

l'échelle internationale¹⁵, son secrétaire général en Équateur et le directeur de la station aux Galápagos. Depuis 1983-1984, les président et secrétaire général de la FCD sont américains et équatoriens, respectivement : le pouvoir de décision au sein de l'ONG n'est pas centralisé, mais prend la forme d'un réseau dont les sites se trouvent actuellement aux États-Unis — présidence, vice-présidence pour les Amériques et la Charles Darwin Foundation Inc., ainsi qu'à Quito — siège de son secrétariat général. Car les relations de l'institution avec les organismes scientifiques, les bailleurs de fonds et les médias américains, comme celles qu'elle entretient avec la classe politique équatorienne, sont devenues cruciales.

La FCD entretient une opacité certaine autour de son financement. Les rares documents comptables auxquels j'ai eu accès sont d'une imprécision inexplicable : ainsi, celui qui sert de source à la figure 31 est censé couvrir la période 1960-1993 ; mais, pour les années 1968, 1969, 1970, 1972, 1974, 1975 et 1976, il mentionne que « il n'y a pas d'informations ». De plus, un incendie criminel jamais élucidé a réduit en cendres le service de comptabilité de la station en 1984, faisant courir des rumeurs qui, aux Galápagos, ne sont pas éteintes aujourd'hui encore ; enfin, en 1993, la comptable de la SRCD s'est enfuie après avoir détourné des milliers de dollars et tenté d'incendier le bâtiment administratif... La fondation est pourtant soumise au contrôle du cabinet d'audit américain Price Waterhouse : or celui-ci signale de nombreuses lacunes dans la documentation comptable de l'institution¹⁶.

Puisqu'il est impossible de connaître exactement les ressources financières dont disposent la fondation et la station Darwin, la figure 31, bien qu'élaborée à partir d'une source officielle, ne prétend donc pas à l'exhaustivité : son but est plutôt d'illustrer la croissance des revenus de la station, ainsi que la constellation d'entités qui les fournissent. On peut ainsi regrouper les revenus de la FCD et de la station en trois catégories : les institutionnels leur assurent, bon an mal an, plusieurs centaines de milliers de dollars ; les particuliers, dont les dons sont pris en charge par la Charles Darwin Foundation Inc., fournissent chaque année des sommes similaires ; enfin, les programmes internationaux auxquels participe l'ONG (et qui n'apparaissent pas ci-dessous) se chiffrent en millions de dollars¹⁷.

Un fait est donc certain : malgré les plaintes perpétuelles des responsables de la FCD sur l'insuffisance de son financement, celle-ci manipule chaque année des millions de dollars. Par conséquent, le sous-équipement et les difficultés quotidiennes de la station paraissent davantage découler d'une mauvaise gestion ou d'une utilisation mystérieuse des ressources que d'une pénurie réelle¹⁸.

¹⁵ C. MacFarland se qualifie d'*executive manager* de la FCD : son rôle consiste « essentiellement à superviser des campagnes de collecte de fonds aux États-Unis et en Europe » (comm. pers., 6-1993).

Une nébuleuse financière

¹⁶ Dans son rapport de 1994, il souligne que « la documentation disponible à la FCD est insuffisante pour nous permettre de conclure sur l'intégralité des revenus perçus et des dépenses effectuées par C. MacFarland et R. Perry au cours de l'année 1993 » (notons que ces deux personnes ont été directeurs de la SRCD pendant les années où l'on n'a pas gardé trace de la comptabilité de la station) ; ou encore : « Au 31 décembre 1993, les registres comptables de la FCD enregistrent un passif de 41 millions de sucres (environ 23 000 US\$) en faveur de la Charles Darwin Foundation, Inc., lequel n'a pas été confirmé par ladite institution. Pour autant, il nous a été impossible de conclure sur l'effectivité de ce solde. »

¹⁷ On relève ainsi dans le rapport de 1993 de la FCD, à la rubrique « Propositions en cours de négociation ou d'exécution », une liste des programmes auxquels participe la FCD. Ils sont financés par l'Agencia Española para la Cooperación Internacional à hauteur de 2 000 000 US\$; par l'UE pour 7 600 000 US\$; par la BID pour 500 000 US\$; par le Pnud pour 300 000 US\$; et par l'Usaid pour 500 000 US\$: soit un total de 10 900 000 US\$ (FCD, 1993 : 9-11).

¹⁸ Les difficultés financières chroniques de la station paraissent d'autant plus étranges que le président de la FCD assure que sur les 700 000 US\$ de son budget en 1993 (chiffre qui n'est pas identique à celui noté dans les documents officiels), 600 000 sont destinés à la SRCD (MacFarland, comm. pers., 6-1993). Cette proportion correspond à celle indiquée par le Secrétaire de la FCD : « Plus de 80 % du budget annuel est géré directement par la station et le reste est dépensé pour la présidence, les vice-présidences et le secrétariat général » (FCD, 1993 : 19).

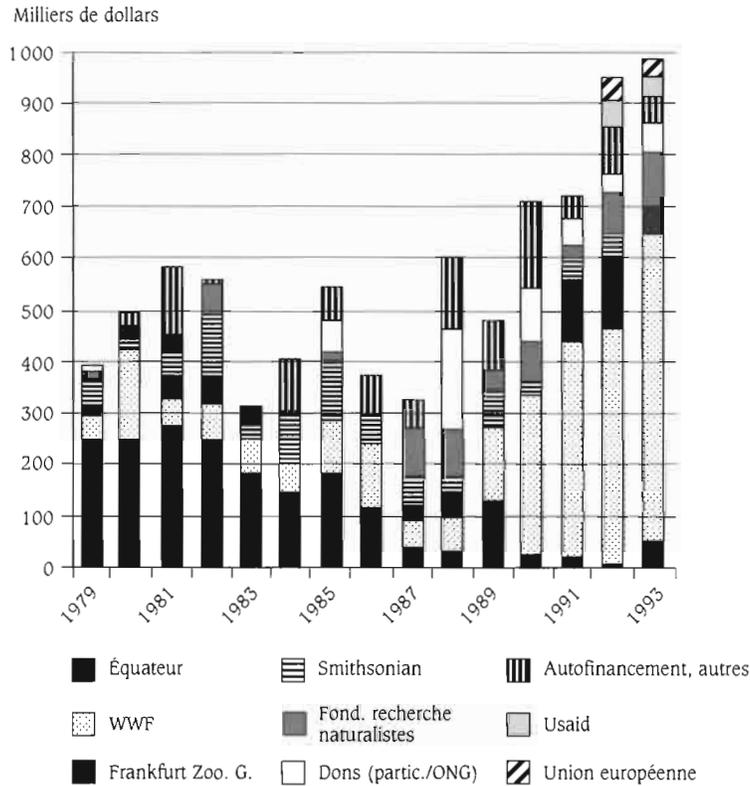


Fig. 31 — Origine et montant des financements de la station Darwin (1979-1993).

Source : Informe general sobre ingresos de diversas fuentes de financiamiento a la ECCD (SRCD, 1994).

Car bien que les revenus de la station fluctuent parfois du simple au double d'un an à l'autre, elle dispose chaque année de ressources en moyenne au moins deux fois plus élevées que celles du SPNG. Mais une part très importante — quoique non quantifiable au moyen des informations accessibles — des fonds de la station est composée d'aides « liées », c'est-à-dire fournies exclusivement pour un programme particulier : ainsi, la San Diego Zoological Society déclare-t-elle « donner pour les tortues, pas pour les hommes » (C. Blanton, comm. pers., 12-1992). Le système des aides liées fonctionne ainsi en circuit fermé, puisqu'elles sont destinées à des programmes dont bénéficient les chercheurs qui travaillent dans des aires déterminées par les bailleurs de fonds selon leurs propres intérêts. Or ces aides liées s'accompagnent d'un retrait de l'État équatorien du financement de la station : sa participation est en constante diminution, en particulier à partir de la seconde moitié de la décennie 1980.

C'est pourquoi l'ONG conservacionniste connaît alors une évolution qui la transforme fondamentalement : à partir de 1985, pour pallier le désengagement de l'Équateur, la fondation commence à rechercher elle-même une

partie de ses revenus (FCD, 1993). La date est significative, car c'est aussi celle de la naissance du concept d'écotourisme (BLANGY, 1993 a), qui vise à ce qu'une part croissante de l'entretien des aires protégées soit assurée par les entreprises touristiques : la période est celle du triomphe de l'idéologie libérale dans les pays du Nord, qui se retirent progressivement de nombreux programmes d'aide à la conservation¹⁹ et au développement pour les laisser à l'abandon ou aux mains d'ONG et de diverses fondations privées²⁰.

Ce mouvement entraîne deux conséquences au sein de la FCD : la montée en puissance de gestionnaires au détriment des scientifiques²¹ dans une structure administrative qui se complexifie, et la recherche croissante d'une rentabilité financière qui transforme de fait l'ONG conservationniste en entreprise²². En 1985, la Darwin Scientific Foundation est créée aux États-Unis : elle est chargée de faire fructifier 1 500 000 US\$ placés dans divers organismes financiers ; en 1992, c'est au tour de la Charles Darwin Foundation, Inc. (CDF Inc.), elle aussi installée aux États-Unis et responsable de la collecte de donations de particuliers pour la fondation ; et en 1993, la FCD lance le Galápagos Trust en Europe pour y recueillir des fonds. L'ONG conservationniste fonde enfin Friends of Galápagos, une association à but non lucratif — ce qui permet de recevoir des dons ou des legs sans que les donateurs et les bénéficiaires ne paient d'impôts — d'abord aux États-Unis en 1992, puis en Europe en 1993. Le système financier de la FCD se caractérise ainsi par une organisation en réseaux, caractéristique de la gestion par « prise de participations croisées » des grandes entreprises : de multiples donateurs particuliers et organismes internationaux se rattachent par des flux financiers à l'ONG, à laquelle ils fournissent des fonds en grande partie gérés — de façon plus ou moins opaque — par des organisations satellites.

Les liens étroits que la fondation entretient, pour des raisons financières, avec les entreprises du tourisme de réseaux ne sont donc pas une surprise.

La FCD a peaufiné une image d'institution qui serait « la conscience écologique des Galápagos » (C. MacFarland, comm. pers., 10-1993), et ce en multipliant les relations, d'intérêt mutuel, avec les médias et les grandes entreprises touristiques opérant dans l'archipel. G. WALLACE (1993), importateur des nouveaux modèles de gestion touristique aux Galápagos, donne un aperçu de l'idéologie qui sous-tend ces relations :

« Les administrateurs de parcs nationaux trop protecteurs, qui rechignent à permettre aux entreprises touristiques d'opérer, doivent se rappeler qu'en dernière instance les aires protégées ne survivront pas sans partisans qui

¹⁹Rappelons entre autres qu'en 1984, les États-Unis de R. Reagan et la Grande-Bretagne de M. Thatcher arrêtent de payer leur quote-part du budget de l'Unesco, dont dépendent les patrimoines mondiaux comme les Galápagos ; et que le Congrès des États-Unis, à majorité républicaine, refuse de voter la quote-part américaine au budget de l'ONU...

²⁰Ce courant libéral dans la conservation de la nature vient des États-Unis, où il a pris naissance à la fin des années soixante (cf. HARDIN, 1993) avant de se développer vraiment au cours des années quatre-vingt, en phase avec le mouvement de dérégulation et de « globalisation » de l'économie. Pour les « écologistes de marché », l'objectif est de substituer l'action privée à celle de l'État en matière de conservation ; ils dirigent l'une des plus puissantes ONG conservationnistes américaines, qui entretient d'étroites relations avec la FCD : The Nature Conservancy. Cette ONG, qui a pour devise « la préservation de la terre par le biais de l'action privée », a apporté 150 000 US\$ à la SRCD en 1989 (revenus ne figurant pas dans la comptabilité de la station) grâce au « mailing » faisant appel aux visiteurs de la station (LINDBERG et HUBER, 1993). Sur l'idéologie des « écologistes de marché », cf. OST (1995).

²¹« Pendant longtemps, la FCD n'a pas eu de stratégie financière en raison de la composition de ses organes directeurs et de la nature gratuite de son travail. Le nombre élevé de scientifiques en son sein en comparaison des gestionnaires et des administrateurs a maintenu la FCD dans une situation de quémandeuse, mais elle est en train de se transformer en génératrice de ses propres fonds » (FCD, 1993 : 19).

²²Cette tendance au « green business » est une évolution générale des ONG conservationnistes, qui s'inspirent d'un précurseur en la matière, Greenpeace (R. Cans, *Le Monde*, 11-07-1995).

Les liens de la fondation Darwin avec le tourisme de réseaux

aiment et connaissent ces endroits. Les visiteurs/partisans sont ceux qui mèneront les politiques de conservation en subvenant aux budgets pour la gestion de ces aires, et qui font des donations aux ONG telles que le WWF, The Nature Conservancy et la fondation Charles-Darwin... » (*op. cit.* : 63).

Les « visiteurs/partisans » de la conservation sont les clients des entreprises de tourisme présentes sur le marché des Galápagos, qui sont, en tant que pourvoyeuses, de plus en plus indispensables au fonctionnement institutionnel de la fondation Darwin. De fait, depuis la réorientation de la politique touristique officielle vers le tourisme de réseaux, les relations entre la FCD et Metropolitan Touring sont encore plus étroites qu'auparavant. Non seulement cette dernière est la seule « entité privée équatorienne » à faire partie du Conseil exécutif de la FCD, mais son président est membre de son Assemblée générale (FCD, 1990). La participation de grandes entreprises de tourisme aux organes directeurs de la FCD a été prônée par certains de ses responsables à la fin des années quatre-vingt²³, au moment où l'ONG commence à se préoccuper des conséquences néfastes des migrations vers les Galápagos, et alors que la nette diminution des subventions publiques équatoriennes lui pose de sérieux problèmes de budget. Or, l'appui financier que les grandes entreprises comme MT apportent à la fondation Darwin par le biais de touristes fortunés qui sont autant de donateurs potentiels est toujours plus important.

²³ Ainsi, lors de la 19^e Assemblée générale de la FCD, l'ancien sous-directeur de la SRCD, De Vries (qui, en 1967, appuyait le rapport Jennings donnant l'exclusivité du marché des Galápagos à MT), disait que « l'on doit rechercher une plus grande participation [à l'AG] du groupe touristique, ce qui correspond à la résolution votée il y a trois ans » (FCD, 1990 : 5).

Les dons des touristes à la conservation

D'après le président de la FCD, le financement de la station est assuré par des donateurs particuliers pour une part qui fluctue, selon les années, entre 20 % et 30 % de son budget annuel (MacFarland, comm. pers., 6-1993). Or, les touristes enquêtés considèrent que la conservation de la nature des Galápagos va mal : cette désillusion entraîne deux conséquences.

La première est positive, puisque 51 % des étrangers (61 % des Américains) et 64 % des Équatoriens enquêtés déclarent pouvoir payer davantage pour la conservation des Galápagos (l'idée de conserver la nature n'est donc pas un luxe réservé aux citoyens des pays du Nord). La deuxième conséquence est moins bonne pour la FCD, car les enquêtés sont perplexes : prêts à faire des dons, ils ne savent pas à qui les adresser (19 % des Américains et 28 % des autres étrangers disent être dans ce cas).

Cependant, le fait que les enquêtés placent la station/fondation Darwin au premier rang des institutions qu'ils sont prêts à aider (39 % des étrangers et 46 % des Équatoriens) peut laisser croire que la réputation de l'ONG n'a pas trop souffert. Il n'est pas étonnant que les Américains soient les principaux soutiens de la station (50 % d'entre eux lui feraient des dons), puisqu'ils sont la clientèle privilégiée des grandes entreprises étroitement associées à

la FCD et qu'ils constituent la cible prioritaire des campagnes de demandes de fonds menées par cette institution. Au point que les scientifiques de la station, et même, à l'occasion, les responsables de la fondation Darwin, sont régulièrement requis d'aller faire des conférences à bord des grands bateaux de croisière pour y solliciter des dons²⁴.

Il est cependant surprenant que, malgré toute la promotion réalisée par la FCD auprès des touristes américains, la moitié d'entre eux seulement (54 % n'ont pas répondu) disent vouloir l'appuyer financièrement : on peut y déceler une certaine ternissure de l'image de l'institution, y compris auprès de ses plus fidèles partisans. Quant aux Équatoriens, on constate qu'ils font davantage crédit à la FCD qu'à leur propre administration : cette attitude est peut-être révélatrice de leur manque de confiance envers tout ce qui est national, puisque si l'on ajoute aux 26 % d'enquêtés se disant prêts à faire des dons au SPNG/Inefan ceux qui voudraient financer d'autres institutions équatoriennes, cela ne représente même pas le tiers de leurs réponses ; serait-ce de l'étranger qu'arrivera le salut ?

En s'affichant constamment hors d'Équateur comme la seule institution responsable de la conservation de l'archipel, et en contribuant à diffuser une image enchanteresse de celle-ci, la fondation Darwin paie sans doute le fait que les visiteurs ont découvert sur place que cette autopromotion cachait en grande partie un mythe. Il en découle que plus d'un cinquième des étrangers voudraient plutôt confier la conservation des Galápagos à des institutions internationales (les Américains sont 15 % dans ce cas et les Équatoriens seulement 1 %), en particulier au WWF. Pourtant, la FCD est la seule institution conservacionniste à s'être dotée de puissants instruments pour capter les dons des visiteurs du PNG.

Le drainage de fonds auprès des touristes est devenu vital pour la FCD, qui a créé à cet effet la « CDF Inc. » en 1992. Selon sa directrice, J. Barry, une professionnelle du *fund raising*²⁵, la CDF Inc. a été fondée pour les raisons suivantes :

« Pendant vingt-cinq ans, la Smithsonian Institution a recueilli des fonds pour la FCD, puis elle a diminué son aide ; de plus, elle ne reversait pas forcément les fonds drainés pour les Galápagos à la FCD mais à d'autres projets. Enfin, le fait d'être affiliés à la Smithsonian nous empêchait d'avoir directement accès aux donateurs. Le but du *fund raising* est de faire en sorte que la station Darwin puisse revenir à ce qu'elle faisait il y a trente ans, de la science. C'est au SPNG de faire le « job » de maintenance et de surveillance du parc, pas à nous » (J. Barry, comm. pers., 10-1993).

²⁴ Dans son rapport d'activité annuel, le président de la FCD déclare avoir « participé comme guide spécial à deux croisières (de l'université de l'Idaho et de l'institut technologique de Californie). Comme résultat, on a reçu à peu près 4 000 US\$ de dons à travers la CDF Inc., et une douzaine de nouveaux noms de donateurs réguliers pour les travaux de conservation des Galápagos » (MACFARLAND, 1994 : 6).

« Charles Darwin Foundation, Incorporated »

²⁵ J. Barry définit ainsi son métier : « Le *fund raising* est une science : on doit s'adapter à n'importe quel type de donateur ». Pourtant, elle envoie le même type de courrier à tous ceux qu'elle sollicite : « La lettre doit être à la fois attirante — c'est pourquoi on y a mis une photo de bébé otarie — et alarmiste, car le message est clair : vous devez donner ! » (J. Barry, comm. pers., 10-1993).

²⁶ Le *Galápagos Bulletin* illustre la dérive de la FCD du naturalisme des *Noticias de Galápagos* vers le « green business ». D'abord, titre et textes sont en anglais, car ce courrier s'adresse aux donateurs/touristes du marché américain. J. Barry préconise « des textes moins scientifiques et centrés sur les adhérents, le marketing, les événements saillants, etc. » (FCD, 1994, annexe n° 20). Le *Galápagos Bulletin* est un succès, à tel point que le directeur du SPNG, voulant récupérer une part des revenus engendrés par les dons, demandait à ce que l'on inscrive le nom de SPNG sous le logo de CDF Inc. ! (FCD, 1993 : 5).

Le mécanisme du drainage de fonds est celui de la vente par correspondance, ou « mailing » : la station Darwin récupère les coupons d'entrée au parc national que le SPNG veut bien lui remettre (cela dépend de l'état des relations entre les deux institutions), relève les adresses des visiteurs qui y sont portées puis les transmet à la CDF Inc. Celle-ci les inscrit sur la liste informatique, continuellement mise à jour, des « donateurs potentiels » de la FCD, et leur envoie ensuite le *Galápagos Bulletin*²⁶, courrier servant de support à la collecte de dons. Les résultats sont appréciables, selon le rapport présenté par J. Barry à l'Assemblée générale de la FCD en 1994 : « Depuis ses débuts, la CDF Inc. a apporté environ 150 000 US\$ à la station et au SPNG » (FCD, 1994, annexe n° 20).

Pour maximiser ses revenus, la CDF Inc. se concentre sur les touristes/donateurs des pays riches :

« Nous utilisons les cartes d'entrée au PNG comme source de nouveaux membres donateurs, que nous sollicitons aujourd'hui dans 15 pays. Nous avons déterminé que les demandes dans les autres pays (nous en avons jusqu'à 56 sur notre base de données) n'étaient pas rentables [...]. Nos données continuent de montrer que 83 % du total des dollars obtenus proviennent des États-Unis, et que le pourcentage suivant était l'Allemagne, avec 3,7 % des dons. Il incombe à la CDF Inc. de solliciter les donateurs des pays rentables » (*op. cit.*).

Les quatre cinquièmes des revenus de la CDF Inc. viennent ainsi des visiteurs américains, les plus fortunés et donc les meilleurs clients du tourisme de réseaux aux Galápagos. Il est évident pour la CDF Inc. et, par conséquent, pour la fondation Darwin que plus il arrive de touristes riches aux Galápagos, plus ceux-ci sont susceptibles de faire des dons importants à l'ONG ; les touristes modestes, en revanche, sont moins intéressants. Or, d'après les enquêtes menées auprès des visiteurs (GRENIER, 1996), un tiers des touristes américains ayant répondu à la question disent avoir fait une croisière à bord de navires de Metropolitan Touring. Cela explique l'importance de cette entreprise pour la FCD et, du même coup, la participation de l'ONG à la mise en place et au renforcement d'un tourisme « sélectif » aux Galápagos. De même, parmi les objectifs de la CDF Inc. pour 1995, J. Barry prévoit « des campagnes conjointes avec des agences de voyage » : la CDF Inc. a besoin des grandes entreprises de tourisme non seulement parce qu'elles apportent des donateurs généreux, mais aussi parce qu'elles l'aident à vendre le même produit, la nature des Galápagos.

La fondation Darwin ne se limite pas à rechercher des alliés dans un seul segment du tourisme de réseaux mais entretient aussi les meilleures relations avec la compagnie aérienne Tame. Cela va jusqu'à un accord de

coopération avec la compagnie ayant l'exclusivité de la desserte de l'aéroport par lequel transitent les trois quarts des touristes des Galápagos :

« Afin de rendre formel l'appui traditionnel de Tame aux activités de la FCD aux Galápagos, nous avons discuté d'un accord de coopération moyennant lequel Tame octroie des tarifs spéciaux pour les membres de la fondation qui doivent se rendre aux Galápagos pour raison de travail. Cet accord stipule que la fondation reconnaîtra l'aide de Tame dans toutes ses publications, et nous nous engageons à ce que les scientifiques visiteurs fassent de même » (FCD, 1994 : 23).

Peu importe aux responsables de la Fondation que la compagnie Tame fasse pression pour augmenter encore la fréquence de ses neuf vols hebdomadaires vers l'archipel.

De même que dans son mode de fonctionnement scientifique ou administratif, le système de financement mis en place par la CDF Inc. révèle que la fondation Darwin est une organisation en réseau, parfaitement adaptée à la modernité actuelle, mais étrangère à d'autres formations sociales fondées sur un territoire, comme l'État équatorien, la population des Galápagos ou les habitants de Puerto Villamil. Le système de drainage des dons de particuliers utilisé par la FCD utilise une technique employée par bon nombre d'entreprises commerciales et d'ONG conservationnistes dans les sociétés « connectées » des pays riches. Ce mode de communication est possible parce qu'intégré à la partie du monde organisée en réseaux, même partiellement : c'est le cas du tourisme mis en place aux Galápagos.

Les adresses des touristes contactés par la CDF Inc. ont été relevées à l'octroi du PNG. Si le touriste inscrit son adresse sur son billet d'entrée, comme on le lui demande, l'acquittement de cette taxe auprès du SPNG fournit une information essentielle : celle qui permet de connecter un nouveau donateur potentiel au réseau de la CDF Inc. La station Darwin n'est qu'un relais, indispensable mais subalterne, dans ce réseau : elle recueille les adresses sur les billets et les transmet à la CDF Inc. En revanche, les guichets du SPNG sont des nœuds où est produite l'information qui permet au réseau de s'étendre, sur le faisceau de lignes encore virtuelles entre les donateurs potentiels et la CDF Inc.

Ces nœuds sont à la fois un lieu et une institution : ils sont situés à la frontière du PNG, et ils représentent l'administration chargée de le gérer. Lieu où l'adresse des donateurs est susceptible d'être captée, le guichet du SPNG appartient à une institution pouvant diffuser ou retenir l'information : c'est un « lieu institutionnel » qui rattache le réseau de la CDF Inc. au

De l'inconvénient de privilégier les réseaux aux territoires

territoire d'un État. Mais l'État équatorien peut ou non collaborer — et, la plupart du temps, de façon peu satisfaisante — avec la fondation Darwin : ainsi, paradoxalement, c'est dans le nœud où l'information est produite que la communication peut se perdre. Lorsqu'un point d'une organisation en réseau appartient aussi à un territoire, celui de l'État en l'occurrence, le flux d'information peut être interrompu ou filtré. Cette intersection entre deux systèmes organisés différemment produit du « bruit », qui brouille les communications : c'est ce que certains économistes, pris dans la construction de leurs modèles, appellent la « viscosité » du réel...

Or, à un moment ou à un autre, un réseau est en contact avec ce réel, ici avec un système social organisé sur un mode territorial. Car même s'il ne véhicule que de l'immatériel — des informations — et n'a pas d'emprise linéaire au sol, le réseau est nécessairement et ponctuellement en prise avec la Terre par le biais de ces relais, ou de ces nœuds. Ce faisant, il est dépendant de lieux qui ne se définissent pas uniquement par leur fonction dans l'espace réticulaire, mais aussi par leur appartenance à un territoire. Et c'est par ces indispensables fenêtres que les réseaux doivent ouvrir sur le monde extérieur — qu'il s'agisse d'un État ou d'une société — qu'entrent les éléments perturbateurs.

C'est pourquoi une stratégie misant tout sur le mode réticulaire commet une erreur lorsque l'organisation qui la met en œuvre n'a pu préalablement s'affranchir au maximum des territoires dont elle dépendra toujours partiellement. C'est possible — pour combien de temps ? — dans les sociétés les plus développées de la planète, encadrées par des États qui contrôlent leur espace ou, au moins, les lieux de connexion entre réseaux et territoires. C'est également réalisable lorsque l'organisation met en contact des individus ou des entités volontairement réunis par un réseau autour d'un projet commun, comme pour les touristes/donateurs américains de la FCD. Mais ces deux exceptions ne s'appliquent pas aux Galápagos : l'État ne contrôle ni son territoire ni ses administrations, et la population insulaire ne participe que de façon marginale au tourisme de réseaux.

Or, parce que le tourisme de réseaux est le mode d'organisation permettant de maximiser le rendement économique attendu, les institutions conservacionnistes ont quand même choisi de le mettre en place et de le soutenir aux Galápagos. Ce faisant, elles se sont déjà exposées à de graves problèmes de fonctionnement : leurs réseaux sont ancrés, aux Galápagos et en Équateur, dans des territoires de populations ou d'un État qui n'ont pas toujours les mêmes intérêts qu'elles. Et lorsque, par exemple, une poignée de pêcheurs mécontents bloquent l'accès à l'aéroport de Baltra, comme ce fut le cas en mai 1994, en janvier 1995 puis en septembre 1995, c'est un

relais essentiel du réseau touristique-conservationniste qui, mis hors d'état de fonctionner, paralyse tout le système.

Aussi, à mesure que les conservationnistes lâchent prise sur le territoire des Galápagos, ils multiplient les réseaux pour tenter de lutter contre la pêche d'exportation. En 1994, une nouvelle ONG conservationniste, Conservation Network International, Inc., est fondée en Floride par J. Grove, un ancien guide naturaliste américain des Galápagos devenu chef d'une entreprise de tourisme de plongée sous-marine. Sa protestation contre la pêche dans la RRMG consiste à envoyer des « e-mails » au président de la République et aux entreprises de tourisme équatoriennes qui, par intérêt commercial, tentent de minimiser l'ampleur des dégâts²⁷. Ces réseaux se sont également manifestés par le lancement d'une alerte internationale sur Internet : en 1995, la Galápagos Coalition — une organisation réticulaire (n'existant que sur Internet) fondée par des scientifiques naturalistes américains et CDF Inc. — adresse à ses membres un « e-mail » qui décrit la situation dans l'archipel pendant la grève insurrectionnelle et demande de diffuser le plus largement possible des documents fournis par la FCD.

Telle qu'elle est exprimée dans ces courriers électroniques, la position de la FCD est très ferme, mais cette combativité ne peut pratiquement plus se manifester que sur Internet. Cette méthode est révélatrice de l'esprit et de la manière des conservationnistes : la FCD préfère discuter de la conservation des Galápagos sur Internet plutôt qu'avec les habitants de l'archipel ; ou, plus exactement, comme elle ne peut plus le faire avec la population insulaire, elle s'adresse aux « internautes ». Il n'est d'ailleurs pas étonnant que Conservation Network International et Galápagos Coalition aient été fondés par un entrepreneur du tourisme de réseaux et par des scientifiques en rapport avec l'archipel : les modes de fonctionnement du tourisme et de la science sont réticulaires. Ainsi, la conservation des Galápagos, conduite par une FCD coupée de la population vivant dans l'espace dont elle se proclame la « conscience écologique », est devenue, dans les faits, virtuelle.

Si l'on en croit les responsables de la FCD, la population des Galápagos serait hostile à la conservation de l'archipel. Plus précisément, les nouveaux immigrants sont considérés irrécupérables car, de faible niveau socioculturel, ils n'ont aucune conscience du milieu dans lequel ils vivent et sont uniquement attirés par l'argent qu'ils pourraient gagner aux Galápagos. En réalité, c'est dès l'implantation de la SRCD dans les îles que leur population est désignée comme le principal ennemi de la conservation : le remède consisterait alors à l'éduquer afin qu'elle en comprenne les bienfaits.

²⁷ Ces entreprises de tourisme équatoriennes, dans des communiqués à la presse étrangère, rappellent que les Galápagos sont considérées comme un modèle de conservation. Ce à quoi J. Grove réplique : « Malheureusement, si l'attention de la communauté internationale se porte actuellement sur l'Équateur, cela n'est pas dû au succès de cette politique conservationniste, mais plutôt aux changements récents [la pêche d'exportation], qui non seulement contredisent les règlements officiels, mais mettent en danger la totalité des écosystèmes. Cette question transcende les frontières nationales » (Conservation Network International, Inc., bulletin du 26 août 1994). Les réseaux transcendent peut-être les territoires mais, dans le cas des Galápagos, ceux-ci ne sont pas d'un grand secours : la pêche continue malgré l'intense campagne de « communication » menée par CNI Inc.

Une population opposée à la conservation ?

L'éducation de la population : la panacée selon la fondation Darwin

Lorsqu'ils installent la station, le principal problème des naturalistes est que les Galápagos sont habitées. Certes, leur population est encore peu nombreuse (2 400 habitants en 1962), mais elle a augmenté de 45 % depuis le recensement de 1950 (Ecuador, 1950, 1962). Or, comme dans l'archipel, « les destructions les plus sérieuses sont imputables aux habitants des îles, insuffisamment informés de la valeur des Galápagos sur le plan de la science [...] ce sera l'un des rôles de la station biologique que d'éduquer cette population par des méthodes appropriées » (DORST, 1959 a : 26).

C'est ainsi qu'est lancé le seul programme de la FCD destiné à la population insulaire, afin qu'elle comprenne bien que « la protection de la nature est une impérieuse nécessité aux Galápagos en raison de l'intérêt scientifique exceptionnel de leur faune » (*op. cit.* : 19).

L'objectif a le mérite d'être clairement posé : l'éducation de la population des Galápagos a pour but de la convaincre que l'usage scientifique de la nature est primordial, et que les autres utilisations que l'on peut en faire doivent désormais s'y soumettre. Cet idéalisme typique du milieu naturaliste est le versant idéologique de cette conservation : on occulte les conditions matérielles d'existence et la culture d'origine d'habitants ramenés au statut d'élèves, et l'on croit que seule l'éducation leur permettra de respecter la nature de l'espace dans lequel ils vivent. Dès les années soixante-dix, la station Darwin se dote pour cela d'un département d'éducation disposant de budgets importants, de plusieurs employés permanents et de l'aide de volontaires étrangers et équatoriens.

L'éducation est mise en œuvre selon plusieurs axes : radiodiffusion de programmes visant à sensibiliser les auditeurs aux questions de conservation, publication de feuillets et d'affiches de vulgarisation, organisation de cours pour adultes et enfants volontaires ou de défilés à l'occasion du carnaval (SUTHERLAND, 1994). Mais ces actions n'ont jamais rencontré un large public : les émissions de radio de la station sont peu écoutées — en grande partie parce qu'elles sont de médiocre qualité et qu'elles sont soumises à la concurrence de multiples radios nationales et locales ; les prospectus s'attachent à présenter les Galápagos comme un sanctuaire de la vie sauvage en ne faisant aucune allusion à leur peuplement humain, alors qu'ils s'adressent en principe à des personnes vivant au cœur du PNG²⁸ ; enfin, l'assistance aux cours dispensés par la station est très clairsemée, et composée uniquement d'enfants.

²⁸ Un rapport de l'Unesco (1980) fait remarquer que « malheureusement, on n'a pas éduqué la population en la considérant comme partie du milieu naturel des Galápagos, alors que c'était sans doute l'objectif de cette première étape » (*op. cit.* : 23).

Un entretien d'enquête réalisé en juillet 1993 avec D. Sutherland, alors responsable du département d'éducation à la station, permet de saisir la conception de la FCD en matière de relations avec la population des Galápagos. Cette démarche peut paraître limitée et trop personnalisée, mais une politique conservacionniste destinée à la population d'un pays latino-américain

Une « communication »
bricolée en guise
de conservation : ce panneau
du char de carnaval
de la SRCD (dont on aperçoit
les ateliers et les magasins
au second plan) proclame
que « les charges [apportées
du continent] contiennent
des bêtes. Exigeons
leur inspection. Protégeons
notre province ».
Ce genre d'action,
selon le responsable américain
qui exhorte ici
ses maigres troupes d'étudiants
volontaires, doit sensibiliser
aux introductions d'organismes
allochtones une population
que cette « éducation »
laisse de marbre.



et impulsée depuis une base scientifique dirigée par des naturalistes américains s'incarne dans des individus. Ne faire reposer l'analyse d'un phénomène social que sur l'étude du système et du contexte dans lequel il se développe est insuffisant : l'acteur individuel peut être, comme ici, représentatif d'une bonne partie du système. Et ce d'autant plus qu'il a été sélectionné par d'autres individus, en poste depuis des années à la tête de la FCD : une politique peut se lire à travers ceux qui la mettent en œuvre.

D. Sutherland : « J'ai une formation universitaire de quatre ans en biologie et en éducation environnementale et interprétation à l'université de Moscow, Idaho. J'ai fait mon "master" au Costa Rica : son sujet était l'influence de l'éducation environnementale des enfants sur leurs parents. J'ai connu MacFarland, qui m'a dit que la SRCD cherchait un coordinateur en éducation environnementale et interprétation. Je suis arrivé aux Galápagos en juillet 1991 avec un contrat de deux ans. Je suis payé 800 dollars par mois, plus la maison : c'est davantage qu'un Équatorien du même grade, mais eux ont des primes. J'ai commencé comme chef du département, mais l'Équatorien que j'ai remplacé à ce poste n'a pas été d'accord : j'ai dû démissionner et passer sous ses ordres ».

Le responsable de l'éducation à la station est donc un pur produit de la filière mise en place par le président de la FCD, de l'Idaho aux Galápagos en passant par le Costa Rica. Comme pour la plupart de ses homologues américains ou européens, le salaire de D. Sutherland est modeste, ce qui indique une vocation certaine pour la conservation : mais celle-ci ne suffit pas à leur épargner la susceptibilité de leurs collègues équatoriens, ce qui représente l'une des principales limites à l'action des naturalistes étrangers de la station.

« Je travaille la moitié du temps avec les touristes, et la FCD veut que je passe plus de temps dans ce domaine ; et le reste avec la population locale, enfants et adultes : c'est surtout mon chef équatorien qui est responsable de cette partie, mais je l'aide et le conseille. Mon travail d'éducation avec le secteur touristique se fait surtout par l'entraînement des guides. Je coordonne la participation de la station aux cours de guides — pour lesquels il y a très peu de cours en sciences sociales, juste un peu de gestion des aires protégées — donnés au SPNG, et j'élabore le contenu de l'interprétation environnementale que les guides utiliseront avec les touristes ».

Les responsables de la FCD tendent ainsi à privilégier, en matière d'éducation comme ailleurs, la promotion de l'institution auprès des touristes/donateurs. De même, l'importance du travail sur les guides est significative : ils sont un maillon essentiel d'une politique conservacionniste axée sur la recherche de financement. Enfin, il est regrettable que les guides ne reçoivent quasiment aucun enseignement en sciences humaines alors que les problèmes posés à la conservation de l'archipel — thèmes qu'ils se doivent d'aborder avec leurs clients — sont d'origine sociale : on retrouve là les insuffisances d'une conservation pensée uniquement par des naturalistes.

« Nous avons identifié des groupes cibles, contactés par voie d'affiche et surtout de radio, pour l'éducation des adultes de la population locale : les autorités, les pêcheurs, les opérateurs et les équipages touristiques, les ménagères et les agriculteurs. Mais jusqu'à présent, il n'existe pas de programmes d'éducation environnementale à la fois systématiques et adéquats. Pourtant, il me semble que l'éducation est le seul moyen, étant donné que les lois ne sont pas appliquées »

L'éducation doit pallier la déficience des lois : le problème vient de ce que les enseignements, ne pouvant être obligatoires, doivent s'adresser à des personnes que l'on a ciblées en fonction de leur importance présumée dans la société locale et/ou des menaces que leurs activités font peser sur la nature. Mais il est évident que ce ne sont pas quelques cours facultatifs qui empêcheront les déprédations de se poursuivre, d'où un certain découragement :

« En fait, il nous manque des ressources financières et humaines, nous sommes des pompiers, nous sommes voués à l'échec. Par exemple, il n'y a personne qui travaille en biologie marine : que pouvons-nous dire sur les *pepinos*... ? Il n'y a pas de papiers pour faire des photocopies, on n'a pas de fax pour communiquer avec l'extérieur, etc. Mais la décision de licencier 40 % du personnel a été bonne, on peut ainsi économiser un peu d'argent ».

Ce constat sévère et désabusé est le même que celui établi par plusieurs des responsables de la station²⁹. Mais ici, D. Sutherland envisage sans états d'âme le licenciement de la plupart du personnel subalterne de l'institution,

²⁹ Ainsi le responsable de l'aire de botanique à la station a-t-il fait le diagnostic suivant un mois à peine après avoir pris son poste aux Galápagos : « On a des activités par défaut, on fait ce que les autres — le SPNG — ne font pas parce qu'ils n'ont pas le personnel ou les moyens et, du coup, on n'est pas forcément compétents et on a des problèmes » (A. Mauchamp, comm. pers., 3-1994). C'est à peu près la même leçon qu'avait tirée l'ancien responsable scientifique de la station après cinq ans de service aux Galápagos : « La station a toujours essayé d'anticiper afin de ne pas se faire menacer par les autorités équatoriennes. Mais il s'agit d'une politique de réaction et non de prévision : il n'y a pas de politique suivie, nous sommes dépendants des autorités équatoriennes. Nous réagissons sur des problèmes ponctuels et nous ne pensons pas à l'ensemble comme un système : nous faisons un travail de pompiers » (P. Whelan, comm. pers., 6-1993).

c'est-à-dire d'Équatoriens qui vivent à Puerto Ayora. Or c'est précisément cette indifférence vis-à-vis des employés de la station, considérés comme des salariés d'une entreprise privée dont on se sépare à la faveur d'un « dégraisage », qui nuit à l'image de marque de l'institution auprès de la population : des mois après ce licenciement collectif, Puerto Ayora bruissait encore de rumeurs sur « le repaire des gringos », et des graffitis vengeurs s'étaient étalés sur les murs de la ville.

« Il y a beaucoup de tensions à la station, entre étrangers et Équatoriens : c'est pourquoi je suis content de ne pas avoir renouvelé mon contrat et de m'en aller à la fin de l'année. Ces tensions ont plusieurs raisons : les salaires : les étrangers gagnent davantage que les Équatoriens ; la langue : on fait des erreurs d'interprétation, il y a des malentendus ; la culture : par exemple, les « chefs » équatoriens m'ont reproché d'utiliser du papier de brouillon — parce qu'il n'y en avait pas d'autre — pour les archives : ils ont considéré cela comme un manque de respect. Les Équatoriens aiment l'uniforme, ils n'ont pas la même façon de penser et de s'exprimer, ils cherchent toujours des boucs émissaires et non à résoudre les problèmes, ils manquent de professionnalisme ; le nationalisme : ils font un complexe d'infériorité et rejettent souvent des idées exprimées par des « gringos », seulement parce qu'elles viennent des « gringos » : on me l'a dit ouvertement au SPNG. »

Le diagnostic de D. Sutherland est souvent juste, mais il est surtout révélateur d'une méconnaissance fondamentale, de la part de ces « Peace Corps »³⁰ de la conservation, du milieu dans lequel ils vont travailler. Des personnes comme D. Sutherland parlent espagnol en employant des formules que l'on croirait tirées d'un manuel de langue pour administrateur colonial : le complexe de supériorité de la plupart des « gringos » est non moins présent que celui, inverse, dont ils se plaignent à propos des Équatoriens. L'antiaméricanisme latent chez bon nombre de Latino-Américains (on ne rencontre pas une semblable hostilité des *Galápagueños* à l'égard des membres européens de l'institution) est alors susceptible de compliquer la tâche de relations publiques confiée à ces responsables de la station :

« Les nouveaux migrants viennent aux Galápagos pour l'argent. Ici, il n'y a pas de sentiment de communauté, l'individualisme est extrême, on ne peut se fier à personne ; je ne sort plus la nuit après l'extinction des feux, je me suis fait une fois attaquer au couteau. Pour moi, le village est un endroit agressif, ils essaient toujours de faire payer davantage l'étranger. Je n'ai pas d'ami au village, sauf un, ni à la station, où la vie sociale est atomisée, il n'y a pas d'esprit d'équipe. Je ne m'adapte pas ici, c'est pourquoi je m'en vais. Un étranger qui a vécu plusieurs années ici adopte cette culture *galápagueña* : l'adaptation culturelle me semble fonctionner de la même façon que l'adaptation biologique, il se produit une sélection naturelle. »

³⁰ Plusieurs Américains ayant travaillé ou travaillant avec ou à la station sont, comme D. Sutherland, originaires du « Peace Corps ».

On perçoit, à travers ce témoignage, le caractère de ghetto pour scientifiques des pays du Nord qu'est la station. Il est paradoxal que ce soit le chargé du secteur de l'éducation qui se sente aussi étranger au milieu humain dans lequel il doit travailler. Cette méfiance est ressentie par la population, qui sait que les membres de l'ONG naturaliste la considèrent toujours responsable de la dégradation de l'écologie des Galápagos :

« Le problème principal, pour la conservation, c'est le surpeuplement à cause de l'immigration : tout le reste en découle, les introductions d'espèces allochtones, l'accumulation d'ordures, la surexploitation de ressources naturelles, etc. On devrait changer la Constitution pour empêcher les migrations vers les Galápagos et ne plus subventionner les services publics.

Le tourisme sélectif est la solution : il va réduire les possibilités économiques de la population locale, beaucoup partiront et il ne viendra plus de monde. Cela va à l'encontre de mes valeurs, car ainsi les riches seront plus riches et les pauvres plus pauvres. Mais c'est un bien pour la conservation des Galápagos, et je choisis celle-ci plutôt que la population, bien que cela me coûte de le dire. Mais les gens d'ici vont réagir très durement, peut-être en brûlant des embarcations de tourisme sélectif ou des immeubles : les *Galápagueños* ne vont pas se laisser tout enlever sans rien dire. Il y aura une période d'ajustement, de troubles difficiles, mais la population diminuera. »

La surpopulation est en effet le danger principal pour les îles ; mais ses raisons ne sont jamais analysées par les responsables de la FCD parce que cette démarche remettrait en cause la politique de conservation suivie depuis quarante ans par cette institution. Ils préfèrent, « bien que cela coûte de le dire » et quelles qu'en soient les conséquences, mettre en œuvre la politique du « tourisme sélectif », qui se révèle pourtant être un échec patent sur le plan migratoire, alors qu'elle a apporté d'importants bénéfices aux entreprises du tourisme de réseaux et aux institutions qui y participent. On retrouve ici la vulgate libérale appliquée à la préservation d'un parc national : refus de subventionner les services publics, nécessité de l'« ajustement », etc. Son principal défaut est de ne pas avoir compris qu'aux Galápagos, la misère économique de la population locale est la pire ennemie de la conservation de la nature.

L'éducation de la population aux bienfaits de la conservation est une tâche qui devrait se situer en aval de mesures sociales et économiques visant à fournir aux habitants d'une aire protégée les moyens de ne pas attenter à l'intégrité écologique de celle-ci. Sinon, cette politique faisant semblant d'intégrer la population aux bénéfices tirés de la conservation n'est qu'une stratégie de communication destinée avant tout à l'opinion publique internationale.

L'opinion de la population sur la conservation

Les mauvaises opinions des enquêtés sur le SPNG et la station permettent de mesurer l'échec de la politique conservacionniste suivie aux Galápagos : à l'échelle de l'archipel, un tiers d'entre eux n'aiment pas le premier et un quart n'apprécie pas la seconde. Si plus de 40 % des enquêtés ont une opinion négative ou n'ont pas d'avis sur ces deux institutions, cela ne veut pas dire pour autant que les autres en ont une bonne image : ces jugements négatifs représentent un strict minimum, car bien des opinions recensées comme « moyennes » comportent des critiques, parfois très virulentes, qui n'ont pas été prises en compte ici. Si les enquêtés ont une meilleure opinion de la station que du SPNG, cet avantage doit être relativisé pour deux raisons. D'abord l'ONG est moins présente dans les îles que son homologue équatorien, de sorte qu'un cinquième des enquêtés a déclaré ne pas connaître l'institution ou ne pas pouvoir donner d'avis à son sujet. Ensuite, j'ai réalisé environ un tiers des enquêtes en me présentant comme lié à la station : dans bien des cas, les enquêtés ne voulaient visiblement pas m'offenser en disant du mal de l'institution qui m'employait.

D'une façon générale, le reproche que l'on adresse le plus souvent au SPNG est d'être une administration bureaucratique qui paie des fonctionnaires à ne rien faire : « On ne les voit qu'à l'aéroport recueillir l'argent des touristes », déclare un guide de Puerto Baquerizo ; « Ils passent leur temps dans leurs bureaux », renchérit le dentiste de Puerto Villamil ; « Ils mangent comme des ogres et travaillent comme des paralytiques », résume une fermière de Santa Cruz. Bon nombre de remarques dénoncent aussi le fait que le SPNG retire beaucoup d'argent du tourisme, mais que celui-ci part sur le continent au lieu de profiter aux Galápagos, opinion qui reprend l'un des thèmes favoris des hommes politiques insulaires : l'institution chargée de la collecte des droits d'entrée au PNG est rendue responsable de ce qui est ressenti comme un pillage des ressources de l'archipel par Quito. Enfin, beaucoup d'enquêtés sont mécontents que le SPNG n'aide pas la population : ces personnes voudraient qu'il travaille au bien-être des habitants, ce qui dévoile une méconnaissance de la mission de ce type d'administration, mais aussi l'abandon dans lequel les institutions, conservacionnistes ou autres, laissent la population de l'archipel.

Cette dernière opinion est particulièrement répandue à Puerto Baquerizo, dont la population a l'habitude de profiter, peu ou prou, des retombées économiques provenant des administrations qui y sont installées. C'est pourquoi, de tout l'archipel, ce sont les enquêtés de cette ville qui ont la plus mauvaise opinion du SPNG (45 %), institution dont ils ne voient pas l'intérêt économique personnel qu'ils pourraient en tirer alors qu'elle travaille à recueillir l'argent d'un tourisme qui ne leur est d'aucun bénéfice. À Isabela, le recrutement de quelques habitants du crû par le SPNG, en 1994, explique que

l'hostilité des enquêtés vis-à-vis de cette institution, bien que marquée (43 %), ne soit pas plus forte qu'à Puerto Baquerizo, en dépit de la lutte que se livrent pêcheurs d'holothuries et gardes-parc : il est vrai que ces derniers répugnent souvent à verbaliser des connaissances. Cependant, leurs contrôles épisodiques, ajoutés à la politique restrictive du gouvernement, suffisent à cristalliser contre eux le ressentiment d'une population désemparée. Dans les zones rurales, les visites de gardes-parcs sont si rares que leur institution est jugée avec bienveillance, lorsqu'elle ne laisse pas tout simplement indifférent ou perplexe : « Nous ne savons pas ce qu'ils font, ils disent que c'est pour l'avenir qu'ils protègent ces oiseaux », me confiait un paysan de Floreana, en parlant de la campagne de protection du pétrel hawaïen alors en cours sur l'île.

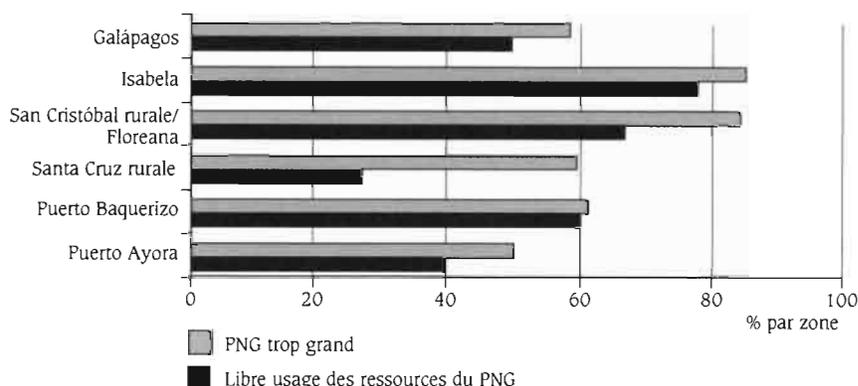
Les mauvaises opinions des enquêtés vis-à-vis de la station viennent essentiellement, à l'échelle des Galápagos, de ce qu'ils perçoivent le désintérêt des naturalistes pour les habitants : « Ils préfèrent les animaux aux hommes » est une phrase qui revient très souvent dans les commentaires au sujet de l'ONG. On reproche ainsi au personnel de la station de vivre à l'écart de la population, de ne pas rechercher le contact avec elle, de donner toujours la priorité à la conservation sans jamais proposer de solutions alternatives, de « tout interdire »... Chez les enquêtés les plus instruits, ces reproches prennent souvent une connotation nationaliste : « Ils sont contrôlés par l'étranger », « C'est un repaire de "gringos" », « Ils ne devraient employer que des Équatoriens », etc. Enfin, les liens entre la station et les grandes entreprises de tourisme sont également la cible des enquêtés, en particulier à Puerto Ayora, où ils sont les plus visibles.

Mais en même temps, et de façon paradoxale, c'est l'image scientifique de la station qui lui vaut une certaine indulgence de la part des enquêtés : ils lui en veulent surtout de ne pas mettre ses compétences supposées au service de la population des Galápagos, afin que celle-ci vive mieux au sein du PNG. C'est pourquoi la majorité des enquêtés qui connaissaient la station se sont montrés agréablement surpris lorsque je me présentais comme en faisant partie : c'était la première fois, me disait-on, qu'elle s'intéressait aux humains... Le seul véritable point noir pour la station est Isabela, où les deux tiers des enquêtés lui vouent une haine farouche parce qu'elle est considérée comme responsable de l'interdiction de pêcher les holothuries.

Compte tenu des biais mentionnés ci-dessus dans les opinions recueillies sur ces institutions, l'avis des enquêtés sur la superficie du PNG et sur la liberté d'utiliser les ressources qui s'y trouvent est plus instructif.

À l'échelle des Galápagos, la moitié des enquêtés voudrait pouvoir user librement des ressources du PNG, et les trois cinquièmes jugent celui-ci trop grand.

Fig. 32 — Enquêtés trouvant le PNG trop grand et/ou souhaitant un libre usage des ressources qui y sont situées.



Sources : enquêtes personnelles.
Galápagos : N = 214 ; Isabela : N = 15 ; San Cristóbal rurale et Floreana : N = 14 ; Santa Cruz rurale : N = 15 ;
Puerto Baquerizo : N = 64 ; Puerto Ayora : N = 106.
Taux de réponses aux deux questions : 100 %.

En mettant l'accent sur la superficie et les ressources naturelles de l'espace « protégé », la question visait à prendre le pouls du sentiment territorial de la population insulaire. Or, il est manifeste que celle-ci estime qu'elle a besoin de plus de place et qu'elle revendique à propos du PNG ce que M. GODELIER (1984) définit comme la possession d'un territoire : un « droit d'accès, de contrôle et d'usage portant sur les ressources qui s'y trouvent ». Après quarante ans d'existence du PNG et presque autant d'années passées à éduquer la population, cette dernière considère donc l'espace « protégé » comme différent de celui réservé à la colonisation — c'était le but des conservationnistes — mais aussi comme un territoire à prendre : c'est leur échec. Car ces réponses signifient que la majorité de la population insulaire, ayant été tenue à l'écart des bénéfices tirés de l'exploitation légale des ressources du PNG — c'est-à-dire du tourisme — ne comprend pas l'intérêt du « gel » de ces terres dont elle a par ailleurs un besoin grandissant, étant donné la croissance démographique dans l'archipel.

Le rapport entre les revendications territoriales sur le PNG et la participation au tourisme des insulaires, variable selon les zones, est très net. C'est à Santa Cruz, dont les habitants tirent globalement le plus d'avantages du tourisme, que les enquêtés sont les moins nombreux à prétendre empiéter sur la superficie attribuée au PNG et à vouloir utiliser ses ressources sans contraintes. Au contraire, c'est à Isabela, où la population ne profite quasiment pas des revenus touristiques et s'est donc consacrée à la pêche aux holothuries qu'elle est le plus en faveur d'un grignotage de la superficie du PNG et du libre usage des ressources qu'il contient.

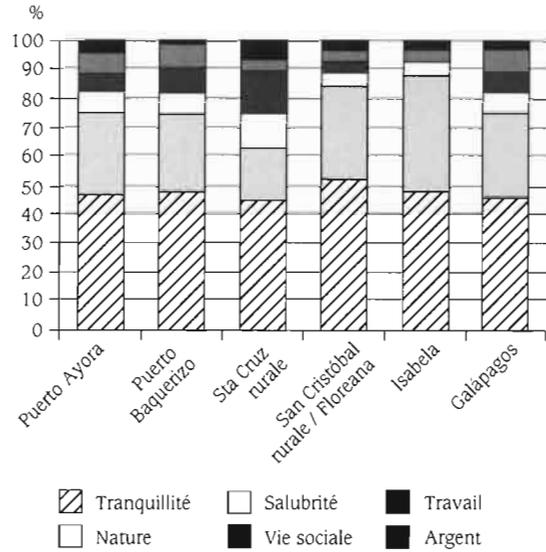
Dans les villes, la revendication d'une extension des zones colonisées vient de la saturation — actuelle ou prochaine — des périmètres urbains : certains enquêtés évoquent même, dans une curieuse récupération du discours conservacionniste, « les droits des générations futures » à disposer de... terrains constructibles. Dans les *partes altas*, on reproche au PNG d'englober de bonnes terres agricoles et de ne pas autoriser le bétail à paître hors de la zone réservée. Quant aux demandes de libre usage des ressources du PNG, la plupart d'entre elles concernent les produits de la pêche d'exportation — holothuries, requins et langoustes — et, plus rarement, le bois de chauffe ou de menuiserie, et les matériaux de construction.

Ces opinions sur les institutions conservacionnistes et les revendications concernant le PNG permettent de faire deux constats. D'abord, la conservation des Galápagos, telle qu'elle a été menée jusqu'à présent, n'a pas acquis le soutien d'une large majorité de la population locale. Ensuite, cette défiance provient de ce que la population insulaire ne profite pas suffisamment — pire, de moins en moins — des bénéfices tirés de l'exploitation économiquement durable du PNG. De sorte que, loin de s'améliorer par « plus d'éducation », qui ne touche pas grand monde, ou « plus de lois », qui ne sont pas appliquées, ou « plus d'argent », qui est détourné, la conservation des Galápagos ira de mal en pis tant que l'on n'aura pas réservé à la population locale les profits qu'elle engendre, et que l'on permettra encore aux migrants de s'installer librement dans les îles.

Or, la population locale est prête à accepter une véritable politique de conservation, puisque si l'on en juge par les avantages que les enquêtés trouvent à vivre aux Galápagos (cf. fig. 33), il semble qu'ils aient conscience de l'utilité d'y maintenir une certaine qualité de vie. En effet, pour les quatre cinquièmes des enquêtés, les avantages de la vie aux Galápagos sont avant tout d'ordre écologique — tranquillité, nature et salubrité —, tandis que les trois autres types de réponses, d'ordre socio-économique — argent, travail et vie sociale — ne regroupent, au maximum, qu'un quart des réponses. Cette répartition fut l'une des surprises de l'enquête : d'une part, elle va à l'encontre des discours conservacionnistes accusant la population locale d'être hostile à la préservation du milieu dans lequel elle vit et, d'autre part, elle contredit les pratiques déprédatrices de ces mêmes habitants.

On peut tirer de cette dernière information l'enseignement suivant, qui va bien au-delà du seul cas des Galápagos et résume ce que devrait être une politique conservacionniste. N'importe quel humain aimant vivre dans un environnement qu'il juge agréable pour au moins l'une des trois raisons évoquées ici par les enquêtés (tranquillité, nature, salubrité), c'est sur ce fondement que devraient se construire les politiques de conservation de la nature :

Fig. 33 — Avantages de la vie aux Galápagos selon les enquêtés.

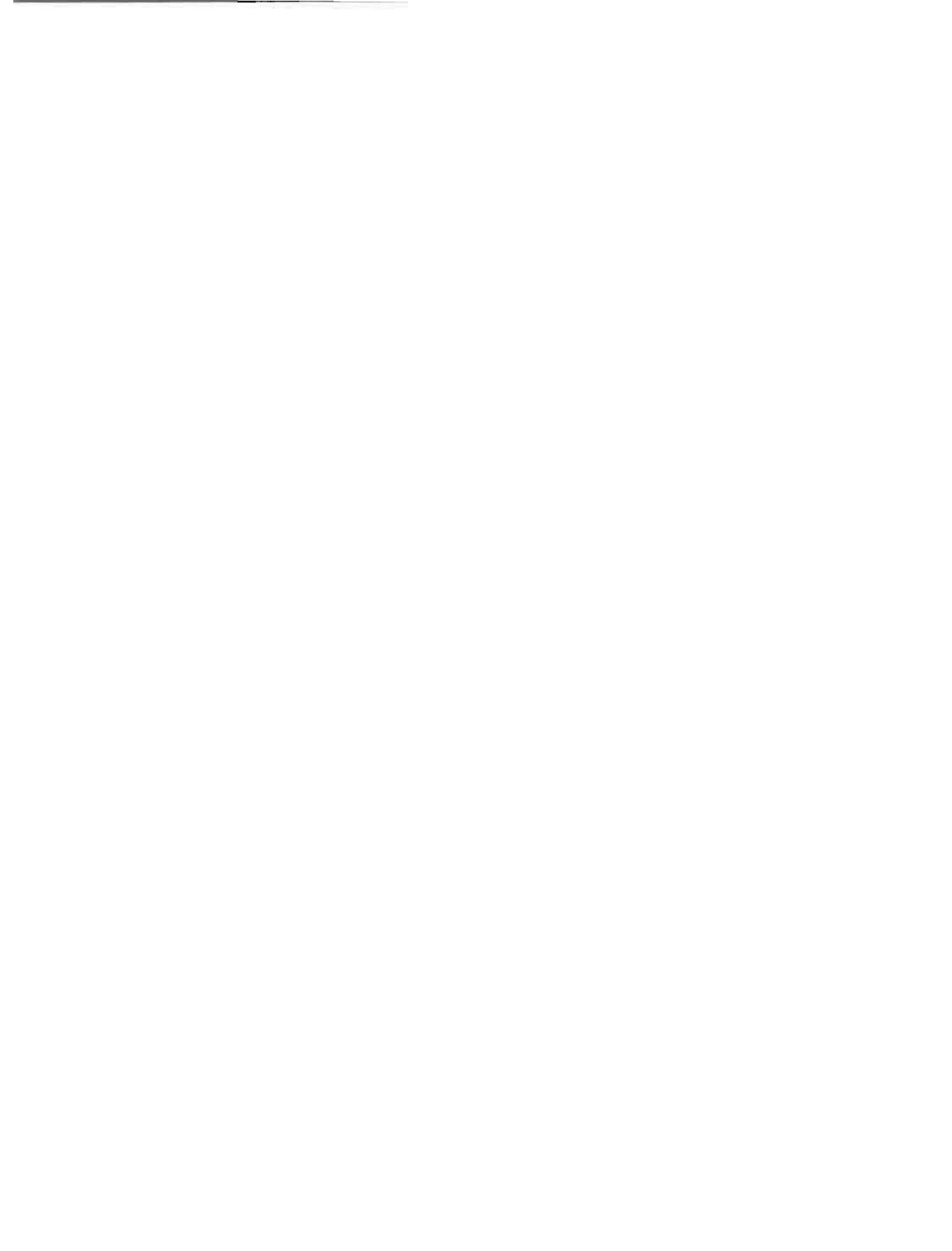


NB : 2 réponses au plus par enquêté.

Puerto Ayora : N = 200 ; Puerto Baquerizo : N = 98 ; Santa Cruz rurale : N = 27 ; San Cristóbal rural/Floreana : N = 25 ; Isabela : N = 27 ; Galápagos : N = 377.

car leur succès dépend avant tout du milieu dans lequel elles s'insèrent, c'est-à-dire des habitants. S'ils vivent bien au sein d'une nature préservée, dans leur vie quotidienne et grâce aux revenus que celle-ci leur procure, la conservation est facile ; si c'est le contraire, elle est impossible. Or, aux Galápagos, la conservation de la nature comme les conditions de vie des insulaires se détériorent rapidement.

Les deux figures ci-dessus illustrent donc l'échec de la politique conservacionniste suivie aux Galápagos comme l'espoir d'une autre approche de la conservation, qui préserverait à la fois le droit de cette population à vivre dans un environnement qu'elle considère agréable et à en tirer de quoi vivre. Cette autre politique conservacionniste, fondée sur l'espace où vivent les espèces à protéger et sur les ressources que peuvent en tirer, sans les endommager de façon irréversible, les humains qui y habitent, est de type territorial. Elle se pose en alternative, aussi urgente que nécessaire, à la politique mise en œuvre aux Galápagos, fondée sur les réseaux, et dont les résultats sont en passe de devenir catastrophiques.



Conclusion

De la conservation de la nature à la préservation de la géodiversité

L'absence de mise en perspective sociale et historique de l'action humaine sur l'étendue terrestre — c'est-à-dire la transformation de la nature en espace — sape la base conceptuelle des politiques conservatrices de protection de la nature. Pour que celle-ci puisse être viable à long terme, on doit cesser d'opposer l'« humanité » au reste du monde vivant, c'est-à-dire abandonner cette conception qui consiste à vouloir conserver la nature à l'écart des hommes. Seule une analyse capable d'appréhender la complexité des relations entre société, espace et nature, une analyse qui comprenne la globalité des phénomènes en cause tout en les situant sur une Terre transformée en écoumène peut servir de fondement à une politique visant à préserver la diversité terrestre, celle des milieux géographiques. Le thème de la réduction historique des distances terrestres est l'un des axes possibles pour replacer les différentes causes de l'échec de la conservation de la nature aux Galápagos dans une réflexion plus large sur les usages de la Terre.

Dès l'apparition de la vie, « la biodiversité n'a cessé de croître sous la pression de plus en plus forte exercée par les différents milieux terrestres » (WILSON, 1993). On sait depuis Darwin que l'évolution engendre de la biodiversité en fonction de la variété des environnements terrestres (HUSTON, 1996) : le cas des Galápagos démontre que la spéciation géographique est un « évolutionnisme horizontal » (MAYR, 1993). Le temps nécessaire à la création de biodiversité est donc en partie lié à la mobilité des organismes et, par conséquent, à la configuration de la Terre : l'espace de l'évolution est déterminé par un temps « naturel », celui de la migration des populations végétales et animales sur la planète et de leurs essais d'adaptation aux biotopes qu'elles atteignent. Ainsi, les Galápagos étant isolées, jeunes et petites, elles ont une faible biodiversité terrestre ; et ces mêmes caractéristiques ont favorisé la spéciation géographique dans un archipel réputé pour nombre de ses espèces endémiques.

Or, après leur découverte, divers réseaux d'usagers ont fait des Galápagos un « espace ouvert », intégré au système Monde. Ce dernier a profondément modifié l'espace de l'évolution, car ses réseaux mettent en communication

rapide et régulière des espaces et des espèces auparavant séparés. La réduction historique des temps de migration favorise les espèces dites « opportunistes », capables de s'adapter rapidement à une grande variété de biotopes, c'est-à-dire les espèces qui ont évolué sur les continents : celles-ci ont été introduites aux Galápagos à mesure du rattachement de ces îles au système Monde. L'arrivée de ces espèces allochtones et leur diffusion à l'ensemble de l'archipel se font aujourd'hui à un rythme rapide, en rapport avec l'intensité de la circulation entre, d'une part, l'archipel et le reste du monde et, d'autre part, les îles elles-mêmes : certaines espèces endémiques des Galápagos sont par conséquent menacées de disparition à court terme. Ainsi, dans ces îles comme ailleurs, l'érosion de biodiversité découle de la réduction de l'espace/temps terrestre produite par les réseaux de transports et de communications modernes.

¹P. VIDAL DE LA BLACHE (1921) indiquait déjà que « le commerce et l'industrie » ont « élargi l'écart, creusé presque un abîme entre les contrées englobées dans le réseau mondial et celles qui lui échappent » (1955 : 245).

²L'exacerbation contemporaine de l'individualisme conduit à une atomisation sociale permettant le progressif réagencement des sociétés « modernisées » en réseaux. La contiguïté spatiale d'une société partageant un même territoire sur lequel ont lieu la plupart de ses activités est peu à peu remplacée par un espace éclaté et réorganisé par des connexions entre des individus ou des groupes – c'est la « société d'archipel » de J. VIARD (1994) – qui, pouvant être éloignés, sont reliés entre eux par des réseaux par lesquels ils échangent produits ou informations, ou le long desquels ils se déplacent. La mise en circulation généralisée des hommes, des produits et des organismes par des réseaux à l'échelle du globe, si elle permet une efficacité économique inégalée, engendre aussi de nombreux effets pervers. La propagation du sida en est un exemple, géographiquement intéressant car il montre que la réduction contemporaine de l'espace/temps terrestre modifie les conditions de l'évolution y compris à l'échelle virale, et que la létalité comme l'expansion de ce virus découlent de l'organisation réticulaire des sociétés modernes (cf. M. GRMEK, 1995).

Mais le long passage du « temps naturel » des migrations d'espèces au « temps réel » des télécommunications d'aujourd'hui a aussi radicalement transformé les relations entre l'humanité et la Terre, comme celles entre les hommes. En effet, tandis que les États et la plupart des collectivités territoriales ont une assise spatiale aréolaire (c'est aussi en partie le cas des sociétés ayant créé des espaces-réseaux : cf. BONNEMAISON, 1986 ; BRUNEAU, 1994), l'économie mondiale est chaque fois davantage basée sur un mode réticulaire. Et la dynamique du capitalisme, désormais supérieure à celle des systèmes sociaux fondés sur des territoires aréolaires, leur impose de s'adapter à cette économie réticulaire (CASTELLS, 1998). Cela conduit à la progressive désagrégation de ces territoires : ceux de leurs lieux qui présentent un intérêt économique sont connectés aux réseaux du capitalisme — ce qui peut conduire à l'organisation de tout l'espace qu'ils ouvrent —, les autres étant délaissés¹. Ce sont alors les sociétés qui passent, à différentes échelles, d'une assise territoriale aréolaire à une organisation en réseaux afin de favoriser la circulation des biens et des personnes entre certains lieux² : elles produisent ainsi des espaces réticulaires.

Aux Galápagos, cette organisation réticulaire de l'espace touche tant le parc national que la plupart des centres peuplés. Des réseaux véhiculant les flux (de personnes, de finances, d'informations, de produits, d'organismes, etc.) entre le système Monde et les Galápagos transforment l'espace insulaire, dont ils ouvrent l'usage, en un « archipel éclaté » dans lequel des lieux connectés entre eux et avec l'extérieur sont davantage organisés en fonction du mouvement plutôt que de l'ancrage, du lointain plutôt que du proche. Ainsi, les sites de visite du PNG, le *malecón* de Puerto Ayora, la station Darwin ou les campements de pêcheurs d'holothuries n'existent que par les réseaux qui les relient à des centres situés aux États-Unis, en Europe, en Équateur continental ou en Extrême-Orient.

Aujourd'hui, les « mondialisation » et « globalisation » des marchés signifient que le développement du capitalisme est davantage assuré par des entreprises transnationales que par les économies territoriales de ses pays-centres historiques. Les lieux ou espaces ayant maintenu leurs spécificités entre les mailles parfois très lâches de l'économie mondiale sont des isolats d'archaïsme, tandis que ceux qu'elle a spécialisés en les interconnectant par ses réseaux constituent les « archipels » de la modernité. La dynamique du capitalisme consiste à former des archipels en transformant la spéciation spatiale (BRUNET, 1986) « archaïque » d'un nombre croissant de lieux ou d'espaces en spécialisation économique : il les « modernise » en les reliant à ses réseaux. Mais le contraire se produit aussi, au rythme de l'évolution des « avantages comparatifs » dans le monde : lorsque ces lieux ou espaces sont frappés d'obsolescence économique, ils sont abandonnés à la dérive et deviennent alors des « îles flottantes ». Ainsi, à n'importe quelle échelle, non seulement le pouvoir politique n'encadre plus le marché mais il s'y soumet, ce qui se traduit notamment par une réduction de son contrôle territorial au profit de réseaux économiques³.

³Pour une analyse libérale de « la fin des territoires » cf. B. BADIÉ (1995).

Aux Galápagos, les nombreux actes législatifs et plans d'aménagement de l'État équatorien et des institutions internationales — qui prétendaient limiter la croissance touristique comme en réserver les bénéfices en priorité aux insulaires — n'ont pas empêché les entreprises du tourisme de réseaux de prendre le contrôle de ce marché, puis de faire adopter d'autres lois confortant leur hégémonie. Désormais, la gestion du PNG répond aux exigences de ces entreprises, et son aménagement dépend de leurs impératifs de rentabilité.

Les multiples réseaux reliant les Galápagos au système Monde exercent une influence dominante sur les logiques d'organisation spatiale de type aréolaire. Or, ces dernières président ici à la conservation d'un parc national, à la souveraineté de l'État sur son territoire ou à l'autonomie des collectivités locales : ces politiques impliquent toutes des frontières entre l'espace où elles sont censées s'exercer et le reste du monde. Aux Galápagos, les échecs simultanés du contrôle étatique d'une partie du territoire équatorien, de la maîtrise d'un développement durable par leurs habitants et de la conservation de la nature sont donc le résultat de l'impuissance des pouvoirs publics — aux échelles régionale, nationale et internationale — à faire respecter une certaine clôture de l'espace insulaire, ou, ce qui revient au même, à contrôler leurs territoires.

Pour survivre dans un « Système Galápagos » aussi ouvert, les habitants, les entreprises et les représentants locaux des pouvoirs administratifs, politiques ou conservationnistes ne peuvent qu'essayer de se connecter aux réseaux

qui organisent l'espace insulaire afin de capter à leur profit une partie des flux qui y circulent. On en a donné divers exemples : des entrepreneurs ou des familles insulaires qui mettent en place des réseaux migratoires leur procurant une main-d'œuvre bon marché ; la prolifération dans l'archipel des administrations intéressées par les financements internationaux destinés à la conservation ; les stratégies de localisation des établissements commerciaux sur le *malecón* de Puerto Ayora ; la pêche aux holothuries à Isabela, etc.

L'ouverture du « Système Galápagos » augmente ainsi continuellement, ce qui a comme conséquence une dépendance accrue des insulaires par rapport au « dehors ». Mais ces réseaux reliant l'archipel à l'extérieur ont été mis en place en fonction d'« avantages comparatifs » locaux qui ne peuvent être que momentanés ou fluctuants dans une compétition à l'échelle nationale ou mondiale, qu'il s'agisse d'emploi, de tourisme ou de pêche d'exportation : cette dépendance est donc synonyme, pour bien des insulaires, de paupérisation ou d'enrichissement éphémère. C'est le cas des entrepreneurs du « tourisme territorial » ruinés par l'arrivée des compagnies continentales, des habitants dont l'emploi est menacé par les bas salaires et la concurrence des néo-migrants, ou des pêcheurs d'holothuries, riches pendant quelques mois puis endettés à vie. Or, il y a dépendance parce que, malgré la concurrence « sauvage » de l'extérieur, une partie croissante de la population est tributaire de ces connexions pour vivre. Toute tentative de limiter cette ouverture, qui provoque aussi la dégradation accélérée des écosystèmes insulaires, suscite ainsi des mécontentements, dont les manifestations les plus spectaculaires ont été une grève insurrectionnelle et la destruction délibérée d'espèces protégées.

Mais l'intégration des Galápagos au système Monde se traduit également par une collusion d'intérêts économiques entre les pouvoirs locaux et les acteurs extérieurs qui contrôlent les réseaux entre les îles et les marchés étrangers : les premiers monnayent aux seconds l'accès à leurs micro-territoires, le passage par leurs guichets. C'est ce que montrent les relations entre, d'un côté, les administrations et les hommes politiques de l'archipel et, d'un autre côté, les entreprises de tourisme ou de pêche ; mais aussi l'appui de la FCD au « tourisme sélectif » et sa contrepartie, le financement croissant de cette ONG par les clients des entreprises du tourisme de réseaux. L'affaiblissement de l'État qui en résulte profite aux entreprises et provoque la constitution de fiefs politico-administratifs dans l'archipel, ce qui se solde par une diminution encore plus poussée du contrôle territorial public et par une dégradation corrélative de la nature insulaire.

Les entreprises les plus puissantes, à l'échelle mondiale, sont celles qui maîtrisent les technologies des transports et des communications et qui sont

organisées sur le mode de réseaux. Cette tendance économique se retrouve aux Galápagos, où ce sont les entreprises de tourisme qui maîtrisent conjointement les réseaux de transports et de communications entre le monde et ces îles qui dégagent le plus de profits, au point d'avoir pris le contrôle du marché. Ces entreprises font circuler leurs clients au sein de réseaux intégrant agences de voyage, compagnies aériennes et opérateurs touristiques ; elles sont en mesure de diffuser des représentations de l'archipel en accord avec leurs objectifs commerciaux ; et, inversement, elles peuvent faire pression, à l'occasion, sur ceux qui envoient des signaux différents (GRENIER, 1996).

La FCD fonctionne aussi selon la logique des réseaux, tant pour son financement que pour son administration. Or, cette organisation réticulaire influe sur la conservation de la nature mise en œuvre aux Galápagos, où l'on privilégie de fait, y compris au sein du PNG, une préservation d'espèces *ex situ* qui, parce que médiatique, se prête mieux à la recherche de financements. Mais c'est aussi l'échec territorial de la station (dotée de très peu d'appuis politiques locaux ou nationaux et sans aucune capacité de contrôle) qui l'a condamnée à renoncer à sa vocation première, la protection d'un « espace naturel » *in situ*.

Le développement actuel du capitalisme au moyen de réseaux de transports et de communications a une conséquence géographique extrêmement importante : les sociétés qui y sont connectées se détachent chaque fois davantage de l'étendue terrestre. Le fait qu'une partie de l'humanité puisse désormais se déplacer rapidement partout dans le monde contribue à la banalisation des lieux ; et, au-delà, « cette perte de l'étendue de l'espace réel au profit du temps réel est une sorte d'attentat à la grandeur nature » (VIRILIO, 1996 : 57), qui mène à ce que cet auteur appelle, après M. Foucault, le « grand renfermement » de l'homme sur une Terre « mondialisée ». Ainsi, pour la majorité des visiteurs des Galápagos, ces îles ne sont qu'une destination touristique parmi celles offertes par des catalogues de voyage couvrant une Terre tout entière accessible à ceux qui peuvent en payer le prix. Que l'on puisse atteindre les Galápagos en à peine plus de vingt-quatre heures depuis n'importe quel point d'Europe ou des États-Unis explique (outre le fait qu'il s'agit pour les entreprises touristiques d'économiser un temps qui, plus que jamais, est de l'argent) pourquoi on y reste aussi peu.

La rapidité et le caractère massif des trajets touristiques ne sont pas seuls en cause : la banalisation de la Terre est aussi le résultat de la manière dont on se déplace. On a vu que les entreprises du tourisme de réseaux, y compris celles qui disent pratiquer l'écotourisme, font voyager leurs clients dans une bulle. Le symbole de cet enfermement peut être la climatisation, mais il est également illustré par la nourriture « internationale » servie, les « anima-

tions » musicales ou vidéo, la canalisation des déplacements en ville comme sur les sites de visite, les emplois du temps rigoureux, la « sécurité » érigée en norme fondamentale du « voyage organisé »...

D'où l'aménagement du PNG selon divers modèles de gestion touristique, dont celui dit de la « capacité de charge » résume l'objectif recherché : assurer la rotation rentable d'un nombre optimal de ces visiteurs fonctionnant « en temps réel ». La brièveté des séjours comme la rapidité des passages sur des sites photographiés plus que réellement visités accentuent le détachement des touristes par rapport aux lieux qu'ils parcourent. Aux Galápagos, la nature ne peut plus être qu'« objectivée » par des appareils de prise de vue : elle est réduite à un spectacle. Au même titre que les transports, les communications contribuent donc à la marchandisation de l'espace terrestre par la mise en scène de certains de ses lieux afin qu'ils puissent être vendus et consommés comme images. Si cette représentation du monde est répandue chez les touristes, c'est qu'ils sont, pour l'immense majorité d'entre eux, des urbains venus des pays développés, où la coupure des habitants avec le substrat terrestre⁴ — la nature et l'espace — est toujours plus poussée par l'organisation réticulaire des sociétés : les distances n'y signifient plus grand-chose, et les espaces de nature non cultivée sont considérés comme des terrains de jeu, des friches ou des décors.

⁴ Cette idée a été formulée depuis longtemps en géographie : cf. DARDEL (1952) ; LE LANNOU (1967).

Il résulte de ce treillage planétaire par les réseaux de transports et de communications modernes un désenchantement de la Terre car « cette suppression hâtive de toutes les distances n'apporte aucune proximité : car la proximité ne consiste pas dans le peu de distance » (HEIDEGGER, 1954 : 194). Et lorsque les Galápagos ou la Patagonie sont accessibles à des milliers de touristes qui n'y passent que quelques jours entre deux avions, ou à des millions de télé-spectateurs qui « zappent » entre de multiples émissions, s'évanouit ce que ces lieux représentent pour ceux qui y vivent, y travaillent ou en rêvent. Car la singularité de ces contrées, née de leur distance avec le reste du monde, est ainsi abolie : ce ne sont plus des lieux familiers à leurs habitants ou devenus proches à ceux qui y séjournent au terme d'un voyage, mais des produits interchangeable, livrés à des consommateurs vite renouvelés. Ce rétrécissement de la Terre conduit à l'aliénation des hommes, dans la mesure où, comme le dit P. VIRILIO (1996 : 43), « la mesure du monde est notre liberté. Savoir que le monde autour de nous est vaste, en avoir conscience, même si l'on ne pratique pas ce monde, est un élément de la liberté et de la grandeur de l'homme ».

À travers ses réseaux reliant les lieux et espaces de la planète au système Monde, le capitalisme diffuse et surimpose ainsi aux « médiances » (BERQUE, 1990) particulières des divers milieux une « méta-médiance » fondée sur la

conception utopique « d'une Terre réduite à l'immédiateté, à l'instantanéité et à l'ubiquité » (VIRILIO, *op. cit.*), ce qui revient à en nier la diversité tant culturelle que biologique. Or le rappel des conditions de formation de cette diversité terrestre peut faire prendre conscience de sa nécessaire préservation.

En biologie, la pensée populationnelle a démontré que, dans le processus évolutif, l'unité critique est la population, et non l'espèce (MAYR, 1989, 1993; WILSON, 1988, 1993; MEFFE et CARROLL, 1994 c). Car l'espèce n'est qu'une entité catégorique, tandis que les populations qui la composent sont des groupes d'individus exprimant collectivement des variations à la base du changement évolutif et de l'adaptation. L'évolution, en produisant de la biodiversité, adapte les organismes au maximum d'habitats : elle s'effectue à la fois à l'échelle de l'espace — par « spéciation géographique », et à celle du lieu — par « radiation adaptative » ; les pinsons de Darwin sont un exemple connu de ces deux processus évolutifs.

Rapportons cette pensée populationnelle à la géographie. L'espace géographique, « produit social organisé » et « système de relations » (BRUNET *et al.*, 1992), dépend de l'histoire : il peut apparaître, grandir, rétrécir ou disparaître. Le lieu est un « point de l'étendue » (*id.*), c'est-à-dire de la Terre : il est au contraire permanent parce que toujours situé au même endroit. Les lieux forment ainsi la texture durable, visible et vécue par les populations de l'organisation sociale de la Terre en espaces. Les lieux et leurs populations sont déterminés par les espaces dans lesquels ils sont inclus, mais lieux et populations ne se réduisent pas à cette détermination ; l'histoire fait les espaces, mais elle se fait dans des lieux : on vit localement, même si c'est dans plusieurs endroits. Les lieux sont donc les témoins de l'adaptation des diverses sociétés humaines à l'étendue terrestre, c'est-à-dire de leur façon d'habiter la Terre ; ils participent ainsi de l'humanité de l'homme dans la mesure où « être homme veut dire être sur Terre comme mortel, c'est-à-dire habiter » (HEIDEGGER, 1954 : 173).

Les biotopes et les lieux ont donc une importance primordiale en biologie évolutive et en géographie. Pour la première, les biotopes sont déterminants dans l'évolution des populations qui y vivent. Pour la seconde, les lieux sont, à travers les paysages, les « empreintes-matrices » (BERQUE, 1990) des usages de la Terre par les sociétés humaines, dont ils informent sur les conditions d'existence (DARDEL, 1952). Les populations — végétales, animales ou humaines — habitent des biotopes ou des lieux, lesquels constituent des éléments des écosystèmes ou des milieux. Écosystèmes et milieux ont une dimension spatiale : ils forment la biosphère ou l'espace terrestre, dont les relations à travers les sociétés humaines relèvent de la géographie.

De même que l'évolution engendre de la biodiversité à partir de la variété des biotopes terrestres, l'humanité s'est culturellement différenciée dès la préhistoire en habitant la terre entière (CHAVAILLON, 1996). La biodiversité et les cultures résultent donc d'une adaptation des populations à la diversité terrestre (VIDAL DE LA BLACHE, 1921) ou, en d'autres termes, de leur « spéciation géographique ». Cette dernière, pour se réaliser et se perpétuer, suppose des temps particuliers, « naturel » pour les espèces, « historique » pour les sociétés, temps qui sont inscrits dans ces lieux et leurs populations. La réduction de la spéciation géographique par la connexion d'un nombre croissant de lieux au système Monde comme l'organisation réticulaire des espaces qui en résulte érodent tant la biodiversité que la diversité culturelle à l'échelle du globe.

C'est donc l'inclusion de la planète entière dans l'espace du capitalisme qui accroît l'entropie biologique et culturelle. L'entropie est un concept qui permet d'appréhender la contradiction entre des croissances économique et démographique indéfinies et les limites de la Terre (GEORGESCU-ROEGEN, 1993) : cette dernière doit par conséquent être considérée comme un système fermé, pour l'humanité et tous les êtres vivants (GRINEVALD, 1993). Rapportée aux biotopes et aux lieux, cette entropie signifie la destruction ou l'aliénation d'un nombre croissant d'entre eux : ils sont rendus inhabitables pour nombre d'êtres vivants, et leurs paysages perdent leur sens pour leurs habitants humains.

Ce que l'homme détruit comme espèces, paysages ou cultures ne sera pas remplacé : l'irréversibilité de ce processus anthropique/entropique devrait déboucher sur la conscience que la Terre est un ensemble clos, dans lequel chaque lieu a une valeur (BERQUE, 1993) parce qu'il est une combinaison unique et non reproductible de la biosphère et de l'espace des sociétés à un moment donné de l'histoire. Car ce qui disparaît ou risque de disparaître, ce sont des écosystèmes et des milieux singuliers, constitués par des lieux d'extension variable et en nombre inconnu mais forcément limité, puisqu'ils sont situés sur la Terre.

La « géodiversité » peut être alors définie comme la somme des lieux terrestres permettant la perpétuation des processus de diversification tant biologiques que culturels par « spéciation géographique », selon un temps naturel ou historique propre à ces lieux et processus. La protection des spécificités qui fondent la singularité de chaque lieu composant cette géodiversité est la condition de l'habitabilité à long terme de la Terre par tous les êtres vivants, dont l'espèce humaine. Une géographie servant à « déchiffrer » la Terre plutôt qu'à continuer de la « défricher » permettrait de recenser le « patrimoine d'habitabilité » de la planète et de proposer des solutions, au

cas par cas et en liaison avec d'autres sciences de l'homme et de la nature, pour préserver cette géodiversité.

Homo sapiens est inséparable des autres espèces, car toutes dépendent de lois biologiques (MALINOVSKI, 1970) et résultent d'une même évolution, qui les a différenciées en produisant de la biodiversité⁵. Mais l'humanité ne se réduit pas au fonctionnalisme biologique : si elle est constituée en tant que telle par son attrait pour le vivant dans sa diversité (WILSON, 1984), elle se définit aussi par son invention permanente de nouvelles formes culturelles, c'est-à-dire de milieux différenciés.

Nous sommes arrivés à un stade de l'histoire où la dichotomie nature/humanité a été abolie : il n'y a plus de « nature » mais une seule Terre, sur laquelle l'humanité a le pouvoir de faire disparaître, sinon toute forme de vie, au moins la plus grande partie des espèces, dont elle-même. Il ne s'agit donc plus de « conserver la nature », mais de sauvegarder la biosphère, et nous avec, en commençant sans doute par certains lieux qualifiés de « Patrimoine de l'humanité », dont les Galápagos...

Cela implique d'abord de s'opposer à tout ce qui tend à diminuer la singularité du lieu à protéger, et donc à en réduire l'accessibilité : en diminuant les flux de migrants, de touristes, d'argent, d'espèces, de produits marins, etc. qui circulent dans les réseaux reliant les Galápagos au système Monde, voire en déconnectant partiellement les îles de celui-ci. Cela suppose donc de réhabiliter le politique, puisqu'il s'agit d'établir des barrières filtrantes, contrôlées par des pouvoirs publics, entre le lieu à protéger et le reste du monde. Aux Galápagos, la sauvegarde d'un patrimoine de l'humanité doit être de la responsabilité d'une institution internationale dotée de moyens non seulement financiers, mais politiques. Cela exige par conséquent de reconstituer un territoire, car le lieu à protéger n'est plus voué à la seule conservation de la nature, mais à la préservation de la géodiversité. Plutôt que d'avoir un parc national inhabité, mais connecté à des réseaux l'ouvrant de fait à des usagers extérieurs, il faut pouvoir vivre aux Galápagos en symbiose avec ce parc : le bénéfice de l'exploitation des ressources insulaires doit être réservé en priorité à leurs habitants, en nombre limité. Cela signifie enfin retrouver le temps perdu, celui du lieu à protéger : en imposant par exemple une durée de séjour minimale aux visiteurs des Galápagos, ce qui serait le premier pas vers la constitution d'un écotourisme territorial.

Faire en sorte que les Galápagos restent ou redeviennent des îles, c'est participer à la culture de la géodiversité et préserver ainsi le patrimoine d'habitabilité de la Terre pour l'humanité future.

⁵ « Après la révolution darwinienne, qui est sans doute une blessure narcissique pour la culture occidentale si terriblement anthropocentrique, la conscience écologique reconnaît que nous sommes bien de et dans la biosphère au même titre que les autres espèces qui forment, dans une immense symbiose encore trop peu appréciée, l'extraordinaire biodiversité de la Terre » (GRINEVALD, 1993 : 29).

Références

ABDULKARIM A., 1994 — La diaspora libanaise : une organisation communautaire. *L'espace géographique*, 23 (3) : 217-223.

ACOSTA-SOLIS M., 1966 — « Problems of Conservation and Economic Development of the Galápagos ». In Bowman R. (ed.) : 282-285.

ACOT P., 1988 — *Histoire de l'écologie*. Paris, PUF, 285 p.

ALPERT L., 1963 — « The Climate of the Galápagos Islands ». In : *Galápagos Islands: a unique Area for Scientific Investigation*, San Francisco, California Academy of Science, *Occasional Papers of the California Academy of Science* : 21-43.

AMEND S., AMEND T., eds, 1992 — *Espacios sin habitantes ? Parques Nacionales de America del Sur*. Gland, UICN, 497 p.

ANDRADE M., 1995 — *Las comunidades pesqueras en la región insular*. Quito, FCD/Orstom, 35 p.

AYALA-MORA E., 1990 — « La fundación de la República ». In : *Nueva Historia del Ecuador*, Quito, Corporación Editora Nacional, vol. 7 : 143-196.

BACA W., 1991 — *Radiografía del Estado ecuatoriano*. Quito, El Duende, 160 p.

BADIE B., 1995 — *La fin des territoires*. Paris, Fayard, 276 p.

BANQUE MONDIALE, 1992 — *Rapport sur le développement dans le monde. Le développement et l'environnement*. Washington, Banque mondiale, 299 p.

BARNAUD G., LEFEUVRE J.-C., 1992 — « L'écologie, avec ou sans homme ? ». In Jollivet M. (éd.) : *Sciences de la nature, sciences de la société. Les passeurs de frontières*, Paris, CNRS : 69-112.

BEEBE W., 1924 — *Galápagos: World's End*. New York, Putnam, 443 p.

BELANGER C. E., 1994 — « Le rôle des institutions financières internationales : le cas du groupe de la Banque mondiale ». In : *Regards sur le tourisme dans les pays en développement*, Montréal, UQAM, n° spécial *Teoros*, 13 (2) : 16-20.

BERQUE A., 1986 — *Le sauvage et l'artifice. Les Japonais devant la nature*. Paris, Gallimard.

BERQUE A., 1990 — *Médiance. De milieux en paysages*. Montpellier, GIP-Reclus, 163 p.

BERQUE A., 1991 — « La transition paysagère comme hypothèse de projection pour l'avenir de la nature ». In Roger A., Guéry F. (éd.) : *Maîtres et protecteurs de la nature*, Paris, Champ Vallon : 217-238.

BERQUE A., 1993 — « Écoumène ou la Terre comme demeure de l'humanité ». In Bourg D. (éd.) : *La nature en politique ou l'enjeu philosophique de l'écologie*, Paris, L'Harmattan : 13-20.

BERQUE A., 1996 — *Être humains sur la terre*. Paris, Gallimard, 212 p.

BERRY R., ed., 1984 — *Evolution in the Galápagos Islands*. Londres, Academy Press for the Linnean Society of London.

BLANGY S., 1993 a — « L'écotourisme dans le monde ». In : *Tourisme et environnement. Du tourisme de nature à l'écotourisme*. Paris, Éditions touristiques européennes, hors série *Cahiers Espaces* : 223-225.

BLANGY S., 1993 b — « Écotourisme et développement. L'exemple de l'Amérique latine ». In : *Tourisme et environnement. Du tourisme de nature à l'écotourisme*. Paris, Éditions touristiques européennes, hors série, *Cahiers Espaces* : 228-235.

BLANGY S., EPLER WOOD M., 1993 — « Developing and Implementing Ecotourism Guidelines for Wildlands and Neighboring Communities ». In Lindberg K., Hawins D. (eds) : 32-54.

BLIEMSRIEDER M., 1994 — *Informe anual de actividades de la área de turismo del SPNG*. Puerto Ayora, SPNG, 20 p.

BLOCH E., 1978 — *Héritage de ce temps*. Paris, Payot, 390 p.

BLONDEL J., 1995 a — Biologie insulaire et le syndrome de l'insularité. Paris, Conservatoire du Littoral, *Les Cahiers du Conservatoire du Littoral*, 3 : 84-94.

- BLONDEL J., 1995 b — *Biogéographie. Approche écologique et évolutive*. Paris, Masson, 297 p.
- BOGNOLY J., ESPINOSA J. M., 1904 — *Las Yslas Encantadas o el Archipiélago de Colón*. Guayaquil, Imp. del Comercio, 212 p.
- BONIFAZ C., 1963 — El Ecuador y las islas Galápagos. *Noticias de Galápagos*, 1 : 1-3.
- BONNEMAISON J., 1986 — *Les fondements d'une identité. Territoire, histoire et société dans l'archipel de Vanuatu (Mélanésie). I - L'arbre et la pirogue*, Paris, Orstom, 540 p.
- BONNEMAISON J., 1989 — « L'espace réticulé. Commentaires sur l'idéologie géographique ». In : *Tropiques, lieux et liens*, Paris, Orstom : 500-510.
- BONNEMAISON J., 1990 — Vivre dans l'île. Une approche de l'îlénité océanienne. *L'espace géographique*, 2 : 119-125.
- BONNER R., 1994 — *At the Hand of Man. Peril and Hope for African Wilderness*. New York, Vintage Books, 332 p.
- BOO E., 1990 — *Ecotourism: The Potentials and Pitfalls*. Washington, WWF, 153 p.
- BOO E., 1992 — « The Ecotourism Boom ». In : *Wildlands and Human Needs*, Washington, WWF, *Technical Papers Series*, 2, 24 p.
- BOO E., 1993 — « Ecotourism Planning for Protected Areas ». In Lindberg K., Hawins D. (eds) : 32-54.
- BOURDIEU P., 1992 — *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*. Paris, Le Seuil, 270 p.
- BOWLER P., 1995 — *Darwin*. Paris, Flammarion, 326 p.
- BOWMAN R., 1963 — « Evolutionary Patterns in Darwin Finches ». In : *Galápagos Islands: a unique Area for Scientific Investigation*, San Francisco, California Academy of Science, *Occasional Papers of the California Academy of Science* : 107-140.
- BOWMAN R., ed., 1966 — *The Galápagos. Proceedings of the Galápagos International Scientific Project*. Los Angeles, University of California Press, 318 p.
- BROSSET A., 1963 — Le statut actuel de la faune aux îles Galápagos. *Noticias de Galápagos*, 1 : 5-9.
- BROWN L., 1995 — « Les limites de la nature ». In Brown L., Flavin C., French H. F. (éd.) : *L'état de la planète*, Paris, La Découverte : 5-31.
- BRUNEAU M., 1994 — Territoires de la diaspora grecque pontique. *L'espace géographique*, 23 (3) : 203-216.
- BRUNET R., 1986 — « L'espace, règles du jeu ». In Auriac F., Brunet R. (éd.) : *Espaces, jeux et enjeux*, Paris, Fayard : 297-316.
- BRUNET R., 1990 — « Le déchiffrement du monde ». In : *Mondes Nouveaux, Géographie Universelle*, Paris, Hachette, t. 1 : 9-271.
- BRUNET R., FERRAS R., THÉRY H., 1992 — *Les mots de la géographie*. Paris, La Documentation française/ Montpellier, GIP-Reclus, 470 p.
- BUIRETTE-MAURAU P., 1983 — *La participation du Tiers-Monde à l'élaboration du droit international*. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence.
- CARRASCO A., 1990 — « Informe del Secretario General de la FCD ». In : *Actes de la Cinquantième Assemblée générale de la FCD*, Quito, FCD.
- CARRASCO A., 1991 — *El turismo a las islas Galápagos. Sus impactos en la ecología, en la economía y en la sociedad*. Quito, FCD, 23 p.
- CARRASCO A., 1992 a — *Commentarios al proyecto « Parque Galápagos » presentado ante el Congreso Nacional por el diputado Alfredo Serrano*. Quito, FCD, 5 p.
- CARRASCO A., 1992 b — « Islas Galápagos: una visión actual ». In Amend S., Amend T. (eds) : *Espacios sin habitantes ? Parques Nacionales de América del Sur*, Gland, UICN : 231-250.
- CARRASCO A., GRENIER C., RODRIGUEZ J., 1994 — *Una reflexión en torno a las migraciones humanas a Galápagos*. Quito, FCD, 23 p.
- CARRION F., 1992 — « Evolución del espacio urbano ecuatoriano ». In : *Nueva historia del Ecuador*, Quito, Corporación Editora Nacional, vol. 12 : 37-72.
- CASTELLS M., 1998 — *La société en réseaux*. Paris, Fayard, 613 p.
- CAYOT L., LEWIS E., 1995 — Recent Increase in Killing of Geant Tortoises on Isabela Island. *Noticias de Galápagos*, 54 : 2-7.
- CAZES G., 1992 a — *Tourisme et Tiers Monde. Un bilan controversé*. Paris, L'Harmattan, 208 p.
- CAZES G., 1992 b — *Fondements pour une géographie du tourisme et des loisirs*. Paris, Bréal, 189 p.

- CAZES G., 1994 — « Le tourisme international dans les relations Nord-Sud. Perspectives territoriales et géopolitiques ». In: *Regards sur le tourisme dans les pays en développement*, Montréal, UQAM, n° spécial *Teoros*, 13 (2) : 8-11.
- CEBALLOS-LASCURAIN H., 1993 — « Eco-tourism as a Worldwide Phenomenon ». In Lindberg K., Hawkins D. (eds) : 12-14.
- CHALMERS A., 1990 — *Qu'est-ce que la science ? Popper, Kuhn, Lakatos, Feyerabend*. Paris, La Découverte, 287 p.
- CHAZAUD P., 1993 — Transport, tourisme et marketing des services. *Espaces, revue technique du tourisme et des loisirs*, 120 : 20-26.
- CHAVAILLON J., 1996 — *L'âge d'or de l'humanité. Chroniques du paléolithique*. Paris, Odile Jacob, 264 p.
- CHEMILLIER-GENDREAU M., 1995 — *Humanité et souveraineté. Essai sur la fonction du droit international*. Paris, La Découverte, 382 p.
- CHESNEAUX J., 1992 — Maîtriser la collision entre l'histoire naturelle et l'histoire humaine. *Écologie politique*, 2 : 127-134.
- CHESNAIS J.-C., 1995 — *La démographie*. Paris, PUF, coll. Que sais-je ? 128 p.
- CIFUENTES M., 1992 — *Determinación de capacidad de carga turística en áreas protegidas*. Turrialba, Costa Rica, Centro Agronómico Tropical de Investigación y Enseñanza, 26 p.
- CLARK J., 1990 — « Carrying Capacity : Defining the Limits to Coastal Tourism ». In Miller M. L., Auyong J. (eds) : *Proceedings of the 1990 Congress on Coastal and Marine Tourism*, Honolulu, vol. 1 : 117-131.
- COLINVAUX P., 1984 — « The Galápagos Climate : Present and Past ». In Perry R. (ed.) : *Galápagos. Key Environment*, Oxford, Pergamon Press : 55-70.
- Comisión de Alto Nivel, 1984 — *Plan Maestro Galápagos. Plan de manejo y desarrollo del Parque Nacional Galápagos. II fase*. Quito, Presidencia de la República, 234 p.
- Comisión Multisectorial, 1991 — *Plan Global de manejo turístico y conservación ecológica de Galápagos*. Quito, Presidencia de la República, 38 p. + annexes.
- Comisión Interinstitucional, 1992 — *Plan de manejo de la Reserva de Recursos Marinos de Galápagos*. Quito, Presidencia de la República, 76 p.
- Conade, 1988 — *Plan Maestro de desarrollo conservacionista de la provincia de Galápagos*. Quito, Conade, 5 vol., 1 039 p.
- CONAN M., 1985 — « Découverte et invention du Yellowstone ». In Cadoret A. (éd.) : *Protection de la nature. Histoire et idéologie*, Paris, L'Harmattan : 175-192.
- Congreso Nacional, 1979 — *Actas del Congreso*. Quito, Congreso Nacional.
- CONSTANT P., 1989 — *L'archipel des Galápagos*. Paris, P. Constant éd., 328 p.
- CONSTANT P., 1993 — Les nouveaux pirates des Galápagos. Marseille, Institut océanographique Paul-Ricard, *Océanorama*, 21 : 9-12.
- CORBIN A., 1988 — *Le territoire du vide. L'Occident et le désir de rivages, 1750-1840*. Paris, Flammarion, 407 p.
- CORBIN A., 1995 a — « L'avènement des loisirs ». In Corbin A. (éd.) : *L'avènement des loisirs, 1850-1960*, Paris, Aubier : 9-18.
- CORBIN A., 1995 b — « Du loisir cultivé à la classe de loisirs ». In Corbin A. (éd.) : *L'avènement des loisirs, 1850-1960*, Paris, Aubier : 55-80.
- CORLEY SMITH G. T., 1976 — « Saving the Giant Tortoises of the Galápagos from extinction ». In : *Second International Conference on Breeding of Endangered Species in Captivity*, Londres, London Zoological Society : 13-19.
- CORLEY SMITH G. T., 1990 — A Brief History of the Charles Darwin Foundation for the Galápagos Islands. *Noticias de Galápagos*, 49 : 1-36.
- CRUVELLIER C., 1991 — *Síntesis de la problemática socioeconómica y ambiental de las islas Galápagos y propuestas institucionales para el mejoramiento de su administración*. Washington, Banque mondiale, 41 p.
- CUEVA A., 1990 — « El Ecuador de 1925 a 1960 ». In : *Nueva Historia del Ecuador*, Quito, Corporación Editora Nacional, vol. 10 : 87-122.
- CUEVA A., 1991 — « El Ecuador de 1960 a 1979 ». In : *Nueva Historia del Ecuador*, Quito, Corporación Editora Nacional, vol. 11 : 149-180.
- Cunard, 1994 — *Galápagos adventure*. Lausanne, JPM Publications, 176 p.
- DARDEL E., 1990 [1952] — *L'homme et la terre*. Paris, Éditions du CTHS, 199 p.

- DARWIN C., 1980 [1859] — *L'origine des espèces*. Paris, La Découverte, 656 p.
- DARWIN C., 1985 [1845] — *Voyage d'un naturaliste autour du monde*. Paris, La Découverte, t. II, 199 p.
- DEBORD G., 1987 — *La société du spectacle*. Paris, Éditions Gérard Lebovici, 170 p.
- Defensa Civil, 1994 — Impactos ambientales y desastres en Galápagos. Quito, *Defensa Civil*, 4 (11).
- DELAUNAY D., 1986 — « Revolución demográfica en el Ecuador ». In : *250 años de la Primera Misión Geodésica*, Quito, Banco Central del Ecuador, *Cultura, revista del Banco Central del Ecuador*, 8 (24 b) : 492-506.
- DELBOS G., 1989 — « De la nature des uns et des autres ». In Mathieu N., Jollivet M. (éd.) : *Du rural à l'environnement*, Paris, L'Harmattan : 50-63.
- DELEAGE J.-P., 1991 — *Histoire de l'écologie*. Paris, La Découverte, 330 p.
- DELER J.-P., 1981 — *Genèse de l'espace équatorien*. Paris, ADPF, 279 p.
- DE MIRAS C., GRENIER C., ANDRADE M., 1995 a — *Estudio de impacto socio-económico de los barcos de crucero Vistafjord y Mermoz a las islas Galápagos*. Quito, FCD/Orstom, 83 p.
- DE MIRAS C., GRENIER C., ANDRADE M., 1995 b — *Censo de los establecimientos comerciales urbanos de Galápagos*. Quito, FCD/Orstom, 39 p.
- DE MIRAS C., ANDRADE M., CARRANZA C., 1995 c — *Evaluación socioeconómica de la pesca experimental de pepino de mar en Galápagos*. Quito, FCD/Orstom, 43 p.
- DE ROY T., JONES M., 1992 — *Retratos de Galápagos*. Quito, Libri Mundi, 124 p.
- DESCOLA Ph., 1986 — *La nature domestique. Symbolisme et praxis dans l'écologie des Achuar*. Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 450 p.
- DEVILLERS C., CHALINE J., 1989 — *La théorie de l'évolution*. Paris, Dunod, 310 p.
- DI CASTRI F., 1992 — « L'écologie en temps réel ». In Theys J., Kalaora B. (éd.) : *La terre outragée*, Paris, Autrement : 78-86.
- Dituris, 1987 — *Boletín de estadísticas turísticas*. Quito, Dituris, 173 p.
- DOLLFUS O., 1986 — « L'espace mondial tel qu'il est. Deux ou trois choses que je sais de lui ». In : *L'espace, jeux et enjeux*, Paris, Fayard : 223-236.
- DOLLFUS O., 1990 — « Le Système Monde ». In : *Mondes Nouveaux, Géographie Universelle*, Paris, Hachette, t. I. : 273-529.
- DOMENACH H., PICOUET M., 1995 — *Les migrations*. Paris, PUF, coll. Que sais-je ? 128 p.
- DORST J., 1959 a — L'avenir de la faune aux îles Galápagos. *Nature et Science*, 36 : 12-17.
- DORST J., 1959 b — *Rapport sur une mission en Équateur concernant l'établissement d'une station de recherche « Charles Darwin » dans les îles Galápagos*. Paris, Unesco, 35 p.
- DORST J., 1963 — « Future Scientific Studies in the Galápagos Islands ». In : *Galápagos Islands: A Unique Area for Scientific Investigation*, San Francisco, California Academy of Science, *Occasional Papers of the California Academy of Science* : 147-154.
- DORST J., 1964 — Signature d'un accord entre le gouvernement de l'Ecuador et notre fondation. *Noticias de Galápagos*, 3 : 13-14.
- DORST J., 1970 [1965] — *La nature dé-naturée*. Paris, Le Seuil, 190 p.
- DORST J., 1971 — Élevage de tortues en captivité. *Noticias de Galápagos*, 17, 18 p.
- DORST J., 1974 — « Parcs et réserves insulaires ». In : *Deuxième Conférence mondiale sur les Parcs nationaux*, Morges, UICN : 298-307.
- DROUIN J. M., 1991 — « Quelques figures de l'insularité ». In Roger A., Guéry F. (éd.) : *Maîtres et protecteurs de la nature*, Seyssel, Champ Vallon : 197-216.
- DROUIN J. M., 1993 — *L'écologie et son histoire*. Paris, Flammarion, 213 p.
- Ecuador, 1950 — *Censo de población del Archipiélago de Colón*. Quito.
- Ecuador, 1962 — *Censo de población del Archipiélago de Colón*. Quito.
- EDWARDS S., 1991 — The Demand for Galápagos Vacations: Estimation and Application to Wilderness Preservation. Woods Hole, MA, Woods Hole Oceanographic Institution, *Coastal Management*, 19.
- EIBL-EIBESFELDT I., 1957 — Le paradis animal des Galápagos sera-t-il sauvé ? *Nature et Science*, 22 : 13-20.
- EIBL-EIBESFELDT I., 1959 — *Survey on the Galápagos Islands*. Paris, Unesco, 31 p.

- EIBL-EIBESFELDT I., 1975 — *Un arca de Noé en el Pacífico*. Madrid, Alianza Editorial, 253 p.
- ELIADE M., 1993 [1963] — *Aspects du mythe*. Paris, Gallimard, 251 p.
- EPLER B., 1987 — Whalers, Whales and Tortoises. Woods Hole, MA, Woods Hole Oceanic Institution, *Oceanus*, 30 (2) : 86-92.
- EPLER B., 1992 — *An economic and Social Analysis of Tourism in the Galápagos Islands*. University of Rhode Island, Coastal Resources Center, 33 p.
- EPLER B., 1993 — *Financing and Enhancing Management in the Galápagos Islands*. University of Rhode Island, Coastal Resources Center, 17 p.
- ESTUPIÑAN P., 1991 — « Recuento del período 1979-1990 ». In : *Nueva Historia del Ecuador*, Quito, Corporación Editora Nacional, vol. 11 : 319-354.
- FAO, 1995 — *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture*. Rome, FAO, 57 p.
- FCD, 1988 — *Fundación Charles Darwin para las Islas Galápagos, presente y futuro*. Quito, FCD, 32 p.
- FCD, 1990 — *Actas de la Quincuagésima Sexta Reunión del Consejo Directivo y de la Decima Novena Asamblea General*. Quito, FCD.
- FCD, 1992 a — *Indicadores Regionales*. Quito, FCD, 208 p.
- FCD, 1992 b — *Plan Maestro de la Estación Científica Charles Darwin*. Quito, 93 p.
- FCD, 1993 — *Actas de la Sexagésima Reunión del Consejo Directivo y de la Vigésima Primera Asamblea General*. Quito, FCD.
- FCD, 1994 — *Actas de la Sexagésima Reunión del Consejo Directivo*, Quito, FCD.
- FOURCADE M., URIBELARREA D., 1992 — « Sistema de Áreas protegidas en Argentina ». In Amend S., Amend T. (eds) : *Espacios sin habitantes ? Parques Nacionales de América del Sur*, Gland, UICN : 11-17.
- FOSBERG R., 1966 — « The Oceanic Volcanic Island Ecosystem ». In Bowman R. (ed.) : *The Galápagos. Proceedings of the Galápagos International Scientific Project*, Los Angeles, University of California Press : 55-61.
- GEORGESCU-ROEGEN N., 1993 [1971] — « The Entropy Law and the Economic Problem ». In Daly H., Townsend K. (eds) : *Valuing the Earth ; Economics, Ecology, Ethics*, Cambridge, MA, The MIT Press : 75-88.
- GODELIER M., 1984 — *L'idéal et le matériel*. Paris, Fayard, 349 p.
- GOMEZ N., 1992 — « Organización del espacio ecuatoriano ». In : *Nueva Historia del Ecuador*, Quito, Corporación Editora Nacional, vol. 12 : 9-36.
- GORMSEN E., 1981 — « Le tourisme international. Un nouveau « front pionnier » dans les pays tropicaux. Exemple des initiatives publiques et privées au Mexique ». In : *Les phénomènes de « frontière » dans les pays tropicaux*, Paris, Institut des hautes études de l'Amérique latine : 329-346.
- GRANT P., 1984 — Plant and Finch Response on Isla Genevesa to El Niño Event of 1982-83. *Noticias de Galápagos*, 39 : 12-13.
- GRANT P., 1986 — *Ecology and Evolution of Darwin's Finches*. Princeton, Princeton University Press, 458 p.
- GRAWITZ M., 1979 — *Méthodes des sciences sociales*. Paris, Dalloz, 1 102 p.
- GRENIER C., DE MIRAS C., 1994 — Les Galápagos : du mythe d'un espace vierge au partage disputé de la rente. *Cah. Sci. hum.*, 30 (4) : 645-666.
- GRENIER C., 1994 a — De l'espace marginal à l'espace pionnier frontalier : ouverture et attraction des Galápagos. *L'espace géographique*, 23 (3) : 250-262.
- GRENIER C., 1994 b — *Notas sobre el trabajo de campo en Galápagos (1992-1994) ; informe a la Estación Científica Charles Darwin*. SRCD, 23 p.
- GRENIER C., 1995 — Les naturalistes et les Galápagos. *Géographie et cultures*, 13 : 107-132.
- GRENIER C., 1996 — *Réseaux contre nature. Conservation, tourisme et migrations aux îles Galápagos (Équateur)*. Thèse de doctorat de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, 767 p. + annexes et planches photographiques hors texte.
- GRENIER C., 1997 — « Les Galápagos : une province équatorienne ou un Patrimoine Mondial ? ». In Sanguin A. L. (éd.) : *Vivre dans une île, géopolitique des insularités en Europe et dans le monde*, Paris, L'Harmattan, coll. Géographie et Cultures : 373-382.
- GRENIER C., 1998 a — « Lieux, réseaux et modernité : les îles et la diversité terrestre ». In : *Le voyage inachevé... ; à Joël Bonnemaison*, Paris, Orstom/Prodig : 233-240.

- GRENIER C., 1998 b—« Mythe de l'éco-tourisme : le cas des îles Galápagos ». In : *Actes des septièmes Journées de géographie tropicale*, Nantes, Ouest-éditions : 169-179.
- GRENIER C., 1999—« Les habitants des Galápagos et le parc national : un territoire disputé ». In Bonnemaïson J., Cambrézy L., Quinty-Bourgeois L. (éd.) : *Le territoire, lien ou frontière ? II - La nation et le territoire*, Paris, L'Harmattan : 253-266.
- GRENIER C., 2000—« De l'impuissance du politique à la prédation publique : menaces sur le parc national des Galápagos ». In : *Politique et dynamique territoriales*, Paris, Publications de la Sorbonne : 63-81.
- GRENIER Ph., GOULD B., éd., 1992—*Les Alpes australiennes*. Grenoble, *Revue de Géographie Alpine*, 80 (2-3), 553 p.
- GRENIER Ph., 1996—« Histoires de voir ». In : *Patagonie, une tempête d'imaginaire*, Paris, Autrement : 45-71.
- GRIGIONI S., 1993—*La estimulación sexual del Solitario Jorge : un estudio en comportamiento*. SRCD, 17 p.
- GRIJALVA W., 1990—« La economía ecuatoriana de la gran recesión a la crisis bananera ». In : *Nueva Historia del Ecuador*, Quito, Corporación Editora Nacional, vol. 10 : 37-70.
- GRIMWOOD R., SNOW D., 1966—*Recomendaciones sobre la administración del presupuesto del Parque Nacional del archipiélago de Galápagos y el desarrollo de su potencial turístico*. Quito, FCD, 42 p.
- GRINEVALD J., 1993—« Nature, environnement ou biosphère ? ». In Bourg D. (éd.) : *La nature en politique ou l'enjeu philosophique de l'écologie*, Paris, L'Harmattan : 21-35.
- GRMEK M., 1995—*Histoire du Sida*. Paris, Payot, 492 p.
- GROVE J., 1992—Science coloniale et naissance de l'écologie. *Écologie politique*, 2 : 81-98.
- GYLBERT C., 1994—*Destino de Galápagos : la explotación comercial de un espacio protegido*. Quito, FCD, 86 p. + annexes.
- HALL M., RAMON P., YEPES H., 1980—Subaerial Origin of Hood Island and the Age of Galápagos Terrestrial Life. *Noticias de Galápagos*, 31 : 21-22.
- HAMANN O., 1984—Plants Introduced into Galápagos : Not by Man, But by El Niño ? *Noticias de Galápagos*, 39 : 15-19.
- HAMANN O., 1993—The Vegetation of Isla Santiago, Past and Present. *Noticias de Galápagos*, 52 : 6-11.
- HARDIN G., 1993—« The Tragedy of Commons ». In Daly H., Townsend K. (eds) : *Valuing the Earth ; Economics, Ecology, Ethics*, Cambridge, MA, The MIT Press : 127-143.
- HEIDEGGER M., 1954—*Essais et Conférences*. Paris, Gallimard, 351 p.
- HEYERDHAL T., 1963—« Archeology in the Galápagos Islands ». In : *Galápagos Islands. A unique Area for Scientific Investigation*. San Francisco, California Academy of Science, *Occasional papers of the California Academy of Science* : 45-52.
- HICKMAN J., 1985—*The Enchanted Islands*. Oswestry, Anthony Nelson, 169 p.
- HIDROVO PEÑAHERRERA J., 1985—Galápagos en la soberanía ecuatoriana. Quito, Instituto Geográfico Militar, *Revista geográfica*, 22 : 55-59.
- HOECK H. N., 1991—« Socio-Economic Development in Galápagos : Consequences for a Unique Island Ecosystem ». In : *Proceedings of the International and Interdisciplinary Symposium on Tropical Ecosystems, Saarbrücken, June 1989*, Weikersheim, Margraf Scientific Books : 161-175.
- HOLLAND A., 1994—The Bêche de Mer Industry in the Solomon Islands : Trends and Suggestions for Management. Nouméa, Commission du Pacifique Sud, *Bêche de Mer Information Bulletin*, 6.
- HOUVENAGHEL G. T., 1984—« Oceanographic Settings of the Galápagos Islands ». In Pery R. (ed.) : *Galápagos. Key Environment*, Oxford, Pergamon Press : 44-54.
- HUMANN P., 1994—*Galápagos*. Quito, Libri Mundi, 162 p.
- HURRELL A., KINGSBURY B., 1992—« The International Politics of the Environment : An Introduction ». In Hurrell A., Kingsbury B. (eds) : *The International Politics of the Environment*, Oxford, Clarendon Press : 1-47.
- HUSTON M., 1996—*Biological Diversity*. Cambridge, NY, Cambridge University Press, 681 p.
- HUTTEL C., 1986—Zonage bioclimatique et formations végétales dans les îles Galápagos. Quito, Banco Central del Ecuador, *Cultura*, 8 (24 a) : 221-234.

- HUXLEY J., 1964 — « Charles Darwin : Galápagos and After ». In Bowman R. (ed.) : *The Galápagos. Proceedings of the Galápagos International Scientific Project*, Los Angeles, University of California Press : 3-9.
- Inec, 1974 — III. *Censo de población de Galápagos*. Quito, Inec, 2 vol.
- Inec, 1982 — IV. *Censo de población de Galápagos*. Quito, Inec, 2 vol.
- Inec, 1990 — V. *Censo de población de Galápagos*. Quito, Inec, 2 vol.
- Inefan, 1994 — *Plan Maestro para la protección de la biodiversidad mediante el fortalecimiento del sistema nacional de áreas protegidas*. Quito, Inefan, 88 p.
- Ingala, 1979 — *Cuaderno jurídico n° 1*. Quito, Presidencia de la República, 47 p. + annexes.
- Ingala, 1981 — *Indicadores Regionales*. Quito, Presidencia de la República, 122 p.
- Ingala, 1987 — *Indicadores Regionales*. Quito, Presidencia de la República, 131 p.
- IRVING M., 1994 — Fishing Bêche de Mer in Madagascar. Nouméa, Commission du Pacifique Sud, *Bêche de Mer Information Bulletin*, 6.
- Irow S., 1967 — A Study of Vegetation in Island Santa Cruz. *Noticias de Galápagos*, 17 : 10-13.
- IZURIETA A., 1992 — *Fortalecimiento técnico-administrativo del SPNG*. SPNG, 8 p.
- JACOB F., 1970 — *La logique du vivant*. Paris, Gallimard, 354 p.
- JACKSON M., 1993 — *Galápagos. A natural History*. Calgary, University Press, 315 p.
- JENNINGS K. et al., 1967 — *Planes para el turismo en las islas Galápagos. Informe a la Corporación Financiera Nacional*. Quito, Arthur D. Little Inc., 63 p.
- JOHNSON I., 1959 — Lost World of the Galápagos. *National Geographic*, 115 (5) : 680-703.
- JNPCE, 1975 — *Plan de conservación y desarrollo selectivo para la Provincia de Galápagos*. Quito, JNPCE, 261 p. + annexes.
- KALAORA B., 1993 — « Environnement et expertise spectacle ». In Bourg D. (éd.) : *La nature en politique ou l'enjeu philosophique de l'écologie*, Paris, L'Harmattan : 66-69.
- KAYANJA F., DOUGLAS-HAMILTON I., 1982 — « The Impact of Unexpected in Uganda National Parks ». In : *National Parks, Conservation and Development*, Gland, UICN : 87-92.
- KAYSIN M., 1994 — *Galápagos, mi pasión y mi conciencia*. Ronéo, 23 p.
- KENCHINGTON R. A., 1989 — Tourism in the Galápagos Islands : The Dilemma of Conservation. *Environmental Conservation*, 16 (3) : 225-234.
- KEY G., MUNOZ E., 1994 — Distribution and Current Status of Rodents in the Galápagos. *Noticias de Galápagos*, 53 : 21-24.
- KNAFOU R., 1991 — L'invention du lieu touristique. *Revue de Géographie Alpine*, 4 : 11-19.
- KNAFOU R., 1992 — « De quelques rapports souvent contradictoires entre tourisme et environnement ». In : *Tourisme et environnement, actes du colloque de La Rochelle de mai 1991*, Paris, La Documentation française, 270 p.
- KOFORD C., 1964 — « Economic Resources of the Galápagos Islands ». In Bowman R. (ed.) : *The Galápagos. Proceedings of the Galápagos International Project*, Los Angeles, University of California Press : 286-290.
- KRAMER P., 1984 — « Man and other introduced organisms ». In Berry R. (ed.) : 253-258.
- KUTAY K., 1993 — « Le concept d'écotourisme. Comment utiliser le tourisme naturaliste et culturel pour promouvoir la conservation et le développement durable? ». In : *Tourisme et environnement. Du tourisme de nature à l'écotourisme*, Paris, Éd. touristiques européennes, n° hors série *Cahiers Espaces* : 212-222.
- LARREA G., 1982 — *Patrimonio Natural y Cultural Ecuatoriano*. Quito, Banco Central del Ecuador, 456 p.
- LARREA MALDONADO, 1991 — « La estructura social ecuatoriana entre 1960 y 1979 ». In : *Nueva Historia del Ecuador*, Quito, Corporación Editora Nacional, vol. 11 : 97-148.
- LARUELLE J., 1963 — Exploration géopédologique de l'île Santa Cruz. *Noticias de Galápagos*, 1 : 11-13.
- LATORRE O., 1988 — *La maldición de la tortuga*. Quito, Ortega, 228 p.
- LATORRE O., 1991 — *Manuel Cobos, emperador de Galápagos*. Quito, FCD, 137 p.
- LATOUCHE S., 1986 — *L'occidentalisation du monde*. Paris, La Découverte, 143 p.

- LAURENT *et al.*, 1993 — «L'écotourisme par les "caravanes du sel" : des valeurs partagées». In : *Tourisme et environnement. Du tourisme de nature à l'écotourisme*. Paris, Éditions touristiques européennes, n° hors série *Cahiers Espaces* : 239-250.
- LAVENBERG B. *et al.*, 1994 — Conservation alert! Status of the Fisheries for Galápagos Sharks, with a Checklist of the Known Species. Natural History Museum of Los Angeles County, *Chondros*, 5 (2) : 10-11.
- LE LANNOU M., 1967 — *Le déménagement du territoire. Rêveries d'un géographe*. Paris, Le Seuil, 248 p.
- LÉOPOLD A., 1970 — *A Sand County Almanac*. New York, Ballantine Books, 296 p.
- LE TOUMELIN J. Y., 1953 — *Kurun autour du monde (1949-1952)*. Paris, Flammarion.
- LÉVY J., 1994 — *L'espace légitime*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 442 p.
- LÉVY-STRAUSS C., 1987 [1952] — *Race et histoire*. Paris, Denoël, 127 p.
- LINDBERG K., HAWINS R., 1993 — *Ecotourism: a Guide for Planners and Managers*, North Bennington, The Ecotourism Society, 175 p.
- LINDBERG K., HUBER R., 1993 — «Economic Issues in Ecotourism Management». In Lindberg K., Hawins D. (eds) : 82-115.
- LIVINGSTONE D., 1993 — *The Geographical Tradition*. Oxford, Blackwell, 434 p.
- LUCERO BOLANOS W., 1994 — «Legislativo». In : *Léxico político ecuatoriano*, Quito, Instituto Latinoamericano de Investigaciones Sociales : 241-245.
- MACHADO A., BLANGY S., MOTA M., 1994 — *Diagnóstico de situación de las islas Galápagos y recomendaciones para su gestión ambiental*. Bruxelles, Commission des Communautés européennes, 187 p.
- MACHLIS G., COSTA D. A., CARDENAS J., 1990 — *Estudio del visitante a las islas Galápagos*. Quito, FCD, 48 p. + annexes.
- MACHLIS G. *et al.*, 1992 — *The Galápagos Ecosystem Human Project*. Quito, FCD, 2 p.
- MAIGUASHCA J., 1992 — «La cuestión regional en la historia ecuatoriana». In : *Nueva Historia del Ecuador*, Quito, Corporación Editora Nacional, vol. 12 : 175-226.
- MALINOVSKI B., 1994 [1970] — *Une théorie scientifique de la culture*. Paris, Le Seuil, 121 p.
- MATTELART A., 1992 — *La communication-monde. Histoire des idées et des stratégies*. Paris, La Découverte, 357 p.
- MAUCHAMP A., 1997 — Threats from Alien Plants Species in the Galápagos Islands. *Conservation Biology*, 11 (1) : 260-263.
- MAYR E., 1989 — *Histoire de la biologie. Diversité, évolution et hérédité*. Paris, Fayard, 894 p.
- MAYR E., 1993 — *Darwin et la pensée moderne de l'évolution*. Paris, Éditions Odile Jacob, 248 p.
- MACFARLAND C., 1972 — Goliaths of the Galápagos. *National Geographic*, 142 (5) : 632-649.
- MACFARLAND C., 1991 — *The Enchanted and Endangered Galápagos Islands: The Opportunity to Create a Model for Ecotourism*. Wash, National Press Club, 7 p.
- MACFARLAND C., 1994 — *Informe del Presidente a la 63ra reunión del Consejo Directivo de la FCD*. Quito, FCD, 6 p.
- MCARTHUR R., WILSON E. O., 1967 — *The Theory of Islands Biogeography*. Princeton, Princeton University Press, 203 p.
- MCCOSKER J., 1987 — The Fishes of the Galápagos Islands. Woods Hole, MA, Woods Hole Oceanic Institution, *Oceanus*, 30 (2) : 28-32.
- McKINNON J., McKINNON K., CHILD G., THORSELL J., 1990 — *Gestion et aménagement des aires protégées tropicales*. Gland, UICN, 289 p.
- McNAMEE K., 1993 — «From Wild Places to Endangered Spaces: a History of Canada's National Parks». In Dearden P., Rollins R. (eds) : *Parks and Protected Areas in Canada*, Toronto, Oxford University Press : 17-44.
- MEFFE G., CARROLL C., eds, 1994 a — *Principles of Conservation Biology*. Sunderland, MA, Sinauer Associates Inc., 600 p.
- MEFFE G., CARROLL C., 1994 b — «The Species in Conservation». In Meffe G., Carroll C. (eds) : 50-77.

- MEFFE G., CARROLL C., 1994 c — « Genetics: Conservation of Diversity within Species ». In Meffe G., Carroll C. (eds) : 143-178.
- MELVILLE H., 1985 [1854] — « The Encantadas ». In : *Billy Budd, Sailor and Other Stories*, Londres, Penguin Classics : 129-194.
- MENA H., 1994 — « Municipio ». In : *Léxico político ecuatoriano*, Quito, Instituto Latinoamericano de Investigaciones Sociales : 273-280.
- MENDELSON R., 1994 — « The role of Ecotourism in Sustainable Development ». In Meffe G., Carroll C. (eds) : 511-515.
- MERCER D., 1991 — *A Question of Balance. Natural Resources Conflicts Issues in Australia*. Sydney, The Federation Press, 346 p.
- MICHAUD J., 1994 — « Un regard critique sur la mise en tourisme de l'exotisme tribal dans le Nord thaïlandais ». In : *Regards sur le tourisme dans les pays en développement*, Montréal, UQAM, n° spécial *Teoros*, 13 (2) : 34-38.
- MOITESSIER B., 1982 — *Cap Horn à la voile*. Grenoble, Arthaud, 282 p.
- MOLES A., 1982 — Nissonologie ou science des îles. *L'Espace Géographique*, 11 (4) : 281-289.
- MOORE A., 1987 — *Diagnóstico de la situación del turismo en áreas del parque Nacional Galápagos y su protección al futuro*. Quito, MAG, 74 p.
- MOREANO, 1991 — « El sistema político en el Ecuador contemporáneo ». In : *Nueva Historia del Ecuador*, Quito, Corporación Editora Nacional, vol. 11 : 181-220.
- MOSLEY G., 1992 — Wilderness Protection in the Australian Alps. *Revue de Géographie Alpine*, 80 (2-3) : 307-334.
- MOUNTFORT G., 1970 — The Problems of Tourism to Islands Reserves. *Noticias de Galápagos*, 15-16 : 11-14.
- MYERS N., 1994 — « Global Biodiversity II: Losses ». In Meffe G., Carroll C. (eds) : 110-140.
- NASH R., 1989 — *The Rights of Nature*. Madison, University of Wisconsin Press, 290 p.
- NAVEDA B., 1952 — *Galápagos a la vista*. Quito, Casa de la Cultura Ecuatoriana, 574 p.
- NICHOLSON M., 1973 — *La révolution de l'environnement*. Paris, Gallimard, 465 p.
- NORTON B., 1987 — *Why Preserve Natural Variety?* Princeton, Princeton University Press, 281 p.
- OELSCHLAEGER M., 1991 — *The Wilderness Idea*. New Haven, Yale University Press, 477 p.
- OLMEDO J., CAYOT L., 1994 — Introduced Geckos in the Towns of Santa Cruz, San Cristobal and Isabela. *Noticias de Galápagos*, 53 : 7-12.
- ORIANI G., 1994 — « Global Biodiversity I: Patterns and Processes ». In Meffe G., Carroll C. (eds) : 78-109.
- ORTUÑO M., 1994 — *El Guía naturalista en Galápagos*. Puerto Ayora, ronéo, 6 p.
- OST F., 1995 — *La nature hors la loi. L'écologie à l'épreuve du droit*. Paris, La Découverte, 346 p.
- PACHE G., PARAPONARIS C., 1993 — *L'entreprise en réseau*. Paris, PUF, coll. Que sais-je ? 127 p.
- PALMER C., PYLER R., 1982 — « El ambiente climático de las Islas Galápagos ». In : *Compendio de Ciencia en Galápagos*, Quito, FCD : 17-25.
- PARRA D., 1994 — *Inventario de acciones de asistencia y cooperación técnica internacional para Galápagos*. Quito, Comisión Permanente para las Islas Galápagos, 14 p.
- PAYNE R. J., GRAHAM R., 1993 — « Visitor Planning in Parks and Protected Areas ». In Dearden P., Rollins R. (eds) : *Parks and Protected Areas in Canada*. Toronto, Ontario, Oxford University Press : 185-210.
- PESCUMA A., 1992 — *Diagnóstico sanitario de las ciudades de Puerto Baquerizo Moreno y de Puerto Ayora*. Quito, Comisión Permanente para las Islas Galápagos, 17 p.
- POMPONI S., VAN HOEK S., 1987 — A Search of Unique Drugs in the Galápagos Underwater Environment. Woods Hole, MA, Woods Hole Oceanic Institution, *Oceanus*, 30, (2) : 69-71.
- PORTER D. M., 1976 — Geographic and dispersal of Galápagos Islands vascular plants. *Nature*, 264 : 745-746.
- PORTER D. M., 1984 — « Relationships of the Galápagos flora ». In Berry R. (ed.) : 243-252.
- PORTER R., 1995 — « Les Anglais et les loisirs ». In Corbin A. (éd.) : *L'avènement des loisirs*, 1850-1960, Paris, Aubier : 19-54.
- POSSIEL W., SAUNIER R., MEGANCK R., 1995 — « In Situ Conservation of Biodiversity ». In Saunier R., Meganck R. (eds) : *Conservation of Biodiversity and the New Regional Planning*, Washington, Organisation of American States/UICN : 7-20.

- POURTIER R., 1983—Nommer l'espace. *L'espace géographique*, 12 (4) : 293-304.
- POURTIER R., 1989—« Les espaces de l'État ». In: *Tropiques. Lieux et liens*, Paris, Orstom : 394-401.
- POURTIER R., 1991—« L'Afrique dans tous ses États » In Lévy J. (éd.) : *Géographies du politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques : 137-144.
- POURTIER R., 1992 a—« Migrations et dynamiques de l'environnement ». In Pontier G., Gaud M. (éd.) : *Afrique contemporaine. L'environnement en Afrique*, Paris, La Documentation française : 168-178.
- POURTIER R., 1992 b—« Regards, échelles, lieux : un point de vue de géographe ». In Pontier G., Gaud M. (éd.) : *Afrique contemporaine. L'environnement en Afrique*, Paris, La Documentation française : 13-19.
- PRESSAT R., 1989—*Les méthodes de la démographie*. Paris, PUF, coll. Que sais-je ? 128 p.
- PRESTEMON J., 1990—*Nature-oriented Tourism and its Impacts on Environmental Conservation, Rural Economic Development, and Cultural Integrity*. Raleigh, Quito, Usaid, 20 p.
- RACHOWIECKI B., 1989—*Ecuador and the Galápagos Islands*. Hawthorn, Victoria, Lonely Planet Publications, 289 p.
- RAFFIN J.P., 1985—« Le lien entre les scientifiques et les associations de protection de la nature ». In Cadoret A. (dir) : *Protection de la nature, histoire et idéologie*, Paris, L'Harmattan : 61-67.
- RAUCH A., 1995—« Les vacances et la nature revisitée ». In Corbin A. (éd.) : *L'avènement des loisirs, 1850-1960*, Paris, Aubier : 81-118.
- RICHEZ G., 1992—*Parcs nationaux et tourisme en Europe*. Paris, L'Harmattan, 421 p.
- RICHMOND R., MARTINEZ P., 1993—*Sea Cucumbers Fisheries in the Galápagos Islands: Biological Aspects, Impacts and Concerns*. Gland, UICN, 9 p.
- RICHTER L., 1994—« The political Fragility of Tourism in Developing Nations ». In: *Regards sur le tourisme dans les pays en développement*, Montréal, UQAM, n° spécial *Teoros*, 13 (2) : 12-15.
- ROBINSON G., 1987—Negative Effects of the 1982-83 El Niño on Galápagos Marine Life. Woods Hole, MA, Woods Hole Oceanic Institution, *Oceanus*, 30 (2) : 42-48.
- RÓDRIGUEZ J., 1993—*Las Islas Galápagos. Estructura Geográfica y propuestas de gestión territorial*. Quito, Abya-Yala, 276 p.
- ROSALES M., 1986—« El municipio ecuatoriano : realidad y perspectivas ». In: *250 años de la Primera Misión Geodésica*, Quito, Banco Central del Ecuador, *Cultura, revista del Banco central del Ecuador*, 8 (24 b) : 1039-1050.
- ROSE R., 1924—« Man and the Galápagos ». In Beebe W. (ed.) : *Galápagos: World's End*, New York, Putnam : 332-417.
- RUNTE A., 1992—*National Parks. The American Experience*. University of Nebraska Press, 335 p.
- SAENZ A., PALACIO D., 1992—« La dimensión demográfica de la historia ecuatoriana ». In: *Nueva Historia del Ecuador*, Quito, Corporación Editora Nacional, vol. 12 : 135-174.
- SAINTE-GEOURS Y., 1986—« La evolución demográfica del Ecuador en el siglo XIX ». In: *250 años de la Primera Misión Geodésica*, Quito, Banco Central del Ecuador, *Cultura* 8 (24 b) : 481-492.
- SALWEN P., 1990—*Galápagos. Le paradis perdu*. Courbevoie, Soline, 192 p.
- SANCHEZ, 1991—« La economía ecuatoriana de los sesenta a los ochenta ». In: *Nueva Historia del Ecuador*, Quito, Corporación Editora Nacional, vol. 11 : 55-96.
- SAUTTER G., 1976—Le paysage comme connivence. *Hérodote*, 16 : 40-67.
- SAUVY A., 1966—*Théorie générale de la population. II - La vie des populations*. Paris, PUF, 401 p.
- SCHABECOFF P., 1993—*A Fierce Green Fire. The American Environmental Movement*. New York, Hill and Wang, 352 p.
- SCHAUBENBERG P., 1970—« Problèmes aux îles Galápagos ». *Noticias de Galápagos*, 15-16 : 8-10.
- SCHOFIELD E., 1989—Effects of Introduced Plants and Animals in Islands Vegetation: Examples from the Galápagos Archipelago. *Conservation Biology*, 3 : 227-238.
- SCHLUTER R., 1994—« The role of the State in the development of Tourism in South America ». In: *Regards sur le*

tourisme dans les pays en développement, Montréal, UQAM, n° spécial Teoros, 13 (2) : 25-28.

SEGALIN V., 1986 — *Essai sur l'exotisme*. Paris, LGF, 159 p.

SILVA P., 1986 — « Colonialismo y colonización de Galápagos, un doble proceso depredador ». In: *250 años de la Primera Misión Geodésica*, Quito, Banco Central del Ecuador, *Cultura*, 8 (24 b) : 711-723.

SILVA P., 1992 — « Las islas Galápagos en la historia del Ecuador ». In: *Nueva Historia del Ecuador*, Quito, Corporación Editora Nacional, vol. 12 : 253-303.

SIMKIN T., 1984 — « Geology of Galápagos ». In Berry R. (ed.) : 61-76.

SMITH V., 1993 — « Protection de l'Antarctique et tourisme ». In: *Tourisme et environnement. Du tourisme de nature à l'écotourisme*, Paris, Éditions touristiques européennes, n° hors série *Cahiers Espaces* : 236-238.

SNELL H., 1990 — *The Galápagos Islands Biosphere Reserve*. Albuquerque, University of New Mexico, 23 p.

SOTO A., HALPIN J., HURTEBISE P., 1992 — « La cuestión del Patrimonio Universal ». In Guhl G., Tokatlian J. (eds) : *Medio ambiente y relaciones internacionales*, Bogota, Tercer Mundo Editores : 79-132.

SPNG, 1995 — *Informe de actividades, 1994*.

SPNG, 1996 — *Informe anual. Plan operativo 1995*.

SRCD, 1993 — *Memorias. Taller de planificación inicial para los tres cen-*

tros de visitantes de PNG. Puerto Ayora, SRCD, 18 p.

STEFFACHER R., 1995 — « L'ingérence écologique et la globalisation de l'économie de marché ». In: *Écologie contre nature. Développement et politiques d'ingérence*, Paris, PUF, Nouveaux Cahiers de l'IUED, coll. Enjeux : 99-114.

SULLOWAY F., 1984 — « Darwin and the Galápagos ». In Berry R. (ed.) : 29-60.

SULLOWAY F., 1987 — Darwin in the Galápagos. Three Myths. Woods Hole Oceanic Institution, *Oceanus*, 30 (2) : 79-85.

SUTHERLAND D., 1994 — « A lot more than just monte! ». *Noticias de Galápagos*, 53 : 3-4.

TARPY C., 1993 — New Zoos. Taking down the bars. *National Geographic*, 184 (1).

THOMAS T., 1993 — « Le rôle du guide scientifique dans la mise en scène du site naturel ». In: *Tourisme et environnement. Du tourisme de nature à l'écotourisme*, Paris, Éditions touristiques européennes, n° hors série *Cahiers Espaces* : 182-188.

THORNTON I., 1971 — *Darwin's Islands*. New York, The American Museum of Natural History/The Natural History Press, 322 p.

THORSELL J., 1994 — *UICN Technical Evaluation. Galápagos Marine Resources Reserve*. Gland, UICN : 95-98.

TOURAINÉ A., 1988 — *La parole et le sang. Politique et société en Amérique latine*. Paris, Odile Jacob, 542 p.

TUDGE C., 1992 — *Last Animals at the Zoo*. Washington, Island Press, 266 p.

UICN, 1993 — *Evaluación de la Pesquería de Pepinos de Mar en las Islas Galápagos—Ecuador*. Quito, UICN, 26 p.

UNESCO, 1972 — *Convention concernant la protection du patrimoine mondial*. Paris, Unesco : 23-33.

UNESCO, 1979 — *Veinte años de conservación en Galápagos*. Paris, Unesco, 54 p.

UNESCO, 1994 — *Comité du Patrimoine Mondial; dix-huitième session, rapport du rapporteur*. Paris, Unesco, 61 p.

VALENCIA RODRIGUEZ L., 1977 — *El Ecuador y las 200 millas*. Quito, Instituto Panamericano de Geografía Historia, 199 p.

VERA A., 1941 — *Mito y destino de Galápagos*. Guayaquil, Imp. Portugal, 134 p.

VIARD J., 1984 — *Penser les vacances*. Paris, Actes Sud, 204 p.

VIARD J., 1990 — *Le tiers espace. Essai sur la nature*. Paris, Klincksieck, 153 p.

VIARD J., 1994 — *La société d'archipel*. Paris, Les Éditions de l'Aube, 124 p.

VIDAL DE LA BLACHE P., 1955 [1921] — *Principes de géographie humaine*. Paris, Armand Colin, 327 p.

VILLACRES MOSCOSO J., 1985 — *Las ambiciones internacionales por las islas Galápagos*. Guayaquil, Casa de la Cultura, 141 p.

VIRILIO P., 1996 — *Cybermonde. La politique du pire*. Paris, Textuel, 110 p.

VITOUSEK P., 1988 — « Diversity and Biological Invasions of Oceanic Islands ».

- In Wilson E. O. (ed.) : *Biodiversity*, Washington, National Acad. Press : 181-192.
- WACKERMANN G., 1994 — « Le transport aérien et sa problématique dans les pays en voie de développement ». In : *Regards sur le tourisme dans les pays en développement*, Montréal, UQAM, n° spécial *Teoros*, 13 (2) : 21-24.
- WALLACE G., 1993 — « Visitor Management : Lessons from Galápagos National Park ». In Lindberg K., Hawins D. (eds) : 55-81.
- WALSH F., 1993 — *Informe sobre científicos visitantes que han visitado la ECCD desde 1980 hasta 1992*. Puerto Ayora, SRCD, 12 p.
- WEBER P., 1995 — « Protéger les zones de pêches océaniques et les emplois ». In Brown L. (éd.) : *L'État de la planète 1995/1996*, Paris, La Découverte : 32-57.
- WELLINGTON G., 1978 — Underseas Wonders of the Galápagos. *National Geographic*, 154 (3) : 363-380.
- WESTERN D., 1993 — « Defining Ecotourism ». In Lindberg K., Hawins D. (eds) : 7-11.
- WHELAN P., 1989 — « Oil Spill in Galápagos ». *Noticias de Galápagos*, 47 : 2.
- WHITEHEAD H., 1985 — Studying Sperm Whales on the Galápagos Grounds. *Noticias de Galápagos*, 42 : 18-21.
- WILSON E. O., 1984 — *Biophilia*. Cambridge, MA, Harvard University Press, 157 p.
- WILSON E. O., 1988 — « The current State of Biological Diversity ». In Wilson E. O. (ed.) : *Biodiversity*, Washington, National Acad. Press : 3-18.
- WILSON E. O., 1993 — *La diversité de la vie*. Paris, Éditions Odile Jacob, 496 p.
- WITTMER M., 1989 — *Floreana*. Oswestry, Anthony Nelson, 240 p.
- WORAM J., 1989 — Galápagos Islands Names. *Noticias de Galápagos*, 48 : 22-32.
- WORAM J., 1991 — Who killed the Iguanas? *Noticias de Galápagos*, 50 : 12-16.
- WORSTER D., 1992 — *Les pionniers de l'écologie*. Paris, Éd. Sang de la terre, 412 p.
- WURTZ J., WALLACE G., 1994 — *Motivaciones, Experiencias deseadas y preferencias para técnicas de manejo de los visitantes al Parque Nacional Galápagos Ecuador*. Quito, FCD, 96 p.
- ZUBER C., 1975 — *Paradis des bêtes*. Paris, Laffont.

Les références aux articles de la presse équatorienne et étrangère ainsi qu'aux divers courriers officiels, aux courts textes administratifs et aux bulletins internes des institutions (dont les *Noticias de Galápagos* de la FCD et les recensements annuels de licences de bateaux de tourisme et d'entrées de visiteurs du PNG [indiqués comme source SPNG des graphiques ou tableaux]) sont signalées dans le texte et ne sont pas recensées ci-dessus.

Glossaire des termes équatoriens

Afuera : dehors. Ce terme désigne, aux Galápagos, ce qui est autre que l'île ou l'archipel : le continent et, par extension, le reste du monde.

Afuereño(s) : celui ou ceux du dehors, les étrangers aux Galápagos.

Barcaza : barge en bois, servant à décharger les cargos.

Colorado (a) : rouge. Aux Galápagos, sobriquet donné aux touristes du Nord, à cause de leurs coups de soleil.

Cholo (a) : Indien de la Costa.

Colono (a) : habitant des Galápagos qui dispose d'une pièce d'identité garantissant qu'il vit depuis au moins cinq ans dans l'archipel.

Costa : la Côte. Le littoral, l'une des deux grandes régions équatoriennes, rattachée à l'aire culturelle caraïbe. Les provinces de Guayas, Manabi, Esmeraldas, Los Rios et El Oro forment la Costa.

Costeño(s) : habitant, natif de la Costa. Les *Costeños* d'origine sont des *cholos*, des métis, ou des noirs ; plus rarement des blancs.

Cuenta propia : à son compte. Travailleur indépendant.

Cupo : à la fois quota de places à bord d'une embarcation de tourisme opérant dans le PNG, et autorisation de posséder ce bateau (dans ce dernier sens, employé comme synonyme de *patente*).

Ecuavolley : volley-ball équatorien. Il se joue avec un ballon de football, à trois de chaque côté d'un filet plus haut que celui du volley-ball.

Fibra : puissant canot en fibre de verre (d'où son nom) à un ou deux moteurs hors-bord (en général de plus de 50 chevaux chacun) servant surtout à la pêche d'exportation (holothuries, requins).

Finca : exploitation agricole, généralement de quelques hectares aux Galápagos.

Finquero (a) : propriétaire terrien, de *finca*.

Galápagueño (a) : des Galápagos, habitant des Galápagos. Les natifs revendiquent pour eux seuls ce qualificatif, mais chacun s'en affuble vite dans les îles.

Garúa : brouillard ou fin crachin.

Isabeleño (a) : natif d'Isabela. Les *Isabeleños* se distinguent des autres *Galápagueños*, qui ne sont pas désignés par le nom de leurs îles, par une certaine identité culturelle « îlienne ».

Lancha : bateau à moteur, souvent en bois, doté d'une cabine.

Langostero : pêcheur de langouste (de *langosta*, langouste).

Lobería : colonie d'otaries (de *lobo de mar*, otarie).

Machetero : le journalier agricole, celui qui manie le *machete* (le coupe-coupe). Terme plutôt *costeño*. Synonyme : *peón*.

Malecón : la grand-rue du front de mer.

Mochilero : porteur de sac à dos (*mochila*). Désigne les touristes jeunes et peu fortunés, « routard », « backpacker ».

Oriente : l'Amazonie équatorienne, formée par les provinces de Morona Santiago, Napo, Pastaza, Zamora-Chinchipec et Sucumbios.

Panga : petit canot à moteur, utilisé aux Galápagos pour la pêche artisanale ou le transport des touristes entre leur bateau et la terre.

Parte alta : la « partie haute ». Aux Galápagos, désigne la zone agricole des hauteurs des îles.

Patente : licence, permis d'exploiter un bateau de tourisme dans le PNG.

Patrullera : patrouilleur, petit bateau militaire.

Pax : passager, dans le jargon des guides de la bonne société des Galápagos. Les guides populaires parlent plutôt de *colorados*.

Peón : journalier agricole. Terme plutôt *serrano*, synonyme de *machetero*.

Pepinero : le pêcheur d'holothuries (de *pepino*).

Pepino : concombre et, par extension, l'holothurie, qualifiée de « concombre de mer ».

Serrano (a) : habitant, natif de la Sierra. Les *Serranos* sont d'abord les Indiens parlant quechua et les métis de ceux-ci et des blancs. Les *Serranos* blancs revendiquent, davantage que leurs homologues *costeños*, une lointaine ascendance espagnole.

Sierra : la montagne. Les Andes, l'une des deux grandes régions équatoriennes, qui appartient à l'aire culturelle andine. Les provinces d'Azuay, Bolivar, Cañar, Carchi, Cotopaxi, Chimborazo, Imbabura, Loja, Pichincha et Tungurahua forment la Sierra.

Sucre : devise équatorienne, dont le nom vient du maréchal Sucre, *libertador*, et compagnon de Bolívar. Un dollar américain valait environ 2 000 sucres début 1994 et 3 000 début 1996.

Tour diario : croisière à la journée bon marché.

Sigles

Asecut : *Asociación Ecuatoriana de Turismo* — Association équatorienne de tourisme (principale association d'entrepreneurs de tourisme).

BID : Banque interaméricaine de développement.

BM : Banque mondiale.

Conade : *Consejo Nacional de Desarrollo* — Conseil national du développement.

Cetur : *Corporación Ecuatoriana de Turismo* — Corporation équatorienne du tourisme (administration chargée de la promotion et des règlements touristiques).

DAC : *Dirección de Aviación Civil* — Direction de l'Aviation civile.

Digmer : *Dirección General de Marina Mercante* — Direction générale de la Marine marchande.

ECDD : *Estación Científica Charles Darwin* — Station de recherche Charles-Darwin (SRCD en français, CDRS en anglais, « recherche » remplace « scientifique »).

FAE : *Fuerzas Aéreas Ecuatorianas* — Armée de l'Air.

FCD : *Fundación Charles Darwin* — Fondation Charles-Darwin (CDF en anglais).

FN : *Fundación Natura* (la plus importante ONG conservacionniste équatorienne).

Itel : *Instituto Ecuatoriano de Telecomunicaciones* — Institut équatorien des télécommunications

Ierac : *Instituto Ecuatoriano de Reforma Agraria y Colonización* — Institut équatorien de la réforme agraire et de la colonisation.

Inec : *Instituto Nacional de Estadísticas y Censos* — Institut national de la statistique et du recensement.

Inecel : *Instituto Ecuatoriano de Electricidad* — Institut équatorien de l'électricité.

Inefan : *Instituto Ecuatoriano Forestal y de Áreas Naturales y Vida Silvestre* — Institut équatorien des forêts, des aires naturelles et de la vie sauvage.

Ingala : *Instituto Nacional Galápagos* — Institut national des Galápagos.

INP : *Instituto Nacional de Pesca* — Institut national de la pêche.

JNPCE : *Junta Nacional de Planificación y Coordinación Económica* — Organisme national de planification et de coordination économique.

MAG : *Ministerio de Agricultura y Ganadería* — Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage.

MT : Metropolitan Touring, principale entreprise de tourisme équatorienne.

NYZS : *New York Zoological Society* — Société zoologique de New-York.

PNG : *Parque Nacional Galápagos* — Parc national des Galápagos

Pnud : Programme des Nations unies pour le développement

RRMG : *Reserva de Recursos Marinos de Galápagos* — Réserve de ressources marines des Galápagos.

SPNG : *Servicio Parque Nacional Galápagos* — Service administratif du PNG.

SRCD : Station de recherche Charles-Darwin

Tame : *Transportes Aéreos Militares Ecuatorianos* — Transports aériens militaires équatoriens.

UICN : Union internationale pour la conservation de la nature.

WWF : *World Wildlife Fund* — Fonds mondial pour la nature.

Résumé

L'introduction rappelle la valeur heuristique de l'insularité, d'où le parallèle établi entre les îles et la planète à propos de l'évolution du monde contemporain.

La première partie montre que la nature des Galápagos, si originale soit-elle, est en réalité devenue un espace, enjeu de multiples usages. L'objet du premier chapitre est double. Il décrit la nature des Galápagos : une géologie tumultueuse et des irrégularités climatiques dues aux fluctuations des courants océaniques rendent difficiles les colonisations naturelles et humaines ; leurs paysages aux animaux et plantes caractéristiques varient selon l'altitude, l'exposition aux vents dominants et l'action de l'homme et des organismes qu'il a introduits dans l'archipel. Et ce chapitre explique la singularité de cette nature en rappelant l'escale de Darwin et en appliquant sa théorie de l'évolution complétée par des travaux contemporains sur l'écologie insulaire. On comprend ainsi que l'isolement des Galápagos a permis la spéciation géographique de nombreuses populations végétales et animales, et que sa rupture est synonyme de perte de biodiversité.

Or l'histoire des Galápagos, relatée dans le second chapitre, est celle de la transformation de leur nature singulière en espace ouvert. Découvert au *xvi*^e siècle par les Espagnols, l'archipel n'est véritablement inclus dans le système Monde qu'à partir de la fin du *xvi*^e siècle, comme base de flibustiers britanniques. Au *xix*^e siècle, bien qu'annexées par l'Équateur, les Galápagos continuent d'être utilisées à leur guise par les étrangers, les naturalistes supplantant les baleiniers de Nouvelle-Angleterre lors de la seconde moitié du siècle, qui marque aussi la colonisation définitive de l'archipel par des entrepreneurs et leur main-d'œuvre servile raflée sur le continent. L'intérêt croissant des Occidentaux pour les Galápagos, dont ils veulent se faire céder tout ou partie et où arrivent par ailleurs une poignée de pionniers européens, conduit l'État équatorien à chercher à arrimer les îles au territoire national par des traités internationaux portant sur l'utilisation de leur situation stratégique ou de leurs ressources naturelles.

Ce sont finalement les naturalistes occidentaux qui, après être passés de la collecte de spécimens à l'étude des relations entre les espèces et leur environnement, semblent définir l'usage dominant de ces îles, puisque c'est sous leur pression que le parc national des Galápagos (PNG) est créé. Cette

« naturalisation » de l'archipel, traitée dans le chapitre III, se traduit également par l'installation d'une station de recherche biologique permanente, la station de recherche Charles-Darwin (SRCD), chargée d'aider à sa conservation. Mais le recensement des recherches qui y sont menées tout comme les entretiens avec divers scientifiques permettent de voir que les sciences naturelles n'aident en rien à la conservation des Galápagos : au contraire, le PNG a enclenché le processus conduisant à la destruction de la singularité de ces îles.

Car une fois la nature mise en valeur par une conservation très médiatisée, le tourisme, l'immigration et les administrations destinées à les encadrer peuvent alors rattacher les Galápagos au monde : c'est le thème de la seconde partie. Aux Galápagos, un « tourisme de réseaux » dont la rentabilité est basée sur le renouvellement rapide de la clientèle a des conséquences néfastes tant sur l'écologie que sur la population insulaires. Le chapitre IV présente la fabrication d'un mythe touristique, celui d'une nature intacte que l'on met en scène et dont l'image est amplement diffusée. Mais l'étude des différents types de croisière proposés comme celle des visiteurs contredit cette entreprise de « communication » : il apparaît en effet que le tourisme pratiqué aux Galápagos n'est en rien un écotourisme, malgré ce qui est prétendu. C'est ce que confirme l'analyse minutieuse d'un marché touristique en pleine expansion malgré les quotas régulièrement édictés, et qui, grâce à la politique poursuivie par les gouvernements équatoriens et des institutions conservacionnistes internationales, est aujourd'hui aux mains d'entreprises pour la plupart extérieures aux îles.

Le chapitre V porte sur l'intégration des Galápagos au territoire équatorien. La structure et la répartition de la population de l'archipel reflètent les vagues d'immigration successives qui l'ont fait croître vertigineusement. Stimulées par l'État puis par le tourisme, les migrations vers les Galápagos ont surtout aujourd'hui pour moteur la misère sévissant sur la partie continentale du pays. Les réseaux migratoires jouent un rôle croissant dans ce peuplement et favorisent l'ancrage de certaines communautés dans l'archipel, ce qui explique l'attitude ambiguë de la population vis-à-vis de l'immigration. Au cours des années soixante-dix, l'État a massivement investi aux Galápagos grâce à ses revenus pétroliers ; mais lorsque ceux-ci diminuent, les territoires administratifs et politiques qu'il a créés dans la nouvelle province insulaire ont en partie échappé à son contrôle, et ce malgré la multitude de plans d'aménagement et de conservation dont celle-ci a été dotée. Les bénéficiaires de cette impuissance étatique sont ici des administrations et des représentants politiques locaux qui se disputent une rente de situation tirée des réseaux transnationaux de la conservation et du tourisme.

Dans des îles Galápagos de plus en plus ouvertes, les zones peuplées ont différentes modalités de connexion au système Monde, dont le chapitre vi présente deux cas. Puerto Ayora, le centre économique de l'archipel, est un microcosme résumant les conditions de vie de la population insulaire. La description des rues principales sert à prendre le pouls d'une ville qui ne vit que par sa connexion avec le dehors, l'Équateur continental ou le monde du tourisme. Une brève analyse des stratégies foncières permet de mesurer la distance séparant ceux qui profitent du tourisme et le reste de la population, désormais cantonnée dans une misérable économie informelle. La croissance et la paupérisation de cette population urbaine entraînent de nombreux problèmes, que les services municipaux sont incapables de résoudre mais qui sont soigneusement masqués, tourisme oblige. Quant à l'île d'Isabela, elle est brutalement passée d'une situation marginale à celle de point de départ d'un réseau de pêche illicite dont l'autre extrémité se trouve à Hong-Kong : son milieu îlien est par conséquent en voie de disparition. D'une façon générale, cette « continentalisation » du milieu insulaire rend difficile l'adaptation des nouveaux habitants à la vie dans les îles.

L'échec de la conservation de la nature aux Galápagos, objet de la troisième partie, est la conséquence logique de ce qui précède. Le chapitre vii établit que le PNG est de fait livré à ses prédateurs. Malgré la mise en œuvre de techniques de gestion des aires protégées importées des États-Unis, nombre de bateaux de tourisme ne respectent pas les itinéraires édictés par l'administration du parc (SPNG), ce qui conduit à la surfréquentation des sites de visite les plus fameux. Comme le constatent ses visiteurs, le PNG n'est pas surveillé : l'examen des moyens dérisoires en matériel, financement et personnel des deux institutions chargées de sa conservation permet d'en cerner les raisons. Ce à quoi s'ajoute, d'après les enquêtes de la SRCD et du SPNG, un certain nombre de dysfonctionnements institutionnels. Écologiquement, le résultat le plus grave de cette impéritie est la très lucrative pêche aux requins et aux holothuries exportés vers l'Asie grâce à la collusion de certaines autorités avec les maîtres de ces réseaux commerciaux, déprédation d'un patrimoine mondial que la communauté internationale, malgré ses proclamations, est incapable d'enrayer.

Mais le chapitre viii expose la raison principale de cette faillite : une conservation qui a abandonné de fait la protection des écosystèmes *in situ*, relevant des pouvoirs publics, au profit de la préservation *ex situ* de certaines espèces emblématiques. C'est ce dont témoignent le succès relatif de la protection des tortues et l'échec de l'éradication des chèvres aux Galápagos. Cette politique de conservation *ex situ* est confiée à des ONG naturalistes qui se concentrent sur la recherche de fonds, allant jusqu'à se muer en

véritables entreprises : l'évolution des ressources financières de la FCD conditionne celle de ses politiques et de ses responsables. Et la seule action sociale des conservationnistes est la tentative d'« éducation » de la population insulaire, qui se révèle être un échec patent : il n'est pas étonnant alors qu'une bonne partie des habitants des Galápagos rejette le parc national.

En conclusion, l'auteur revient sur la dégradation conjointe des conditions de vie de la population et de l'écologie des Galápagos en la reliant à un phénomène que l'on observe aujourd'hui dans le monde entier, l'accessibilité croissante d'une région dont l'isolement expliquait la singularité. Cela le conduit à proposer de dépasser une conservation de la nature ayant manifestement échoué par la préservation de la géodiversité, où l'espace est la clé de voûte du maintien des diversités naturelle et culturelle sur la Terre.

Summary

The introduction includes a reminder of the heuristic value of insularity, whence the parallel drawn between the islands and the planet with regard to the evolution of the contemporary world.

It is shown in the first part of the book that however original it may be, nature in the Galápagos has in fact become an issue in multiple uses. A twofold intention is shown in the first chapter. Nature in the Galápagos is described, with the tumultuous geology and climatic irregularities resulting from fluctuations of ocean currents making natural and human colonisation difficult. The landscapes — with their characteristic animals and plants— vary according to the elevation, exposure to the prevailing winds and the action of man and the organisms that he has introduced in the archipelago. This chapter explains the singularity of nature here by mentioning Darwin's visit and by applying his theory of evolution completed by contemporary work on island ecology. The reader thus understands that the isolation of the Galápagos has enabled the geographical speciation of numerous plant and animal populations and the breaking of this isolation is the synonym of loss of biodiversity.

The history of the Galápagos, related in the second chapter, is that of the changing of their singular nature into an open area. Discovered by the Spaniards in the sixteenth century, the archipelago did not really form part of the world system until the end of the seventeenth century, when it became a base for British buccaneers. In the nineteenth century, although the islands had been annexed by Ecuador, the Galápagos were still used by foreigners for their own purposes, with naturalists taking the place of whalers from New England in the second half of the century. This was also when the archipelago was definitively colonised by entrepreneurs and their servile labour force picked up on the continent. The growing interest in the Galápagos among westerners who wanted to acquire all or part of the archipelago and the arrival of a handful of European pioneers led the Ecuadorean government to seek to attach the islands to their national territory by means of international treaties concerning the use of their strategic situation and their natural resources.

Finally, after moving from the collection of specimens to the study of the relations between the species and their environment, it finally seems to have been the western naturalists who defined the dominant use of the

islands. Pressure by naturalists resulted in the creation of the Galápagos National Park. This establishment of the archipelago as a centre for natural history covered in Chapter III also resulted in the establishment of the permanent Charles Darwin Biological Research Station, entrusted with the task of aiding in conservation. However, a review of the research performed there and discussions with a number of scientists show that natural sciences provide no help at all in the conservation of the Galápagos. On the contrary, the Galápagos National Park has triggered a process that is leading to the destruction of the singularity of these islands.

When nature has been developed by very media-visible conservation, tourism, immigration and the administrations designed to manage them can then link the Galápagos to the world. This is the theme of the second part. In the Galápagos, 'network tourism' whose profitability is based on rapid customer turnover has harmful effects on both the ecology and population of the islands. The manufacture of a tourist myth of the presentation of unspoilt nature, whose image is broadly diffused, is described in Chapter IV. However, examination of the different types of cruise available and the profile of visitors contradicts this 'communication' effort. Indeed, the tourism practised in the Galápagos is in no way ecotourism, in spite of claims. This is confirmed by a careful analysis of a tourist market that is expanding, in spite of regularly proclaimed quotas. Through the policy followed by Ecuadorean governments and international conservation institutions, this market is in the hands of companies that are mainly foreign to the islands.

Chapter V concerns the integration of the Galápagos in Ecuadorean territory. The archipelago's population structure and distribution reflects the successive waves of immigration that led to a very steep increase. Stimulated by the government and then by tourism, the driving force behind migration to the Galápagos today is above all the poverty in continental Ecuador. Migrant networks play an increasing role in the populating of the islands and enhance the fixing of certain communities, accounting for the population's ambiguous attitude to immigration. In the 1970s, the government invested massively in the Galápagos, using its oil income. However, when the latter diminished, the administrative and political territories that had been created in the new island province partially escaped government control, in spite of a host of development and conservation plans drawn up for it. The beneficiaries of this powerlessness of the state are local administrations and political representatives who are fighting over a situation rent drawn from the transnational conservation and tourist networks.

The Galápagos are becoming increasingly wide open and populated zones have different procedures for connection with the world system. Two cases are described in Chapter VI. Puerto Ayora, the economic centre of the archi-

pelago, is a microcosm of the living conditions of the island population. The pulse of the town that lives only through its connections with the world outside—Ecuador or the world of tourism—is taken by means of a description of the main streets. A brief analysis of land use strategies measures the distance between those who profit from tourism and the rest of the population, now confined to a miserable informal economy. The growth and impoverishment of this urban population is resulting in numerous problems that the municipal authorities are incapable of solving but which are carefully hidden, to show a fine face to tourists. Isabela island has suddenly switched from a marginal situation to that of the point of departure of an illegal fishing network, with the other extremity being in Hong Kong, and so its island environment is disappearing. This 'continentalisation' of the island environment makes it difficult for new inhabitants to adapt to life in the islands.

The failure of nature conservation in the Galápagos is the logical consequence of the foregoing and is discussed in the third part of the book. It is established in Chapter vii that the Galápagos National Park has in fact been handed over to its predators. In spite of the implementation of management techniques for protected areas imported from the United States, numerous pleasure craft do not respect the routes laid down by the Park administration, leading to over-visiting of the most famous sites. As is seen by visitors, the Galápagos National Park is not supervised. The reasons can be found in the derisory facilities in terms of the equipment, funding and staffing of the two institutions entrusted with conservation. There are also a number of institutional malfunctions, according to investigations by the National Park and the Charles Darwin Centres. The most serious ecological result of this incompetence is the extremely lucrative fishing of shark and sea cucumbers exported to Asia thanks to the collusion of certain authorities with the organisers of these commercial networks. In spite of its proclamations, the international community is incapable of halting this depredation of this world heritage.

However, the main reason for this failure is explained in Chapter viii. Conservation has in fact abandoned the protection of ecosystems *in situ*, for which the public authorities are responsible, in favour of the *ex situ* conservation of a number of emblematic species. This is shown by the comparative success of the protection of tortoises and the failure to eradicate goats in the Galápagos. This *ex situ* conservation policy is entrusted to naturalist NGOs that concentrate on fund-raising to the extent of becoming true enterprises. The movement of financial resources of the Charles Darwin Foundation conditions its policies and the attitude of its officials. The only social action of conservationists has been an attempt at 'educating' the

island population that ended in resounding failure. It is not surprising that a large proportion of the inhabitants of the Galápagos reject the national park.

In conclusion, the author discusses the combined degradation of the living conditions of the population and of the ecological conditions of the Galápagos, relating it to easier access to a region whose isolation was responsible for its singularity, a phenomenon observed increasingly frequently in the world today. This leads him to propose going beyond nature conservation that has clearly failed and to practice the conservation of geodiversity, in which geographical space is the keystone of the maintenance of natural and cultural diversity in the world.

Resumen

La introducción enfoca en el valor eurístico de la insularidad, el cual permite comparar las islas y el planeta en cuanto a la evolución del mundo contemporáneo.

La primera parte muestra que la naturaleza de Galápagos, tan original sea, se ha vuelto en realidad un espacio, puesta de usos múltiples. El capítulo I tiene un doble objeto. Describe la naturaleza de Galápagos: una tumultuosa geología e irregularidades climáticas debidas a fluctuaciones de las corrientes oceánicas dificultan las colonizaciones naturales y humanas; sus paisajes poblados por plantas y animales característicos varían según la altitud, la exposición a los vientos dominantes y la acción del hombre y de los organismos que él ha introducido. Y este capítulo explica la singularidad de esta naturaleza recordando la escala de Darwin y utilizando trabajos contemporáneos sobre la ecología insular: así se puede entender como el aislamiento de Galápagos ha permitido la especiación geográfica de numerosas poblaciones animales y vegetales, y como su ruptura significa la pérdida de biodiversidad.

Ahora bien, la historia de Galápagos, relatada en el capítulo II, es la transformación de su singular naturaleza en un espacio abierto. Descubierta por los Españoles en el siglo 16, el archipiélago sólo fue incluido en el sistema Mundo a fines del siglo siguiente, como base de filibusteros británicos. En el siglo 19, aunque anexadas por Ecuador, las islas Galápagos siguen siendo libremente usadas por extranjeros, los naturalistas substituyéndose a los balleneros de Nueva Inglaterra en la segunda mitad de aquel siglo, cuando se ve también la colonización definitiva del archipiélago por empresarios y sus peones. El creciente interés de los Occidentales por un archipiélago que quieren arrendar o poseer todo o por parte, y donde llega un puñado de pioneros europeos, conduce al Estado ecuatoriano a buscar la integración de Galápagos al territorio nacional bajo la forma de tratados internacionales llevando sobre la utilización de su situación estratégica o de sus recursos naturales.

Los naturalistas occidentales, después de haber cambiado su recolección de especímenes por el estudio de las relaciones entre las especies y sus entornos, parecen definir al final el uso legítimo de las islas, pues es bajo su presión que el Parque Nacional Galápagos (PNG) está creado. En el capítulo III

se trata de esta "naturalización" del archipiélago, la cual se traduce por la instalación de una estación permanente de investigaciones biológicas (la Estación Científica Charles Darwin o ECCD) encargada de ayudar a su conservación mediante las ciencias naturales. Pero el estudio de las investigaciones hechas en la ECCD y entrevistas con varios científicos permiten comprobar que las ciencias naturales no ayudan en ningún modo a la conservación de Galápagos: al contrario, el PNG desencadenó el proceso de destrucción de la singularidad de aquellas islas.

Pues, una vez la naturaleza valorizada por una conservación que goza de bastante publicidad, el turismo, la inmigración y las administraciones dedicadas al desarrollo insular pueden atar Galápagos al mundo: este es el tema de la segunda parte. En Galápagos, un "turismo de redes" cuya rentabilidad está asentada en la renovación rápida de la clientela tiene consecuencias negativas tanto en la ecología como en la población insular. El capítulo IV empieza presentando la construcción de un mito turístico, el de una naturaleza virgen cuya imagen está ampliamente difundida. Pero el estudio de varios tipos de cruceros turísticos como el de los visitantes del PNG contradicen esta empresa de "comunicación", pues a pesar de lo que se pretende, el turismo que se practica en Galápagos no tiene nada que ver con ecoturismo. Esto lo comprueba también el minucioso análisis de un mercado en pleno desarrollo que ha pasado en manos de empresas en mayoría afuereñas a las islas gracias a una política decidida por gobiernos ecuatorianos e instituciones conservacionistas internacionales.

El capítulo V atañe la integración de Galápagos al territorio ecuatoriano. Las estructura y repartición de la población del archipiélago reflejan las sucesivas olas de inmigración que la han hecho crecer en forma vertiginosa. Estimuladas primero por el Estado y luego por el turismo, las migraciones hacia Galápagos tienen hoy como razón principal la pobreza que se extiende en la parte continental del país. Las redes migratorias desempeñan un papel creciente en este poblamiento y favorecen el anclaje de ciertas comunidades en el archipiélago, lo que explica la actitud ambigua de la población respecto a la inmigración. En el curso de los años setenta, el Estado invierte bastante en Galápagos gracias a sus rentas petroleras; pero cuando éstas disminuyen, los territorios administrativos y políticos creados por el Estado en la nueva provincia insular han por parte escapado a su control, a pesar de los numerosos planes de manejo y conservación dedicados al archipiélago. Los beneficiados de esta impotencia estatal son las administraciones y los políticos locales, que se disputan una renta de situación sacada de las redes transnacionales de la conservación y del turismo.

En islas Galápagos cada vez más abiertas, las zonas pobladas tienen varios modos de conexión al sistema Mundo, de los cuales el capítulo VI presenta dos casos. Puerto Ayora, el centro económico del archipiélago, es un microcosmo que resume las condiciones de vida de la población insular. La descripción de las calles principales permite tomar el pulso de una ciudad que sólo vive por su conexión con afuera, el Ecuador continental o el mundo del turismo. Un breve análisis de las estrategias urbanas sirve a medir la distancia entre los que sacan provecho del turismo y el resto de la población, que se dedica en adelante a una miserable economía informal. El crecimiento y la pauperización de esta población urbana llevan numerosos problemas que los servicios municipales no pueden resolver pero que están cuidadosamente escondidos, por razón de turismo. En cuanto a la isla Isabela, ésta pasó de repente de una situación de margen a la de punto de salida de una red de pesca ilegal cuya otra extremidad se encuentra en Hong-Kong: su medio isleño está entonces por desaparecer. En forma general, esta "continentalización" del medio insular hace difícil la adaptación de los nuevos habitantes a la vida en las islas.

El fracaso de la conservación en Galápagos, objeto de la tercera parte, es la consecuencia lógica de lo precedente. El capítulo VII establece que el PNG está entregado de hecho a sus depredadores. La aplicación de técnicas de gestión de áreas protegidas importadas de Estados-Unidos no impide que numerosos barcos de turismo no respeten a los itinerarios promulgados por el SPNG, lo que conduce a la saturación de los más famosos sitios de visita. Como lo comprueban los visitantes, el PNG no está cuidado: el examen de los irrisorios medios materiales, financieros y humanos de las dos instituciones encargadas de su conservación explica porqué. A esto se agrega, según los encuestados en la ECCD y el SPNG, un cierto número de problemas institucionales. Desde un punto de vista ecológico, el resultado más grave de esta impericia es la muy lucrativa pesca de tiburones y de pepinos de mar exportados a Asia gracias a la colusión de ciertas autoridades con los dueños de estas redes comerciales, depredación de un patrimonio mundial que la comunidad internacional, a pesar de sus declaraciones, no puede parar.

Pero el capítulo VIII expone la razón principal de esta quiebra: una conservación que dejó de hecho la protección in situ de los ecosistemas, la cual depende de las autoridades públicas, en provecho de la preservación ex situ de algunas especies emblemáticas. Esta política de conservación ex situ está en manos de ONG naturalistas que se concentran en la búsqueda de fondos hasta convertirse en verdaderas empresas: la evolución de los recursos financieros de la Fundación Darwin condiciona la de sus políticas como

la de sus responsables. La única acción social de los conservacionistas es el ensayo de "educación" de la población insular, pero es un fracaso patente: no es sorprendente que buena parte de los habitantes de Galápagos rechacen entonces el parque nacional.

Al concluir, el autor vuelve a hablar de la degradación conjunta de las condiciones de vida de la población y de la ecología de Galápagos, relacionándola con un fenómeno que se observa hoy en el mundo entero, la creciente accesibilidad de una región cuyo aislamiento explicaba la singularidad. Esto lo lleva a proponer el reemplazo de una conservación de la naturaleza cuyo fracaso es evidente por la preservación de la geodiversidad, en la cual el espacio es la clave de la salvaguarda de las diversidades natural y cultural terrestres.

Table des cartes, figures et tableaux

Table des cartes

Carte 1 — Les îles Galápagos	12
Carte 2 — Le Pacifique centre-oriental	27
Carte 3 — Les milieux naturels des Galápagos	35
Carte 4 — Première carte des Galápagos (1684)	60
Carte 5 — Carte des Galápagos par Fitzroy (1835)	61
Carte 6 — Les colonisations d'un espace ouvert	67
Carte 7 — Zones hors parc national	206
Carte 8 — Puerto Ayora	207
Carte 9 — Sites de visite du PNG en 1996	250
Carte 10 — Nombre de visiteurs par sites de visite du PNG en 1980 et en 1989	251
Carte 11 — Fréquentation des sites de visite du PNG en 1993 selon les itinéraires de bateaux de tourisme fixés par le SPNG	254
Carte 12 — Dégradation et conservation des Galápagos	281

Table des figures

Figure 1 — Origine des scientifiques en mission à la station Darwin (1960-1994)	116
Figure 2 — Financement de la SRCD par les fondations naturalistes (1960-1993)	116
Figure 3 — Recherches des scientifiques en mission à la station de 1960 à 1993	117
Figure 4 — Les mots du tourisme	128
Figure 5 — Les images du tourisme	134
Figure 6 — Les animaux de la science et du tourisme	137
Figure 7 — Entrées annuelles au PNG (1970-1997)	144
Figure 8 — Types de séjour aux Galápagos des touristes enquêtés	148

Figure 9—Évolution du nombre de concessions de bateaux de tourisme aux Galápagos (1972-1996)	155
Figure 10—Augmentation du nombre de places disponibles à bord des bateaux de tourisme opérant aux Galápagos (1972-1996)	155
Figure 11—Propriété des bateaux de tourisme selon leurs catégories en 1996	160
Figure 12—Évolution du nombre de concessions par catégories (1990-1996)	160
Figure 13—Places à bord des bateaux de tourisme selon leur catégorie en 1996	161
Figure 14—La croissance démographique aux Galápagos de 1938 à 2014 (recensements, estimation, hypothèses)	167
Figure 15—Structure de la population des Galápagos en 1990	170
Figure 16—Évolution des raisons de migrer aux Galápagos des enquêtés ou de leurs parents	172
Figure 17—Années d'arrivée aux Galápagos des migrants enquêtés et des personnes qu'ils y ont amenées	181
Figure 18—Opinion des enquêtés sur les migrations vers les Galápagos ...	186
Figure 19—Emplois des ménages enquêtés à Puerto Ayora	218
Figure 20—Opinion des enquêtés de Puerto Ayora sur l'évolution du tourisme aux Galápagos entre 1991 et 1993	219
Figure 21—Principales déficiences des services publics selon les enquêtés de Puerto Ayora	228
Figure 22—Investissements publics équatoriens dans le développement et la conservation des Galápagos (1980-1994)	247
Figure 23—Évolution du budget du SPNG (1975-1996)	263
Figure 24—Effectifs du SPNG (1974-1994)	264
Figure 25—Date d'arrivée aux Galápagos des enquêtés du SPNG de la station et de Puerto Ayora	266
Figure 26—Emplois des enquêtés du SPNG et de la station	267
Figure 27—Nombre de voyages professionnels des enquêtés du SPNG et de la station dans d'autres îles que Santa Cruz/Baltra, au cours de l'année précédant l'enquête	268

Figure 28 — Motifs des voyages professionnels dans les îles des enquêtés du SPNG ou de la station	269
Figure 29 — Nature des infractions dans le PNG rapportées par les guides en 1976-1983 et en 1992-1993	278
Figure 30 — Tortues tuées et recensées à Isabela, de 1981 à août 1994	292
Figure 31 — Origine et montant des financements de la station Darwin (1979-1993)	312
Figure 32 — Enquêtés trouvant le PNG trop grand et/ou souhaitant un libre usage des ressources qui y sont situées	327
Figure 33 — Avantages de la vie aux Galápagos selon les enquêtés	329

Table des tableaux

Tableau I — Croissance démographique et migrations aux Galápagos	166
Tableau II — Distribution de la population par îles et zones de 1950 à 1990	169
Tableau III — Responsables de la SRCD et de la FCD (1960-1996)	309

Table des matières

Sommaire	7
Préface	9
Introduction : Des îles ou la planète ?	13

UNE NATURE CONVOITÉE DANS UN ESPACE OUVERT

<i>Chapitre I. La découverte de la nature des Galápagos</i>	21
Entre mythe et science	21
Une nature étrangère à l'homme	21
Darwin aux Galápagos	24
Des volcans adoucis par l'océan	26
Un isolement relatif	26
De jeunes îles océaniques	28
Les humeurs du ciel et de l'océan	33
L'absence d'eau et les caprices du Niño	38
D'étranges paysages animés	41
Une différenciation bioclimatique classique des îles tropicales	41
Le littoral	43
L'« étage aride »	46
Les hauteurs	48
Une nature miraculeuse ? L'évolution	51
Le peuplement naturel des îles	51
Dysharmonie, colonisation et spéciation géographique	53
La leçon darwinienne	55
<i>Chapitre II. L'espace ouvert</i>	57
De l'espace délaissé à l'espace ouvert	57
Mystérieux visiteurs et découvreurs indifférents	57
Un repaire des « Frères de la Côte »	58
De l'importance de la navigation dans l'usage des îles : l'espace ouvert	62
Le pillage de la nature	63
« Galápagos Grounds »	63
La difficile colonisation d'un espace ouvert	66
<i>Colonias penales</i> et <i>aceiteros</i> de San Cristóbal et d'Isabela	70
L'État équatorien dans l'espace ouvert des Galápagos	73
« Héritage de ce temps »	75
L'attrait de la nature	78
L'« invention » touristique des Galápagos	78
Floreana, ou les Robinsons de l'espace ouvert	79
Santa Cruz, ou la Babel des Galápagos	83

La nationalisation des Galápagos par leur internationalisation (1942-1959)	86
Baltra, une situation stratégique négociée	86
La souveraineté territoriale par la conservation du patrimoine naturel	88
<i>Chapitre III. Des îles « naturalisées » par le Nord</i>	91
De la prédation naturaliste à la conservation de la nature	91
Des spécimens peu utiles, mais si exotiques	91
Une expédition touristique-naturaliste en 1923 : le <i>Noma</i> de W. Beebe	94
La nouvelle préoccupation des naturalistes : protéger la nature <i>in situ</i>	95
La prise de possession des Galápagos par les naturalistes	97
La création du parc national des Galápagos	98
Les débuts de la fondation et de la station de recherche Charles-Darwin	103
Les Galápagos et les sciences naturelles aujourd'hui	108
Chercheurs	110
Des recherches menées par des scientifiques en mission	115

LE RATTACHEMENT AU MONDE

<i>Chapitre IV. La mainmise du tourisme de réseaux sur les Galápagos</i>	123
La mise en place du tourisme de réseaux	123
Le tourisme de réseaux	123
Un tourisme organisé par l'entreprise privée	124
La fabrication d'un mythe touristique	127
Les mots du tourisme	127
Les guides, professeurs de nature ?	129
Une nature consommée comme image	132
Tourismes et touristes	137
Les croisières	137
Des visiteurs toujours plus nombreux	143
... sont des touristes ordinaires	145
Les politiques touristiques	149
Les essais infructueux de tourisme territorial	149
Le Plan global ou le « tourisme sélectif »	151
L'imbroglio des <i>cupos y patentes</i> : les armateurs insulaires... évincés du marché	154
L'évolution de la flotte touristique	158
<i>Chapitre V. L'intégration des Galápagos à l'Équateur</i>	163
Une population d'immigrés	163
Équateur et Galápagos : une histoire désormais commune	163
Une croissance démographique accélérée	165
Origine, distribution et structure d'une population de migrants	168
Les étapes de la migration	171
Les réseaux de migration	179
Le travail, enjeu des migrations par réseaux	180
Des migrations par réseaux à la formation de communautés	183

De la présence administrative.....	186
Les structures d'encadrement et de développement de la province insulaire	187
Des plans ambitieux à courte durée de vie	190
... à la prédation publique	194
De l'utilité des plans non respectés	194
Contrôler les nœuds des réseaux : la prolifération d'entités publiques intéressées par le captage de la rente	196
L'exacerbation des tensions politiques dans un espace « protégé » ..	199
<i>Chapitre VI. La continentalisation du milieu insulaire</i>	205
Puerto Ayora : à l'intersection des réseaux migratoires et touristiques	206
La <i>calle principal</i> , ou l'axe continental	208
À la jonction des axes continental et maritime : la place des bus et le port	210
Impératif commercial et spéculation foncière : bien se placer sur le <i>malecón</i>	214
<i>Iguanas and Bananas</i> et Banco del Pacífico	216
La crise urbaine du centre économique de l'archipel	218
Du tourisme territorial à l'économie informelle	218
Pauvreté, délinquance, drogue	221
La difficile croissance d'un <i>pueblo enfermé</i>	224
La faillite des services publics	227
Isabela, le « Far West »	233
L'isolement	233
Les <i>Isabeleños</i>	235
Un milieu îlien en voie de disparition	237
« Le syndrome de l'insulaire »	239
Sortir de l'île	240
Quelle identité <i>galápagueña</i> ?	241

L'ÉCHEC DE LA CONSERVATION

<i>Chapitre VII. Un parc national à l'encan</i>	247
La difficile gestion touristique du parc national	248
L'application de techniques productivistes à la <i>wilderness</i>	248
Des sites saturés et des itinéraires de visite non respectés	249
De l'intérêt économique d'une gestion technocratique des aires protégées	256
En finir avec le mythe d'un parc national surveillé	259
La piètre opinion des touristes sur la conservation du PNG	259
Le « Servicio Parque Nacional Galápagos », une administration délaisée	261
Station Darwin et SPNG : l'administration à défaut de la conservation	265
Le SPNG ne peut pas surveiller le parc national	271
Des guides en guise de gardes-parcs ?	276

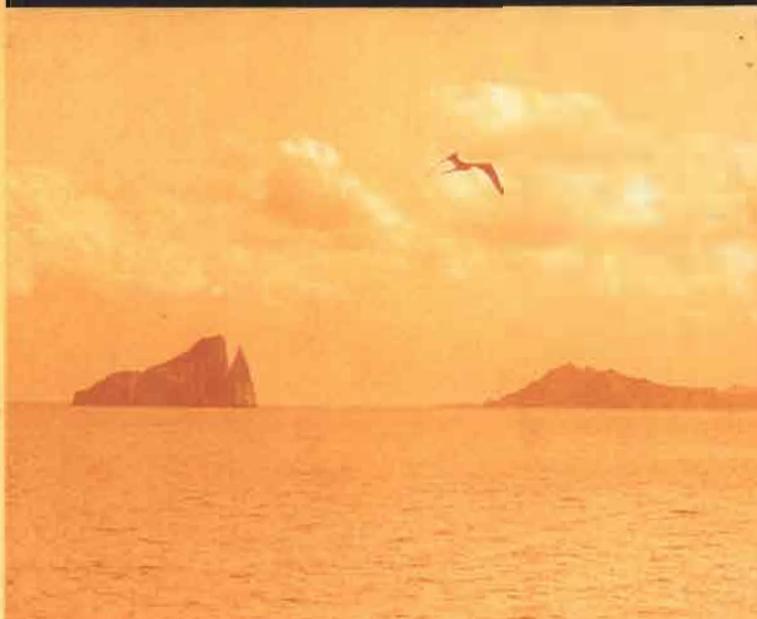
La pêche, révélateur d'une politique conservacionniste en crise ..	280
Des holothuries, des dollars et des rats	282
Le boom des holothuries : le passage d'Isabela de la marge au réseau	286
La communauté internationale impuissante à faire respecter un « Patrimoine de l'humanité »	290
<i>Chapitre VIII. Les réseaux conservacionnistes contre les territoires</i>	297
Une conception réticulaire de la conservation : protéger des espèces <i>ex situ</i> plutôt que la nature <i>in situ</i>	297
Les tortues, ou la reconstruction de la nature <i>ex situ</i>	298
Les chèvres, ou l'échec de la conservation <i>in situ</i>	301
<i>L'Odyssey</i> : la médiatisation de la science au service de la conservation ?	304
Enjeux et dangers de la conservation <i>ex situ</i>	306
La fondation Darwin, ONG ou entreprise conservacionniste ?	308
Les réseaux du pouvoir à la fondation Darwin	308
Une nébuleuse financière	311
Les liens de la fondation Darwin avec le tourisme de réseaux	313
Les dons des touristes à la conservation	314
« Charles Darwin Foundation, Incorporated »	315
De l'inconvénient de privilégier les réseaux aux territoires	317
Une population opposée à la conservation ?	319
L'éducation de la population : la panacée selon la fondation Darwin	320
L'opinion de la population sur la conservation	325
Conclusion. De la conservation de la nature à la préservation de la géodiversité	331
Références	341
Glossaire des termes équatoriens	353
Sigles	355
Résumé/ <i>Abstract/Resumen</i>	357
Table des cartes, figures et tableaux	369

Mots clés

Îles Galápagos
Conservation de la nature
Tourisme
Migrations
Réseaux
Territoires

Keywords

Galápagos Islands
Nature conservation
Tourism
Migrations
Networks
Territories



L'archipel des Galápagos, classé « patrimoine naturel de l'humanité », abrite un parc national prestigieux qui bénéficie d'aides internationales considérables. Destiné à faciliter les recherches naturalistes, censé servir de modèle à de nouvelles formes de valorisation touristique plus respectueuses de l'environnement (écotourisme), ce parc est aujourd'hui l'objet de nombreuses critiques. Le développement des réseaux touristiques et migratoires a accéléré le rattachement de l'archipel au territoire équatorien et au marché mondial. La nature « protégée » est devenue un espace soumis aux exigences de rentabilité d'un monde caractérisé par la marchandisation et l'uniformisation des lieux. Cette « conservation contre nature » a des conséquences catastrophiques pour les écosystèmes et les habitants de l'archipel. Au-delà de l'étude d'une région emblématique, l'auteur mène une réflexion sur la place de l'homme dans la nature, véritable plaidoyer en faveur de la préservation de la géodiversité. Son ouvrage novateur et stimulant s'adresse à tous les acteurs soucieux de l'avenir de notre planète.

The Galápagos archipelago, a World Heritage site, possesses a high-prestige national park that benefits from considerable international aid. However, this park aimed at facilitating research by naturalists and at serving as a model for new forms of tourism displaying more respect for the environment (ecotourism) is severely criticised today. The development of tourist and migration networks has accelerated the connection of the archipelago to Ecuadorean territory and the world market. The "protected" natural environment has become an area subject to the profitability requirements of a world characterised by the commercialisation and uniformisation of places. This "unnatural conservation" is having catastrophic effects on the ecosystems and inhabitants of the archipelago. Beyond studying an emblematic region, the author considers the position of man in nature and pleads for geodiversity. Innovative and stimulating, this book is intended for all those who care about the future of our planet.



213, rue La Fayette
75480 Paris cedex 10

Diffusion :
31, avenue Henri-Varagnat
93143 Bondy cedex
fax : 01 48 02 79 09
e-mail : diffusion@bondy.ird.fr

150 FF t.t.c.
22,87 €

ISSN 1278-3481
ISBN 2-7099-1451-